

UNE HISTOIRE
DES
COLONIES ANGLAISES
AUX ANTILLES
(de 1649 à 1660)

THÈSE

Présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

PAR

Arthur P. WATTS

PARIS
LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE
49, BOULEVARD SAINT-MICHEL

1924

Thèse Paris



Digitized by the Internet Archive
in 2026

Une Histoire
des
Colonies anglaises aux Antilles
(de 1649 à 1660)

UNE HISTOIRE
DES
COLONIES ANGLAISES
AUX ANTILLES
(de 1649 à 1660)

THÈSE

Présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

PAR

Arthur P. WATTS

PARIS

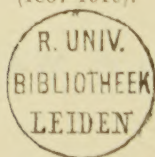
LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, BOULEVARD SAINT-MICHEL

1924

*11850

*A mon Père et à ma Mère
et à la mémoire
de mon Ami et Professeur
Henry Morse Stephens
(1857-1919).*





De la carte : " LES ISLES ANTILLES, entre lesquelles sont Les Lucayes et les Caribes, par M. Sanson d'Abbeville, Géogr. ord're du Roy, 1656 ". (Bibl. Nat. Pf 202, 5363).

PRÉFACE

L'histoire de l'origine des colonies anglaises des Indes occidentales, surtout en ce qui touche aux questions constitutionnelles ou administratives, est d'autant plus importante qu'elle foisonne en éléments propres à l'étude comparative du développement politique des colonies de la Nouvelle-Angleterre et de l'évolution de ces théories relatives aux droits des gouvernés, qui ont finalement abouti à la formation des Etats-Unis d'Amérique, puis à l'organisation des gouvernements coloniaux de l'empire britannique des temps modernes. Au xvii^e siècle, les hommes d'Etat anglais considéraient les colonies des Indes occidentales comme infiniment plus précieuses que toutes les autres. Les historiens britanniques du xviii^e siècle et du début du siècle suivant ont fréquemment traité de l'histoire de la Jamaïque, de la Barbade et de Saint-Christophe, mais faute d'avoir eu accès à la riche documentation où les curieux de l'heure présente sont à même de puiser librement, les œuvres de ces écrivains sont à notre époque considérées comme surannées et presque totalement dépourvues d'intérêt. Au cours du xix^e siècle, les historiens anglais ou américains qui ont abordé l'histoire des colonies américaines se sont exclusivement bornés à l'historique des « Treize Colonies » et du Canada ; les Indes occidentales sont restées négligées en matière de recherches historiques. Toutefois, durant ces dernières années, un petit groupe d'historiens américains et un célèbre professeur anglais ont entrepris l'étude de la vaste accumulation de documents spécialement consacrés au développement des îles anglaises, et à leurs conflits avec les possessions espagnoles des Indes occidentales. Signalons, entre autres,

les professeurs Mims, Haring, Westergaard et Herbert E. Bolton (de l'Université de Californie). En Angleterre, le professeur A. P. Newton, de l'Université de Londres, s'est également intéressé à ce domaine oublié de l'histoire des colonies.

Jusqu'à présent, toutefois, les chercheurs modernes ont pour ainsi dire laissé de côté l'histoire détaillée de l'évolution des colonies anglaises des Indes occidentales pendant la période qui s'est écoulée de 1650 à 1660, et durant laquelle les colons de la Barbade, d'Antigua et de Saint-Christophe ont développé d'une manière plus précise et plus rapide leurs doctrines politiques ; cette même période vit l'Angleterre faire de la conquête un moyen légitime de colonisation, comparativement à l'occupation résultant de la découverte ou du droit du premier occupant.

Laissant donc de côté tous les récits historiques du passé en raison de leur inexactitude, et basant sa propre narration exclusivement sur des données documentaires ou de première main, l'auteur s'est efforcé, dans son étude, de retracer l'histoire des colonies anglaises des Indes occidentales sous le Commonwealth et le Protectorat. Étant donné l'étendue des éléments inédits se rapportant aux luttes constitutionnelles et à la conquête de la Jamaïque, il a été jugé nécessaire de s'abstenir d'entrer dans les détails de l'histoire économique des colonies.



Olivier Cromwell a élaboré un programme nettement défini d'expansion coloniale, lequel était le complément logique de sa politique générale en Europe. La complexité de la situation européenne, vers le milieu du ^{xvii}^e siècle, obligea Cromwell à formuler une politique étrangère à la fois claire et concrète.

Il fallait s'attendre à ce que ses relations avec les nations étrangères fussent largement influencées par les idées et les préjugés dont il avait hérité. Sa politique mondiale, dans ses grandes lignes, fut en grande partie inspirée par sa fidélité aux traditions du temps d'Elisabeth, son puritanisme ar-

dent, sa croyance aux doctrines économiques de l'époque et son amour profond pour sa patrie. La politique étrangère du Protecteur semble se diviser naturellement selon trois grandes catégories.

La propagation du protestantisme, par la voie d'une ligue des puissances sous l'égide de l'Angleterre semble avoir occupé une place prépondérante dans la pensée de Cromwell, préoccupation manifeste d'ailleurs dans nombre de ses instructions aux ambassadeurs, aux gouverneurs des colonies et aux commandants d'expéditions. En pratique, cette ligne de conduite signifiait que l'Angleterre cherchait à amoindrir la puissance de la papauté. Sa politique antipapale évolua d'ailleurs bientôt vers un programme anti-habsbourg. Les protestants en Europe croyaient fermement que la force de l'Eglise romaine dépendait en grande partie de l'appui financier de l'Espagne et de l'Empire. En conséquence, pour frapper à coup sûr la puissance du catholicisme, il convenait d'empêcher l'Espagne de recevoir des métaux précieux de l'Ouest.

En second lieu, Cromwell caressait le projet d'assurer à l'Angleterre le premier rang parmi les grandes puissances, et dans la poursuite de ce but il a mis en œuvre les préceptes de cette puissante école des économistes du XVII^e siècle auxquels nous devons la doctrine du « mercantilisme ». Une des résultantes logiques de cette théorie comportait nécessairement un programme d'expansion coloniale.

La troisième grande préoccupation de la politique mondiale de Cromwell était purement d'ordre politique, c'est-à-dire qu'il visait à empêcher aucune puissance étrangère d'aider à la restauration de Charles Stuart.

Pour l'application pratique de sa politique étrangère, il fallait nécessairement que Cromwell laissât les questions de détail à d'autres mains. Il se fiait parfois au jugement d'hommes de moindre envergure, dont les directions et la claivoyance étaient souvent inférieurs aux siens. Il était en quelque sorte inévitable que Cromwell eût la main forcée, en certaines occasions, et fût mis en face de situations auxquelles il ne se fût pas exposé de son propre chef. C'est ce qui s'est produit par-

tièlièrement dans le domaine colonial. Les actes du gouvernement y furent largement inspirés par un groupe influent de négociants londoniens qui détenaient d'énormes intérêts dans le commerce colonial. Cromwell les consultait constamment, sollicitant leurs conseils et les informations qui lui étaient nécessaires ; il tenait grand compte de leurs opinions et s'en fiait à leur jugement. Ces négociants faisaient fréquemment partie des diverses sous-Commissions du Conseil d'Etat, telles que les Commissions d'Amérique, de la Barbade, de la Jamaïque et « des Affaires Etrangères et des Plantations ». C'est à ces sous-Commissions d'experts accrédités qu'il faut attribuer une grande partie du texte des ordres du jour du Conseil d'Etat et des instructions lancées par Cromwell. Ces dirigeants financiers comprenaient des personnalités comme Robert Rich, deuxième comte de Warwick, Maurice Thompson, et surtout Martin Noell et Thomas Povey.

Les Indes occidentales (Antilles) de 1492 à 1650

Afin d'envisager sous sa vraie perspective la politique coloniale du gouvernement anglais de 1650 à 1660, ainsi que l'histoire de ses colonies aux Indes occidentales, il convient de retracer succinctement l'historique de la puissance espagnole aux Antilles jusqu'en 1650.

Deux races primitives, aux caractéristiques extrêmement différentes, habitaient les îles des Indes occidentales durant le x^v^e siècle. Les Arawaks, population paisible et douce, vivant aux îles Bahamas et aux grandes Antilles, avaient été, dans le passé, refoulés au Nord par les Caraïbes, peuplade féroce et extrêmement belliqueuse qui habitait l'archipel Vierge et les petites Antilles, et cherchait à s'étendre vers le Nord. L'occupation espagnole aux Indes occidentales fit des progrès rapides grâce au fait que les îles occupées étaient peuplées par les pacifiques Arawaks.

Toutes les îles principales des Indes occidentales avaient été découvertes dès 1502, et les vingt années qui suivirent

furent témoins des efforts de l'Espagne pour affermir sa domination sur les quatre grandes îles, Hispaniola, Porto-Rico, Cuba et la Jamaïque.

Le gouvernement espagnol institua immédiatement un organisme spécial pour l'administration de ses nouvelles possessions, le Conseil des Indes et la Casa de Contratacion qui eurent la charge pleine et entière des affaires coloniales. Tous les actes des colons étaient minutieusement réglementés, pour le bénéfice matériel de la mère-patrie. Aucune société anonyme d'aventuriers commerçants ne pouvait faire commerce avec leurs plantations, comme c'était le cas avec l'Angleterre et la Hollande. Aucun Espagnol ne pouvait obtenir de son gouvernement des privilèges semblables à ceux dont jouissait une association de pionniers qui faisaient commerce aux îles Summer. Le commerce entre Cadix et le Nouveau Monde était extrêmement fructueux. Toutes les riches flottilles chargées d'énormes cargaisons de métaux précieux, de pelleteries et de bois du Nouveau Monde s'en venaient à Cadix.

Toutes les nations d'Europe se virent interdire d'entretenir des relations commerciales avec les établissements espagnols, et cette interdiction fut très sévèrement appliquée. En peu de temps, les industries espagnoles étaient en plein essor ; des institutions espagnoles, les municipalités et l'Église de la métropole avaient des ramifications en Nouvelle-Espagne. En 1513, on comptait dix-sept villes et cités dans les îles nouvelles, dont quelques-unes d'importance considérable. Saint-Domingue, à Hispaniola, était la plus considérable de toutes ; elle servit de base aux expéditions qui rayonnèrent alentour, tant de découvertes que de colonisation, et qui augmentèrent dans de si formidables proportions les possessions espagnoles en Amérique. Cette cité devint à la fois la capitale de l'Amérique du Nord et de l'Amérique du Sud ; c'était, en vérité, une « Nouvelle Espagne ». Dans un espace de temps remarquablement court, les quatre colonies furent organisées et occupées, mais les Espagnols ne se préoccupèrent pas outre mesure d'occuper de nouvelles îles, pour deux bonnes raisons : le caractère belliqueux des Caraïbes faisait de l'expansion vers le Sud

une entreprise par trop risquée, et les « terres dorées » de l'Ouest ne tardèrent pas à absorber l'attention des Espagnols. En 1525, toute leur force était mise en jeu pour la conquête du continent de l'Amérique centrale et du Mexique. Ils accomplirent de grands progrès, et en 1542 ils occupaient la totalité de l'Amérique centrale et du Bas-Mexique, les conquistadors poussant énergiquement vers le Nouveau-Mexique et l'Arizona ; de plus, il s'étaient emparés du Pérou et avaient, nominalemment du moins, mis la main sur les Philippines, plus à l'Ouest. En raison de ces importantes opérations, les Indes occidentales perdirent de leur importance pendant un certain temps, sauf comme bases d'expéditions nouvelles, et comme points d'appui des flottes précieuses qui assuraient les relations de l'Espagne avec ses colonies continentales du Nouveau Monde. Conséquemment on ne trouvait dans ces îles, pour la plupart, que les éléments les moins énergiques des Espagnols du Nouveau Monde.

Durant le xvi^e siècle, le monopole absolu de l'Espagne sur la possession des îles ne subit aucune atteinte de la part des autres puissances européennes. La Bulle pontificale du 3 mai 1493 était respectée et observée. Avec le temps, cependant, la Réforme porta ses fruits et les nations basèrent leur droit d'établissement sur les découvertes accomplies ou l'occupation réalisée.

Il se produisit cependant une tentative contre le commerce espagnol. Le résultat véritable du monopole commercial espagnol était en réalité une faillite, car l'afflux des grandes richesses qui bientôt l'inondèrent vint paralyser l'industrie et ruiner l'agriculture. En quelques années, les fabricants espagnols se trouvèrent dans l'impossibilité de subvenir aux demandes incessantes des colons qui réclamaient à grands cris des produits manufacturés. On trouva donc de nombreux moyens d'éluder les règlements si sévères du gouvernement. Les marchandises d'origines étrangères étaient expédiées en Espagne et de là réexpédiées aux colonies, bien que ce fût au mépris des lois commerciales édictées pour les Indes occidentales.

Avec le temps, les commerçants étrangers, lassés de cette

manière indirecte de conduire leurs transactions, recoururent à des méthodes relativement radicales ou encore frauduleuses pour s'assurer ce fructueux négoce par une voie plus directe. D'immenses bénéfices en résultèrent, et les courtiers marrons augmentèrent rapidement en nombre. Ce fut le commencement de la fin pour la domination espagnole aux Indes occidentales.

Il convient également de noter ici une autre circonstance fort importante. En raison de la sévérité dont les colons faisaient preuve envers les indigènes, les îles se dépeuplaient rapidement, et il en résultait un besoin criant — si l'on voulait que les îles demeuraient florissantes — d'une main-d'œuvre abondante et à vil prix. La question de main-d'œuvre devint alors, et demeura depuis lors, l'un des problèmes principaux aux Indes occidentales ; c'est en vérité le point vital de l'histoire des îles Caraïbes.

La demande en esclaves nègres faisait des progrès gigantesques, et les Hollandais, conscients de l'occasion qui s'offrait à eux, apportèrent aux Espagnols en grand nombre de « l'ivoire noir » originaire d'Afrique. Vers le milieu du xvi^e siècle, le commerce des esclaves était florissant et il attira l'attention des Anglais. John Hawkins se mit à faire concurrence aux Hollandais et fit trois voyages entre la Guinée et les Indes occidentales (1562-1567). En dépit des réglementations espagnoles, les colons faisaient bon accueil à la contrebande commerciale, et même celle-ci faisait « loucher » les gouverneurs coloniaux.

A mesure que l'Espagne resserrait les mesures envers les contrebandiers, elle augmentait leur détermination de mettre la main sur son commerce. Les corsaires français furent les premiers à harceler les flottes commerciales espagnoles ; tout d'abord ils demeuraient à l'affût aux environs des Canaries et des Açores pour y attendre leur proie, mais après plusieurs échecs transférèrent leur champ d'opération aux îles Caraïbes. Les flibustiers hollandais de Dieppe et de Brest bientôt participèrent au pillage. Les Français se livrèrent à de nombreuses attaques sur les villes côtières du Maine espagnol et prélevèrent d'énormes rançons. Les établissements étaient

si mal pourvus en gros canons et si espacés que la victoire demeurait assez rarement aux défenseurs.

Au cours du dernier quart de siècle, la haine des Anglais pour tout ce qui était espagnol avait fait d'énormes progrès : c'est alors que les ennemis du monopole de l'Espagne s'augmentèrent des « lévriers » d'Elizabeth, qui firent des Indes occidentales leur terrain de chasse favori (1).

L'Espagne tenta vainement à plusieurs reprises de mettre un terme à ces attaques contre ses possessions : en vain arma-t-elle ses navires et envoya-t-elle ses escadres sous la protection de puissants convois. Maintes et maintes fois les dépêches montraient comme quoi les Espagnols craignaient constamment que la flotte aux trésors fût capturée et que leur ravitaillement en métaux précieux, dont l'Espagne dépendait entièrement, fût à jamais interrompu. Depuis la révolte des Pays-Bas jusqu'au traité de Westphalie, l'Espagne fut presque entièrement absorbée par le souci des affaires européennes, et ne put en conséquence porter l'attention nécessaire à la protection de son commerce maritime.

Le commencement du xvii^e siècle est également le point de départ d'une ère nouvelle de l'histoire des Antilles. Les Français, les Hollandais et les Anglais, qui pendant le xvi^e siècle s'étaient bornés à faire figure de commerçants interlopes soucieux de réaliser des bénéfices et non pas de cultiver des colonies, vinrent à cette époque avec le projet de s'établir. Durant la première moitié de cette ère nouvelle, de 1600 à 1650, ils occupèrent avec succès la plupart des îles que les Espagnols avaient négligées pendant plus d'un siècle.

Saint-Christophe fut occupée par des colons anglais en 1623. En 1624, la Barbade était également acquise : Nevis et les Bermudes en 1628, Montserrat et Antigua quatre ans plus tard. Les Hollandais et les Anglais prirent possession conjointement de Santa-Cruz (Sainte-Croix) en 1625.

(1) On ne saurait confondre ces hommes avec les boucaniers sans foi ni loi du siècle suivant. Ils bornaient leurs attaques aux Espagnols et ne molestaient aucunement le trafic maritime des autres puissances.

Quelques aventuriers français, dont le chef s'appelait Pierre Belain, sieur de Nambuc, arrivèrent à Saint-Christophe en 1625 et partagèrent l'île avec les premiers occupants, les Anglais. En novembre 1629, ils en furent chassés par les Espagnols, mais une partie d'entre eux ne tarda pas à rentrer dans sa possession, l'autre trouva un refuge sur la Tortue, une petite île au nord-ouest de Saint-Domingue et dépendant de celle-ci. En 1631, de Nambuc passa à la Martinique, qui fut habitée d'abord par quelques Français et quelques Anglais qui eurent plus d'une fois à lutter contre les indigènes, les Caraïbes. En 1635, deux Dieppois, Lolines et Duplessis, s'établirent à la Guadeloupe où ils eurent à soutenir une lutte très vive contre les Caraïbes, jusqu'en 1640.

Les Français fondèrent un établissement à Saint-Barthélemy en 1643, mais les colons furent massacrés par les Caraïbes vers 1650. Ils s'établirent successivement à Marie-Galante, et aux Saintes (1648), à Grenade et dans les Grenadilles (1650), et chassèrent les Espagnols de Sainte-Croix en 1650.

Jacques Diel du Parquet acheta la Martinique en 1650 et prit possession de Sainte-Lucie en 1651.

Dans l'intervalle les Hollandais ne restaient pas inactifs. Pour leur part, ils s'emparèrent de Tabago (1629), Curaçao (1634), Saint-Eustache (1635), et enfin de Saint-Martin en 1648. Ils n'y fondèrent pas d'établissements importants, étant essentiellement un peuple commerçant et non agricole. De Saint-Eustache, il espéraient être en situation de dominer le commerce des Indes occidentales, et de Curaçao celui de la Guyane.

Les puissances européennes n'occupèrent pas encore les îles Bahamas, tandis que la résistance acharnée des Caraïbes ajourna toutes chances de colonisation de la Dominique et de Saint-Vincent jusqu'au XVIII^e siècle.

Les Espagnols ne voyaient pas sans un certain malaise cet envahissement de leur domaine. Ils ressentirent profondément l'intrusion étrangère sur ces îles qu'ils n'avaient cependant pas encore tenté d'occuper eux-mêmes. La Providence, l'île Henriette et la Tortue furent fréquemment attaquées et leurs habitants chassés. En 1629 les Anglais et les Français étaient chassés

de Saint-Christophe; neuf ans plus tard les Hollandais et les Français étaient chassés de Saint-Martin. Dans la même année la Nouvelle-Providence était anéantie. Toutes ces opérations espagnoles furent exécutées à grand renfort d'excessive cruauté, qui ne fit qu'aviver la soif de représailles des autres nations. Non seulement les établissements de l'envahisseur furent attaqués, mais chaque fois qu'un de leurs vaisseaux avait le malheur de tomber entre les mains des Espagnols à l'affût, les équipages étaient soit torturés, soit emmenés en esclavages dans les mines d'Espagne, où ils avaient à endurer des souffrances pires que la mort.

Durant ce demi-siècle d'occupation française, hollandaise et anglaise, la guerre de course n'était aucunement abandonnée, mais augmenta bien plutôt, tout en assumant progressivement une forme nouvelle. Elle devint encore plus « banditique » et plus « piratesque » que dans le siècle précédent, et avec elle commença l'âge des boucaniers ; à mesure que le temps passait, les distinctions de naguère disparaissaient, et non seulement les navires espagnols étaient capturés, mais aussi tout navire qui se trouvait à portée. Le plus célèbre des boucaniers hollandais de l'époque était Piet Heyn, qui ravagea les côtes du Chili et du Pérou ainsi que les Indes occidentales. En 1643, le corsaire anglais le plus fameux de l'époque, le capitaine Jackson, s'empara de la capitale de la Jamaïque à la tête de cinq cents hommes seulement et força même Carthagène à lui payer une énorme rançon pour acheter sa liberté.

Au milieu du xvii^e siècle les quatre îles de la Jamaïque, Porto-Rico, Saint-Domingue et Cuba étaient encore au pouvoir de l'Espagne, avec un passé relativement mince au point de vue historique, à l'exception de ce qui avait trait à la découverte et à la colonisation des terres nouvellement conquises sur le continent. La grande période de Saint-Domingue appartenait encore à l'avenir.

CHAPITRE PREMIER

Origines et débuts du mouvement royaliste

Cette lutte de longue haleine entre Puritains et Royalistes en Angleterre se reproduisit en plus petit dans plusieurs des colonies anglaises du nouveau monde, surtout à la Barbade, aux Bermudes et en Virginie. Dans toutes les plantations, nombreux étaient ceux qui étaient fermement partisans du « droit divin » et de la justice des revendications du prince fugitif, Charles Stuart. L'inconcevable manque de clairvoyance dont les Puritains firent preuve en déportant, surtout vers la fin de la guerre civile, un grand nombre de leurs prisonniers anglais, irlandais et écossais dans leurs possessions d'outre-Atlantique, devait inévitablement fomenter une rébellion ouverte aux colonies. Nombre de ces exilés étaient des hommes capables, intelligents, qui avaient servi dans les armées de Charles 1^{er}. C'est pourquoi, quand la révolte aux colonies battit son plein, les colons étaient organisés et disciplinés, sous la conduite d'hommes qui avaient su mériter leur confiance par leur expérience du métier des armes.

Le mécontentement et la discorde avaient toujours régné à la Barbade, surtout à cause des droits de possession que détenait le comte de Carlisle, et du manque de coopération entre les mandataires des propriétaires absents et ceux qui exploitaient eux-mêmes leurs propriétés. Les choses s'envenimèrent rapidement et aboutirent à une crise pendant l'administration du gouverneur Philip Bell, de 1641 à 1659. Autrefois gouverneur de la Vieille-Providence, colonie enlevée par les Espa-

gnols, Bell avait été nommé gouverneur de la « Petite-Angleterre » en 1641 (1). Quatre ans plus tard, Carlisle le nommait gouverneur général avec pleins pouvoirs sur tous ses domaines des Indes occidentales. Cette même année, le gouverneur convoqua la première Assemblée législative, qui se sépara immédiatement en deux camps opposés, dont chacun s'efforçait de s'approprier le contrôle du gouvernement de la colonie (2).

Durant les trois années qui suivirent, l'afflux des royalistes fugitifs, dont certains étaient exilés d'Angleterre par les Puritains victorieux, alors que d'autres étaient venus de leur plein gré par la Hollande après s'être enfuis de leur pays, vint accroître les forces du parti royaliste de telle manière qu'ils obtinrent la majorité dans le Conseil de Bell. Sur ces entrefaites, ils augmentèrent les effectifs de la milice, confièrent le commandement à des officiers royalistes, et s'efforcèrent de construire des fortifications « assez fortes pour résister victorieusement à toute invasion », sous prétexte d'une attaque possible par les Espagnols (3).

Peu à peu, les anciens et relativement inoffensifs chefs des Cavaliers furent supplantés par deux frères qui étaient arrivés à la Barbade en 1649. Les frères Walrond, Humphrey et Edward, animés d'une hostilité acharnée envers tous les Puritains, étaient déterminés à provoquer la révolte ouverte de la colonie contre le Parlement. Habiles et sans beaucoup de scrupules, ils réussirent rapidement à s'insinuer dans certains postes d'importance auprès du gouvernement colonial (4). Immédiatement après eux venait le major Byham, officier qui devait également jouer un rôle important dans les événements des deux années suivantes. Le colonel Guy Molesworth, autre partisan déterminé de la cause royaliste, était « trésorier de la Plantation » (5). Dans le camp opposé, l'âme du parti parle-

(1) WM. BERRY, *Some Memorials of the Barbadoes and the other Caribbee Islands*, 174 L.

(2) *Ibid.*

(3) Nicholas FOSTER, *A Briefe Relation of the late Horrid Rebellion*, 5.

(4) A. B., *A Brief Relation of the beginning and end of the Troubles of the Barbadoes*, 1653.

(5) *Ibid.*

mentaire était le colonel James Draxe, membre du Conseil, qui habitait la colonie depuis plusieurs années.

Les Walrond commencèrent leur campagne pour s'assurer la conduite exclusive du groupe royaliste et du gouvernement par une campagne abominable contre l'honneur du colonel Molesworth (6) qui semblait être la seule personnalité du parti dont ils redoutassent l'influence. Leur habile campagne de diffamation réussit à tel point que tous les habitants le regardèrent avec mépris et qu'il reçut l'ordre de quitter la colonie. Pour le remplacer, les Walrond firent nommer un instrument plus docile en la personne du major Byham, ajoutant à son poste de trésorier celui de « Maître des Magasins » et de « Capitaine des Plateformes », réunissant ainsi le contrôle absolu des finances et des fortifications de la colonie entre les mains d'un personnage qui servirait docilement leurs projets.

Dans l'intervalle, la révolte ouverte avait éclaté aux Bermudes, où le peuple s'était déclaré pour Charles II et avait exilé environ soixante-dix « Indépendants » qui se réfugièrent dans la petite île désolée d'Eleuthère. Les rebelles envoyèrent un émissaire à la Barbade dans le but de conclure une alliance offensive et défensive avec cette puissante colonie. Ce projet fut accueilli avec enthousiasme par les Cavaliers, et surtout par les deux Walrond. Le colonel Draxe s'y opposa si énergiquement que l'émissaire fut renvoyé sans avoir reçu du colonel Bell la plus légère promesse de secours.

Exaspérés par cet échec, les Walrond convoquèrent de nombreux partisans pour étudier la situation et se concerter en vue de la ruine de leurs adversaires. Tous ayant juré le secret, Humphrey Walrond fit un discours dans lequel il montra la situation précaire du parti royaliste, prétendant que rien ne vaudrait, sauf l'extermination complète des « parlementaires ». Cette audacieuse proposition fut fort bien accueillie par la majorité des assistants et un Comité de sauvegarde fut élu. Lorsque le gouverneur eut connaissance de ce fait, il convoqua le Conseil et l'Assemblée législative. Ces deux corps prè-

(6) A. B. A *Brief Relation of the beginning and end of the Troubles of the Barbadoes*, 1653.

tèrent également serment d'observer le secret, après quoi lecture fut donnée d'un projet d'exil en masse établi par le Comité de sauvegarde. Seuls les Cavaliers les plus enragés approuvèrent cette mesure. Les modérés, sous la conduite du colonel Modyford, se rallièrent aux Têtes Rondes, ce qui eut pour effet d'empêcher l'adoption du projet. Modyford réussit ensuite à imposer l'adoption d'une loi de tolérance. Un décret d'« Union des habitants » fut approuvé le 5 avril 1659, contenant certaines clauses qui interdisaient de tenir des conciliabules ou de tenir des propos hostiles au gouvernement (7). Il était également stipulé que quiconque porterait en aucune manière atteinte à la liberté religieuse serait emprisonné et traduit devant l'Assemblée, et s'il était déclaré coupable, serait puni de trois mois de prison ; en cas de récidive il serait déchu de tous ses biens, meubles et immeubles, et serait déclaré nuisible à la paix de la colonie. Edouard Walrond réussit à imposer un amendement à cet acte, sous la forme d'un « engagement » ou serment, que tous les habitants seraient contraints de prêter, jurant fidélité au « souverain Seigneur et Roi, Charles II », et promettant de ne pas désobéir au gouvernement déjà établi dans la colonie (8). Tandis que cette question était encore en discussion, le colonel Christopher Codrington viola le secret en fournissant à certains des « Têtes Rondes » les procès-verbaux de l'Assemblée. Pour punir sa mauvaise foi, les royalistes adoptèrent une résolution qui le condamnait à une amende de 20,000 livres de sucre et l'exilait de la colonie (9). Cette odieuse mesure fut sur le champ portée au gouverneur qui en ordonna la proclamation.

Cependant, avant que la proclamation officielle pût avoir lieu, une députation de « parlementaires », évidemment sous la conduite du colonel James Draxe, se présenta chez le gouverneur, afin d'essayer d'obtenir la promesse que cette odieuse et injuste loi ne serait pas publiée (10), avant que fût reçue

(7) *Colonial Papers*, 4, 11, N° 14, April 5, 1659.

(8) A. B.'s account.

(9) *Foster*, 8, 9 et suivantes.

(10) A. B. *A Briefe Relation*.

d'Angleterre la réponse à une pétition de protestation rédigée par de nombreux colons. Bell exposa qu'il n'avait permis le passage de cette mesure que pour apaiser les Cavaliers extrémistes, espérant par là maintenir la paix dans la colonie. Il craignait que cette opposition aux Walrond ne provoquât de sérieuses difficultés. Il promit à la députation de faire tous ses efforts pour protéger les « Têtes Rondes ». Il s'était élevé dans la colonie un mouvement de résistance si déterminé et si soudain aux projets de législation royalistes, que les chefs du parti s'alarmèrent et décidèrent d'adopter une attitude plus prudente. Immédiatement après le départ de la députation qui venait de conférer avec Bell, Walrond se rendit également chez le gouverneur pour demander l'ajournement de la publication de la loi, prétendant avoir découvert des erreurs graves dans les copies rédigées par les clercs.

Il était d'usage pour les membres de l'Assemblée, avant d'y siéger définitivement, de promettre à leurs électeurs un compte rendu complet de leurs débats pendant la session. Lorsqu'en 1650 les électeurs réclamèrent cette information, l'Assemblée adopta une loi décrétant, selon Bayes, que le fait de divulguer les débats et les projets de lois constituait une sorte de « basse trahison ». Les colons ripostèrent par une pétition au gouverneur, demandant la dissolution de l'ancienne Assemblée et le priant d'ordonner la nomination d'une Assemblée nouvelle, déclarant que cette Assemblée avait siégé plus longtemps que les autres et avait cessé de représenter les vues des électeurs. Il importe d'observer qu'ils procédaient exactement de la même manière que les chefs d'agitations coloniales au cas de désaccord soit avec le gouverneur, soit avec le gouvernement de la métropole : en fait, c'est la même tactique générale dont les colons de la Nouvelle-Angleterre devaient s'inspirer cent vingt-cinq ans plus tard. Ils basaient leurs réclamations sur les « libertés et privilèges de tous les Anglais nés libres », signifiant en l'occurrence le droit de pétitionner et de demander la « réparation des dommages subis », droit pour lequel les Anglais avaient combattu et qu'ils avaient réussi à obtenir dans la mère patrie. Cependant, Bell, qui était alors totalement sous

l'influence du Conseil, refusa de faire droit à cette pétition. Là-dessus les signataires en appelèrent au Parlement. Leur appel, en tout état de cause, n'aurait pu recevoir de suite avant au moins quatre mois. Le gouverneur, le Conseil et l'Assemblée ripostèrent par une déclaration « que Charles II était le seul souverain légitime de la colonie ».

Lors de la prochaine assemblée du Conseil, les pétitionnaires étaient également présents et renouvelèrent leurs revendications. Au cours de la séance, le gouverneur se déclara en faveur de leurs prétentions, ce dont le Conseil fut si grandement courroucé que Walrond et sept autres membres quittèrent brusquement la salle. L'Assemblée, également fort mécontente de la tournure qu'avaient pris les événements, projeta de présenter des contre-pétitions conçues de manière à maintenir ses pouvoirs. Toutefois, il fut jugé plus sage d'abandonner ce programme.

Le Conseil et l'Assemblée changèrent alors de tactique et commencèrent une campagne diffamatoire extrêmement amère et violente contre les chefs du parti parlementaire, espérant que les habitants de la colonie se tourneraient contre eux. Des alliches injurieuses furent répandues à profusion dans toutes les parties de l'île, attribuant aux Têtes Rondes tous les ennuis de la colonie. Les Walrond y dénonçaient le gouverneur Bell comme traître, et le colonel Draxe était particulièrement en butte aux propos les plus malveillants.

De jour en jour plus violents, les royalistes en vinrent à décider d'employer la force armée pour atteindre leur but. Les plus turbulents du parti étaient, en majorité, des jeunes gens tout frais arrivés d'Angleterre. Ils se mirent à parcourir l'île par petits groupes, terrorisant les habitants. Le gouverneur Bell était alors très alarmé de la gravité de la situation. Il publia une proclamation, en date du 29 avril, contenant deux clauses principales, dont la première menaçait d'emprisonnement ceux qui se rendraient coupables de la publication et de la transmission « d'imprimés scandaleux » ; la seconde punissait de mort quiconque prendrait les armes contre le gouvernement.

Les Walrond s'appliquèrent alors à répandre de toutes parts le bruit que les Indépendants s'apprêtaient à prendre les armes et à massacrer tous les royalistes ; ils persuadèrent aux colonels Reade et Shelley de mobiliser leurs régiments. Bell ordonna immédiatement au colonel Draxe et aux autres chefs de l'opposition de réunir les forces nécessaires au maintien de la paix. Il était malheureusement trop tard, et ils ne purent réunir qu'une centaine d'hommes contre une force infiniment plus nombreuse. Draxe réussit à arrêter le major Byham, du régiment de Shelley, ainsi que le fils de l'un des Walrond. Bell ordonna ensuite l'arrestation d'Humphrey Walrond, ce qui fut fait, mais le prisonnier fut remis immédiatement en liberté sur l'ordre du gouverneur, sous la promesse qu'il se rendrait auprès du colonel Shelley pour y conférer sur les termes d'un règlement amiable des questions en litige.

Walrond était de retour le 1^{er} mai, à la tête des deux régiments rebelles, et présentait au gouverneur de nombreuses revendications qui, si elles avaient été acceptées, auraient donné au chef rebelle le contrôle absolu des rênes du gouvernement. Il demanda également la suppression totale des Têtes Rondes et une déclaration ouverte de fidélité à Charles II. Le gouverneur hésitait, voulant examiner à loisir chacune des propositions. Walrond déclara qu'il ne licencierait ses troupes qu'après avoir obtenu l'adhésion de Bell à toutes ses conditions. Sur ces entrefaites, le gouverneur donna l'ordre au colonel Thomas Modyford de mobiliser le régiment de Windward, soit 1500 hommes d'infanterie et 120 cavaliers, sous le commandement du lieutenant-colonel Burch. Ce régiment vint à l'aide du gouverneur Bell le 2 mai. Il semblait alors que la colonie fût exposée à une guerre civile qui eût ruiné totalement la prospérité de l'île. C'est alors que Walrond, ne se sentant pas « en nombre » changea brusquement de tactique, et par de mensongères protestations de bonne volonté, persuada le gouverneur d'ordonner la démobilisation du régiment de Windward et d'accéder à ses revendications avec quelques légers changements, le 3 mai.

La politique du Conseil d'État

Les nouvelles du conflit de la Barbade arrivèrent en Angleterre vers le 15 mars 1648/9. L'affaire fut renvoyée au Conseil d'Etat pour examen ; un « Comité de marchands » reçut mandat de présenter un rapport sur le gouvernement de la Barbade et sur l'opportunité d'un « embargo » sur les exportations de chevaux à destination de la colonie, « en cas de désaffection envers le gouvernement » (11). Les marchands n'approuvèrent évidemment pas ce projet, et le Conseil n'apprécia pas toute la gravité de la révolte, puisque les permis de négoce avec la colonie furent donnés aussi librement que par le passé.

Des lettres concernant l'établissement du Commonwealth furent dépêchées à toutes les colonies anglaises d'Amérique, le 26 juillet 1649 (12), avec des annexes contenant toutes les indications que l'on jugeait devoir être utiles aux colonies. Ces documents avertissaient les habitants des plantations qu'ils ne pouvaient attendre la protection de l'Angleterre qu'autant qu'ils demeureraient fidèles au nouveau gouvernement (13). Cet avis ne rencontra que de l'indifférence en Virginie aux Bermudes ou à la Barbade. Sur quoi le Conseil d'Etat jugea nécessaire d'imposer, au début de 1650, certaines mesures de rigueur, interdisant l'exportation de marchandises à destination des colonies déloyales, afin de les réduire à merci par la famine. De plus, les colonies demeurées fidèles étaient également comprises dans les stipulations de ce décret, à moins de garantie suffisante que les cargaisons ne seraient pas réexpédiées à des colonies dont le zèle était pour le moins douteux. Il est à peu près certain que ces ordonnances parvinrent à la Barbade juste au moment où le conflit entre le gouverneur et les deux Walrond avait atteint son point culminant, d'où humiliation du gouverneur. Se trouvant alors en situation de mettre à exécution leurs projets à l'égard des Têtes Rondes, et aiguil-

(11) *State Papers Domestic Interregnum*, I, 62, f. 90 and 559.

(12) *Ibid.*, I, f. 62, 559-556. Ordre d'expédier ces lettres avait été donné le 24 juillet.

(13) *Ibid.* f. 559 et 566.

lonnés par les mesures édictées par le Conseil d'Etat, les deux frères se préparèrent à obtenir l'établissement de nombreuses lois qui marqueraient le départ d'une rupture complète et définitive avec le gouvernement anglais. Il s'agissait maintenant d'une lutte pour l'indépendance.

Le 29 avril arrivait dans le port de Carlisle-Bay un navire marchand hollandais sur lequel avait pris passage Lord Willoughby of Parham, envoyé par Charles Stuart pour prendre le gouvernement de la colonie (14). Willoughby avait longtemps servi dans les rangs parlementaires en Angleterre, mais vers la fin de la Guerre civile il avait déserté pour la cause royaliste. Le comte de Carlisle lui conféra le 16/26 février 1646/7 des lettres patentes le nommant lieutenant-gouverneur des Antilles. Ce titre lui était conféré pour une durée de vingt ans, à dater du jour de la Saint-Michel 1646. En 1646 Willoughby fut nommé vice-amiral dans la flotte du prince Charles. L'année suivante il s'enfuit en Hollande et Charles Stuart lui octroya le poste de gouverneur de la Barbade. Armé de ces deux commissions, Lord Willoughby s'embarqua pour les Indes occidentales. Pendant les huit jours qui suivirent son arrivée, le nouveau gouverneur demeura à bord et tint sa présence secrète. Mais il débarqua le 7 mai, juste après la soumission de Bell aux Walrond, et montra ses lettres patentes du roi et du comte de Carlisle.

Les deux frères Walrond se trouvaient pris dans un dilemme. Quelques jours seulement s'étaient écoulés depuis qu'ils avaient arraché l'assentiment de Bell à leurs prétentions qui le réduisaient, à peu de chose près, à un rôle purement représentatif, et ils se trouvaient pour ainsi dire à la tête du pouvoir politique. En reconnaissant la validité des titres de Willoughby au gouvernement, ils s'exposaient à perdre la plupart des avantages qu'ils avaient conquis, car il n'était pas certain que Willoughby ferait d'eux ses conseillers. Toutefois, ils s'étaient déclarés pour Charles Stuart, et logiquement se trouvaient obligés d'accepter ses décisions. L'ambition démesurée et l'absence de scrupules qui avaient caractérisé les agissements de ces

(14) *State Papers Colonial*, 1, vol. 2.

deux frères guidèrent leur conduite en cette nouvelle crise. Ils essayèrent immédiatement de soulever les habitants contre Lord Willoughby, dans l'espoir qu'ils refuseraient de reconnaître la validité des prétentions du nouveau gouverneur. Ayant échoué, ils convinrent avec Willoughby que celui-ci consentit à retarder de trois mois son entrée en fonctions. Ils espéraient ainsi avoir le temps d'arranger les choses de telle sorte que le nouveau gouverneur fût forcé de suivre toute ligne de conduite qu'il leur plairait de dicter. On ne sait rien pour ainsi dire des mouvements de Lord Willoughby pendant cette période de trois mois, si ce n'est qu'il visita les Iles Sous-le-Vent et les Antilles afin d'unir tous les domaines du comte de Carlisle dans une coalition contre le Parlement. Le nouveau gouverneur de la Barbade mit tout en œuvre pour obtenir l'alliance de Saint-Christophe. A peine débarqué à la Barbade, il envoyait à la colonie sœur une lettre déclarant que les habitants de la Barbade l'avaient unanimement accepté comme gouverneur en vertu de la commission qu'il tenait du roi. En conséquence, écrivait-il, il était à souhaiter que Saint-Christophe se joindrait au mouvement « pour sauvegarder l'honneur du souverain ». Willoughby louait hautement leur choix d'un royaliste fervent, le major Rodger, comme gouverneur, en remplacement de Sir Thomas Warner. Il terminait en annonçant qu'il espérait arriver sous peu à Saint-Christophe (15).

L'Assemblée générale de cette colonie répondit le 13 juillet à cette insolente missive par une lettre qui n'aurait dû laisser aucun doute dans l'esprit de Willoughby sur ses intentions (16). La colonie était royaliste dans ses sympathies, mais avait toujours été d'avis que sa participation au conflit parlementaire dans l'un ou l'autre camp n'eût abouti à rien qu'à ruiner la colonie, étant donné que la puissante marine parlementaire, et la facilité du contrôle des exportations de marchandises de première nécessité destinées aux colonies, permettrait au gou-

15) *Tanner Mss.* vol. 56, 209, Bodleian Library, Oxford. Lettre de Willoughby au Conseil et à l'Assemblée de Saint-Christophe, 1^{er} juin.

16) *Ibid.* vol. 56, f. 209. Lettre du Conseil et de l'Assemblée de Saint-Christophe à Lord Willoughby of Parham, gouverneur de la Barbade, 13 juillet 1650.

vernement de réduire rapidement à merci, par la famine, toute colonie des Indes occidentales qui manifesterait des signes de rébellion. En conséquence le gouvernement de la colonie avait rédigé une proclamation de neutralité qui avait été envoyée à tous les partis en Angleterre, déclarant que la colonie s'abstiendrait scrupuleusement de toutes activités qui pourraient être entachées de partialité jusqu'à ce que le conflit de la métropole fût terminé d'une manière définitive et décisive. En raison de cette attitude, les partis avaient soigneusement respecté la tranquillité de la colonie. En réponse au « très honorable Seigneur » et à la tentative qu'il avait faite de rappeler leurs devoirs vis-à-vis du roi, l'Assemblée lui écrivait :

« Nous nous sommes toujours, dans la mesure de nos faibles moyens, efforcés de sauvegarder l'honneur du roi et ses droits sur ces régions de l'Amérique. Mais si nous consentions à recevoir Votre Honneur dans les conditions par vous proposées, nous serions privés du commerce sans lequel nous ne pouvons subsister (17). »

Cette lettre reçut l'approbation unanime du gouverneur, du Conseil et de l'Assemblée législative de la colonie.

En dépit de cette rebuffade, Willoughby continua ses efforts pour essayer de gagner Saint-Christophe à ses vues. Il écrivit au gouverneur une seconde lettre (18), en date du 23 décembre, 2 janvier 1650/1, accusant réception de deux lettres de la colonie, en réponse auxquelles il protestait de son égal souci de paix et d'union parmi les Indes occidentales anglaises. Les lois de la Barbade avaient été extrêmement sévères à l'égard du parti parlementaire, mais sa politique de modération en avait obtenu l'atténuation, et la colonie, à l'en croire, jouissait à nouveau des bienfaits de la paix. Il insista sur le succès qui ne devait pas manquer de couronner une entreprise menée conjointement par toutes les colonies. Il avait envoyé Georges

(17) We always, to our poor abilities, have endeavoured to preserve the King's honour, and his title to these parts of America, But should we yeeld to receive your Honor in this manner by you proposed, we should be debarred of the trafique without which we cannot subsist.

(18) *Ibid.* f. 240. Willoughby au Conseil et à l'Assemblée de Saint-Christophe, 23 décembre 1650.

Martin en qualité d'émissaire personnel en Angleterre, avec la mission de justifier l'attitude adoptée par la Barbade, d'obtenir la liberté du commerce entre l'Angleterre et la colonie, et de se faire délivrer par le Parlement une commission le nommant (lui, lord Willoughby, gouverneur de la Barbade. Chose curieuse, Willoughby semblait croire que le parlement des Têtes Rondes accèderait à ses demandes.

Il envoya ensuite le gouverneur Ashton et le colonel Ellice à titre d'ambassadeurs privés à Saint-Christophe, pour tenter une dernière fois de gagner cette colonie à la cause royaliste et à y participer activement. Ces deux personnages débarquèrent à Saint-Kitts le 24 janvier 3 février 1650 1. Sept jours plus tard, le gouverneur leur remettait une lettre adressée à Willoughby, conçue en des termes si précis qu'il n'y avait plus de malentendu possible (19). Avant de recevoir la première missive de Willoughby, les autorités avaient pris connaissance du décret du Parlement, en date du 30 janvier 1648, contre la royauté, et du décret du même Parlement, en date du 3 octobre 1650 sur le commerce avec les colonies coupables de rébellion envers le Commonwealth. « We see what danger this people of St-Kitts will run by acknowledging any other power but Parliament. This is our answer to your Honour's pretended power and authority upon this Island... » « Nous voyons à quel danger la population de St-Kitts [familier pour Saint-Christophe] s'expose en reconnaissant tout autre pouvoir que celui du Parlement... C'est notre réponse aux prétendus pouvoirs de Votre Honneur sur cette île... » (20). Le Conseil et l'Assemblée refusèrent de traiter avec les émissaires de la Barbade ou d'entamer aucune négociation avec eux. De plus, il fut décrété le 31 janvier, qu'avant le lendemain matin à dix heures, Ashton et Ellice devraient quitter le territoire de Saint-Christophe. Ainsi échouèrent les efforts de Willoughby pour constituer une ligue des colonies des Indes occidentales contre l'autorité du Parlement.

(19) *Ibid.* f. 210. Réponse du Conseil et de l'Assemblée, 31 janvier 1650.

(20) *Tanner Mss.* 56 f. 210. Le Conseil et l'Assemblée de Saint-Christophe à Lord Willoughby of Parham, 31 janvier 1650.

CHAPITRE II

Progrès de la Révolution en l'absence de Lord Willoughby

Humphry Walrond était virtuellement le dictateur de la « Petite-Angleterre » durant l'absence de Lord Willoughby, alors que celui-ci s'efforçait de former, avec le concours des autres colonies des Indes occidentales, une ligue qui soutînt la Barbade contre le Parlement. Pendant cette période de trois mois, la révolte dans cette dernière colonie fut amenée à tel point que le nouveau gouverneur, à son retour, serait contraint de suivre la politique des royalistes les plus acharnés.

Le premier soin de Walrond et de ses séides fut de voter un Acte d'Indemnité destiné à les mettre à couvert pour l'avenir (1). Ce fut le point de départ d'une campagne de persécution contre les parlementaires, d'une telle sévérité que l'on escomptait leur disparition totale avant le retour de Willoughby, et par là, l'annihilation de toute opposition au mouvement royaliste. Dès la promulgation de cette loi, les plus jeunes et les plus exaltés d'entre les royalistes se mirent à parcourir la colonie en tous sens, par petits groupes, désarmant et terrorisant les habitants qui n'étaient pas ouvertement affiliés à leur cause. Ayant ainsi réduit leurs adversaires à l'impuissance, les Cavaliers publièrent une liste de vingt personnes qui devaient comparaître devant l'Assemblée générale, sur l'autorisation qu'ils en avaient arrachée au gouverneur Bell. Cette liste contenait les noms de nombreux colons, tous détenteurs de vastes domaines dans la colonie, et qui avaient dans le passé joué un rôle politique assez considérable. Certains d'avance que leur procès ne serait

(1) *A Briefer Account of the Late Horrid Rebellion*, FOSTER, 45-47.

qu'une formalité dérisoire, plusieurs des proscrits s'enfuirent avant d'être touchés par les avis de poursuites. Les autres furent détenus pour être poursuivis en vertu de trois chefs d'accusation : premièrement, d'avoir cherché à provoquer la ruine de ceux qui étaient demeurés « fidèles à Sa Majesté », en second lieu, de comploter le renversement et le remplacement du « Gouvernement de l'Eglise et de l'Etat » tel qu'il avait été déjà établi dans la colonie, et enfin de comploter en vue de l'établissement du régime républicain. La crainte de certains que le procès ne fût qu'une comédie fut amplement justifiée par ce fait que l'acte d'accusation se terminait par cette clause « que pour les susdits, leurs crimes et offenses, ils soient condamnés à payer un million d'amende en sucre, et à être bannis de l'île... (2) ».

Les accusés comparurent devant l'Assemblée générale, plaidèrent non coupable sur tous les chefs d'accusation, et demandèrent qu'on leur permît de répondre à chacune des accusations séparément. L'Assemblée royaliste refusa sèchement de le leur permettre. Les accusés demandèrent alors que le procès fût poursuivi selon les formes légales, mais on le leur refusa également sous prétexte qu'il était nécessaire de conserver la milice sous les armes pendant toute la durée du procès, et que des poursuites légales seraient de trop longue durée. Le gouvernement royaliste ne prétendait pas grever ses dépenses du maintien de l'armée pendant toute la durée du procès. Les accusés furent avisés que dans le cas où les poursuites judiciaires seraient autorisées, ils seraient contraints par l'Assemblée de supporter tous les frais d'entretien de la milice et de la garde. Les accusés persistèrent à se réclamer des justes droits qu'ils détenaient en vertu des lois séculaires anglaises, sur quoi l'Assemblée leur déclara rudement que s'ils ne se soumettaient pas, « l'armée les mettrait à la raison ». Cette même nuit, ils furent jetés en prison sous bonne garde. Le matin suivant ils comparaissaient à nouveau devant l'Assemblée et sans plus de for-

(2) Pour le compte rendu *in extenso* de cette campagne et les Lois votées par l'Assemblée, voir le récit de FOSTER, 47-90.

malité se voyaient condamnés à payer des amendes dont le total atteignait la somme de 190.000 livres exigibles en sucre.

L'Assemblée vota ensuite un « Acte pour la tranquillité présente et future de l'île », le 11 mai, stipulant que tous les partisans du Parlement devraient livrer leurs armes dans un délai de dix jours, et que dans un délai de trois mois ils devraient quitter la colonie et s'établir ailleurs. Cette loi fut immédiatement suivie de deux autres, votées le 23 Mai, l'une établissant une « Commission pour le règlement des biens des délinquants » (3), et la seconde instituant une Commission pour l'examen des témoignages concernant les partisans actifs du régime parlementaire. Ni l'une ni l'autre de ces lois ne contenaient la moindre référence aux formalités d'un procès judiciaire. La Commission des Règlements (4) avait mission de centraliser les réclamations des royalistes chez qui des troupes avaient été cantonnées, et d'en ordonner le paiement par voie de réquisition sur les biens des délinquants. Elle avait le pouvoir de séquestrer les biens des membres du parti parlementaire qui avaient été bannis ou s'étaient enfuis de la colonie, et d'infliger des amendes permettant de défrayer les charges militaires du gouvernement royaliste. Les délinquants qui se soumettaient volontairement à ce régime et ne feraient aucune opposition à la sentence de bannissement seraient « graciés, et tous leurs crimes et offenses leur seraient remis ». Ils recevaient également la permission de nommer des agents « en qui le public pût avoir confiance » (c'est-à-dire qui auraient l'agrément des Walrond, de Modyford et d'Ellis) pour administrer leurs biens pendant leur absence forcée. La Commission des Enquêtes avait mission de visiter toutes les paroisses et de réunir toutes les preuves possible contre les membres du parti parlementaire.

(3) *Foster*, 59. Cette Commission était composée de Sir Richard Pearse, colonel H. Walrond, lieutenant-colonel Ellis, capitaine George Martin, capitaine Henry Guy, capitaine John Standfast, Peter Watson, John Wadke, ou d'au moins trois d'entre eux parmi lesquels Walrond, Ellis ou Guy devaient figurer.

(4) *Ibid.*, 68. Les membres de cette Commission étaient le colonel Modyford, E. Walrond, Mr Francis Williams, capitaine John Higginbotham, capitaine Gabez, Whitticar, lieutenant-colonel James Browne, et Mr Nicholas Edwards, ou d'au moins trois d'entre eux parmi lesquels Walrond, Whitticar ou Modyford devaient toujours siéger. Ce Comité devait siéger au moins trois jours par semaine.

Elle avait le pouvoir arbitraire d'envoyer en prison tous ceux qu'elle jugeait suspects d'hostilité envers le gouvernement révolutionnaire, de sommer quiconque de témoigner par devers elle, et de punir pour outrage quiconque s'exposait à ses foudres en quelque manière que ce fût.

L'Assemblée vota également une loi stipulant que les colonels chargés du commandement des régiments, ainsi que leurs officiers, auraient le pouvoir de mobiliser leurs troupes à tout moment où ils le jugeraient utile pour la répression des troubles. Plusieurs officiers royalistes de la milice, ainsi que le colonel Fitz James et le capitaine John Manifold seraient déférés en Cour martiale. L'Assemblée cherchait ainsi à remettre le commandement uniquement entre les mains de partisans avérés du mouvement royaliste, et à leur donner pleins pouvoirs pour se servir de la force armée selon leur bon plaisir. L'Assemblée vota en même temps une loi prorogeant ses pouvoirs de trois mois au minimum. Une autre mesure injuste et tyrannique fut appliquée par l'Assemblée et approuvée par le gouverneur Bell, lorsque quatre-vingt-dix-huit indépendants furent condamnés à être exilés « pour le 2 juillet 1650 ou avant », sous peine de confiscation de tous leurs biens (5). Une autre clause de cet acte stipulait que « tous les autres partisans des récents auteurs de troubles, détenant des pouvoirs militaires ou civils, devraient les remettre aux commissaires chargés d'enquête en la maison du sire Jobson, pour y être annulés, et n'auraient plus qualité pour agir en vertu desdits. Par cette série de mesures législatives, le gouvernement révolutionnaire cherchait à rendre son autorité absolue et à accaparer le pouvoir suprême sur la colonie, par tous les moyens les plus arbitraires et les moins scrupuleux, et à rendre impossible tout mouvement de sympathie de la part d'une fraction quelconque de la population envers la cause du parti parlementaire.

Les deux Commissions arbitraires se mirent donc à l'œuvre avec un grand déploiement de zèle, pour forcer le pays à embrasser sans réserve la cause royaliste avant le retour de Lord

(5) *Ibid.*, 65-70, Nicholas Foster figurait au nombre des proscrits.

Willoughby. Les choses allèrent relativement bien pendant un court laps de temps ; nombreux étaient ceux parmi les colons qui furent terrorisés et contraints à se soumettre. En même temps, le pays était parcouru par des patrouilles de cavalerie royaliste. La Commission des Règlements était particulièrement sévère à l'égard des signataires de la pétition pour la réélection de l'Assemblée.

Sous ce régime tyrannique, appliqué selon les méthodes les moins légales, les colons finirent bientôt par s'agiter, et le mécontentement s'accrut avec le temps contre les chefs radicaux du mouvement royaliste. La crise éclata le 12 juin, pendant un dîner auxquels assistaient tous les principaux chefs du clan des Walrond ainsi que les officiers de la milice. Au milieu du festin, certains royalistes modérés envahirent la salle et avertirent les Walrond des mauvais résultats que leur politique d'oppression systématique ne pouvait manquer d'amener pour la colonie, et certainement aussi pour la cause royaliste. Ils déclarèrent que la population mécontente s'était à la longue ameutée et qu'une contre-révolution était chose parfaitement possible. Il était de plus extrêmement probable que le gouvernement anglais interdirait tout commerce avec la colonie, ce qui en amènerait infailliblement la ruine. Les modérés craignaient que le Parlement les taxât de rébellion et fît intervenir son armée et sa flotte pour réduire à merci la colonie révoltée. Il était évident que les choses avaient pris une tournure que les modérés n'avaient point envisagée ni souhaitée ; il semble qu'ils se soient attendus à ce que la démonstration se bornât à montrer que la colonie était demeurée fidèle en esprit au roi Charles II et n'allât pas jusqu'à prendre nettement le caractère d'une rébellion contre le gouvernement de l'Angleterre. Les modérés rappelèrent aux Walrond qu'ils avaient été maintenus sous les armes pendant plus de deux mois, sous prétexte que l'Assemblée avait en mains la preuve que les parlementaires avaient projeté l'assassinat de tous les habitants royalistes, mais que nulle preuve n'avait été produite quant à l'existence de cette prétendue conspiration. En conséquence, les représentants modérés de l'armée demandaient qu'une poli-

tique de conciliation fût adoptée, afin de ramener la paix au sein de la colonie et d'éviter le désastre d'une guerre de rébellion contre l'Angleterre.

En réponse à cet avertissement, les meneurs royalistes déclarèrent qu'à leur avis le Parlement était trop profondément absorbé par la situation en Angleterre, en Ecosse et en Irlande, pour s'occuper d'une rébellion dans une région si lointaine que la colonie de la Barbade. La Virginie, les Bermudes et les Antilles s'étaient également révoltées, et le Parlement de Londres n'avait encore pris aucune décision à leur égard. Le but que poursuivaient réellement les royalistes, c'est-à-dire la proclamation de l'indépendance, semble nettement apparent dans leur déclaration en faveur d'une alliance avec les Pays-Bas, aux fins de s'assurer l'appui de la Hollande. Ils avaient toute confiance dans la certitude de l'aide hollandaise, étant donné que la plus large part du commerce avec la Barbade était entre les mains des affréteurs hollandais. En terminant, les Walrond déclarèrent que rien ne les ferait s'incliner devant « les prétentions du Parlement ».

Craignant toutefois que leur politique n'amenât une scission de la colonie en trois fractions, les royalistes extrémistes, les modérés et les indépendants, les Walrond et leurs séides décidèrent de se maintenir au pouvoir au moyen de telles exactions qu'il n'y eût en présence que deux groupes, les royalistes et les parlementaires, et que ceux-ci seraient promptement annihilés. L'Assemblée vota une loi contre neuf chefs de l'opposition. Dans le préambule de cette mesure, il était déclaré que ces personnages avaient abusé des libertés que l'Assemblée leur avait octroyées pour parcourir la colonie en protestant de leur innocence et en flétrissant les agissements tyranniques du Conseil et de l'Assemblée. Pour ces motifs le gouvernement jugeait nécessaire de les inculper de provocation et d'encouragement à la trahison et au désordre. En conséquence, leur arrestation était ordonnée, et ils seraient emprisonnés dans la propriété du lieutenant-colonel James Draxe. Les colonels Walrond et Modyford reçurent l'ordre de leur assigner une garde de huit hommes armés de mousquets sous le commandement d'un

officier, aux frais des prisonniers. En même temps, tous ceux dont le bannissement avait été prononcé par la loi du 23 mai seraient emprisonnés dans leurs propres plantations jusqu'à leur départ. Ceux qui avaient fui en violation des lois et décrets de l'Assemblée perdraient tous droits à leurs propriétés.

Les chefs royalistes en étaient rendus aux extrémités les plus désespérées dans leur acharnement à réduire l'opposition à l'impuissance. Modyford exprima ouvertement le désir que les royalistes ouvrirent franchement les hostilités en faisant pendre les membres délinquants du parti parlementaire. Le major Byham exprima également l'avis que les royalistes n'eussent jamais dû permettre à leurs adversaires de se rendre en Angleterre pour s'y plaindre des agissements du gouvernement révolutionnaire. En tout cas, les partisans du Parlement étaient convaincus que les royalistes cherchaient leur extermination sous n'importe quel prétexte (6). A ce moment critique, Lord Willoughby était de retour et prenait possession de ses fonctions de gouverneur, en vertu des pouvoirs conférés par le roi et le comte de Carlisle. Sa politique, bien que nettement royaliste, fut cependant plus conciliante à l'égard des indépendants. Il accepta de conserver le gouvernement existant et de se conformer aux lois édictées par l'Assemblée pendant son absence. En conséquence ceux dont le bannissement avait été prononcé se résignèrent à leur sort et s'embarquèrent à destination de l'Angleterre, avec la détermination de soumettre leurs griefs au Parlement, dans l'espoir d'obtenir une juste compensation de leurs pertes et de persuader le gouvernement de contraindre la colonie à revenir à sa légitime soumission au gouvernement en vigueur en Angleterre, c'est-à-dire au Parlement.

(6) *Mercurius Politicus*. La lettre suivante de la colonie montre l'opinion des indépendants quant aux intentions des royalistes. « Et certainement si Lord Willoughby n'était pas arrivé juste à temps, mon fils et bien d'autres eussent été mis à mort par la cour martiale, ce que Lord Willoughby leur dit qu'ils n'étaient en droit de faire, n'étant point gens d'armée, et ainsi les dissuada de ce projet.

CHAPITRE III

Attitude du gouvernement anglais à l'égard des colonies rebelles (jusqu'en Février 1651)

En toute probabilité, la nouvelle de la promulgation de la loi d'unité et de la révolte armée sous la conduite des Walrond, commencée en avril, parvint à Londres dans la première semaine de juin (1). Le Conseil d'Etat se mit immédiatement à l'œuvre pour envisager les mesures à prendre, et le Comité des plantations reçut l'ordre d'élaborer un plan d'action pour amener la soumission des régions en révolte contre le Parlement, 6 juin 1650.

Pendant les deux mois suivants, les nouvelles devinrent de plus en plus alarmantes, et le gouvernement se rendit enfin compte de la gravité de la situation coloniale. Le Conseil d'Etat se vit forcé de consacrer son attention entière au problème, en dépit du fardeau pressant des affaires domestiques auxquelles il devait faire face. Certaines pétitions (2), rapports et propositions relatifs à la Barbade furent renvoyés au Conseil de l'Amirauté, le 16 août, et d'après les événements qui se produisirent pendant les deux mois suivants, semblent avoir eu trait à l'édiction d'un « embargo » contre les colonies rebelles. Les négociants londoniens, qui faisaient commerce avec la Barbade, et les exilés qui venaient d'arriver à Londres, furent convoqués pour conférer avec les Commissions gouvernementales. Les armateurs rejetèrent tous projets à l'égard des colonies rebelles qui étaient de nature à léser ou à interrompre leur fruc-

(1) *State Papers Domestic Interregnum* I, 62, 90.

(2) *Ibid.*, 123, 445.

tueux commerce maritime. En conséquence, le Conseil de l'Amirauté les pria de soumettre leurs objections par écrit, en date du 29 août. Ce même jour le Conseil donna l'ordre de retenir tous les navires à destination de la Barbade jusqu'à nouvel avis (3). Le Comité de l'Amirauté statua le jour suivant, 30 août, et confia (4) au docteur Walker, conseiller de l'Amirauté, la mission d'examiner tous les rapports ayant trait à la Barbade, de préparer une déclaration pour le Parlement et de rédiger un projet de loi interdisant tout commerce avec cette colonie. Le Conseil de l'Amirauté fit connaître au Conseil d'Etat qu'il était partisan de la nomination de dix commissaires chargés par le Parlement d'administrer les affaires de la colonie, sous les ordres, soit du Conseil d'Etat, soit du Parlement (5). Ce rapport mentionnait, de plus, que six navires devraient être envoyés immédiatement pour soumettre la colonie rebelle (6). Afin de maintenir un contrôle rigoureux sur le commerce, il était recommandé que seuls les navires convoyés par la flotte expéditionnaire fussent autorisés à se rendre aux Indes occidentales.

L'embargo projeté fut mis immédiatement en vigueur. Le Comité de l'Amirauté ordonna que tous les navires arrivant des colonies rebelles seraient soigneusement inspectés au débarquement pour s'assurer des marchandises susceptibles de saisie et de confiscation en tant que propriété royaliste (7). Comme les

(3) *State Papers Domestic Interregnum*, 37, 49, 58.

(4) *Ibid.*, I, 123, 446. Ces décisions de Walker devaient être soumises aux commissaires de l'Amirauté, puis au Conseil d'Etat, avant d'être communiquées au Parlement. Cet ordre du Conseil de l'Amirauté portait la signature de Vane, de Chaloner et de Stapely.

(5) *State Papers Domestic Interregnum*, I, 123, 447. rapport signé de Vane, Chaloner et Stapely.

(6) *Ibid.* Deux de ces navires seulement devaient être des navires de guerre, et les quatre autres des navires marchands. Ceux-ci seraient maintenus aux frais des négociants engagés dans le trafic avec la colonie rebelle. Les navires marchands devaient être convoyés pour la raison qu'il importait de protéger la marine marchande contre les déprédations possibles de la flotte du prince Rupert, qui croisait dans l'Atlantique.

(7) Le Conseil de l'Amirauté ordonna aux autorités douanières d'empêcher le départ de tous navires à destination de la Barbade (*State Papers Domestic Interregnum*, I, 123, 447). Trois jours plus tard, le Conseil, ayant appris par le Conseil d'Etat que des navires à destination de la colonie rebelle étaient à l'ancre dans les ports de Bristol et de Plymouth, en avisa les autorités douanières, suspendant le départ de ces vaisseaux, et réclamant une liste des navires et de leurs propriétaires. *Ibid.*, I, 123, 451.

rebelles se prévalaient la plupart du temps d'un bref appartenant au comte de Carlisle, le Comité lui en réclama la remise sans délai (8).

Le Dr Walker soumit au Conseil de l'Amirauté son projet de loi concernant la soumission des colonies révoltées, mais en raison de légères erreurs relevées dans son exposé des faits, il dut conférer avec Mr Challoner et certains exilés pour remettre les choses au point. Son rapport devrait ensuite être prêt à soumettre au Parlement. Dans l'intervalle, Maurice Thompson, l'un des financiers les plus influents du commerce colonial, formula certaines propositions relativement à la soumission de la Barbade, et le Comité pria Walker et Challoner d'en tenir compte, ainsi que de tous les autres renseignements fournis par les différentes Commissions et le Conseil d'Etat. Une fois de plus, le Conseil de l'Amirauté publia des instructions rigoureuses, ordonnant que tous navires à destination des Caraïbes, des Bermudes, de la Virginie, et tous navires arrivant de l'une quelconque de ces colonies, fussent retenus dans les ports jusqu'à nouvel ordre. Les courriers à destination ou provenant des colonies devaient être sévèrement censurés, et toutes cargaisons examinées à l'effet d'éliminer les marchandises appartenant aux rebelles (9).

« L'affaire de la Barbade » fut l'objet de la plus sérieuse attention de la part du Conseil d'Etat pendant les quelques jours qui suivirent, et un Comité spécial fut nommé le 13 septembre (10), pour aider le Dr Walker et l'Amirauté à modifier le projet de loi interdisant tout commerce avec les colonies en révolte contre le Parlement. Le Conseil décida d'aviser le Parlement que la situation coloniale était devenue si grave qu'il importait de les réduire par la force au plus tôt. Il appar-

(8) *Ibid.*, I, 123, 452.

(9) *Ibid.*, 456. Plusieurs navires marchands hollandais à destination de la Hollande arrivant de la Barbade furent détenus dans les ports anglais et soumis à l'inspection. Sur les instructions de l'Amirauté, il leur fut plus tard permis de continuer leur voyage (*Ibid.* 457-458).

(10) Le Comité comprenait le Lord commissaire Lisle, le Lord président Bradshaw, Mr Challoner et le colonel Jones.

tenait au Parlement de donner les ordres nécessaires aux autorités navales. Le Parlement était également requis d'envisager le moyen de s'assurer du bref détenu par le comte de Carlisle, qui n'avait apparemment tenu aucun compte des réclamations du Conseil de l'Amirauté ni du Conseil d'Etat.

Un rapport sur le projet de loi pour l'interdiction du commerce fut présenté au Parlement le 19 septembre (11). Le préambule, qui contenait un bref exposé de la marche de l'agitation aux colonies rebelles, éclaire la situation coloniale d'un jour intéressant, car il y est déclaré que les désordres étaient partiellement attribuables au fait que les principaux propriétaires et détenteurs de domaines à la Barbade résidaient en Angleterre et laissaient l'administration de leurs biens à des agents. La loi prévoyait l'interdiction de tout commerce avec les quatre colonies jusqu'à ce que celles-ci reconnussent l'autorité du Parlement. Elle fut votée le 3 octobre. Le même jour le Conseil d'Etat recevait mandat d'ordonner à tous les commandants en mer de saisir tous navires faisant commerce en violation de ladite loi (12), d'envoyer tous renseignements à cet égard au Parlement ou au Conseil d'Etat et d'attendre leurs instructions.

Après le vote de cette loi le gouvernement d'Angleterre ne s'occupa que relativement peu de la situation coloniale pendant un certain temps, l'urgence des affaires importantes, selon les comptes rendus du Conseil, nécessitant constamment l'ajournement de la question. Il est aussi possible que le gouvernement ait décidé d'attendre les résultats du vote et de l'application de la loi sur les colonies rebelles.

Il est fort probable que le gouvernement rebelle de la Barbade fut avisé de la décision du Conseil d'Etat vers la mi-octobre. Malgré tout, il apparaît clairement qu'en dépit des

(11) *State Papers Colonial*, 1, 11, N° 12, 19 septembre.

(12) Cette loi s'appliquait également aux navires étrangers, et le Conseil de l'Amirauté ayant été avisé par Maurice Thompson, le 26 septembre, que 10 ou 12 navires partaient le 9 octobre de Middleburgh et de Flessingue à destination de La Barbade, le Comité ordonna aux officiers de la flotte de les saisir et de les retenir jusqu'à nouvel ordre.

lois récentes imposant l'unité en faveur du gouvernement royaliste, la colonie était encore divisée et ce manque d'unanimité était encore encouragé par la connaissance du fait que l'application de l'interdiction du commerce exposerait la colonie sans nul doute à la faillite. En conséquence le gouvernement royaliste édicta un acte extrêmement sévère intitulé « An acknowledgement and declaration of the Inhabitants of Barbadoes of the King's right to the dominion » (Déclaration de reconnaissance par les habitants de la Barbade des droits du souverain roi sur le dominion). Cette loi (13) stipulait que la dissension qui régnait dans l'île était si grave que la colonie était exposée à éprouver de grandes difficultés dans sa résistance contre le Parlement, et que toute personne qui par « paroles, actions, écrits ou images » nierait la validité des droits légitimes de Charles II au pouvoir suprême en Angleterre serait punie de mort et de la confiscation de ses biens, ou « de toutes autres peines prévues par les lois anglaises », faisant sans nul doute allusion aux châtimens prévus contre les traîtres. Cette loi déclarait, de plus, la validité du bref que Carlisle tenait du souverain, et des commissions de Willoughby, le roi ayant de par la nature de ses privilèges souverains le droit de disposer des terres à son gré. En conséquence, toutes personnes qui feraient opposition aux prérogatives du roi, du comte de Carlisle ou du gouverneur Willoughby, au cas où elles en seraient convaincues « après procès loyal en audience publique », seraient bannies et leurs biens confisqués, comme pour les cas de félonie. Le Conseil et l'Assemblée votèrent cette déclaration du droit divin des pouvoirs suprêmes et illimités du gouverneur, étant donné que ni le roi ni Carlisle n'étaient en situation de faire quoi que ce soit au profit de la colonie. Une clause religieuse fut insérée dans cet acte, aux termes de laquelle le seul culte « permis » devrait être le culte de l'Eglise anglicane, déclarant que la colonie serait tenue de se conformer à l'Acte d'uniformité d'Elizabeth. Les rebelles s'en tinrent là pour plusieurs mois ; mais ils se couvrirent de cette loi pour fortifier

(13) *State Papers Colonial*, 1, 11, N° 22, 17 octobre 1650.

la colonie en vue de la lutte qui, de l'avis unanime, devait éclater un jour ou l'autre entre le Parlement anglais et la colonie.

La loi d'interdiction du commerce avec les colonies rebelles visait naturellement ces dernières, mais les colonies demeurées fidèles étaient sévèrement affectées par l'application rigoureuse de ses prescriptions. New-England, en particulier, éprouva de telles difficultés qu'Edward Winslow, représentant de cette colonie à Londres, remit au gouvernement une pétition demandant l'autorisation pour elle de faire commerce avec les îles rebelles des Indes occidentales. Cette pétition fut transmise le 19 octobre au Conseil de l'Amirauté (14) qui se borna à répondre neuf jours plus tard que lorsque la question serait tranchée, « la flotte en partance serait munie des instructions que l'on jugerait convenables, et que Winslow en serait informé en son temps ». Celui-ci continua ses efforts, et sa pétition fut enfin plus favorablement accueillie lorsque, le 11 novembre, le Conseil de l'Amirauté demanda à Walker de rédiger un projet de licence aux termes de laquelle les navires marchands de New-England seraient autorisés à trafiquer avec la Barbade, sans encourir aucune des pénalités prévues par la loi du 3 octobre. Vers la fin de novembre une nouvelle conférence eut lieu en présence du représentant de New-England, et l'Amirauté se prononça pour l'octroi d'une licence conférant ce privilège aux habitants de New-England jusqu'au 31 juillet 1651, au plus tard (15). La licence stipulait qu'en égard au fait que les négociants de New-England entretenaient des relations commerciales avec la Barbade depuis de nombreuses années, et que certains navires avaient quitté New-England avant d'avoir été touchés par la loi du 3 octobre et ne pouvaient être de retour avant la fin de juillet 1651, les pénalités édictées par l'Acte de Navigation ne seraient pas applicables aux négociants de New-England jusqu'à cette date (16). Il était toutefois stipulé que dans le cas où un navire parti de New-England avant le 3 octobre 1651 serait informé en cours de route par un autre

(14) *Rawl. Mss. A. 225. f. 6* octobre, 19 et 28, et f. 13.

(15) *Ibid. f. 20.*

(16) *State Papers Domestic Interregnum, I, 13, 79-82.*

navire de l'interdiction édictée par la loi, le capitaine devrait immédiatement recevoir l'ordre de retourner à New-England ou de faire route vers une colonie loyale ou un territoire indépendant. Ces privilèges seraient applicables à tous les vaisseaux ayant quitté l'Angleterre avant la promulgation de la loi, à destination des colonies des Indes occidentales mises à l'index, via New-England.

Le Conseil d'Etat désirait que le Comité naval accélérât, autant que possible, les préparatifs contre les colonies rebelles. Les choses n'avancèrent que lentement, malgré cela, et le Conseil lui-même tempalisa et remit continuellement la question jusqu'à la fin de novembre. Le Conseil de l'Amirauté fit quelques préparatifs pour la mobilisation d'une flotte. Trois membres du Conseil décidèrent, après une discussion tenue conformément aux ordres du Conseil d'Etat, que deux navires de guerre assistés de cinq navires marchands seraient envoyés pour soumettre la colonie rebelle de la Barbade. Les capitaines de ces navires recevraient mandat de tenir leurs vaisseaux prêts dans les Downs, pour le 10 décembre (17).

Durant l'intervalle, les négociants de Londres s'efforçaient d'empêcher l'intervention de la force dans la soumission des colonies, craignant que cette politique ne fût si néfaste au commerce des Indes occidentales que les bénéfices en seraient réduits à néant. De fait, l'embargo institué par le gouvernement était extrêmement préjudiciable aux intérêts du commerce de Londres. Le 20 novembre une pétition était présentée par les négociants au Conseil d'Etat demandant la permission d'envoyer cinq ou six navires pour faire commerce avec les colonies, et les informer de la résolution du gouvernement de les réduire à merci ; si les colonies persistaient dans leur rébellion, les navires marchands, munis de lettres de marques accordées par le gouvernement anglais, pourchasseraient les navires coloniaux et entraveraient leur trafic. Les négociants redoutaient

(17) Le Comité était composé de Vane, Challoner et Walton. *Rawl. Mss. A. 225, f. 11.*

par-dessus tout l'intervention des forces de l'Etat. Ils firent connaître au Conseil d'Etat qu'à leur avis quatre conditions essentielles devaient être exigées en témoignage de la soumission des colonies ; toutes dispositions législatives ayant un caractère révolutionnaire devraient être abrogées ; les déclarations de fidélité à Charles II devraient être reniées, le pouvoir suprême du Parlement devrait être reconnu, les chefs rebelles devraient être bannis, leurs biens confisqués et remis à ceux qui avaient souffert en leurs biens et personnes de leur attachement au Commonwealth (18). Le Conseil d'Etat décida d'enquêter sur les revendications exprimées par les négociants, et fut avisé que ceux-ci désiraient participer à l'expédition projetée au cas où l'Etat déciderait l'envoi d'une flotte, et en retour ils demandaient la permission de transporter aux Barbades du bétail et des chevaux en franchise. Le Conseil ne prit aucune décision à cette époque sur les propositions des négociants.

Deux jours après, de nouvelles suggestions étaient offertes au Conseil par plusieurs anciens résidents de la Barbade. Leur mémoire (19) mentionnait qu'en certains milieux il existait un mouvement en faveur du maintien de Lord Willoughby au gouvernement, même après que les forces du Parlement eussent réduit la colonie à merci ; les exilés protestaient contre ce maintien comme entaché d'injustice, car le noble Lord s'opposerait à la restitution des biens dont ils avaient été dépouillés par les royalistes, et tout retour dans la colonie leur serait interdit. Certains désiraient attendre l'arrivée de George Martin, émissaire de Lord Willoughby, qui, selon la rumeur, était porteur de propositions pour négocier une soumission selon des termes favorables aux royalistes, étant donné que la colonie avait été préservée de la ruine totale grâce aux efforts de Willoughby (20). Rappelant les débuts de la rébellion, la pétition demandait que le Conseil d'Etat destituât tous les fonctionnaires en charge

(18) *State Papers Colonial*, 1, 11, N° 23. Cette pétition était signée de Thomas Jamasye, Thomas Bell, Wm. Yeamans, Andrew Ricard, Richard Batson, Arnett, James Jenkins, etc...

(19) *Ibid.*, N° 25.

(20) *Ibid.*, N° 26, novembre 1650.

à cette époque dans la colonie, et nommât Edward Winslow comme gouverneur. Ce dernier jouissait de la réputation d'un homme capable et bon, très versé dans les choses de l'administration coloniale, et ferait un excellent gouverneur pour la Barbade. Les pétitionnaires déclaraient de plus que la Barbade devrait « être aussi totalement soumise à la juridiction du Parlement que toute ville ou cité de l'Angleterre ».

Peu de temps après l'arrivée de Georges Martin (émissaire de Willoughby), il eut une longue entrevue avec Bayes, au cours de laquelle il déclara que les habitants de la Barbade « se considéraient comme un peuple libre », qui n'avait rien fait pour justifier une Loi d'Indemnité de la part du Parlement. Martin invitait ceux qui avaient été exilés à réintégrer la colonie, invitation qui sembla plutôt étrange aux membres du gouvernement anglais, étant donné qu'un grand nombre de colons bannis étaient arrivés en Angleterre précisément sur le même navire qui avait amené Martin (21). En toute probabilité le gouvernement colonial désirait les punir d'avoir dévoilé au Conseil d'Etat le caractère révolutionnaire de l'administration sous le gouverneur et les Walrond.

Le Conseil et plusieurs membres de son Comité se tenaient constamment en rapports avec les colons exilés et avec les négociants intéressés dans le commerce avec les Indes occidentales, et qui devaient soumettre certains plans appropriés en vue de la soumission de la colonie. L'un des plus agissants parmi les anciens colons, et qui semble avoir joui dans une large mesure de la confiance du Gouvernement, était Bayes. Un autre réfugié fit connaître au gouvernement anglais que l'expédition que le Conseil d'Etat se préparait à envoyer dans la colonie était trop faible pour venir à bout des rebelles, et qu'à son avis, la seule chose possible était d'instituer un blocus, qui réduirait l'île par la famine en peu de temps. Le Gouvernement fut également averti de traiter la colonie avec générosité après sa soumission.

(21) *Ibid.* N° 27.

Un Comité spécial fut chargé d'envisager les meilleurs moyens de réduire la colonie à l'obéissance et de rédiger des instructions pour le commandement de l'expédition projetée (22). Le Conseil de l'Amirauté s'occupa très activement aussi, pendant la fin de l'année, des préparatifs de rassemblement d'une escadre à destination de l'Ouest. Le rapport soumis au Conseil prévoyait la nomination d'un commandant en chef des forces navales, aidé de trois commissaires civils pour la conduite de l'expédition, et l'établissement dans la colonie d'un gouvernement loyaliste. En cas de décès de l'un des commissaires, les deux autres en nommeraient un troisième en attendant les instructions du gouvernement de la métropole. A l'exception de quelques chefs rebelles, tous les habitants bénéficieraient d'une « Loi d'Amnistie » et la colonie recevrait certaines libertés et immunités que le Comité ne spécifiait pas plus clairement. Ce rapport ne fut pas très favorablement accueilli par le Conseil d'Etat, et la Commission de la Barbade reçut mandat de préparer les instructions pour la flotte (23).

Dans l'intervalle, l'Amirauté continuait ses préparatifs et donnait aux commissaires de la marine les ordres nécessaires pour le ravitaillement et l'armement de la flotte (24). On adopta également la mesure proposée d'accorder aux navires marchands des lettres de marque les autorisant à saisir tous navires trafiquant avec les colonies rebelles, en violation de la loi du 3 octobre 1650. Le Comité soumit à l'agrément du Conseil d'Etat, qui l'approuva la nomination de Sir Georges Ayscue au commandement en chef de la flotte expéditionnaire (25).

Malgré les ordres pressants du Conseil pour hâter les préparatifs, il se produisit des retards constants qui provoquèrent la colère de ses membres, et une enquête fut ordonnée sur les

(22) *State Papers Domestic Interregnum*, I, 13, 67, novembre 27. Ce Comité reçut l'ordre de se réunir le 4 décembre. Le Conseil de l'Amirauté donna le 9 décembre l'ordre d'équiper le *Triumph* aussi rapidement que possible afin de participer à l'expédition, *Rawl. Mss. A. 225, f. 25*.

(23) *State Papers*, 11 Déc.

(24) *Rawl. Mss. A. 225, f. 26*. Le *Triomphe* reçut l'ordre de s'armer et de se ravitailler le 9 décembre.

(25) *Ibid. f. 30*, 16 Déc.

causes de ce retard, avec des sanctions contre les coupables (26). On découvrit alors qu'une partie des approvisionnements de viande commandés pour les navires n'avaient « pas encore été tués » et que les navires marchands qui devaient accompagner l'escadre n'étaient pas prêts à prendre la mer. Le Conseil de l'Amirauté attribua la responsabilité des retards aux armateurs chargés de pourvoir à l'approvisionnement des navires (27). Deux jours plus tard, la flotte recevait l'ordre de se rassembler à Falmouth pour y attendre les instructions du Conseil d'Etat. Les navires marchands étaient admis à participer à l'expédition afin de se livrer au commerce avec la colonie après sa soumission, sous la réserve que les capitaines s'engageassent à ne faire aucune opération commerciale sans l'assentiment formel du commandement en chef. En retour des privilèges commerciaux ainsi octroyés, ces navires devaient aider la flotte de guerre à conquérir la colonie, et ne devaient en aucune circonstance se séparer de l'escadre sans y avoir été autorisés par le commandement. Ces ordres furent donnés par le Conseil d'Etat sur l'avis de l'Amirauté.

Cependant les plaintes se succédaient dans les milieux officiels de Londres au sujet du mauvais état des navires désignés par les autorités navales et qui, prétendait-on, n'étaient pas faits pour supporter un aussi long voyage. Une nouvelle enquête fut en conséquence ordonnée par le Conseil, et il en résulta de nombreux changements dans l'organisation de la flotte expéditionnaire. Les complications successives de la procédure gouvernementale pour la mise sur pied de cette petite expédition sont une excellente démonstration de la lourde et lente machinerie administrative qui sévissait alors (28). Ces retards absolument injustifiés eussent rapidement entraîné la perte

(26) Le Conseil ordonna au Conseil de l'Amirauté d'informer les commissaires de la flotte que Deane et Popham se joindraient à eux le 23 décembre pour mener l'enquête. *Rawl. Mss. A. 225*, f. 36 et suivants.

(27) *Ibid.* f. 37, 25 décembre ; f. 37, 39, 40. Le Conseil de l'Amirauté recommandait l'établissement d'un fonds « d'urgence » de...

(28) *State Papers Domestic Interregnum I*, 15, 85, 1/11 janvier 1650/1. Ordre du Conseil d'Etat au Conseil de l'Amirauté. Celui-ci fit connaître deux jours plus tard que le *James* était considéré comme impropre au voyage, et réclama aux commissaires de la flotte un rapport à ce sujet, lequel devait être soumis pour le 7/17 janvier. Ensuite le Conseil de l'Amirauté décida d'envoyer le *James* en convoyeur, accompagné,

des colonies, si les révoltés du nouveau monde avaient été bien organisés.

Dans l'intervalle, les instructions destinées au commandement avaient été achevées, et la question fut soumise au Conseil des ministres et discutée les 15/25 janvier (29) ; à la suite de cette séance une nouvelle Commission fut nommée, à l'effet de déterminer l'étendue des pouvoirs qu'il convenait de conférer au gouverneur et aux commissaires civils pour l'exercice de leur autorité dans la colonie soumise par les forces parlementaires. Le rapport de cette sous-Commission fut ensuite soumis à l'appréciation de la Commission de la Barbade, les 21/31 janvier. Le lendemain le colonel Thompson, du Conseil de l'Amirauté, soumettait un rapport contenant la liste des navires qui devaient se rendre à la Barbade, avec d'autres renseignements que le Parlement approuva, après quoi le rapport fut renvoyé au Conseil d'Etat avec prière de faire parvenir au commandement les instructions définitives et d'ordonner le départ immédiat de l'expédition.

Quoique les instructions destinées à Ayseue eussent été à l'étude pendant près de deux mois, le Conseil d'Etat n'était pas encore unanime sur leur nature exacte, et la discussion fut par deux fois ajournée sur la fin de janvier (30), après avoir demandé communication des noms des commissaires. Il semble que les choses soient restées en l'état à la date du 1/11 février (31), date à laquelle la composition de la Commission fut arrêtée, avec sir Georges Ayseue comme commandant en chef, aidé

semble t'il, de sept autres qui devaient suivre l'escadre de la Barbade. *Raccl. Mss. A. 225, f. 43-44.* Le Conseil de l'Amirauté avisa ensuite le Conseil d'Etat que le *James* étant impropre à l'expédition serait affecté au service de la côte d'Ecosse, tandis que le *Malaga Merchant*, commandé par Michel Packe, lui serait substitué. Un autre fait qui démontre comme quoi les préparatifs n'étaient pas poussés aussi activement que le Conseil d'Etat le jugeait nécessaire en raison de la situation, est la mention relevée au rapport du Conseil de l'Amirauté de la nécessité d'ordonner aux commissaires de la marine de faire construire immédiatement deux chaloupes destinées à accompagner la flotte d'Ayseue. *Ibid.*, 48.

(29) *State Papers Domestic Interregnum*, I, 16, 38-9, 53, et I, 88, 64-5, 22 janvier / 1^{er} février 1650. I. Nous avons fait entrer dans ce récit nombre de détails apparemment superflus, dans le but de donner une idée aussi claire que possible des lenteurs et des complications causées par les méthodes administratives du gouvernement anglais de l'époque, dans la conduite des affaires coloniales.

(30) *ibid.* I, 16, 64-67. 25 janvier/4 février, 1650/1.

(31) Instructions, *ibid.*, I, 17, 17-19, 12-20, 21-22, 23-24.

de deux commissaires, Daniel Searle et le capitaine Michael Packe. Aux termes des instructions envisagées, Ayscue devait assumer le gouvernement de la Barbade dès la fin des opérations, avec le droit de nommer six conseillers, au nombre desquels devait figurer Searle, successeur éventuel d'Ayscue au Gouvernement. Ayscue reçut en outre mandat d'utiliser toutes les forces militaires et navales dont il jugerait le concours nécessaire pour amener la soumission de la colonie rebelle, pourvu qu'au moins deux des trois commissaires exprimassent l'avis que l'intervention armée était inévitable. Les instructions, telles qu'elles furent définitivement rédigées, portaient qu'à leur arrivée ils eussent à faire connaître à la population les raisons de leur présence, et qu'en cas de soumission immédiate, ils avaient pleins pouvoirs pour indemniser et amnistier tous ceux qu'ils en jugeraient dignes. De plus, chose particulièrement importante eu égard aux événements qui suivirent, tous les arrangements passés par les commissaires seraient reconnus valables et engageraient le gouvernement en vigueur en Angleterre.

Des instructions complémentaires stipulaient certaines réglementations bien définies qu'ils étaient chargés d'appliquer, à savoir, que tous les Actes du Parlement en vertu desquels le nouveau gouvernement d'Angleterre avait été établi seraient publiés dans les colonies ; que les colons devraient s'engager à recevoir et à accepter tous gouverneurs qui leur seraient envoyés par le Parlement ; qu'ils devraient prêter serment d'« engagement » ; et que tous ceux qui avaient d'aucune façon souffert du fait de leur attachement à la cause parlementaire devraient recevoir des compensations appropriées. Les frais de la pacification de la colonie seraient autant que possible supportés par la population. Tout commerce avec la colonie serait interdit jusqu'au rétablissement complet de la paix. Les commissaires auraient pleins pouvoirs pour la conclusion de tous articles de paix qu'ils jugeraient être profitables au Commonwealth. Cette dernière clause, comparée avec les stipulations des Instructions générales, est particulièrement significative et devait être une source féconde de malentendus et même de duplicité de la part du Parlement dans ses agissements futurs vis-à-vis de la colonie.

L'étendue de ces pouvoirs discrétionnaires, avec l'usage facultatif de l'intervention armée, et la force de la flotte expéditionnaire projetée, causèrent un tel malaise à une bonne demi-douzaine de négociants importants qui avaient de gros intérêts dans le commerce avec les Indes occidentales, qu'ils adressèrent une pétition au Conseil d'Etat (32) en demandant que certaines personnalités représentant les intérêts commerciaux fussent autorisées à se joindre à la flotte, dans le but de tenter d'exhorter la population à se soumettre volontairement. A leur avis, une guerre civile ruinerait toute possibilité d'un commerce florissant avec la colonie pour l'avenir. Ils prétendaient de plus, s'appuyant sur les renseignements fournis par les réfugiés, que les forces de l'île comprenaient 10.000 hommes d'infanterie et 2.000 hommes de cavalerie, et qu'il faudrait en conséquence envoyer d'Angleterre des forces considérables pour en venir à bout. Il était de plus à craindre qu'une démonstration militaire eût pour effet de placer la colonie sous la férule des extrémistes, qui pourraient en désespoir de cause recourir à la libération et à l'armement de leurs esclaves pour augmenter leurs ressources, ce qui rendrait difficile la capture éventuelle de la colonie, que l'on risquait ainsi d'exposer à une dévastation complète. Les négociants prétendaient que si l'on acceptait de faire intervenir des envoyés chargés de faire connaître aux colons que les commerçants anglais avaient préservé leur île des dangers d'une guerre ouverte contre la mère patrie, et d'insister sur la puissance réelle du nouveau gouvernement, en montrant que l'Espagne, le Portugal et la Hollande recherchaient les bonnes grâces de l'Angleterre et la redoutaient, que l'Irlande était soumise et l'Ecosse acculée à la défaite, la colonie se soumettrait immédiatement de bon gré. Ces envoyés, disaient-ils, auraient tôt fait de persuader aux rebelles de s'incliner devant « cette puissance dont les entreprises étaient rarement vaines ». Si même l'on n'en tirait d'autre résultat, ce plan d'action devait à tout le moins susciter parmi les habi-

(32) *State Papers Colonial*, t. 41. N° 29, Feb. 11/21; les signataires étaient Wm. Williams, Thomas Kendall, Richard Batson, Isaac Le Gray, Georges Pasfield et Jna Andrews.

tants de telles divergences d'opinion que la tâche de l'armée et de la marine en serait grandement facilitée s'il fallait en dernier ressort faire usage de la force. Ils demandaient également que le Gouvernement leur permit d'envoyer à la Barbade des navires à bord desquels les réfugiés, anciens habitants de l'île, prendraient place, et l'influence de ces derniers, aussitôt revenus dans leur patrie, s'ajouterait aux efforts de ceux d'entre les habitants qui consentiraient à se soumettre au Parlement. Le motif réel de cette pétition toutefois est exposé par la dernière clause où il est dit que les navires marchands ainsi incorporés à l'expédition pourraient, au retour, rapporter pour environ 200.000 livres de marchandises, sur lesquelles l'Etat prélèverait un énorme droit d'accise. Cette pétition fut rejetée par le Conseil d'Etat sans autre commentaire que cette simple annotation « que l'acquiescement de l'Angleterre au désir exprimé par les négociants en l'occurrence ne serait pas à son honneur (33) ».

De nouvelles instructions furent alors rédigées par le Conseil, concernant la conduite et l'organisation future de l'expédition après qu'elle eût atteint les Indes occidentales (13/23 février) (34). Michael Packe était désigné comme successeur d'Ayscue en cas de décès de celui-ci, et si le premier venait à mourir, Ayscue aurait alors le droit de choisir lui-même son successeur. Après avoir soumis la Barbade, Ayscue devait diviser ses forces et soumettre également les Bermudes et Antigua. Les opérations contre les Bermudes devaient présenter peu de difficulté. Les commandants de ces opérations auxiliaires recevraient d'Ayscue des instructions similaires à celles qui avaient été étudiées pour la conquête de la Barbade. Le commandant en chef de l'expédition était également autorisé à nommer les gouverneurs et conseillers des deux dernières colonies. Les gouverneurs des plantations conquises devaient suivre la même ligne de conduite qui était prévue pour l'organisation du gouvernement de la Barbade.

(33) *State Papers Colonial*, 1, 11, N° 30. *State Papers Domestic Interregnum*, 1, 17, 77-79, 13/23 février, 1650/1.

(34) *Ibid.*, 81, 82, 83, 84-86. Instructions complémentaires. Le Comité ordonna également que les commissaires recevraient une avance en espèces. 17, 68.

CHAPITRE IV

Les préliminaires de la guerre civile à la Barbade

Le gouvernement de la Barbade se préparait également à une résistance armée contre les forces du Parlement; qui leur apparaissait dorénavant comme inévitable. Les rebelles rédigèrent un engagement aux termes duquel les colons faisaient serment de défendre « le Gouvernement légitime » de la colonie en toutes circonstances, et reconnaissaient Willoughby comme étant légalement gouverneur « de par la volonté et le consentement unanime de la population » ; ils juraient également de défendre leurs libertés commerciales « both at home and abroad in forraigne parts », chez eux comme à l'étranger. Cet engagement, réuni aux actes votés par l'Assemblée générale et avec l'exposé présenté par le gouverneur sur l'attitude de la colonie, constituait virtuellement une Déclaration d'Indépendance.

L'Assemblée vota le 19/29 février 1650/1 (1) un acte déclarant qu'avant le 20 mars tous les propriétaires fonciers devaient se présenter devant les autorités judiciaires des paroisses auxquelles ils appartenaient, et prêter serment d'observer l'engagement. Les juges avaient mission de dénoncer ceux qui s'y déroberaient, et les délinquants étaient menacés de sanctions sévères de la part du Gouvernement. Le châtimement équivalait virtuellement à la mise hors la loi, car les coupables étaient privés du droit de témoigner en justice, d'hériter ou de disposer par testament d'aucuns biens, meubles ou immeubles, et à la merci d'un ordre d'arrestation émanant du gouverneur et au traitement réservé aux ennemis de la colonie. Tous

(1) *State Papers Colonial*, 1, 11, n° 31. February 19/39, 1650/51.

les domestiques dont les engagements de service expiraient avant le 20 avril étaient également tenus de contracter l'engagement.

Vingt-trois colons, parmi lesquels plusieurs notables planteurs, refusèrent de prêter serment, ce qui motiva le vote par l'Assemblée, en date du 3 avril 1651, d'une résolution aux termes de laquelle ces récalcitrants seraient requis de « prêter » pour la défense de la colonie un total de 40.000 livres de sucre. Et dans le cas où leur loyalisme prêterait à suspicion lors du débarquement des forces parlementaires, le gouvernement rebelle aurait le droit de saisir leurs biens. L'application de cette loi devait nécessairement causer des abus excessifs, car le commissaire Keizar devait recevoir un dixième des biens saisis, et son intérêt personnel devait le pousser à susciter des plaintes contre tous ceux dont il avait lieu d'espérer prouver le défaut de sympathie à l'égard du gouvernement de Willoughby. Une autre stipulation de cette loi était que rien dans la loi n'empêcherait aucune personne justement « lésée » d'obtenir le règlement de ses créances contre ceux qui avaient refusé de prêter serment.

Les préparatifs de résistance furent encore accrus par le vote d'une autre loi, en date du 3-13 avril 1651 (2) autorisant le gouvernement à « emprunter des produits, denrées ou marchandises », soit une manière d'emprunt forcé. Vers cette époque des lettres étaient arrivées d'Angleterre, avisant les colons que l'annonce de la rébellion avait fait une si mauvaise impression parmi le Conseil d'Etat que le gouvernement anglais était déterminé à étouffer le mouvement à tout prix, et se préparait à envoyer une flotte formidable contre l'île, et que la détermination du gouvernement de châtier la colonie était encore renforcée par l'insistance des réfugiés de la Barbade. Cette loi d'emprunt stipulait en conséquence qu'en dehors des sommes empruntées, l'Assemblée augmenterait ses ressources par la saisie des biens de vingt-neuf réfugiés, dont le produit serait

(2) *Idem*, n° 33. Actes de l'Assemblée de la Barbade, donnant la liste des propriétaires proscrits.

affecté au renforcement des fortifications de la région du port. Tous les produits prêts seraient saisis pour constituer un revenu. Des reçus de ces marchandises seraient délivrés aux mandataires des planteurs, et le remboursement en serait effectué sur la preuve que le propriétaire n'avait pas commis d'actes hostiles au gouvernement constitué par les Walrond et Willoughby. Tous les vaisseaux anglais et hollandais qui faisaient escale à la Barbade étaient tenus de livrer une ou deux pièces d'artillerie. Plusieurs régiments de cavalerie et d'infanterie furent levés ; les domestiques même furent formés en compagnies, et certain rapport mentionne que le gouverneur était prêt même à libérer les esclaves afin de s'en servir contre les forces parlementaires. Les fortifications furent renforcées. Les soldats furent payés mensuellement afin de maintenir le moral et le loyalisme de l'armée.

Willoughby adressa aux habitants une proclamation en date du 11 juin (3) déclarant que le Parlement prétendait les réduire à l'esclavage en leur imposant un gouverneur « contre leur gré », et en faisant occuper l'île par une garnison de 1200 hommes aux frais de la population, et voulait aussi les contraindre à renoncer à leur fidélité à Charles II. Il renouvela sa détermination de continuer la lutte. La colonie s'efforça d'en appeler à la Hollande, dont elle implorait l'appui, ou tout au moins la neutralité bienveillante, et dans ce dessein le gouverneur avait fait imprimer en Hollande un long exposé de ses revendications (4). Cette publication n'obtint pas les résultats espérés, car peu de temps après des passagers, venant des Indes occidentales, apportèrent à Amsterdam la nouvelle que la situation de la colonie était si mauvaise qu'elle ne saurait tenir bien longtemps en échec les forces parlementaires.

Willoughby ne se montrait pas autrement alarmé de l'annonce des préparatifs auxquels se livrait l'Angleterre en vue de la soumission de la colonie, ainsi qu'il appert d'une lettre

(3) *Idem*, n° 34.

(4) *Mercurius Politicus*, n° 57, 915. Nouvelles de Leyde en date du 1^{er} juillet (N. S.) et *Idem* n° 59, 938. Nouvelles d'Amsterdam en date du 21 juillet 1654 (N. S.). Selon les nouvelles de Hollande, « le colonel Walrond était un des principaux fauteurs de troubles ».

adressée à sa femme en date du 9/19 août (5), dans laquelle il déclarait son intention de résister jusqu'au bout, étant convaincu que les colons souhaitaient la « guerre » avec la métropole. Il continua donc ses préparatifs de résistance, sous l'autorisation des lois injustes et tyranniques votées par l'Assemblée. A cette date, le gouvernement rebelle avait mis sous séquestre cinquante-deux domaines importants et avait augmenté les impôts dans d'énormes proportions afin de se procurer des ressources suffisantes. Ceux qui se livraient à l'exportation des produits de l'île furent contraints de payer au Gouvernement des taxes exorbitantes. D'autres furent contraints à payer chaque mois au Gouvernement un certain nombre de livres de sucre. La situation de la colonie était devenue de plus en plus grave sous le contrôle des rebelles, et se trouvait encore aggravée par les effets d'une sécheresse qui durait depuis neuf mois (6).

Les préparatifs de l'Angleterre

La décision du Conseil d'Etat relativement aux instructions à remettre au commandement de la flotte des Indes occidentales se fit longtemps attendre ; quoique ces instructions eussent été rédigées et modifiées plusieurs fois avant la fin de 1650, il fut encore une fois décidé de les changer à une date aussi tardive que le 25 février / 7 mars 1650 / 1 (7). John Bayes qui, depuis sept mois, multipliait les efforts pour obtenir que le Gouvernement prît des mesures définitives contre la Barbade, fut autorisé à accompagner la flotte d'Aysee. Il demanda que les instructions remises à ce dernier pourvussent à sa protection contre la haine de ses ennemis personnels dans la colonie.

(5) *Tanner Mss.* 54 f. 147, de Willoughby à sa femme. Ses lettres étaient toujours envoyées par la Hollande, car les navires hollandais faisaient escale à la Barbade presque journallement. Willoughby craignait que sa femme lui conseillât de céder, car il lui écrivait de ne pas lui adresser cette prière, à laquelle il n'accéderait pas.

(6) *Idem.* f. 153. D'après cette lettre, Willoughby était complètement dominé par Byham, Modyford, et les lieutenants-colonels Gye, Ellis et Gibbs. Il n'y est pas question des Walrond.

(7) *State Papers Domestic Interregnum* I/65, 28.

qui lui en voulaient mortellement d'avoir si bien documenté le Conseil d'Etat (8).

Aucune mesure d'importance ne fut prise en Angleterre à l'égard de la Barbade avant le mois d'avril. A ce moment, le Conseil d'Etat publia de nombreux décrets ordonnant l'approvisionnement d'une flotte de sept navires portant 860 hommes et 238 canons, qu'il avait été définitivement décidé d'envoyer aux Indes occidentales (9). En dépit de ces préparatifs et de l'évidente détermination du Gouvernement d'écraser les rebelles, les marchands de Londres adressèrent plusieurs pétitions au Conseil pendant les mois d'avril et mai, dans l'espoir de se voir confier le soin de régler la situation, et d'empêcher toute guerre coloniale, mais chaque fois la discussion en fut ajournée puis finalement écartée définitivement.

Tous ces préparatifs furent soudain arrêtés en raison de la gravité de la situation dans la Manche, où les navires royalistes remportaient quelques succès et où les Dunkerquois attaquaient les vaisseaux anglais. Leurs bases d'opérations étaient les îles Scilly et Jersey. Sir Richard Grenville tenait les premières pour le prince de Galles depuis 1649, et elles constituaient une position de premier ordre pour l'attaque des navires marchands britanniques. Le Conseil fut informé que Van Tromp se dirigeait également sur les îles Scilly, et craignit que les Hollandais ne fissent cause commune avec Grenville. Ayscue reçut donc le 1^{er} avril l'ordre de se mettre avec son escadre à la disposition de l'amiral Blake, et les deux forces combinées devaient immédiatement s'emparer des îles. La flotte maintint un blocus rigoureux pendant tout un mois, et dans la première semaine de mai, Ayscue s'étant rendu compte que la reddition finale des îles n'était plus qu'une question de jours, s'en revint en Angleterre sans attendre de nouveaux ordres, au grand déplaisir du Conseil d'Etat qui lui enjoignit sur le champ de retourner prêter main-forte à Blake et de rester sur les lieux

(8) *State Papers Colonial*, I/11, n° 32 : la requête de Bayes fut accueillie. *State Papers Domestic* 1/65, 34, February 26.

(9) *Rawl. Mss. A. 225 f. 100*, April 24. *State Papers Domestic Interregnum*, 1, 19, 102, May 6. *Idem*, 115, May 9 ; 129, 132, May 13 and 14.

jusqu'à ce que la reddition des îles Scilly fût un fait accompli, ce qui se produisit le 23 mai (10).

Le Conseil tourna de nouveau son attention vers la soumission de la Barbade. Les diverses sous-Commissions s'efforcèrent d'apporter les dernières retouches à la préparation de l'armée et de la flotte. John Bayes semble avoir joué un rôle important dans ces dispositions, car il était en rapports constants avec le Conseil (11). Il était nécessaire de ravitailler la flotte d'Ayscue, les vivres et munitions ayant été consommés pendant les sept semaines qu'avait duré le blocus des îles Scilly. Lorsque les préparatifs furent presque terminés, il se produisit des retards décourageants en raison de l'apparent oubli de la part des marchands que les navires étaient primordialement destinés à une expédition d'un caractère militaire. Ils étaient si préoccupés de la reprise des opérations commerciales avec la colonie, après en avoir été empêchés pendant près de vingt mois, qu'ils avaient surchargé les vaisseaux destinés à accompagner Ayscue de passagers et de marchandises, ne laissant pour ainsi dire pas la place nécessaire aux approvisionnements en vivres et munitions, autrement plus importants, qu'ils avaient ordre d'emmagasiner comme navires de guerre. Les retards succédèrent aux retards ; tout d'abord il avait été décidé d'approvisionner les navires à Plymouth, puis tout à coup Ayscue reçut l'ordre de se rendre aux îles Scilly jusqu'à nouvel ordre (12). Dans les vingt-quatre heures, les ordres furent à nouveau changés, et il lui fut enjoint de se rendre immédiatement aux îles Scilly et de s'y approvisionner. Le même jour les commissaires de la marine recevaient avis d'avoir à expédier immédiatement trois mois de vivres et munitions aux îles Scilly pour l'ex-

(10) *Mercurius Politicus* ou *Public Intelligencer*, n° 49, 793, 788-9, 793-4. L'affaire des Scilly. Compte rendu de l'amiral Ayscue, 13 mai.

(11) *State Papers Domestic Interregnum*, I. 19, 157, 24 May.

(12) Le Conseil s'enquit auprès de l'Amirauté de la quantité des approvisionnements nécessaires pour la flotte, à quoi il fut répondu le 26 mai/5 juin qu'après conférence avec les commissaires de la marine, il avait été jugé nécessaire de fournir aux trois navires de guerre trois mois de vivres, et que les vaisseaux marchands devaient être approvisionnés par leurs armateurs d'une quantité équivalente. Ces derniers devaient être ravitaillés à Plymouth. Les trois navires de guerre étaient le *Rainbow*, l'*Amity* et le *Malaga*. *Rawl. Mss.* A. 225, f. 118 ; May 26, 1651. Lettre du Conseil de l'Amirauté au Conseil d'Etat.

pédition d'Ayscue à la Barbade (13). D'autres retards causés par les armateurs semblaient devoir se prolonger interminablement, ce qui obligea le Conseil à ordonner au Conseil de l'Amirauté de passer un nouveau contrat avec les armateurs (14),

La question de la soumission de La Barbade fut enfin l'objet de la considération attentive du Conseil d'Etat et du Parlement pendant la fin de la première semaine de juin (15), à la suite de quoi Ayscue reçut l'ordre de revenir encore une fois à Plymouth avec son escadre et de prendre dans ce port les approvisionnements nécessaires. Quelque fastidieux que puissent être ces détails minutieux sur les retards et les changements perpétuels apportés aux instructions du Conseil d'Etat, nous avons jugé néanmoins nécessaire de les faire figurer au cours de ce récit pour dépeindre plus clairement l'insuffisance et le défaut évident d'un système administratif maniable, qui ont été un des traits caractéristiques du gouvernement anglais de cette époque.

Le 12 juin, le Parlement fut mis en possession de tous les renseignements disponibles sur la situation de la flotte de la Barbade, mais ce ne fut que sept jours plus tard que le Conseil reçut du Parlement l'ordre d'envoyer aux Indes occidentales des navires en nombre suffisant pour interrompre complètement tout commerce entre la colonie et l'extérieur. En conséquence, les commissaires de la Marine furent avisés qu'étant donné la gravité de la question, gravité qui dépassait toutes les prévisions antérieures, il était nécessaire de changer encore une fois l'escadre et de lui en substituer une de force supérieure. Le matériel et les équipages embarqués sur les navires d'Ayscue à Plymouth devaient être débarqués et transférés à une autre escadre de quatre navires qui seraient approvisionnés pour neuf mois au lieu de trois. Ayscue reçut l'ordre de presser l'exécution de ces arrangements avec le maximum de célérité (16), et

(13) *Idem*. Lettre du Conseil d'Etat à Blake.

(14) *State Papers Domestic Interregnum*, I, 19, 173, May 30.

(15) *Idem*, vol. 20, 14, June 6, and 17, June 7, 21-2 June 10, 30 June 12, and 43 June 19.

(16) *State Papers Domestic Interregnum*, I, vol. 96, 249-251, June 20.

de s'assurer que tout fût au point avant de prendre la mer. Une fois de plus le Conseil de l'Amirauté dut modifier des instructions déjà modifiées tant de fois (17). Puis revint la question familière des retards, attribuables surtout aux changements successifs des navires, dont certains n'étaient pas considérés comme propres au service des Indes occidentales (18). Un revirement total d'opinion amena le Conseil à contremander toutes ses instructions dans les derniers jours de juin, et à ordonner l'envoi de la flotte originalement prévue, sur quoi les commissaires de la Marine reçurent l'ordre de mettre l'escadre primitive en état de prendre la mer dans le plus bref délai (19).

L'escadre était enfin presque prête à partir vers le milieu de juillet, et, quelques jours plus tard, Ayscue reçut l'ordre de prendre la mer aussitôt que possible sans attendre d'autres instructions du Gouvernement (20).

(17) *Idem*, vol. 20, 52-55.

(18) Le Conseil désirait que l'*Amity*, le *Brazil*, le *Malaga Merchant* et le *Tresco* fissent partie de l'escadre. Au début de juin, le *Rainbow* était considéré impropre au service et renvoyé à Portsmouth le 20 juin. Ayscue fut chargé de se prononcer sur son état quatre jours plus tard. Le 24 juin, le Conseil de l'Amirauté était prié de soumettre un rapport sur la question de substituer le *Good Success* au *Tresco*. Le lendemain Ayscue était prié de soumettre son avis sur la composition de l'escadre. Cette question demeura à l'étude jusqu'au 27 juin, date où tous les plans furent encore une fois bouleversés. *Idem*, vol. 96, 251, and vol. 20, 61-2, Also *Rawl. Mss. A. 225*, f. 135, and vol. 20, 69, June 27.

(19) *State Papers Domestic*, I/, 20, 77, June 30-July 1^{er}, vol. 96, 246-5, also I, 96, 96, 264, 265, 267, 271.

(20) Certains ordres sous pli cacheté enjoignant à Ayscue de se diriger vers la côte portugaise et d'y donner la chasse à l'escadre du prince Rupert avant de faire route sur les Indes occidentales furent issus le 16 juillet, avec ordre de les ouvrir lorsqu'il serait à quelque distance des îles Scilly. Trois jours plus tard ces ordres étaient annulés et le vice-amiral dut les renvoyer au Conseil. Le 25 juillet, le Conseil lui envoyait ses dernières instructions lui enjoignant de prendre la mer immédiatement. Et suivant son habitude invétérée, le Conseil décidait brusquement de renvoyer une fois de plus à Ayscue les ordres cachetés dont il a été parlé plus haut.

CHAPITRE V

La Rébellion

Pendant tout le mois d'août, le gouvernement d'Angleterre fut trop profondément absorbé par les affaires intérieures pour se préoccuper de la Barbade ou des autres colonies ; l'invasion écossaise battait son plein et le Gouvernement ne respira qu'après la victoire de Cromwell à Worcester, le 3 septembre 1651. Deux jours après, le Conseil d'Etat, désireux de faire parvenir aussi vite que possible cette bonne nouvelle à Ayscue pour renforcer sa propagande contre les rebelles de la Barbade, ordonnait au Conseil de l'Amirauté de se procurer un navire rapide à cet effet. Ce qui fut fait le 9 septembre. La lettre rappelait les événements qui avaient conduit à la victoire finale, et faisait ressortir le sentiment général de sympathie envers le Parlement en Angleterre.

Lorsque l'escadre d'Ayscue arriva à trente lieues à l'ouest des îles Scilly, il ouvrit ses ordres cachetés et découvrit qu'avant de se rendre aux Indes occidentales il lui fallait aller à Lisbonne pour y pourchasser l'escadre commandée par le prince Rupert (1). La flotte se dirigea donc vers le Portugal, le 5 août, et pendant quelque temps rechercha la flotte du prince Rupert, mais sans succès. On sut que Rupert avait pris la mer dans le voisinage des Détroits vers la mi-juillet, mais on avait perdu sa trace depuis lors. Le 16 août, Ayscue aperçut une escadre portugaise en vue des côtes et croisa dans les parages pendant cinq jours, dans l'espoir que les Portugais accepteraient le

(1) *State Papers Colonial*, 1, 11, n° 37, 1 August 27.

combat. Cet espoir fut déçu. De Lisbonne, la flotte fit voile sur les îles du Cap-Vert pour s'y ravitailler en eau. Les vivres commençant à diminuer à bord des navires marchands, Ayscue décida de cingler sur les Indes sans plus tarder. Mais les vents trop faibles et les calmes le retardèrent si bien que ce fut seulement dans la soirée du 16 octobre que la flotte parlementaire arriva en vue du port de la Barbade connu sous le nom de Baie de Carlisle. Le voyage avait duré un peu plus de dix semaines. Ayscue détacha l'amiral Packe avec trois navires en reconnaissance dans la baie de Carlisle tandis qu'il demeurait avec le reste de la flotte à une lieue en arrière (2).

Willoughby et les principaux fonctionnaires de la colonie festoyaient joyeusement à une douzaine de milles de là lors de l'arrivée d'Ayscue, et le seul fonctionnaire demeuré dans la ville était le maréchal de l'île (3). Il semble que Willoughby eût avec lui cinq à six mille hommes armés. Le soir de l'arrivée d'Ayscue, le maréchal se rendit à bord du navire amiral, et comme il n'était porteur d'aucun message officiel et que, d'autre part, les forts de la baie avaient ouvert le feu sur l'escadre, Ayscue le fit arrêter et emprisonner à bord. Willoughby en fut promptement informé, et peu après une note comminatoire réclamait à Ayscue la mise en liberté immédiate du prisonnier. Ayscue y répondit par un refus également comminatoire, basé sur les démonstrations d'hostilité dont la flotte avait été l'objet (4).

Trois navires, sous le commandement de Packe, entrèrent dans le port le lendemain matin au petit jour afin de surprendre et de saisir tous navires étrangers qui s'y livraient au commerce en violation des lois de navigation. Ayscue et le reste de la flotte jetèrent l'ancre dans la baie d'Oysten, à trois milles sous le vent. Les chaloupes des navires de Packe abordèrent les navires hollandais qui se trouvaient dans le port et sommèrent les capitaines de se rendre, ce qu'ils firent immédiatement, et les capitaines furent amenés prisonniers à bord des vaisseaux anglais.

(2) *Ibid.*

(3) *Ibid.* n° 43, Feb. 13, 1652. Rapport de Packe.

(4) *Tanner Mss.* 55. f. 70, Bodleian Library, October 16, 1651, also in *Colonial State Papers*, 1, 11, n° 37-III.

Des équipages de prise furent mis à bord des bateaux de commerce hollandais. Packe s'aperçut que sept forts dans le port couvraient entièrement le théâtre des opérations, et fit avertir Ayscue de lui venir en aide sans tarder (5).

Juste à ce moment, semble-t-il, une chaloupe se détachait du rivage avec un représentant de la colonie porteur du drapeau blanc. Il héla la flotte anglaise, demandant s'ils étaient venus en trafiquants ou en ennemis. Dans ce dernier cas, il les avertit de se tenir sur leurs gardes, les forts ayant reçu ordre de défendre le port jusqu'à la dernière minute. En ce moment, les navires d'Ayscue croisaient devant le fort Needham, la plus forte défense du port, qui ouvrit le feu sur l'escadre, laquelle se trouvait à une demi-portée de mousquet du rivage. Le navire-amiral riposta par un coup sous le vent, signifiant que « nous ne voulions pas d'actes hostiles ». Les rebelles continuèrent un feu violent, sur quoi les vaisseaux de l'amiral ripostèrent par une bordée, exemple suivi par chaque navire qui passait le fort. Dans cette ouverture de la guerre civile à la Barbade, les forces parlementaires n'eurent qu'un seul tué, quoique les navires d'Ayscue eussent été touchés sept fois (6). La flotte demeura dans la baie toute la nuit et le jour suivant.

Après cette escarmouche préliminaire, Ayscue envoya une note à Willoughby, le sommant au nom du Parlement, autorité suprême en Angleterre, de se rendre et d'éviter toute nouvelle effusion de sang (7). Vers midi arrivait une réponse du gouver-

(5) *State Papers Colonial*, 1, vol. II, n° 53 et 53-III, et n° 38. La flotte hollandaise comprenait 14 ou 15 navires, 12 desquels étaient assez puissants pour être utilisables. L'un des navires portait 25 canons, 11 autres en portaient 18, et le reste était armé de 10 à 16 canons. Les cargaisons avaient été débarquées avant l'arrivée d'Ayscue, mais les Anglais saisirent leurs approvisionnements, et les prises furent ensuite envoyées aux Iles Sous-le-Vent pour s'y ravitailler en eau. Ces captures constituaient une gêne plutôt qu'un avantage, étant trop nombreuses pour être efficacement équipées avec des équipages de prises, qui eussent réduit d'autant les équipages des navires d'Ayscue, lesquels n'eussent pu suffire à leurs propres navires. *A Perfect Account*, n° 59 ; et *The French Intelligencer*, n° 13, 96.

(6) *Ibid.*, n° 34.

(7) *Tanner Mss.* 55, f. 70. Bodleian Library, Oxford ; également *State Papers Colonial*, 1, 11, n° 37. Ces deux documents contiennent la sommation d'Ayscue et le refus abrupt de Willoughby. *Colonial State Papers* 1, 11, n° 38 ; rapport sur la situation, lu au Parlement le 17 février 1652, montrant comme quoi la confiance des colons était due au sentiment que les forces d'Ayscue ne demeureraient pas longtemps à la Barbade. Ayscue toutefois avait confiance que le blocus forcerait bientôt les colons à négocier.

neur, dans laquelle il se montrait surpris de la demande du vice-amiral, et exprimait l'avis qu'il attendait plutôt la réparation des actes d'hostilité « injustifiés » commis dans la matinée par les navires de l'Etat. La lettre se terminait sur cette note provocatrice que Willoughby était déterminé à défendre la colonie jusqu'au dernier homme, ne reconnaissant que la seule autorité du roi Charles II.

Craignant une tentative de débarquement de la part d'Ayscue, les rebelles amenèrent sur le rivage une force de 6.000 hommes d'infanterie appuyés d'un escadron de cavalerie, le 18 octobre. Quelques hommes gagnèrent la flotte à la nage, apportant la nouvelle que les insulaires étaient unanimes dans leur résolution de résister avec acharnement. Cette résolution était fortifiée par des rumeurs répandues par les Hollandais (8), selon lesquelles les armées écossaises avaient envahi l'Angleterre et approchaient de Londres, Cromwell était tué et les armées anglaises en déroute. Les colons étaient particulièrement portés à croire ces nouvelles qui avaient été lues dans toutes les églises.

Sans nouvelles de Willoughby, les commissaires adressèrent une proclamation aux propriétaires fonciers et habitants de la colonie (9), promettant d'user de tous les moyens légaux pour les engager à se soumettre au gouvernement légitime de l'Angleterre, avant de recourir à l'usage des armes. La révolte y était qualifiée d'injustifiée, et la population était exhortée à se soulever et à renverser son gouvernement d'impôtés. Si la persistance des colons à refuser de se soumettre déchaînait la guerre, l'île serait certainement réduite à un état de pauvreté dont il lui faudrait de nombreuses années pour se remettre. La proclamation s'étendait également sur la longue suite de succès des armées et de la marine parlementaires et sur l'impossibilité pour la colonie de prospérer sans le commerce

(8) *A Perfect Account*, n° 59, 21 octobre 1651.

(9) *Tanner Mss.* f. 71, October 26. Evidemment cette proclamation est celle qui figure dans le *Weekly Intelligencer*, n° 61, 362-5, et commençait ainsi : « Messieurs, nous pensons qu'il n'est pas hors de propos de vous envoyer une copie des sommations envoyées à Lord Willoughby », et finissait en ces termes : « Pour mieux atteindre les fins susdites, nous désirons recevoir fréquemment de vos nouvelles. »

et la protection de la mère patrie (10). Les commissaires, y était-il dit, étaient venus avec la mission de rétablir les colons dans « leurs privilèges et immunités », « in your wonted privileges and Immunities », que le gouvernement colonial révolutionnaire, ayant juré fidélité à Charles II, ne pouvait leur ôter. Tous les colons qui s'abstiendraient d'actes hostiles étaient assurés d'une indemnité (11).

Les commissaires n'avaient d'autre ressource que l'attente. La situation était nettement résumée dans la lettre d'Ayscue à Bradshaw en date du 31 octobre, disant que si l'île s'obstinait, rien ne pouvait prévaloir contre les habitants qu'un blocus rigoureux, et de les tenir « constamment en alarme », car il reconnaissait que les royalistes étaient en si grand nombre sur le rivage que toute tentative de débarquement des forces parlementaires était vouée à un échec. Ayscue croyait la flotte dans l'impossibilité de rester longtemps à la Barbade à cause du manque de vivres et de la maladie et de l'affaiblissement qui en résulterait parmi les équipages. Searle était plus optimiste et était d'avis qu'il suffirait de quelques mois pour amener l'île à résipiscence. Toutefois, lui-même doutait que la flotte pût ménager ses approvisionnements suffisamment pour que le blocus fût absolument victorieux. Il était absolument essentiel de forcer la colonie à une soumission rapide, car toutes les autres colonies attendaient de voir si la Barbade serait ou non capable de résister. Si elle résistait victorieusement, il y avait lieu de craindre la formation d'une fédération des Indes occidentales contre les forces du gouvernement de la métropole.

Le 1^{er} novembre, Ayscue recevait la nouvelle de l'importante victoire de Worcester, et envoya immédiatement une note à Willoughby, donnant un exposé complet des récents événements d'Angleterre, et montrant que le gouvernement anglais était trop puissant pour être berné par une île coloniale. Il

(10) *State Papers Colonial*, 1, 11, n° 38-1. On board the Rainbow, October 26 1651.

(11) *Mercurius Bellenius*, n° 3, 241. Pendant la dernière semaine d'octobre, Willoughby exila 160 des membres les plus éminents du parti parlementaire. *A Perfect Account* n° 59.

prétendait être venu à la colonie en ami, et ne pouvait concevoir qu'un homme doué de raison tentât de résister à une puissance aussi formidable que le gouvernement présent de l'Angleterre, en s'exposant, lui et la colonie dont il avait l'administration, à une destruction certaine. Ecrite sur un ton volontairement amical presque jusqu'à la fin, la note se terminait sur un ultimatum énergique sommant Willoughby de retourner son consentement à se soumettre par le même trompette qui était porteur du message d'Ayscue « ou bien moi-même et les commissaires aviseront à d'autres moyens de réduire l'île (12) ».

Willoughby répondit à l'ultimatum d'Ayscue, le 13 novembre, en déclarant qu'il servait le roi Charles II par devoir et non dans l'espoir d'une récompense, et en conséquence persistait dans son refus de se soumettre aux forces envoyées par le Parlement. Il mit les commissaires en garde contre la pensée que lui, en tant que gouverneur, était seul dans sa détermination de résistance, envoyant à l'appui une déclaration de l'Assemblée de la colonie qui avait été rédigée en réponse à la sommation d'Ayscue d'avoir à se soumettre (13). Cette déclaration commençait par une violente attaque contre les commissaires qui, était-il dit, avaient suborné le maréchal et lui avaient fait afficher par toute la colonie des messages exposant sous un jour favorable les actions et les buts du gouvernement anglais, afin d'essayer de convaincre les ignorants que le gouvernement d'opresseurs qui s'était emparé du pouvoir en Angleterre était meilleur que la monarchie sous laquelle ils avaient vécu durant des siècles. D'après cette déclaration, les colons étaient unanimes dans leur volonté de défendre leur territoire jusqu'au

(12) *Rawl. Mss. A.* 226 f. 15, 9 septembre 1651. Minute du Conseil de l'Amirauté « En exécution d'un ordre du Conseil d'Etat du 5 septembre, qui requit le présent Conseil de préparer un navire rapide pour porter les nouvelles à la Barbade, le *Swallow* de Barnstaple est désigné pour partir ». La lettre à Ayscue fut demandée et rédigée les 5 et 9 septembre. *State Papers Interregnum* 1, 22, f. 37 et *Ibid.*, 86, f. 510. Voir *Calendar State Papers Colonial and West Indies* pour les lettres narratives, C. O. I., 11, n° 37.

(13) L'acte d'Unité de l'Assemblée fut voté le 4 novembre. Trois jours après la colonie déclarait un jour d'actions de grâces, évidemment à cause de leur apparente unanimité dans la résolution de défendre la colonie contre Ayscue. *State Papers Colonial*, 1, 11, n° 53-III.

bout (14), même s'ils risquaient une guerre, car ni la loi « ni notre propre consentement ne nous ont asservi au nouveau gouvernement de l'Angleterre » « neither the law nor our own consent hath subjected us to the new government of England ». Cette expression de la théorie du gouvernement par le seul consentement des gouvernés fut souvent renouvelée dans l'histoire des colonies indo-occidentales de l'époque. Devant cette résolution de l'Assemblée, Willoughby déclarait ne pouvoir faire d'autre réponse qu'un refus pur et simple aux demandes de George Ayscue (15). Le vice-amiral reçut cette note dans la soirée du 13 novembre, et le lendemain matin répondit en demandant à nouveau que la colonie lui notifiât immédiatement sa soumission aux forces du Parlement (16), prétendant que la continuation de la révolte ne servirait le roi en aucune manière, si tant est qu'il en existât un. Elle serait toutefois extrêmement préjudiciable à la colonie, qui ne saurait prospérer sans l'aide précieuse des armateurs et négociants anglais, et sans la protection du gouvernement anglais. Après cette dépêche, Ayscue se résolut à terminer les négociations et à attendre les événements.

Rien ne se produisit dans l'un ni l'autre camp jusqu'au 22 novembre, où le capitaine Morris, à la tête d'un détachement de 150 hommes, débarqua en un point nommé le Trou (the Hole). Les colons ne résistèrent que faiblement et Morris et ses hommes capturèrent des prisonniers et trois pièces d'ar-

(14) *State Papers Colonial*, 1, 11, n° 37-V. (Voir 364, *Calendar Colonial*, sous date du 12 novembre.

(15) Les premières missives de Willoughby furent adressées à sir George Ayscue, à bord du *Rainbow*, « l'un des navires de Sa Majesté ». *Mercurius Politicus*, n° 89, 1432. La volonté de résistance des colons était fortifiée par de faux rapports sur la situation anglaise répandus systématiquement par les navires marchands hollandais qui faisaient escale à l'île. Vers le 10 novembre, un navire hollandais arriva avec la nouvelle de graves échecs des forces parlementaires en Angleterre, disant que les armées victorieuses du roi étaient à quarante milles de Londres. Les colons célébrèrent cette nouvelle par des feux de joie et de copieuses libations. Le 27 novembre un autre navire hollandais arrivait porteur de journaux hollandais qui annonçaient les succès continus des armées royalistes en Angleterre. Deux jours après un troisième navire arrivait de Hollande avec des nouvelles semblables. *Ibid.*

(16) *State Papers Colonial*, 1, 11, 53 ; lettres d'Ayscue, 14 novembre, également n° 53-III, rapport de Searle.

tillerie. Après quoi le capitaine ordonna à ses hommes de rejoindre l'escadre (17).

La flotte de Virginie, forte de quinze navires, arriva en vue de la baie de Carlisle le 1^{er} décembre. Le blocus était assuré dès à présent par quarante navires. Le moral de la flotte de Virginie était extrêmement mauvais, la situation sanitaire des équipages était particulièrement mauvaise, en raison de la mort de deux cents hommes durant le voyage d'Angleterre. Considérant la situation générale, et le fait que la flotte de Virginie serait forcée de partir à bref délai à destination de cette dernière colonie qu'elle avait mission de soumettre, les commissaires décidèrent de tenter un débarquement et de se retrancher sur le rivage de la Barbade sans plus tarder (18). Le moment était venu de réduire la colonie par la force armée.

Rempli de confiance après l'arrivée des renforts, Ayseue écrivit une fois de plus à Willoughby pour le sommer de se soumettre ou d'en supporter les conséquences. Tandis que les colons examinaient les propositions des commissaires, ces derniers dressaient les plans d'une attaque en force de la colonie, à la baie de Spike, où la garnison était réduite et qui ne comptait qu'un seul fort. Le 3 décembre arrivait une réponse de Willoughby déclarant que ses idées n'avaient pas varié depuis l'arrivée des parlementaires, mais que désireux d'éviter l'effusion de sang que cette guerre causerait en pure perte, il promettait de soumettre ce qu'il considérait comme des conditions de paix acceptables dans un délai de quelques jours. Le vice-amiral était convaincu que le gouverneur cherchait simplement à gagner du temps et le lendemain lui fit savoir qu'il ne recevrait plus aucune communication émanant de lui à moins d'une offre de soumission sans délai. Ayseue sommait le gouverneur de nommer les représentants qu'il se proposait d'envoyer à la conférence de la paix, avec leurs noms et un lieu de rendez-vous convenable avant trois heures de l'après-midi, le même jour. Il spécifiait également que la conférence devrait

(17) *Colonial Papers*, 1, 11, 53-III. Rapport de Searle.

(18) *State Papers*, 1, 11, n° 43, rapport de Packe, 18 février 1652. Packe mentionne que la flotte de Virginie arriva le 8 décembre ; et n° 53.

se rencontrer avant samedi midi et terminer ses travaux au plus tard le lundi à cinq heures. Le gouverneur refusa d'accéder à ces demandes bien nettement posées, se bornant à répondre qu'il ne ferait pas d'autres plans que ceux dont parlait sa note du 3 décembre et que dans le cas d'ouverture des hostilités, la responsabilité en retomberait sur Ayscue (19).

Tandis que ces dernières notes étaient échangées, le gouverneur ne laissait que cinq cents hommes pour la défense du point de débarquement, le reste de ses troupes étant demeuré dans la ville pour y discuter les propositions du vice-amiral. En cas de refus de Willoughby, les commissaires étaient décidés à une attaque immédiate. Cinq cents hommes de troupe, y compris 130 Ecossais de l'escadre de Virginie, furent débarqués dans la matinée du 7 décembre, sous les ordres du major Andrews, assisté des capitaines Morris et Andrews. Les rebelles résistèrent avec une vigueur inattendue (20). 1200 hommes d'infanterie commandés par le colonel Gibbs et appuyés de trois groupes de cavalerie s'opposèrent au corps de débarquement. Les canons du fort accueillirent les assaillants par des salves de mitraille et de boulets, aussitôt débarqués. Cependant, en dépit de leur grande infériorité numérique, les troupes du Parlement attaquèrent les rebelles, les rejetèrent hors de leurs tranchées, mirent le régiment en déroute, et s'emparèrent du fort avec quatre canons, plus le drapeau des rebelles. Les vivres et les munitions des troupes de Willoughby tombèrent aux mains des assaillants. Les rebelles perdirent trente tués et de nombreux blessés, dont beaucoup rampèrent jusque dans les bois et moururent faute de soins après le combat. De nombreux prisonniers furent capturés, mais beaucoup furent relâchés en raison de la rareté des vivres. Environ quarante blessés furent pris et emmenés à bord des navires ancrés dans le port, pour y recevoir les soins nécessaires.

(19) *State Papers Colonial*, 1, 11, n^{os} 43 et 53.

(20) *Ibid.*, n^o 43, le récit de Packe diffère légèrement des autres : il dit que 600 hommes composaient le corps d'attaque, et mirent en déroute 1000 hommes, tuant 40 ennemis et capturant 50 à 60 prisonniers. Voir également *ibid.*, 53-III. Packe avait daté sa lettre du 7 janvier.

Les troupes parlementaires éprouvèrent également de lourdes pertes. Les capitaines Andrews et Morris et le commandant Andrews étaient gravement blessés, six ou huit hommes avaient été tués et trente blessés.

Les forces anglaises demeurèrent à Spike's Bay jusqu'au 9 décembre, où la discorde entre les marins, qui refusaient de se retrancher, et le désordre parmi les soldats nécessita leur retour vers la flotte. Les colons envoyèrent immédiatement des troupes pour garder le point de débarquement de la baie, craignant un retour offensif de la part des Anglais.

On informa soigneusement les prisonniers qui étaient soignés à bord des navires de la situation réelle en Angleterre, et dès qu'ils eurent suffisamment recouvré leurs forces, ils furent relâchés et renvoyés dans leurs foyers afin de pouvoir instruire leurs compatriotes. Nombre d'entre eux moururent des suites des mauvais traitements qui leur furent infligés par les autres colons. Deux furent pendus pour avoir propagé les nouvelles qui leur avaient été communiquées par ordre d'Ayscue. Les rebelles firent voter une loi aux termes de laquelle toute parole contre la révolution, ou même le fait de lire quelque nouvelle ou proclamation que ce fût venant des parlementaires, constituait un crime passible de la peine de mort.

Quatre jours après la bataille de Spike's Bay, Ayscue informait Willoughby par lettre que les colons blessés et prisonniers avaient été libérés. Les autres prisonniers l'avaient chargé d'envoyer de leur part une requête au gouverneur. Il affirma également que de nombreux habitants de la colonie étaient venus à lui pour s'enquérir des raisons du conflit, et semblaient ignorer que le commissaire eût formulé des offres de paix. Ayscue offrait de traiter sur des bases favorables à la colonie. Dans sa réponse, Willoughby prétendait avoir convoqué l'Assemblée pour discuter les propositions de paix, comme il en avait parlé dans sa lettre du 3 décembre, à laquelle il avait reçu un refus pur et simple de la part d'Ayscue, d'accepter cette manière de faire. Les colons étaient plus que jamais déterminés à résister après la dévastation causée par les forces anglaises à la bataille de Spike's Bay. Willoughby était décidé à faire tout en son pou-

voir pour aider les colons dans cette lutte, qui était devenue une guerre d'indépendance.

Le 13 décembre, Willoughby envoyait à la flotte des vivres destinés aux prisonniers (21), demandant que leurs revendications lui fussent communiquées. Ayscue lui donna acte de son geste mais refusa de fournir au gouverneur une liste des prisonniers, prétendant qu'il n'avait pas en mains les renseignements nécessaires, les prisonniers étant répartis entre différents navires. Il proposa un échange de prisonniers. Pour justifier le fait que ses troupes avaient incendié un certain nombre de maisons appartenant aux rebelles, à la bataille de Spike's Bay, Ayscue fit connaître au gouverneur que les colons avaient traîtreusement fait usage du drapeau blanc, le 7 décembre, et avaient tiré de ces maisons sur ses troupes, sous le couvert de cet insigne protecteur. A quoi les soldats anglais avaient riposté par l'incendie des habitations. L'amiral déplorait ces représailles, qui, disait-il, avaient été exécutées contre ses ordres. Mais il n'avait pas pris part au combat, et ses soldats avaient obéi à un sentiment bien naturel en cherchant à se venger de la trahison des colons.

Suivant une autre lettre de Willoughby en date du 26 décembre, la colonie était toujours décidée à tenir. Mais afin d'éviter toute nouvelle effusion de sang, le gouvernement colonial avait décidé de soumettre des conditions de paix à sir Georges Ayscue. Les demandes de l'Assemblée et du Conseil colonial étaient les suivantes (22). Le gouvernement resterait tel qu'il avait été établi de par la volonté des colons. Toutes les lois de la colonie qui ne seraient pas contraires aux lois anglaises et votées avant 1638 resteraient en vigueur. Toutes les lois concernant la rébellion seraient abrogées dans les deux camps. Une loi d'Indemnisation par le Parlement serait votée en faveur de tous ceux qui avaient pris part à la révolte. Les habitants recouvreraient possession de leurs biens en Angleterre,

(21) La flotte de Virginie quitta la Barbade le 14 décembre, *State Papers Colonial*, 1, 11, n° 53-III.

(22) Pour les conditions, voir *Calendar Colonial State Papers*, décembre et janvier 1651/2.

en Irlande et en Ecosse. Tous les ports soumis au gouvernement parlementaire devaient être ouverts au libre commerce des habitants de la Barbade comme par le passé. Aucune Compagnie ou aucun monopole d'aucune sorte ne serait imposé aux colons. Aucune taxe douanière sur les exportations ou les importations ne serait perçue pendant une durée de trois ans. Tous les réfugiés de la colonie rentreraient dans leurs biens. Toutes les marchandises saisies par la flotte d'Ayscue seraient rendues à la colonie. Il ne serait porté aucune atteinte à la plantation de lord Willoughby à Surinam, et ses droits sur les autres îles seraient laissés intacts. La flotte devait lever l'ancre sous dix jours, pendant lesquels il lui serait loisible de se ravitailler en eau et en bois.

Ces demandes, en date du 25 décembre 1651, sous la signature de William Povey, montrent que la colonie se posait en vainqueur et non en vaincue. La clause la plus importante était évidemment celle où les colons revendiquaient le droit de conserver le gouvernement établi de par leur propre volonté.

Ayscue accusa immédiatement réception des conditions soumises par le Conseil et promit une réponse détaillée le lendemain. Se déclarant satisfait de voir que la paix était proche, Ayscue se garda bien de discuter aucune des conditions proposées par le gouverneur, mais en revanche communiqua une liste des clauses qu'il considérait comme absolument essentielles. Un certain nombre des clauses rédigées par le Conseil étaient acceptées sans commentaire, comme il est facile de s'en rendre compte à la lecture des contre-propositions d'Ayscue, mais ses conditions, sur certains points d'importance vitale, différaient de celles du Conseil. Pour ce qui avait trait à la forme du gouvernement, il déclarait que la colonie serait gouvernée par un gouverneur choisi par le gouvernement d'Angleterre, assisté d'un Conseil et d'une Assemblée élus par les propriétaires fonciers de la colonie. Les tribunaux fonctionneraient comme par le passé, et leurs jugements seraient valables, à moins de décision contraire selon les formes légales, c'est-à-dire par appel au gouvernement de l'Angleterre. Par ces deux clauses, Ayscue entendait montrer clairement aux colons qu'ils n'avaient nulle

raison d'espérer que le gouvernement de l'Angleterre leur octroyât aucune mesure d'indépendance ; il ne saurait y avoir d'application du principe de gouvernement par la volonté des gouvernés. Les conditions offertes par les commissaires posaient le principe qu'aucune taxe ou impôt ne serait élevé ou imposé aux habitants « sans leur consentement volontairement exprimé en Assemblée générale ». Si le gouvernement anglais était resté fidèle à cette déclaration au cours des cent ans qui suivirent, les innombrables conflits qui surgirent entre la métropole et les colonies de New-England au XVIII^e siècle eussent été réduits à fort peu de chose. En ce qui concerne les poursuites judiciaires, les commissaires déclaraient que nul homme ne pouvait être emprisonné ou dépouillé de ses biens sans un procès régulier, conformément aux lois reconnues de l'Angleterre, devant les tribunaux coloniaux, et que tous les procès entre parties devraient être réglés par les tribunaux coloniaux. Personne ne pouvait être contraint à se rendre en Angleterre pour y présenter sa défense sans l'assentiment de l'Assemblée générale de la colonie. Les commissaires du Parlement acceptèrent les demandes présentées par le Conseil à l'effet que les rebelles rentreraient dans leurs biens, que le Parlement voterait une loi d'indemnité et qu'aucune Compagnie ne serait imposée à la colonie. De plus, Ayscue déclarait qu'en aucun cas, nul serment, engagement ou pacte ne serait imposé aux colons contre leur conscience. Au sujet des questions religieuses, les habitants jouiraient de la liberté de conscience en pareille matière, à l'exception de ceux dont les doctrines seraient « inconsistent to a civil government », incompatibles avec un gouvernement civil. Il était stipulé, de plus, que nulle garnison ne serait entretenue dans la colonie, que toutes les troupes seraient dispersées, et qu'une milice serait organisée et régie selon des instructions qui devaient être élaborées par les commissaires. Les clauses proposées par le Conseil concernant la restitution des biens et domaines des colons expulsés et d'autres conditions d'ordre général furent également incorporées aux propositions que sir George Ayscue fit parvenir à Willoughby. Les conditions ainsi posées par Ayscue étaient extrêmement li-

bérales, et montraient une politique raisonnable et non équivoque à l'égard du gouvernement des colonies. Tels eussent dû être les principes dont s'inspirait le gouvernement anglais pendant la fin du xvii^e siècle et pendant tout le xviii^e siècle. Ils étaient libéraux, et tout en laissant aux colons dans une large mesure leur libre arbitre, réservait prudemment au gouvernement de la métropole une certaine part d'influence gouvernementale et de direction.

Tandis que les négociations se poursuivaient par écrit entre le gouverneur et les commissaires, le colonel Modyford, du régime de Windward, complotait traîtreusement de renverser le gouvernement révolutionnaire en passant dans le camp des parlementaires avec ses troupes. Il avait conféré secrètement avec Searle et Packe et rédigé un traité provisoire (23). Juste au moment où les commissaires attendaient que Modyford donnât le signal de la contre-révolution en se déclarant ouvertement pour le Parlement, un homme de l'équipage d'un des navires ancrés dans le port gagna le rivage à la nage, et apporta au gouverneur Willoughby la nouvelle de la trahison de Modyford. L'affaire fut étouffée et le gouverneur proclama une amnistie générale le 1^{er} janvier. Le lendemain Modyford avisait les commissaires qu'il passerait au camp parlementaire le samedi 3 janvier.

Dans l'intervalle, les négociations de paix progressaient lentement, en dépit des offres libérales des commissaires. Un moment, il sembla que les négociations fussent sur le point d'être rompues et que la guerre se poursuivrait, car le 29 décembre, Willoughby envoyait aux commissaires une communication disant que le Conseil et l'Assemblée étaient fermement résolus à insister sur l'acceptation de leurs conditions telles qu'elles avaient été rédigées par Povey. Aux termes de la lettre de Willoughby, lui seul avait le pouvoir de trancher les questions de guerre et de paix en vertu des mandats et des instructions qu'il tenait du comte de Carlisle et de Charles Stuart. Mais étant

(23) *State Papers Colonial*, 1, 11, n^o 43, compte rendu de Packe. D'après lui, les troupes étaient campées à un mille de l'adversaire, sous la pluie, depuis huit jours ; voir aussi n^o 53-III.

donné que les propositions d'Ayscuc étaient également adressées au Conseil et à l'Assemblée, le gouverneur les avait soumises à l'approbation de ces deux corps de gouvernement. Leur refus de traiter sur d'autres bases que leurs propres conditions était en sympathie avec les sentiments exprimés par les habitants de la colonie. En conséquence, le gouverneur décidait de n'envoyer aucun représentant à une conférence de paix, puisque les membres de l'Assemblée avaient jugé les conditions offertes par les commissaires si peu compatibles avec leurs droits qu'ils ne pouvaient continuer les négociations. Et même, l'Assemblée déclarait que les négociations seraient immédiatement rompues à moins que l'article premier des revendications de la colonie fût accepté, à titre de mesure préliminaire. Dans sa réponse, Ayscuc leur fit connaître que la signification exacte de la clause telle qu'elle était rédigée dans leur déclaration du 25 décembre était incompréhensible pour lui. Il avait dans ses propres conditions accordé tout ce que les instructions qu'il avait reçues du Parlement lui permettaient d'accepter. Ayscuc était persuadé, devant le ton de Willoughby et son refus d'envoyer des délégués, que les rebelles ne souhaitaient pas sincèrement la paix. Il semblait donc, pour un temps, que la guerre de rébellion dût reprendre.

Modyford, avec son régiment fort de 500 hommes, et 500 hommes des autres régiments coloniaux, fit signaler à la flotte, le 3 janvier, qu'il était prêt à aider les forces commandées par le vice-amiral. Ayscuc ordonna à un navire de se rapprocher du rivage pour aider les déserteurs. Peu après, un groupe de cavalerie de 120 hommes, avec leurs chevaux, se joignaient aux premiers. Le soir même Willoughby était informé de la défection de ses troupes et se disposa immédiatement à attaquer avec 2000 hommes d'infanterie et 400 hommes de cavalerie ; il s'avança jusqu'à quelques centaines de mètres des positions de Modyford ; à ce moment l'artillerie parlementaire ouvrit le feu et détruisit la maison où Wiloughby avait établi ses quartiers généraux, blessant presque tous les officiers de l'état-major du gouverneur. Les colons se retirèrent alors à trois kilomètres plus loin, sans chercher à reprendre le combat.

En dépit des refus continuels avec lesquels le gouvernement colonial avait décliné ses offres de paix, Ayscue décida de tenter à nouveau la chance. Il envoya le 5 janvier une nouvelle proposition à Willoughby, déclarant qu'il avait lieu de croire qu'une grande partie des habitants étaient disposés à le reconnaître comme gouverneur légitime sous les ordres du Parlement, et qu'il était pour sa part disposé à concéder des termes encore plus libéraux si la colonie consentait à une soumission immédiate. Il fit parvenir au gouverneur les termes acceptés par le traître Modyford, et demanda à Willoughby d'envoyer des émissaires pour les discuter. Les habitants n'avaient aucune raison de craindre que les commissaires fussent dans l'impossibilité d'offrir des conditions de paix libérales, le Conseil d'Etat les ayant munis de pleins pouvoirs pour traiter.

Les négociations s'éternisèrent, et le gouverneur usa de tous les moyens dilatoires qu'il put invoquer pour retarder la discussion des conditions devant une conférence (24). L'armée parlementaire se détériorait de jour en jour car la maladie, et surtout le scorbut, ravageaient les rangs des soldats, et il était à craindre que le moment approchât rapidement où les commissaires se trouveraient dans l'impossibilité de traiter avec la colonie en aucune manière. Ayscue se voyait acculé à l'échec, et la Barbade était bien près de réaliser son indépendance. Ayscue décida finalement qu'il n'y avait plus qu'à continuer la guerre, et si possible, à forcer la colonie à se soumettre au bout de quelques jours. L'armée anglaise se prépara donc à attaquer dans la soirée du 6 janvier, mais en fut empêchée par une pluie diluvienne. Le lendemain, Willoughby déclarait à nouveau qu'il était inutile de continuer les négociations tant

(24) Le gouverneur déclarait ne pouvoir traiter, Ayscue ayant omis de joindre à ses lettres les conditions auxquelles Modyford avait souscrit. Ayscue lui envoya ces conditions le 7 janvier. La clause contenue dans les propositions d'Ayscue au sujet des serments, engagements, etc., y était omise, ainsi que le premier article des demandes du Conseil au sujet de la forme du gouvernement et du commerce, Modyford stipulait que la Barbade, avec son artillerie, ses armes, matériel militaire et munitions, serait livrée aux armées parlementaires. Un amendement à l'article 14 des propositions d'Ayscue stipulant « que toutes les personnes lésées rentreraient en possession de leurs biens séquestrés à cause de leur attachement au Parlement », modifiait ainsi cet article : « Des mesures seraient envisagées pour assurer une légitime satisfaction à ceux dont les domaines avaient été confisqués. »

que le premier article des propositions du Conseil ne serait pas accepté. Il demandait de plus que le régiment de Windward lui fut livré, déclarant qu'il se réservait de traiter Modyford comme un traître.

Les démarches qui suivirent en faveur de la paix furent entreprises par le gouverneur lui-même, qui, deux jours après, fit connaître qu'il était disposé à reprendre les négociations. Il déclarait que sa démarche n'était pas motivée par la crainte ou le manque de confiance dans les facultés de résistance victorieuse de la colonie, mais plutôt à la reconnaissance du fait que la continuation des hostilités amènerait la destruction totale des plantations. En témoignage de ses dispositions pacifiques, Willoughby consentait à nommer quatre délégués qui, sur réception d'un sauf-conduit, se rencontreraient avec les représentants d'Ayscue à la baie d'Oysten, pour y discuter la signification du premier article du traité proposé par l'Assemblée et le Conseil. Ces commissaires recevraient également les pouvoirs nécessaires pour traiter définitivement. Les conditions de l'armistice proposé par Willoughby étaient les suivantes :

1^o Les forces parlementaires ne s'avanceraient pas à plus d'un mille d'Oysten Bay à l'intérieur ;

2^o Les troupes coloniales seraient éloignées de ces parages, et

3^o L'habitation de Modyford resterait telle quelle, ce dernier n'ayant que la permission d'y faire entrer quotidiennement des provisions.

Il est intéressant de noter que Willoughby s'était enfin résigné à l'idée que son article premier devait disparaître, car dans sa proposition de rédaction du sauf-conduit à remettre aux commissaires, jointe au message dont il est question ci-dessus, il avait commencé à écrire « ye right Honble ye Lord Lieut-General » (le très honorable Lord Lieutenant-Général) et à la réflexion raya les deux derniers mots, auxquels il substitua simplement « ffrancis, Willoughby of Parham ».

Ayscue répondit immédiatement par une acceptation des propositions de Willoughby et l'envoi des sauf-conduits de-

mandés, avec les noms de ses représentants (25). La conférence de la paix devait se réunir à 8 heures, le 10 janvier, dans une maison d'Oysten Bay. Les articles de paix furent signés le lendemain et contenaient presque intégralement les propositions formulées par sir George Ayscue quelques semaines auparavant. Les articles de soumission stipulaient que tous les magasins et entrepôts militaires, les forts et le matériel de guerre seraient remis au vice-amiral, avant midi, le lundi 12 janvier. Ce fut la fin de la longue résistance et de la rébellion que la colonie avait pendant quelque temps opposée victorieusement au Parlement. Il est toutefois fort probable que si les troupes de Modyford étaient demeurées fidèles à la colonie, les forces considérablement affaiblies dont disposaient les commissaires eussent été dans l'impossibilité de vaincre.

(25) *State Papers Colonial*, 1, 11, n° 40, January 9. Le 16 janvier, les articles de soumission étaient lus dans toutes les églises. Les premières nouvelles de la reddition de la colonie arrivèrent en Angleterre le 6 mai 1652. *State Papers Interregnum*, 1, 67, f. 14.

CHAPITRE VI

La Barbade après la soumission (1652-1654)

Il semble que les comptes rendus officiels de la Barbade pour le mois qui suivit la soumission aient été perdus, ce qui rend extrêmement difficile la reconstitution de l'historique des réformes accomplies et des décrets publiés par Ayscue et Searle. Le point saillant de l'histoire de la colonie pendant la période qui s'écoula de 1652 à 1654 fut un conflit constitutionnel entre le gouverneur et l'Assemblée au cours duquel chacun s'efforça de s'assurer le contrôle absolu du gouvernement. Pendant cette lutte, de nombreux colons donnèrent libre cours à leurs sentiments et développèrent progressivement une théorie radicale de gouvernement colonial qui, si elle eût été mise en pratique, eût rendu la colonie presque entièrement indépendante de la métropole.

Selon une lettre du colonel Modyford à Bradshaw, en date du 16 février 1654/2 (1), le changement s'était effectué paisiblement et d'une façon absolument satisfaisante sous l'administration d'Ayscue, car la population se rendait compte que sa rébellion contre le Parlement avait été une grave erreur. Les habitants de la Barbade eussent souhaité la même forme de gouvernement qui existait en Angleterre. Certains même désiraient (et ce point est particulièrement intéressant eu égard à l'his-

(1) *State Papers Colonial*, 1, 11, n° 41, February 16/26, 1651/2. Lettre de Modyford à Bradshaw : « ... Comment nous aurons un représentant parmi vous, dans votre et notre Parlement. Prétendre que nos bourgeois siègent et votent avec vous sur des questions qui regardent l'Angleterre pourrait sembler excessif, mais je présume qu'il serait à la fois juste et nécessaire que deux représentants choisis par notre colonie soient sur place pour donner leurs avis et leur consentement dans les matières qui nous concernent, car si l'on nous imposait des lois sans notre consentement personnel implicite, nous ne compterions guère plus que des esclaves. »

toire de New-England, un siècle plus tard qu'un représentant de la colonie siègeât au Parlement. Selon les propres paroles de Modyford : « How we shall have a representative with you in your and our Parliament. To demand to have our burgesses with you to sit and vote in matters concerning England, may seem immodest, but to have two representatives to be chosen by this Island to advise and consent to matters that concern this place, I presume may be both just and necessary, for if laws were imposed upon us without our personel implied consent, we cannot be accounted better than slaves. »

Modyford considérait que la colonie avait atteint son maximum de développement et se trouvait exposée au danger d'une déchéance économique. Il proposait en conséquence que le Parlement confisquât la plantation que Lord Willoughby possédait à Surinam (en violation flagrante du traité de soumission), et la remît aux autorités administratives de la Barbade. Les colons arrivaient en si grand nombre d'Angleterre, chaque année, que de l'avis de nombreux habitants la colonie approchait rapidement du point de saturation en ce qui touchait à la question de main-d'œuvre, et se trouverait bientôt en face d'un grave problème de chômage. On pourrait utiliser la plantation de Surinam pour y déverser le trop-plein de la population ; on pourrait y envoyer annuellement un millier de colons de la Barbade. Modyford avertissait le gouvernement anglais de sa conviction que la Barbade ne pourrait maintenir que pendant trois ans un commerce florissant et intensif, les forêts étant presque entièrement épuisées et le sucre ne pouvant être produit en plus grande quantité (2). Les colons en étant arrivés à croire que l'exploitation suivie des ressources de la colonie serait peu rémunératrice, tournèrent à nouveau leur attention vers les choses de la politique et ces querelles si chères au tempérament anglais, que ce soit chez lui ou dans les colonies lointaines.

L'Assemblée qui avait été élue en février était extrêmement antiroyaliste et excessivement tyrannique dans le traitement

(2) *Idem*, n° 42, February 16/26, 1651-/2.

accordé à ceux qui avaient participé activement à la rébellion. Ses membres étaient déterminés à conserver le pouvoir et à faire de l'Assemblée la branche la plus importante du gouvernement colonial. Leurs efforts pour mettre cette politique à exécution, et l'opposition acharnée qu'ils suscitèrent, amenèrent une crise constitutionnelle qui força les colons à exposer franchement leurs conceptions gouvernementales. Le gouverneur, qui s'efforçait de gouverner d'une manière juste et équitable et conforme aux stipulations du traité de soumission, se trouva naturellement en opposition directe avec l'Assemblée. En de nombreux points, la théorie constitutionnelle à laquelle les colons s'étaient ralliés était infiniment plus radicale et plus moderne que les idées politiques généralement admises en Angleterre à cette époque. Les conditions nouvelles, ajoutées à ce fait que la colonie était si éloignée de la mère patrie, qu'il était malaisé pour le gouvernement de Londres de surveiller strictement l'administration de l'île jusque dans ses moindres détails, obligeaient tout naturellement les colons à chercher des solutions nouvelles aux problèmes avec lesquels ils se trouvaient aux prises dans leur nouvelle atmosphère. Et ces solutions nouvelles réclamaient des raisons et des explications pour justifier leur validité et leur légalité. Ce qui explique pourquoi les colons du nouveau monde précédèrent les hommes d'Etat de la vieille patrie dans le chemin des doctrines modernes de gouvernement colonial, ces derniers ayant pour préoccupation première les questions politiques intérieures, et lorsqu'ils songeaient aux colonies, c'était pour voter des mesures qui tendaient à faire des plantations simplement des débouchés, où l'Angleterre pourrait écouler son surplus de produits manufacturés, et d'où elle pourrait tirer de vastes ressources de matières premières à l'usage des usines anglaises (3).

Durant le premier mois du nouveau régime, Ayscue et les commissaires gouvernèrent la colonie avec le concours du Conseil, réorganisant l'administration conformément aux stipu-

(3) *Tanner Mss.* 55 f. 153, Bodleian Library. Ces lettres furent lues au Parlement le 23 avril 1652. Voir *State Papers Colonial*, 8, vol. 66, 625 et *idem*, 11, n° 48.

lations du traité de paix. La milice fut réorganisée et les onze tribunaux judiciaires furent reconstitués de manière que tous les procès étaient expédiés de la même manière qu'en Angleterre. Les anciennes lois de l'Assemblée révolutionnaire furent abrogées, et une loi votée le 14 février, défendant à quiconque de reconnaître à qui que ce fût le titre de roi d'Angleterre. Après ces mesures préliminaires, Ayscue lança une proclamation, rédigée au nom du gouverneur et du commissaire, sur les conseils et avec l'autorisation du Conseil, autorisant l'élection d'une nouvelle Assemblée (4). A l'ouverture de la nouvelle session, le 3 mars, Ayscue fit part de son intention de quitter la colonie dans une quinzaine, afin d'aller soumettre et pacifier la colonie d'Antigua. Après quoi il se proposait de visiter les colonies qui avaient aidé la flotte dans son entreprise de soumission de la Barbade, prenant soin des marins et soldats blessés ou malades, c'est-à-dire Saint-Christophe, Nevis et Montserrat. L'amiral fit connaître à l'Assemblée qu'il nommerait Searle au poste de gouverneur, et que lui-même espérait retourner en Angleterre en juin (5).

Le système judiciaire fut la première chose à laquelle la nouvelle Assemblée entreprit de s'attaquer. Il y avait eu jusqu'alors cinq tribunaux ambulants dont la juridiction s'étendait sur tous les cas de droit commun. De ces tribunaux ambulants, les défenseurs pouvaient en appeler au gouverneur en Conseil qui formait ainsi une sorte de tribunal d'équité. Cette loi fut abrogée par l'Assemblée qui refusa le droit d'appel au gouverneur en Conseil. A l'avenir, les appels seraient déferés aux mêmes tribunaux ambulants, qui joueraient ainsi le rôle de tribunal d'équité. De la sorte les mêmes juges siégeaient deux fois au cours d'un même procès, la première fois dans leurs attributions originales de juges de droit commun, et la seconde fois en appel de leurs propres décisions en qualité de juges arbitres.

Rien de ce qui pouvait amoindrir la puissance du gouverneur

(4) *State Papers Colonial*, 4, vol. 11, n° 42 et 43, Feb. 18.

(5) *Tanner Mss.* vol. 55, f. 153, Bodleian Library.

ne fut négligé. Searle et ses partisans étaient d'avis que le gouverneur représentait l'autorité suprême du peuple anglais, et par là même incarnait en sa personne la puissance de l'Angleterre. Mais les républicains avancés de l'Assemblée déclarèrent que l'autorité du gouverneur était trop « autocratique ». Ils décidèrent d'enlever au chef du pouvoir exécutif même le droit de juger dans les petites causes ou de lancer des mandats dans les cas urgents. Searle avait déclaré que toutes les affaires soulevées par le Traité de Paix devaient être du ressort du gouverneur en Conseil ; l'Assemblée vota aussitôt une loi remettant toutes ces affaires à la juridiction des cinq tribunaux ambulants (6).

Cette Assemblée violemment antiroyaliste s'appliqua ensuite à mécontenter systématiquement les habitants, en votant des mesures d'une sévérité injustifiée, et de plus illégales aux termes du Traité de Paix, contre ceux qui avaient participé activement à la rébellion. Neuf des anciens chefs rebelles furent bannis de la colonie pour un an (7), sous la menace d'arrestation au cas où ils y reviendraient avant l'expiration de ce terme, s'exposant aux poursuites et aux châtiments réservés aux ennemis de la colonie. Cette loi fut envoyée à l'approbation du Conseil d'Etat.

Les prétentions de l'Assemblée mécontentèrent bientôt ouvertement même ceux des colons qui avaient toujours professé des sentiments antiroyalistes. Bayes, en qui le Conseil d'Etat avait la plus grande confiance, avertit le gouvernement d'Angleterre du fait que de nombreux colons, restés royalistes de cœur, et qui s'étaient inclinés devant Ayscue par nécessité, étaient en arrière du mouvement qui tendait à mettre entre les mains de l'Assemblée le pouvoir suprême et incontesté du gouvernement de la colonie. Il déclara même que les choses étaient allées si loin à la Barbade que de nombreux colons projetaient de rendre la Barbade absolument indépendante de la

(6) *State Papers Colonial*, 1, vol. 11, n° 59, June 30, 1652.

(7) Willoughby était probablement au nombre des neuf bannis, car il partit pour sa plantation de Surinam le 27 mars.

mère patrie et d'en faire, comme il le disait, « un état libre ».

L'Angleterre apprit au début de l'été la nouvelle de la lutte constitutionnelle qui se déroulait dans la colonie, et le Conseil d'Etat, ainsi que le Parlement, se mirent à l'œuvre immédiatement pour envisager les moyens de doter la colonie d'un gouvernement paisible. Le Comité des Affaires étrangères prit connaissance des lettres de Bayes et du gouverneur, et tint plusieurs conférences auxquelles assistaient l'amiral Ayscue et lord Willoughby, qui se trouvaient tous deux à Londres, et au cours desquelles des renseignements lui furent fournis en abondance, montrant clairement la situation coloniale sous son vrai jour. Le Parlement renvoya le traité de soumission de janvier au Conseil d'Etat pour examen, et après approbation, le Parlement lui-même ratifia le traité quinze jours plus tard (8).

Dans le même temps, un nouveau plan de gouvernement de la colonie était présenté au Conseil, plan dont il n'a pas été possible de retracer l'origine. Ce document est digne d'intérêt en raison de la période critique en laquelle il était présenté et de son influence possible sur le Conseil. D'après le projet en question, le gouverneur devait être nommé par le Conseil d'Etat anglais, et, à son tour, devait choisir les membres de son Conseil, sujet à l'approbation finale du Conseil d'Etat. L'Assemblée organiserait et conduirait ses débats comme par le passé, mais l'approbation du gouverneur et du Conseil serait nécessaire avant que les projets votés par l'Assemblée inférieure pussent avoir force de loi. Le traitement du gouverneur serait payé par la colonie sur le produit d'une taxe sur les exportations. La clause la plus significative prévoyait l'envoi de deux représentants de la colonie au Parlement, où ils auraient le droit de participer à tous les débats et de voter sur toutes questions concernant la colonie. Une « Cour de Chancellerie » devait être instituée et trancherait les affaires comportant appel.

Etant donné que de nombreux colons pensaient que l'autorité gouvernementale n'appartenait qu'aux propriétaires fon-

(8) *State Papers Colonial*, 1, vol. 11, n° 66, August 1652, et n° 64, également *State Papers Domestic, Interregnum*, 1, 31, 35. Les lettres de Searle et de Baye furent lues au Conseil d'Etat, le 24 août 1652. *State Papers Colonial*, 1, 11, n° 64.

ciers, et non au Gouvernement ni à l'Assemblée, ils s'étaient servi de la loi pour limiter les prérogatives du chef du pouvoir exécutif. L'Assemblée avait élu un président si profondément hostile à Searle qu'il usa de son influence pour assurer le vote de lois qui limitèrent l'autorité du gouverneur à tel point qu'il fut bientôt réduit à un rôle de mannequin, ne lui laissant « que le cinquième » des pouvoirs exercés par ses prédécesseurs. Fait sans précédent, l'Assemblée était allée jusqu'à dépouiller le gouverneur du droit de destituer aucun fonctionnaire de la colonie sans son assentiment. Conséquemment, cette pétition pour la réorganisation du gouvernement colonial pressait le Comité des Affaires étrangères de recommander que les pouvoirs du gouverneur fussent étendus par ordre du Conseil d'Etat. Il était nécessaire de lui donner le pouvoir d'imposer des taxes douanières sur les exportations et importations, et de nommer les fonctionnaires civils ou militaires indépendamment de toute intervention législative (9).

Après l'examen de cette proposition, la question de la Barbade fut l'objet de nombreuses discussions pendant le reste de l'année. Le Comité des Affaires étrangères s'intéressait spécialement à cette question et entendit fréquemment des témoins qui possédaient des renseignements de première main sur la situation existante. Rien ne fut accompli, toutefois, sauf d'élargir légèrement l'autorité du gouverneur et de lui permettre d'accorder dix lettres de marque à des navires marchands aux Indes occidentales (10). Vers la fin de l'année, nombreux furent les politiciens à Londres qui réclamaient des postes de gouverneurs coloniaux (11) aux Indes occidentales et mettaient en jeu toutes sortes d'influences pour appuyer leur candidature. Le Comité des Affaires étrangères vota en conséquence une résolution spécifiant qu'il ne voyait aucune raison de changer les gouverneurs des colonies, mais considérait comme absolument essentielle la nomination d'un « gouverneur général de toutes les îles Caraïbes ». Si cette dernière partie de la réso-

(9) *State Papers Domestic Interregnum*, I, 34; 11 Octobre 1652.

(10) *Ibid.*, I, 131, 59, November 17, 1652.

(11) *Idem*, vol. 132, 6-17, December 17, 1652.

lution avait été mise en pratique il en serait résulté le développement d'une administration centrale des colonies du golfe du Mexique, dont le besoin se faisait singulièrement sentir. Mais à l'époque, aucune autre décision ne fut prise à l'égard de cette importante question.

Bayes était en Angleterre dans l'hiver de 1652-53, et en raison de ses précieux services dans le passé et de sa connaissance approfondie de la colonie, son avis fut demandé à presque toutes les séances du Comité des Affaires étrangères. Durant cette période, une sérieuse opposition s'était développée dans certains milieux de Londres contre le gouverneur Searle. A la tête du mouvement se trouvaient le colonel Downes et Alexander Bernardiston. Le Comité des Affaires étrangères avait recommandé que Searle fût définitivement nommé pour une période de trois ans, le 17 décembre 1652 (12) ; mais bien que l'affaire de la Barbade ait été envisagée à plusieurs reprises durant le mois de janvier, la pression des affaires plus importantes la fit continuellement ajourner, et aucune mesure ne fut prise au sujet des propositions précédentes, sinon la rédaction et l'approbation par le Conseil d'Etat d'instructions complémentaires destinées au gouverneur. Tous les renseignements que Bayes et les adversaires de Searle furent à même de fournir furent soigneusement examinés. Le rapport présenté par Bayes le 4 février (13) offrait un intérêt tout particulier pour le Comité et mettait en lumière le mécontentement des colons devant les agissements arbitraires de l'Assemblée. Il était clair qu'une grande partie de la colonie était hostile au gouvernement anglais, et que la politique de l'Assemblée avait donné à cette hostilité une telle extension que beaucoup souhaitaient l'indépendance complète de la colonie. Le gouvernement de la métropole était, semblait-il, impuissant à empêcher de tels abus de pouvoir et à assurer la protection des habitants, du moins n'avait-il tenté aucun effort décisif dans ce sens. Con-

(12) *Idem*, 1, 68, 198, January 5, 1652/3 ; 194, même date. Instructions à Searle.

(13) *State Papers Colonial*, 1, 12, n° 2. Also *State Papers Domestic Interregnum* 1/68, 303 et 1/132, 38, 45, 51, 53, 59. La lettre de Searle du 30 novembre fut transmise au Conseil des Affaires étrangères le 26 janvier 1653. 1/68, 297.

séqueusement, de nombreux colons revendiquaient le droit de choisir eux-mêmes leurs gouverneurs et de voter leurs propres lois. Ils revendiquaient de plus une entière liberté de relations commerciales avec tous les gouvernements, amis de l'Angleterre ou non.

Les revendications des colons en faveur d'une si large part d'autonomie étaient fondées sur les arguments qui suivent. Toutes les corporations anglaises avaient le droit d'élire un magistrat chaque année. La colonie étant à leurs yeux partie du Commonwealth au même titre que toutes les villes d'Angleterre, ils prétendaient que le fait de leur « imposer un gouverneur ne constituait pas à leurs yeux un régime de liberté, mais d'autocratie... » Leurs revendications en vue de l'extension de leurs privilèges commerciaux se fondaient sur le Traité de Paix que le Parlement avait ratifié l'année précédente, mais la réglementation du commerce par l'Angleterre était encore imposée en violation de ce traité. La liberté du commerce était nécessaire en raison de l'énorme distance qui séparait la colonie de la métropole, et de la difficulté d'en obtenir des approvisionnements d'une façon régulière et suivie. Beaucoup poussaient plus loin leur argumentation et considéraient que l'exercice du pouvoir et de l'autorité du gouvernement colonial leur appartenait exclusivement.

Bayes insista donc auprès du Comité pour que l'autorité du gouverneur fût renforcée en le rendant exclusivement tributaire du gouvernement anglais, en lui donnant le droit de contrôle sur le Conseil, et de nommer tous les fonctionnaires civils ou militaires. En fait, nous l'avons vu précédemment, la législature l'avait dépouillé de tout droit de déplacer ou de congédier aucun fonctionnaire sans le consentement de « ceux qui lui disputaient le pouvoir ». Il demandait également que le gouverneur fût autorisé à continuer de prélever un droit d'accise sur les liqueurs et alcools importés dans la colonie, et d'imposer des taxes douanières sur les marchandises en provenance de ports étrangers et sur toutes les marchandises à destination de l'étranger.

Sans s'arrêter à l'hostilité manifeste qui s'était fait jour à

l'égard de Searle, le Comité des Affaires étrangères recommanda l'adoption de quelques unes de ses propositions, et conséquemment le Conseil le nomma gouverneur de la colonie « jusqu'à nouvel avis » à la date du 13 juin, avec pouvoir de choisir un Conseil composé de « six loyal godly men » six hommes loyaux et craignant Dieu (14), et d'imposer un droit d'accise sur les liqueurs (15). Searle reçut son nouveau mandat en même temps que les instructions y annexées, et l'annonce de l'établissement du Protectorat en Angleterre, dans le courant du mois d'août. Dès qu'il eut donné officiellement communication à la colonie du contenu de ces documents, le gouverneur lança une proclamation aux termes de laquelle quiconque tiendrait des propos hostiles à l'égard du Commonwealth serait poursuivi pour défection. Quiconque, sans le consentement des autorités compétentes, rassemblerait des hommes d'armes, serait puni de mort ; il craignait évidemment que les colons ne missent à profit le changement de gouvernement survenu en Angleterre pour se révolter contre lui. Searle annula ensuite les grades des tous les officiers de la milice. Après entente avec un certain nombre de ses partisans, il nomma un Conseil composé de six membres et convoqua l'Assemblée (16). L'opposition comptait parmi ses rangs la majorité des représentants. Ils attaquèrent immédiatement la validité des pouvoirs du gouverneur, sous prétexte qu'il les détenait d'un autre régime que celui auquel ils avaient promis fidélité après leur soumission en 1651, et que le mandat ainsi octroyé était par conséquent dénué de valeur. Le « parti des honnêtes gens », comme Searle les surnommait, craignit que la majorité ne mît la main sur la milice et renversât le Gouvernement. Il y avait grand danger de rébellion. Le gouverneur tenta d'aplanir les difficultés en convoquant le Conseil et l'Assemblée en session extraordinaire, où

(14) *State Papers Domestic*, I, 69, 290-1, 13 juin 1653.

(15) *Idem*, 303-4. L'autorisation du droit d'accise répondait évidemment à une requête écrite de Searle demandant que le Conseil approuvât les mesures qu'il avait prises pour établir cette catégorie de revenus. 30 avril, I, 69, 303-4.

(16) *State Papers Colonial*, I, 12, n° 9. Lettre de Searle en date du 28 août également, nos 5, 40 et 41. Ces lettres parvinrent en Angleterre, en toute probabilité, vers le 8 novembre 1653. 1/72, 29.

il leur assura qu'il s'efforçait de gouverner au mieux des intérêts de la colonie.

Devant l'impossibilité pour la législature d'arriver à une entente, Searle ordonna l'élection d'une nouvelle Assemblée. Pendant la campagne électorale, le gouverneur se rangea ouvertement du côté des candidats dont il connaissait l'attachement au Protectorat et à lui-même. Les colons ressentirent si profondément cette intrusion dans leur choix que, pour employer les propres paroles de Searle « those recommended by us (were) wholly laid by, and a choice of others by them made, who, for the most part, had been enemies of the Commonwealth... », les candidats qui se recommandaient de notre patronage furent laissés de côté, et d'autres furent choisis qui pour la plupart avaient été des ennemis du Commonwealth... » La nouvelle Assemblée se réunit vers la mi-septembre et s'intitula : « Les Représentants de l'île de la Barbade, chargés de veiller sur l'existence, les libertés et les biens des habitants, et du gouvernement de l'île. » Il était évident que cette nouvelle législature était violemment hostile à Searle. Afin de mettre le gouverneur dans l'impossibilité d'agir librement, une proposition de loi fut présentée à l'effet de supprimer tout intervalle entre les sessions législatives, demandant que la nouvelle Assemblée entrât en session régulière avant la clôture de l'ancienne. Le gouverneur s'y refusa formellement, ce projet tendant à remettre entre les mains de l'Assemblée la presque totalité de l'autorité gouvernementale. L'Assemblée demanda ensuite que tous les fonctionnaires publics qui étaient hostiles à la législature fussent destitués. Searle s'y refusa également. Là-dessus les représentants adressèrent une pétition à Cromwell, exposant les « griefs » suivants. Ils déclaraient que certains colons avaient rédigé une « critique » dans laquelle les faits étaient présentés de manière à mettre les députés en mauvaise posture vis-à-vis du Protecteur et de son Conseil. Ils avaient vainement prié Searle de destituer ceux qui avaient signé cette « critique » et son refus était basé sur l'attachement dont les fonctionnaires incriminés avaient toujours fait preuve envers le Commonwealth, et le gouverneur, en outre, ignorant

le contenu de la « critique », n'avait aucun motif légal d'ordonner leur destitution. Dans sa pétition à Searle, l'Assemblée revendiquait les mêmes privilèges et libertés que le reste des nationaux. A cette déclaration ambiguë, Searle répondit par une sommation de faire connaître en quoi et en quelles occasions ils avaient été dépouillés de l'exercice de leurs droits et privilèges légitimes. Ils ne purent donner à cette question une réponse satisfaisante, et comme le conflit semblait devoir s'éterniser, Searle prononça la dissolution de l'Assemblée. Plusieurs autres officiers de la milice furent licenciés et remplacés par d'autres dont le gouverneur connaissait la fidélité.

Modyford joua un rôle prépondérant durant tout le conflit constitutionnel. Tout d'abord, Searle avait eu confiance en sa fidélité au Parlement, à cause de son passage au camp d'Ayscue avant la soumission de la colonie, en janvier 1652. En septembre 1653, toutefois, le gouverneur fut contraint d'en venir à la conclusion que Modyford était demeuré fidèle en son cœur à la cause de Charles II, et avait feint l'attachement au gouvernement *de facto* uniquement dans l'espoir de se voir nommer à des emplois influents. Malgré ceci et la désapprobation de ses amis personnels, le gouverneur laissa Modyford à la tête de son ancien régiment (17).

Searle convoqua de nouveau l'Assemblée en octobre et trouva la nouvelle législature mieux disposée à son égard. Deux revendications seulement furent exprimées : la première, que l'Assemblée fût renouvelée tous les ans et que les élections eussent lieu au mois d'août, et la seconde, que le décret du Parlement qui excluait les délinquants du droit de vote et des fonctions publiques ne fût pas appliqué dans la colonie. De temps en temps, le gouverneur eut à prononcer la destitution de certains fonctionnaires dont il avait lieu de suspecter le manque de fidélité au régime, nommant les plus modérés aux postes vacants (18). Vers novembre, Searle était à même d'informer le

(17) *State Papers Colonial*, 1, 12, n° 12. Lettre de Searle au Conseil.

(18) *Ibid.*, n° 13, 19 octobre 1653. Cette lettre parvint probablement le 31 décembre 1653.

Gouvernement que la situation de la colonie était suffisamment améliorée pour écarter toute crainte de désordres ou de conflits futurs. Pour le moment, cette longue controverse constitutionnelle avait pris fin, et le gouverneur triomphait (19).

Pendant toute cette année, le gouvernement anglais avait été si profondément absorbé par les affaires intérieures que le temps avait fait défaut pour s'occuper de la réforme de l'administration coloniale. Maintes fois la question avait été portée à l'ordre du jour du Conseil d'Etat et du Comité des Affaires étrangères, mais tout était resté en suspens après la nomination de Searle. Vers la fin de l'année, le Gouvernement tenta un effort en vue d'améliorer l'administration de la Barbade, par la nomination d'une sous-Commission du Conseil, ou Commission de la Barbade, qui avait pour mandat de « rechercher les moyens d'améliorer la colonie (20) ».

(19) *Ibid.*, n° 14, 15 novembre 1653.

(20) *State Papers Domèstic*, I, 79, 22, 29 décembre 1653.

CHAPITRE VII

Le conflit politique à Antigua (1655)

Le mouvement royaliste d'Antigua fut promptement étouffé par Ayscue en mars 1652. Ayant achevé la pacification de la colonie, le vice-amiral, conformément aux pouvoirs que lui conféraient les instructions du Conseil d'Etat, choisit comme gouverneur Christopher Raynell, qui fut nommé le 3 avril 1652 (1). Par cette mesure, le gouverneur était proclamé commandant suprême de toutes les forces armées de l'île, avec le droit de proclamer la loi martiale au cas d'invasion ennemie ou de soulèvement des habitants. Le gouverneur avait, de plus, le pouvoir de créer et de nommer à tous les emplois administratifs, judiciaires et militaires qu'il jugerait nécessaires. Il convoquerait en session une Assemblée au sein de laquelle, sur l'avis et le consentement du Conseil et des propriétaires fonciers, toutes mesures législatives jugées indispensables au bien-être du pays seraient élaborées et votées, avec cette seule restriction que nulle loi contraire aux lois de l'Angleterre n'y serait envisagée.

Quand la nouvelle officielle de l'établissement du Protectorat en Angleterre fut connue à Antigua, de nombreux colons, demeurés royalistes de cœur, é mirent la prétention que le changement de gouvernement survenu à Londres annulait automatiquement les pouvoirs et les prérogatives de Raynell (2). En toute évidence, le gouverneur éprouva peu de difficultés à maintenir l'ordre, car il semble que nulle plainte n'ait

(1) *Rawl. Mss. A.* vol. 29, f. 394.

(2) *Thurloe State Papers*, vol. 2, 554. Raynell à Cromwell, 20 août 1654.

été formulée par la colonie à cet égard pendant tout le reste de l'année.

Au cours des premiers mois de 1655, les relations devinrent plus tendues entre Raynell et les colons, et bientôt commençait une longue lutte pour contraindre le gouverneur à se plier aveuglément devant les prétentions de la majorité des habitants.

De nombreux colons se plaignaient de ce que le bétail du gouverneur fût laissé en liberté à travers l'île, détruisant les récoltes des fermiers qui s'en trouvaient gravement lésés. Le gouverneur ne se soucia nullement de ces récriminations. Plusieurs habitants rédigèrent une pétition suppliant le gouverneur de mettre fin à cet abus. Il ne bougea pas davantage. Les choses s'envenimèrent avec le temps, et bientôt on se plaignit amèrement de la négligence et du coût élevé de l'administration des fonctionnaires civils, et du défaut de précautions suffisantes pour la défense éventuelle de la colonie.

En mars 1655, Raynell se rendit aux Iles Sous-le-Vent mais la nouvelle de troubles graves dans sa colonie le força à s'en retourner en hâte. A ce moment, les divergences d'opinions étaient si clairement apparentes et tellement intensifiées qu'il était certain d'avance qu'un conflit décisif entre les colons et le gouverneur pour la possession du pouvoir suprême était inévitable.

Le 13 juin, l'Assemblée adressait une pétition au gouverneur, exposant que les colons étaient extrêmement mécontents de l'administration gouvernementale, parce que les fonctionnaires civils exigeaient des honoraires exorbitants, se souciaient fort peu de leurs devoirs, que nulle mesure n'était appliquée pour assurer l'observation du Sabbat, ce qui permettait à des multitudes de nègres de se livrer à l'ivresse et à l'orgie, et enfin, que les fonctionnaires militaires n'eussent pris aucune mesure pour assurer la défense de la colonie contre les attaques des Indiens ou des Espagnols. Pour mettre fin à ces sujets de plaintes et à d'autres encore, l'Assemblée demandait que le gouverneur, le Conseil et l'Assemblée désignassent des Com-

missions spéciales chargées de remédier à la situation. En ce qui concernait les autorités civiles, les signataires de la pétition demandaient que le secrétaire et le prévôt de la colonie fussent tenus, sous serment, de remplir justement et équitablement les fonctions qui leur étaient dévolues. Pour se protéger contre les incursions des Caraïbes, l'Assemblée demandait qu'une Commission, chargée de désigner les endroits les plus propres à recevoir des garnisons de troupes et d'assurer leur approvisionnement en munitions, fût nommée. Des commissaires devraient également être nommés pour s'occuper du règlement des dettes et régler l'observation du dimanche. Enfin — et peut-être la plus significative de toutes — venait la requête tendant à ce que le président de l'Assemblée législative pût, de son propre chef, convoquer les députés lorsqu'il le jugerait désirable, et avoir l'autorité nécessaire pour exiger la présence du corps tout entier (3).

Le gouverneur pria sèchement l'Assemblée de vaquer à ses propres affaires, mais, durant ces négociations, les Caraïbes attaquèrent une partie de la colonie et blessèrent quelques colons. L'Assemblée, sur ces entrefaites, décida de passer aux actes et de réformer le Gouvernement malgré l'opposition de Raynell. En juillet, l'Assemblée se réunissait à nouveau, et les députés étaient plus que jamais déterminés à réussir dans leur lutte contre le gouverneur.

Ils commencèrent par abolir ou amender certaines lois afin de mettre le gouvernement colonial sur une base conforme avec l'établissement du Protectorat en Angleterre. Dans chacun des cas certaines clauses étaient insérées dans les lois qui tendaient à enlever au gouverneur certaines de ses attributions et à les mettre entre les mains de l'Assemblée.

Un « Acte » stipulant que toutes amendes, etc..., seraient infligées au nom du Protecteur et payées au Trésor, contenait certaines clauses stipulant que les trésoriers de la colonie seraient désignés par l'Assemblée, et aussi que ce même corps désignerait quatre commissaires, deux de chaque groupe, qui

(3) *Rawl. Mss. A.*, 29, f. 386.

devraient se réunir une fois par mois, vérifier les livres des trésoriers et autoriser par écrit tous débours. Un projet de loi annulant l'acte selon lequel le gouverneur devait recevoir un tribut de vingt livres de tabac par propriétaire foncier établi sur la colonie fut également présenté.

De plus, l'Assemblée vota une loi stipulant que le secrétaire (qui remplissait les fonctions de greffier de paix, clerc de l'Assemblée, notaire public, etc...), fût tenu de fournir une caution de 200.000 livres de tabac, dont quatre propriétaires fonciers se porteraient garants, en garantie de son obligation de remplir justement et légalement toutes ses fonctions, et de supporter la responsabilité de tous les actes officiels de ses délégués. Comme le tabac valait alors environ trois shillings la livre, la caution exigée représentait environ 30.000 livres sterling. De plus, dans tous les cas où l'Assemblée aurait connaissance d'une plainte en non accomplissement ou injustice dans l'accomplissement des fonctions du secrétaire, les commissaires du trésor devaient porter devant les tribunaux la question de forfaiture de la caution au profit du Protecteur et de la partie lésée. Les commissaires qui se soustrairaient à cette obligation seraient également assujettis à une amende pour chaque manquement. Il était prévu, de plus, que le secrétaire ou ses délégués devraient être présents à leurs bureaux au moins trois jours la semaine, de huit à dix heures le matin et de deux à quatre le soir, et, pour chaque manquement constaté et prouvé devant l'Assemblée, le secrétaire se verrait infliger une amende de 500 livres de tabac, dont la moitié serait versée au trésor colonial et l'autre à la partie lésée. Un Acte similaire fut voté à l'égard du prévôt avec cette différence que la caution était fixée à 100.000 livres de tabac avec deux garants.

Etant donné le fait que les colons des plantations avoisinantes qui avaient des affaires en litige devaient venir au fort d'Ayscue, et souvent faire d'assez longs séjours pour le jugement de causes peu importantes, l'Assemblée vota une loi établissant quatre tribunaux divisionnaires (comprenant chacun un juge et deux assesseurs nommés et désignés par l'assemblée), qui auraient le pouvoir d'ouïr et de déterminer sous serment

les différends, infractions, actions, etc... à l'exception des titres de propriété foncière, et baux... inférieurs en valeur à 1.000 livres de tabac ou de sucre ». Les juges devaient siéger un jour par mois à un endroit qu'ils désigneraient à l'avance. Quiconque serait mécontent du verdict des tribunaux divisionnaires pourrait en appeler au « Grand Tribunal » tenu par le gouverneur assisté de son Conseil, sous réserve que l'appelant fournit une caution au tribunal divisionnaire, du montant du double de la valeur de son affaire. Dans le cas où le verdict des tribunaux inférieurs serait maintenu, la moitié de la caution irait à la colonie et le reste au défendant et de plus le plaignant devrait offrir au tribunal divisionnaire toute satisfaction que le « Grand Tribunal » jugerait expédient d'imposer (4).

La loi la plus importante au point de vue constitutionnel, et peut-être celle qui provoqua le plus l'ire du gouverneur, était celle intitulée « Acte pour la convocation des députés par le président ». Cette mesure prévoyait que, après que le gouverneur aurait régulièrement convoqué les députés, « il serait légitime pour le président de réunir, comme il lui plairait, tous les députés ainsi notifiés en tous lieu et temps qu'il jugerait convenable et de continuer les réunions pendant deux ou trois mois si la majorité des députés en décidait ainsi, et de préparer des statuts qu'il présenterait au gouverneur et au Conseil pour leur approbation ou leur rejet ». De plus, tout député qui s'absenterait de ces conventions serait assujéti à une amende qui pourrait atteindre 500 livres de tabac et n'aurait pas droit à ses frais légalement recouvrables. Il était également stipulé que le président aviserait le gouverneur de chacune de ces réunions. Dans les cas d'insurrection ou d'invasion, les députés s'ajourneraient jusqu'à ce que l'urgence fût passée, afin que chacun pût collaborer à la défense de la colonie. Une autre clause extrêmement importante stipulait que « le président pourrait, par mandat spécial, convoquer devant lui et lesdits députés — tout habitant de cette île — et l'interro-

(4) *Idem*, f. 406.

ger sous la foi du serment sur toutes choses qui pourraient être d'importance pour la colonie ». Faute d'obéir à ces injonctions ou convocations, ou le fait de refuser de prêter serment sur les questions posées, exposait les récalcitrants à telle peine d'emprisonnement qu'il plairait au président et aux députés d'édicter. Il fut de plus stipulé que le prévôt de la colonie nommerait un représentant chargé spécialement d'exécuter les ordres des députés à cet égard. Il sembla, pendant quelques jours, que le gouverneur et le Conseil fussent d'avis d'approuver les lois proposées par les députés. Mais soudain l'opposition de Raynell se fit plus que jamais sentir. Les députés eurent tout juste le temps de rédiger une résolution finale nommant trois de leurs membres chargés de présenter une plainte au gouverneur Searle de la Barbade, déclarant qu'ils avaient proposé les lois nouvelles pour le bien de la colonie et que le gouverneur Raynell se refusait à y donner son assentiment, 27 juillet 1655. Le gouverneur décréta les députés de mutinerie et sur le champ prorogea l'Assemblée, en déclarant qu'il ne voulait plus entendre parler de la question (5). Trois des quatre conseillers s'alarmèrent de la situation, craignant que la colonie ne fût exposée à la ruine prochaine, et supplièrent le gouverneur de convoquer l'Assemblée et de promulguer quatre sur cinq des Actes qui lui avaient été soumis. Au lieu de se rendre à leurs représentations, Raynell décida de se rendre secrètement en Angleterre. Il convoqua deux ou trois des membres du Conseil et leur demanda de consentir à le laisser partir pour voir Cromwell, mais ils s'y refusèrent, trouvant cette manière d'agir illégale et déclarant qu'ils refuseraient de reconnaître tout mandataire qu'il chargerait des fonctions gouvernementales en son absence.

Ayant secrètement désigné le commandant Carden, l'un des conseillers, comme gouverneur intérimaire, Raynell fit voile pour Nevis le 18 août, sans aviser de son départ ni la colonie, ni le Conseil. Deux jours plus tard, à la demande des députés, treize députés, sur un total de seize, et trois des quatre con-

(5) *Ibid.* t. 1, 376-380.

seillers se réunirent en conférence. Carden assista à cette réunion et y exhiba un document par lequel Raynell le nommait gouverneur intérimaire. Les députés hésitèrent, ce dont Carden profita pour les intimider, menaçant, s'ils refusaient de reconnaître la validité de la nomination qu'il tenait de Raynell, de soulever le pays. La conférence ayant demandé le temps de réfléchir avant de prendre une décision, le commandant se retira (6).

Le 21 août 1655, le Conseil et les députés tinrent une seconde conférence au fort d'Ayscue, et après avoir discuté en détail la situation politique, votèrent à l'unanimité une série de résolutions qui exposent clairement la doctrine politique des habitants de cette petite colonie (7).

La première motion « que le départ de Raynell était illégal et contraire à l'honneur et préjudiciable au bien-être de l'île », déclarait le départ de Raynell illégal parce que nulle clause de sa nomination ne justifiait cette manière de faire. Ses agissements étaient de plus contraires à l'honneur et préjudiciables à la colonie en ce sens qu'il avait, dans le passé, saisi plusieurs navires de commerce hollandais et n'avait présenté à cet égard aucun compte rendu justificatif, et n'avait rendu au gouvernement anglais aucun compte des sommes que lui ou ses agents avaient recouvrées pour le compte du dit gouvernement. De plus, il était parti sans prévenir, emmenant avec lui plusieurs colons susceptibles d'être poursuivis pour dettes.

La seconde motion souligne encore davantage l'illégalité du départ du gouverneur, et déclare que la nomination octroyée par Ayscue à Raynell ne donnait aucunement à ce dernier le droit de quitter l'île ou de nommer un gouverneur intérimaire. A l'appui de cette prétention, les députés faisaient valoir que, dans des documents légaux du genre de cette nomination, le « pouvoir de délégation » devait toujours être clairement exprimé, en termes précis. La nomination octroyée à Raynell par Ayscue ne lui donnait aucun pouvoir semblable, étant donné

(6) *Ibid.*, f. 382.

(7) *Rawl. Mss. A.* vol. 29, f. 396, also 378-80.

qu'Ayscue considérait cette solution comme purement temporaire, en attendant que le gouvernement d'Angleterre prît une décision à l'égard d'Antigoa désormais soumise, décision que les colons attendaient toujours. En conséquence, une nouvelle résolution fut votée, déclarant nulle et non avenue la soi-disant nomination octroyée par Raynell au commandant Carden.

Exposant ensuite leur conception du gouvernement colonial et particulièrement sur les questions principales de représentation et de législation, les députés déclarèrent que « la puissance tangible, gouvernement et autorité (de la colonie) appartient au Conseil et aux propriétaires fonciers ou députés des différentes divisions (districts électoraux) élus par les propriétaires fonciers ».

Ayscue et la colonie étaient finalement tombés d'accord là-dessus à l'époque de la soumission de la colonie aux forces parlementaires, cette forme de gouvernement devait être mise en vigueur temporairement en cas de mort ou de départ du gouverneur « qui semble maintenant être mort aux yeux de la loi ». Ils se basaient premièrement sur le fait que « conformément à la loi des peuples, de la nature et de la raison, tout peuple laissé sans gouverneur doit rechercher le meilleur, le plus sûr et le plus juste moyen de préservation », car les membres du Conseil avaient été choisis par Ayscue et les commissaires, tandis que les députés étaient les élus des propriétaires fonciers, et de ce chef, constituaient un corps représentatif de la population. De plus, à l'époque où Ayscue effectua la réorganisation du Gouvernement, en réponse à une question à lui posée sur le fait de savoir comment la colonie devrait être gouvernée en cas de départ ou de mort de son gouverneur, il avait déclaré que le Conseil et des députés se partageraient le pouvoir gouvernemental en attendant l'arrivée des ordres du gouvernement anglais.

La dernière résolution déclarait qu'étant donné le fait que le pouvoir appartenait exclusivement au Conseil et à l'Assemblée, tous les habitants devraient observer toutes les lois et mesures édictées par la législature, et se soumettre à tous les

fonctionnaires appointés par ce corps. Toutes nominations seraient signées par au moins sept membres de l'Assemblée et trois conseillers, ainsi que par le président de la session extraordinaire. Tous ceux qui refuseraient de s'incliner seraient décrétés d'hostilité au Gouvernement du Commonwealth anglais. Le Gouvernement nouvellement formé décida ensuite d'attendre les ordres de Searle, qu'il semblait considérer comme le lieutenant-gouverneur ou représentant principal du gouvernement de l'Angleterre aux Antilles.

Le major Carden, qui assistait également à cette réunion, envoya immédiatement à Nevis, où Raynell attendait toujours le navire qui devait le transporter en Angleterre, la nouvelle de la tournure qu'avaient prise les événements. Le gouverneur revint donc en hâte le 17 août et se mit vigoureusement à l'œuvre pour étouffer toute opposition. Il fit emprisonner tous ceux « qui avaient prêté la main à la confection de documents subversifs », c'est-à-dire ceux des députés qui avaient signé la pétition, et déclara, de plus, qu'il dissoudrait l'Assemblée et n'en convoquerait aucune jusqu'à l'arrivée d'instructions explicites de Cromwell. Il maltraita certains des membres du Conseil et força les habitants de tous les districts électoraux à désavouer les actes de la Convention ; enfin, il fit prendre les armes au pays. L'opposition de l'Assemblée faiblit et les députés s'efforcèrent de justifier leurs agissements, et demandèrent que la question fût soumise en son entier à Cromwell ou au gouverneur Searle de la Barbade. Raynell refusa nettement, fit emprisonner six nouveaux députés, et obligea les colons à promettre obéissance à son délégué, le major Carden.

Le gouverneur nomma ensuite un nouveau Conseil et fit mettre en jugement les six conseillers devant cette aggrégation d'amis personnels. L'accusation dont se trouvaient frappés les prisonniers politiques, à la date du 1^{er} septembre, déclarait qu'étant donné qu'ils avaient « émis des documents et des nominations exigeant l'obéissance de la population, contrairement au gouvernement existant, et qu'ils avaient refusé de reconnaître la validité du choix du major Carden par Raynell au poste de gouverneur intérimaire, et comme les habitants de

la colonie avaient désavoué tous les actes de leurs députés. le prévôt de la colonie avait ordre de les arrêter et de les retenir en captivité jusqu'à ce qu'une décision dûment légale vint les libérer (8) ».

Les prisonniers furent ensuite informés qu'ils pourraient être mis en liberté sur parole, sous caution de 12.000 livres sterling, de se présenter au Tribunal lorsqu'ils en seraient requis, et de ne pas quitter leurs domaines sans la permission du gouverneur intérimaire, major Carden (9).

Ayant apparemment écrasé tout mouvement d'opposition, Raynell quitta la colonie et s'en revint en Angleterre. Mais les anciens députés, jugeant qu'ils n'avaient commis aucun acte délictueux et qu'ils ne pouvaient s'attendre aucunement à un verdict équitable de la part de l'administration nouvelle, nommèrent trois d'entre eux, chargés de rédiger un document exposant la cause dans ses détails, et de le présenter au gouverneur Searle, qui était supplié de nommer des commissaires pour examiner la question.

Peu de temps après, Searle recevait une pétition rédigée par Langham, Lee et Fursey qui imploraient son intervention, mais jugeant qu'il n'avait pas le droit de s'immiscer dans le conflit, le gouverneur se borna à référer la chose au gouvernement anglais qui était laissé maître d'agir (10). Il n'a pas été possible de trouver dans les archives trace de la tournure finale de ce conflit, peut-être le gouvernement anglais était-il trop profondément absorbé par les affaires intérieures et par la situation à la Jamaïque pour s'occuper sérieusement de cette dispute.

8) *Idem*, t. 388. Les six prisonniers étaient : le capitaine Langham, capitaine Lee, Richard Fursey, George Blanchard, Robert Smythe et Thomas Wetherby. Le nouveau Conseil comprenait Thomas Tucke, Thomas Frere, John Noye, William Pomst, Richard Lysle, et Christopher Newstead (secrétaire).

(9) *Idem*, f. 392.

(10) *Thurloe's State Papers*, vol. 4, 156-7.

CHAPITRE VIII

La genèse du Projet Occidental

Les historiens, en parlant du « Projet Occidental », l'envisagent fréquemment comme un simple incident, en soi-même de peu d'importance et subordonné à la grande œuvre de politique intérieure et étrangère d'Olivier Cromwell, Lord Protecteur. C'est de cette façon que Seely parle de l'expédition dans son *Evolution de la Politique anglaise* (*Growth of British Policy*) alors que bien peu y voient l'un des « fils » importants de la politique étrangère de Cromwell. Cette expédition par elle-même a été d'une importance extrême, en ce qu'elle constituait une note tout à fait nouvelle dans les annales coloniales de l'Angleterre. L'attaque d'Hispaniola marquait le début d'une nouvelle politique coloniale dont la conséquence inévitable fut l'avènement de l'Empire Britannique, politique dont les origines cachées remontent au xvi^e siècle. Pour la première fois, la conquête devenait un mode légitime de colonisation ; pour la première fois une partie intégrante de l'empire espagnol était conquise et définitivement occupée par une puissance étrangère. Le « Projet Occidental » fut aussi la première des nombreuses tentatives d'unification des possessions coloniales anglaises en un empire homogène.

Chacune de ces tentatives de centralisation échoua, jusqu'à ce que le rapport sensationnel de Lord Durham vînt changer radicalement et améliorer les relations de la métropole et de ses colonies. Le Projet Occidental échoua ; les efforts de Charles II et de Jacques II pour l'unification de la New-England sous l'autorité d'un seul gouverneur échouèrent ; les commissaires de la New-England étaient perpétuellement bloqués ;

le projet de Georges II pour obtenir un meilleur rendement de l'administration des treize colonies échouèrent également et amenèrent la Révolution d'Amérique. Devant les résultats de deux cents ans d'expériences, faut-il s'étonner que les hommes d'Etat anglais de la plus grande partie du xix^e siècle fussent las des colonies et voulussent les abandonner ? Et tout comme le Projet Occidental est le premier d'une longue série d'échecs dans les tentatives d'unification des colonies anglaises, c'est également la première de nombreuses erreurs militaires qui furent commises aux Indes occidentales : l'attaque de Wentworth sur Carthagène ; la célèbre tentative de Vernon à Portobello ; les aventures d'Abercromby et de Moore à Saint-Vincent et à Sainte-Lucie ; les échecs de Demerara et de Surinam ; le plan d'opérations de Wellington sur l'Orénoque, toutes ces défaites ne furent que des répétitions du fiasco de Venables à Hispaniola.

Bien que le but réel du Projet Occidental n'ait pas été atteint, il eut toujours un résultat, la conquête de la Jamaïque, qui devint, pendant longtemps, l'une des plus précieuses et des plus florissantes possessions anglaises. Pour envisager sous son vrai jour ce « projet », la plus grande aventure coloniale qu'ait entreprise Cromwell, et son échec le plus humiliant, il est nécessaire d'en étudier les motifs secrets.

Sous de nombreux rapports, Cromwell, comme on l'a pu voir, était un esprit de l'époque d'Elizabeth ; en homme pratique, il acceptait de nombreuses croyances du passé plutôt que de formuler de nouvelles théories et de nouvelles conceptions. Sa haine religieuse à l'égard des catholiques romains et ses « mirages » économiques appartiennent aux temps de la bonne reine « Bess ». Il s'est largement inspiré des écrits de Hakluyt et de Raleigh : encore adolescent, un de ses livres préférés était l'*Histoire du Monde*, par Raleigh. Deux écrivains qui ont exercé sur Cromwell une très grande influence, Gage et Modyford, étaient évidemment très familiers avec le *Discours sur la Colonisation* d'Hakluyt. (*Discourse on Planting*). Vestiges du temps d'Elizabeth encore, la théorie favorite du Lord Protecteur qu'il ne saurait y avoir « de paix en dehors de la ligne » ;

sa sympathie pour les « malheureux Indiens » si brutalement, inhumainement traités par les Espagnols ; et son immense désir d'atteindre la puissance du catholicisme par ses attaques contre les « plate fleets », les escadres précieuses de l'Espagne. Dans ses efforts pour faire de la puissance maritime anglaise une force avec laquelle il faudrait compter, Cromwell devait tourner ses regards vers les jours de la grande reine.

Tout naturellement, les théories économiques en vogue à l'époque firent une profonde impression sur le hobereau d'Huntingdon. A cette époque, le principal promoteur du système « mercantile » était sir Ralph Maddison, ami intime de Cromwell ; Mun et Malynes étaient parmi les autres grands économistes de l'époque. Aux termes de cette doctrine économique la puissance nationale, qui était essentielle, ne pouvait subsister qu'autant que la nation avait des réserves de métaux précieux et maintenait une balance commerciale en sa faveur. Les métaux précieux, qui constituaient la meilleure forme de la richesse, ne pouvaient être détenus en vastes quantités que par un extrême développement de l'industrie maritime. Aux ^{xvi}^e et ^{xvii}^e siècles, la suprématie parmi les grandes nations et la suprématie navale devaient entraîner le monopole des richesses et de la possession du nouveau monde. C'est cette théorie économique qui a donné naissance à la lutte des nations européennes pour la suprématie dans l'hémisphère occidental. Cromwell était décidé à mettre l'Angleterre au premier rang parmi les puissances mondiales, et devait en conséquence développer la marine et la puissance navale ; il était inévitable qu'il tentât de consolider les possessions anglaises du nouveau monde et de les accroître. Dès qu'une bonne occasion se présentait, Cromwell en profitait, et ses actes étaient toujours guidés par les idées dont il avait en quelque sorte « hérité » dès sa naissance.

D'autres motifs inspirèrent également son projet d'attaque contre Hispaniola. Cromwell était poussé par un sentiment qui ressemblait fort à l'esprit des Croisades ; il s'engageait dans une sorte de Guerre Sainte, une tentative dont le but était de fortifier le protestantisme contre les assauts dont il était

persuadé qu'il serait l'objet de la part de l'Eglise catholique. La dernière des grandes luttes religieuses venait de prendre fin ; le protestantisme n'était pas encore fermement assuré, et sa permanence était incertaine. De plus, il semblait déjà qu'il y eût en Angleterre certains indices que le puritanisme avait atteint son degré suprême et commençait à décliner. Le plus cher désir de Cromwell était de renverser la puissance romaine et de *fortifier* le puritanisme anglais. En frappant la richesse espagnole à sa source même, il arrêterait les envois de fonds à l'Eglise qui ne pouvait manquer de faire faillite. Ce motif d'ordre religieux était l'une des plus importantes parmi les considérations qui égarèrent Cromwell vers l'attaque de San-Domingo.

Il serait déplacé dans cette étude de considérer dans les détails la politique étrangère des premiers Stuart, sauf à faire observer que l'influence espagnole était si forte à la cour anglaise que Jacques I^{er} et Charles I^{er} étaient désireux de maintenir la paix à tout prix. Ils ne se contentaient pas simplement d'observer l'attitude de ceux « qui sont trop fiers pour se battre » ou d'une « vigilante expectative ». Ils se tinrent nonchalamment à l'écart et ne protégèrent aucunement les colons anglais contre les attaques espagnoles. Peut-on s'étonner que la haine des Anglais à l'égard des « dons » fût sans cesse grandissante, alors qu'ils ne pouvaient attendre aucune protection de leur propre gouvernement ?

De nombreux traités de paix avaient été signés entre l'Angleterre et l'Espagne, garantissant la paix et le libre commerce aux sujets des deux souverains. Le premier qui fût d'importance fut conclu entre Henry VIII et Charles V en 1542. Soixante-deux ans plus tard (1604) un nouveau traité de semblable nature était ratifié. En 1630, le plus favorable de tous les arrangements de ce genre était signé entre les deux nations. Ce document stipulait formellement qu'il y aurait paix, amitié et entente cordiale entre les deux souverains et leurs sujets respectifs dans toutes les parties du monde (1) ». Les privi-

(1) *Thurloe*, 1, 760, 1^{er} article du traité de 1630.

lèges commerciaux des ressortissants des deux nations devaient être égaux dans les possessions de l'une et de l'autre. Les commerçants anglais domiciliés en Espagne seraient exempts de l'Inquisition espagnole, « modo ne dent scandalum ».

En dépit de ces traités, cependant, les Espagnols harcelaient continuellement les Anglais aux Indes occidentales, et même s'y livraient certaines fois à de véritables opérations de guerre. Le gouvernement anglais restait impassible. Les Espagnols avaient « inhumainement assassiné plusieurs de nos sujets (en cet endroit), s'étaient emparé de leurs biens et s'étaient livrés à tous actes d'hostilité à leur endroit comme s'ils étaient franchement ennemis, et ont de différentes autres manières donné à notre pays de justes motifs de prendre et de poursuivre les résolutions susdites (2) ». Contrairement au droit international, le gouvernement espagnol, en diverses occasions, avait cherché à chasser les Anglais de leurs possessions, par exemple à New-Providence, Tortuga, Providence, Santa-Cruz, Saint-Kitts, Nevis, et continuellement menacé de ruine et d'extinction toutes les colonies anglaises. Et cependant l'Angleterre ne bougeait pas.

L'Espagnol continuait à baser sa prétention à la possession indivise de l'Ouest sur la vertu d'une donation papale, alors que l'Angleterre avait nié la validité de cette prétention et y avait substitué la possession par droit d'occupation.

L'Espagnol alla même plus loin. L'Angleterre, officiellement, ne contestait par au gouvernement espagnol un certain droit de réglementer et de monopoliser le commerce de ses propres possessions ; car l'Angleterre émettait la même prétention en ce qui concernait les siennes. Mais lorsqu'on en vint à tenter d'étrangler tout commerce maritime entre les îles anglaises, les commerçants et l'opinion publique en furent extrêmement indignés ; et cependant le Gouvernement ne bougea point.

Lorsque Cromwell prit en mains le pouvoir, ce fut avec la

(2) *Venables' Narrative*, 107. « The Spaniard had inhumanely murdered diverse of Our people There, Taken away Their possessions, and doth exercise all Acts of hostility against Them as open enemies, and hath several other waies given iust cause to This State to take and prosecute the aforesaid Resolucions ».

résolution bien arrêtée de mettre un terme à toutes ces attaques et insultes injustifiées qui avaient éclaboussé l'honneur national. Il entendait obtenir satisfaction des injures passées et des garanties pour l'avenir. L'honneur et l'équité exigeaient que le gouvernement espagnol fût puni de cinquante années de déprédations commises contre les établissements des colons anglais, en dépit de la sincérité avec laquelle les Espagnols s'étaient crus justifiés dans leur manière d'agir (3).

Bien que le « *Projet Occidental* » soit en lui-même extrêmement important, et forme une phase séparée de la politique de Cromwell, il est cependant étroitement lié à la direction générale de sa politique étrangère. La situation de l'Europe en 1653 était d'une telle complexité que l'étendue et le champ de la présente étude ne permettent pas d'en traiter ici. Il convient cependant de noter quelques points sur lesquels les affaires extérieures étaient étroitement associées au *Projet Occidental*.

Sommairement parlant, la politique étrangère de Cromwell pouvait être divisée en trois parties bien distinctes (1) : 1^o l'expansion de la foi protestante par la voie d'une ligue des puissances protestantes ; 2^o le développement du commerce anglais et de la puissance navale ; et 3^o la mise en échec de toute tentative de la part d'une puissance étrangère pour replacer Charles II sur le trône.

À l'avènement du Protecteur, l'Angleterre était en guerre avec la Hollande, la Suède, le Danemark et le Portugal. Certaines questions complexes et délicates au sujet du massacre des Vaudois du Piémont, du pape, du grand duc de Toscane et du bey de Tunis demandaient à être réglées. La tâche de Cromwell était écrasante, mais en quatre mois il avait conclu des traités avec chacune des nations belligérantes et dans des conditions favorables aux Anglais.

Cardenas (l'ambassadeur d'Espagne), ainsi que Bordeaux et de Baas (les ambassadeurs français), s'empressèrent immédiatement d'offrir à Cromwell de profuses protestations de bonne

(3) On trouvera dans le manifeste de Milton un excellent exposé des raisons qui officiellement déterminèrent l'élaboration du *Projet*. Voir les *œuvres de John Milton*, William Pickering, Londres, 1851, vol. 8, 431.

volonté et d'amitié de leurs gouvernements respectifs (4). Chacun s'efforçait de son mieux d'assurer à son maître l'alliance de Cromwell. Toutes ces propositions furent simplement l'objet de réponses vagues et générales. Puis commença toute cette série de négociations pour laquelle Cromwell a si souvent été l'objet de sévères critiques, où l'on a souvent prétendu qu'il avait agi avec mauvaise foi, flattant les deux nations et jouant de l'une contre l'autre. Bien qu'à première vue ces critiques paraissent justifiées, on aperçoit à travers toutes ces négociations, après un examen prolongé, un but unique, bien défini : la résolution d'empêcher Charles II de recevoir aucun secours de l'étranger.

L'ambassadeur Cardenas fit des efforts acharnés pour obtenir le renouvellement d'une alliance avec l'Angleterre, similaire à celle de 1630. Cromwell nomma des commissaires (5) chargés d'étudier la question de concert avec lui et, après plusieurs discussions, les choses arrivèrent au point mort. Les commissaires anglais, se plaignant de l'ingérence espagnole dans le commerce anglais des Indes occidentales, firent savoir à Cardenas qu'une paix durable était chose impossible à moins de garanties de compensations. Il fut demandé que le traité projeté renfermât certaines stipulations protégeant les commerçants anglais contre l'inquisition espagnole, sans y incorporer les mots « modo ne dent scandalum (6) », qui figuraient au traité de 1630, et déclarant que les « dits commerçants devraient posséder et utiliser en Espagne les bibles anglaises et autres livres religieux (7) ». Cardenas refusa d'accepter ces deux conditions, car, dit-il, tout traité semblait improbable « ...aussi longtemps que la nation exigeait l'abolition de l'Inquisition en ce royaume et la liberté de navigation aux Indes occidentales, qu'il déclarait être les deux piliers de leur gouvernement (8) ». Cardenas

(4) *Thurloe*, I, 759.

(5) *Thurloe*, I, 160.

(6) *Thurloe* I, 759.

(7) *Thurloe* II, 414.

(8) *Idem*. « ...so long as the state did insist for the abolishing of the inquisition in that kingdom, and the free navigation to the West Indies, which he declared to be the two pillars of their government. »

déclara qu'il n'y avait rien à faire sur ces deux points ; les choses devaient continuer comme devant (9).

Dans l'intervalle, les négociations avec la France au sujet d'un traité traînaient également en longueur, Cromwell penchant de plus en plus en faveur d'une alliance avec cette nation. Cette mesure aurait pour effet de réduire au minimum le danger d'un retour au pouvoir de Charles II ; diminuerait également les chances d'une attaque des Français par la voie de l'Ecosse ; et les protestants de France seraient protégés. Il lui semblait souvent impossible de jamais arriver à une conclusion satisfaisante.

Ces problèmes angoissants furent envisagés dans les réunions du Conseil du Protecteur, où il devint bientôt évident que « O. lui-même (était) pour la guerre avec l'Espagne, tout au moins aux Indes occidentales, si satisfaction (10) n'était donnée pour les dommages passés et les choses bien nettement fixées pour l'avenir ». Le seul moyen d'éviter toute difficulté serait l'acceptation des conditions anglaises par Cardenas.

Le Conseil vota en conséquence une résolution aux termes de laquelle tous les efforts devaient être faits pour la conclusion d'une bonne entente avec la France, et pour « envoyer une flotte et débarquer des troupes aux Indes occidentales ». Le Conseil considérait que la paix « était déjà rompue par les Espagnols, contrairement aux traités conclus dans le passé ».

Nous venons de montrer les conditions générales qui ont influencé Cromwell et sa politique étrangère en tant qu'elle avait trait au Projet Occidental ; il est à présent nécessaire d'étudier les points spécifiques qui l'ont conduit à s'attaquer à l'Espagne en 1654.

Dès le début de l'année 1654, Cromwell fit convoquer plusieurs personnalités qui avaient voyagé pendant longtemps aux Indes occidentales et dans l'Amérique espagnole (11).

(9) *Thurloe*, 761.

(10) *Thurloe*, I, 761. « O. Himself (was) for a war with Spayne, at least in the West Indies, if satisfaction were not given for past damages and things well settled for the future. »

(11) *Thurloe*, III, 391, Londres, 22 juin 1654.

De nouvelles cartes et plans maritimes furent établis, résultat probable de ces conférences, et remis aux mains de certains membres du commandement supérieur naval.

L'un des personnages interviewés était un certain William Cooper. Dans une lettre adressée à Thurloe (12), il parle d'un livre pris par lui à bord d'un vaisseau hollandais en 1653, et où « tous les ports, rades, rochers, sables et accès du golfe du Mexique, depuis l'entrée jusqu'aux Bahamas », étaient indiqués. Ce livre montrait également et avec soin les distances d'un point à un autre et le degré exact de longitude et de latitude de chacun. Cooper avertit Thurloe d'avoir à s'assurer que dans le choix des capitaines qui seraient envoyés sur l'Ouest, le plus grand nombre possible fussent déjà accoutumés à ce climat : « sinon il pourrait en résulter pour vous de sérieuses leçons dans le service ». Cooper faisait certaines suggestions en ce qui concernait le choix des capitaines.

Un autre personnage dont l'influence fut considérable à cette époque fut Thomas Gage. En 1612, son père l'envoya en Espagne pour y étudier chez les Jésuites, mais Gage conçut à leur égard une profonde aversion et se fit Dominicain. En 1625, il décida d'entreprendre une tournée comme missionnaire aux Philippines. Comme le roi d'Espagne avait donné des ordres très sévères pour empêcher aucun sujet Anglais de pénétrer aux Indes occidentales, Gage fut « passé en fraude » et arriva au Mexique en février 1625. Arrivé là, il changea d'idée, décida de rester en Amérique centrale et gagna Chiapa. Six mois plus tard il parvenait au Guatemala où fort probablement il demeura jusqu'en 1627. Pendant de nombreuses années, Gage vécut au milieu des Indiens, mais en 1636-37, ayant résolu de retourner en Europe, il traversa le Nicaragua, en partant d'Amatitlan, et atteignit Panama après de multiples aventures. Il traversa l'isthme et s'embarqua à Portobello en 1637. Après son retour en Espagne, il s'en retourna en Angleterre, puis partit pour l'Italie. C'est dans cette dernière contrée qu'il abjura la religion catholique. Il revint ensuite en Angleterre, en 1642,

(12) *Thurloe*, II, 250.

embrassa la cause du Parlement et atteignit bientôt à la notoriété.

En 1648, il publia un livre qui eut un remarquable retentissement, « *The English-American ; or New Survey of the West Indies* ». (L'Anglo-Américain, ou Nouveau Voyage aux Indes occidentales). Cet ouvrage était dédié à Thomas, Lord Fairfax, mais dès l'avènement de Cromwell au Protectorat, il semble que Gage ait essayé de l'influencer. Le fait qu'il fut nommé chapelain de l'expédition semble indiquer à tout le moins une réussite partielle. Son œuvre fut promptement authentifiée : quelque temps après elle était traduite en français sur le désir de Colbert, et plus tard encore, fut traduite en hollandais et en allemand.

Southey prétendait que l'ouvrage de Gage n'était qu'une copie textuelle d'un célèbre ouvrage de Thomas Nicholas, lequel, à son tour, était la simple traduction du livre de Gomara, *La Conquista de Mexico* (La conquête du Mexique). On dit qu'en l'occurrence Southey exagérait quelque peu, car l'œuvre de Gage contient une très large part d'inédit.

Il était donc naturel que Cromwell se tournât du côté de Thomas Gage pour les renseignements qu'il souhaitait au sujet des Indes occidentales. En réponse à sa requête, le prêtre rénégat lui écrivit une longue lettre (13) concernant les Indes, lettre qui réellement était un résumé de l'*English-American*.

Après avoir exposé les raisons qui pouvaient justifier une attaque anglaise contre les Espagnols d'Amérique, il cherche à démontrer que ce serait là chose facile. Selon le professeur Bolton, Gage n'avait pas estimé à leur juste valeur les forces espagnoles, mais en admettant le fait, il ne pouvait en rien diminuer l'influence de sa lettre.

Il envisageait ensuite le plan d'opérations. Selon Gage, Hispaniola devait succomber facilement devant une armée en raison de ce qu'elle était peu peuplée et fort mal défendue. Cette conquête devrait être suivie d'une attaque sur le continent, sinon l'ennemi aurait amplement le temps de préparer

(13) *Thurloe*, III, 59.

sa défense. Le Honduras semblait l'endroit le plus facile à aborder et à soumettre ; du golfe Dulce au Guatemala il n'y avait qu'une distance minime que l'armée pourrait franchir sans grand obstacle. Le Guatemala serait facile à prendre, et sa capture mettrait entre les mains des Anglais une immense sphère d'influence. De là, les Anglais pouvaient rayonner à la fois vers le Nord et vers le Sud. En peu de temps Chiapa et le Pérou devaient également succomber. En l'espèce, Gage expose un plan d'action suivant lequel la totalité de l'Amérique espagnole passerait graduellement aux mains de l'armée de Cromwell. Gage assurait que la Barbade, la Virginie et New-England y aideraient très volontiers ; et même, il émit la prétention déraisonnable que la Barbade donnerait aisément dix mille soldats pour une entreprise de cet ordre. Cette tâche gigantesque pouvait être terminée en six mois, « si elle était énergiquement menée ». En terminant, il donnait à Cromwell quelques conseils précieux, dont l'inobservation causa en partie l'échec de Saint-Domingue. Il lui disait notamment que la saison pluvieuse y durait de mai jusqu'à octobre, et que l'on ne devrait rien entreprendre pendant cette période.

Présumablement vers la même époque, un document émanant du colonel Modyford et traitant des Indes occidentales était envoyé au Lord Protecteur (14). Dans cette lettre Modyford recommandait fortement de commencer les hostilités à Trinidad et de donner la ville aux Indiens pour les bien disposer à l'égard des Anglais. Le gros de l'attaque aurait lieu sur le continent (15) et la base en serait la région de l'Orénoque. Le ton de la lettre porterait à croire que les avis de Modyford eussent été donnés à la demande directe de Cromwell. Les raisons qui militaient en faveur d'un succès étaient exposées par Modyford avec autant de confiance que par Gage. Il est hors de doute que ces deux lettres firent une profonde impression sur le Protecteur.

(14) *Thurloe* III, 62. Voir Appendice.

(15) W. Fortescue, dans son *Histoire de l'armée anglaise (History of the British Army)*, vol. 1, 259, commet une erreur en déclarant que Modyford préconisait de commencer l'attaque par une île, tandis que Gage recommandait avec insistance une attaque immédiate contre le continent.

En dehors de tous les motifs précédemment énumérés, il y avait encore d'autres raisons qui poussèrent Cromwell à entreprendre son « Projet Occidental ». Il est intéressant de noter, à ce sujet, l'influence de certains clergymen de New-England, alors que Cromwell n'était encore que général dans les rangs de l'armée parlementaire.

Le général Cromwell entretenait une correspondance suivie avec un de ses parents résidant à New-England, un certain William Hooke, qui le mit en relations avec John Cotton (16). Ce dernier écrivit à Cromwell en 1651, et déclarait notamment dans sa lettre qu'il était nécessaire « de dessécher l'Euphrate », par quoi il entendait qu'il importait d'arrêter les envois d'or du nouveau monde à l'Espagne.

Roger Williams, qui se rendit de Providence en Angleterre en novembre 1651, où il séjourna jusqu'en 1654, était un ami très intime de Cromwell et de Sir Henry Vane, lequel était alors à l'apogée de sa puissance. Williams était également en bons termes avec certains membres du Conseil de Cromwell et avec Milton, le secrétaire latin. L'homme d'église de New-England eut avec le grand soldat de nombreux entretiens, au sujet desquels il écrivait fréquemment à ses amis d'outre-mer. Au cours d'une de ces entrevues, Cromwell ne lui cacha pas sa crainte que les catholiques n'illigeassent encore de nombreuses persécutions aux protestants. Dans une de ses lettres adressées à New-England, Williams déclarait : « Je sais que le Protecteur pense beaucoup à Hispaniola et à Cuba (17) ».

Fort évidemment, le nouvel Anglais était bien informé des intentions de Cromwell, dès le mois de juin 1654, car il écrivait, dans la même lettre, que si l'entreprise était couronnée de succès, le Lord Protecteur se proposait d'inviter les colons de New-England à se rendre aux Indes occidentales, car il « ne regardait New-England que d'un œil plein de pitié, la jugeant pauvre, froide et inutile (18) ».

Un autre clergyman puritain de New-England, John Hig-

(16) *Mass. Hist. Soc. Coll.* 5 th. Ser., vol. 5, 436-7.

(17) *Ibid.*, 4th Ser., vol. 6, 289.

(18) *Ibid.*, 291.

ginson de Guilford était également, selon toute vraisemblance, au courant du Projet Occidental dès le début de 1654, en ayant reçu la nouvelle, « de certains de mes proches, qui sont également parents du Lord Protecteur (19) ».

Le célèbre ingénieur, Sir Cornelius Vermuyden, vint encore, dans l'été de 1653, ajouter à tout ce qui poussait le Lord Protecteur dans cette voie. C'était au commencement des négociations engagées entre l'Angleterre et la Hollande. Vermuyden, ami intime de Cromwell, formula des propositions remarquablement surprenantes (20). Dans le projet de traité qu'il soumettait, l'Angleterre devait conclure avec les Hollandais une alliance offensive et défensive perpétuelle ; cette ligue devait développer les visées économiques et nationales des deux puissances, et de plus, contribuer à l'expansion de la religion protestante. Les idées des plus remarquables étaient contenues dans les articles 8, 9 et 10, aux termes desquels les deux nations devaient se partager le nouveau monde :

« ART. 8. — Que le commerce de toute l'Asie, grande et petite, appartiendra désormais aux Provinces-Unies ; et que l'Etat d'Angleterre, Ecosse et Irlande, ni aucun de leurs habitants, n'y auront, n'y feront ou n'y pourront faire désormais aucun commerce, à la seule exception des points asiatiques adjacents à la mer Méditerranée, où le commerce sera libre pour les deux parties. Et qu'il sera remis à la Compagnie anglaise des Indes orientales, par la Compagnie hollandaise des Indes occidentales, la somme de ... en retour de laquelle la Compagnie anglaise et tous autres cesseront de s'y livrer au commerce et retourneront en Angleterre sans esprit de retour.

« ART. 9. — Que toute l'Amérique et son commerce, sur les continents septentrional et méridional (à l'exception du Brésil et des Salines du Vénézuëla, près de la pointe d'Araza), appartiendra à l'Angleterre seule ; et que pour mettre l'Etat anglais en possession de tels ports, rivières, forteresses, villes et citadelles d'Amérique qu'il sera nécessaire, l'Etat des Pro-

(19) *Conn. Hist. Soc. Coll.*, vol. III, 318.

(20) *Thurloe* III, 125-6.

vinces-Unies convient par la présente que lorsqu'il plaira à l'Angleterre, il lui viendra en aide et fournira à ses frais et entretiendra le tiers de telle force navale, aussi bien navires qu'autres éléments, que l'État d'Angleterre jugera nécessaire de mettre sur pied pour s'assurer la possession de tels ports et forteresses en Amérique dont la possession sera par ledit État jugée utile, et jusqu'à ce que la conquête en soit effectuée.

« ART. 10. — Que le Brésil, où l'État des Provinces-Unies détient déjà une part considérable, appartiendra aux Pays-Bas, c'est-à-dire, depuis le Tropique du Capricorne jusqu'à l'île du Maragnon ; et qu'aux frais des deux nations, au prorata, comme ci-dessus, tous les forts et ports, etc... subsistants dans les dites limites, seront enlevés aux Portugais et remis aux États des Provinces-Unies qui en jouiront en toute propriété, le reste du Brésil, s'il y a lieu, devant revenir à l'Angleterre ; les salines d'Araza au Vénézuéla appartiendront en commun aux deux nations contractantes. »

Ce projet, conçu par le cerveau d'un ingénieur hollandais, fut enthousiastement accueilli par le chef d'État anglais. Le 23 septembre 1653, lorsqu'il eut rédigé son projet de traité, dont le document extrait des papiers de Thurloe, et dont nous avons ci-dessus donné des extraits, était la base principale, Cromwell dépêcha Vermuyden vers Van de Perre (21). D'après le Dr Gardiner, cette proposition était « la plus étonnante qu'eût jamais faite un Anglais au ministre d'une puissance étrangère ». Elle ne fut pas favorablement accueillie par les hommes d'État hollandais, et en conséquence on ne sait rien de plus à cet égard.

On ne saurait cependant mettre en doute le fait que ce projet de traité fut de quelque influence dans la décision prise par Cromwell d'attaquer l'Espagne en Amérique.

Mazarin (22) eut également sa part de rôle en suggérant à

(21) *Histoire du Commonwealth et du Protectorat*, S. R. Gardiner, vol. III, 349-51.

(22) *Documents Inédits sur l'Histoire de France*, Mazarin VI, 134, 139, 157, 163 et 171.

Cromwell de s'attaquer aux Indes occidentales. Dans plusieurs de ses lettres aux ambassadeurs français en Angleterre, il les pressait de faire luire aux yeux de Cromwell ce qu'offrait de désirable une alliance entre l'Angleterre et la France, et l'appela des Indes occidentales.

Lorsque la Barbade se souleva et tenta de se prononcer en faveur du roi Charles, Cromwell envoya George Ayscue pour soumettre les colons rebelles. Cet incident ne fit qu'attirer encore davantage l'attention du Protecteur sur cette région, et ajouter un nouveau maillon à la forte chaîne qui l'attirait vers Saint-Domingue et la Jamaïque.

Quelques écrivains, au nombre desquels John Forster et William Godwin, insinuent que Cromwell « se débarrassa commodément pour ce service des officiers dont il craignait les principes et l'influence (23) ». Certains ont prétendu que Penn et Venables avec leur armée furent envoyés au loin par Cromwell dans le secret espoir qu'ils y succomberaient, car il les tenait pour royalistes.

De toute évidence, les raisons prédominantes étaient purement économiques, qui inspirèrent à Cromwell de s'engager dans une voie si radicalement différente de tout ce qui s'était fait jusqu'à ce jour dans les annales coloniales anglaises. Le Projet Occidental était l'indice d'un changement dans la politique coloniale.

On ne sait au juste l'époque exacte où Cromwell prit la détermination de mettre sur pied l'expédition des Indes occidentales, car il dut attendre le moment propice pour déclencher l'entreprise. Le mépris affecté par l'Espagne à l'égard de ses revendications ; le trésor presque vide, à la suite d'une guerre coûteuse avec la Hollande, et de l'incapacité ou de l'hostilité des habitants à supporter toute augmentation d'impôts ; sa propre situation devenant déjà un peu moins stable ; le commencement de la décadence du puritanisme en Angleterre ; tous ces facteurs lui faisaient voir la nécessité d'agir. Il fallait

(23) *Statesmen of the Commonwealth of England* (Les Hommes d'Etat du Commonwealth en Angleterre), John Forster, 1846, 593-94.

frapper un coup pour affermir le Protectorat. Si le « Projet » réussissait, ce serait la richesse, la ruine pour les ennemis de l'Angleterre, et la situation du Protectorat en serait plus assurée.

Cromwell dut attendre à tout le moins jusque vers la mi-août, avant qu'il apparût que l'Espagne avait le dessous dans la lutte gigantesque engagée avec la France. Le 14 août, Turenne remportait une victoire décisive sur Condé à Arras ; deux jours après l'Angleterre en avait la nouvelle, et le 18 août Cromwell faisait parvenir les « instructions aux commissaires chargés de la direction de l'expédition du Sud ». Les préparatifs devaient être faits en hâte ; et le plus grand secret devait être observé. L'heure d'agir était venue.

CHAPITRE IX

Organisation de l'expédition

Comme nous l'avons exposé plus haut, il n'est guère possible de déterminer le moment exact où le Projet Occidental prit définitivement corps, mais la première mention officielle en fut faite à la séance du Conseil de Cromwell, le 5 juin 1654 (1). Toutefois, ainsi que le fait observer Firth, les plans en avaient été étudiés depuis plusieurs mois.

Les références les plus anciennes à l'organisation proprement dite de l'expédition sont fort probablement celles qui se trouvent dans deux « lettres interceptées » écrites en juin 1654. L'une de celles-ci (2) parle d'une flotte de 120 navires et frégates dont on poursuivait la mise en état pour une longue croisière, destination inconnue. Sur ce nombre, 40 frégates étaient « fourrées ou doublées » au-dessous de la ligne de flottaison, pour les protéger contre les taretz ; le bruit courait que cette flotte « rejoindrait une partie de la flotte hollandaise » après quoi les forces combinées seraient réparties en plusieurs escadres et envoyées en diverses « missions secrètes ». Le signataire de la lettre pensait que les vaisseaux spécialement doublés étaient destinés à l'attaque de quelque île des Indes espagnoles, possiblement Hispaniola. La seconde lettre (3), d'autre part, parle de 42 navires que l'on apprêtait pour une attaque contre la flotte espagnole aux trésors, mais, au cas d'échec de cette tentative, 20 de ces navires devaient se diriger sur Hispaniola,

(1) *Cal. of State Papers Dom.* 1654, 201.

(2) *Thurloe* II, 391, écrite le 22 juin/2 juillet 1654.

(3) *Thurloe* II, 414. A la date du 8 juin 1654, il est fait allusion au paiement d'un escadron de cavalerie de 150 hommes, officiers non compris, qui devaient être engagés en vue d'un service spécial. *State Papers Domestic Interregnum*, I, 75, 353.

tandis que le reste attaquerait les Français dans « les détroits » (the Streights). Environ 1200 hommes, munis de neuf mois de vivres, s'embarqueraient sur ces navires. Cette escadre avait déjà dans ses soutes 800 tonnes d'approvisionnements de réserve. Dès que Cardenas, ambassadeur d'Espagne en Angleterre, eut vent de ces préparatifs, il en conçut du dépit et de la méfiance et avertit son souverain de ce qui se préparait.

Dans le courant d'août, Bordeaux écrivait à l'ambassadeur de France à Stockholm (4) qu'une escadre anglaise composée de 42 unités était en voie de préparation pour un long voyage dont la destination était inconnue. Des troupes devaient l'accompagner, et le chef de cette expédition devait rejoindre les forces ainsi placées sous ses ordres le 11 du même mois.

Le 18/25 août (5), soit quatre jours après l'échec des Espagnols à Arras, Cromwell envoyait ses ordres à une Commission chargée de la direction des préparatifs et de l'organisation de l'« Expédition Méridionale ». Il semble qu'il était alors question d'armer 14 navires de guerre (sans compter les transports auxiliaires, etc...) et de recruter six régiments de chacun 500 hommes et 100 cavaliers, en vue d'une expédition contre les Espagnols en Amérique (6). Les commissaires, dont au moins trois auraient qualité pour présider à la poursuite des travaux, devaient se mettre immédiatement à l'œuvre. Le principal centre d'activité en ce qui touchait à l'organisation de l'expédition était Plymouth.

Le 14/24 août (7) une liste de suggestions concernant l'énu-

(4) *Thurloe* II, 539. Ecrite le 11/21 août 1654. Bordeaux était l'ambassadeur de France à Westminster.

(5) *Venables' Narrative* (récit de Venables), 108. Les membres de cette Commission étaient : le général Penn, le colonel Venables, Aldr. Ricard, colonel Haines, Mr Maurice Thomson, capitaine John Lymberry, capitaine Willm. Rider, capitaine Thomas Alderne, Mr William Williams, capitaine Goodson, Mr William Vincent, capitaine John Brookhaven et Mr Martin Noell. Au sujet de l'armée, le Conseil d'Etat donna au secrétaire l'ordre d'établir un « état de paiement », le 29 août 1654. *State Papers Interregnum Domestic*, I, 75, 541. La première mention de l'engagement probable du général Venables pour « une mission spéciale » date du 2 septembre 1654. *Ibid.* vol. 76, 13.

(6) Cet escadron devait être ramené à 40 hommes, plus les officiers, sur l'ordre du Conseil d'Etat, 2 décembre 1654. *State Papers Domestic Interregnum*, I, vol. 75, 617.

(7) *Thurloe*, II, 542. Lettre signée par Andrew Riccard, Maurice Thomson, John Lymberry, William Williams.

mération des approvisionnements que devait embarquer la flotte de Penn. Quatre personnes, qui furent nommées membres de la Commission quatre jours plus tard, signèrent cette note. Il semble donc évident que cette Commission était en plein fonctionnement pour la mise en train des préparatifs de l'expédition avant d'en avoir reçu le mandat ; à moins que Birch n'ait commis une erreur en datant la lettre.

Les milieux militaires et navals étaient anxieux de connaître l'attitude que prendrait le Parlement à l'égard du Projet Occidental, lors de la session du 21/2 septembre. Barrington, qui espérait une commission de lieutenant-colonel, écrivait quelques jours auparavant : « Notre expédition est la première chose dont ils se mêlent (8). »

Dès le début de novembre, un vent de turbulence et de mécontentement se répandit rapidement parmi les marins qui rédigèrent un document contenant trois doléances (9). Ils déclaraient : que tous leurs approvisionnements étaient gâtés ; que des fuites s'étaient produites sur le but de leur expédition et que l'ennemi avait beau jeu de se préparer à les recevoir ; qu'ils ne voulaient pas être recrutés « à la presse » et demandaient à être recrutés « au son du tambour ». L'amiral Penn et le général Disbrowe se rendirent en hâte à Plymouth pour rétablir le calme parmi les hommes. On porta remède au premier sujet de plainte en changeant une partie des vivres. Penn et Disbrowe promirent ensuite que le gouvernement prendrait soin de leurs intérêts et ne les enverrait pas à la légère contre un ennemi trop bien préparé. Il essaya de donner un semblant de satisfaction à leur troisième doléance en leur promettant de parler favorablement à Cromwell de leur demande au sujet du mode de recrutement. Sur ces assurances, les marins se calmèrent.

Vers la même époque, Disbrowe et Venables se prirent de querelle au sujet de la qualité des vivres (10). Ce dernier pré-

(8) *Rep. H. Mss. Comm.*, VII, 571.

(9) *Thurloe*, II, 709.

(10) *Venables' Narrative*, 4-5.

tendait que le colonel Buller lui avait signalé la mauvaise qualité des approvisionnements, dont il avait ensuite chargé Buller d'entretenir Disbrowe. Le major général entra dans une violente colère, disant que Venables avait cherché à retarder l'expédition. Là-dessus commença toute une série d'accusations et de répliques. Disbrowe déclara qu'il savait ce dont il parlait ; mais Venables prétendait avoir des renseignements sur la part de bénéfices que le premier recevait des pourvoyeurs de la flotte. En langage moderne, Venables tenait Disbrowe pour un « profiteur ». Toutes ces querelles ne faisaient qu'ajouter à l'aversion naturelle que l'armée et la flotte éprouvaient l'une pour l'autre.

Tandis que les autorités militaires et navales étaient activement occupées à hâter les préparatifs, les hommes d'Etat faisaient tout leur possible pour cacher le but réel de l'expédition et tromper les puissances européennes. De nombreuses lettres, émanant des ambassadeurs et aussi d'espions durant la période qui s'écoula de mai à décembre 1654, montrent que ces précautions furent vaines, pour la plupart. Les Espagnols semblent avoir été renseignés dès le début de l'année (avril ou mai) d'une manière qui les conduisit à redouter le but réel des préparatifs de l'Angleterre (11).

Les espions anglais s'évertuèrent à persuader aux Espagnols que nombreuses étaient les autres entreprises auxquelles il était probable que la flotte était destinée : soit contre les îles Caraïbes occupées par les Français, soit encore contre le Brésil ou contre Madagascar. Ils dirent aux Espagnols qu'à la vérité les préparatifs de l'Angleterre étaient gigantesques : selon leurs rapports, il n'y avait pas moins de quinze mille soldats et matelots. Ils allèrent même jusqu'à dire que l'Angleterre enverrait volontiers cent mille autres si besoin était (12).

Vers le mois d'octobre, sir Benjamin Wright, l'espion qui résidait à Madrid, écrivait :

« Les gens disent maintenant publiquement que votre grande

(11) *Thurloe*, II, 339.

(12) *Thurloe*, II, 339.

flotte de navires est destinée à Saint-Domingue aux Indes occidentales, et croient déjà l'île perdue (13). »

En avril 1655, Wright écrivit à Thurloe une nouvelle lettre dans laquelle il disait que les Espagnols craignaient encore la flotte que devait commander Penn. Ils étaient certains d'une chose : c'est que les Anglais avaient l'intention d'attaquer l'une quelconque des colonies espagnoles. Ils se demandaient seulement « laquelle ? » Saint-Domingue, la Havane, Buenos-Ayres, le Rio de la Plata, ou l'île de Saint-Laurent ? Dans le cas de l'une et l'autre des deux dernières, c'était la guerre inévitable, toutes deux étant au-dessous de la ligne équinoxiale. Plusieurs mois auparavant, le Gouvernement avait enjoint à toutes les villes côtières des Indes occidentales de se tenir prêtes à se défendre contre une attaque anglaise possible. Wright continue :

« Et bien que vous n'ayez peut-être pas l'intention de vous occuper de leur flotte aux trésors, que l'on attend d'un jour à l'autre, retour des Indes, ils n'osent pas encore en être certains ; et certes, si elle n'est pas sortie de la Havane avant qu'ils soient avisés du départ de votre flotte pour ces parages, ils ne tenteront pas de prendre la mer, ce qui gênera considérablement les affaires du roi, qui met toutes ses espérances dans les trésors qu'il attend par la flotte. On a été fort jaloux ici de vos projets d'envoi de votre flotte aux Indes occidentales tous ces derniers mois (14). »

Dans « Thurloe » on trouve également deux lettres (15) de Bruxelles, l'une en date du 24 juin/4 juillet 1654, l'autre du 9/19 septembre, qui montrent également la crainte qu'éprou-

(13) *Thurloe* II, 671. 24 octobre 1654 (N. S.). « This people doth now speak publicly, that your great fleet of ships is designed for the island of Santo Domingo in the West Indies, and already giveth it up for lost. »

(14) *Thurloe*, III, 366. « And although you may have no intention to meddle with their plate fleet, now daily expected from the Indies, yet they dare not assure themselves thereof ; and certainly, if it be not come out of the Havana before they shall receive advice of your fleet going upon those coasts, they will not adventure to put to sea, whereby the king's affairs will be mightily hindered, for all his hopes are upon the monies expected by the fleet. They have heere bin jealous of your sendinge your fleete to the West Indias these many months. »

(15) *Thurloe*, II, 397 et 596.

vaient les Espagnols à l'idée de l'envoi d'une flotte aux Indes occidentales.

Tout d'abord, les Français furent légèrement inquiets à l'idée qu'ils pussent être visés. Vers décembre 1654, Bordeaux était persuadé que la France n'avait rien à craindre de la flotte, que certains pensaient devoir attaquer directement la France, ou encourager la révolte protestante en Guyenne ou en Languedoc. Il se basait sur le nombre trop restreint des troupes. A son avis, les Anglais prendraient l'une des deux décisions suivantes : utiliser la flotte contre les pirates de Barbarie, ou bien encore contre les Indes occidentales espagnoles. Il penchait en faveur de cette dernière solution, par ce que les Anglais pouvaient se procurer des recrues habituées au climat dans leurs propres possessions des mêmes parages (16). Cinq jours après, Brienne écrivait à Bordeaux que la flotte « était trop peu considérable pour causer aucun malaise en France » (17).

Mazarin écrivit également à Bordeaux que malgré que le gouvernement français n'eût pas lieu de penser que la flotte s'en prendrait à ses colonies, des ordres avaient été envoyés à toutes les possessions françaises d'avoir à se mettre en état de résistance contre les Anglais. Le grand cardinal était plus que jamais d'avis que la flotte de Penn devait prêter main-forte aux Hollandais (18).

Vers le 12-22 janvier 1654-5, Bordeaux semble avoir changé d'avis sur le but de l'expédition ; écrivant, cette fois, à Chanut, ambassadeur de France en Hollande, il lui disait :

« On est sans nouvelles du général Penn. On prétend encore qu'il est parti en Amérique. Certains parlent de l'île Saint-Laurent (19). »

Les hommes d'État hollandais avaient également une idée du véritable objet de l'expédition projetée. Un espion anglais eut l'occasion de voir une lettre écrite en septembre par les

(16) *Thurloe*, III, 7 et 8, écrite le 4/14 décembre 1654.

(17) *Ibid.*, 15.

(18) *Thurloe*, III, 59.

(19) *Thurloe*, III, 103.

envoyés hollandais en Angleterre aux Etats Généraux (20). A leur avis l'expédition commandée par Lawson, en qualité d'amiral, avec Venables comme général, devait attaquer les Indes espagnoles.

Mr Longland, écrivant de Livourne, le 20/30 octobre, disait : « Il n'était bruit à la bourse de Londres que du départ de la flotte pour les Indes occidentales (21). »

Comme de juste, il courait quantité de fausses rumeurs sur l'objectif de cette entreprise. Un espion anglais écrivait de Paris le 27 octobre/7 novembre disant avoir entendu répéter des nouvelles de Londres, selon lesquelles « une grande armée » devait faire la guerre aux corsaires algériens afin que le commerce fût libre en Méditerranée, et pour obtenir la libération d'un grand nombre de captifs anglais que les Turcs retenaient en esclavage (22). Les Italiens étaient fort « terrifiés » par les préparatifs de l'Angleterre (23). Le 12/22 janvier 1654/5, l'ambassadeur hollandais écrivait aux Etats Généraux qu'autant qu'il pouvait s'en rendre compte, il était question de débarquer une armée anglaise à Conquet, non loin de Brest (24).

L'empressement avec lequel Cromwell faisait nommer ses parents aux postes « responsables » de la marine fut encore prouvé par l'insistance qu'il apporta à faire nommer ses deux jeunes « proches » Smithsby et Whetstone (25). Le premier avait servi dans les « life-guards » et le Protecteur désirait qu'il fût employé comme « l'un de mes parents » ; le second était un neveu de Cromwell, et le poste de lieutenant de Penn lui était destiné. L'amiral cependant n'en tint aucun compte et nomma l'un de ses propres parents au poste convoité, ce qui lui attira une verte semonce de Cromwell, réclamant que Whetstone fût nommé « votre lieutenant personnel », « car c'est mon désir qu'il poursuive sous vos yeux et votre égide (26) ».

(20) *Thurloe*, II, 709.

(21) *Thurloe*, II, 682.

(22) *Thurloe*, II, 699.

(23) *Thurloe*, II, 623. « Nous attendons le général Blake et sa flotte dans ces parages, mais certains en Italie ont peur de sa visite ; et votre autre grande armée navale leur inspire une terreur encore plus forte. » Rome, 25 septembre/5 octobre 1654.

(25) 13 th. *Rep. H. Mss. Comm.*, Portland, II, 88.

(26) *Ibid.*, 89.

Dès la première semaine de décembre, l'escadre du contre-amiral était prête à mettre la voile, mais l'armée n'était pas encore rassemblée. Les hommes l'étaient, mais les officiers de compagnie n'avaient pas encore rejoint leurs unités respectives. Disbrowe écrivait en ces termes : « Je suis encore sans nouvelles d'aucun des officiers subalternes (27). » Il recommandait à Cromwell de nommer Dakins à la Commission de direction des affaires de l'expédition de la Barbade jusqu'à ce que le gros de la flotte y fût arrivé. .

Cromwell envoya à Disbrowe, pour commentaires, les instructions qu'il projetait d'envoyer aux chefs de l'expédition (28). Dans sa réponse, le major-général déclarait avoir fort peu de chose à ajouter ou à changer, mais pensait qu'ils serait opportun d'annexer aux instructions destinées à Penn une liste de la flotte. Il proposait de plus de nommer le major-général Heane et le vice-amiral Goodson comme commissaires de l'entreprise tout entière, mais Cromwell n'en fit rien. Disbrowe avait cependant ajouté « le capitaine Edward Blagge comme commissaire de la première escadre (29) ».

Vers la fin de novembre, les préparatifs étaient à peu près achevés, et Disbrowe espérait que la première semaine de décembre verrait 12 ou 14 navires prêts à recevoir 1200 hommes (30). Disbrowe commençait à perdre patience et à se lasser de sa tâche. « J'aspire à partir d'ici », écrivait-il. Il espérait avec confiance que le mois de décembre verrait l'accomplissement d'un rapide progrès, bien que « quelquefois il arrive des obstacles imprévus ».

Le samedi 2/12 décembre, une liste des navires qui avaient achevé l'embarquement de leurs approvisionnements fut envoyée à Cromwell (31). Les affaires n'avaient pas aussi bien marché que l'avait espéré Disbrowe. Au lieu de 1200 à 1800 hommes qui devaient être prêts, selon ses prévisions, à embar-

(27) *Thurloe*, III, 4.

(28) *Thurloe*, III, 11, 7/17 décembre 1654.

(29) *Thurloe*, III, 11.

(30) *Thurloe*, II, 749.

(31) *Thurloe*, III, 3.

quer le mardi suivant, aucun ne pouvait embarquer parce que de nombreux officiers n'étaient pas encore parmi leurs hommes ; il n'y en avait aucun à Portsmouth (32).

Le 6 décembre, l'armée n'était guère en meilleure forme. Ce jour-là, on procéda à l'appel général du régiment de Buller, à Chichester, et « on fera de même dans tous les autres régiments dès que je saurai où ils sont (33) ». Certaines compagnies du régiment du major-général Heane étaient stationnées à Pharum, mais leurs capitaines n'étaient pas avec elles, et ne devaient arriver de plusieurs jours, fait particulièrement malheureux, puisque les régiments de Buller et de Heane devaient partir avec la première escadre. Craignant que certains régiments manquaient d'officiers au moment de l'embarquement, Disbrowe demanda à Cromwell de lui envoyer dix nominations en blanc afin de pouvoir remplir les vides sur place. Celles qu'il n'aurait pas utilisées seraient fidèlement retournées (34).

Les soldats qui faisaient partie de ce corps expéditionnaire étaient de qualité fort médiocre en vérité, car on ne prit pas des régiments entiers, mais l'on préleva les effectifs nécessaires sur des unités stationnées en de nombreux points de l'Angleterre. Nombre venaient des régiments de la Tour. Fort naturellement, les colonels étaient enclins à prendre de préférence les moins recommandables pour les envoyer dans l'armée nouvelle. Il était inévitable, en conséquence, que l'esprit de corps y fût complètement défaut. I. S. a dit que l'armée était composée de paresseux et de coquins tirés des vieux régiments existants (35).

(32) *Ibid.*, 3. Le Conseil d'Etat enjoignit au capitaine Jones, de la cavalerie, de marcher immédiatement sur Portsmouth, 12 décembre 1654. *State Papers Domestic Interregnum* I, vol. 75, 621.

(33) *Thurloe*, III, 11.

(34) *Ibid.*, 3.

(35) *Harleian*, III, 513. La première allusion à cette méthode de recrutement du corps expéditionnaire semble avoir été faite dans un ordre du Conseil d'Etat du 16 novembre 1654, au sujet de l'indemnisation de plusieurs colonels, sur les régiments desquels seront prélevés des officiers ou des soldats pour une mission spéciale, et aussi du colonel James Steanes, pour les officiers et soldats de son régiment qui ont été enrôlés pour ce service. *State Papers Domestic Interregnum*, I, 75, 603. Toutefois, cependant, les ordres concernant « le prélèvement de soldats sur d'autres régiments » avaient été donnés quelque temps auparavant, car le même jour, le Conseil d'Etat conseillait à Cromwell d'ordonner aux officiers régimentaires de fournir les hommes choisis pour faire partie du corps expéditionnaire avant le 20 novembre. *Idem*, 604.

Cette expédition devait comprendre environ 3000 hommes.

Le 9 octobre (36), la nomination de l'amiral Penn était signée, mais les autres commissions ne furent distribuées que le 9 décembre. L'une avait trait à la nomination de cinq commissaires « pour l'ordonnance, l'administration et la direction » (37) de l'expédition ; l'autre donnait au général Venables le commandement de l'armée de terre (38).

Né aux environs de 1612, le général Robert Venables ne se signala pas d'une manière particulière jusqu'au moment où il joignit l'armée parlementaire, au début de la guerre. Il servit pendant quelque temps sous sir William Brereton dans le Cheshire et le Lancashire. En 1645 Venables, alors lieutenant-colonel, fut nommé gouverneur de Tarvin, et trois ans plus tard gouverneur de Liverpool. Il commanda un des régiments d'infanterie de l'armée de Cromwell qui fut envoyée en Irlande. Au cours des cinq années qui suivirent, Venables joua un rôle important dans les opérations engagées dans l'île d'Emeraude. Il prit une part distinguée dans les victoires de Rathmiries, Drogheda, Belfast, Carrickfergus et Charlemont. En mai 1654, Venables quittait l'Irlande, et à peine arrivé en Angleterre, se voyait offrir le commandement de l'armée en préparation pour le « Projet Occidental ». Avant d'examiner cette offre il réclama le règlement d'un arriéré de solde. L'affaire demeura en suspens durant une courte période, et, à sa grande surprise, l'offre lui fut renouvelée vers la fin de l'année.

William Penn, membre d'une des familles les plus distinguées du Gloucestershire, fit son apprentissage du métier de marin à un âge très tendre. Vers sa vingt-et-unième année, il fut nommé capitaine ; la première mention de son obtention d'un commandement dans la marine remonte à 1644. En 1648, il était arrêté parce qu'on le soupçonnait d'être à la solde du roi, mais il réussit à se laver de cette accusation et fut nommé contre-amiral de la flotte irlandaise au mois de mai de la même

(36) *Memorials*, II, 21-22.

(37) *Venables' Narrative*, 111.

(38) *Thurbo*, vol. III, 16. Pour les instructions accompagnant chacune de ces commissions, consulter l'appendice.

année. En 1649, Penn reçut la tâche difficile et extrêmement importante de la défense des ports occidentaux de l'Angleterre et du Pays de Galles. Il fut également envoyé en croisières prolongées aux Açores, et aux alentours de Lisbonne, Cadix, et dans la Méditerranée. Durant douze mois, il fut activement engagé à la poursuite du prince Rupert. Quand éclata la guerre avec la Hollande en 1652, Penn fut nommé vice-amiral de la flotte sous le commandement de Robert Blake. Au cours de cette guerre il rendit de vaillants et signalés services. En trois occasions tout particulièrement dignes d'être remarquées, Penn fit montre de son habileté et de sa bravoure, et se classa comme un officier de marine de tout premier ordre. Ce fut lui qui vint au secours de Blake et sauva la journée au cours de la bataille engagée au large de Portland, le 18 février 1653 ; c'est également à lui que revient une large part du mérite des grandes victoires des 2-3 juin et des 29-31 juillet.

Durant l'été de 1654, apprenant qu'il allait être nommé au commandement de l'escadre qui devait attaquer Saint-Domingue, Penn écrivit à Charles II une lettre dans laquelle il offrait d'amener la flotte en un port que le roi daignerait désigner, et de la mettre sous les ordres royaux. Charles ne réussit pas à obtenir l'usage d'un port à cet effet et conseilla simplement à Penn de faire ce qui lui serait ordonné. Cromwell n'eut pas connaissance de cette tentative de trahison de la part de l'amiral et signa sa nomination le 9 octobre 1654.

Cromwell n'eût pu faire qu'un seul choix meilleur pour le commandement de la flotte occidentale, c'est-à-dire de nommer Robert Blake, qui était alors occupé à une croisière très importante au large des côtes espagnoles. Pendant toute la durée du Commonwealth et du Protectorat, la flotte constitua toujours une manière de problème, car l'attachement des marins aux Stuart était chose fort connue et il y avait toujours lieu de redouter une défection.

Venables et Penn devaient être assistés de trois autres commissaires, Winslow, Butler et le gouverneur Searle. Cromwell désirait que chaque général eût le pouvoir suprême dans sa propre sphère, et les trois commissaires devaient coopérer avec

eux au règlement des questions qui mettaient en jeu des intérêts communs.

Venables et Penn s'entendirent fort mal, car chacun d'eux était jaloux de ses prérogatives et craignait que l'autre cherchât à envahir son domaine. Cromwell s'en rendait bien compte et écrivit à Penn une lettre à ce sujet, en date du 20/30 décembre (39) :

« J'espère humblement que le Seigneur veillera sur cette affaire et la bénira, et si vraiment il la fait sienne, tous les cœurs sincères y reconnaîtront sa présence et en seront encouragés à surmonter toutes choses qui peuvent subsister dans le cœur de chacun et seraient de nature à l'empêcher d'arriver à la perfection. Et en cela je suis tout à fait sûr de vous, même s'il m'a été donné de savoir que vous avez conservé un léger mécontentement, qui j'espère a disparu à l'heure actuelle, et je vous le souhaite. Vous avez votre propre commandement, entièrement et pleinement à vous, sans que rien y puisse intervenir ou vous amoindrir en quoi que ce soit. Le commandement sur terre est également distinct, et dans ce domaine le général des armées de terre devra exercer son autorité, et j'espère ainsi que tous deux vous consentirez à exécuter cette entreprise publique sans hésitation, et Dieu veuille que rien, soit en vous, soit en lui, n'y vienne nuire en quoi que ce soit. »

La dualité de commandement a toujours constitué une source plus ou moins fertile en difficultés et en échecs. Cromwell s'en rendait fort bien compte également, mais comme c'était l'usage établi et que nulle autre solution ne s'était offerte, cette erreur fatale fut une fois de plus commise. Le Lord Protecteur com-

(39) 13th. *Rep. Hist. Mss. Comm.* Portland, vol. II, 89. « I doe humblye hope the Lord will have an eye upon this business, and will bless it, and therefore if it be his business it will certeinlye provoke every good heart to eye hym in it, and to be able to overcome everythinge in a man's owne heart that may anyways lye as an impediment in the way that may hinder the bringing of it to its perfection ? And in this I have full assurance of you notwithstandinge I have had some knowledge of a little dissatisfaction remeyninge with you, which I hope by this tyme will be removed, and I desire you it may be so. You have your owne command, full and entire to your selfe, nothinge interferringe with it, nor in the least lesseninge you. The command at land is also distinct, and there the general at land must exercise his authoritye, and thiss I trust you will both consent to carry on the publike work without hesitation, and God forbid that anythinge either in you or hym should in the least hinder that ».

mit une faute grave en négligeant de définir soigneusement les limites de l'autorité des commissaires. Vraisemblablement, Venables s'imagina qu'ils le déchargeraient de la conduite des affaires civiles, comme l'avaient fait ses commissaires en Irlande. Ce système de commission tourna davantage à la farce, en raison du fait que le gouverneur Searle n'accompagna pas l'armée à Saint-Domingue, mais demeura à la Barbade. Quand les troupes eurent débarqué dans la première île, Gregory Butler accompagna Venables, tandis qu'Edward Winslow demeura à bord du *Swiftsure* avec Penn. Ainsi, en cas de divergence d'opinion, ils étaient deux contre deux, et conséquemment il y avait de nombreuses allées et venues entre le rivage et la flotte avant de pouvoir aboutir à quelque chose, ce qui, ainsi que l'a dit Winslow, gaspillait énormément de temps précieux. Bien que la dualité de commandement fût fertile en difficultés, on ne saurait lui imputer le lamentable fiasco de Saint-Domingue. Les causes de cet échec étaient nombreuses, ainsi qu'il apparaîtra au cours des chapitres suivants.

Deux de ces commissaires, Searle et Winslow, étaient des hommes doués d'une excellente et grande expérience coloniale, tandis que du troisième, Butler, on ne sait rien pour ainsi dire avant l'année 1655, et les lettres écrites par les officiers qui faisaient partie de l'expédition, soit dans l'armée de terre, soit dans la flotte, indiquaient une « nullité variée ».

Le plus important des trois était Edward Winslow, né en 1595. Il fit partie de la congrégation de Robinson, qu'il accompagna en Hollande, et arriva en Amérique avec le *Mayflower* en 1620. Il était issu d'une famille très distinguée, « de la meilleure famille de tous les colons de Plymouth », disait un de ses contemporains. Depuis 1624, il occupa d'importantes situations dans la colonie de Plymouth, et fut élu gouverneur en 1633, 1636, 1644. En de nombreuses occasions, il fut chargé de représenter la colonie en Angleterre ; l'une des plus mémorables missions dont il eut à s'acquitter fut la défense du Massachusetts contre les accusations de Samuel Gorton. En 1650, un Acte du Parlement lui conféra un siège de membre de la Commission d'enquête sur les délinquants. Le Conseil d'Etat et le Parlement

le consultèrent maintes fois au sujet des affaires coloniales. Winslow était peut-être l'homme le mieux informé à cet égard de toute l'Angleterre, et avait de plus l'avantage précieux de son expérience pratique en matière de fondation de colonie. La confiance implicite de Cromwell en la loyauté de Winslow apparaît dans les premières phrases d'une longue lettre que le commissaire lui adressait de la Barbade : « Les ordres que vous m'avez donnés lors de mon départ m'obligent à prendre la plume, afin que vous puissiez avoir une vue impartiale des choses... (40) ».

Daniel Searle n'était guère connu avant qu'il prît le gouvernement de la Barbade, où il demeura de 1652 à 1660. On en sait fort peu de choses à part ses actes au cours de cette période de huit années. Durant les deux mois que l'armée passa dans l'île, février et mars 1654-5, Searle joua un rôle plus important que dans toute sa carrière.

Comme nous l'avons déjà dit, Gregory Butler était pour ainsi dire inconnu à l'époque de sa nomination au titre de commissaire. Il est probable que ce poste lui fut donné en raison de ce qu'il avait vécu aux Indes occidentales et connaissait les conditions locales. En tant que commissaire, Gregory Butler fut un « insuccès » remarquable : tous les officiers qui l'accompagnèrent en ont convenu. Aucun ne mit en doute son honnêteté, mais tous avaient une piètre opinion de sa compétence.

On espérait que l'ordre d'embarquement du régiment Buller pourrait être lancé le 11 décembre (41), mais ce fut chose impossible en raison de l'absence des officiers qui n'avaient pas encore rejoint leur poste. Ce ne fut que le 15/25 décembre

(40) *Thurloe* III, 249. Le traitement de Winslow était fixé à 1000 livres par an, par décision du Conseil d'Etat du 12 décembre 1654. *State Papers Domestic Interregnum*, I, vol. 75, 622. Vers la fin de la lettre on trouve les mots suivants : « Monsieur, j'ai été très méticuleux en vous écrivant, et si c'est une faute, je vous prie de me le dire franchement ; mais je l'ai fait à bon escient, afin que Sa Grandeur puisse comprendre l'endroit aussi bien que s'il y avait été en personne ; et c'est pourquoi j'ai préféré plutôt écrire trois mots de trop qu'un en moins ». (« Sir, I have been very tedious in my writing to yow ; and if it be a fault I pray you deale plainly with me ; but I did it purposely, that his highnes might understand the place as fully as if he had beene here ; and upon that account I rather chose to write three words too much, than one too little »), 252.

(41) *Rep. Hist. Mss. Comm.*, VII, 571.

que les soldats de Buller se mirent en marche de Chichester à Portsmouth, où ils arrivèrent le 17/27. Certains régiments éprouvaient une telle répugnance à s'embarquer que Disbrowe dut employer la cavalerie pour les forcer à monter à bord. Cette opération fut conduite avec une telle hâte et un tel manque de soin (le délai imparti était de moins de dix-huit heures) qu'en de nombreux cas les soldats se trouvèrent séparés de leurs officiers ; ou leurs effets personnels furent mis à bord d'un navire alors qu'ils étaient eux-mêmes embarqués sur un autre.

Quand les soldats s'aperçurent qu'ils étaient sans officiers ils en conçurent du mécontentement et craignirent qu'on les envoyât au loin pour y servir quelque prince étranger. La compagnie de Barrington projeta même de débarquer par la force à l'île de Wight, au cas où le vaisseau y ferait escale(42).

L'escadre du contre-amiral mit la voile le 18/28 décembre, emportant trois régiments, ceux du major-général Heane, du colonel Buller et du colonel Carter. La même nuit, ils jetaient l'ancre au large de l'île de Wight. Le lendemain on mettait la voile et prenait la haute mer. Une note de Nieuport aux Etats Généraux montre que le départ de cette escadre fut tenu secret pendant plusieurs jours (43).

Le reste de la flotte reçut de nouveaux approvisionnements, avec de la poudre, un mortier et des boulets (19/29 décembre) (44), et tous les préparatifs de départ furent achevés.

Le lundi 25 décembre (V. S.), 6 janvier, N. S., 1655, Disbrowe, Penn et Venables embarquaient à bord du *Swiftsure* ; après une courte visite, Disbrowe regagna le rivage, et la flotte leva l'ancre et partit de Spithead vers Sainte-Hélène, où le vent et le courant la contraignirent à jeter l'ancre (45). Le lendemain elle gagnait la haute mer.

Quatre jours après le départ de l'escadre Penn, le *Pélican* se mit à faire eau d'une manière si dangereuse, à environ quatre-

(42) *Idem*, 572.

(43) *Thurloe*, III, 36, 12 décembre 1654/1^{er} janvier 1655.

(44) *13th Rep. Hist. Mss. Comm. Portland*, vol. II, 88.

(45) *Memorials* II, 88.

vingt-dix milles de Lands End, que les officiers de la flotte, réunis en Conseil, se prononcèrent pour son renvoi vers Kinsale, le 30 décembre. Tous les hommes de troupe, à l'exception de cinquante appartenant à différentes compagnies du régiment de Fortescue, furent transférés sur les autres navires. Le 4 mars 1654/5, le *Pelican* arrivait à Kinsale où, malgré les efforts de leurs officiers, les hommes, qui pressentaient vraisemblablement une période d'inactivité et de retards assez prolongée avant qu'ils pussent rejoindre leurs régiments, en conçurent un tel mécontentement que onze d'entre eux désertèrent. Environ quinze jours après, le *Pelican*, prêt à couler, atteignait Portsmouth. Le reste des soldats qu'il portait désertèrent également. Les marins eux-mêmes donnèrent des signes de mécontentement, et bien que le capitaine Archer allât jusqu'à retenir leur solde afin de les forcer à demeurer à bord, beaucoup réussirent à s'échapper (46).

Cependant l'Amirauté faisait substituer l'*Augustine* au *Pelican*; dans le même temps, d'autres navires devaient être chargés de vivres et de munitions et envoyés à toute vitesse aux Antilles. Il semble que trois navires chargés d'approvisionnements soient partis pour la Barbade aux environs du 12 mars, et que vers la fin du même mois, l'*Augustine*, le *Morning Star* et l'*Edvard* prirent également la mer (47).

Durant le mois de mai, deux navires de ravitaillement arrivèrent à la Jamaïque, suivis de deux autres à un mois d'intervalle, lesquels apportèrent également la nouvelle que le Gouvernement se préparait à envoyer des renforts importants. Les événements qui se déroulèrent en Angleterre durant cette

(46) *State Papers Domestic Interregnum*, I, vol. 95, n° 86, mars 1654/5. *Idem*, vol. 103, nos 26, 103, 111, 22 janvier et 25 janvier 1654/5. *Col. Papers*, 94, n° 30, 23 janvier, n° 87. Ceux qui demeuraient en arrière étaient placés sous les ordres du lieutenant Bray, de la C^{ie} du capitaine Leverington et comprenaient : 1 sergent, 1 tambour, 1 gentilhomme d'armes, 7 soldats de la compagnie Leverington, 24 de la compagnie du capitaine White, 8 de celle du commandant Hill, 1 de celle de Venables, et 3 « disciplinaires » ; cet assemblage hétérogène montre bien le désordre et la confusion avec lesquels fut effectué l'embarquement des troupes, avant que Penn eût mis la voile. Un autre navire, le *Great Charity*, fut également trouvé hors d'état de tenir la mer.

(47) *State Papers Domestic Interregnum*, I, vol. 97, n° 53, 18 mai 1655. L'*Augustine* fut séparée de ses compagnons dans une tempête à la date du 3 avril, et les rejoignit à la baie de Carlisle, à la Barbade, le 2 mai. Les trois navires firent voile pour Saint-Domingue le 18 mai.

période montraient nettement que Cromwell était déterminé à faire tous les efforts possibles pour mener la campagne des Antilles à bonne fin.

Immédiatement après que l'expédition eût quitté l'Angleterre, le Conseil d'Etat commença une série de préparatifs en vue d'envoyer des approvisionnements et des renforts supplémentaires. Le 24 février 1654/5, le Gouvernement décidait d'envoyer huit navires de guerre porteurs de trois mois de vivres destinés à l'armée de Venables, ainsi que 1.000 soldats. Les choses marchèrent assez lentement pendant les mois de mars et d'avril, mais en mai, le Gouvernement élargissait ses plans et ordonnait l'envoi de huit navires de guerre avec quatre navires marchands, portant 1310 hommes de troupes et des approvisionnements pour au moins huit mois. Des ordres furent lancés fréquemment, enjoignant aux officiers des ports et du ravitaillement de faire diligence, et à plusieurs reprises la liste des approvisionnements à expédier fut substantiellement allongée (48).

Vers le 1^{er} juin, il devenait clair que le colonel Humphries se verrait confier le commandement du nouveau régiment, et onze jours plus tard, le lieutenant-colonel Ennis était désigné pour le seconder dans son commandement. Le major Sedgwick recevait toutes instructions pour faire fonctions de commissaire.

Enfin, après de nombreux retards pendant lesquels les soldats se montraient de plus en plus mécontents et indisciplinés, l'escadre de douze navires mettait la voile, le 27 juin, mais était refoulée à Douvres par les orages. Le 1^{er} juillet, nouvelle tentative infructueuse, la flotte fut obligée de se réfugier dans la baie de Stokes et ne put se mettre en route pour les Indes occidentales que quatre jours plus tard (49).

(48) *State Papers Domestic Interregnum*, I, vol. 94, n° 95, 24 février 1654/5 ; *Ibid.*, vol. 76, f. 82, 18 mai 1655, vol. 105, f. 1. Les huit navires finalement désignés étaient le *Gift*, le *Paul*, le *Welcome*, le *Mary* (flûte) le *Church*, le *Hope*, le *Wildman* et le *Mar-maduke*.

(49) *State Papers Colonial Domestic Interregnum*, I, n°s 76, 112, 114, 121, et I, 98. n° 28, 1/12 juin 1655. Deux jours après la flotte avait connaissance des bruits qui cou-raient d'un échec essuyé par Venables à Hispaniola, au cours duquel il avait perdu 1200 hommes. *Idem*, vol. 111, 109.

CHAPITRE X

L'armée expéditionnaire à la Barbade

Il était environ huit heures, le 28 janvier 1654/5, lorsque l'escadre du vice-amiral (1) arriva à la Barbade, après une traversée remarquablement calme et paisible. Pas de tempêtes ; pas même douze heures de vents contraires de nature à retarder la marche des vaisseaux. Le voyage fut « si rapide et si sain » que durant les six semaines que dura la traversée, il ne se produisit pas plus de vingt décès parmi les équipages. Il arrivait assez fréquemment que les pertes d'un seul navire atteignissent le chiffre des pertes totales de l'escadre.

Toutefois, le navire qui portait le colonel Barrington et ses compagnons se trouva dangereusement proche d'une trombe, dont le lieutenant-colonel donne la description suivante :

«...C'était un vent qui s'éleva à un certain point de la mer et faisait voler l'eau plus que jamais tourbillon ne souleva la poussière en Angleterre, à mes propres yeux ; je pense que ce phénomène était du même ordre ; pendant quelques minutes, il suivit notre vaisseau, mais comme il devint extrêmement proche (la plupart de nos matelots en étaient terrifiés) nous ne nous attendions à rien moins qu'à être engloutis ; en vérité le danger était extrême et fort proche, car moins d'une encablure nous en séparait. »

Le même soir (28 janvier) la plus grande partie de l'escadre du vice-amiral jetait l'ancre dans l'excellent port de Carlisle Bay ; quelques navires qui n'y purent jeter l'ancre s'en furent

(1) PENN, *Thurloe*, IV, 28-30 et *Mémoires*, vol. II, 30. L'escadre du vice-amiral : *Torrington*, *Marston-Moore*, *Laurel Convertine*, *Discoverer*, *Arms of Holland*, *Heartsease*, *Cardiff*, *Katherine*, *Tulip*, *Westergatt*, *Gilliflower*, *Falcon* (flûte) et *Falcon* (porte-feu).

à Austines Bay, à deux lieues de là, et rejoignirent le reste de la flotte le lendemain matin (2).

Le lendemain (29 janvier) Penn amenait à Carlisle Bay les deux autres escadres qui avaient quitté l'Angleterre le jour de Noël, huit jours après l'amiral Dakins (3). Les navires de la flotte demeurèrent dans le port jusqu'à leur départ pour Saint-Domingue. Le *Little* et le *Great Charity* n'étaient pas avec la flotte amirale, ayant été forcés de se réfugier dans un port irlandais à cause du mauvais temps (4).

Le débarquement des troupes eut lieu les 30 et 31, et il fallut tout de suite se préoccuper de loger les hommes (5). Le gouverneur en fut chargé afin de causer le minimum de dérangement parmi la population. Searle y consentit volontiers et le commandement promit de payer tout ce qui serait réquisitionné (6).

Les commissaires se rendirent chez le gouverneur et y tinrent conférence avec Searle et son Conseil de gouvernement. Après lecture des mandats, Venables et quelques autres prononcèrent de courtes allocutions dans lesquelles ils mirent en lumière la nature de l'expédition, les raisons et motifs qui l'avaient inspirée, et le fait que l'honneur et la justice faisaient de ce projet une nécessité (7).

Ils expliquèrent également comme quoi Cromwell et le Conseil avaient à l'unanimité décidé d'attaquer la puissance espagnole et avaient été assurés de l'appui du Parlement. Des renforcements et de nouveaux approvisionnements seraient expédiés d'Angleterre, mais les autorités métropolitaines avaient reçu l'assurance que les colons de la Barbade donneraient de bon gré leur concours pour une attaque contre les colonies espagnoles. Les planteurs de la Barbade tireraient de cette entreprise un énorme bénéfice, car d'ici quelques années leur île cesserait d'être une source productive de richesses et ils se verraient dans la nécessité de chercher de nouvelles terres.

(2) *Rep. Hist. Mss. Comm.*, VII, 571.

(3) *Thurloe*, IV, 28.

(4) *Memorials*, II, 61.

(5) BIRKENHEAD, *Thurloe*, III, 158, *Seventh Rep. Hist. Mss. Comm.* 571.

(6) *Ibid.*

(7) *Memorials*, II, 61.

Si l'attaque était lancée et échouait faute de leur concours, leur situation serait pire que jamais, car le souverain espagnol chercherait en toute probabilité à les chasser de la Barbade par tous les moyens.

Après avoir entendu l'exposé de tous ces arguments, le Conseil remercia les commissaires et leur promit le concours des habitants de la Barbade. Toutefois le mécontentement à l'égard de qui s'était porté garant de leur participation n'était nullement déguisé (8).

Une des premières questions importantes, et qui demandait à être traitée habilement, fut la manière dont on traiterait les vingt navires hollandais (9) capturés dans le port. Ces étrangers faisaient commerce avec les colons au mépris des lois anglaises. Le commerce entre la Hollande et les colons battait librement son plein, ceux-ci ayant une préférence marquée pour les produits étrangers. Winslow disait que « les Barbadiens raffolaient du commerce hollandais ». Ce trafic illicite jouissait d'une grande vogue et était fort encouragé. On prétendait même que les Barbadiens paieraient volontiers des produits hollandais de qualité inférieure plus cher qu'ils ne voulaient payer de meilleurs produits d'origine anglaise.

Juste avant l'arrivée de l'escadre de Penn, la propriété d'un négociant hollandais fut saisie pour commerce illicite avec les colons. Le gouverneur renvoya l'affaire devant les tribunaux de droit commun, et comme aucun avocat ne consentait à poursuivre le Hollandais, les marchands anglais durent plaider eux-mêmes la cause, ce qu'ils firent, paraît-il, d'une manière très habile et très approfondie. Leurs arguments principaux étaient basés sur les lois de navigation de 1650 et 1651 ; mais le jury acquitta les défendants, se basant sur leur « connaissance des articles de la Barbade ». La population s'en réjouit grandement, mais les marchands anglais en furent amèrement déçus, car cette décision signifiait leur ruine.

En cette circonstance, le gouverneur fit preuve de prudence

(8) *Ibid.*

(9) *Egerton Mss. 2395, f. 60, British Museum.*

et d'astuce, car tout en favorisant le commerce hollandais, il ordonna qu'une protestation fut interjetée contre le verdict. ce qui fut fait (10).

Dans la soirée du 31, un Conseil fut tenu à bord du *Swiftsure*, au cours duquel il fut décidé que quatre marins seraient envoyés à bord de chacun des quatorze ou quinze navires hollandais demeurés dans le port, lesquels seraient saisis pour violation des lois anglaises (11).

De nombreux vaisseaux hollandais furent capturés, les commissaires ne se souciant nullement de l'attitude éventuelle des « États de Hollande » à cet égard (12). Ils étaient certains d'une chose, c'est que leur manière d'agir n'était ni un manque de bonne foi ni une source de difficultés futures avec la Hollande.

Dès que les saisies furent effectuées, les Hollandais se mirent vigoureusement à l'œuvre pour essayer de justifier leur présence à la Barbade. Les commandants des navires marchands expliquèrent que le gouverneur Searle leur avait délivré des permis en vertu desquels ils pouvaient faire commerce avec la colonie. L'un d'eux, même, produisit sa « licence » portant « le sceau et la signature » de Searle au bas du manuscrit : lorsque les commissaires portèrent ces faits à la connaissance de Searle, il ne chercha pas à réfuter ces assertions, mais expliqua qu'il s'était borné en réalité à leur donner la permission de faire du commerce avec la colonie, à la condition qu'ils supportassent les risques encourus pour infraction aux lois de navigation. De plus, le gouverneur plaçait les articles de la Barbade avant les lois de navigation ou les instructions de Cromwell aux commissaires. Cette attitude était une violation du serment qu'il avait prêté à son entrée en fonctions, et de la lettre d'instructions du Lord Protecteur. Searle refusa en conséquence de se prêter à la saisie des navires de commerce hollandais, et, pressé de donner les raisons de ce refus, déclara qu'ayant apposé son sceau et sa signature au bas des « articles de la Barbade », il ne saurait les enfreindre. Aider à la capture des vaisseaux

(10) WINSLOW, *Thurloe*, III, 249.

(11) *Memorials*, II, 61.

(12) BARRINGTON, *Seventh Report. Hist. Mss. Comm.* 571.

hollandais eût constitué, prétendait-il, un acte de trahison à l'égard des colons.

Lorsque la flotte jeta l'ancre à Carlisle Bay, elle trouva parmi les hollandais trois navires qui étaient sous le commandement du gouverneur hollandais de la Nouvelle-Hollande, lequel, commandant en chef de toutes les possessions néerlandaises d'Amérique, essayait d'étendre le mouvement commercial entre les Pays-Bas et la Barbade. Les commissaires anglais interrompirent brusquement ces négociations. Le gouverneur hollandais essaya de plaider la cause de ses compatriotes, mais en vain, car Penn lui appliqua l'embargo. Comme il se proposait de faire commerce avec les plantations espagnoles, les commissaires craignaient que les Espagnols ne recueillissent par cette voie des renseignements précieux sur l'insuffisance et la faiblesse des forces anglaises (13).

Contrairement, semble-t-il, aux désirs de Venables et de Winslow, l'amiral Penn chargea son neveu Poole des factures et connaissements des navires saisis, ce qui fut une grande cause de friction entre le général Venables et l'amiral Penn. Le premier désirait examiner les factures, mais Penn refusait de le lui permettre, ce qui éveilla naturellement les soupçons du général. Venables insista et finalement réussit à se faire montrer une des factures. L'original portait un article mentionnant « 190 défenses d'éléphants », tandis que la copie, d'après Venables, n'en mentionnait que 150. Winslow et Venables virent bientôt qu'il était inutile de mener grand bruit autour de la chose à ce moment-là, car Searle et Penn entretenaient l'un pour l'autre une certaine sympathie (14). Il fut plus tard fait de nouveau allusion à ce désaccord, lorsqu'il fut question, vers le milieu de juin, de remplacer Poole par Samuel Crave. Penn écrivit une lettre déclarant que Poole s'était acquitté pleinement et consciencieusement de sa tâche (Crave ayant examiné les livres et en ayant délivré décharge); il fallait donc la faire signer de tous les commissaires pour ainsi donner à Poole

(13) Ce compte rendu des saisies est presque entièrement puisé dans la lettre si intéressante de Winslow à Thurloe, *Thurloe*, III, 249.

(14) *Venables' Narrative*, 10.

quitus de sa gestion. Lorsque vint le tour de Venables, il refusa de signer, et dans une longue lettre à Penn. justifiait son refus par le récit des événements qui s'étaient passés à la Barbade. Venables écrivait prudemment :

« Je ne prétends nullement par là porter atteinte à l'intégrité de cette personne. (Je désire que l'on ne se méprenne pas sur le sens de mes paroles, mais je ne vois pas comment il me serait possible de me justifier pour lui délivrer quitus [comme ledit document me demandait de le faire] de toutes choses... (15) »

Les navires capturés portaient de grandes quantités d'eau-de-vie, de sucre, et un grand nombre de chevaux. L'alcool était considéré comme extrêmement utile sous les tropiques. Bien que les chevaux eussent été destinés à l'armée, quelques-uns seulement furent affectés à ce service, et l'on ne sait rien de ce qu'il advint du reste (16). Deux des navires hollandais portaient des cargaisons particulièrement précieuses : l'un portait 244 nègres qui furent vendus plus tard pour la somme de 5.462 livres ; l'autre, des ânes dont la vente produisit une somme de 2.200 livres (17). Ce furent les deux captures les plus précieuses.

Le 1^{er} mars, les généraux Venables et Penn, ainsi qu'Edward Winslow, nommèrent un Comité composé de cinq colons chargés d'appliquer les lois défendant de faire commerce avec les nations étrangères. Thomas Modyford était le président de cette Commission locale. Le jour suivant, il annonçait la constitution de son office des prises (18).

Après que la nature de l'expédition projetée eût été conve-

(15) « I do not intend hereby to blemish the Gentleman's Integrity (I do desire not to be so understood), but I profess I cannot see how I can justify myself should I discharge him (as the Paper tendered me doth) from all things.. » *Ibid.*, 52. Ce récit de la nomination de Poole et du mécontentement qui s'ensuivit est puisé dans le récit de Venables, lequel, il convient de s'en souvenir, présente la défense du général même, et doit « être pris avec un grain de sel », c'est-à-dire ne peut être pris au pied de la lettre. Ce livre est le seul qui fasse mention d'un différend quelconque au sujet de l'Office des Prises. Comme les autres auteurs sont muets à ce sujet, et que rien n'indique que cette question eût été soulevée lors du procès de Venables ou de Penn, il est peu vraisemblable que les affaires aient été absolument telles que le général les a dépeintes. Toute cette question ne sert qu'à souligner encore le désaccord entre l'armée et la marine, qui fut pour beaucoup dans l'échec de l'affaire de Saint-Domingue.

(16) BARRINGTON, *Seventh Rep. Hist. Mss. Comm.*, 572.

(17) *Venables' Narrative*, 10.

(18) THIRTEENTH, *Rep. Hist. Mss. Comm. Portland*, II, 90.

nablement représentée au Conseil, les commissaires voulurent également en instruire l'Assemblée. Le général Venables et M. Winslow définirent habilement la nature et les causes de l'entreprise, ainsi que les avantages qui en résulteraient pour la nation et la colonie si elle était menée à bonne fin. L'Assemblée fut alors informée qu'on lui demandait de fournir à l'armée environ 4.000 hommes. Selon Modyford, qui était à cette époque le président de l'Assemblée, le commandement, se rendant compte des ennuis et de l'injustice dont souffriraient les colons si les hommes étaient recrutés selon les méthodes militaires habituelles, fit les offres plus libérales que voici : l'Assemblée établirait la liste des hommes « libres et non engagés » dont l'enrôlement serait le moins préjudiciable à la colonie. et les officiers recruteurs appelleraient ces hommes au service,

Modyford jugea que cette proposition était juste et raisonnable, et en proposa l'adoption. A sa grande surprise, l'Assemblée y fit une opposition acharnée, refusa de rien vouloir entendre, et le temps se passa en discussions animées de la question (19). Ils s'élevèrent violemment contre ceux qui logeaient des troupes dans leurs demeures, médirent de l'expédition, et « éclatèrent en fureur contre le colonel Modyford comme étant la cause de toute cette affaire (20) ». Modyford vit qu'il avait affaire à un « parti volontairement irrité ». Malgré tous ses efforts, il lui fut impossible de les amener à prendre une décision favorable. A la fin, ils déclarèrent que les officiers « pouvaient battre tambour » et recruter des hommes comme à l'habitude. L'Assemblée n'entendait aucunement les aider au recrutement.

En présence de cette décision, Modyford leur fit connaître que ce n'était pas le défaut de pouvoirs, mais une bonne volonté évidente et une sollicitude manifeste qui avaient conduit les commissaires à demander le concours de l'Assemblée. Étant donné que Venables et ses officiers les tenaient complètement en leur pouvoir, il serait folie de faire fi de leur bienveillance

(19) MODYFORD, *Thurloe*, III, 620.

(20) WINSLOW, *Idem*, 249.

Ces menaces n'eurent aucun effet, de telle sorte que, malgré son désir, le commandement se vit forcé de « battre le rappel » pour recruter les hommes qui lui étaient nécessaires. L'Assemblée avait toutefois promis son concours, au cas où la campagne de recrutement menée par les officiers ne réussirait pas (21).

Barrington donne de cette affaire une version totalement différente. D'après lui, les représentants de la colonie désiraient connaître approximativement le nombre d'hommes nécessaires aux besoins du commandement, et promirent de pourvoir à leur levée. De la sorte, les intérêts économiques des habitants seraient préservés, et l'armée serait augmentée à effectifs pleins. Aucune suite ne fut donnée à cette offre et les autorités procédèrent de manière à recruter le plus grand nombre possible de soldats (22).

Dans son rapport au ministre Thurloe, Winslow donne une autre version de la question du recrutement :

« Ce fut lui (Modyford) qui persuada l'Assemblée, étant leur président... il les convainquit de l'avantage qu'il y aurait pour eux à nous laisser mener notre propre campagne de recrutement, leur disant qu'ils étaient perdus s'ils ne le faisaient de bon gré ; car, leur dit-il, les commissaires n'ont qu'à lever le doigt pour que tous nos serviteurs nous quittent, et alors nous serons absolument tous ruinés. »

* * *

« Il est vrai, qu'à la requête des représentants de l'île, après avoir passé plusieurs jours en discussions au sujet de la présente expédition, pour les persuader, par tous les arguments qu'il nous fut possible d'invoquer, des avantages qu'eux, entre tous, en retireraient, à la fin, nous fûmes forcés de nous emporter et leur faire savoir que le général Venables... était le généralissime de toutes les forces anglaises en Amérique, et par conséquent de cette colonie ; qu'ainsi il avait le commandement de tous leurs forts et de toutes leurs troupes, et cette mesure

(21) MODYFORD, *Idem*, 620.

(22) *Seventh Rep. Hist. Mss. Comm.*, 571.

ayant pris effet, ils consentirent à nous laisser mener campagne, et même nous prièrent de recruter nous-mêmes les hommes nécessaires (23) ».

Il ne m'a pas été possible de déterminer lequel de ces récits contradictoires est le plus vraisemblable. La lettre de Barrington était adressée à un de ses parents en Angleterre, Sir John Barrington, tandis que Modyford écrivait à son frère. La version d'Edward Winslow est tirée du rapport officiel qu'il fournit au ministre Thurloe. Ces trois documents sont également importants, et rien ne permet d'en mettre en doute les allégations. Modyford et Barrington écrivaient des lettres purement personnelles et n'avaient aucun intérêt à déformer les faits. En sa qualité de président de l'Assemblée, Modyford devait connaître la vérité sur cette affaire ; en sa qualité de commissaire, Winslow était également au courant des faits. Le fait que Modyford avait encouru le déplaisir des colons en raison de sa fidélité à Cromwell et de son empressement à collaborer avec les commissaires peut avoir influencé son récit. Birkenhead disait dans une lettre à Thurloe, le 17/27 février 1654 : « Il y a dans cette colonie un certain colonel Modyford et un Mr. Nowell, secrétaire des affaires de l'île, qui sont fort détestés, parce qu'au dire des insulaires ils ont invité nos forces sur leur territoire, ce qui généralement déplaît à nos insulaires (24) ».

L'ordre fut donné de commencer la campagne de recrutement sans plus tarder. Les officiers furent avertis par les commissaires de ne pas retenir les serviteurs qui avaient encore plus

(23) « He (Modyford) was the man, that perswaded the assembly, being their speaker ; he convinced them, how good it was for them to lett us beate up our owne drums for men, telling them, they were all undone, if they did it not with cheerfulness ; for said he, if the commissioners hold but up their fingers, all our servants will leave us ; and then we are undone indeed. «... Tis true, that at the request of the gentlemen of the island, when we had spent many days in debate concerning the present expedition, to perswade them by all the arguments we could use, what gayners they above all men would be thereby, yet after all we were forced to bluster, and let them knowe, that general Venables... was generalissimo of all English in America, and so of this island ; and so he had command of all their forts and forces ; and this became effectual, and upon this they condescended to the beating up of our drums, may pray'd us to do it, and raise men ourselves ». (*Thurloe*, III, 250-251).

(24) *Thurloe*, III, 159. « Here is in the island one collonel Modyford and Mr Nowell, secretary to the island's affairs, who are hugely distasted by this island ; for what they two, as the islanders say, did invite our forces hither, which our islanders are generally against. »

de neuf mois de service à accomplir ; toute infraction à cet ordre devait entraîner la destitution de son auteur. Seuls les hommes libres, ou les domestiques ayant moins de neuf mois à servir seraient enrôlés, et malgré cela les régiments devraient tous être portés à 1.000 hommes avant que l'armée quittât l'île (25).

Peu de temps après, les habitants se plaignirent amèrement des méthodes du recrutement. Certains officiers, afin d'augmenter les effectifs aussi rapidement que possible, ne tinrent aucun compte des ordres reçus en enrôlant des serviteurs qui eussent dû être exempts ; d'autres prenaient les hommes sans s'inquiéter de leur condition. Malgré que toutes les fois qu'un domestique exempt de service était trouvé dans les rangs ou caché à bord d'un navire, il était immédiatement renvoyé à son maître (26), un grand nombre échappèrent aux recherches. Il était inévitable que ce système fût très inégalement appliqué. Certains perdirent dix ou quinze serviteurs tandis que d'autres n'étaient aucunement frappés. Certains même furent complètement privés de leurs aides. Les colons considéraient que « la base essentielle de leurs propriétés était une bonne armée de serviteurs », et furent énormément lésés par leur enrôlement. La perte de neuf mois de service équivalait pour les maîtres, dans la majorité des cas, à environ vingt livres sterling par tête (27), ce qui constituait pour les colons une lourde perte.

Pour aussi grandes que fussent les pertes causées par l'enrôlement des serviteurs, le lieutenant-colonel Barrington estimait que celles dues à la « prise en charge » des affranchis étaient encore plus lourdes. Nombreux étaient ceux qui étaient très lourdement endettés et dans la plupart des cas les officiers n'obligèrent pas les débiteurs à s'acquitter envers leurs créanciers avant de les enrôler. Il fut ordonné que tous les « affranchis qui avaient des biens devaient désintéresser leurs créanciers autant que possible ». Il arriva que moins de cinq sur cent

(25) Les serviteurs employés à la Barbade étaient recrutés par contrat comme ceux de Maryland. Ils étaient astreints à des travaux extrêmement durs, car ils devaient planter, sarcler et tuer le terrain entièrement à la main » (BARRINGTON, 7th, *Rep. Hist. Mss. Comm.*, 571).

(26) MODYFORD, *Thurloe*, III, 621.

(27) BARRINGTON, 7th *Rep. Hist. Mss. Comm.*, 571.

avaient de quoi payer leurs dettes. A ce sujet, il importe de remarquer qu'à la Barbade les conditions étaient à peu près semblables à celles qui régnaient à New-England un peu plus tard : « ...les lois sont généralement faites en faveur du débiteur et du coupable, tandis qu'ailleurs la loi donne à chacun la propriété de son bien, etc..., et c'est ce dont beaucoup se plaignent, qui semblent gémir sous le poids du fardeau (28) ».

Trois années auparavant, d'énormes quantités de sucre avaient été prises par Sir George Ayscue (vers 1651). Ce sucre échoua en des mains qui « n'étaient guère bien disposées pour rien », ce qui leur donna l'usage d'énormes sommes grâce auxquelles ils « fondèrent de superbes domaines ». Winslow craignit que ceux qui avaient prospéré de cette manière ne se retournassent contre le Protectorat s'ils étaient contraints à s'acquitter de leurs dettes.

L'un de ces colons très fortement endetté envers le gouvernement local était le colonel Morris. Il possédait une ravissante propriété, qui était susceptible de saisie au cas où il viendrait à quitter la colonie. Tout d'abord, Morris s'efforça d'obtenir que les commissaires l'exonérassent d'« une légère obligation qu'il avait envers l'Etat », en récompense des services qu'il lui avait rendus dans le passé, ce qu'ils se montrèrent tout d'abord disposés à accepter. Mais lorsqu'il fut découvert que cette « légère obligation » consistait en 26.900 livres de sucre, ils ne se montrèrent pas si empressés de satisfaire à ses désirs. Le commandement désirait vivement le voir se joindre à l'expédition, car on espérait qu'il rendrait de précieux services ; Morris fit de son mieux pour accroître l'impression qu'il était « indispensable » et leur dit qu'il les accompagnerait volontiers s'ils voulaient lui faire don de 100.000 livres de sucre, qui lui permettraient de libérer son domaine et de payer ses dettes. Les commissaires n'estimèrent pas que le concours de Morris valût une si grande somme ; de plus, s'ils la lui accordaient, les autres officiers auraient le droit d'en être à juste titre mécontents. Vénables ayant rejeté ses offres, Morris alla trouver Winslow et lui dit qu'il y avait une autre condition à laquelle il con-

(28) WINSLOW, *Thurloe*, III, 251.

sentirait à servir dans les rangs de l'armée. Les colons n'attendaient aucune indemnité pour le logement des troupes : si les commissaires lui remettaient les sommes qui revenaient légitimement aux insulaires, il accompagnerait l'armée. Ce projet fut également rejeté, et ensuite Morris fut obligé de reconnaître qu'il n'avait jamais été à l'endroit où devait avoir lieu l'attaque projetée. Ne pouvant rien obtenir des commissaires, Morris refusa de suivre l'armée. Il assista toutefois à l'embarquement de son régiment et rendit sa commission. Les commissaires de l'office des prises lui enjoignirent de payer ses dettes ou de justifier les prétentions qu'il pouvait avoir à l'exonération de tout paiement (29). Morris était loin de désirer ardemment se mesurer avec les Espagnols et sa jeune femme faisait tout pour l'encourager dans ce sentiment. Birkenhead confirme les déclarations de Winslow à l'égard de Morris, mais il ajoute que ses demandes au sujet du paiement de ses dettes étaient formulées à l'instigation de sa femme (30).

La plupart des hommes libres étaient les artisans de la colonie, et leur absence devait être une source d'embarras considérables.

Il était inévitable que de tous côtés un mouvement d'hostilité se fit jour à l'égard du recrutement et de tout ce qui se rapportait à l'expédition. On se souvient de l'opposition qui fut soulevée dans les colonies de New-England pendant la guerre de Sept ans. Les populations agricoles ne sont jamais en faveur de tout mouvement entaché d'impérialisme. Les habitants de la Barbade ne faisaient pas exception à cette règle.

Les critiques à l'égard de l'expédition et de ses chefs devinrent bientôt si acerbes que les commissaires perdirent patience et traduisirent l'un des agitateurs, un nommé Evans, devant une cour martiale. Evans fit appel aux tribunaux civils; sur quoi le commandement nomma certaines personnalités de l'île chargées d'entendre son cas, avec mandat d'« oyer et de terminer ». Les commissaires eurent lieu d'être mécontents du verdict rendu, car Evans fut seulement condamné à

(29) *Ibid.*, 250.

(30) *Ibid.*, 158.

une heure de pilori pour le prochain jour de marché, après quoi il ferait six mois d'emprisonnement (33).

Pendant un court espace de temps, l'armée se montra plutôt indisciplinée. Les châtimens prompts et sûrs, infligés par le Conseil de guerre, ramenèrent une apparence d'ordre, mais la discipline fut assez mauvaise pendant toute la durée du séjour à la Barbade.

Le 1^{er} février, Penn fit paraître toute une série d'ordres réglementant la conduite des marins durant tout le temps qu'ils demeureraient à la Barbade. Des interdictions sévères étaient édictées contre la profanation du repos dominical ; contre les embarcations ou les personnes allant et venant, sauf en mission officielle ; contre le séjour des hommes à terre ; contre l'ivresse ou l'usage des jurons à bord. Toutes infractions à ces règles étaient punies d'amendes, cinq shillings ou l'équivalent, c'est-à-dire vingt livres de sucre pour chaque manquement. Le produit de ces amendes devait être utilisé pour l'amélioration des soins aux malades et aux blessés qui se trouvaient à bord du navire auquel appartenait le délinquant. En cas de non paiement, le coupable devait recevoir vingt coups de fouet, le dos nu.

L'appel des équipages serait fait tous les matins ; ceux qui se seraient absentés sans permission seraient punis avant de pouvoir prendre aucun repas. Les marins ne devaient pas se rendre à terre, sauf en mission spéciale ; aucune excuse ne serait admise pour tous dommages exercés contre la propriété d'un planteur. Ceux qui désobéiraient à cet ordre devraient « répondre du contraire dans l'extrême limite de leurs moyens », c'est-à-dire consacrer toutes leurs ressources à la réparation des dommages causés. De plus, les capitaines des navires reçurent l'ordre de faire des rondes à terre tous les soirs et de rechercher les trainards. Ceux qui seraient trouvés à terre après le dernier coup de canon seraient arrêtés, traduits en cour martiale et sévèrement condamnés (34).

(33) *Idem*, 157.

(34) *Memorials*, II, 84.

L'armée n'avait été que depuis peu de temps à la Barbade lorsque la discorde religieuse y éclata. De nombreux catholiques furent découverts dans les rangs, dont environ cent cinquante étaient venus d'Angleterre avec la flotte. La plupart de ces derniers, prélevés sur les régiments de la Tour, avaient été désignés à la hâte et incorporés au régiment de Buller. Certains autres papistes irlandais avaient été recrutés depuis l'arrivée à la Barbade. Les officiers se mirent immédiatement à l'œuvre pour éliminer les indésirables.

De nombreux anabaptistes furent également découverts parmi les équipages. L'un des plus notoires était le capitaine Newberry, du *Portland*, qui scandalisa ses camarades en niant l'existence de la Sainte-Trinité. Les partisans de cette secte, qui faisaient preuve d'un prosélytisme extrêmement actif et même violent lorsqu'ils se rendaient à terre, causaient de grands ennuis et cherchaient à faire entrer dans l'armée le plus grand nombre possible de leurs coreligionnaires. La plus grande partie de la compagnie du capitaine Martial était composée d'anabaptistes ; d'autres compagnies comptaient également de nombreux adeptes de cette religion dans leurs rangs (35).

Les enrôlements ne se produisant pas aussi rapidement qu'il eût été souhaitable, les commissaires se réunirent à bord du *Swiftsure* (6 février) pour étudier la possibilité de recruter également dans les autres îles anglaises. À la suite de cette conférence, le capitaine Gregory Butler, avec le colonel Holdip et le capitaine Blagge (du *Marston Moore*) reçurent mission de lever des renforts dans les Îles Sous-le-Vent (36). Tout navire hollandais qui serait trouvé dans les ports des possessions anglaises serait saisi. Butler, évidemment persuadé que l'on trouverait à la Barbade autant de soldats qu'il serait possible de nourrir et d'armer, jugeait superflu d'aller en recruter dans les Îles Sous-le-Vent. Les autres commissaires s'étant prononcés toutefois, dans le sens contraire, Butler accepta volontiers cette

(35) BIRKENHEAD, *Thurloe*, III, 158.

(36) BUTLER, *Idem*, 754.

mission. On espérait pouvoir lever un bon millier d'hommes à Saint-Christophe (37).

Butler tenait en piètre estime Holdip, qui avait été désigné pour l'accompagner. A l'en croire, le colonel était un « être envieux, ambitieux et hypocrite ». Venables avait l'intention d'en faire le colonel du régiment de Saint-Christophe, quoique le major-général et tous les autres colonels de l'armée, à l'exception de Fortescue, fussent d'avis que ce choix n'était pas heureux.

Dans la matinée du 8 février, le *Marston Moore* et le *Selby* quittèrent la baie de Carlisle et se dirigèrent vers Antigua, où ils s'arrêtèrent pendant une journée. Le gouverneur Christophe Kennell, qui avait autrefois servi comme capitaine sous les ordres de Skippon, le grand major-général de Cromwell, reçut Butler d'une façon extrêmement cordiale. On ne chercha pas à enrôler des hommes sur cette île, de crainte de l'empêcher de résister aux attaques fréquentes des Indiens de la Guadeloupe, de l'île Dominique et de Saint-Vincent, car la colonie ne comptait que 1200 habitants de race anglaise. Butler écrivit à Cromwell que cette île « était dotée de ports excellents, et que de toutes les îles qui avaient été autrefois possessions anglaises, celle-ci était la meilleure, ayant de vastes dépôts de terre à salpêtre ».

Montserrat fut la prochaine escale, où le gouverneur Osborne leur fit un accueil chaleureux. Les recruteurs y enrôlèrent quatre-vingts hommes ; deux bâtiments hollandais et deux chaloupes furent capturés, puis Butler se dirigea vers l'île de Nevis.

Ils y séjournèrent pendant deux jours et y recrutèrent trois cents hommes. Le gouverneur était un homme âgé, tellement âgé qu'il désirait résigner ses fonctions, mais Butler le persuada de rester à son poste. Le vieux gouverneur fit une excellente impression, traita les commissaires « tout à fait noblement » et les aida activement à lever des recrues. Butler le dépeint comme un fonctionnaire des plus pondérés, religieux et discret.

Jusqu'alors les opérations de recrutement aux Iles Sous-le-

(37) *Venables' Narrative*, 145.

Vent s'étaient poursuivies avec succès, mais en arrivant à Saint-Kitts, les commissaires se heurtèrent à de nombreux obstacles. Les fonctionnaires refusaient de permettre à leurs habitants de prendre du service en dehors du territoire de la colonie, et exprimèrent la crainte d'affaiblir, en ce faisant, leur puissance à tel degré que les Français tenteraient de s'emparer de la partie anglaise de l'île. Les objections élevées contre le service extérieur de leurs troupes rappellent d'une manière frappante l'attitude des colonies de New-England pendant la guerre de Sept ans. Butler écrivit à Cromwell que le gouverneur anglais, Everrard, était un ambitieux, un « dangereux oppresseur », qui se souciait peu de ce qu'il advenait de son peuple pourvu que lui-même vécût dans la prospérité. En dépit d'une opposition acharnée, les officiers réussirent à enrôler 800 à 900 hommes. Pour le reste du temps, tout en attendant le gros de la flotte sous les ordres de Penn (lequel arriva le 7 avril), les officiers furent constamment occupés à empêcher leurs hommes de se livrer à une attaque injustifiée contre la partie française de l'île. Cette armée, sous les ordres de Butler, comptait 1200 à 1300 hommes. Mais les vivres et les armes n'étant pas assez abondants pour un effectif aussi considérable, il était d'avis d'en laisser un certain nombre en arrière, emmenant seulement ceux qui étaient convenablement équipés et aux besoins de qui l'on serait en mesure de pourvoir. Holdip, Blagg et Forstescue (qui les avaient rejoints quelques jours avant l'arrivée de Penn) étaient violemment opposés à ce plan ; selon Butler, l'opposition de Holdip à la réduction des effectifs venait de ce qu'il (Holdip) « espérait avoir le commandement d'un régiment, et n'avait en vérité jamais mérité même le commandement d'une compagnie (38) ». En conséquence, dès l'arrivée du gros de la flotte, les troupes de Butler furent embarquées sur le *Marston Moore* et le *Selby* ainsi que les quatre prises hollandaises, et cette flottille quitta le port pour aller à la rencontre de Penn.

Après que les quatre commissaires furent partis pour Antigua, les choses à la Barbade s'apaisèrent graduellement jus-

(38) BUTLER, *Thurloe*, III, 754.

qu'à une lente préparation en vue de l'attaque de Saint-Domingue. Le 9 février fut désigné pour « une journée solemnelle d'humiliation » pour le succès de l'entreprise ; mais le lendemain, les choses avaient repris leur activité coutumière (39).

Un Conseil de guerre pour examiner les besoins de l'armée eut lieu à la *ville du Pont Indien* (Indian Bridge Town) (40), le 18 mars, à la suite duquel de nombreuses résolutions furent adoptées. Les forces terrestres promirent de ne jamais abandonner la flotte et exprimèrent le désir que Penn et les autres officiers de la flotte s'engageassent à soutenir l'armée. Une grande partie des navires étaient nécessaires pour les transports de troupes. Les femmes des soldats accompagneraient l'expédition et serviraient en qualité d'infirmières. Il fut décidé que l'armée ne quitterait pas la Barbade sans emporter environ 20 tonnes de boulets, 10 tonnes d'amorces, et que la flotte leur donnerait 2.000 armes à feu, 600 piques, plus des pistolets, des carabines et 200 demi-piques (41).

Cette dernière résolution est une indication de l'état de choses qui régnait entre l'armée et la marine, un manque absolu de coopération. Venables se plaignait que les marins fussent mieux traités que ses propres soldats. Les marins recevaient la ration entière ; les soldats la demi-ration ; les marins touchaient de l'eau-de-vie, tandis que les soldats n'avaient que du pain qui était « dégoûtamment pourri » et de l'eau. Une telle différence de traitement entretenait un mauvais esprit entre les deux services, et les marins allèrent jusqu'à menacer de s'en retourner en abandonnant l'armée à la Barbade (42). Dans ces conditions, si les allégations de Venables sont bien fondées, il était fort naturel que Penn écrivît que « toute la flotte » était dans un état d'esprit « extrêmement paisible et joyeux » (43).

L'armée ainsi que la flotte étaient énormément gênées par le manque de réserve et de provisions dont chacun avait longtemps

(39) BIRKENHEAD, *Idem*, 158.

(40) Y assistaient : le général Venables, le major-général Heane, le colonel Fortescue, le colonel Buller, le colonel Morris, le colonel Carter, le colonel Doyley (*Venables' Narrative*, 11).

(41) *Idem*.

(42) *Idem*, 11.

(43) *Memorials*, II, 73.

attendu l'arrivée d'Angleterre pour le début de février. Les vaisseaux dont on attendait la venue portaient de vastes quantités d'armes et de munitions (44). Comment parer à ce déficit était une question difficile à résoudre. Penn et Venables craignaient que les vivres vinssent à manquer. Les officiers s'aperçurent que leurs hommes devenaient turbulents à cause de cette longue période d'oisiveté forcée. Il importait d'agir promptement, sinon l'expédition était vouée à une faillite certaine, avant que le premier coup de feu fût tiré.

Avant le départ d'Angleterre, il avait été promis qu'au moins 1500 mousquets seraient mis à la disposition de la flotte à la Barbade. Six mois avant l'arrivée de l'armée, les colons furent avisés que ces mousquets seraient « réquisitionnés pour le service (45) ». Quand les commissaires s'efforcèrent de réunir ces armes, ils se heurtèrent à de nombreux obstacles ; sous un prétexte ou l'autre les colons s'arrangèrent pour les conserver. Certains avaient caché leurs armes ; d'autres ne pouvaient s'en dessaisir (46). Le concours de l'Assemblée fut alors sollicité, afin d'encourager les colons à livrer leurs armes, mais ce plan même échoua ; il fut impossible d'obtenir les mousquets, et des 1500 qui avaient été promis par Noell, à peine 190 furent fournis (47). Le 23 mars, les armes n'étaient pas arrivées, soit par suite de fausses déclarations, ou de la dissimulation des mousquets par les habitants, ou du manque de vigilance des hommes chargés de les recueillir (48). Comme la saison des pluies approchait et que le mauvais temps paralyserait presque certainement les chances de succès, il importait de se hâter.

Selon le général, les 3.000 hommes que l'on espérait emmener d'Angleterre se trouvèrent réduits à 2.500, et moins de 1.600 de ceux-ci étaient convenablement équipés. Certains régiments ne comptaient pas plus de 200 armes (49).

(44) BIRKENHEAD, *Thurloe*, III, 158. BARRINGTON, 7 th Rep. Hist. Mss. Comm., 571.

(45) WINSLOW, *Thurloe*, III, 250. *Venables' Narrative*, 8-9.

(46) MODYFORD, *Thurloe*, III, 621.

(47) *Venables' Narrative*, 8.

(48) MODYFORD, *Thurloe*, III, 621.

(49) *Venables' Narrative*, Un récit donné dans le Manuscrit Egerton 2395, f. 60 mentionne que 3000 hommes répartis en cinq régiments, quittèrent l'Angleterre à bord de 30 navires.

Avant de quitter l'Angleterre, Venables avait reçu l'assurance qu'il y avait à bord suffisamment de mitraille et de poudre pour la flotte et l'armée réunies. Il fit donc demander à Penn combien la flotte pourrait lui en fournir; il lui fut répondu que la flotte ne pouvait disposer en sa faveur que de 16 coups par homme et quelques tonnes d'amorces. Impossible de se procurer des munitions à la Barbade (50). La seule chose possible était d'ordonner aux officiers de saisir toutes les armes qu'ils pourraient trouver, et dont les colons ne recevraient aucune indemnité (51). Il était inévitable qu'en de nombreux cas les soldats ne fussent pas toujours guidés par l'esprit d'ordre et de modération dont ils auraient dû faire preuve dans l'exercice de ces réquisitions. Dans ces cas-là, les soldats ne sont généralement pas extrêmement polis. Tout habitant qui portait plainte recevait satisfaction, et si le soldat était réellement trouvé coupable de mauvaise conduite, il était puni en conséquence. De cette manière, on se procura environ 2.000 armes. Dans une autre partie de sa lettre, Modyford dit que 1500 armes à feu furent empruntées aux milices bourgeoises des îles.

Afin de remédier au manque d'armes à feu, tous les menuisiers de l'île reçurent l'ordre de fabriquer des demi-piques (52), qui devraient être légèrement plus longues que d'usage, en tout dix pieds (53). La matière employée était de qualité médiocre, les tiges du chou-palmiste de la Barbade. On fabriqua environ 2500 de ces armes, que Birkenhead estimait devoir être utilisables seulement pendant une période très brève (54). Ces piques furent ensuite « ferrées » par les forgerons de l'île, et les menuisiers et charpentiers furent honnêtement rémunérés pour ce travail (55). On perdit ainsi un temps précieux, car ces préparatifs eussent dû être faits en Angleterre pendant

(50) *Ibid.*

(51) BARRINGTON, 7th, *Rep. Hist. Mss. Comm.*, 571.

(52) BARRINGTON, 7th *Rep. Hist. Mss. Comm.*, 571.

(53) BIRKENHEAD, *Thurloe*, III, 158. (Le bois de chou provenait d'un arbre de la Barbade).

(54) MODYFORD, *Idem*, 621. Les piques furent faites dans les « différentes paroisses ».

(55) BARRINGTON, 7th, *Rep. Hist. Mss. Comm.*, 571.

l'automne de 1654, en même temps que la mise sur pied de l'expédition.

L'opposition soulevée par les colons à propos de la réquisition des armes à feu et de l'enrôlement des recrues n'était pas dénuée de raisons. Ils avaient de sérieux motifs de redouter un soulèvement de « serviteurs » (56) qui serait du domaine de la possibilité au cas où l'île serait laissée dans un état de défense insuffisant. Pour éviter toutes chances d'un tel danger, il était nécessaire de réorganiser la milice, problème qui mit aux prises Venables et Modyford, d'un côté, avec le gouverneur et l'Assemblée, de l'autre.

Pendant que l'armée se préparait à attaquer la puissance espagnole, Searle reçut de Cromwell une « commission » en date du 31 juillet 1654, le nommant gouverneur de l'île pour une nouvelle période de trois ans, à partir de cette date [1654-1756]. Dès que l'Assemblée en fut informée, elle fit loyalement profession d'obéissance à Cromwell et à Searle. Les représentants voyaient avec plaisir que le Lord Protecteur les confirmait « dans leur ancien privilège d'autrefois pour l'élection des propriétaires fonciers (57) ». Searle, qui avait été gouverneur de la Barbade depuis la soumission effectuée par les soins de Sir Georges Ayscue, reçut à temps des instructions et des pouvoirs lui donnant une vaste échelle d'action à la fois dans les domaines civils et militaires. Ses nouveaux pouvoirs étaient très étendus, lui donnaient le droit et l'autorité d'agir « en toutes choses, en sa capacité de gouverneur, de la manière dûment convenable ».

Le gouverneur connaissait l'urgence du besoin de réorganisation de la milice, afin d'assurer aux planteurs une meilleure protection, et porta la question devant le Conseil de gouvernement. Venables craignit que la partialité du gouverneur à l'égard des négociants hollandais ne le rendit indigne du commandement de la milice. De plus, il jugeait le gouverneur incapable d'effectuer une réorganisation efficace. En conséquence,

(56) WINSLOW, *Thurloe* III, 251.

(57) SEARLE, *Idem*, 499. Par cette concession, ils avaient « le droit de donner leur consentement, dans l'élaboration de telles constitutions, ordonnances et réglementations (non contraires aux lois du Commonwealth) qui seraient jugées propres au bien-être de cette colonie. »

il s'immisça dans cette affaire, déclarant que lui seul avait pleine autorité sur la milice, les milices bourgeoises et toutes les forces de l'île. Les « pouvoirs collatéraux » de la Commission lui donnaient le contrôle des forces militaires. Le général s'occupa immédiatement de la réorganisation de la milice. Les anciens officiers furent destitués et remplacés par de nouveaux. Searle devint son lieutenant.

Cette attitude comminatoire de la part du général fut la source de nombreux débats et disputes au sein de l'Assemblée, où s'épancha le mécontentement général de la population. Si cette manière de faire était admise, disaient les représentants, il y aurait dans les pouvoirs gouvernementaux deux autorités séparées et distinctes : l'une militaire, conférée par Venables, l'autre civile, conférée par Cromwell. Les colons étaient sincères dans leur opposition et mirent en jeu tous leurs efforts pour empêcher la réorganisation de la milice selon les plans de Venables, mais en vain, malgré l'appui du gouverneur (58).

Le 17 mars, une lettre était envoyée à Disbrowe, annonçant la décision prise au sujet du point d'attaque. Trois points étaient envisagés : la Havane, Carthagène et Saint-Domingue. La première était jugée si populeuse et si bien fortifiée que l'attaque y entraînerait de trop gros risques. Carthagène était extrêmement riche, mais la contrée environnante était déserte et stérile ; il y avait de graves dangers de voir tarir les approvisionnements de vivres sans possibilité de les remplacer. Les habitants pourraient très facilement évacuer leurs richesses vers l'intérieur des terres, où il serait extrêmement hasardeux de les poursuivre. Pour ces raisons, la Commission tout entière était fortement d'avis d'attaquer par Saint-Domingue, où le succès semblait le plus certain.

Le compte rendu des discussions tenues à cet égard est extrêmement significatif, car un certain nombre d'historiens de second ordre semblent donner l'impression que Cromwell pesa sur les commissaires et les généraux et leur donna des ordres absolument stricts pour attaquer Saint-Domingue.

(58) SEARLE, *Idem*, III, 500.

Ce n'était évidemment pas le cas. Le commandement eut toute la latitude désirable, les mandats et instructions suggérant simplement des endroits possibles, et leur laissant le choix une fois qu'ils seraient arrivés sur le lieu des opérations.

Le 20 février, tous les commandants de navires furent convoqués en « Conseil de guerre » pour étudier la façon dont la marine pourrait collaborer activement aux opérations sur terre. A la suite de cette conférence, ordre fut donné aux capitaines de prélever sur leurs équipages le plus grand nombre possible de matelots et de les dresser « pour servir à terre en cas d'urgence ». Un vaillant « régiment de mer », fort de 1200 solides matelots (59), fut formé et se rendait à terre presque chaque jour pour la manœuvre et l'exercice. Le 19 mars, Penn nomma le vice-amiral Goodson colonel de ce régiment. Cette nomination stipulait que le régiment devait servir sur terre en cas de nécessité, et qu'en l'occurrence l'amiral Goodson devrait se mettre à la disposition du général Venables.

Les forces terriennes, à l'exception du régiment du colonel Morris, manœuvraient et recevaient l'instruction militaire deux fois par semaine. L'exception en ce qui concernait les hommes de Morris provenait de ce que presque tous étaient des planteurs et vivaient encore sur leurs terres, et qu'il leur était par conséquent malaisé de manœuvrer plus d'une fois la semaine.

L'un des régiments les moins disciplinés était commandé par le colonel Buller. De fréquentes querelles s'élevaient parmi les officiers et se trouvaient encore augmentées par suite de la découverte de la présence d'officiers papistes. Buller (que Birkenhead appelle par erreur Butler) était un officier résolu, aimant les louanges et la flatterie, et qui toujours se rangeait du côté des mécontents. Il se flattait d'être le doyen des colonels.

Deux mois de séjour à la Barbade, dans les circonstances défavorables que l'on sait, donnèrent aux commissaires et aux officiers une excellente occasion de faire plus ample connais-

(59) *Memorials*, II, 70 et 73. Birkenhead estimait que ce régiment comptait seulement 1080 matelots convenablement armés. *Thurloe*, III, 159.

sance. En conséquence, il est très intéressant d'étudier les appréciations qui furent émises au sujet de la valeur et des qualités des différents chefs.

Birkenhead, *Scoutmaster-general*, louangeait hautement le général Venables ; il le dépeignait comme si occupé qu'il « avait à peine le temps de prendre le repos nécessaire aux besoins de son corps, passant toutes ses journées avec les commissaires ; et aussitôt levé, il passe encore une grande partie de la nuit avec les officiers de l'armée, de telle sorte qu'il nous fait à présent pitié, bien que grâce à Dieu sa force soit toujours ferme, sa résolution énergique, et son caractère actif et joyeux, à la grande satisfaction des officiers et des soldats (60) ».

Il importe de remarquer que jusqu'à la défaite de Saint-Domingue, nul commentaire défavorable ne fut émis à l'égard de Venables ; ce fut seulement en cette occasion qu'il perdit la confiance de ses troupes. La défaite déclencha une tempête de critiques et d'insultes à son égard que même le succès de la Jamaïque ne parvint pas à effacer.

Butler, ainsi que nous l'avons déjà dit, n'avait pas « une bonne presse ». Winslow écrit à son sujet :

« Nous ne pouvons attendre qu'une aide médiocre du capitaine Butler, quoique nous nous persuadons tous de son absolue honnêteté ; mais espérons, oui, persuadons-nous qu'il se mettra toujours du bon côté dans le cas d'une controverse (61). »

Il était l'objet de critiques presque unanimes ; certains même disaient qu'ils ne voyaient guère à quoi il servait à moins que ce fût pour « parfaire le nombre » des commissaires.

(60) BIRKENHEAD, *Thurloe* III, 158-9. « ...hath scarce time for his naturall rest, being all day with the commissioners ; and when risen, much of the night after he spends with the army officers, so that we can at present but look upon him with pity, though blessed be God his strength continues firm, his resolution high, and his spirits active and cheerful, giving great satisfaction both to officers and souldiers ». Dans un autre passage de la même lettre, Birkenhead ajoute encore ces louanges : « ...il est si justement et si modérément discret et actif, si scrupuleusement juste et soucieux de soulager les opprimés, que vraiment cela renforcerait encore (si la chose était possible) les liens de nos devoirs envers Sa Grandeur pour nous avoir aussi richement favorisés en sa personne ; car il met tant du sien à la tâche courante que nous craignons souvent de le voir succomber ; car la plupart des nuits il prend à peine quatre heures de repos. »

(61) WINSLOW, *Thurloe*, III, 251 : « We are like to have little assistance from Captain Butler, though we all persuade ourselves he is very honest ; but hope, yea persuade ourselves, he will take the better side in case of difference in judgment. »

De l'avis d'Edward Winslow, le colonel Modýford était un fonctionnaire habile et loyal, qui fit de son mieux pour populariser l'expédition, et surpassa tout le monde par son zèle (62). Ce qui d'ailleurs lui attira l'antipathie ouverte des colons. Winslow explique son impopularité en ces termes :

« ...Il a plus de raison que la moitié de l'île, sinon la totalité, ce qui n'est pas une faute vénielle, ailleurs aussi bien qu'ici, surtout parmi les gens du commun (63). »

Le major-général Heane, le colonel Fortescue et le colonel Carter étaient de la part du *continaster-général* l'objet d'appréciations presque aussi flatteuses que le général Venables. Tous ceux qui les connurent honoraient leur compétence et leur intégrité (64).

Le 21 mars, on fit l'appel général des troupes commandées par Venables (à l'exception bien entendu du régiment marin, qui était similaire à nos « brigades navales » modernes). Comme Birkenhead, dans son rapport à Thurloe, écrit que « jamais contrôles ne furent exercés plus soigneusement qu'à l'heure actuelle », on peut se fier dans une bonne mesure aux chiffres donnés :

Officiers	732
Soldats.....	5.609
Officiers d'état-major.....	60
Diverses armes.....	487 (65)
Total	6.888

Dans une lettre officielle, le gouverneur Searle écrit à Cromwell qu'au moins 3.500 hommes furent enrôlés à la Barbade. Comme il est à peu près vraisemblable que 3.000 hommes en réalité avaient été amenés d'Angleterre, le chiffre donné par

(62) *BIRKENHEAD, Idem, 159.*

(63) « He being master of more reason than half the island, if not all, which is no small crime in other parts, as well as here, especially amongst persons of ordinary education. » *Idem, 249.*

(64) *BIRKENHEAD, Thurloe, 159.*

(65) *FIRTH, Venables' Narrative, récit, 116-122.* En donnant le chiffre de 6888, les corrections indiquées dans les notes de Firth ont été effectuées. Venables, qui avait la manie d'estimer trop bas le nombre des hommes qu'il commandait, prétendait que seulement 2500 hommes avaient été amenés d'Angleterre, et que le chiffre des enrôlements à la Barbade était de 1500, ce qui donnait un total de 4000, sans compter le régiment de la flotte.

Searle donnerait un total d'environ 6.500 hommes (66). En y ajoutant les effectifs du régiment naval (1080 ou 1200), le chiffre total des hommes disponibles pour le service de terre avant l'embarquement pour Saint-Domingue était de 7.500 à 7.700. En se servant des contrôles et en ajoutant les effectifs fournis par la marine, le total atteindrait environ 8.000.

En ajoutant les effectifs recrutés aux Iles Sous-le-Vent, l'armée se trouvait augmentée d'un autre millier d'hommes au bas mot. De la sorte, lorsque l'armée arriva en vue d'Hispaniola, les effectifs devaient compter entre 8.500 et 9.000 hommes.

La majorité des membres de l'expédition qui en ont laissé des narrations écrites penchent pour un total de près de 9.000. Le secrétaire de Penn parlait de 8.000 sans compter le régiment de la marine (67), déclaration confirmée par I. S. (68) et par le compte rendu anonyme donné dans l'appendice D. de l'ouvrage de Firth, « Narrative of General Venables » (69). En comparant ces diverses estimations, on peut dire en toute sécurité que Venables donna sciemment un chiffre inférieur à la vérité, en écrivant que seulement 6551 hommes débarquèrent à Hispaniola.

Vers la fin de mars, tous les préparatifs étant terminés, les troupes s'embarquèrent le 29 et les navires s'apprêtèrent à mettre la voile le lendemain après-midi. Le samedi, le général et le gouverneur, leurs femmes, et de nombreuses notabilités de la colonie se réunirent dans un grand dîner à bord du *Swiftsure* (70). Dans l'après-midi, le gouverneur et sa suite regagnaient le rivage ; puis la flotte de soixante navires leva l'ancre et prit la mer.

Lorsque les forces expéditionnaires eurent quitté la Barbade, la question de la réorganisation se posa plus impérativement que jamais devant l'Assemblée, qui pensa y voir une occasion de bouleverser les plans que Venables leur avait tracés. Les représentants déclarèrent que la milice et ses officiers ne de-

(66) SEARLE, *Thurloe*, III, 500.

(67) *Memorials*, II, 82.

(68) *Venables' Narrative*, 127.

(69) *Harleian Miscellany*, III, 516.

(70) *Memorials*, II, 76.

vaient être choisis par nul autre que leur gouverneur, avec le consentement de l'Assemblée.

L'un des partis, sous l'égide de J. Burch, proposait que Bayes surnommé par Modyford : le vieux « boutefeu », allât présenter une pétition à Cromwell, se plaignant de la façon dont les commissaires s'étaient comportés et demandant au Protecteur d'ordonner que Searle ne fût soumis au commandement d'aucun autre que Son Altesse.

Francis Raynes, William Vassal, Peter Kents et le colonel Modyford firent opposition à cette motion, mais le Conseil prit le parti du groupe Burch. La majorité des représentants sentait encore l'aiguillon de la remarque désobligeante de Venables pour qui les colons étaient « un troupeau d'oies », et appuya de bon cœur le mouvement en faveur de l'envoi d'une pétition en Angleterre. Modyford protesta avec acharnement, disant que Bayes n'était pas qualifié pour remplir une telle mission ; qu'on n'avait aucunement lieu de se plaindre des commissaires et que c'était « insolence de notre part de limiter le magistrat suprême quant aux personnes où à la manière de ses ordres (71) ». L'opposition résista si vigoureusement que Burch entrevit l'impossibilité de la réussite de ses projets et prétendit alors que l'Assemblée avait siégé assez longtemps (20 mois). En conséquence son parti présenta une motion demandant au gouverneur de dissoudre l'Assemblée, ce à quoi Searle consentit volontiers ; de nouvelles élections furent ordonnées pour le 4 juillet.

La réélection de Modyford fut combattue avec un acharnement extrême. Il fut même accusé d'avoir agi comme un traître. On le rendit responsable de la constitution d'un troupeau de chevaux destinés à l'expédition, et l'un des conseillers du gouvernement alla même jusqu'à déclarer que c'était là de la part de Modyford un véritable crime. Le colonel répondit à ces accusations de son mieux, disant qu'il considérait toutes ses actions relatives à l'expédition comme ayant été justes et vertueuses. De plus, il avait obtenu la majorité de l'Assemblée

(71) MODYFORD, *Thurloe*, III, 566, 621.

pour le vote de la loi qui accordait les chevaux nécessaires à l'armée, et la loi avait également été approuvée par le gouverneur et par le Conseil de gouvernement. Certains membres du Conseil nièrent cette allégation. Les politiciens accusèrent Modyford d'avoir coopéré activement au vote des lois exigeant le remboursement des dettes, ce dont il ne se défendit nullement : « ...ils n'auraient pas dû me choisir, s'ils entendaient retenir plus qu'il ne leur appartenait. »

Modyford fut battu par une majorité très réduite, et J. Burch fut élu à son siège (72). La nouvelle Assemblée, avant le 25 juillet, avait déjà siégé deux fois et voté deux lois importantes. L'une ordonnait l'envoi de Bayes en Angleterre avec la pétition que Modyford avait combattue, et l'autre modifiait les allocations de chevaux édictées par le général Venables pour la défense de l'île (73).

Après le départ de la flotte pour Saint-Domingue, Searle annonça l'arrivée à la Barbade de plusieurs transports d'approvisionnement : quatre furent immédiatement envoyés sur les traces de la flotte, mais le *Morning Star* fut retenu en raison de son mauvais état ; les approvisionnements qu'il portait furent chargés à bord de l'*Edward*, de l'*Augustine* et d'un navire hollandais de prise. Quant au *Great Charity* et au *Little Charity*, on n'en avait aucune nouvelle (74).

(72) MODYFORD, *Thurloe*, III, 621. Modyford fut battu par une voix de majorité. Il ne se montra nullement affecté de ce résultat, car il écrivait à son frère : « J'ai toujours un principe qui, je l'espère, me servira toujours de justification, celui de suivre fidèlement le magistrat suprême dans tous ses desseins honorables et légitimes, surtout lorsqu'ils sont si manifestement à l'avantage de la nation. »

(73) MODYFORD, *Idem*, 683.

(74) SEARLE, *Idem*, 499. Les navires étaient : le *Recovery*, le *William*, l'*Edward*, l'*Augustine* et le *Morning Star*.

CHAPITRE XI

L'échec de Saint-Domingue

L'ordre de lever l'ancre et de prendre la mer fut donné vers trois heures dans l'après-midi du samedi 31 mars (1) et en peu de temps la flotte de soixante navires (2) commandée par Penn quitta le port, faisant voile vers l'Ouest. Le dimanche se passa sans incidents, car ils ne firent que côtoyer les Saint-Vincent, mais de bonne heure dans la matinée du lundi, l'île de Sainte-Lucie était en vue (3) et vers midi (4), la flotte entra dans un excellent port abrité dans les terres, sur le côté méridional de l'île déserte. Ayant jeté l'ancre, Penn et Venables, accompagnés par d'autres qui étaient descendus des navires, gagnèrent le rivage avec des armes de chasse dans l'espoir d'y trouver du gibier ; ils n'y virent que des pélicans, d'autres grands oiseaux et quelques têtes de bétail sauvage. Il y avait une multitude d'énormes serpents (5) dans ce « désert rocailleux ».

Ils restèrent à l'ancre pendant vingt-quatre heures, renouvelant leurs provisions d'eau, effectuant diverses réparations, et profitant de l'occasion pour tenir conseil et expédier des ordres (6). Dans l'intervalle, les marins occupaient leurs loisirs à la pêche, qui fut très fructueuse (7).

La flotte mit à profit un vent qui s'éleva le lendemain, et leva l'ancre à une heure (8). Les navires mirent à la voile vers

(1) *Whistler's Journal, Venables' Narrative*, 147.

(2) J. DANIELL, *Thurloe*, III, 506 (y compris 20 prises hollandaises) 5.000 hommes.

(3) WHISTLER, *Venables' Narrative*, 147.

(4) DANIELL, *Thurloe*, III, 505.

(5) WHISTLER, *Venables' Narrative*, 147.

(6) DANIELL, *Thurloe*, III, 505.

(7) WHISTLER, *Venables' Narrative*, 147.

(8) DANIELL, *Thurloe*, III, 505.

le Nord (9) et côtoyèrent le rivage de l'île rocheuse et escarpée de la Martinique vers six heures du soir. Ce même jour, le capitaine Henry Disney, doyen des capitaines du régiment de Venables, mourait à bord du *Bear* (10).

Le 4 avril, à cinq heures du matin, l'île Dominique était en vue (11). Cinq heures après, le vent tombait, et la flotte demeura immobile tout le jour au sud de l'île. Aucune tentative de débarquement ne fut exécutée, les Anglais connaissant bien les dispositions combatives des féroces Caraïbes. Plusieurs des navires avaient été entraînés trop près du rivage (12), et une pirogue portant quatorze Indiens se détacha d'une baie et s'approcha de l'un d'eux. Comme les sauvages semblaient bien disposés, les marins les invitèrent à monter à bord ; bien au contraire, ils ramèrent de manière à s'approcher à bonne portée et soudain « décochèrent une volée de flèches dans la direction de nos hommes qui se tenaient sur le bastingage et en blessèrent cinq ». Après quoi ils se hâtèrent de battre en retraite, « leur esquif étant trop rapide pour aucun de nos vaisseaux ».

Le lendemain au petit jour, la flotte arrivait en vue de la Guadeloupe, une haute île montagneuse dotée d'un port excellent, habitée par les Français. Là encore ils furent retardés par un calme (13). Le vendredi, ils passèrent les îles de Marie-Galante (Mariglanti), les Saintes (Todosanto), Montserrat et la Rotonde; le temps était encore au beau, avec un vent de l'Est. « I. S. » et Daniell sont d'accord pour déclarer que le vendredi à midi Nevis était dépassée, et deux heures plus tard la flotte arriva en vue de la partie française de Saint-Christophe (14). Les comptes rendus ne sont pas tous d'accord à cet égard; d'après Whistler, c'est le 7 avril, à cinq heures du matin, que l'on arriva en vue de Nevis, qui était à environ six lieues Nord, et deux heures après, Saint-Christophe était en vue, à environ sept lieues sous le vent Nord. A dix heures, ils étaient

(9) WHISTLER, *Venables' Narrative*, 148.

(10) DANIELL, *Thurloe*, III, 505.

(11) WHISTLER, *Venables' Narrative*, 148.

(12) DANIELL, *Thurloe* III, 505.

(13) WHISTLER, *Venables' Narrative*, 148.

(14) *Thurloe*, III, 505.

proches de Nevis, une « île à l'aspect plaisant » portant quatre forts au Sud. En longeant le port, les canons des navires en rade et les forts du rivage saluèrent les Anglais, qui répondirent par une salve de cinq. La flotte ne s'arrêta point, cependant, et continua sa course vers la partie anglaise de l'île de Saint-Christophe. A 11 heures on atteignait la partie septentrionale de l'île, habitée par les Français, dont tous les forts et les navires saluèrent de tous leurs canons ; Daniell comptait environ « trente grandes décharges ». Le salut fut également rendu par une décharge de cinq bouches à feu.

Il était environ midi lorsque le commissaire Butler arriva du rivage et fit connaître au général qu'il avait saisi quinze vaisseaux hollandais depuis son arrivée à l'île (15). Il avait également eu de bons résultats avec le recrutement (16). Butler raconta qu'il avait aperçu une quinzaine de navires espagnols faisant voile en vue de Saint-Christophe vers le milieu de mars. Puis il regagna le rivage et rassembla les navires dont il avait le commandement, afin de rejoindre Penn (17).

La flotte ne jeta pas l'ancre sur la côte française de l'île, mais continua son chemin (18), et vers trois heures arriva en vue du port anglais où le *Marston Moore* et le *Selby* étaient à l'ancre à côté de leurs prises. Ces navires se mirent immédiatement en route et prirent la mer pour se joindre au reste de la flotte (19). Cette même nuit, le vent tomba, et la flotte fut encore une fois immobilisée (20).

Le lendemain matin de bonne heure, dit Daniell, ils dépassèrent deux petites îles inhabitées qui appartenaient aux Hollandais, les îles de Statia et de Saba. Cette même nuit, le vent tombait encore et retardait la flotte. Puis l'île de Saba était laissée en arrière et Saint-Martin était visible à sept lieues Nord (21).

(15) WHISTLER, *Venables' Narrative*, 148. Penn prétend qu'ils arrivèrent à Saint-Christophe le 6 avril. *Thurloe*, IV, 28.

(16) Daniell estime à 1.000 le nombre des recrues enrôlées par Butler ; « I. S. » à 1300, et Butler lui-même donne entre 1180 et 1280. *Egerton Mss.* 2395, f. 60. Les volontaires de Saint-Christophe étaient au nombre de 1300.

(17) WHISTLER, *Venables' Narrative*, 148.

(18) *Ibid.*

(19) BARRINGTON, *7th Rep. Hist. Mss. Comm.*, 571.

(20) WHISTLER, *Venables' Narrative*, 148.

(21) DANIELL, *Thurloe*, III, 505.

Le samedi 7, Penn détacha une frégate avec mission de se rendre compte de la force exacte de Porto-Rico (22) ; le navire revint dans la journée du 11 et annonça que deux navires seulement se trouvaient dans le port.

Le dimanche fut passé en « mortifications » pour le succès de l'armée. La flotte attendit presque toute la journée à l'affût des deux navires qu'ils discernèrent au loin en poupe. Le lundi, la flotte dépassait Santa-Cruz (23), dont les habitants avaient été surpris six ans auparavant et presque entièrement exterminés par les Espagnols. Nulle tentative n'avait eu lieu pour reconquérir l'île, qui était restée entre les mains des Espagnols.

Le mardi, la flotte dépassa la riche et magnifique île de Saint-Jean, mais ne tenta cependant rien pour s'en emparer, à cause du port très bien fortifié de Porto-Rico, qui était célèbre comme ayant la meilleure garnison de toutes les possessions espagnoles des Indes occidentales (24).

Le mercredi, Penn ordonna au *Grantham* d'entrer dans le port de Saint-Jean sous le pavillon espagnol. Dès que la frégate serait bien entrée dans le port, elle devait tirer un coup de canon pour appeler un pilote, « car c'est le signal dont se servent ceux de leurs navires qui viennent chercher un pilote pour les guider dans le port ». Dès que le pilote serait à bord, le *Grantham* devait s'en revenir à toute vitesse vers la flotte. De la sorte, Penn espérait capturer un pilote et le forcer à fournir des renseignements sur la situation de l'île. Ce plan échoua, cependant, et le *Grantham* dut s'en revenir sans son prisonnier.

Le même jour la flotte arrivait en vue de Mona, une petite île en vue de Saint-Domingue. Ils y arrivèrent dans la soirée et par conséquent il n'y avait guère de danger d'être aperçus par les Espagnols de Saint-Domingue. Le temps était beau et le vent soufflait de l'Est, mais la flotte laissa Mona entre elle et la « petite Espagne ». Pendant toute la journée du jeudi la flotte resta à l'abri, mais cette même nuit elle sortit et « s'approcha du rivage » de Saint-Domingue (25). Durant les

(22) *Idem*, IV, 28.

(23) DANIEL, *Idem*, III, 506. (I. S. raconte que Santa-Cruz fut dépassée le 8.)

(24) *Idem*.

(25) WHISTLER, *Venables' Narrative*, 150-151.

deux jours que la flotte louvoyait aux abords de Mona, le temps avait été employé en Conseils au cours desquels les plans définitifs de débarquement avaient été discutés ; le succès semblait si certain que plusieurs en parlaient en disant « qu'ils se partageaient la peau avant d'avoir débusqué le renard (26) ».

A différentes reprises durant le voyage de la Barbade à Saint-Domingue, des Conseils avaient été tenus à bord du *Swiftsure* en vue de discuter le plan d'attaque. Le premier avait eu lieu le 9 ou le 10 avril ; la date exacte n'est pas connue et ce point d'ailleurs est d'importance secondaire. Lorsque les officiers furent réunis, Venables insista pour que la flotte « entrât tout droit dans le port de Domingue ». Tous les officiers de l'armée étaient naturellement de cet avis ainsi que certains des commissaires ; mais les officiers de la flotte s'y opposèrent avec une telle vigueur que le projet fut abandonné. Il était en conséquence nécessaire de chercher un autre endroit de débarquement, et l'on proposa l'embouchure de la rivière Hine. Les résolutions suivantes furent ensuite adoptées :

« Que l'armée débarquerait à la rivière Hine ; que les régiments tireraient au sort à qui débarquerait le premier ; que deux ou trois débarqueraient en même temps ; que les seconds de chaque régiment seraient nommés ; que les navires transportant chacun des régiments recevraient l'ordre de naviguer de conserve, afin d'assurer le bon ordre du débarquement des divers régiments ; que les embarcations prendraient les soldats selon les indications du sort et les ordres (27). »

Quelques jours plus tard, un nouveau Conseil se réunissait, et les plans étaient encore perfectionnés :

«...Décide...

« Si la mer devient grosse et que le fort et la tranchée soient bien défendus, que l'armée débarque sous le vent derrière le second point.

« Qu'après débarquement de l'armée un régiment soit envoyé

(26) *Idem.*

(27) *Idem.*, 18.

à l'est de la ville, à la condition que le général Penn s'engage à les approvisionner (28). »

Au cours de ces réunions, une autre question d'importance primordiale, qui fut plus tard la cause de sérieuses difficultés, fut envisagée, celle de l'interdiction du pillage et de la maraude. Les commissaires étaient absolument hostiles à toute tolérance à cet égard, se basant sur une clause de leurs instructions qui leur donnait « la disposition de toutes les prises et butins sur mer et sur terre pour l'accomplissement des présents services et projets (29) ». Winslow, en particulier, se montra fort intran-sigeant sur ce point, déclarant « qu'il existait un article disant qu'aucun soldat ne devait piller aucune place prise, sous peine de mort » (there was one Articell that noe Souldeger should plunder any plas that they should take, vpon paine of death (30). Les commissaires en conséquence se prononçaient pour la proclamation d'une ordonnance interdisant tout pillage. Permettre aux soldats de piller la ville eût été d'ailleurs la rendre de peu de valeur pour la colonisation et la plantation, qui étaient l'objet essentiel du « Projet ».

Venables et les autres officiers de l'armée de terre étaient fortement hostiles à cette idée, se basant sur la coutume anglaise et sur leurs pouvoirs. A leur avis les stipulations concernant le butin s'appliquaient seulement aux marchandises saisies à bord des navires capturés ou de grandes quantités de richesses capturées dans les villes et les forteresses. Certainement Cromwell ne pouvait avoir des vues aussi étroites que d'interdire le pillage. Les officiers prétendirent que Cromwell leur avait promis « franc pillage » ce dont à leur tour ils s'étaient servi pour tenter leurs hommes (31). Ils le considéraient comme un droit dont ils avaient toujours joui dans l'armée (32) ; faute de quoi ils fussent demeurés en Angleterre.

(28) *Idem*, 19. La première de ces deux résolutions est très importante, car Venables était extrêmement fâché contre Dakins pour avoir emmené l'armée sur le second point, comme on le verra bientôt.

(29) *Idem*, 14.

(30) *Idem*, 150.

(31) *Venables' Narrative*, 14, 15 et 150.

(32) *FIRTH, Cromwell's Army*.

On décida d'offrir alors aux officiers deux semaines de solde au lieu de pillage. Mais étant donné que leur solde était fort en retard, ils demandèrent trois mois de paye. Winslow leur offrit alors six semaines au lieu de butin, ce qu'ils acceptèrent sur l'avis de Venables (33). Bien que tous les chefs fussent « fort exaspérés » de la tournure des affaires (34), ils se rendirent compte que Winslow et les autres commissaires étaient formellement résolus à s'en tenir à leur propre interprétation de leurs mandats. Le résultat de cette discussion, qui dura plusieurs jours, fut que l'on passa outre aux craintes exprimées par les officiers au sujet du désordre et du mécontentement que soulèverait cette interdiction, et qu'une proclamation fut rédigée (35) défendant tout pillage sous peine de punitions rigoureuses. Pendant quelque temps, officiers et soldats furent colères et soupçonneux à l'égard de leur général qui, pensaient-ils, les avait trahis.

Dans la journée du 13, Venables ordonna aux régiments de se tenir prêts à débarquer. Le régiment de Buller fut désigné par le sort pour commencer l'attaque du point de débarquement à l'est de la ville. Les colonels reçurent les instructions suivantes concernant les opérations de débarquement :

« 1. Que les régiments qui débarqueront en premier à la rivière Hine (si nous décidons d'y aborder), et si la tranchée au point de débarquement est défendue et à portée de tir (ou si elle n'est pas défendue), devront avancer contre l'ennemi et franchir cette tranchée, mais si elle est hors de portée de tir et non défendue, les régiments demeureront tranquilles jusqu'à l'achèvement des opérations de débarquement ; mais si l'on opère plus à l'Ouest, ils devront se rapprocher et demeurer jusqu'à l'achèvement des opérations.

« 2. Au cas où nous ne rencontrerions aucune résistance, que personne ne s'éloigne, mais que tous marchent par rang d'ancienneté comme c'est d'usage.

(33) *Venables' Narrative*, 14.

(34) *Idem*, 150.

(35) 13th, *Rep. Hist. Mss. Comm.*, vol. II, 91.

« 3. Le signe de reconnaissance sera un morceau d'étoffe ou de papier blanc sur le bras gauche.

« 4. Le mot de passe sera Religion.

« 5. En cas de résistance de la part de l'ennemi, aussitôt débarqué, tout homme s'avancera pour aider où il sera le plus nécessaire (36). »

Il n'y avait avec l'armée qu'un seul guide en qui l'on pût se fier, Cox, qu'ils avaient ramené de Saint-Christophe, et qui, pendant plusieurs années, avait été canonnier au château de Saint-Domingue. A sa grande déception, lorsque le général envoya chercher Cox, il apprit que deux jours auparavant Penn l'avait envoyé en reconnaissance. Venables, sur ces entre-faites, s'en fut à la hâte trouver Penn et lui demanda s'il avait donné à Cox les ordres nécessaires pour être de retour en temps utile pour diriger le débarquement à la rivière Hine. Venables parut satisfait de la réponse affirmative de Penn. Mais peu soucieux d'être dépourvu de guides, il demanda à Penn de lui prêter l'un des deux autres qui étaient avec les troupes, ce à quoi Penn se refusa formellement.

L'Attaque

Aux premières heures de la matinée, la flotte se rapprocha du rivage très bas et très inégal de la côte sud-est de Saint-Domingue. Lors d'une dernière délibération qui eut lieu avant la division de la flotte, un certain nombre étaient d'avis d'entrer à toutes voiles dans le port et d'attaquer la ville par surprise. Winslow, dont Daniell sembla avoir eu une fort piètre idée, était hostile à cette proposition, prétendant que l'absence de guides rendait ce débarquement impossible (37).

Vers le milieu de l'après-midi, la flotte se sépara. Deux escadres, sous le commandement des vice-amiraux et contre-amiraux, mirent voile vers l'Ouest (38) et portaient à leur bord

(36) *Venables' Narrative*, 19.

(37) *DANIELL, Thurloe*, III, 505.

(38) *BARRINGTON*, 7th, *Rep. Hist. Mss. Comm.* 571. *BUTLER, Thurloe*, III, 755. *WHISTLER, Venables' Narrative*, 151. *PENN, Thurloe*, IV, 28. *Memorials*, II, 81.

7.000 hommes de troupes et un escadron de cavalerie (39). Les troupes étaient réparties comme suit : les régiments de Venables, du major-général Heanes, des colonels Fortescue, Carter, Doyley, et le régiment de marins commandé par le colonel Goodson (40). De plus, il y avait la moitié des troupes du colonel Holdip avec une compagnie de « Reformadoes » (discipline), deux escadrons de cavalerie, l'infanterie du Scout-Master General et les fusiliers du capitaine Pawlet.

Le vice-amiral semblait un peu inquiet à la pensée de tenter un débarquement à la rivière Hine sans le concours d'un guide expérimenté (41). Lorsqu'il dépassa la baie, Venables protesta, mais fut informé qu'on avait dépassé le but et que le vent était d'ailleurs contraire (42).

Buller et Holdip, avec environ 1500 hommes, demeurèrent avec l'escadre, sous les ordres de l'amiral ; ils avaient pour mission d'attirer l'attention de l'ennemi, de l'amuser, en d'autres termes (43). Les navires se tenaient assez près de Saint-Domingue et les canons du fort et de la ville ouvrirent le feu, mais en revanche la ville fut soumise à un bombardement « triple » (44).

Le samedi matin à 4 heures, l'armée de Venables commençait à débarquer à Punto de Nizao, à environ trente milles de là. Les opérations furent effectuées en bon ordre et durèrent douze heures. Une fois à terre, les régiments furent reformés sur la plage, et devant le front de chacun lecture fut donnée des ordres contre le pillage. Immédiatement, les signes de mécontentement que Venables redoutait à juste titre se firent sentir. Le régiment marin mit instantanément bas les armes (45), la majorité de l'armée suivit rapidement cet exemple. Il semblait un moment que la mutinerie dût être sérieuse, « car en

(39) « I. S. » *Harleian Miscellany*, III, 515.

(40) Gregory BUTLER, *Thurloe* III, 755.

(41) *Venables' Narrative*, 127 et 20.

(42) *Idem*, 24, 80, 82.

(43) PENN, *Thurloe*, IV, 28. BARRINGTON, 7th Rep. H. M. Comm. 571. DANIELL, *Thurloe*, III, 505.

(44) WHISTLER, *Venables' Narrative*, 151.

(45) WHISTLER, *Idem*, 152.

dépôt de la douceur et de la modération dont firent preuve le général et les officiers, nul cordial ne pouvait mitiger le poison (46) ». Après quelque temps, les officiers réussirent à convaincre leurs hommes de reprendre les armes, et l'armée, ayant apparemment repris une fois de plus sa physionomie allègre, commença sa longue marche.

Deux navires de la flotte n'avaient pu arriver assez tôt pour jeter l'ancre et avaient été entraînés à trois ou quatre milles sous le vent du point de débarquement. Venables décida de ne pas attendre les troupes restées sur ces navires — un escadron de cavalerie et une partie du régiment de Doyley — mais détacha le major-général et le colonel Carter pour surveiller le débarquement.

Lors du débarquement, les troupes jouissaient d'une excellente santé et le moral était parfait ; mais la déception causée par les ordres contre le pillage n'était que l'avant-goût de bien d'autres aventures encore pires.

Les troupes ne possédaient ni pelles, ni bèches, ni pioches, ni hachettes ; l'artillerie de campagne faisait également défaut. Toutefois, leurs bandoulières étaient pleines de poudre, et il y en avait encore en réserve. On distribua trois jours de vivres, la viande ayant au préalable été cuite à bord des navires (47).

Ainsi équipés, dépourvus de moyens de transporter de l'eau, dépourvus de tentes, dépourvus de guides (on pourrait presque dire dépourvus de tout), les soldats de Venables se mirent en route pour leur longue marche à travers une contrée tropicale dont ils ignoraient totalement la nature (48). A l'extrême avant-garde, en isolés, étaient les « Reformadoes » (disciplinaires), suivis par l'infanterie du Scout-Master General, les fusiliers du capt. Pawlet (déployés sur les ailes à travers bois pour empêcher les surprises), le régiment du colonel Doyley, tous marchant dans l'ordre d'énumération (49). A l'arrière du régi-

(46) DANIELL, *Thurloe*, III, 505.

(47) *Memorials*, II, 82.

(48) BUTLER and VENABLES, *Thurloe*, III, 510.

(49) *Venables' Narrative*, 127.

ment de Doyley venait Venables avec le reste de l'armée.

Cette après-midi, ils marchèrent environ quatre milles le long d'une route bordée des deux côtés de bois épais et touffus. Ce fut là qu'eut lieu le premier contact avec l'ennemi. Vers le soir, quelques cavaliers espagnols essayèrent de couper les disciplinaires, dont deux furent tués ; un cavalier ennemi fut également tué dans l'engagement (50). Les troupes campèrent dans une plaine ou savane que traversait la route. Vers dix heures, l'escadron de cavalerie et le reste des hommes de Doyley, qui avaient débarqué plus à l'Ouest, atteignirent le camp (51). La journée avait été très chaude, et pour le grand désagrément des soldats, la nuit était décidément très fraîche, et une épaisse rosée venait ajouter à leurs maux.

Le jour suivant était un dimanche ; un court service religieux précéda la levée du camp, et la marche reprit. En quelques heures, la chaleur devint excessive ; ils marchèrent à travers « des forêts incroyablement épaisses », qui arrêtaient la moindre brise (52). Impossible de se procurer de l'eau.

Au bout de peu de temps les hommes étaient desséchés par la soif, certains s'évanouissaient sous la souffrance. Cet état de choses découragea totalement les soldats ; Venables le montre d'une manière saisissante lorsqu'il dit de cette terrible marche : « Nous avons fait un mouvement, bien que découragés et démoralisés, pour ramper (car on peut employer cette expression à juste titre). » La route passait à travers plusieurs savanes assez grandioses, et vers midi l'armée épuisée arriva au bord d'une rivière presque tarie. Les soldats n'y purent puiser que très peu d'eau, de manière que leur soif était loin d'être apaisée. La chaleur était intolérable et plusieurs étaient déjà morts de soif. Ils marchèrent pendant plus d'un mille le long du rivage, mais n'y trouvèrent que peu de soulagement, car « nos pieds s'écorchaient à travers nos chaussures sur le sable et les cailloux, il n'y avait d'herbe nulle part, sauf dans les savanes (53). »

(50) BUTLER, *Thurloe*, III, 755.

(51) *Venables' Narrative*, 127.

(52) BUTLER and VENABLES, *Thurloe*, III, 510.

(53) *Ibid.*

Tout en marchant le long du rivage, les « isolés » surprirent un petit groupe d'Espagnols autour d'un feu, et les éclaireurs les pourchassèrent à travers les bois. Dans la poursuite, le capitaine Allen fut tué et un soldat disparut (54). Après cette escarmouche, une halte fut ordonnée afin de permettre aux hommes de se reposer pendant une heure, car ils avaient parcouru dix milles sans eau, par une journée torride.

Les choses allèrent un peu mieux dans l'après-midi, car leur itinéraire suivait une route de sept milles de long, large assez pour que six hommes y pussent marcher de front, et « extrêmement unie, toute ombragée sous des arceaux d'orangers ». Arrivés au bout de cette route ombreuse, les Anglais essuyèrent une autre escarmouche dont ils se tirèrent sans aucune perte, alors que les Espagnols perdirent un homme seulement (55).

A un mille de la fin de la route, ils arrivèrent à un endroit favorablement situé pour y camper ; l'armée, complètement épuisée, y bivouaqua pour la nuit, après une marche de dix-huit milles (environ vingt-neuf kilomètres). Nombreux étaient ceux qui avaient succombé à une soif excessive : un grand nombre s'étaient évanouis, et presque tous étaient malades d'avoir mangé des oranges cueillies aux arbres du chemin.

Dans l'une des plaines qu'ils avaient traversées en ce dimanche mémorable se trouvaient un certain nombre d'habitations, dans une immense plantation dont les habitants s'étaient enfuis à la hâte à l'approche de l'armée anglaise. Il s'y trouvait également le traditionnel petit monastère abandonné par les moines, qui, dans leur fuite, avaient abandonné les saintes images. Suivant les traditions puritaines, lorsqu'il s'agissait de l'Eglise catholique, le sanctuaire fut consciencieusement profané, car après avoir sorti une statue de la Vierge Marie, ils la bombardèrent d'oranges (56).

Dans un de ces centres ils trouvèrent une image d'une Vierge noire, qui montrait de quelle manière les Espagnols essayaient d'inculquer à leurs esclaves quelques rudiments de la foi catho-

(54) *Venables' Narrative*, 21, 128.

(55) *Idem*.

(56) *Venables' Narrative*, 128.



De la carte : " L'ISLE DE SAINT-DOMINGUE ", dressée en 1722 pour l'usage du Roy, par G. Delisle, premier Géographe du Roy, de l'Académie Royale des Sciences. (*Bibl. Nat. Pf 33*). Phot. L. Moreau, Paris.

lique. Il est plutôt intéressant de remarquer, à ce sujet, que les Anglais de la Barbade ne s'étaient nullement préoccupés de convertir leurs esclaves au christianisme. Parlant de leur condition, Birkenhead s'exprime ainsi :

« Vous auriez le cœur brisé de parler à ces esclaves noirs de l'île, surtout ceux qui sont le plus industrieux, avec lesquels je me suis parfois entretenu ; et leur ayant demandé s'ils connaissaient Dieu, ils me répondaient que non. Je leur demandai où ils allaient à leur mort ; ils me répondirent, dans la terre, et nulle autre part. De telle sorte qu'une fois arrachés à leurs superstitions natives, ils sont des athées dans la vraie acception du mot, sans aucune religion. Je leur demandai pourquoi ils ne se faisaient pas chrétiens. Ils me répondirent qu'ils ne pouvaient trouver personne pour les catéchiser. Leur ayant demandé s'ils désiraient apprendre, ils me répondirent, de tout leur cœur, ce qui, je le confesse, me serra le cœur (57). »

Pendant que les deux escadres faisaient voile vers l'Ouest, l'escadre de Penn croisait sans cesse devant le port de Saint-Domingue. Le lendemain après-midi, neuf vaisseaux étaient envoyés à un point de débarquement situé à cinq milles environ à l'est de la ville, mais en arrivant à la baie, la houle était si forte que le débarquement eût été dangereux (58). Dès qu'ils rejoignirent la flotte, l'amiral leur enjoignit de se rendre à la rivière Hine et d'y tenter un débarquement.

Le dimanche 15, les escadres qui avaient emmené l'armée à l'Ouest revinrent de Point-Nizao, apportant la nouvelle du débarquement des troupes de Venables, disant que tous avaient touché terre sains et saufs et que les Espagnols n'avaient fait aucune résistance. Un peu plus tard, la galère *Martin*, portant douze canons, et qui avait probablement Cox à son bord, revint d'une croisière d'inspection, mais n'apporta aucun

(57) *Thurloe*, III, 159.

(58) BARRINGTON, 7th Rep. Hist. Mss. Comm. 572. Il existe deux comptes rendus des préliminaires du débarquement de Buller à Hines Bay ; je me suis servi de celui de Barrington qui me paraît le plus vraisemblable. Il servit en qualité de lieutenant-colonel de Buller, et sa lettre était adressée à un de ses parents en Angleterre, de telle sorte qu'il n'avait aucun intérêt à travestir la vérité au sujet de ces détails, qui par eux-mêmes n'importent guère.

renseignement sur l'ennemi. Les marins racontaient avec enthousiasme comment deux navires espagnols de chacun quatre cents hommes avaient attaqué leur vaisseau plus faible : le combat avait duré trois heures et demie, et les Anglais s'en étaient tirés avec la perte d'un seul homme d'équipage.

Les neuf vaisseaux portant les troupes de Buller et d'Holdip revinrent de la baie d'Hine, et Dakins fit connaître qu'il était téméraire de tenter d'y débarquer, car des forces ennemies assez considérables étaient massées sur le rivage et s'y retranchaient en hâte (59). Le contre-amiral reçut l'ordre d'envoyer de gros navires à l'embouchure du fleuve et d'aider les troupes de toutes les manières possibles à débarquer en dépit des Espagnols. Une fois les hommes à terre, le vice-amiral resterait à l'ancre dans la baie et attendrait l'arrivée de Venables dont il ravitaillerait les troupes. Avant le départ, Penn enjoignit strictement à Buller de ne remonter la rivière que d'un mille au plus, et d'attendre Venables. Ces ordres étaient assez semblables à ceux que Buller avait lui-même reçus de Venables, de ne pas attaquer la ville avec sa petite troupe de 1500 hommes, mais d'attendre que Venables pût attaquer simultanément sur un autre point.

Aux premières heures de la matinée du 16 avril, le *Selby* se rapprochant du fort qui gardait l'embouchure de la rivière Hine, commença de le soumettre à un bombardement qui obligea bientôt l'ennemi à l'abandonner (60). A cinq heures, les troupes commençaient à débarquer, et vers midi tous étaient à terre. Penn étant fort désireux que le débarquement s'effectuât en bon ordre s'embarqua sur le *Martin* et se rendit en hâte à la baie d'Hine, où il demeura presque tout le jour (61).

Ce même soir, une forte brise chassa la flotte qui croisait devant Saint-Domingue à environ trente milles sous le vent. Le jour suivant elle cinglait à nouveau vers la ville et arriva devant la baie vers le milieu de l'après-midi, où Penn rejoignait le gros des forces à six heures.

Une fois ses quinze cents hommes débarqués, Buller fran-

(59) *Memorials*, II, 82.

(60) *Venables' Narrative*, 152 et 153.

(61) *Memorials*, vol. II, 84.

chit la rivière et marcha immédiatement sur la ville, sans se soucier des ordres formels qu'il avait reçus du général et de l'amiral. Barrington essaya d'excuser cette désobéissance par le fait que Buller avait reçu des renseignements qui lui permettaient de supposer que les Espagnols n'étaient pas en état de résister, et que s'il attaquait immédiatement, il avait des chances de s'emparer de la ville. Cette nuit-là, Buller campa à une lieue ou une lieue et demie environ de la ville ; une marche de sept milles avait affecté ses hommes de la même manière que ceux de Venables avaient eux-mêmes souffert. Ils furent bientôt épuisés d'avoir marché sous un soleil ardent, et sans eau (62).

Aux premières heures du matin, Buller envoya une corvée à la recherche de l'eau, et comme elle n'avait pas réussi à en découvrir, il jugea prudent d'avancer et de prendre la ville par surprise, risquant une chance de succès plutôt que de battre en retraite. En conséquence, il ordonna la marche en avant, sans attendre Venables. Buller pensa qu'il était « mieux de se battre que de reculer honteusement ». A une courte distance, l'avant-garde se heurtait à un fort. On s'aperçut rapidement qu'une troupe de 1500 hommes n'avait guère chance de le réduire, surtout dépourvus comme ils étaient d'échelles ou d'artillerie. Un détachement d'isolés fut maintenu à portée des canons ennemis qui ouvrirent le feu immédiatement, tandis que Buller convoquait en hâte ses officiers pour conférer (63).

A six heures du matin, le lundi, Venables et ses hommes entamaient la dernière étape de leur terrible marche vers la rivière Hine. A l'avant marchait le colonel Fortescue à la tête des isolés et de son régiment. En quatre heures, ils avaient passé devant deux grandes sucreries et traversé deux petites rivières, mais presque pas trouvé d'eau. Toutefois, quelques porcs et quelques oiseaux avaient été capturés. Vers dix heures, ils arrivaient en vue d'une grande sucrerie, où ils firent halte pendant deux heures. Ils reprirent ensuite leur marche et arrivèrent à la rivière Hine après un parcours de quatre milles seulement (64).

(62) 7th Rep. Hist. Mss. Comm., 572.

(63) *Ibid.*

(64) Venables' Narrative, 128-129.

Il y avait à peine une heure que Buller venait de partir de ce point, et en toute probabilité il se trouvait encore à portée de la voix des hommes de Venables lorsque ces derniers arrivèrent sur les berges du fleuve (65). Le contre-amiral avait avisé Venables que Buller avait débarqué le matin même et avait remonté la rivière sur une courte distance.

Whistler, qui servait dans la flotte et qui était si fortement en faveur de Penn dans toutes les controverses, donne des événements qui suivirent le récit que voilà : d'où il tenait ses renseignements, on l'ignore et l'on n'a pu le déterminer. Le général avait appris que les troupes du colonel Buller étaient engagées dans un combat avec l'ennemi, mais Venables ne chercha pas à se hâter de lui porter secours : au contraire, il fit reposer ses troupes et campa au bord du fleuve pour la nuit. Plus tard, un messenger de Buller démentait la fausse nouvelle d'une attaque disant que deux de ses détachements s'étaient rencontrés inopinément et dans la confusion avaient ouvert le feu l'un contre l'autre, blessant quatre hommes, « c'était tout ».

On trouvera une autre version des événements de la rivière Hine dans un excellent compte rendu anonyme émanant d'un membre inconnu de l'expédition. Tandis que l'armée se reposait au bord du fleuve, l'une des sentinelles aperçut un homme gisant sur la rive opposée, et, ayant nagé vers lui, s'aperçut qu'il avait affaire à un homme de l'armée Buller qui avait été laissé en arrière pour maladie. Il raconta le débarquement de Buller et la retraite des Espagnols abandonnant leur « vieux petit fort aux remparts de broussaille et de sable ».

Durant l'après-midi on rechercha un point guéable, imposant à l'armée une marche de dix à douze milles le long de la rivière (66), dans l'ignorance du fait qu'aux Indes occidentales les gués sont généralement situés sur une barre près de l'embouchure des rivières. Pour corser les choses, les isolés se perdirent. Ils ne trouvèrent ni Buller ni le gué, et décidèrent de passer la nuit dans une sucrerie qui se trouvait à environ sept milles

(65) DANIELL, *Thurloe*, III, 505. *Venables' Narrative*, Whistler, 153.

(66) *Venables' Narrative*, 120 et 26.

de Buller. Il n'y avait pas d'eau en cet endroit, de telle sorte qu'ils ne purent « se rafraîchir » ; leurs rations étant épuisées, ils n'avaient que des oranges ramassées le long du chemin.

Dans cette longue, fatigante marche de trente milles à travers une contrée tropicale inconnue, sans eau, l'armée avait perdu environ deux cents hommes (67) ; tout le pays avait été mis en alarme, et l'ennemi avait eu le temps de se préparer à recevoir les Anglais. Les Espagnols se réfugièrent dans la ville, après avoir comblé tous les puits sur un rayon de huit milles (68). Ils se tinrent « si près » de la ville que les Anglais furent incapables de capturer des prisonniers qui leur eussent fourni des renseignements, comme il était de tradition dans les armées de Cromwell (69). Venables se plaignit amèrement du temps perdu.

Le lendemain matin, les soldats, si épuisés de fatigue et de faiblesse qu'ils étaient pour ainsi dire hors d'état de servir, trouvèrent enfin un gué après une marche de trois milles. L'ayant passé, ils crurent avoir entendu les tambours de Buller et se hâtèrent d'avancer. Peu après ils arrivaient à une maison en charpente où ils trouvèrent un peu d'eau, et firent une courte halte. Venables mit l'occasion à profit pour envoyer un capitaine en éclaireur, mais trois heures s'écoulèrent et le capitaine ne revenait pas. Les recherches dévoilèrent que pour une raison quelconque le capitaine ne s'était pas représenté devant Venables (70). Le général convoqua sur le champ un Conseil des officiers. Tandis que ceux-ci discutaient leurs plans, un Irlandais fut amené devant eux. C'était un habitant de la ville, et il offrait de conduire les troupes à un endroit où elles trouveraient de l'eau en abondance. Venables soupçonnait fortement les intentions réelles du guide improvisé, s'il faut l'en croire, et proposait de rejeter ses offres ; mais les autres officiers, ainsi que Gregory Butler, crurent à la sincérité de l'homme. Et de la sorte, lorsque l'armée reprit sa marche, ce fut cette fois sous

(67) FORTESCUE, *Hist. of British Army*, I, 262.

(68) FORTESCUE, *Thurloe*, III, 650.

(69) VENABLES et BUTLER, *Thurloe*, III, 510.

(70) *Venables' Narrative*, 25-26.

la conduite de cet Irlandais. On marcha pendant trois milles, mais sans rencontrer d'eau. Ayant continué leur route, les troupes ne trouvèrent pas d'eau, mais se trouvèrent devant les troupes de Buller, dans le moment que le Conseil dont il a été parlé plus haut (celui de Buller), était en séance, juste à portée du fort. Il était quatre heures de l'après-midi lorsque Venables arriva sur les lieux (71).

Tous les témoins s'accordent à convenir de la trahison du guide, qui n'avait cherché qu'à jeter l'armée dans une embuscade sous les canons du fort Geronimo. Il paya plus tard cette trahison de sa vie. Whistler censure l'armée, cependant, pour ce que, trop confiante dans une victoire facile dès qu'elle rencontrerait l'ennemi, elle avait marché sans hâte et sans aucune précaution.

Le général immédiatement prit le commandement et donna ordre aux isolés d'avancer. Il saisit un mousquet, et accompagné d'un sapeur et d'un guide, marcha en tête des « sacrifiés » (72), afin d'inspecter le fort à loisir. En s'approchant, ils s'aperçurent que c'était une construction solide et bien défendue, d'environ 23 mètres de côté et 6 à 7 mètres de haut (73). Le général et ses deux compagnons marchaient sans défiance, sans penser que rien pût leur advenir.

La débâcle

Soudain, de derrière les arbres qui bordaient les deux côtés de la route, éclata un feu meurtrier. L'armée était tombée dans une embuscade, qui attaquait entre le général et les sacrifiés. Trompés par le mousquet dont le général était porteur, les Espagnols n'y prirent pas garde, cherchant à dérouter les isolés. Dans son récit de cette affaire, le général raconte avec indignation qu'il tomba *sur* l'embuscade, et non *dedans*, comme

(71) BARRINGTON, *Seventh Rep. Hist. Mss. Comm.*, 571. Venables' *Narrative*, 130.

(72) Venables' *Narrative*, 131-154. BARRINGTON 7th *Rep. Hist. Mss. Comm.*, 571.

(73) Venables' *Narrative*, 95- I. S. Harleian *Miscellany*, 5-16, dit que le fort n'était pas remarquablement fortifié, un simple mur de briques, de forme triangulaire, sans flancs, avec une garnison de trois cents hommes et neuf bonnes bouches à feu.

ses critiques semblent vouloir le faire croire. A la première occasion, Venables « s'en courut noblement derrière un arbre », et rejoignit son régiment aussi vite que possible. Les isolés furent tellement surexcités par cette attaque inattendue, qu'ils répondirent avec trop de hâte au feu de l'ennemi et « jetèrent leur poudre aux moineaux ». Là-dessus, les Espagnols chargèrent, se servant habilement de leurs lances qui étaient fort aiguës et « si larges qu'en frappant au corps elles font une si grande blessure que l'esprit et le souffle quittent le corps sur l'heure » (74). Les Anglais n'eurent pas le temps de recharger leurs armes et furent mis en déroute.

Les sacrifiés (75) tombèrent pêle-mêle sur les fusiliers du capitaine Pawlet, qui étaient environ cinquante, et à leur tour furent rejetés en grand désordre sur les « disciplinaires ». Pendant quelque temps, ceux-ci s'efforcèrent de maintenir l'ordre et de tenir bon, mais ils perdirent bientôt la tête et plièrent. A ce moment, le régiment des marins commandés par Goodson arriva en hâte et tomba sur l'ennemi (76). Rendus furieux par la lâcheté avec laquelle les soldats avaient plié, ils firent une contre-attaque vigoureuse qui balaya les Espagnols victorieux devant eux sur une bonne distance. Les Espagnols se replièrent sur le fort, et immédiatement leur grosse artillerie restée jusque là silencieuse dans la crainte de blesser leurs propres hommes, se déclina. Ce bombardement n'eut aucun résultat, bien qu'il « nous vexât fort ». L'avant-garde continua la poursuite sur une distance considérable passé le fort. Bientôt les canons de la ville entrèrent en action. Comme il faisait alors trop sombre pour continuer, l'ordre fut donné de camper.

Les pertes de ce premier engagement vraiment sérieux avec les Espagnols étaient, en nombre, insignifiantes, mais, comme on le verra par la suite, elles furent vraiment malheureuses.

(74) *Venables' Narrative*, 154-5, 196.

(75) *Memorials*, II, 85. Il y est dit que le commandant Blagg conduisait les isolés lors de cet engagement.

(76) *Venables' Narrative*, 131. D'après ce récit, un Irlandais conduisait les Espagnols.

Le capitaine Cox, le guide sur lequel on comptait si fort, avait été tué. Tués également le capitaine Cats, du régiment marin (77), le capitaine-adjudant-général Walters, Mr Temple (secrétaire de Venables) et Mr Mudford (le commissaire-secrétaire-adjoint). Environ vingt ou trente soldats avaient été tués durant cette escarmouche, où l'on avait lieu de croire que les pertes de l'ennemi avaient été moins lourdes. On ne possède aucun chiffre quant au nombre des blessés, l'un des témoins mentionne simplement que le major Blagg, de la brigade navale, avait été blessé. En dépit de leur épuisement extrême, les soldats avaient confiance qu'ils s'empareraient de la ville le lendemain matin, et qu'alors ils auraient à leur disposition de l'eau en abondance. Dans la soirée, un Conseil de guerre était réuni sous la présidence du général (78) et l'on y envisagea sérieusement l'état des troupes. Les officiers se rendaient fort bien compte que leurs hommes, pour beaucoup, se mouraient de soif, et que les vivres étaient épuisés. Venables prétendit que certains avaient déjà jeûné depuis quatre jours, sauf pour quelques fruits ramassés en cours de route. La majorité des hommes étaient extrêmement faibles, et le lieu le plus proche pour se ravitailler en eau était la ville. Avant de pouvoir s'en emparer, il fallait d'abord réduire le fort. Il est vrai qu'on y pourrait trouver de l'eau, mais il était fortement armé et défendu par une garnison importante, tandis que les Anglais étaient dépourvus d'artillerie ou d'échelles. Même s'ils réussissaient à s'emparer du fort, les chances de capturer la ville étaient minimes, car les hommes n'avaient plus que quatre à cinq ponces de mèche chacun. Venables prétendait de plus qu'en avançant plus près encore, ils mettraient la ville entre eux et la flotte, et se trouveraient ainsi coupés de leurs sources de ravitaillement en vivres et en munitions jusqu'après la conquête de la ville.

Pour toutes ces raisons, Venables estimait que la prudence constituait la meilleure part de la valeur, qu'avancer serait téméraire, se retirer au contraire amènerait plus tard la victoire.

(77) DANIELL le nomme « capitaine Watts ».

(78) *Venables' Narrative*, 27 et 155.

En conséquence il proposait de se retirer vers le point de débarquement de Drakes, tout en reconnaissant que cette tactique aurait pour effet de décourager grandement les troupes et d'accroître la confiance de l'ennemi.

Fortescue était d'avis que l'armée ne pouvait avancer à cause de la grande faiblesse des troupes, et Daniell semble avoir abondé dans ce sens, déclarant que « nécessité fait loi » (79). Soutenu par tous les autres officiers, le major-général Heanes combattit le général (80) ; ils voulaient attaquer la ville le lendemain matin même, tandis que l'armée était encore sûre de la victoire. La retraite ne servirait qu'à les décourager et à donner aux Espagnols le temps de préparer leur avance prochaine. Dans le moment, l'ennemi était en désarroi (81) tandis que les troupes anglaises étaient pleines d'entrain, en dépit de leur soif extrême.

Toutefois, Venables voulut absolument avoir le dernier mot (chose qui occasionna énormément de récriminations et de critiques), et à dix heures (82), ce même soir, l'armée reçut l'ordre de battre en retraite immédiatement. Deux heures après, les hommes exténués s'en retournaient péniblement vers le cours d'eau le plus proche qu'ils connussent, la rivière Ilíne, à environ six ou sept milles en arrière. Une forte arrière-garde veillait sur les traînants et les malades (84).

La brigade de Venables se dirigea sur la sucrerie où elle avait campé la nuit précédente, et le contingent de Buller (85) retourna vers son point de débarquement. Vers six heures du matin, le 17, l'armée atteignit la rivière Ilíne, après une véritable nuit de cauchemar ; un grand nombre de soldats étaient tombés sans connaissance, beaucoup mouraient avant d'arriver à la rivière. Dans l'après-midi, l'armée se mit en marche pour rejoindre le régiment de Buller sur la grève, près de l'embouchure

(79) DANIELL, *Thurloe*, III, 506.

(80) WHISTLER, *Venables' Narrative*, 155.

(81) BARRINGTON, *Seventh Rep. Hist. Mss. Comm.*, 572.

(82) DANIELL, *Thurloe*, III, 506.

(83) *Venables' Narrative*, 131.

(84) DANIELL, *Thurloe*, III, 506.

(85) BARRINGTON, *7th Rep. Hist. Mss. Comm.*, 571.

du fleuve. Deux à trois cents hommes étaient morts pour la plupart de soif et de dysenterie, sans que, jusqu'à présent, aucun résultat eût été atteint.

Les opérations navales, 17-23 avril.

Le mardi après-midi, ainsi qu'il a d'ailleurs été dit, la flotte faisait à nouveau son apparition en vue de la ville. Le lendemain, Penn donna l'ordre de se rapprocher encore un peu, et quelques-unes des frégates allèrent même jusqu'à jeter l'ancre à portée des canons de la citadelle et du fort (86), qui se mirent immédiatement à bombarder la flotte (87). Les Espagnols ne réussirent cependant à infliger aucun dommage; leurs canonnières étaient si médiocres que la plupart des projectiles manquaient le but de loin. Les marins les payèrent amplement de retour, mais il fut impossible de connaître exactement les dégâts occasionnés en ville par leur bombardement. Lorsque Dakins l'eut avisé que l'armée avait été repoussée et s'était retirée jusqu'à l'Hine, Penn avisa Venables qu'il était prêt à bombarder le fort et à s'en emparer avec l'aide de ses équipages, mais le général n'accepta pas cette proposition. Dakins raconte qu'il fit de son mieux pour aider Venables et envoya à terre de la mèche, de l'eau-de-vie, et tous ses menuisiers, qui s'occupèrent activement à confectionner des échelles d'assaut (88). Le duel engagé entre les canons de la flotte et les forts espagnols dura toute la journée du lendemain sans que les cinq navires, qui se tenaient à bonne portée, en éprouvassent grand dommage. A onze heures, Venables, le commissaire Butler et Mr Cary vinrent s'entretenir avec Penn des événements qui s'étaient passés à terre au cours des quelques dernières journées. L'après-midi même, Venables et Mr Winslow rejoignaient l'armée.

Le lundi 23, le *Swiftsure*, le *Paragon*, le *Gloucester*, le *Marston-*

(86) *Memorials*, II, 84-85.

(87) PENN, *Thurloe*, IV, 28.

(88) *Memorials*, II, 85.

Moor, avec quelques autres petites unités, jetèrent l'ancre à portée des canons de la ville et du fort de Geronimo, tandis que cinq ou six frégates croisaient de çà, de là, sous le vent, tout en demeurant en vue.

Winslow resta une grande partie du temps avec l'amiral Penn, tandis que Gregory Butler se tenait avec le général Venables ; quoique cette division des commissaires fût peu satisfaisante, c'était la seule manière possible. Daniell regrette cette division en ces termes : « ...Nulle délibération n'était valable sans son sceau (Winslow) et celui du général Penn, ce qui obligea notre noble et infatigable général à effectuer autant de dangereuses traversées sur de petites brigantines pour s'en aller sous le vent chercher leur consentement, ce qui à chaque fois causant tant de retards, décourageait les soldats, enhardissait l'ennemi et lui donnait le temps d'organiser sa résistance, d'augmenter ses effectifs, de se consulter et de faire épier nos points faibles, tandis que nous n'avions ni renseignements, ni connaissance du pays (89) ».

Les opérations militaires, 18-24 avril.

Pendant six jours, l'armée démoralisée campa sur la grève, tandis que sa situation empirait tous les jours. Les vivres avaient énormément baissé, et le peu qu'elle en avait était fort médiocre. La soif était atrocement aggravée par le « bœuf le plus affreusement salé » et le biscuit « moisi, noir et sale » qui étaient distribués aux hommes. Pas de cognac ou de « liqueur reconfortante », de telle sorte que les hommes se résignaient à boire en grande quantité de l'eau du fleuve, laquelle, traversant une mine de cuivre, ne faisait qu'augmenter leur soif (90) et allonger la liste des malades.

(89) DANIELL, *Thurloe*, III, 506 : « ...no consultation could come to account without his (Winslow) and General Penn's stamp, which made our noble and unwearied general to have so many dangerous passages in little brigantines to loose windward for their consenting advice, which every time differing caused so much delay, embased the soldiers, encouraged the enemy and gave them time for all possible resistance, to increase their number, effect their counsel, and espy our weakness, wee having noe intelligence, knowledge of the country. »

(90) *Idem*.

Pendant la journée, la chaleur était excessive et à l'action déprimante des rayons brûlants du soleil s'ajoutait celle des sables qui les renvoyaient comme une fournaise (91). Les tentes étaient un luxe dont l'armée n'avait pas été pourvue (92). Et chaque soir, la chaleur tropicale de la journée était suivie d'une pluie torrentielle et de froid, qui augmentaient fort les souffrances des soldats.

La mortalité parmi les troupes atteignait soixante décès par jour (93) causés par le « flux de sang » (dysenterie aiguë). Au lieu d'améliorer l'état physique et moral de l'armée, cette semaine de « repos » ne servit qu'à démoraliser les hommes et à rendre plus incertaine que jamais la conquête de Saint-Domingue. Dans ses commentaires, Daniell disait que la situation et les circonstances du séjour sur la grève « avaient si bien rempli les corps de dysenterie, à la violence de laquelle nul n'échappait, que ce répit fut plutôt un affaiblissement, au lieu d'un réconfort (94) ».

Venables lui-même tomba extrêmement malade, et à sa demande fut transféré à bord du navire du contre-amiral (95) où sa femme le soigna, abandonnant l'armée sur le rivage à son triste sort. Chaque soir, sauf deux exceptions (96), le général se rendait à bord du navire pour y passer la nuit, et ce manque de solidarité apparent envers ses hommes, avec sa répugnance à partager leurs tribulations et leurs misères, éveillèrent énormément de récriminations et de critiques. Leur confiance en lui en fut grandement diminuée. Le général se trouvait si bien à bord du navire qu'il résolut d'y demeurer deux ou trois jours de plus qu'il n'était nécessaire (97), sans souci des souffrances

(91) BARRINGTON, 7th Rep. Hist. Mss. Comm., 572.

(92) FIRTH, *Cromwell's Army*, 250.

(93) WHISTLER, *Venables, Narrative*, 156.

(94) DANIELL, *Thurloe*, III, 506. « ...so soaked our bodyes with flux, and none escaping the violence, that our refreshment proved a weakeninge, instead of support. »

(95) *Memorials*, vol. III, 85.

(96) *Thurloe*, III, 755.

(97) *Venables' Narrative*, 155. « But Generall Venabelles, being aboard of our ship, and haveing a good ship under him and his wife to be by his side, did not fele the hard ship of the Souldgers that did he one the sand untell the Raine did waish it from under them, and having littell or noe vitteles, and nothing to drink but water. »

des hommes qui perdaient de jour en jour leur valeur combattive.

Dans l'intervalle, les préparatifs d'une seconde attaque de la ville se poursuivaient activement. Selon Whistler, Penn commanda au contre-amiral de faire préparer de la viande nuit et jour sur les navires jusqu'à ce qu'il y en eût suffisamment pour approvisionner l'armée. Du cognac et du pain seraient également envoyés à terre. Whistler prétend que ce fut chose faite, quoique Venables nie avoir reçu aucune aide de Dakins.

Ce dernier avisa Penn, le samedi 22, que son escadre travaillait activement au débarquement des provisions, mais que la mer était si grosse et que les vagues se brisaient si loin du rivage que la tâche était difficile et périlleuse. Une embarcation avait déjà chaviré, et trois hommes avaient perdu la vie (98). En dépit de ces obstacles, toutefois, ils réussirent à débarquer des échelles d'assaut ainsi que des barils d'eau, également un mortier (emprunté à la Barbade), des grenades à main, deux autres petits canons et des espingoles. Deux unités légères, le *Convertine* et le *Discovery*, furent envoyés aussi près du rivage que possible, et débarquèrent des affûts de campagne pour les trois pièces d'artillerie (99).

Un petit parti d'Espagnols attaqua la garde du camp le samedi matin, tuant dix soldats (100). L'alarme fut donnée, et le colonel Fortescue, avec cinq cents hommes (qui par hasard étaient en rang à ce moment-là), repoussèrent immédiatement l'attaque. L'ennemi fut aisément repoussé après avoir laissé sur le terrain vingt-six hommes, y compris le chef de l'expédition (101).

Whistler, dont le récit semble toutefois être moins véridique que celui de Barrington, donne de cette sortie une

(98) *Memorials*, II, 87.

(99) DANIELL, *Thurloe*, III, 506.

(100) BUTLER, *Idem*, 755. BARRINGTON, 7th Rep. Hist. Mss. Comm., 572. Whistler et l'écrivain anonyme racontent que cet engagement eut lieu le vendredi et ils donnent le nombre des tués comme étant une trentaine.

(101) *Memorials*, vol. II, 86. L'auteur anonyme du récit de Venables donne la date du vendredi, six ou sept Espagnols tués ainsi qu'un Anglais, 132.

version différente. A l'en croire, le capitaine Stevens avait fait ranger ses hommes, et en entendant l'alerte donnée par les sentinelles, se hâta de leur porter secours. Il distança rapidement ses soldats, et bientôt se trouva engagé dans un corps à corps avec le chef espagnol. Au moment où ses hommes arrivaient, Stevens était blessé, mais son lieutenant, se jetant sur l'Espagnol, le transperça de son sabre. Les soldats eurent tôt fait de mettre les Espagnols en déroute, après en avoir tué trente, « des nègres, pour la plupart ».

Pendant le cours de cette même semaine, les pertes causées par la maladie s'augmentèrent de celles causées par le massacre, dans les buissons, de nombreux soldats surpris par les chasseurs espagnols, assistés de nègres et de mulâtres. Au début, un certain nombre d'hommes s'aventuraient dans les bois à la poursuite du bétail, mais bien peu en revinrent, les autres étant sournoisement tués à coups de lances par les Espagnols, dissimulés derrière les taillis (102).

Les officiers se mirent à réclamer à grands cris que l'on sortît de l'inaction, étant donné que le moral de leurs troupes baissait de jour en jour par suite des ravages de la maladie et de leur oisiveté forcée.

A la fin, le 24 avril, Venables réunit un Conseil en vue de discuter les plans de la seconde attaque projetée contre Saint-Domingue. La question la plus épineuse à trancher était la route à suivre et la disposition des troupes. Le major-général Heanes, le colonel Buller, le capitaine Gregory Butler, le lieutenant-colonel Clark (qui faisait partie du régiment du major-général), Barrington, et en fait la plupart des colonels, étaient d'avis de partager l'armée en deux divisions. L'une devait marcher directement sur la ville ; l'autre suivrait un itinéraire détourné et attaquerait la ville de l'Est ou du Nord-Ouest (103).

Venables et Fortescue étaient plutôt d'avis de marcher ensemble contre le fort Geronimo, après quoi l'on attaquerait

(102) BARRINGTON, *Seventh. Rep. Hist. Mss. Comm.*, 572. Venables' Narrative, Whistler, 156.

(103) BARRINGTON, *Seventh Rep. Hist. Mss. Comm.*, 572. BUTLER, *Thurloe*, III, 755. *Memorials*, II, 87.

la ville. La question ayant été mise aux voix, le général, Fortesue, Doyley, Holdip et quelques autres se prononcèrent pour cette dernière solution, tandis que la majorité était pour la division des forces. Toutefois, le général était si résolu qu'il l'emporta et fit à sa guise. En critiquant cette détermination de la part de Venables, Butler disait qu'il ne voyait aucunement la raison qui le faisait agir ainsi, « sinon sa répugnance à s'en aller de son côté, pensant, comme je le crois, que quatre mille hommes n'étaient pas suffisants pour assurer sa propre sécurité (104) ». Venables résolut donc de marcher d'ensemble contre l'ennemi, vers la ville, suivant la route déjà parcourue (105).

La seconde attaque.

Après avoir discuté pendant quelque temps sur l'opportunité d'emmener le mortier et les deux autres pièces d'artillerie, ou de les démonter afin de les envoyer par eau à un point plus rapproché de la ville, ils décidèrent finalement de se rallier à la première alternative.

Dans l'après-midi, le duel d'artillerie engagé entre le fort et le *Martin* et le *Portland* se poursuivit presque sans interruption, sans grand résultat.

Des lettres de Venables ainsi que de Dakins parvinrent vers minuit entre les mains de Penn, l'avisant que l'armée était sur le point d'effectuer une nouvelle avance, et se proposait d'atteindre la baie (près de la ville) dans la soirée ou aux premières heures du matin. Venables projetait de dépasser Geronimo et de se diriger vers une petite baie qui avait été découverte par le capitaine Crispin (106), et demandait à Penn de lui envoyer à cet endroit des vivres et des munitions.

La marche en avant commença de bonne heure le lendemain matin, après une légère distribution d'eau-de-vie afin de « remonter » les hommes ; mais il y en avait si peu que, d'après Daniell, « une bonne cuiller eût contenu la ration d'un

(104) BUTLER, *Thurboe*, III, 755.

(105) BARRINGTON, *Seventh Rep. Hist. Mss. Comm.*, 572.

(106) *Memorials*, II, 87-88.

homme (107) ». Le mortier et les deux autres canons furent halés le long de la route par des soldats et non par des chevaux ; d'autres portaient des pioches, des bèches, des calebasses d'eau, des havresacs, etc... Etant donné leur extrême faiblesse, les hommes étaient totalement incapables de supporter ces fardeaux qui, « épuisant les plus forts, rendaient les faibles absolument inutilisables (108) ».

Dès que l'armée eut quitté la baie, Gregory Butler se rendit en hâte auprès de Penn afin de le mettre au courant des projets du général. L'amiral ordonna immédiatement qu'une force de onze navires (109) se rendit à portée de Saint-Domingue et se préparât à prêter main-forte à l'armée dès que celle-ci approcherait de la ville. Ils devaient bombarder et raser les remparts. La flotte fit des préparatifs pour envoyer à terre des provisions pour ravitailler l'armée, cependant que le duel d'artillerie entre l'ennemi et la flotte se poursuivait durant toute la journée.

Dans la nuit, les troupes campèrent dans les bois, confiantes dans l'espoir de s'emparer du fort, puis de la ville, dès le lendemain matin (110). La marche en avant se poursuivit aux premières heures du matin du 26, Venables se proposant de capturer le fort Geronimo, où l'armée avait été victime d'une embuscade neuf jours auparavant, puis d'attaquer énergiquement la ville. Les « sacrifiés » qui comprenaient environ 500 à 600 hommes (111), tirés proportionnellement de tous les régiments (112) étaient commandés par l'adjudant-général Jackson

(107) DANIEL, *Thurloe*, III, 506. Whistler commet l'erreur de donner la date d 24 avril comme date de l'avance décidée, version corroborée également par l'écrivain anonyme dont le récit est donné dans l'appendice des récits de Venables. Il n'est pas douteux que l'avance commença bien le 25, ainsi que Barrington, Butler et Daniel en font foi.

(108) DANIEL, *Idem*, 506.

(109) *Memorials*, II, 88. *Swiftsure*, *Paragon*, *Marston Moor*, *Gloucester*, *Laurel*, *Arms of Holland*, *Portland*, *Selbye*, *Falmouth*, *Hound*.

(110) DANIEL, *Thurloe*, III, 506 ; BUTLER, *Idem*, 755 ; BARRINGTON, *Seventh Rep. Hist. Mss. Comm.*, 572.

(111) Butler et Venables prétendaient que les « sacrifiés » comprenaient 400 hommes (*Thurloe*, III, 510), l'enseigne Fowler disait 500 (*Memorials*, II, 88) ; l'écrivain anonyme dont le récit est publié *in extenso* dans l'appendice de *Venables' Narrative*, es time leur nombre à 240.

(112) *Memorials*, II, 88.

L'incorporation, dans les avant-gardes, de détachements prélevés sur les divers régiments, était une pratique dont les Anglais avaient maintes fois fait usage, la plupart du temps avec des résultats désastreux, car un corps hétérogène ne saurait à vrai dire avoir un réel « esprit de corps », les hommes n'ayant pas entière confiance dans leurs camarades. Cette leçon n'a porté ses fruits que récemment, lorsque les troupes anglaises, (ainsi que l'a fait observer Fortescue, le célèbre historien de l'armée anglaise), éprouvèrent de sérieux revers à Majuba Hill et au Soudan, en grande partie à cause de cette manière d'organiser leurs avant-gardes. Venables donna à Jackson des ordres très stricts d'avancer avec précaution et d'envoyer des éclaireurs sur chaque flanc, dans les bois qui bordaient la route. Il espérait ainsi déjouer les embuscades que les Espagnols pourraient avoir préparées. Tous les récits constatent que Jackson négligea d'observer à cet égard les instructions reçues.

Les « piquiers » anglais avaient été soigneusement instruits dans l'usage de leurs armes contre les charges de cavalerie, mais n'étaient pas destinés à s'en servir contre les charges d'infanterie. Jackson eût dû les placer à l'avant, mais commit la grave erreur tactique de les former à l'arrière (113). Non seulement il commit ces déplorables fautes de tactique, qui causèrent aux Anglais des pertes sérieuses, mais il aggrava encore les choses par sa lâcheté. S'il avait suivi les coutumes de l'époque et se fût comporté de manière à mériter les éloges de ses collègues, il eût pris la tête de ses « sacrifiés » ; il n'en fit rien. Il se tint au contraire constamment en arrière (114), après avoir enjoint au capitaine Butler et au lieutenant Clark de se mettre en avant. Cette poltronnerie fut l'objet de sévères critiques et ne passa pas inaperçue des soldats. Daniell rapporte que c'était en effet de la couardise, ajoutant toutefois qu'il doutait que Jackson l'eût fait par trahison ; tandis que Venables déclare sarcastiquement que Jackson prit soin de se placer

(113) *Venables' Narrative*, 28, 33.

(114) *Idem* et BUTLER et VENABLE, *Thurloe*, III, 510 ; DANIELL, *idem*, 507.

« assez près pour s'attribuer les honneurs s'ils fussent advenus, et assez en sûreté pour pouvoir s'enfuir à l'occasion ».

Le capitaine Butler était un bon soldat et un brave guerrier, mais plutôt dépourvu de l'expérience nécessaire en ce genre de combats, comme l'était d'ailleurs la majorité des officiers. Vers quatre heures de l'après-midi, l'armée se rapprochait du fort (115). Derrière les sacrifiés s'avançaient les autres formations de l'armée, dans l'ordre suivant : les « disciplinaires », les fusiliers du capitaine Pawlet, la cavalerie du capitaine Carpenter (avec le major-général, Venables, et le reste de l'armée). L'armée anglaise suivait un chemin bordé de chaque côté de bois épais, où seulement cinq ou six hommes pouvaient marcher de front, sans se douter qu'elle arrivait près de Geronimo.

La Déroute

Soudain, le capitaine Butler tomba innocemment au beau milieu d'une embuscade. Les Espagnols avaient laissé les « sacrifiés » s'avancer jusqu'au beau milieu de la zone dangereuse, et les accueillirent d'un feu nourri. Pris au dépourvu, les Anglais commirent la même faute qu'ils avaient déjà faite à la bataille précédente, c'est-à-dire de tirer « tout d'un coup » (116). L'ennemi fit halte pour recevoir la décharge, et se mit à charger furieusement ; les premiers rangs tinrent bon et les regurent en bon ordre, envoyant une seconde décharge dans les rangs des assaillants. C'est alors que l'entrée en jeu des piquiers eût été véritablement opportune, mais ils étaient trop loin en arrière. Le capitaine Butler se battit avec une grande bravoure et pendant un moment réussit à maintenir le bon ordre parmi ses hommes ; il fut tué au bout de quelques instants, et ses soldats commencèrent à perdre courage. C'est alors que Jackson eut peur et « fit volte-face et s'enfuit honteusement », il fut le premier à fuir (117). Lorsque l'arrière des « sacrifiés » vit Jackson

(115) *Venables' Narrative*, 33 et 158.

(116) *Idem*, 133.

(117) *Venables' Narrative*, 33 (confirmé par tous les comptes rendus).

agir de la sorte, ils furent pris de panique, jetèrent leurs armes et s'enfuirent à toutes jambes derrière lui. Les premiers rangs, se voyant abandonnés, suivirent le mouvement, et le corps entier vint se jeter en plein contre les « disciplinaires ».

Ceux-ci s'efforcèrent faiblement de tenir pied, puis cédèrent à leur tour. A ce moment-là, l'état des choses était devenu angoissant, et l'affaire tournait rapidement à la déroute. Six cents hommes en grand désordre et confusion, n'ayant qu'un seul désir, se sauver, se jetèrent tête baissée sur les fusiliers du capitaine Pawlet ; mais que pouvaient quatre-vingts hommes pour arrêter la panique d'un nombre presque huit fois plus considérable (118) ? Le capitaine Pawlet s'efforça, lui aussi, de résister, mais fut tué au bout de quelques instants, et ses hommes suivirent la panique. Tout était alors dans un état de confusion et de tumulte indescriptible. Ceux de l'arrière, qui eussent probablement vaillamment combattu, se trouvèrent dans l'impossibilité d'avancer. La cavalerie de Carpenter se prépara à charger, mais fut enveloppée et immobilisée dans le chemin, et jetée dans le plus grand désordre par l'infanterie en retraite. La cavalerie ne fit qu'aggraver les choses. Et durant ce temps, l'ennemi avançait rapidement, ne faisait pas de quartier, et n'éprouvant pour ainsi dire aucune perte.

Un millier d'hommes étaient alors en pleine panique, et en peu de temps deux autres régiments les suivirent. A ce moment, les gros « canons » du fort ouvrirent le feu, crachant « de la mitraille, de la ferraille, des canons de pistolets brisés, et toutes sortes d'autres calamités du même genre », sur la masse compacte des Anglais en désarroi (119).

C'était pour l'artillerie un but facile, et salves sur salves tombaient dans les rangs de cette grouillante horde, causant des ravages terribles. Ce n'était plus une retraite, ou une déroute : c'était une débâcle, un massacre.

(118) Tous les témoins s'accordent sur les principaux événements de cette déroute, la fuite d'une réserve après l'autre.

(119) DANIELL, *Thurloe*, III, 506. « ...le détachement tout entier des « sacrifiés » vint se jeter dans les « disciplinaires » ; tous, aussi soudainement, s'en vinrent donner dans la cavalerie, tous mélangés et massés dans une passe aussi étroite, où six hommes ne pouvaient tenir de front ; les bois qui la bordaient abritaient l'ennemi posté pour nous prendre de flanc... ».

La seule note consolante à ce sombre tableau fut la vaillante résistance du major-général, un homme que tous ses contemporains louaient sans réserve ; officiers et troupiers, soldats et marins, l'honoraient et le louaient hautement (120).

Quand la débandade atteignit son régiment, celui-ci se mit à charger les fuyards afin de les repousser et de les amener à se ressaisir. Il semblait que ce fût impossible, et même ses hommes furent gagnés par la panique et firent volte-face, abandonnant dans leur fuite Heane à lui-même, mais lui refusa de reculer. Il fit un effort désespéré pour résister, appelant deux « files » à la rescousse. Mais eux ne voulurent l'entendre. Alors, en désespoir, il réclama « dix hommes seulement, et nous les battons ». Mais de nouveau sa voix tomba dans le désert. Deux seulement eurent le courage de demeurer à ses côtés pour affronter l'ennemi. Bien qu'Heane eût pris la tête de ses troupes avec seulement à la main un léger sabre de parade pour donner des ordres, il attaqua un énorme cavalier espagnol qui le raillait et le repoussa jusqu'au bord de la route. Celui-ci s'enfuit dans les bois, mais revint bientôt accompagné de huit lanciers. Ceux-ci tombèrent sur les trois Anglais qui pendant quelques moments soutinrent une lutte inégale. Heane réussit à tuer l'un des Espagnols, mais fut bientôt transpercé d'une lance ; un de ses camarades fut tué. Thomas Boys, le troisième soldat, voyant tomber Heane, se porta à son secours, mais il fut mortellement atteint, et voyant qu'il ne lui restait plus que quelques minutes à vivre, détacha de sa hampe le drapeau qu'il portait et s'en enveloppa le corps avant de mourir. Ainsi périrent trois braves qui avaient essayé de faire leur devoir en face d'immenses obstacles ; il n'y eut personne dans toute l'armée qui ne pleurât la mort du major-général.

Pendant ce temps, les Espagnols poursuivaient les troupes anglaises, tuant, tuant, tuant. Le massacre était si grand que Barrington, Daniell et Whistler s'accordent à dire que les Espagnols devinrent « las de tuer », « peu ou point échappant de ceux qu'ils atteignaient de leurs lances ».

(120) *Memorials*, II, 90, et *Thurloe*, III, 514.

Quand la débâcle atteignit le régiment marin, elle commença de s'arrêter. Whistler, dont il convient de se rappeler qu'il était prévenu en faveur de l'armée de mer, affirme que les marins ouvrirent leurs rangs de droite et de gauche, afin de permettre aux soldats terrifiés de se frayer un passage ; puis ils refermèrent leurs rangs et affrontèrent l'ennemi d'un front solide. Il semble que ce récit soit assez véridique, car même Venables, tout accoutumé qu'il fût de blâmer la marine chaque fois que les choses tournaient mal, reconnaît que le régiment des marins s'avança à l'attaque sous la conduite du vice-amiral Goodson et de lui-même (121). Ceux des fuyards qui tentèrent de les retarder furent promptement rejetés dans les bois de chaque côté du chemin.

Pendant un moment, les Espagnols flottèrent devant l'assaut des marins qui se mirent immédiatement à gagner du terrain (122) ; cependant, l'infanterie en déroute continuait sa fuite le long du chemin étroit.

Cent cinquante environ des hommes du régiment du major-général aidèrent les marins dans leur résistance, s'il faut en croire Venables ; cependant que Daniell, qui était parmi eux, raconte qu'ils pénétrèrent dans les bois et contre-attaquèrent l'ennemi de flanc alors qu'il battait en retraite vers le fort. A mesure que les Espagnols reculaient, les Anglais gagnaient du terrain, retrouvaient leurs morts et maintenaient leurs positions, « même sous le feu et à côté même du fort » (123), sous le formidable tir des canons, et bien que chaque décharge tuât ou blessât huit ou neuf hommes (124).

Si nous en croyons le propre récit de Venables, il allait et venait dans les rangs, s'efforçant d'encourager les hommes et de leur faire mettre le mortier en batterie en bonne place pour bombarder le fort. Le général était tout affaibli par la maladie et était sur le point de s'évanouir lorsqu'il remit au colonel

(121) *Venables' Narrative*, 158.

(122) Tous les récits s'accordent sur le rôle des marins dans la bataille du 28 avril ; Whistler est le seul, toutefois, à dire qu'ils se déployèrent pour laisser passer l'infanterie.

(123) *DANIELL, Thurloe*, III, 506.

(124) *Venables' Narrative*, 29 et *BUTLER, Thurloe*, III, 755.

Fortescue la tâche de préparer l'assaut du fort pour le matin suivant.

L'armée campa près du fort Geronimo, attendant la journée du lendemain avec intérêt, car le moral était quelque peu exalté par la retraite ennemie, et ils s'attendaient pleinement à ce que le fort et la ville succombassent le lendemain. Les pertes de ce second engagement furent extrêmement lourdes, surtout lorsque l'on songe au nombre de vaillants officiers, pleins d'expérience, qui perdirent la vie ce jour-là. La mort de Heane était un coup particulièrement sévère et fut déplorée par l'armée toute entière. Un autre bon soldat, le commandant Ferguson, du régiment de Venable, avait été tué ainsi que de nombreux capitaines et lieutenants. Parmi les capitaines se trouvaient certains que l'on considérait comme les plus braves d'entre l'armée, les capitaines Butler, Pawlet, Hinde et Hancock. Le lieutenant-colonel Clarke, des « sacrifices », avait été tué dès le début du combat. Du corps des disciplinaires, dix-sept hommes sur cent avaient survécu. Le colonel Barrington déclarait catégoriquement que plus de cinq cents hommes avaient été tués (125) ce en quoi il était d'accord avec L. S. (126), qui donne le chiffre des morts à six cents. La lettre de Daniell disait que des centaines avaient été massacrés (127).

L. S., l'écrivain anonyme qui prétend avoir été témoin de l'action, et qui de plus semble avoir été particulièrement hostile à l'égard de Venable, donne les chiffres suivants : six cents hommes tués en cours de combat ; deux cents blessés dont la plupart furent achevés par les nègres et les mulâtres dans les buissons qui bordaient le chemin ; trois cents autres blessés, « la plupart dans le dos ». Il estime ainsi à onze cents le chiffre des pertes, ce qui semble trop élevé, lorsqu'on le compare avec les autres récits. Dans un bref compte rendu écrit par Charlevoix (128), les pertes sont données à six cents hommes tués.

(125) BARRINGTON, *Seventh Rep. Hist. Mss. Comm.*, 572.

(126) *Harleian Miscellany*, III, 517.

(127) *Thurloe*, III, 507.

(128) CHARLEVOIX, *Histoire de l'Isle Espagnole ou de Saint-Domingue*, II, 26-27. Son récit se poursuit dans l'*Art de vérifier les dates*, XVI, 75.

trois cents blessés et deux cents prisonniers. On ne dit pas d'où il tenait ces renseignements, mais il se pourrait qu'il y ait là une interprétation fausse des chiffres donnés par I. S. Aucun des récits anglais ne mentionne que les Espagnols eussent fait des prisonniers. En dehors des hommes, l'armée eut le déplaisir de voir enlever neuf drapeaux, un aux disciplinaires, un aux fusiliers de Pawlet, cinq au régiment de Venables, et deux au régiment du major-général (129).

Quels étaient les effectifs de ceux qui avaient frappé si sévèrement les forces anglaises ? Barrington et I. S. prétendent que les forces ennemies ne dépassaient pas cinquante, alors que le compte rendu anonyme qui figure dans l'appendice du « Récit de Venables », par Firth, donne le chiffre de quatre-vingts. L'enseigne Fowler les place entre cent et cent-cinquante (130). Les faits démontrent suffisamment que quatre-vingts Espagnols au plus prirent part au combat dans cet étroit chemin. Dans une lettre adressée à son frère, Thomas Noell dit que trois cents Espagnols prirent part à cette bataille ; il y comprend évidemment ceux qui occupaient le fort Geronimo (131).

Comme on l'a pu voir, les raisons de l'échec de cette attaque étaient nombreuses, la principale était les erreurs commises par Jackson, qu'I. S. a surnommé « le grand homme au petit courage », dans la répartition et la disposition de ses forces. Une autre cause de ce désastre réside dans le modèle et la qualité des piques dont se servaient les adversaires. Les armes anglaises étaient si longues et si lourdes qu'elles ne purent être maniées avec dextérité, surtout dans un passage aussi étroit que celui où les troupes se trouvèrent engagées. La plupart des piques anglaises utilisées dans ce régiment étaient les demi-piques fabriquées avec le bois de « chou » trouvé à la Barbade. Elles étaient d'environ deux pieds plus courtes que les « trois-quarts » des Espagnols. Les événements montrèrent, selon les expli-

(129) DANIELL, *Thurloe*, III, 507. I. S. prétend que neuf drapeaux seulement furent capturés, et donne une liste similaire à celle qui se trouve dans le récit de Daniell ; à l'exception du régiment du major-général dont un seul drapeau avait été capturé. *Harleian*, III, 517.

(130) *Memorials*, II, 89.

(131) *Thurloe*, III, 514.

cations données par L. S., que les Espagnols étaient plus habiles aux exercices de la lance.

Pendant la nuit, alors que l'armée était à portée du fort, mais occupait toutefois une position que le feu des canons ne pouvait atteindre, beaucoup s'en fallait, les préparatifs étaient poursuivis pour la lutte à laquelle tous espéraient prendre part le lendemain, dès le jour levé. Le mortier et les deux autres pièces (132) furent amenés en position, on coupa des arbres et l'on établit des retranchements (133).

Aux premières heures de la matinée du 27, Venable demanda au capitaine Hughes, de l'escadron du train, s'il pouvait utiliser le mortier contre le fort, ce à quoi il fut répondu négativement, d'après la conversation que le commissaire Daniell rapporte avoir entendue (134). Les tambours commencèrent à battre et les hommes se rangèrent, espérant que les ordres d'enlever le fort allaient leur être transmis immédiatement. Leur moral était infiniment meilleur qu'il n'avait été jusqu'alors, et ils étaient disposés à tenter la chance (135). A leur grande surprise, ils reçurent l'ordre de se préparer à battre en retraite, aussitôt que possible. L'affût du mortier fut brûlé et les boulets enterrés, puis le mortier fut monté sur un affût plus léger afin qu'ils pussent l'emmener. Après avoir enterré les morts de la veille, la retraite commença, Venable ayant pris soin de faire protéger les derrières de l'armée par une forte arrière-garde. Ils emmenaient le mortier, les deux autres pièces, leurs pelles et leurs bèches, mais jetèrent de grandes quantités de vivres et d'armes à feu dans leur retraite désordonnée et sans préparation : les soldats n'observaient pas même une apparence d'ordre, sauf l'arrière-garde. Leur seule pensée était d'arriver près de l'eau aussitôt que possible. Les Espagnols ne firent pas mine de les attaquer pendant qu'ils se retiraient.

De bonne heure, le lendemain matin, le général Venable

(132) BARRINGTON, *Seventh Rep. Hist. Mss. Comm.*, 572.

(133) *Harleian*, III, 517.

(134) DANIELL, *Thurloe*, III, 507.

(135) BUTLER, *Idem*, 755.

convoquait un nouveau Conseil (136) où il démontra l'urgence et la sagesse d'une retraite. Les troupes étaient extrêmement déprimées, Hughes n'avait pu placer son mortier de manière à pouvoir s'en servir effectivement contre le fort. Dans ces conditions, l'attaque d'un ouvrage aussi solide était vouée à un échec probable. Venables prétend que les officiers se prononcèrent à l'unanimité pour le retour à la rivière Hine ; Fortescue, au contraire, d'après Butler, soutenait qu'ils étaient tenus sur l'honneur de tenter l'assaut. Whistler blâme Venables de n'avoir pas informé ses officiers qu'une partie de la flotte, avec des provisions et de l'eau, était à l'ancre à moins d'un quart de mille de l'armée (137). Lorsque les troupes arrivèrent au bord de l'Hine, elles y campèrent et y attendirent les prochaines « décisions des grands ».

Les opérations navales, 25-27 avril

Pendant que les préparatifs en vue de la seconde attaque du fort Geronimo étaient poussés activement, Penn, selon le récit de son secrétaire, offrit d'envoyer deux ou trois navires qui mettraient le fort en pièces. Venables s'y opposa, prétendant qu'il voulait en faire un hôpital et se réservait d'assiéger la ville. L'amiral lui proposa alors d'envoyer la flotte dans le port pour y bombarder la ville juste avant que les troupes fussent prêtes à entrer en action, c'est-à-dire pour préparer leur attaque. Venables temporisa encore une fois, prétextant cette fois qu'il lui répugnait de détériorer la ville, qu'il ne fallait pas détruire, puisque les Anglais avaient l'intention de s'y établir, et que tout dommage infligé à la ville porterait atteinte à leurs intérêts dans l'avenir. Une fois de plus, Penn manifesta son désir de collaborer avec l'armée — cette fois en envoyant des navires avec de l'eau et des vivres et approvisionnements, à une

(136) *Venables' Narrative*, 29; BUTLER, *Thurloe*, III, 755; VENABLES et BUTLER, *Idem*, 510.

(137) *Venables' Narrative*, Whistler, 159.

baie située à un quart de mille de la ville — qui attendrait l'armée et la ravitaillerait de frais avant l'attaque. Le général Venables prit fort cette dernière suggestion et décida de s'y conformer. En conséquence Penn envoya quelques frégates qui jetèrent l'ancre près du point de débarquement de Crispin, la *Gilliflower* faisant fonction de « signaleur ». Les forts de la ville ouvrirent le feu sur ces navires, mais sans succès.

Les marins de la *Gilliflower* attendaient anxieusement l'annonce de l'approche de l'armée, lorsque dans l'après-midi du 26 une salve fut entendue dans la direction du fort Geronimo. Écoutant attentivement, ils en déduisirent que les canons du fort tiraient sur l'armée. Soudain, la direction du son changea et sembla venir du nord du fort, plusieurs salves se succédant. En quelques minutes, le son semblait venir de l'autre côté du fort, ce qui leur fit supposer que les Anglais avaient été repoussés. Plus rien ne se produisit qui pût leur donner une indication des événements qui s'étaient passés. Pendant la nuit, vers neuf ou dix heures, ils entendirent plusieurs décharges, puis deux encore vers quatre heures du matin. Ils surent plus tard qu'elles provenaient de fausses alertes, quelques soldats ayant été effrayés par des sons étranges entendus dans les bois. Le jour suivant, aucun signe de l'armée, mais dans la nuit du 27 avril, Butler rendait visite à la flotte et arrivait des bords de l'Hine avec la nouvelle de la seconde défaite de l'armée.

Winslow, Penn et Butler tinrent Conseil à bord du *Swiftsure*, et tous trois semblaient être d'accord pour tenter une troisième attaque. Dans la journée, ils se rendirent à bord du navire contre-amiral pour s'en entretenir avec Venables. Mais celui-ci et la majorité des officiers s'opposèrent formellement à leur projet, disant qu'envoyer à nouveau leurs troupes contre les Espagnols serait pure folie.

Du 27 avril au 3 mai

Si mauvaise que fût la situation de l'armée entre le 17 et le 25 avril, elle le fut infiniment plus après leur second échec. Tout d'abord, les vivres étaient fort rares (138), surtout le pain et la viande. La dissension entre l'armée et la flotte devint plus apparente durant cette période. Les marins et leurs officiers étaient tellement écœurés de ce dernier échec de l'armée qu'ils négligèrent complètement ceux qu'ils en étaient cette fois arrivés à taxer de lâcheté. Le commissaire Daniell, le mystérieux I. S. et le général Venables s'accordent dans leurs constatations du traitement que l'armée reçut de la flotte, celle-ci refusant d'envoyer d'autres approvisionnements aux chefs de l'armée (139). L'auteur du journal de bord du *Swiftsure*, auquel il est fait allusion par Granville Penn, mentionne ouvertement que les marins en étaient venus à éprouver à l'endroit des soldats un mépris qu'ils ne cherchaient nullement à dissimuler. L'amiral déclara que l'armée devrait désormais assurer sa propre subsistance, et qu'il l'avait nourrie assez longtemps. « S'ils ne veulent combattre, ils peuvent jeûner jusqu'à ce que la flotte soit pourvue ».

Tout le jour, les hommes restaient étendus sur le sable brûlant sans occupations définies que celle d'attendre la décision de leurs chefs. La nuit, ils essayaient de dormir sur la plage tandis que les lourdes pluies tropicales descendaient sur eux en torrents. Faut-il s'étonner que la maladie se répandît à vue d'œil, si l'on songe à ces extrêmes températures, et à leur ignorance absolue de l'hygiène tropicale (et même de toute hygiène)? Il était inévitable que les hommes devinssent de jour en jour

(138) *Seventh Rep. Hist. Mss. Comm.*, 572. C'est probablement après la seconde défaite que Thomas Gage, alors chapelain de l'armée, fit un sermon tiré du texte : « Et Josué dit : Hélas ! Seigneur, pourquoi as-tu amené ton peuple par delà le Jourdain, pour nous livrer aux mains des Amorites qui veulent notre destruction ? Plût à Dieu que nous eussions été satisfaits de notre sort et que nous fussions demeurés sur l'autre rive du Jourdain. » *Josué*, VII, 7.). *Firth Rep. Hist. Mss. Comm.*, 176.

(139) DANIELL, *Thurloe*, III, 507 ; *Harleian*, III, 517. *Venables' Narrative*, 32, 160.

plus faibles. En quelques jours, 95 % des soldats étaient malades (140), c'est-à-dire que 7.000 hommes au bas mot étaient portés comme tels sur les contrôles.

Pendant les quelques premiers jours, les plus forts et les plus audacieux s'aventurèrent dans les bois pour y pourchasser le gibier ; mais en raison des meurtres incessants commis par les nègres et les mulâtres, il fallut renoncer à se ravitailler de cette manière. L'armée en fut alors réduite à manger ses chevaux et ses chiens, sans même avoir du sel comme préservatif ou comme condiment. La disette était si grande, selon I. S., qu'ils en vinrent à manger « les peaux, les entrailles, et tout ». Whistler disait que nul soldat ne pouvait abandonner son cheval pour une minute sinon : « les fantassins l'eussent tué et à demi rôti » avant son retour, s'il ne faisait diligence.

Au cours d'une délibération qui eut lieu fort probablement le 28 avril, les accusations suivantes furent prouvées sous la foi du serment contre l'adjudant-général Jackson : « Qu'il avait désobéi aux ordres en négligeant de protéger ses flancs ; qu'il avait placé les piques à l'arrière, alors qu'il eût dû les mettre au front ; et qu'il avait remis à un capitaine et à un lieutenant la conduite des « sacrifiés », tandis qu'il suivait en arrière ; qu'il avait été le premier à s'enfuir et n'avait pas voulu s'arrêter. » Le Conseil de guerre, cour martiale, destitua Jackson, ordonna que son épée fût brisée sur sa tête, et le condamna à devenir un « fauberteur » afin de tenir le navire-hôpital propre, pour la santé de ceux qui, par sa conduite malhonnête et sa lâcheté, avaient été blessés (141) ». Un sergent fut condamné à être pendu pour avoir jeté ses armes pendant le combat du 25 en criant à ses hommes : « Messieurs, sauve qui peut, nous sommes tous perdus ! » Sur sa poitrine on épingla un écriteau qui étalait sa lâcheté. Plusieurs femmes qui furent trouvées sous l'habit masculin furent condamnées à des châtimens divers, les officiers reçurent l'ordre d'arrêter toutes les

(140) *Seventh Rep. Hist. Mss. Comm.*, 572.

(141) *Venables' Narrative*, 33 ; *Daniell, Thurloe*, III, 507 ; *Harleian*, III, 517.

femmes d'allures suspectes, dont la majorité était venue de la Barbade en même temps que l'armée, cette île, selon plusieurs écrivains du temps, « ne produisant guère autre chose (142) ».

De nombreux Conseils et délibérations furent tenus au cours desquels Penn, le commissaire Butler et Winslow s'efforcèrent de démontrer l'urgence d'une troisième tentative. Venables et les officiers de terre s'y opposèrent en disant que ce serait folie, étant donné la crainte et la faiblesse des troupes. Barrington également dit que ce serait « extrêmement dangereux ». Les officiers proposèrent de former entre eux un « régiment et de tenter la chose, et ainsi « de vivre et mourir ensemble », mais Winslow ne voulut pas en entendre parler. Penn était désireux d'envoyer la flotte bombarder la ville, chose que, l'on s'en souvient, Venables prétendit avoir proposée le 10 avril.

L'armée était totalement découragée et terrorisée ; sur ce point, tous les récits de l'époque sont d'accord. Cette terreur apparaît clairement dans une anecdote contée par le récit véridique de Barrington et aussi dans le nouveau récit anonyme que reproduit Firth. Une certaine fois, de 1000 à 1500 hommes étaient au bord du fleuve lorsque l'un d'entre eux, voyant un nègre s'écria : « L'ennemi, l'ennemi ». Immédiatement, tout le régiment fut frappé de terreur et jeta bas ses armes (ca. 500) et s'enfuit à toutes jambes. Un détachement fut envoyé pour se rendre compte des causes d'une alerte aussi chaude, ne trouva aucune trace de l'ennemi et rapporta les armes (143). La nuit, les crabes géants de l'île erraient aux alentours, faisant craquer leurs pattes, avec un bruit qui résonnait aux oreilles des soldats terrifiés comme le cliquetis d'autant de baudriers. Les sentinelles tiraient fréquemment sur les vers luisants, qu'ils prenaient pour les mèches de l'ennemi (144). Barrington, en décrivant cette situation, dit que toutes ces choses « mettaient une telle mort dans l'âme de nos soldats que si à un moment quelconque un détachement avait reçu

(142) *Venables' Narrative*, 35. La réputation des habitants de la Barbade était fort médiocre, aux yeux de presque tous les officiers.

(143) *Seventh Rep. Hist. Mss. Comm.*, 573.

(144) *Venables' Narrative*, Whistler, 160.

l'ordre de se porter en avant, les hommes se fussent enfuis à la vue de l'ennemi, quelque réduit qu'en fût le nombre. Ils étaient tellement atterrés qu'ils « n'avaient pas même la mentalité ordinaire des enfants, tant ils étaient changés (145) ».

La décision d'attaquer la Jamaïque

À la suite d'un nouveau Conseil, il fut décidé finalement d'essayer de frapper l'Espagne par la Jamaïque. De nombreuses raisons militaient en faveur de cette décision. Les hommes se rendaient compte que Saint-Domingue était une île immense, si boisée et si montagneuse qu'il faudrait des troupes plus considérables et meilleures que celles dont ils disposaient pour la réduire. La Jamaïque était un point d'attaque infiniment plus favorable, étant plus petite, et moins peuplée, et de plus, sa capture par l'Angleterre serait infiniment plus sensible à l'Espagne, parce que la flotte espagnole s'y *ravitaillait d'une manière habituelle* (146). La Jamaïque était réputée comme la *plus salubre et la plus fertile* de toutes les îles auxquelles les Anglais pourraient s'attaquer (147). Et de plus, comme le disait Modyford, elle était « infiniment plus propice aux coups de main contre la flotte espagnole, surtout l'escadre de Carthagène, qui faisait halte en vue de la Jamaïque, sur le chemin de la Havane ». A l'en croire, « sa perte causerait plus d'ennuis à la cour d'Espagne que celle de dix autres îles... »

Conformément à la décision du Conseil, les ordres furent donnés pour préparer l'embarquement des troupes. Le 30 avril, deux navires furent détachés au large de Saint-Domingue afin d'éloigner les navires anglais qui pourraient s'aventurer dans le port, pensant que la ville était tombée au pouvoir de l'armée.

(145) *Seventh Rep. Hist. Mss. Comm.*, 573.

(146) DANIELL, *Thurloe*, III, 507, 510, 650. La Jamaïque offrait plus de chances d'atteindre la puissance de l'Espagne.

(147) MODYFORD, *Idem*, 565 ; VENABLES et BUTLER, *Idem*, 510.

Les officiers de terre décidèrent de laisser les marins à terre jusqu'à la dernière minute, dans la crainte que la flotte ne mit la voile et ne laissât l'armée à son propre sort, faute par eux de prendre cette précaution (148).

Ainsi se termina l'un des plus grands fiascos et l'une des entreprises les plus embrouillées parmi celles que mentionnent les annales de l'armée britannique. Aucun avantage n'en fut retiré ; la presque totalité des hommes étaient malades, les approvisionnements presque épuisés, et les pertes avaient été très sévères, la grande majorité provenant naturellement de maladie. Whistler estimait à un millier le chiffre total des tués et des blessés. La plupart de ceux-ci souffraient de coups de lance dans le dos. Venables est certainement au-dessous de la vérité lorsqu'il affirme que les pertes totales entre le 14 avril et le 1^{er} mai n'étaient que de 700. Barrington est d'accord avec Whistler, en disant qu'un bon millier constituait le chiffre total des pertes. Tout autant que Venables était toujours enclin à sous-estimer la vérité afin de se mettre à couvert, « I. S. » semble toujours avoir exagéré. Dans le cas présent, il affirme que des 9.700 hommes qui avaient commencé la campagne, il n'en restait plus que 8.000. Entre le 14 et le 18 avril, les pertes de la flotte avaient été de 116 hommes.

Certains historiens ont, dans le passé, attribué l'échec de cette entreprise à l'amiral Penn ; d'autres cherchent à démontrer que Venables en fut seul responsable. Il est presque impossible et déplacé de chercher à déterminer à qui incombe la responsabilité de ce désastre. Il est parfaitement évident que Penn et Venables ne marchaient pas d'accord. Les actes et les décisions de Venables semblent avoir été celles d'un chef incapable, et malgré tout, ses états de service dans la campagne d'Irlande étaient tout à fait excellents. Il convient d'observer qu'il s'agissait pour l'Angleterre de sa première expédition militaire dans les régions tropicales. L'organisation et l'approvisionnement d'un corps expéditionnaire de 10.000 hommes était pour l'administration de l'armée un problème absolument nou-

(148) *Venables' Narrative*, 35.

veau. En notant les choses requises pour assurer le succès d'une entreprise semblable dans les pays chauds, ils négligèrent de faire entrer dans leurs prévisions des tentes ou des bidons d'eau. Nul ne savait comment faire face aux problèmes hygiéniques avec lesquels l'armée se trouverait en prise à Saint-Domingue comme à la Jamaïque. Une autre raison de cet échec réside dans la qualité des troupes employées : tous les récits du temps s'accordent à constater qu'elles étaient plus que médiocres (149).

(149) *Harleian*, III, 513, 515. L. S. en parle en ces termes : « Common cheats, thieves, outlaws, and such like persons, who had long time been in the exercise of their dexterity of wit, and were now making a fair progress unto Newgate, from whence they were to proceed towards Tyburn; but considering the inconveniences of their passage, very politely directed their courses another way... if we look with an impartial eye... raw soldiers, vagabonds, robbers, and renegade servants, certainly these soldiers must be the very scum and mire dregs of corruption... », « tricheurs de bas étage, voleurs, hors-la-loi, gens de mauvaise vie, les uns sans cervelle, qui n'ont longtemps vécu de leurs tours d'adresse et de leur esprit subtil, qui avaient déjà fait de grands progrès sur le chemin de Newgate d'où ils s'acheminaient sur Tyburn ; mais qui devant les dangers de la route ont très prudemment changé de direction... Si nous les considérons d'un œil impartial... des soldats grossiers, des vagabonds, des voleurs, des serviteurs infidèles, certes ces insulaires ne peuvent être que la lie de toutes les lies, et la fange de la corruption ».

CHAPITRE XII

La conquête de la Jamaïque

Puisque, au grand désappointement des marins, il avait été décidé de quitter Hispaniola, il était urgent de terminer l'embarquement des troupes au plus vite, car le mois de mai amènerait l'aggravation de la saison des pluies et diminuerait d'autant les chances de succès. Une grande partie des troupes s'embarqua le 2 mai (1) et le lendemain (2) le reste des hommes était installé à bord. Toutefois, les chevaux ne furent pas emmenés, peut-être à cause du manque de fourrage ; une centaine de magnifiques animaux furent immolés sur la plage au moment du départ des troupes. Certains de ces chevaux valaient environ 30 livres sterling (3). Le régiment de Fortescue fut le dernier à partir (4).

La flotte se réunit au large de l'embouchure de l'Hine le 4 mai (5) et avant de mettre la voile, un Conseil fut réuni (6), au cours duquel Penn insista pour qu'une troisième tentative fût faite. Il proposait que la flotte fît une courte croisière de trois ou quatre jours pour permettre aux troupes de se reposer et de se remettre de leurs fatigues et de leurs maux. De la sorte, s'ils revenaient inopinément, les Espagnols seraient pris par surprise et le succès pourrait enfin couronner leurs efforts.

(1) *Seventh Rep. Hist. Mss. Comm.*, 573.

(2) *Thurloe*, IV, 28.

(3) *Seventh Rep. Hist. Mss. Comm.*, 573.

(4) *Memorials*, II, 96.

(5) *Thurloe*, IV, 28, et *Memorials*, II, 96 ; DANIELI, *Thurloe*, III, 507 et BARRINGTON, *Seventh Rep. Hist. Mss. Comm.*, 572 donnent la date du départ au 3 mai ; les manuscrits suivants donnent le 5 mai. *Rawlinson Mss. D. 1208*, f. 62, *Bodleian Library*, *Sloane Ms. 3296*, *British Museum*.

(6) *Memorials*, II, 97.

Les chefs de l'armée soulevèrent de telles objections qu'il fallut abandonner le projet. Au cours de cette délibération, il fut arrêté que les troupes recevraient les mêmes rations que les équipages, et qu'en débarquant à la Jamaïque, elles toucheraient trois jours de vivres en plus de la ration de la journée. Deux jours plus tard, le commissaire Winslow tombait malade, « dégoûté de la disgrâce de l'armée (7) », et il mourait dans la soirée du 7 mai (8). Venables, toutefois, se remettait de sa maladie.

Le mardi 8 mai, la flotte côtoyait l'extrémité ouest de Saint-Domingue, dont le rivage était sur une grande distance égal et bas, tandis que l'intérieur des terres était élevé et accidenté (9). Au loin on apercevait l'île de Navasa « comme un jeu de boules diminutif ». Les paroles suivantes de Whistler dépeignent clairement l'état d'esprit des hommes, alors qu'ils passaient devant Saint-Domingue :

« ...et nous lamentant à chaque fois que nous regardions cette île, qu'il dût être dit que nous, Anglais, quittions une île aussi honteusement que nous avions dû laisser celle-ci : notre général étant presque suffoqué faute de pouvoir donner libre cours à son indignation et convaincre l'armée de sa lâcheté ; mais il jugea plus sage de garder le silence et de leur prodiguer tous les encouragements qu'il lui fut possible, pour éviter qu'ils fissent de même là où nous allions (10). »

Le commissaire Winslow fut immergé, dans la matinée, salué de quarante coups de canons qui lui rendirent les honneurs avant le départ. Le même soir, les navires arrivaient à l'extrême ouest d'Hispaniola, qui semblait assez élevée (11).

(7) *Idem*, 98.

(8) *Thurloe*, IV, 28.

(9) *Memorials*, II, 99. Le septième jour fut observé dans le jeûne, comme un jour d'expiation ; Winslow était fort malade.

(10) *Venables' Narrative*, 136, 161 : « ...and Lamenting every time wee did loock on this Iland, that it should be saide that wee Englishmen should leaue such an Iland soe baslie as wee did leaue this : Our Gennerall being all most choked for want of venting and telling the Armie of thayer Basnis But he thought it wisdom rather to be silent, and to quee them all the Incorraidgment he could, lest they should doue the like whar we ware goeing. »

(11) *Memorials*, II, 99. 18 de l'escadre de Penn, 12 de l'escadre du vice-amiral, et 10 de celle du contre-amiral.

Dans la matinée de mercredi, la flotte arrivait en vue de la Jamaïque (12), qui était encore à bonne distance; d'après L. S., ils étaient à environ 40 milles par le sud de l'île (13). Le voyage de Saint-Domingue à la Jamaïque s'était effectué dans le délai assez rapide de sept jours, en raison des vents favorables (14).

Les préparatifs du débarquement des troupes furent immédiatement mis en train. Une proclamation enjoignit à tous officiers ou soldats de tuer tous ceux qui feraient volte-face ou quitteraient les rangs sans permission; quiconque désobéirait à cet ordre passerait en cour martiale, et, s'il était dûment convaincu de culpabilité, serait puni de mort (15). Les chefs de l'armée étaient décidés à éliminer le plus grand nombre possible de poltrons, et en conséquence firent savoir aux troupes :

« Que ceux qui ne voulaient pas combattre étaient priés de demeurer à bord », ce que beaucoup acceptèrent avec empressement, si l'on en croit Whistler (16).

Le 9, le colonel Clark succombait à la fièvre. Il avait fait partie du régiment du major-général Heanes, et lorsque celui-ci perdit la vie dans le désastre du 26 avril, Clark lui avait succédé dans son grade et ses attributions. Il fut immergé, dans la matinée du 11 mai (17).

Depuis 10 heures, le mercredi soir, jusqu'aux premières heures de la matinée du jeudi, la flotte se tint à proximité du rivage de la Jamaïque, et le jour venu mit toutes voiles dehors afin d'atteindre le port le plus proche aussi tôt que possible. Avant qu'elle y pût parvenir, cependant, le calme obligea les navires à jeter l'ancre à environ un mille un quart du port (18). Une demi-heure après, un vent frais s'éleva, et vers onze heures, la flotte entra dans le port spacieux, sûr et bien abrité qui

(12) *Thurloe*, IV, 28; *7th Rep. Hist. Mss. Comm.*, 572; *Memorials*, II, 99; *Harleian Miscellany*, III, 520.

(13) *Harleian*, III, 520.

(14) *7th. Rep. Hist. Mss. Comm.*, 573.

(15) *Memorials*, II, 99; *Harleian*, III, 520; *Venables' Narrative*, 35.

(16) *Venables' Narrative*, 162 : « That thos which were not willing to fight they did desier them to stay aboard ».

(17) *Memorials*, II, 99-100.

(18) *Venables' Narrative*, 162.

avoisinait la ville de Saint-Iago de la Vega (19). Daniell estimait que la baie était assez vaste pour contenir « 500 voiles des plus grands vaisseaux » (20) ; tandis que le livre de bord du *Swifsure* donne une estimation de mille navires (21).

La victoire

Le général Penn entra le premier à bord de son navire, car on l'avait entendu dire qu'il « ne confierait pas le soin de l'attaque à l'armée s'il pouvait approcher avec ses vaisseaux (22) ». Il ordonna que le *Martin* et tous les autres vaisseaux de faible tonnage entrassent dans le port aussi vite que possible, près de l'endroit désigné pour le débarquement (23).

Le *Martin* arriva si vite qu'il manqua s'échouer (24) et jeta l'ancre à proximité d'un fort qui ouvrit immédiatement le feu dans sa direction. Le *Martin* répliqua vigoureusement, sans que grand dommage en résultât de part et d'autre (25). Dès que la flotte tout entière eût jeté l'ancre, les hommes s'occupèrent activement de terminer les préparatifs de l'attaque qui devait avoir lieu vers la fin de l'après-midi. Le contre-amiral, conformément aux ordres de Penn, se rendit en barque de vaisseau en vaisseau, donnant aux capitaines les instructions utiles pour le débarquement des troupes, instructions qui furent exécutées dans le plus grand ordre (26).

Penn et Venables se rendirent en hâte à bord du *Martin*, lorsque tout fut prêt pour l'attaque. Le capitaine du navire reçut l'ordre de s'approcher encore un peu plus du rivage. Les embarcations portant les soldats qui devaient débarquer en premier se tenaient à l'arrière du *Martin*, attendant le signal

(19) *Memorials*, II, 99 ; *Harleian*, III, 520 ; 7th Rep. Hist. Mss. Comm. 573.

(20) *Thurloe*, III, 507.

(21) *Memorials*, II, 103. Whistler est d'accord avec Daniell, *Venables' Narrative* 169.

(22) *Thurloe*, III, 755.

(23) *Idem*, 507 et *Venables' Narrative*, 162.

(24) *Thurloe*, III, 755, *Venables' Narrative*, 162.

(25) *Memorials*, II, 99 ; *Venables' Narrative*, 162.

(26) 7th Rep. Hist. Mss. Comm., 573.

de se ruer vers le rivage. Soudain, les embarcations surgirent de derrière le *Martin*. Les soldats virent environ cinq cents Espagnols massés sur la grève, prêts à la résistance (27). Les canons tiraient du rivage sur les embarcations. Les régiments de Fortescue, de Buller et de Carter avaient été désignés pour atterrir les premiers (28). Arrivés à proximité du rivage, les embarcations s'arrêtèrent, et un Espagnol leur demanda pour-quoi ils étaient venus (les Anglais n'avaient pas encore fait usage de leurs mousquets) et reçut cette réponse « pour avoir de la viande fraîche et des pièces de huit ». L'Espagnol répliqua qu'ils étaient les bienvenus, mais certains de ses compagnons semblaient moins disposés à céder sans combattre (29). Là-dessus, les embarcations s'approchèrent à toute vitesse du rivage, sous la protection des canons du *Martin*, et à peine les quilles avaient-elles touché le sable que les soldats sautèrent à l'eau, dont ils avaient jusqu'à la ceinture, et chargèrent vers le rivage (30).

Les Espagnols perdirent courage, tournèrent les talons et s'enfuirent en désordre, sans faire mine de résistance (31). Les Anglais ne tentèrent nullement de les suivre, mais se rangèrent en ordre de bataille et attendirent l'arrivée de Venables (32).

On se rendit compte alors que les Espagnols avaient élevé sur le rivage trois ouvrages fortifiés ou parapets (33) derrière lesquels étaient montés quatorze canons qu'ils avaient abandonnés dans leur fuite (34). Les deux récits reproduits dans l'appendice de l'ouvrage de Firth, *Venables' Narrative*,

(27) *Venables' Narrative*, 35, 162. Barrington dit que dans la crainte d'une résistance acharnée, les embarcations s'arrêtèrent à proximité du rivage, et une petite frégate reçut l'ordre de s'approcher à toutes voiles et de bombarder l'ennemi ; ce qui eut son effet, car les Espagnols ne résistèrent pas davantage.

(28) *Memorials*, II, 99.

(29) *7th Rep. Hist. Mss. Comm.*, 573.

(30) *Venables' Narrative*, 1371, 63.

(31) *7th Rep. Hist. Mss. Comm.*, 573 ; *Harleian*, III, 520.

(32) *Venables' Narrative*, 63.

(33) *Harleian*, III, 520 ; DANIELL, *Thurloe*, III, 507, disait qu'il existait un fort avec neuf pièces d'artillerie « montées de diverses manières » et 500 Espagnols ; d'après Whistler, il y avait seulement 300 hommes ; *Venables' Narrative*, 137.

(34) *Memorials*, II, 99. Il y avait aussi deux petits vaisseaux espagnols près du point de débarquement, dont l'un fut coulé.

disent que trois seulement de ces canons étaient montés (35). Ces forts étaient « très résistants et à l'épreuve des boulets », et en conséquence les troupes se félicitèrent que les Espagnols eussent pris si aisément la fuite, car ils étaient encore plus nombreux que les forces ennemies qui avaient repoussé les Anglais à Hispaniola au prix d'un tel massacre ; l'enthousiasme s'accrut lorsque les soldats comptèrent pleinement quels obstacles les avaient attendus, car les Espagnols étaient abrités par des ouvrages bien fortifiés, tandis qu'ils avaient dû atterrir à l'aide de petites embarcations, sous la seule protection des canons du *Martin*. Il était heureux pour les Anglais que l'ennemi n'eût pas résisté, car, selon Barrington, « s'il avait résisté, je me demande fortement où nous en serions présentement » (36).

Dès que les trois premiers régiments eurent atteint le rivage, les autres furent débarqués de leurs navires et les opérations de débarquement battirent bientôt leur plein (37). Tandis qu'ils atterrissaient, le général Venables se promenait de long en large sur le pont du *Martin*, se demandant probablement quel serait le résultat de cette tentative contre la Jamaïque. Whistler a laissé des actions de Venables en cette occurrence le tableau suivant :

« Durant tout le temps que l'armée débarquait, il se promenait sur le pont du *Martin*, enveloppé de son manteau, son chapeau lui couvrant les yeux, ayant plus l'air d'un étudiant en physique que d'un général d'armée, et lorsque l'armée approchait de nous, des embarcations montèrent des acclamations, ce qui est d'usage en mer, lançant en l'air leurs casquettes. Mais le général Venables ne leur jeta pas même un regard d'encouragement, et se borna à enfoncer davantage son chapeau sur ses yeux, et à regarder de l'autre côté. Nombre de ses officiers s'en aperçurent. Mais notre général les appela, leur prodigua des encouragements, et leur dit que l'ennemi s'enfuyait (38) ».

(35) *Venables' Narrative*, 137, 163.

(36) *7th Rep. Hist. Mss. Comm.*, 573.

(37) *Venables' Narrative*, 163.

(38) *Idem* « For all the time that the Armie was landing, he was walking aboard of the *Martaine*, raped up in his cloake, with his hat ouer his eies, loueking as if he had abin astuding of fissick more then like a Genneral of an Armie ; and when the Armie

Le 11 mai, vers deux heures du matin, tous les hommes étaient à terre (39), et alors Venables désira s'y rendre lui-même, « voyant que l'ennemi avait abandonné ses forts, et qu'il n'y avait personne pour s'opposer à notre armée (40) ». Dès qu'il fut à terre, il convoqua un Conseil au cours duquel il fut décidé, dit Barrington, de marcher immédiatement contre la ville, qui n'était qu'à environ quatre ou cinq milles de là. Tous les officiers rejoignirent leur poste, espérant que l'ordre d'avancer serait bientôt donné par le major-général (41). Pour une quelconque raison, cet ordre n'arriva pas, et l'armée campa près de la plage jusqu'au lendemain matin, en dépit de la décision prise par le Conseil. D'après Barrington, cette halte fit « plus de dix mille livres de dommage à l'armée ». Après la délibération, Venables s'en retourna vers la flotte et demeura à bord jusqu'à huit heures du matin, « ce qui n'était pas dans les habitudes de Sa Grandeur de traiter ses troupes ainsi (42) ».

La version de Venables est totalement en contradiction avec celle-ci, car il prétend que « les officiers jugèrent plus sage de ne pas se mettre en marche cette même nuit, faute de guides (43) ».

Il est probable que l'armée s'était légèrement avancée vers l'intérieur si l'on en croit le livre de bord du *Swifsure* (peut-être s'agit-il simplement d'une avant-garde), car durant la nuit les marins eurent vent de la rumeur que l'armée s'était emparée de la ville, et que tous les habitants s'étaient enfuis (44).

Tandis que l'armée anglaise perdait ainsi un temps précieux près de son point de débarquement, les Espagnols s'occupaient

did come by us in Boates they did shout forth into a holow, which is a custome att sea, throwing up thayer Capes and Hate : But Gennerall Venabeles did not giue them soe much as one Louck for to Incoraidge them, but puled his hat ouer his eies, and did louck the other waye. Many of his commanders did tacke notis of it. But our Gennerall did call to them, giving them Incoraidgment, teling them that the enemye did rune. »

(39) *Memorials*, II, 100. Les récits de Venables semblent indiquer que c'était vers trois heures que le Conseil de guerre fut tenu. *Venables' Narrative*, 36.

(40) *Venables' Narrative*, 163.

(41) 7th Rep. Hist. Mss. Comm. 573. Dans une autre lettre Barrington disait : « Avant que l'arrière eût bougé, l'ordre fut envoyé à l'avant de ne pas bouger jusqu'à nouvel ordre ».

(42) Barrington à Disbrowe, *Thurloe*, III, 646.

(43) *Venables' Narrative*, 35.

(44) *Memorials*, II, 100. I. S. raconte qu'une avant-garde fut envoyée à la découverte et resta en dehors de la ville toute la nuit. *Harleian Miscellany*, III, 520.

activement. Après avoir réuni tout ce qu'ils pouvaient emporter, les hommes envoyèrent leurs familles devant eux et tous se rendirent dans la campagne en grande hâte, à quelques milles de la ville (45). Si les Anglais avaient attaqué sans plus de délai, Barrington était d'avis que les Espagnols et leurs trésors seraient tombés entre leurs mains, car ils ignoraient absolument la présence des Anglais jusqu'à ce que la flotte entrât dans le port.

Selon Venables, l'armée marcha sur la ville dès le lever du soleil (46), le 11 mai, mais Gregory Butler dit à Cromwell qu'il était neuf heures dès avant même que l'avance eût commencé, et qu'ainsi on ne profita pas comme il convenait de la fraîcheur matinale (47). Les troupes marchèrent à travers une savane jusqu'à la route qui conduisait à la ville. La route était bordée de bois épais, tout comme à Saint-Domingue. A environ un demi-mille de la plage, elles arrivèrent devant un petit fortin ou parapet, qui n'était pas défendu. A un mille de la ville, elles rencontrèrent un autre fort ouvrage armé de « deux énormes meurtriers pour balayer la plaine », mais l'ennemi l'avait également abandonné, bien qu'il fût si fort que « si l'ennemi s'était conduit en homme, il eût pu nous mettre à mal (48) ».

L'armée marchait le long d'une route étroite qui serpentait à travers des bois épais jusqu'à environ un demi-mille de la ville où, selon l'auteur cité par Granville Penn, elle arriva devant un fort armé de six ou sept canons, dont les défenseurs avaient cherché leur salut dans la fuite. Ayant parcouru encore une courte distance, la forêt se terminait brusquement, et devant elle s'étendait une immense, large plaine, qui s'inclinait doucement vers l'Est. Huit hommes seulement pouvaient marcher de front sur la route, mais on estimait qu'au moins 50.000 hommes pouvaient tenir en ordre de bataille dans la plaine (49), au milieu de laquelle était la ville espagnole appelée Saint-lago de la Vega.

(45) *Harleian*, III, 520. *Seventh Rep. Hist. Mss. Comm.* 573.

(46) *Venables' Narrative*, 36.

(47) *Thurloe*, III, 755.

(48) *Venables' Narrative*, 137.

(49) *Memorials*, II, 100.

Comme les troupes approchaient de la ville, quelques cavaliers espagnols vinrent à leur rencontre, arborant un drapeau blanc en signe d'armistice. Lorsqu'ils arrivèrent près de l'armée, l'un d'eux demanda qu'on le conduisît vers un officier, sur quoi ils furent tous amenés devant Venables. Les Espagnols demandèrent si les Anglais étaient simplement venus pour se procurer des vivres ou bien pour s'emparer de la colonie. Venables leur répondit que les Anglais étaient venus dans l'intention de demeurer et de soumettre la Jamaïque à l'autorité de Cromwell. Les Espagnols ayant demandé à conclure un traité, le général répondit que les Anglais n'entameraient de négociations qu'avec des personnes dûment accréditées à cet effet par le gouverneur espagnol. Sur quoi l'un des parlementaires rétorqua qu'ils allaient sur le champ transmettre cette nouvelle à leur gouverneur, qui se trouvait à trois milles de là, de l'autre côté de la ville, et que celui-ci enverrait des représentants dûment autorisés. Puis les cavaliers s'éloignèrent (50).

Vers deux heures de l'après-midi, les « sacrifiés » entrèrent dans la ville (51) sans rencontrer aucune résistance, tous les habitants ayant fui (52). La ville comptait environ quatre cents habitations, disposées sans la moindre apparence de symétrie. Chaque maison était assez éloignée des plus proches, pour assurer une certaine protection contre les ravages exercés par les vents et les pluies trop violents. A part une ou deux exceptions, elles étaient toutes extrêmement basses, sans premier étage (53). Il y avait également quatre ou cinq églises (54). Lorsque les soldats pénétrèrent dans les maisons des Espagnols, ils n'y trouvèrent rien, la ville était absolument déserte. Rien que les maisons et quelques meubles vermoulus, chaises brisées et coffres de bois (55). Le gros de l'armée arriva

(50) 7th Rep. Hist. Mss. Comm., 574.

(51) *Idem*, 573.

(52) *Harleian*, III, 520. Lorsque le 12 septembre, Penn fut convoqué devant le Conseil, il déclara que la population de la Jamaïque était d'environ 1200 à 1400 hommes, femmes et enfants ; il y avait cinq cents hommes en état de porter les armes. *Thurloe*, IV, 29.

(53) *Memorials*, II, 103 ; *Venables' Narrative*, 139. « Heere wee have above 1000 houses ». (Nous avons ici plus de mille habitations).

(54) *Venables' Narrative*, 98.

(55) 7th Rep. Hist. Mss. Comm., 574.

derrière l'avant-garde dans la ville (56). Lorsque les colonels se rendirent compte de l'état des lieux, ils virent que les Espagnols « n'étaient pas allés bien loin, car ils étaient tout fraîchement partis (57) », et s'en furent trouver Venables pour lui demander d'envoyer quelques détachements de troupes à la poursuite de l'ennemi afin de lui couper le chemin de la retraite dans les montagnes. Les Espagnols étaient à trois milles de la ville (58), mais si on les laissait s'enfuir en sécurité, il serait infiniment difficile de les prendre dans ces montagnes dont ils connaissaient les moindres passes, en revanche ignorées totalement des Anglais. Venables ne jugea pas que ce fût nécessaire, préférant ne pas molester les Espagnols et traiter avec eux. Il donna l'ordre d'organiser les gardes et de loger les troupes (59).

Ce même soir, quelques notables Espagnols vinrent entamer des négociations, apportant du vin, des fruits et de la volaille en offrande au général (60). Peu après, Venables leur demanda s'ils étaient pleinement autorisés à conclure des négociations et à traiter, à quoi ils répondirent négativement. Là-dessus, il refusa d'avoir plus à faire avec eux, mais leur ordonna de revenir le lendemain, pleinement munis des pouvoirs nécessaires par le gouverneur (61).

Selon Venables et Whistler, quelques Espagnols vinrent à nouveau parlementer avec les Anglais dans la matinée du samedi. Le général en mentionne seulement deux, un commandant et un prêtre, tandis que d'après Whistler il y en avait huit. Les Espagnols furent informés que les Anglais étaient venus à demeure, et non point pour prélever une rançon et se réembarquer ensuite, comme leurs compatriotes l'avaient si souvent fait aux Indes occidentales. Venables exigea qu'on lui envoyât chaque jour cent vaches, avec des approvisionnements de viande fraîche et de « pain de cassave », « car il refusait de traiter,

(56) *Harleian*, III, 520.

(57) *Venables Narrative*, 163. «The Spaniards ware not gone far: for thay ware nulygon»

(58) *7th Rep. Hist. Mss. Comm.*, 574.

(59) *Venables' Narrative*, 163.

(60) *Harleian*, III, 520.

(61) *7th Rep. Hist. Mss. Comm.*, 574.

faute de ces conditions (62) ». Les Espagnols s'engagèrent à les remplir. Il semble que les opinions soient partagées quant à la façon dont les Espagnols remplirent ces engagements. D'après Barrington, les colonels désiraient que Venables exigeât une semaine de vivres avant d'entamer aucune négociation ; mais il refusa de les suivre dans cette voie (63). Il semble que Barrington fasse évidemment erreur car un autre compte rendu également vraisemblable contredit cette déclaration et est corroboré par deux autres sources citées dans l'appendice de l'ouvrage de Firth, *Narrative of General Venables*. Daniell prétend que les Espagnols, « par engagement préliminaire, fournirent au fur et à mesure des besoins des quantités de bétail suffisantes (64) ». La longue lettre reproduite dans l'appendice D de l'édition Firth contenant les récits de Venables dit que, pendant que les négociations se poursuivaient, l'ennemi « nous envoya trois cents têtes de bétail maigre ». Whistler écrivait « in the meane time the enimie did daylie send into our Armie a mator of 200 befes a day ». (Dans l'intervalle, l'ennemi nous envoyait chaque jour deux cents bœufs). Il semble clairement que Barrington faisait erreur.

Venables informa les envoyés espagnols qu'ils seraient traités de la même manière que les Anglais avaient été traités à la Providence, déportés avec rien de plus que les vêtements qu'ils auraient sur le dos. Puis d'après Whistler :

« L'ennemi entendant ces articles en fut extrêmement attristé et demanda quelque temps pour y réfléchir. Il leur fut accordé un jour, après quoi ils devraient faire connaître leur réponse ; mais ils retardèrent encore de deux jours, disant que d'eux-mêmes ils ne pouvaient rien faire sans l'avis du gouverneur, et s'engagèrent à ce que le gouverneur vint lui-même nous rendre visite d'ici deux jours (65). »

(62) *Venables Narrative*, 36, 164.

(63) *7th Rep. Hist. Mss. Comm.*, 574.

(64) *Daniell, Thurloe*, III, 507.

(65) *Venables' Narrative*, 137, 164. « The enimie hearing of thes Artickelles ware very sad, desiering sume time for to consider of it : and one day being granted them : That being expièred thayer ancor was required : but they defered it tow dayes more, saying that of themselues thay could doue nothing without the Governor : and did ingaidg that the Governor should come him seluf with in 10 dayes Into vs ».

La version de Barrington est différente. Selon lui (66) les envoyés espagnols ne revinrent que si tard dans l'après-midi du samedi qu'il fut impossible de rien accomplir ce jour-là. Rien non plus ne fut conclu le lendemain, dimanche 13 avril.

Dans la journée du samedi, les matelots avaient débarqué 6.000 livres de pain, 3 jours de gruau d'avoine, 10 barils de poudre, 1200 livres de boulets et 70 écheveaux de mèche, et envoyé ces approvisionnements sur la ville. C'était tout ce dont ils pouvaient disposer, car les approvisionnements de la flotte avaient considérablement diminué. Le capitaine Mills, du *Falmouth*, mourut dans la journée du dimanche, et fut enterré le lendemain. Penn reçut une lettre de Venables le priant d'arriver en hâte à Saint-Iago pour participer aux négociations de paix, à laquelle il répondit par la promesse d'être sur les lieux mardi matin (67).

Le lundi 14 mai, les négociations furent reprises avec empressement, et un grand pas avait été fait (68) ; mais les Espagnols s'efforçaient encore de marchander et de gagner du temps, dissimulant et retardant les négociations autant qu'ils le pouvaient (69). Selon Whistler, Venables cherchait surtout sa propre gloire et son propre avantage. C'est également l'avis de tous les détracteurs de Venables ; alors que Daniell, qui prit toujours la défense du général, prétend que Venables était uniquement inspiré par sa connaissance de la faiblesse de l'armée anglaise. Le peu de confiance qu'il éprouvait à l'égard de ses troupes, à la suite de l'échec de Saint-Domingue, se manifeste d'ailleurs clairement en de nombreux passages de son récit.

(66) *Seventh Rep. Hist. Mss. Comm.*, 754.

(67) *Memorials*, II, 101.

(68) *Seventh Rep. Hist. Mss. Comm.*, 574.

(69) *Harleian Miscellany*, III, 529. : « Now Generall Venables was much puffed up with the thoughtes of those termes that the enimie were like to sine to, he knowing that it would be much to his aduantaig ; for if our Armie did fight, then our souldgers would gett all the plunder and Riches ; But if thays did yeld upon Artickles, then all was in his hands to doue as he did pleas ; but this is but our mild thoughts of him : god grant it may not prove a truth indeed ». (À présent, le général Venables était tout gonflé d'importance à l'idée des conditions auxquelles l'ennemi devait souscrire, sachant que cela serait tout à son avantage, car si notre armée combattait, nos soldats s'empareraient de tout le butin et de toutes les richesses. Mais s'ils souscrivaient à nos articles, tout lui revenait entre les mains pour en user à sa guise ; mais c'est là notre opinion bénigne à son égard : Dieu veuille qu'il n'en soit pas ainsi. » *Venables' Narrative*, 164.

En dehors de sa lâcheté, l'armée était encore affaiblie par la maladie contractée à Saint-Domingue, qui s'était encore aggravée pendant le séjour à bord. Les troupes étaient dépourvues de chevaux et ne pouvaient donc songer à poursuivre l'ennemi avec succès. D'autre part, les Espagnols étaient pour la plupart pourvus d'excellentes montures et connaissaient à merveille le pays. En conséquence, et pour toutes ces raisons, Venables jugeait préférable de « traiter » que de combattre (70).

Fortescue avertit les représentants espagnols que Venables était très courroucé de ce que leur gouverneur ne fût pas venu comme ils l'avaient promis. Ils demandèrent alors la permission de repartir pour le persuader de se hâter et demandèrent un sauf-conduit à son usage. Ces deux requêtes furent repoussées ; la première parce qu'aux yeux des Anglais les commissaires espagnols constituaient de précieux otages, et la seconde, parce que le gouverneur avait promis de venir sans que rien eût été stipulé au sujet d'un sauf-conduit.

Le mardi, l'amiral Penn se rendit à terre, accompagné d'un détachement de marins commandés par le capitaine Skirly, qui devait lui servir d'escorte. Penn, le vice-amiral Goodson et le capitaine Blagg chevauchèrent jusqu'à la ville et y arrivèrent dans la matinée (71). Penn et Venables eurent une entrevue au cours de laquelle l'amiral, après quelques menus changements, approuva tout ce qui avait été accompli ou projeté. Le gouverneur espagnol était attendu dans le même temps : Whistler parle de son arrivée en ces termes :

« Now the time being neare in which the enimie had promised to bring in the Governor of the Island to sine the Artickles a partie of 2000 men wose sent to mete him ; and goeing about a quarter of a mille out of the Toune they met him and brought him in : he was carried in a hammocka between the Negors upon a pole with to men a horsback to wait one him : But the Governor was soe Roten, and soe much eaten out with the pox, that he could neither goe, stand, nor seat, nor well lie ;

(70) DANIELL, *Thurloe*, III, 507.

(71) *Memorials*, II, 102, 104.

he was a very sad creator, the ennemie was ashamed that should see him (72). »

« L'époque approchait où l'ennemi avait promis d'amener le gouverneur de l'île pour signer les articles : un groupe de 2.000 hommes fut envoyé à sa rencontre, et étant arrivés à un quart de mille de la ville (environ quatre cents mètres), ils le rencontrèrent et l'escortèrent : il était porté dans un hamac entre deux nègres, sur une perche, avec deux hommes à cheval chargés de veiller sur lui. Mais le gouverneur était si pourri et tant dévoré de vérole qu'il ne pouvait ni marcher, ni se tenir, ni s'asseoir, ni rester confortablement couché : c'était en vérité une triste créature, et l'ennemi était tout honteux que nous dussions le voir. »

Penn et Venables pressèrent les Espagnols de signer le traité immédiatement, mais l'ennemi réussit à faire ajourner la décision finale au lendemain. Penn s'en retourna vers le port dans l'après-midi et Venables l'accompagna à cheval toute une partie du chemin (73).

Selon Whistler, le traité fut signé le 16, mais Venables, de même que le livre de bord du *Swiftsure*, donnent la date du 17 mai (74). Cette même nuit, Venables et Gregory Butler rejoignirent la flotte. Le traité entraînait la soumission absolue de l'île.

Les vivres envoyés assuraient à l'armée un ravitaillement passablement satisfaisant. Durant tout cet intervalle, les Espagnols eurent liberté d'entrer et de sortir de la ville (75) sauf les émissaires qui étaient considérés comme otages (76). L. S. prétend que certains Espagnols invitèrent quelques soldats anglais qu'ils firent boire, et dont ils apprirent l'échec de l'attaque de Saint-Domingue et la situation peu brillante de

(72) *Venables' Narrative*, 164. I. S. dit que le gouverneur était un vieux seigneur décrépit, plein de « maladie française » et amené dans un hamac entre deux hommes.

(73) *Memorials*, II, 104.

(74) *Idem et Venables' Narrative*, 36. BARRINGTON, 7th Rep. Hist. Mss. Comm., 574 et PENN (*Thurloe*, IV, 28), donnent la date du 15 mai, qui est une erreur évidente. Venables demeura à bord d'un des navires du 17 mai au 21, et se rendit à terre à quatre heures après-midi, le 21.

(75) *Harleian Miscellany*, III, 520.

(76) BUTLER, *Thurloe*, III, 650.

l'armée d'invasion (77). Ce qui encouragea les Espagnols à méconnaître le traité. Cette assertion est contredite par Whistler en ces termes :

« ...nous avons permis à l'ennemi d'aller et venir parmi nous et de se rendre compte de l'état de notre armée, ce en quoi nous eûmes tort : car ils étaient plus perspicaces que nous, en ne nous rendant pas la réciprocque ; mais quand certains de nos hommes allaient chez eux, ils les rencontraient, les complimentaient, cherchant à les empêcher de pénétrer dans le gros de leur groupement, car ils prétendaient que leurs femmes et leurs enfants avaient si grand peur de nous qu'ils s'enfuiraient hors de poursuite dans les bois s'ils venaient à apercevoir nos hommes parmi eux. C'est du moins ce qu'ils prétendaient, mais nous vîmes qu'il en allait autrement, car ils cachaient leurs chevaux et préparaient toutes choses pour emporter leurs biens, et bernaient notre pauvre bête d'armée avec ces contes... (78). »

Lorsque les colons espagnols furent instruits de l'état pitoyable de l'armée anglaise, ils résolurent de rompre le traité que leurs trois émissaires et le gouverneur avaient signé. Leur décision était encore fortifiée par leurs prêtres qui les effrayaient en leur disant que les Anglais les débarqueraient ailleurs qu'il était promis. Au lieu de les amener à l'endroit par eux choisi, les marins les laisseraient en quelque île peuplée d'Indiens qui haïssaient les Espagnols, et « ils seraient tous dévorés ». Les Anglais prétendraient que le mauvais temps les empêchait de débarquer ailleurs. La population sur ces entrefaites fit connaître qu'elles ne se considéreraient nullement comme engagée par les actes de commissaires et préférait vivre et mourir dans les montagnes plutôt que de quitter la Jamaïque. Vénables répliqua en menaçant de faire pendre leur gouverneur et ses trois commissaires si les habitants ne se soumettaient. Toutes ces menaces furent vaines (79). S'ils étaient débarqués en quelque place en Nouvelle-Espagne, ils seraient sans amis ni parents qui pussent les

(77) *Harleian*, III, 520.

(78) *Venables' Narrative*, 165.

(79) *Seventh Rep. Hist. Mss. Comm.*, 574.

aider, et ils « résolurent de mourir ici plutôt que de mendier là-bas (80) ». Les Espagnols ne se soucièrent donc pas plus des exigences anglaises, mais s'enfuirent sans encombre dans les montagnes, emmenant avec eux toutes leurs richesses (81). De plus, ils chassèrent devant eux les meilleurs chevaux. L'un des émissaires espagnols, Don Acosta, envoya son chapelain, « un nègre plein de discrétion », pour essayer de persuader la population de reconnaître le traité, mais eux se bornèrent à le pendre.

Venables prétend que l'un des commissaires, un colonel, qui était parmi les ennemis du vieux gouverneur, était la cause de la fuite des habitants dans les montagnes (82), au cours de laquelle ils « balayèrent et vidèrent le pays ».

Les officiers se rendirent bien vite compte que l'état de l'armée serait bientôt désespéré, bien que l'entreprise de la Jamaïque eût été, en apparence, heureuse jusqu'alors. Ils s'aperçurent qu'ils auraient un mal énorme à déloger les Espagnols de leur refuge dans les montagnes. Daniell dit même que ce serait

(80) DANIELL, *Thurloe*, III, 507.

(81) Barrington prétend qu'ils emmenèrent avec eux 3 000 esclaves qui eussent rendus de précieux services à l'armée; ce qui confirme le récit reproduit dans le livre de Firth, 137 (*Narrative of General Venables*).

(82) *Ibid.*, 39. Cette déclaration est confirmée par Whistler qui ajoute : « But one of thi chefest of them, being more sutell than the rest, did plead hard that he might goe upon his parroule, and that he could work much upon the peopell to being them into us, and upon his many vovs and prodistation of being true to what he had sined to, General Venables did lett him go upon his parroule. Now this Spaniard did know what would keep our sillie Armie quiat, and hee did daylie send in Cattell more or less to vs, and whilst our Armies were eating of befe, this Spaniard which did goe vpon his parroule did cose all the enminies to mount themselves and all thayer goodes a horseback, and soe fled vp into the Mountaines whar thay remained. But our Armie did not know thay ware gon, but lay looking when thay would send more Cattell into them. but the enminie faling them to dayes together, and thay being almost starved did send forth a partie to see what wos become of them, and thay finding them all gon did retorne to macke the General acquainted of it, which att the nuse wos very blank to see how baslie they had cosened him ». (Mais l'un des plus considérables, plus subtil que les autres, plaida instamment qu'on le laissât aller sur parole, et qu'il pourrait beaucoup pour influencer les habitants de se rallier à nous, et sur ses serments et protestations renouvelées de fidélité à ce qu'il avait signé, le général Venables le mit en liberté sur parole. Cet Espagnol savait bien ce qu'il convenait de faire pour faire tenir tranquille notre bête d'armée, et fit envoyer tous les jours du bétail en plus ou moins grande quantité, et tandis que nos armées se gorgaient de bœuf, cet Espagnol qui avait été libéré sur parole fit monter tous les ennemis à cheval avec leurs richesses et tous s'enfuirent dans les montagnes où ils se tinrent cachés. Mais notre armée, ignorant leur fuite, attendait qu'ils envoyassent encore du bétail; mais comme l'ennemi leur avait fait faux bond deux jours de suite, et que les troupes étaient affamées, elles envoyèrent à la découverte pour voir ce qui leur était advenu, et, voyant qu'ils s'étaient tous enfuis, s'en furent avertir le général, qui, à cette nouvelle, eut l'air tout déconcerté de voir avec quelle bassesse ils l'avaient trompé). »

une situation analogue à « celle des Tories irlandais, ou des bandits écossais ». La question était, pour se servir d'une figure plus moderne, quelque peu analogue à celle de la poursuite de Villa à travers les montagnes du Mexique septentrional. L'ennemi n'était pas assez en nombre pour faire une sortie et se mesurer avec les régiments anglais, mais il pouvait « mettre à mal » les traînants ou les isolés (83), et faire une guerre de guérilla qui menaçait de s'éterniser.

La flotte espagnole réussit à couper les ravitaillements. Pendant quelque temps, il fut comparativement facile de se procurer de la viande, mais les réserves de pain diminuaient de jour en jour, et ils ne possédaient aucun moyen d'y suppléer (84). Vers le 19 mai, deux navires de vivres, le *Williams* et le *Rewery*, entrèrent dans le port, amenant des armes, des mortiers, et, plus précieux que tout le reste, 70 ou 80.000 charges de biscuit. Ces deux navires avaient quitté l'Angleterre le 29 janvier (85), le jour même où l'escadre du contre-amiral avait fait son entrée à Carlisle-Bay. (Ce même jour, la flotte apprenait que les Espagnols étaient devenus belliqueux et s'étaient enfuis dans les montagnes).

Les provisions de pain amenées par ces deux navires étaient si réduites qu'elles n'eussent duré que vingt-deux jours à demi-rations (86), mais il semble que la plupart aient été achetées par les officiers (ou volées) et que fort peu en soit allé au simple soldat. La situation s'aggrava tellement, en quelques jours, que nombre de soldats affamés errèrent en groupes dans les bois, dans l'espoir d'y trouver quelque nourriture. D'autres étaient si pressés par le besoin qu'ils s'en allèrent seuls en quête de subsistance. Nombreux furent ceux qui se firent massacrer par les Espagnols, et Barrington dit qu'il se passait rarement

(83) DANIELL, *Thurloe*, III, 507.

(84) VENABLES et BUTLER, *Thurloe*, III, 510.

(85) *Memorials*, II, 104, 111 et *Thurloe*, IV, 29. Les nouvelles parvinrent à la flotte le 19 que l'ennemi faisait mine de résister, avait condamné les stipulations du traité et s'était enfoncé plus avant dans l'intérieur des terres; la flotte envoya sur ces entre-faites du biscuit et des munitions à l'armée. Les deux navires avaient perdu du temps en demeurant pendant cinq semaines à l'île de Whight, quatre jours à Stokes Bay, huit jours à la Barbade et une semaine devant Saint-Domingue.

(86) BUTLER et VENABLES, *Thurloe*, III, 510

une journée sans que l'armée éprouvât des pertes de cette manière, qui eussent été évitées si Venables avait écouté ses officiers et envoyé des troupes pour couper la retraite aux Espagnols tandis que les négociations se poursuivaient (87).

Les « traînards » qui s'en allaient à la poursuite du bétail le canardaient si souvent que nombre de vaches furent blessées et s'enfuirent dans les bois pour y mourir, et il était impossible de les y découvrir. En quelques jours, les bêtes étaient si fort effrayées qu'elles s'enfuyaient à la seule approche d'un homme, fût-il à « cent perches » de distance, ce qui « enrageait fort les troupes » (88). Venables jugea donc essentiel, dans l'intérêt de ses hommes, de mettre un frein à cette pratique, et proclama que « sous peine de mort aucun homme ne pourrait s'éloigner de ses quartiers à plus d'un demi-mille à la recherche de vivres, et que, s'il le faisait, les dits seraient confisqués, et qu'il serait emprisonné et jugé. « Personne ne devait être autorisé à tuer bœufs ni vaches » (89). A diverses reprises, des groupes d'hommes furent envoyés à la chasse ; mais la viande qu'ils réussissaient à se procurer ne durait guère que trois ou quatre jours, et il fallait alors que les hommes se résignassent pendant un certain temps à se passer de viande ou à se nourrir de la chair de leurs chevaux, de chats, de chiens ou d'ânes, cette dernière en particulier dont ils étaient très friands et qui était à leurs yeux la meilleure (90). Un régime aussi peu naturel et aussi peu régulier ne pouvait manquer « de provoquer une violente dépression parmi les troupes ». Douze jours après le débarquement, c'est-à-dire le 22 mai, sur les compagnies qui comptaient environ 100 hommes chacune, le 10 mai, il était impossible d'en rassembler plus de cinquante. A peine les deux

(87) *Seventh Rep. Hist. Mss. Comm.*, 574.

(88) *Seventh Rep. Hist. Mss. Comm.*, 574 ; *Venables' Narrative*, 39. BARRINGTON dit à ce sujet : en raison « de tirs destructeurs sur le bétail », il fut ordonné que nul « homme, sous peine de mort, ne devait quitter ses quartiers sans la permission du major-général ». *Seventh Rep. Hist. Mss. Comm.*, 574, *Harleian*, III, 52, nul ne devait tuer bœuf ni vache.

(89) *Venables' Narrative*, 39. Selon le récit publié dans les *Memorials*, II, 101, cet ordre interdisant le massacre du bétail était motivé par la promesse qu'avaient faite les Espagnols d'envoyer des vivres.

(90) *Seventh Rep. Hist. Mss. Comm.*, 574. Venables prétendait être bien approvisionné en viande mais manquer totalement de pain. I. S., *Harleian*, III, 521, quand il y avait de la viande, les hommes subalternes recevaient la viande de qualité inférieure ».

tiers des hommes pouvaient-ils se suffire à eux-mêmes (91). La situation s'aggravait continuellement, et les hommes mouraient avec une telle rapidité que Barrington a pu dire qu'il voyait « les hommes s'en aller chaque jour à la tombe, et peu y songeant ». En peu de temps, l'armée fut davantage ravagée par la maladie que par les Espagnols au cours des deux batailles de Saint-Domingue. Les décès étaient si fréquents que « peu ou prou s'en souciaient, vivant à la même allure que nous dans le relâchement de nos existences et de nos conversations ».

La situation sanitaire n'était l'objet d'aucune préoccupation et devint si mauvaise que les officiers craignirent que la peste vînt encore s'ajouter à leurs maux. Nulle précaution n'était prise à l'égard des déchets et rebuts, et fort peu en ce qui concernait l'inhumation des morts.

Parlant des dangers de peste, Barrington écrivait : « ...Les senteurs sont ici tellement intolérables qu'en certaines parties de la ville il est impossible à un homme de s'y promener, et tout cela provient de ce que nous avons laissé nos hommes à même la terre, et d'autres si à fleur du sol que les émanations filtrent déjà au travers (92). »

Une autre citation, prise cette fois dans une lettre de Venables et de Butler à Cromwell, montre très nettement la situation faite à l'armée par une mauvaise nourriture et une eau de boisson non moins médiocre : « ...Ils ressemblent davantage à des morts sortis de leurs sépulcres qu'à des personnes vivantes et c'est tellement général que nous n'avons pas plus de deux colonels en bonne santé, trois majors, quelque sept officiers en tout ; de plus, beaucoup ont déjà été enlevés par cette maladie, de sorte que nous craignons extrêmement de manquer d'officiers capables de commander nos troupes (93). »

Le 22 mai, Daniell se rendit vers la flotte pour essayer d'obtenir du pain et Penn donna l'ordre au commissaire général de la flotte d'aller de navire en navire pour s'assurer de ce dont on pouvait disposer. Le même jour, tandis que quelques soldats

(91) *Venables' Narrative*, 166.

(92) *Seventh Rep. Hist. Mss. Comm.*, 574.

(93) *Thurloe*, III, 510.

de l'escorte, au point de débarquement, demandaient aux marins de les laisser monter à bord des navires, ceux-ci refusèrent, occupés qu'ils étaient à débarquer des officiers et des soldats. Devant ce refus, les soldats de l'escorte attaquèrent les marins et leur infligèrent une sévère correction, sans que le commandant de l'escorte, qui se tenait nonchalamment près de là, fit rien pour arrêter la bagarre. Penn décida, en conséquence, que des embarcations seraient spécialement affectées à l'usage des soldats et menées par leurs propres camarades. L'amiral suggéra à Venables que les ravitaillements seraient mieux assurés à l'avenir s'il lui fixait l'époque pour laquelle il attendrait les vivres et envoyait des officiers pour en prendre livraison (94). Le peu de pain dont la flotte pouvait disposer ou qui devait être obtenu des « magasins » à terre était assez difficile à transporter à la ville en raison du manque de chariots ou de tous autres véhicules (95).

Le lendemain, 23 mai, Venables demanda à Penn de lui envoyer des carabines et des mousquetons pour l'usage de ceux des hommes qui avaient mandat de « capturer toutes les cornes qu'ils pouvaient trouver ». Le général demandait également du gruau d'avoine, du fromage, du biscuit et d'autres vivres, évidemment dans l'idée que le major-général Fortescue avait donné à l'amiral la liste des vivres dont il avait besoin (96).

Lorsque Venables reçut la lettre des anciens habitants de Saint-Iago où ceux-ci l'avaient de leur détermination de ne pas reconnaître le traité auquel avaient souscrits leurs commissaires, le général décida qu'il était temps d'agir (97).

La terrible situation de l'armée, que nous venons de décrire, causée en partie par la fuite des Espagnols et l'interrup-

(94) *Memorials*, II, 105. Venables fit ultérieurement punir les soldats coupables. *Venables' Narrative*, 58 ; *13th Rep. Hist. Mss. Comm.*, II, 92. Il promit également des soldats pour conduire les embarcations destinées aux soldats. *Ibid.*

(95) *Thurloe*, III, 510. On estimait que les approvisionnements de la flotte étaient à peine suffisants pour trois mois. Penn était décidé à éviter toutes nouvelles querelles concernant le volume des provisions délivrées. « Je suis résolu à exiger que toutes les provisions qui seront envoyées à l'avenir soient reçues et mesurées par un officier de l'armée de terre, qu'il vous plaira de nommer à cet effet, afin d'éviter toutes erreurs ou contestations à l'avenir. »

(96) *13th Rep. Hist. Mss. Comm.*, II, 93.

(97) *Venables' Narrative*, 137.

tion subséquente des ravitaillements locaux, fortifiait encore la décision de Venables. Des détachements de soldats anglais furent envoyés à la poursuite des Espagnols et à la recherche des ennemis qui rôdaient par petits groupes dans les bois, afin d'y surprendre les escouades anglaises en quête de vivres. Le colonel Buller reçut l'ordre de rassembler environ 2200 hommes et de couper le chemin à une troupe ennemie assez considérable que l'on supposait être à l'ouest de la ville (98). Le 22 mai, Buller était prêt à agir. Il décida de diviser ses troupes. A la tête de 1500 hommes, il projetait de marcher à travers la campagne à l'est de la ville, tandis que le reste de ses hommes, commandés par le lieutenant-colonel Ward, s'embarqueraient sur quelques-uns des navires de la flotte et débarqueraient à Maccary-Bay, puis marcheraient sur la ville. De cette manière, il espérait encercler les Espagnols entre les deux corps de troupes anglais et délivrer des Espagnols cette partie de la colonie. Ward mit la voile deux jours plus tard (99). Cette tentative de Buller échoua, car l'ennemi, au nombre de 300 cavaliers, s'échappa à travers des chemins détournés, des bois épais, traversant des collines et de hautes montagnes, disposant des éclaireurs et des sentinelles aux environs pour y découvrir et y garder tous les chemins praticables et avertir, au besoin, de la présence de l'ennemi (100). Il était impossible aux troupes anglaises de les suivre. I. S. raconte que lors de cette expédition les hommes furent très éprouvés par la chaleur excessive et par la soif, comme dans toutes les marches précédentes. Le compte rendu anonyme de cette expédition (reproduit dans le livre de Firth, *Venables' Narrative*, appendice D) prétend, cependant, que lorsque Buller fut de retour, le 31 mai, ses hommes étaient en excellent état. Il semble également que l'armée cantonnée dans la ville souffrait tout autant de l'inaction (et de l'excès d'alcool) que d'autre chose, car aussitôt que les hommes allaient prendre quelque exercice ou manœuvrer

(98) I. S. *Harleian*, III, 522; *Memorials*, II, 105; *Thurloe*, IV, 29. Penn fait évidemment erreur en disant que « Buller » s'embarqua.

(99) *Memorials*, II, 105, i. e., 24 mai.

(100) *Harleian*, III, 520.

hors de la ville de Saint-Jago, leur état de santé s'améliorait immédiatement. Buller ramenait avec lui un troupeau de bétail assez considérable.

Le 18 mai, le colonel Doyley vint à bord du *Swiftsure*, rapportant que les officiers de l'armée de terre avaient tenu une délibération au cours de laquelle il avait été résolu que, pour mieux assurer le succès de l'expédition, il serait nécessaire que onze des navires restassent dans le port, tandis que les autres pourraient évoluer selon les ordres du commandement (101).

Un Conseil de guerre, jugé nécessaire en raison de la rarefaction des vivres, fut convoqué parmi les officiers de la flotte, le 24 mai (102), afin de décider comment on pourrait disposer des forces navales. Il fut résolu de renvoyer une partie des forces navales en Angleterre avec six semaines de vivres, et que les navires retenus aux Indes occidentales recevraient le surplus des approvisionnements dont les vaisseaux retournant en Angleterre n'avaient nul besoin. Il fut également résolu que Penn et le contre-amiral s'en retourneraient avec la flotte et que les forces restées aux Indes passeraient sous le commandement du vice-amiral Goodson. Ensuite, un Comité composé de Goodson, Dakins, et des capitaines Blakes, Blagg et Saunders, fut chargé de présenter un rapport sur les navires qu'il conviendrait de retenir et ceux qui seraient désignés pour repartir en Angleterre. Ils décidèrent que douze vaisseaux demeureraient à la Jamaïque et que le reste serait renvoyé. Trois des

(101) *Memorials*, II, 104. Ces navires étaient : le *Torrington*, le *Portland*, le *Selby*, le *Hound*, le *Marston-Moor*, le *Dover*, le *Martin*, le *Falmouth*, le *Laurel*, le *Grantham* et l'*Arms of Holland*.

(102) *Memorials*, II, 107-108. Les navires suivants étaient désignés pour repartir : *Swiftsure*, *Concertina*, *Rosbeek*, *Westergalt*, *Paragon*, *Discovery*, *Heartsease*, *Half Moon*, *Indian*, *Bear*, *Polyp*, *Marceold*, *Mutias*, *Catherine*, *Sampson*, *Gilliflower*, *Lion*, *Gold-Cock*, *Cardiff*. Ceux qui demeuraient étaient : *Torrington*, *Gloucester*, *Marston Moor*, *Laurel*, *Portland*, *Dover*, *Selby*, *Grantham*, *Martin*, *Arms of Holland*, *Hound*, *Falmouth*. Les trois navires envoyés à New-England étaient : *Adam and Eve*, *Falcon*, *Golden Falcon*. L'*Arms of Holland*, le *Hound* et le *Falcon* deviendraient vaisseaux de guerre et porteraient, le premier 28 canons et 100 hommes d'équipage, et les deux autres chacun 26 canons et 90 hommes. PENN, IV, 29, dit : Ayant demandé à Venables ce qu'il restait à faire, et répondit que l'armée n'était propre à rien. En conséquence, il convenait de renvoyer les grosses unités et de ne conserver que les frégates ; autrement, il fallait que tout le monde s'en retournât. I. S. *Harleian*, III, 522. Penn et le contre-amiral, sur le *Swiftsure* et le *Paragon*, s'en retourneraient avec la plupart des navires « flamands ». *Memorials*, II, 108. Les approvisionnements de la flotte étant fort réduits, il fut jugé préférable d'expédier les « gros voiliers ».

navires qui accompagneraient la flotte sur le retour se rendraient à New-England pour y chercher des approvisionnements qu'ils ramèneraient en hâte à la Jamaïque. Les navires désignés pour le voyage de retour avaient six semaines pour se préparer, et leur départ était fixé au 4 juillet.

Les approvisionnements dont disposait la flotte ne pouvaient durer que trois mois, c'est ce qui avait motivé la décision d'aller chercher de l'aide à New-England. quoique chacun se rendit bien compte qu'étant donné le nombre de bouches à nourrir, la réserve que pourraient ramener ces trois navires ne pouvait qu'être mince (103).

Penn enjoignit ensuite au capitaine du *Martin* de faire voile le long du Maine espagnol, jusque dans les environs de Carthagène, et de tâcher de se renseigner sur la situation et la puissance des Espagnols en cet endroit ; il devrait ramener des prises et des prisonniers. Le capitaine du *Grantham* reçut des ordres similaires, c'est-à-dire de mettre la voile sur la Trinité et de là, le long du Maine espagnol, « avec latitude de pousser jusqu'à la Jamaïque et Cuba ». Les deux navires devaient être de retour à Curaçao en trois semaines (104).

Les *Armes de Hollande* et le *Falmouth* furent envoyés à « Caymannos » pour mettre un terme aux agissements des équipages de deux ou trois navires français qui pêchaient la tortue dans ces parages. Dans la soirée, les navires chargés de ces missions spéciales quittèrent le port.

Selon les *Mémoires* les commissaires signèrent un décret nommant le major-général Fortescue au commandement des troupes en cas de décès de Venables (105) ; mais en raison des événements ultérieurs, cette allégation semble erronée.

Il était naturel et même à prévoir qu'il existât entre le général et l'amiral une certaine mésentente et même certaines difficultés. Les occasions où l'armée et la marine ont collaboré dans la plus parfaite harmonie n'ont été que rares et fort es-

(103) *Thurloe*, III, 510 et IV, 29.

(104) *13th Rep. Hist. Mss. Comm.*, II, 91.

(105) *Memorials*, II, 108, et *Thurloe*, IV, 29. Il semble que le *Martin* fut envoyé à Carthagène pour s'y renseigner sur les forces navales.

pacées. Cependant, l'idée cromwélienne de la division du commandement s'écroula en cette circonstance encore plus misérablement qu'à Saint-Domingue, car, à présent, Searle était à la Barbade, Winslow était mort, et il ne restait en présence que les deux chefs suprêmes et Gregory Butler. La période critique fut atteinte lors d'une violente querelle entre Butler et Venables. Dans une lettre adressée à Penn par le général, en date du 23 mai, nous lisons : « que le capitaine Butler avait l'intention, dès son arrivée à la Jamaïque, de s'en retourner en Angleterre ». Suivaient ces importantes paroles : « Je suppose à présent qu'il invoquera notre différend comme prétexte ; je demande en conséquence à être avisé de son départ, de manière que je puisse partir en même temps que lui pour présenter ma justification. Car j'ai des raisons de croire qu'il a l'intention de me salir et de ternir ma réputation qui m'a été plus précieuse que ma vie (106). »

La lettre du général à un certain M. Rowe, en date du 14 juin (107), apporte de nouvelles précisions sur cette querelle. Selon Venables, le capitaine Butler fit tout son possible pour susciter la désaffection parmi les officiers et les amener contre leur général. Butler fut convoqué devant son officier supérieur et accusé de chercher à fomenter la dissension, et Venables s'emporta jusqu'à le traiter de « sot ivrogne ». Dans un autre passage, Venables raconte que Butler avait l'habitude de s'enivrer si fréquemment à la Barbade, qu'il se rendit si odieux, qu'on dût l'envoyer à Saint-Christophe pour y lever des recrues, dans la crainte que son séjour à la Barbade ne fût pour nous une disgrâce ». Il semblerait que tandis que Butler se trouvait à Saint-Kitts des négociations étaient en cours au sujet d'un traité concernant les portions françaises et anglaises de l'île. Butler assista aux délibérations, et une certaine fois se trouvait dans un tel état d'ébriété « qu'il tomba de cheval et se mit à

(106) 13th Rep. Hist. Mss., II, 92 : « Capt. Butler had intention as soon as he came to Jamaica to return to England... Now I suppose he will allege our jarre to be the reason. I shall therefore that I might have notice when he goes, that soe I may goe hand in hand with him to justifie myselve. For I have cause to believe he intends to cast dirt in my face, and to staine my reputation which I valuied dearer than my life. »

(107) *Venables' Narrative*, 50 et 60.

vomir, en présence des Français et de la plupart des notabilités anglaises, et que les Français raillèrent les commissaires de Sa Grandeur ». Venables pressait Butler de se corriger, mais au lieu de le faire, le commissaire persista dans une sourde rancune à l'égard du général, se lia avec les officiers mécontents et s'attacha davantage à l'amiral Penn. Du point de vue de la Commission, le gâchis était inexprimable.

Dans l'intervalle, les préparatifs en vue du retour de la flotte en Angleterre se poursuivaient activement. De nombreux vaisseaux étaient « en carène ». Le 25 mai se produisit l'un des plus déplorables accidents dont la flotte eut à souffrir durant tout le cours de l'expédition (108). Le *Discovery* se rangea le long du *Swiftsure* et prit à son bord 24 canons de l'étage inférieur ainsi que la plus grande partie des approvisionnements des charpentiers et des maîtres d'équipages qui se trouvaient à bord du navire amiral. Ceci afin que le *Swiftsure* pût caréner en toute sécurité. Ce même soir, le *Discovery* jeta l'ancre près du *Swiftsure* ; vers huit heures, un des hommes d'équipage du *Discovery* se rendit à la cambuse pour y tirer de l'eau-de-vie à la lueur d'une chandelle. D'une manière ou d'une autre, par suite de la négligence du matelot, l'alcool s'enflamma et le navire fut bientôt en feu. Le *Discovery* était au beau milieu de la flotte et il y avait grand danger que l'incendie atteignît certains autres vaisseaux. Tous envoyèrent des embarcations et des hommes pour essayer de maîtriser les flammes, mais le foyer devint vite si intense que les hommes durent s'en éloigner. Les embarcations remorquèrent alors le navire en feu à une certaine distance de la flotte, sous le vent, et l'échouèrent profondément sur un banc de sable. Après un moment, il s'en alla de nouveau à la dérive et il y eut lieu de craindre qu'il ne s'en vînt à nouveau donner dans la flotte, mais le vent changea de direction et ce malheur fut évité. Vers minuit, le *Discovery* faisait explosion. Une partie des bois qui avoisinaient le rivage prirent feu sous la projection des madriers enflammés provenant de l'explosion. La perte du *Discovery* fut un coup fort

(108) *Memorials*, II, 109 ; *Thurloe*, IV, 29 ; *Harleian*, III, 520 ; *Thurloe*, III, 689.

pénible pour la flotte, car il y avait à bord 120 barils de poudre et une grande quantité de vivres. Les canons gisaient sous dix-huit pieds d'eau, mais le capitaine Fearnes fut assez heureux pour les ramener à la surface en deux semaines.

D'après « I. S. », le colonel Buller était de retour le 1^{er} juin, sans avoir obtenu aucun résultat. Il ramenait du bétail, dont il signala d'immenses troupeaux dans la partie occidentale de l'île (109).

La question du pain finit par se poser de plus en plus sérieusement, et dès le retour de Buller, les officiers se réunirent pour essayer si possible de la résoudre. On décida d'envoyer des détachements de troupes dans les différentes plantations qui avoisinaient la ville (110) ; les terres seraient partagées entre les régiments, et « chaque soldat recevrait sa part de la production... » De cette manière, Venables espérait que l'armée pourvoirait à une source d'approvisionnements originaires de l'île, plutôt que de compter sur l'Angleterre, qui était si lointaine, pour les ravitailler. De plus, Venables espérait ainsi couper les ravitaillements des Espagnols. Le général envoya également de petits détachements de troupes pour garder les passes des montagnes et empêcher des raids possibles contre les avant-postes anglais (111).

L'un de ces détachements envoyés aux plantations après le retour de Buller était commandé par le colonel Bland. Le 1^{er} juin, il reçut ordre de marcher avec ses hommes sur la rivière Minao et de les cantonner dans les « estancias » avoisinant la colline ; il devrait prendre soin des plantations, empêcher ses hommes de les détériorer, et empêcher les Espagnols de se procurer aucune provision dans les champs. Les soldats devraient envoyer à Saint-Jago tout ce qu'ils pourraient

(109) *Harleian*, III, 522.

(110) Les régiments furent envoyés aux plantations par groupes. *Venables' Narrative*, 47. Venables à Penn, 9 Juin : « Le régiment commandé par le lieutenant-colonel Barry prendra ses quartiers à « Luguany » de l'autre côté de l'eau. Veuillez envoyer une chaloupe pour les transporter et demeurer avec eux ; ainsi que devant votre départ laissez toutes les chaloupes, embarcations et brigantines dont vous pourrez disposer pour notre navigation côtière de crique en crique. » (13th *Rep. Hist. Mss Comm*, II, 92.

(111) *Venables' Narrative*, 40. « La dispersion de l'armée à travers le pays » commença le 4 juin.

récolter sur les plantations. Tous les chariots et les chevaux seraient également dirigés sur la ville. Bland reçut l'ordre « ...de bloquer l'ennemi dans les collines, bois et montagnes, et si l'occasion était propice, sur l'avis d'un Conseil de guerre, de poursuivre l'armée ou les ennemis, ou de faire et d'agir au mieux en vue de réduire l'ennemi et de promouvoir les intérêts de Sa Grandeur (112). »

Bland ne demeura pas à la plantation avec ses hommes, mais s'en revint à Saint-Iago après avoir remis le commandement à un major (commandant) en lui recommandant de ne pas déplacer ses hommes de leurs cantonnements sans être relevé ou sans avoir reçu de nouvelles instructions. Le major ne tint aucun compte de ces recommandations et quitta les lieux. Dès que les Espagnols en furent informés, ils descendirent de leurs montagnes et mirent le feu à la plupart des habitations. Il se trouva que les renforts n'étaient qu'à deux jours de marche des plantations. Lorsque le major s'en revint à Saint-Iago, Venables ne prit aucune sanction à son égard, bien qu'il fût parfaitement établi qu'il avait désobéi aux ordres reçus (113).

Le 3 juin, trois vaisseaux capturés par le *Selby* et le *Grantham* étaient amenés dans le port. Ils avaient été pris aux environs de Saint-Domingue. D'après I. S., lorsque les Espagnols virent les deux navires anglais au large de leurs côtes, ils abandonnèrent la ville et demeurèrent pendant trois jours dans les bois. Puis, voyant que les Anglais n'attaquaient pas, ils réintégrèrent la ville et se mirent à renforcer leurs défenses. Quelques vaisseaux furent coulés à l'entrée du port, dont l'accès était ainsi bloqué. Le 6 juin, le *Cardiffe* s'en retournait en Angleterre pour y annoncer à l'avance l'arrivée de la flotte (114).

Durant le temps qui s'écoula depuis la dernière semaine de mai jusqu'au 25 juin, Venables écrivit à Penn de nombreuses lettres au sujet de la question des vivres, qui n'avait fait que de lents progrès. Un grand nombre d'hommes mouraient chaque jour, et plus de 2000 étaient malades en raison, disait-il, du

(112) *Idem*, 124.

(113) *Seventh Rep. Hist. Mss. Comm.*, 574.

(114) *Harleian Miscellany*, III, 522.

manque de pain et d'eau-de-vie (115). Dès que l'on réussissait à se procurer du pain, on le distribuait aux malades. La seule chance de se procurer du blé semblait être de le produire ou d'en acheter à quelque navire marchand qui passerait par le port. Entre le 10 mai et le 14 juillet, écrit Barrington, il ne toucha pas six livres de pain pour lui-même et toute sa famille composée de six personnes, et l'on n'en espérait pas recevoir d'autre. Il réussit toutefois à s'en procurer une provision qui eût pu durer six mois s'il en distribuait un biscuit à chacun par jour (116). Le 13 juin, les magasins ne contenaient pas plus de trois semaines de réserves. L'armée, disait Venables, en était réduite à manger « des racines et de la viande fraîche », car les officiers craignaient de cesser trop brusquement les distributions de pain, qu'ils diminuaient graduellement. On était arrivé à distribuer seulement un demi-biscuit par jour (117).

Cependant les besoins de l'armée n'étaient pas seulement d'ordre alimentaire, et vers le 8 juin il y avait grande pénurie de vêtements, particulièrement de chaussures et de bas (118).

Jusqu'au 15 mai, les malades étaient soit retenus à Saint-lago, soit envoyés à bord des navires. Penn reçut ensuite de Venables une lettre lui demandant de prévoir quelque mode d'accommodation des malades à terre. Il proposait la construction de petites huttes à proximité du rivage où les hommes seraient soignés jusqu'à ce qu'il fût possible de trouver quelque véhicule pour les amener en ville. Mais il demandait que ceux qui ne pouvaient venir à terre fussent soignés à bord des navires-hôpitaux. A plusieurs reprises, Venables demanda qu'on envoyât des médicaments à la ville, car les hommes « tombent très rapidement malades ». En raison de la situation, il existait énormément de friction parmi le commandement, surtout

(115) Lettres concernant les réserves de médicaments, v. 13^e *Rep. Hist. Mss. Comm.*, II, 92, passim; Venables au Protecteur, *Thurloe*, III, 545; Venables au Ministre, *Thurloe*, *Idem*. Selon Daniell Howe, *Venables' Narrative*, 40, pendant 17 jours les troupes touchèrent seulement 3 biscuits par homme et peu ou point de viande.

(116) *Seventh Rep. Hist. Mss. Comm.*, 574.

(117) *Thurloe*, III, 545.

(118) 13th *Rep. Hist. Mss. Comm.*, II, 93. Barrington disait toutefois qu'ils avaient suffisamment de vêtements. 7th *Hist. Mss. Comm.*, 574.

en ce qui concernait la question d'amener les approvisionnements depuis le port jusqu'à la ville (119).

Les hommes étaient tellement faibles et si peu en état de travailler que Venables vit bientôt que, toute pressante que fût la nécessité de construire des forts et des blockhaus pour défendre l'entrée du port, l'entreprise ne pouvait être tentée. Même la culture était hors de question, disait-il ; les soldats étaient si affaiblis qu'ils ne voulaient pas se livrer aux travaux des champs, même si leur vie en dépendait, « beaucoup préférant la mort à la vie, et même l'appelant (120) ». Mais le 8 juin, Venables en vint à la conclusion qu'il fallait tout de même construire quelques ouvrages fortifiés, surtout en vue du départ imminent de la flotte pour l'Angleterre. Il écrivit donc à Penn, demandant que les canons et demi-canons apportés d'Angleterre fussent débarqués en un certain point et que les matelots prêtassent leur concours aux soldats dans les travaux de fortification (121). Il avait encore une piètre idée de la réelle valeur de ses troupes ; vers la même époque il écrivit en une certaine occasion : « Je suis cependant certain qu'ils ne peuvent être les hommes qu'il nous faut pour exécuter cette entreprise en campagne ; il se peut qu'ils puissent nous servir aux travaux agricoles, car je suis persuadé qu'eussions-nous recruté des hommes à l'aventure par toute l'Angleterre, nous eussions

(119) 13th *Rep. Hist. Mss. Comm.*, vol. II, 92-93. Une lettre de Venables à Penn déclare : « Je vous ai écrit ce matin au sujet de cognac et de biscuit à envoyer à terre, et maintenant il me faut à nouveau recourir à vous. Nos médecins ayant visité les malades ce matin les ont trouvés près de mourir du manque de pain, d'eau-de-vie et de médicaments, toutes nos réserves étant épuisées, et le commissaire se plaint de ne pouvoir disposer d'embarcations lorsque c'est nécessaire. Je vous demande en conséquence d'envoyer à terre trois coffres de chirurgiens et de l'eau-de-vie en petits barillets, et j'enverrai des hommes pour les recevoir. La chose ne souffre point de retard car les médecins m'informent que cette journée épuise leurs dernières provisions. » Dans la même lettre, Venables offrait de donner à Penn du bétail et de la volaille s'il voulait envoyer des marins en ville pour les chercher. Si c'était plus commode, Venables ferait tuer les bêtes sur place et enverrait la viande à la flotte. Cette lettre porte une note écrite de la main de Penn : « Réponse à cette lettre, des provisions et des munitions sont restées pendant huit jours sur le rivage et personne n'est venu les chercher, comme nous l'avons prouvé au major-général Fortescue. » (Answer to this letter, provisions with ammunition was eight days by the watter syde and none come for it, as it was made appere before major-generall Fortescue).

(120) *Thurloe*, III, 545.

(121) 13th *Rep. Hist. Mss. Comm.*, II, 93. Penn promet apparemment de faire garder le port par deux navires ainsi que les magasins, durant que l'armée construirait un fort. Le 14 juin, Venables lui rappelait sa promesse, *Ibid.*, 96.

été mieux pourvus qu'avec ces soldats qui nous ont été assignés (122) ».

Si l'on en croit Venables, Buller, voyant le désordre croissant de l'armée, décida de conseiller la convocation d'un Conseil de guerre pour envisager la conduite à suivre à cet égard. A plusieurs reprises, il alla trouver Venables et le pressa de convoquer ce Conseil, appuyé dans sa requête par quelques autres officiers. En conséquence, un Conseil fut convoqué le 7 juin (123), sous la présidence de Fortescue, car le général était trop malade pour y assister (124). Il fut décidé que l'un d'entre eux devrait retourner en Angleterre pour y exposer aux autorités compétentes la situation de l'armée et sa propre version des événements depuis le départ d'Angleterre. Si le représentant de l'armée ne revenait pas à la Jamaïque avant douze mois, il perdrait les terres qui lui avaient été données. Après avoir discuté pendant quelque temps, ils résolurent que « si le général voulait bien prendre la peine de se rendre en Angleterre, pour y représenter la situation de l'armée et de cette île », ils seraient heureux de le voir s'y rendre. Ils désiraient en outre qu'il obtînt les approvisionnements supplémentaires qui seraient nécessaires à la conclusion fructueuse de l'entreprise. Si Venables y consentait, il était désirable qu'il partît dès qu'il le jugerait convenable. Le sort désigna le colonel Buller pour accompagner Venables en Angleterre. D'après le général, il ne se hâta nullement de partir.

Le 9 juin, Robert Wadison, le capitaine Crispin et Thomas Broughton recevaient une « commission » signée de Penn, Venables et Butler, leur confiant la charge des navires qui devaient se rendre à New-England pour y acheter des vivres. Trois navires devaient aller à Boston et se procurer, en aussi grande

(122) Venables à Thurloe, 13 juin, *Thurloe*, III, 545.

(123) *Venables' Narrative*, 61.

(124) Les minutes de cette délibération étaient signées par : le major-général Fortescue, les colonels Buller, Doxley, Carter, Holdip, l'intendant général Rudyerd, l'adjudant-général Birkenhead, le lieutenant-colonel Barry et le major Smith. Un certain nombre des officiers supérieurs qui n'assistaient pas au Conseil, mais qui plus tard se rallièrent à la proposition émise, étaient les suivants : Phil. Ward, William Smith, Henry Bartlett, Michael Bland, William Jordan. *Thurloe*, III, 523 et *Venables' Narrative*, 82.

quantité que possible, « viande, pain, farine, pois, « poor-jack » et avoine », et revenir à toute vitesse. Les provisions ne devraient pas coûter plus de 10.000 livres. De plus, ils devaient également se procurer vingt boisseaux de blé pour ensemençer les terres de la Jamaïque. Les traites devraient être tirées sur Richard Hutchinson, trésorier de la marine, payables à vingt jours de vue. En l'absence du troisième commissaire, les décisions des deux autres seraient valides.

Un paragraphe de ces instructions est particulièrement intéressant au point de vue économique, car il montre la valeur comparative des monnaies de New-England et d'Angleterre. Les commissaires étaient priés de ne pas perdre de vue que la monnaie de New-England avait une valeur de 25 % inférieure à la monnaie anglaise. Le shilling de New-England pesait autant que neuf pence de Londres. Les commissaires devaient de plus soigneusement tenir compte de la différence existant entre les achats par échange de marchandises avec les paiements « en argent à la valeur du pays ». Le pain leur coûterait 18 shillings par « hundred-weight » (i. e. 45 kilos), « à l'échange », mais en payant avec des lettres de change sur l'Angleterre, il ne leur reviendrait qu'à 14 shillings ou même moins. La même proportion s'appliquait à toutes les autres denrées (125). Les commissaires recevraient une augmentation de salaire de 12 shillings par jour, depuis le 9 juin jusqu'au jour où les navires auraient chargé leurs cargaisons. Thomas Broughton, qui était à New-England, recevrait une augmentation similaire à courir depuis l'arrivée des navires à Boston jusqu'à ce que les cargaisons fussent embarquées.

Le premier navire dont la cargaison serait au complet devait être renvoyé à la Jamaïque sans perdre un instant. S'il était jugé nécessaire de dépasser le crédit de 10.000 livres, les commissaires devraient « offrir un paiement en harmonie avec les ressources de la Jamaïque ». Mais si les habitants refusaient d'ac-

(125) 13th Rep. Hist. Comm., vol. II, 94-95. Il existe plusieurs ordres du Conseil d'Etat concernant les lettres de change tirées sur le trésorier de la Marine pour les achats de vivres effectués à New-England. *Calendar State Papers Colonial*, 1574-1660, 431, 433, 434, 435, 437.

cepter cette garantie, l'un des navires devait être renvoyé immédiatement en Angleterre. Un « décret » supplémentaire stipulait que dans le cas où Mr Broughton serait empêché de servir, « pour décès ou absence », un certain Mr James Oliver devait agir en son lieu et place.

Le samedi, 9 juin, on fit le recensement général de l'armée (126) ; il apparut clairement que les pertes de l'armée avaient été extrêmement lourdes durant ce séjour d'un mois à la Jamaïque. Le 24 juin, Penn et Butler remirent au major-général Fortescue une commission le nommant au commandement suprême de l'armée au cas où Venables viendrait à mourir et où personne ne serait sur les lieux qui pût prendre sa place. Cette commission lui donnait des pouvoirs égaux à ceux de Venables. Il semble significatif que cette commission place l'autorité des commissaires au-dessus de celle du Conseil de guerre. Fortescue devait assumer le commandement immédiatement après le décès de Venables et le conserver jusqu'à ce que Cromwell prît une autre détermination à cet égard (127).

Huit jours environ avant le départ de Penn, Venables devint si faible qu'on s'attendait à ce qu'il trépassât à tout moment. En conséquence, il fit demander à Penn et à Butler de venir à la ville pour l'aider à désigner son successeur (128). Butler ne résidait pas à la ville, mais la plupart du temps se tenait avec Penn à bord du *Swiftsure* (129). Il ne vint pas de deux jours, bien que Venables lui eût envoyé plusieurs messages pour le prier de se hâter (130). Dès qu'il fut arrivé, Venables lui fit part de l'impossibilité où il était de continuer à assumer le commandement en raison de son état de faiblesse, et lui demanda de l'aider à nommer Fortescue à sa succession. Le commissaire désirait réfléchir plus amplement à cet égard et retourna voir Penn le même soir. Trois jours après, il était de retour à la

(126) *Harleian*, III, 522.

(127) *Thurloe* III, 581. Venables tomba dangereusement malade le 19.

(128) *Venables' Narrative*, 65, et *Thurloe*, III, 675. Venables était fort malade depuis cinq semaines. Il avait dû garder le lit deux semaines et Fortescue faisait fonctions de commandant en chef, 66.

(129) Fortescue à Cromwell, *Idem*, 645.

(130) *Venables' Narrative*, 66-83. Fortescue à Thurloe, *Thurloe*, III, 674, 20 juillet.

ville, mais ne voulut fournir aucune réponse et reprit le chemin de l'escadre presque aussitôt (131).

Voyant qu'il ne pouvait obtenir satisfaction ni de Penn ni de Butler, Venables fit demander les instructions de Cromwell qui portaient cette suscription : « A n'ouvrir que dans le cas de décès, d'impotence, ou d'absence de l'un ou des deux généraux ». Les officiers qui se trouvaient à Saint-Iago furent convoqués à son chevet, et une fois rassemblés, les instructions secrètes furent remises à Mr Long, secrétaire des commissaires, qui rompit le sceau et donna lecture du document (132). Après quoi Venables nomma le major-général Fortescue au commandement suprême de l'armée et résigna ses fonctions. Juste à cet instant, Gregory Butler arrivait pour assister à la réunion, mais refusa de signer la commission de Fortescue sur laquelle Venables avait apposé sa signature l'instant d'auparavant. Venables a conté plus tard que Butler le croyait mourant ; « lui et Buller échangèrent un sourire (que j'observai avec un certain malaise moral)... »

Le surlendemain, 26 juin, Venables tombait dans une « calenture » qui le tint pendant près d'un mois, après quoi il fut embarqué sur un navire et renvoyé en Angleterre ; les médecins l'avaient exigé, en disant qu'il mourrait certainement s'il demeurait plus longtemps à la Jamaïque, et que le voyage pourrait lui offrir une chance de guérison. Huit jours après son arrivée à bord, il reprit ses sens et son état s'améliora progressivement durant le voyage de retour (133).

Quelques jours avant son départ pour l'Angleterre, lequel eut lieu le 25 juin, Penn envoya à Venables, pour signature, une « post-commission » datée du 8 décembre 1654. Ce document nommait Mr Poole, neveu de Penn, à l'administration des prises ; il était accompagné d'une lettre de congé, « laquelle contenait également un quitus... ». Lorsqu'il reçut ces documents, ainsi qu'il a déjà été mentionné, Venables refusa de les signer jusqu'à ce qu'un censeur des comptes eût examiné les livres de Poole.

(131) Fortescue à Cromwell, *idem*, 650.

(132) *Venables' Narrative*, 66, 83. Fortescue à Cromwell, *Thurloe*, III, 675, 21 juillet.

(133) *Venables' Narrative*, 66. Le 24 juin.

Penn refusa d'y consentir, et ni l'un ni l'autre des officiers ne voulut céder sur ce point. Butler, toutefois, signa les deux documents sans protester (134).

Le lundi 25 juin fut pour les officiers de la flotte, et particulièrement pour l'amiral, une journée fort chargée, car ils mettaient la dernière main à leurs préparatifs de départ.

Penn écrivit au major-général Fortescue pour lui prescrire de fournir au commissaire Butler tous renseignements concernant les transactions dont il avait été chargé, afin que Cromwell pût en recevoir un compte rendu détaillé. De plus, il avertit Fortescue de ne disposer d'aucunes réserves ou biens de prises sans le consentement ou la connaissance de Butler, car Cromwell « avait grande confiance en ce dernier » (135). William Goodson reçut une commission et des instructions en vertu desquelles il était investi du commandement de l'escadre qui demeurerait à la Jamaïque (136). Il est également très significatif que ces instructions mettent l'autorité des commissaires au-dessus de celle d'un Conseil de guerre. Fort naturellement, les officiers de terre ou de mer voyaient avec déplaisir le contrôle des opérations militaires entre les mains de civils.

La flotte de Penn, du 15 juin au 31 août.

Ayant effectué la remise de ces documents et pouvoirs, la flotte de Penn, ainsi que les trois unités détachées à New-England pour en ramener des approvisionnements, quittèrent le

(134) *Idem*, 51.

(135) *Thurloe*, III, 585. D'après Venables, Penn essaya d'arranger les choses entre eux au moment de son départ. *Venables' Narrative*, 57. Venables fut le premier, toutefois, à entrer dans la voie de la réconciliation, encore qu'il n'en parle pas dans son récit. Lorsque le 12 juin Penn fit connaître à Venables son intention de retourner en Angleterre le 14, le général pensa que c'était là un délai d'avertissement vraiment trop court. *Thurloe*, III, 545 ; mais dans une lettre en date du 14, qu'il écrivit à Penn, Venables s'exprime ainsi : « Je n'ose faire état des nombreuses obligations qui m'incombent, lorsque je songe à mes résultats insuffisants, mais, connaissant votre désir, et afin que vous ne vous en retourniez point sans un souvenir de votre séjour à la Jamaïque, je vous ai envoyé une paire de candélabres d'argent. » *13th Rep. Hist. Mss. Comm.*, II, 96. Venables craignait évidemment que le rapport de Penn n'impressionnât défavorablement Cromwell.

(136) *Ibid.* 582-84. Les instructions de Penn à Goodson et la nomination furent rédigées quelque temps avant leur remise, car le 14 juin, Venables rappelait à Penn qu'il lui avait promis de lui faire parvenir une copie de ces instructions. *13th Rep. Hist. Mss. Comm.*, II, 96. L'auteur cite dans les *Mémoires* comme l'erreur de dater la remise de la commission du 21 juin.

port (137), laissant Goodson à la tête de douze navires, en plus des « transports de vivres » et des « prises » (138). Quatre jours plus tard, la flotte rencontrait les trois navires qui avaient été envoyés pour empêcher les Français de pêcher la tortue, et apprit qu'à leur arrivée dans l'île, les Français avaient déjà quitté la place (139).

D'après le récit qu'en fit Penn au Conseil d'Etat en Angleterre le 12 septembre, la flotte passa à l'ouest de San-Antonio, Cuba, le 6 juillet, et comme on approchait de l'île, les habitants construisirent un large feu, évidemment sous l'impression qu'ils avaient en face d'eux la flotte de Carthagène, aux précieuses cargaisons (140). Toutefois, le livre de bord du *Swiftsure* et I. S. sont d'accord pour dire qu'on atteignit le cap Corrientes le 8 juillet à 8 heures du matin, et que plus tard dans la journée on dépassa San-Antonio, qui était le cap le plus occidental de l'île, à environ trente milles de la flotte (141). Mr John Whitsone, à qui, l'on s'en souvient, Cromwell avait instamment demandé que fût confié un poste important sous les ordres de Venables, mourut le même jour et fut, selon l'expression du compte rendu anonyme (reproduit dans l'ouvrage de Firth, *Venables' Narrative*), « hissé par-dessus bord ».

Aucun autre événement d'importance ne se produisit jusqu'au

(137) *Thurloe*, IV, 29. La flotte de Penn était composée des 21 navires suivants : *Swiftsure*, *Mathias*, *Rosebush*, *Westergall*, *Tulip*, *Paragon*, *Indian*, *Samson*, *Marygold*, *Falcon* (flûte), *Lion*, *Convertine*, *Goldel-Cock*, *Heartsease*, *Golden Falcon*, *Bear*, *Halfmoon*, *Little Charity*, *Gilliflower*, *Adam and Eve* et un autre navire. Les trois derniers cités devaient se rendre à New-England pour s'y procurer des vivres et retourner à la Jamaïque (voir Penn à *Thurloe*, *Thurloe*, IV, 1, et *State Papers Colonial*, I, vol. 32, 21 novembre. Goodson aux commissaires de l'Amirauté et de la Marine, 24 juillet 1658.

(138) *Harleian Miscellany*, vol. III, 523. La flotte de Goodson comprenait : *Torrington*, *Martin*, *Unity Dogger*, *Falmouth*, *Gloster*, *Greyhound brig*, *Hunter-brig*, *Hound*, *Portland*, *Marston Moor*, *Grantham*, *Dover*, *Laurel*, *Unity Dogger*, *Selby*, *Arms of Holland*. Les six derniers étaient en mission au large. Le *Selby* et le *Grantham*, à Saint-Dominque, pour empêcher les navires anglais d'entrer dans le port ; ils revinrent à la Jamaïque le 28 juin. Les *Armes de Hollande*, le *Hound*, le *Dover*, à Caymanas, pour capturer les Français qui pêchaient la tortue. Les deux premiers furent de retour le 11 juillet. Le *Falmouth* était sur la côte nord de la Jamaïque pour empêcher toute communication entre Cuba et la Jamaïque. Son retour à la Jamaïque eut lieu le 8 juillet. Quelque temps après, Goodson renvoyait en Angleterre le *Marston Moore*, l'*Augustine* et le *Sea Horse*, qui arrivèrent à Spithead le 9 septembre.

(139) Voir *Thurloe*, III, 682. *State Papers Colonial*, I, vol. 32, n° 21 et *States Papers Domestic*, I, 100, n° 101. *Thurloe*, IV, 29.

(140) *Idem*.

(141) *Memorials*, II, 126. *Harleian*, III, 523.

13 juillet. Entre neuf et dix heures du matin, alors que la flotte croisait à environ 28 milles de la Havane, pendant l'heure du sermon (142), un incendie s'allumait dans la cambuse du *Paragon*. Après avoir brûlé pendant trois ou quatre heures, le navire fit explosion (143). Penn fit connaître au Conseil, le 13 septembre, que 100 hommes y perdirent la vie : le livre de bord du *Swiftsure* donne le chiffre de 110, tandis que L. S. prétend que 140 hommes y périrent. Parmi les morts figure Mr Carter. A cet endroit, les trois vaisseaux, *Heartsease*, *Tulip* et *Gilliflower* se séparèrent de la flotte et ne participèrent pas à la fin de la traversée (144). Les navires à destination de New-England quittèrent également la flotte dans le courant de la troisième semaine de juillet (145). Des « calmes » fréquents retardèrent si bien les navires que les vivres commencèrent à baisser de façon inquiétante et qu'il devint nécessaire de réduire les rations vers le 24 juillet. Ce jour-là, Penn renvoya à Goodson le pilote capitaine Subada, qui avait accompagné la flotte depuis Saint-Christophe. Ce pilote devait recevoir six livres, six shillings par mois pendant toute la durée de son séjour avec la flotte (7 avril-24 juillet). Comme il avait déjà perçu dix livres, Penn prescrivit à Butler et à Goodson d'en retenir le montant sur son salaire (146).

Il n'est fait mention d'aucun autre événement d'importance au sujet de cette croisière jusqu'au 29 août. A dix heures, dans la matinée, la vigie du *Swiftsure* signalait un navire en avant, et pensant qu'il s'agissait d'un navire étranger, le *Swiftsure* lui donna immédiatement la chasse (147). A trois heures de l'après-midi, il réussit à s'emparer de ce vaisseau, qui n'était autre que la *Katherine*, de Saint-Jean-de-Luz, de 200 tonnes, 10 canons, retour du Groenland avec 50 tonnes d'huile de baleine et 30 quintaux de « baleine ». Pendant la poursuite, le *Swiftsure* avait si fort distancé le reste de la flotte qu'ils ne se rencontrèrent

(142) *Memorials*, II, 126-129.

(143) *Thurloe*, IV, 29 ; *Harleian*, III, 523 ; *Memorials*, II, 126.

(144) *Memorials*, II, 131.

(145) *Thurloe*, IV, 29.

(146) *Memorials*, II, 129-130.

(147) *Thurloe*, IV, 29.

pas de presque deux jours. A neuf heures, le 30 août, la terre était en vue, filant par six lieues vers le Nord-Nord-Ouest, qui, d'après les marins, devait être le cap Lizard. Le lendemain matin, de bonne heure, la flotte filait à cinq ou six milles nord et est de Portsmouth. A quatre heures, elle jetait l'ancre au large de Spithead (148).

La Jamaïque, 25 juin-24 juillet

Les documents écrits sont rares sur les événements qui se passèrent dans le cours du mois qui suivit le départ de Penn. Le 12 juillet, le *Portland* était envoyé en croisière au large de la côte par Port-Royal, mais s'en revint bientôt, ayant perdu son mât de misaine avec tous ceux qu'il portait. Goodson ordonna aux capitaines du *Portland* et de la *Great Charity* (qui était arrivée à la Jamaïque peu de temps après le départ de Penn) de rester dans le port jusqu'à ce que l'armée eût achevé la construction d'un fort sur une pointe (149). Le *Selby* revint de sa croisière au large de Saint-Domingue, ayant capturé et coulé un petit vaisseau espagnol allant à Saint-Domingue en provenance de Coro. Le commandant du *Selby* fut destitué pour avoir coulé le vaisseau capturé (150).

Vers le milieu de juillet, Venables décida de repartir en Angleterre, cédant aux ordres des médecins militaires et au désir de ses officiers.

Le 18 juillet, un Conseil de guerre fut tenu (151) au cours duquel il fut résolu d'adresser au Lord Protecteur une pétition dans laquelle ils lui demanderaient d'envoyer des approvisionnements en vêtements, instruments de travail, outils, de meilleure qualité que ceux qu'ils avaient déjà touchés. Le bois de la Jamaïque était si dur que leurs haches médiocres en étaient promptement émoussées. Les officiers demandaient également

(148) *Memorials*, II, 130. Voir aussi *Calendar State Papers Domestic*, 1655, 324-5.

(149) *Calendar State Papers Domestic*, 1655, 326.

(150) *Thurloe*, III, 682.

(151) *Idem*, 661 et *Venables' Narrative*, 63.

du pain, du gruau d'avoine, de l'eau-de-vie, des armes, des munitions et des médicaments. Ils demandèrent qu'on leur envoyât des serviteurs d'Ecosse, disant que les gages de ceux-ci seraient payés sur leur propre solde (des officiers). Après avoir accompli leur temps, les serviteurs devaient recevoir un lot de terre.

Le projet de distribution des terres entre les régiments qui avaient pris part à la conquête, et qui avait reçu l'assentiment des commissaires, fut soumis à Cromwell, en sollicitant sa ratification. Le Conseil n'y demanda qu'une modification, c'est-à-dire la réduction de la part du régiment de Saint-Christophe (152).

Un certain nombre de requêtes importantes furent également soumises : que le gouvernement anglais encourageât l'émigration d'Angleterre et des colonies anglaises à la Jamaïque ; que les officiers soient autorisés à acheter des provisions aux navires marchands qui toucheraient à la Jamaïque, afin qu'ils ne soient pas obligés de compter entièrement sur les arrivées de navires transports d'Angleterre, si aisément retardées par les vents contraires et les tempêtes. En conséquence, ils demandaient l'autorisation de tirer des lettres de change sur le trésor public jusqu'à concurrence de 10.000 livres.

Parmi les dernières résolutions qui furent adoptées à cette importante délibération, il en est deux qui sont particulièrement remarquables et significatives. La première demandait à Cromwell de rédiger telles constitution et lois « qui seraient le mieux appropriées au meilleur gouvernement et administration des choses ici ; et d'instituer des tribunaux de justice et d'arbitrage afin de régler les différends entre parties... » Cette requête, typiquement anglaise, pour l'établissement d'un gouvernement civil, ne reçut pas de suite avant six années, car le gouvernement civil fut établi seulement à dater de la nomination du gouverneur Edward Doyley, en 1661.

(152) Le régiment de Saint-Christophe et les autres qui avaient été recrutés aux Îles Sous-le-Vent n'avaient pas été, pendant une longue période, établis sur un pied d'égalité avec les autres unités. Les officiers en étaient assez mécontents, estimant qu'ils avaient souffert autant, et servi aussi fidèlement que les autres troupes. Voir 13th Rep. Hist. Mss. Comm., II, 95.

La seconde requête, tout aussi significative, en ce qu'elle montre que les officiers de terre eux-mêmes reconnaissaient que la dualité de commandement avait été l'une des pires déficiences de l'organisation de cette expédition, est donnée ici *in-extenso*, eu égard à son importance : « Qu'en raison des inconvénients qui ont résulté du fait de l'existence d'un commandement distinct et indépendant de l'armée et de la flotte, il plaise à Son Altesse d'ordonner que les deux puissent être réunies sous un commandement unique, auquel seraient donnés les pouvoirs nécessaires pour instituer des cours navales, et donner aux navires de guerre privés mandat d'ennuyer et d'infester les ennemis de notre nation (153). »

La dernière section demande l'envoi de renforts de meilleure qualité ; la résolution était ainsi conçue : « Qu'en tant que les officiers en ont fait la triste expérience, la généralité des simples soldats de cette armée sont des hommes de basse moralité, enclins à la peur et à désertir lâchement leurs officiers et le service, nous sollicitons humblement Son Altesse, en vue de meilleures opérations militaires dans ces parages, de commander qu'une réserve considérable de soldats bien disciplinés, choisis et aguerris, tels que ceux habitués à la dure en Irlande ou ailleurs, bien munis de provisions, *outres de cuirs, tentes, etc...* ». »

Le 24 juillet, Venables avait terminé ses préparatifs de départ (154). Devant sa décision, plusieurs officiers songèrent à l'imiter, parmi lesquels le colonel Buller, le capitaine Butler l'intendant-général Rudyerd, le capitaine How, prévôt général, et les capitaines Amesley et Sackville, et la femme du général, avec leur suite de 28 personnes (155). Ce même jour, le *Marston Moore* quittait le port (suivi deux jours après par l'*Augustine*) au grand plaisir et soulagement des officiers qui étaient demeurés dans la colonie. Du moins ils étaient enfin débarrassés de celui auquel ils attribuaient tous leurs malheurs. Cet état d'esprit est clairement manifesté dans une lettre de Barrington à Disbrowe : « Mais Dieu soit béni, il nous quitte à présent. »

(153) *Thurloe*, III, 661.

(154) *Cal. of State Papers Domestic*, 1655, 326.

(155) Fortescue à Cromwell, 23 juillet, *Thurloe*, III, 681.

Fortescue combattit énergiquement la résolution qu'avait formée Butler de repartir en Angleterre avec le général Venables, prétendant que son départ laisserait deux commandants suprêmes, sans une tierce personne qui pût servir d'arbitre ou tenir lieu de commissaire. Fortescue demanda à Butler de s'associer à la nomination faite par Venables d'un chef suprême des troupes, mais il s'y refusa énergiquement, car, disait-il, l'état des choses avait si profondément changé qu'il ne voulait nullement de Goodson ou de Fortescue comme commissaires. Il refusa de reconnaître Fortescue comme chef suprême, refusa de nommer quelqu'un d'autre à sa place et refusa de rester. Il prétendit « n'avoir plus rien à faire ». Fortescue le pressait de demeurer, « rien n'y fit, il voulait partir (156) ». Fortescue écrivit deux lettres à Cromwell, immédiatement après les événements que nous venons de retracer, dans lesquelles il exprime, en termes qui sont loin de manquer de précision, son appréciation de Butler : « La vérité est que je ne sais de quoi il sert, à moins que de faire nombre : si je puis sans offense m'exprimer ainsi, il est l'homme le moins qualifié que j'aie jamais vu employer dans une commission... (157). Je confesse que je ne souhaitais pas qu'il restât par anticipation de quelque service qu'il pût rendre, mais pour compléter le chiffre de trois, car nous pouvons fort bien nous en dispenser, étant donné que le principal de ses occupations a été de fomenter la discorde et de semer la zizanie parmi les officiers. Vous pouvez facilement juger combien un homme de cette trempe est désirable (158). »

Le navire qui ramenait Venables en Angleterre devait avoir à son bord de nombreuses lettres écrites entre le 14 et le 23 juillet. Dans chacune de celles-ci on retrouve des passages qui montrent l'opinion que professaient de nombreux officiers à l'égard de leur ancien commandant en chef. Parlant de Venables et de Fortescue, le lieutenant-colonel Barrington écrivait :

« Rien en eux que des irrégularités depuis notre premier dé-

(156) *Idem.*

(157) Fortescue à Cromwell, *Thurloe*, III, 649-650.

(158) Fortescue à Thurloe, *Idem*, 674.

barquement à Hispaniola ; notre général et notre major-général ont pour habitude de diriger leurs affaires sans prendre l'avis de leurs colonels, qu'ils réunissent rarement ou jamais, de manière qu'il existe entre nous de grandes divisions ; et depuis que nous sommes arrivés ici, l'on dit que cela a contribué à nous rendre l'esprit lourd, comme si nous n'étions pas des Anglais (159). »

Il se plaignait de ce que Venables eût attendu presque une quinzaine de jours avant d'envoyer des troupes pour chasser l'ennemi des abords de Saint-Iago. S'il l'eût fait en temps opportun, il eût évité bien des difficultés et des souffrances inutiles.

Parmi les autres sujets de plaintes figurait le fait qu'en de nombreuses occasions Venables avait négligé de punir ceux qui avaient transgressé les ordres donnés (160) et en certaines autres avait même aidé à enfreindre les règles établies par lui-même. On citait comme un exemple frappant de la faiblesse du général en matière de discipline le cas du commandant qui était placé sous les ordres du colonel Bland. L'une des règles formelles établies par Venables stipulait que nul officier supérieur ne pouvait quitter l'île sans la permission des colonels, c'est-à-dire d'un Conseil de guerre (161) ; cependant Venables délivra des permis de quitter la Jamaïque à de nombreux officiers et la protestation des colonels à cet égard demeura sans effet.

Nous avons puisé la plupart des critiques ci-dessus formulées à l'égard de Venables dans le « portrait » qu'en traçait Barrington dans sa lettre à Sir John Barrington. Dans une autre missive, celle-ci d'un caractère plus officiel et adressée au major-général Disbrowe, il critiquait encore plus sévèrement le général Venables. Celui-ci agissait d'une manière absolument arbitraire ; « il faisait comme il le voulait ». Il négligea autant qu'il le put de convoquer les Conseils de guerre, ce qui est aisément corroboré par le fait qu'il n'en réunit que deux durant la tota-

(159) *Seventh Rep. Hist. Mss. Comm.*, 574.

(160) *Seventh Rep. Hist. Mss. Comm.*, 574.

(161) Barrington à Disbrowe, *Thurloe*, III, 646.

lité de son séjour à la Jamaïque, du 10 mai au 24 juin. Celui du 10 mai avait pour objet de décider « de la disposition des troupes ». On se souvient qu'il avait été décidé de marcher sur la ville immédiatement, en dépit de la nuit, mais Venables prit sur lui de ne tenir aucun compte du vote du Conseil de guerre. Durant que les négociations de paix se poursuivaient, les colonels lui demandèrent d'envoyer des troupes pour couper toute retraite à l'ennemi, mais il s'y refusa. Sauf en ces deux occasions, Venables ne convoqua plus de Conseils à la Jamaïque, sauf pour des questions ne dépassant pas « la punition de certains criminels... qu'un capitaine pût exécuter ». Tous ces faits étaient exposés dans la lettre de Barrington à l'un de ses parents, sir John Barrington, et groupés de manière à prouver, tout au moins pour sa satisfaction personnelle, que Venables était un officier incapable.

Ces agissements comminatoires éveillèrent naturellement le mécontentement des officiers. Buller, Carter et Doyley, particulièrement, étaient hostiles à cette manière de faire. Barrington disait qu'ils n'avaient pas même l'autorité des capitaines de Cromwell en Angleterre, en Ecosse et en Irlande. Aucun des colonels ne savait ce qui se tramait ; et quoi qu'ils conseillassent, le général Venables n'en faisait qu'à sa tête. En certaines occasions où ils préconisèrent des mesures qui étaient unanimement considérées comme salutaires pour l'armée, Venables trouvait toujours quelque autre projet qui lui semblait meilleur. Il semble avoir assez fréquemment consulté Holdip, qu'il s'attacha « comme conseiller de cabinet », si l'on en croit Barrington. Celui-ci commet cependant une erreur assez grave en disant que Venables « nous quittait d'une façon étrange sans le consentement des colonels en question (162) ». Les minutes du Conseil de guerre qui se réunit le 7 juin contredisent cette assertion de Barrington.

Le lieutenant-colonel de Buller ne fut pas le seul à souligner les fautes et les faiblesses du général Venables, mais semble être le plus digne de foi. On ne pouvait que s'attendre à ce

(162) *Ibid.* Barrington n'assistait pas au Conseil du 7 juin.

que Butler censurât Venable, en raison de l'inimitié qui surgit entre eux après l'échec de Saint-Domingue. Il disait, entre autres, « le général est cupide et mesquin », et il était « fort peu aimé de ses soldats à cause de son imprudence et de sa conduite peu chevaleresque, mais je suis sûr qu'il est suffisamment prodigue des revenus de Son Altesse, et se soucie peu de ce qu'il advient de son armée, pourvu qu'il se trouve bien lui-même (163) ». Si l'on envisage sous leur vrai jour les événements des deux premiers mois de l'occupation de Saint-Iago, les allégations de Butler sont évidemment empreintes de partialité et d'animosité. Butler déclare que Venable était son « adversaire à cause des bons avis que je lui ai donnés » ; il semble cependant suffisamment prouvé que Butler était un ivrogne, et de l'aveu presque unanime des membres de l'expédition, jugé absolument incapable. Une des autres allégations de Butler dans le cours de la même lettre nous conduit à penser qu'il a sciemment dénaturé les faits ; « puisqu'il s'en retourne, le général Venable *me contraindra* à l'accompagner ». Comme on l'a vu, il y a suffisamment de preuves à l'appui des efforts qui furent exercés pour persuader Butler de rester, mais il n'en voulut rien faire. Dans une autre circonstance, il semble que Butler ait sciemment dénaturé la vérité, ce que l'on peut voir dans son allégation que le général Venable désigna Fortescue au commandement suprême « sans en aviser les commissaires de Son Altesse » ; il est cependant prouvé que Venable s'efforça de déterminer Penn et Butler à venir à Saint-Iago afin de pouvoir conférer avec eux au sujet du choix de son successeur. Cette question fut soulevée à différentes reprises lorsque le général fut arrivé en Angleterre, et son récit de la nomination de Fortescue n'a jamais varié. Butler prenait le parti de Penn à toutes les occasions qui s'en présentaient, disant que l'amiral était « brave, diligent et fidèle » ; il se déclarait « très lié » à Penn.

(163) Butler à Disbrowe, *Thurloe*, III, 689.

La Jamaïque, du 25 juin au 24 juillet

La situation dans laquelle Venables quittait l'armée était en vérité fort mauvaise. La maladie emportait les hommes à raison de 40 à 60 par semaine : en certaines semaines le total atteignit plus de cent (164). Non seulement la dysenterie exerçait d'effroyables ravages, mais « l'hydropisie, la phthisie et autres maladies compliquées » ajoutaient énormément aux pertes. Les hommes étaient encore forcés de consommer la chair des chevaux et des chiens. Ils n'avaient pour ainsi dire point de pain « pas plus que la flotte nous en veut bien accorder, c'est-à-dire une très faible proportion, sous prétexte que tout le pain leur est adressé (165) ». La provision de sel était épuisée, et avec elle s'en était allé le seul moyen de conserver la viande. Fortescue désirait que Cromwell envoyât les vivres directement à l'armée, afin d'éviter des chicanes sans nombre entre l'armée et la flotte.

Aucun arrangement n'avait été fait pour le paiement des troupes, ce qui ajoutait encore un danger de turbulence et de mécontentement à cet égard parmi les hommes, sans parler des officiers. Les officiers n'avaient touché que douze jours de solde depuis qu'ils avaient quitté l'Angleterre : les soldats n'avaient absolument rien perçu. Fortescue écrivait à ce sujet : « Je voudrais que votre armée fût aussi honnête que pauvre ; je suis certain que pas un de nos officiers ne possède plus de quarante shillings, et que des centaines n'ont pas cinq shillings en poche (166). »

Quelques jours après le départ du général Venables, l'amiral Goodson commença une série d'opérations actives avec huit navires de son escadre. Il laissait deux navires dans le port de Cagway pour les besoins de la défense, et deux autres avaient mission de croiser au large de la côte Nord de l'île afin d'em-

(164) *Venables' Narrative*, 67-141.

(165) Fortescue à Cromwell, 21 juillet. *Thurloe*, III, 675.

(166) *Idem*.

pêcher les communications ennemies avec Cuba. Goodson avait l'intention de croiser pendant quelque temps en vue des côtes de Carthagène et de Porto-Bello. Il attaqua la ville de Sainte-Marthe dont il s'empara aisément après avoir emporté deux ouvrages fortifiés. Les troupes anglaises pillèrent et brûlèrent la ville, puis se replièrent sur leurs navires avec plusieurs canons pris à l'ennemi. Le dommage infligé à l'ennemi était estimé à environ 40.000 livres (167).

Dans le même temps, l'armée entreprenait une expédition contre l'ennemi. Un groupe fut dirigé vers l'intérieur des terres, avec mission de marcher à 60 ou 80 milles et d'attaquer l'ennemi qui, pensait-on, était campé sur la côte Nord (168). Un autre groupe prit place à bord de quelques navires et débarqua à Port-Pathera où il rejoignit les troupes du capitaine Baynard, lequel avait rencontré l'ennemi dans un défilé mais ne se sentait pas suffisamment en nombre pour attaquer, à cause d'un large fleuve qui séparait ses troupes de l'ennemi. Les deux groupes ayant opéré leur jonction recommencèrent l'attaque. Un détachement de l'avant-garde ouvrit le feu et fut repoussé perdant deux tués et onze blessés. Le colonel Ward, avec le gros des troupes, se précipita à leur secours et força le passage du fleuve. Voyant que les Anglais manifestaient l'intention de poursuivre l'attaque, l'ennemi s'enfuit. Les troupes s'élancèrent sur ses traces, mais ne purent l'atteindre et se contentèrent de brûler ses huttes et ses habitations.

(167) *State Papers colonial*, 1, 32, n° 21. *Thurloe's State Papers*, vol. IV, 151-155. Sedgwick à Cromwell, 5 novembre 1665 : ses intéressants commentaires de l'expédition montrent combien Sedgwick désirait entamer une réelle campagne contre l'ennemi et abandonner les expéditions « incursives » du début ; « à mon avis, il n'est pas très honorable que les escadres de Votre Grandeur suivent cette vieille pratique des corsaires et pirates des Indes occidentales, de saccager et de piller de malheureuses villes pour ensuite les abandonner ».

(168) *Mercurius Politicus*, janvier-février 1656. Les détails de cette expédition sont à la vérité fort obscurs. Il n'est pas certain que les hommes qui devaient marcher à travers les terres faisaient partie des troupes du colonel Ward.

L'arrivée de Sedgwick

Le commissaire Sedgwick et le colonel Humphrey, avec huit navires et plus de huit cents hommes de renforts, arrivèrent à la Barbade le 26 août, après un passage extrêmement calme depuis leur départ de Plymouth, près de six semaines auparavant (169). Les circonstances du voyage avaient été tellement favorables que seuls quelques cas de maladie avaient été constatés à bord, et aucun décès n'avait été enregistré soit parmi les équipages, soit parmi les troupes (170). Aussitôt arrivées à Carlisle Bay, les troupes furent mises à terre et cantonnées chez les colons, tandis que les officiers se mettaient en quête d'approvisionnements et procédaient à leur chargement. En dépit de nombreux efforts pour se procurer des recrues, Sedgwick et Humphrey furent bientôt forcés de se rendre compte que les colons n'étaient aucunement favorables au « Projet Occidental » ; plus même, ils avaient appris que la plupart de leurs voisins, qui avaient pris du service dans les rangs de l'armée de Venables, avaient soit été tués, soit succombé à la maladie, et que les troupes anglaises avaient essuyé une grave défaite à Saint-Domingue (171). La flotte fit donc voile pour la Jamaïque, le 7 septembre, conformément aux instructions envoyées par Penn à Searle dans le commencement du mois de mai, et se rendit à Saint-Christophe dans l'espoir d'y enrôler quelques recrues (172). Puis, continuant leur course, les navires passèrent si près de Saint-Domingue qu'il fut possible de distinguer tout à loisir les dispositions prises par les Espagnols en vue de la défense de leur colonie. Sedgwick et Humphrey en conclurent qu'il eût dû être facile pour Penn et Venables, avec près de 10.000 hommes de troupes, de s'emparer d'une place qui semblait plutôt faiblement défendue.

(169) *Thurloe's State Papers*, IV, 80. Searle à Cromwell, 18 septembre.

(170) *Idem*, III, 751, colonel Humphrey à Sir Oliver Fleming, 31 août.

(171) *Idem*, IV, 4. Sedgwick à Cromwell, 1^{er} septembre.

(172) *Idem*, 12. Sedgwick à Cromwell, 6 septembre.

Le 1^{er} octobre, la flotte atteignait le port de Cagway et se joignait aux treize navires et frégates qui formaient l'escadre commandée par Goodson, et s'apprêtaient, avec quelques détachements de l'armée, à assiéger la ville de Saint-Iago de Cuba. Comme Sedgwick avait besoin de l'aide et des conseils de Goodson, l'expédition fut ajournée (173). Ce soir-là, Sedgwick invitait le vice-amiral Goodson et le major-général Fortescue à une conférence ayant pour but de leur donner connaissance du contenu de sa « commission » et des instructions qu'il avait reçues en sa qualité de commissaire de l'expédition. Les deux chefs étaient prêts à reconnaître la validité des prétentions de Sedgwick au titre de commissaire ; mais s'opposèrent à ce qu'il agit en cette qualité, alléguant que tous les autres commissaires étant partis, il serait le seul à détenir ce pouvoir, et en conséquence n'aurait en réalité rien à faire. Ils invoquèrent le précédent de Butler, mais Sedgwick refusa de suivre cet exemple. Il était déterminé à rester à la Jamaïque et à y remplir ses fonctions de son mieux, en dépit des circonstances peu favorables. En vertu de ses instructions, il était disposé à élever Goodson au commissariat, mais ne se sentait pas évidemment autorisé à faire de même à l'égard du major-général. Après plusieurs jours d'une discussion animée, il renonça à commander à Goodson et à Fortescue qui apparemment devaient demeurer chacun maître dans son domaine, mais il fut entendu qu'ils devraient coopérer avec Sedgwick et à eux trois gouverner l'expédition.

Sedgwick fut extrêmement stupéfié et horrifié par la situation de la colonie. Il fut frappé du fait qu'il n'existait à terre, non plus que dans la ville, dans le port, aucun magasin ou abri d'aucune sorte où l'on pût entreposer des provisions. A la suite de quoi la première chose qui sauta aux yeux des nouveaux arrivants fut que les approvisionnements, vivres et équipements militaires, étaient dispersés sur la plage dans une confusion indescriptible, exposés à tous les effets du climat inclément ou aux déprédations des soldats. A part deux mortiers

(173) *State Papers colonial*, 1, 32, n° 25.

et quelques canons, tout était pour ainsi dire perdu. En entrant dans la ville, où les troupes étaient cantonnées, les officiers fraîchement débarqués furent frappés d'horreur en présence de l'état des troupes. De tous côtés on pouvait voir des soldats affamés, des hommes aux joues creuses et aux corps amaigris, osseux, des squelettes bien plutôt que des hommes, implorant un croûte de pain. La plupart étaient malades, et les cadavres de ceux qui étaient morts de la fièvre jonchaient les routes et les buissons des alentours de la ville. La négligence des officiers supérieurs, qui avaient permis le développement d'un tel état de choses sans avoir, de toute évidence, pris la moindre précaution pour le bien-être de leurs hommes, causa une fort mauvaise impression sur les nouveaux venus, qui jusqu'alors avaient conservé un état d'esprit excellent et brûlaient de se mesurer avec l'Espagnol détesté. Mais la vue des débris de l'armée Vénables, qui avait si cruellement souffert du climat insalubre de la Jamaïque et de l'inexpérience dont ses officiers avaient fait preuve dans la conduite de cette campagne tropicale, réduisit bientôt les hommes du colonel Humphrey au même état d'esprit que les autres.

Puisque l'armée préférait « la mort au travail », Sedgwick dut s'en remettre aux marins du soin de construire un magasin assez vaste pour y abriter les 1.000 tonnes d'approvisionnements qu'il avait ramenés d'Angleterre. En seize jours, la construction était achevée et les vivres apportés par les navires y étaient mis à l'abri, sous bonne garde. Il était évident que l'armée n'entendait faire quoi que ce soit pour ménager ses vivres ou en produire par la culture, et Sedgwick décida de réduire les rations accordées aux troupes, afin de pouvoir durer cinq ou six mois, en attendant l'expédition de nouveaux approvisionnements par l'Angleterre. Juste au moment où les travaux préliminaires de Sedgwick étaient achevés, le major-général Fortescue tomba malade et mourut vers le 20 octobre, laissant ainsi l'armée sans chef régulièrement mandaté.

Sedgwick et Goodson résolurent donc de convoquer un Conseil de guerre afin de pourvoir à l'administration de l'armée. Au grand plaisir des officiers, un Conseil permanent de sept

membres fut formé à cet effet, lequel devait comprendre tous les chefs de régiments qui étaient en bonne santé. Les officiers ainsi que les soldats se sentirent enfin délivrés de l'autorité arbitraire d'un seul homme, qui, à leur avis, avait largement contribué aux désastres de l'armée. Le colonel Holdip étant le seul colonel qui jouît d'une bonne santé fut élu président du Conseil et commandant en chef des troupes pour une période de sept jours. A l'expiration de ce terme, un autre Conseil était convoqué, et le doyen des colonels, Edward Doyley, ayant recouvré ses forces, fut nommé à la présidence du Conseil militaire et au commandement suprême pour une période de trois mois, en attendant l'arrivée des instructions du gouvernement. Avant le début de novembre, la fièvre, la dysenterie et autres maladies tropicales ravageaient plus que jamais la petite armée. Selon un « rôle » envoyé par Sedgwick à Cromwell aux environs du 5 novembre, il y avait en tout 4515 officiers et hommes de troupes, y compris les hommes arrivés avec le régiment de Humphrey, et sur ce nombre, 2300 étaient en proie à la maladie. Les autres étaient à peine assez forts pour se traîner aux alentours. Des 831 hommes débarqués un mois auparavant, plus de 50 avaient succombé, dont cinq officiers. Le colonel Humphrey était gravement malade et le lieutenant-colonel Ennis était mourant. Tous les capitaines étaient malades et, disait Sedgwick, il n'y avait, dans tout le régiment, que quatre officiers qui fussent en état d'assurer le service. La mortalité parmi les troupes atteignait le chiffre de 140 par semaine dont la grande majorité succombaient après quatre ou cinq jours de maladie (174).

En novembre, le Conseil de l'armée informa Sedgwick que 500 soldats pourraient être utilisés dans une expédition contre l'ennemi, mais le commissaire en doutait, et l'on ne fit donc aucun projet qui comportât l'usage des troupes. Sedgwick se contenta, au lieu de cela, d'ordonner qu'une partie de la

(174) Sedgwick à Olivier Cromwell, 5 novembre. *Thurloe's State Papers*, IV, 151-155. Le même aux commissaires de la flotte, 14 novembre. *State Papers colonial*, I, 32, n° 35. Également *Mercurius Politicus*, janvier 1656, lettre de la Jamaïque en date du 14 octobre 1655.

flotte fût mise en état pour aller intercepter et détruire les transports maritimes espagnols dans la mer des Caraïbes. A cette époque, il était impossible, pour les chefs anglais, de se renseigner exactement sur le nombre ou la situation des ennemis qui subsistaient dans l'île. Ils pensaient que la majorité des colons espagnols s'étaient enfuis vers la côte septentrionale et, de là sur Cuba. Un ou deux milliers de nègres rôdaient dans les bois et les montagnes qui avoisinaient la ville et harcelaient constamment les petits détachements anglais envoyés à la chasse, tuant maintes fois trois ou quatre traînards.

Penn et Venables en Angleterre

Les navires avaient à peine jeté l'ancre, le 31 août, que Penn dépêchait un certain nombre de lettres aux différents personnages anglais qui, pensait-il, devaient être avisés de son retour et des raisons de cette décision. L'une d'elles, écrite à Cromwell, dépeint admirablement l'attitude de Penn en la circonstance :

« ...il était plutôt contraire à mon sentiment de quitter le service de Votre Altesse en ces régions : mais j'ai été avisé, et à la fin persuadé (par certains sur l'esprit desquels cette décision pèse) que mon départ pour l'Angleterre serait plus profitable au service de Votre Altesse que mon séjour làbas (175). »

Le 3 septembre un rapport des commissaires de l'Amirauté était lu en Conseil d'Etat, annonçant l'arrivée de l'escadre de Penn, comprenant dix-neuf navires, dans la baie de Stokes. Les commissaires avaient donné ordre à l'escadre de remonter le fleuve, les gros navires devaient s'arrêter à Chatham tandis que les unités plus légères se dirigeraient sur Woolwich et Deptford. Après lecture de cette communication, le Conseil jugea nécessaire d'instituer une enquête au plus tôt. En conséquence, le président Lawrence écrivit à Penn pour lui ordonner de se

(175) Penn à Cromwell, 31 août, *Thurloe*, III, 752.

rendre en hâte à Whitehall, afin d'y assister aux séances du Conseil, et de laisser la tâche de ramener les navires à quelques-uns de ses officiers supérieurs (176). Le même jour, l'amiral Penn écrivait à Thurloe pour se plaindre que sa lettre du 31 août fût restée sans réponse. Une fois de plus, Penn tentait de faire bien clairement ressortir que ce n'était « pas un coup de tête qui l'avait entraîné à s'en revenir ».

Tout le monde croyait en Angleterre que Venables avait succombé à la fièvre à la Jamaïque, car la flotte avait appris la nouvelle de sa mort juste au moment de quitter le port de Kingston. Ce n'est certainement pas sans une certaine surprise que les autorités apprirent ensuite l'arrivée du *Marston-Moor*, portant à son bord Venables, le 9 septembre. Le général envoya promptement des lettres à Cromwell et à Thurloe (177) pour essayer de justifier son départ des Antilles. La mort eût été pour lui chose certaine s'il fût demeuré dans l'île ; sa maladie de huit semaines l'avait réduit à l'état squelettique, et durant les trois dernières semaines qu'il avait passées dans l'île, il avait été en proie au délire. Les médecins militaires s'étaient souvenus d'une légère amélioration durant le voyage entre Saint-Domingue et la Jamaïque et conséquemment lui avaient enjoint de s'embarquer pour l'Angleterre, dans l'espoir que le voyage sur mer lui sauverait la vie. Le voyage avait grandement amélioré la santé du général, mais lorsque le *Marston-Moor* atteignit Spithead il était encore si « faible que ne puis monter à cheval, et rarement m'asseoir, sinon très à l'aise ». Il redoutait, en conséquence, le voyage de Portsmouth à Londres et demanda en conséquence que le *Marston-Moor* fût autorisé à remonter la Tamise (178).

Le 11 septembre, Penn recevait l'ordre d'assister à la réunion du Conseil d'Etat le lendemain matin à huit heures (179).

(176) *Cal. of State Papers Domestic*, 1655, 312 et *Calendar of State Papers colonial*, 1574-1660, 428.

(177) Venables à Cromwell, 9/19 septembre, *Thurloe IV*, 21, et Venables à Thurloe, *Idem*. 13th Rep. Hist. Mss. Comm., II, 97. Venables à Cromwell, *Venables' Narrative*, 71.

(178) Des lettres semblables furent adressées à Lord Lambert, au colonel Sydenham et au général Disbrowe. *Venables' Narrative*, 73.

(179) *Cal. of State Papers Domestic*, 1655, 328.

Lorsque l'amiral comparut devant le Conseil, il donna le récit des événements qui s'étaient déroulés depuis que la flotte avait fait voile, le jour de Noël 1654, et termina sur l'exposé de la situation de la flotte qu'il avait laissée en arrière à la Jamaïque (180) en juin. A la suite de ce récit, une Commission fut immédiatement nommée pour « étudier la question de la Jamaïque dans son ensemble et en soumettre un rapport (181) ».

Venables ne fut pas autorisé à s'en venir à Londres à bord du *Marston-Moor* et écrivit en conséquence à Thurloe (182), le 12 septembre, qu'il se hâterait de se rendre à Londres à la première occasion ». Le lendemain, il écrivait à Cromwell (183), pour lui promettre de faire diligence. Le général eut une rechute et ne put se rendre à Londres avant le 17. Il apprit que le *Marston-Moor* devait reprendre la mer aussitôt que possible, mais comme il y avait à bord deux hommes dont il désirait invoquer le témoignage, il écrivit au ministre Thurloe une note qui contient la phrase suivante : « Je vous le demande comme une faveur... Je vous en supplie, Monsieur, arrêtez leur voyage et faites le silence sur cette clause de ma lettre... (184) ».

On se perdait naturellement en conjectures sur la réception dont les deux officiers devaient être l'objet à leur retour de Londres. Le sentiment public semble être le mieux traduit par la lettre de l'ambassadeur Nieupoort aux Etats-Généraux en date du 14/24 septembre, où nous lisons :

(180) A cette époque, Penn fournit à Thurloe « l'instrument »... par lequel la terre était répartie entre plusieurs régiments aux fins de culture, et que j'ai signé, *Thurloe*, IV. La question du partage des terres fut soulevée devant la Commission de la Jamaïque, le 26 octobre 1655. Etaient chargés de l'étudier le général Disbrowe, Sir Charles Wolseley, le colonel Montagu, Mr Strickland. Voir *State Papers Domestic Interregnum*, I, vol. 76, 283.

(181) Les membres de cette Commission chargée d'étudier le rapport de Penn, ainsi que l'affaire de la Jamaïque dans son ensemble, étaient : les Lords Fienes, Lambert et Lisle, les colonels Jones et Sydenham et le général Disbrowe. Dans les *Memorials*, II, 141, on trouvera la déclaration que deux quelconques des membres de cette Commission avaient qualité pour statuer et agir.

(182) *Venables' Narrative*, 73.

(183) Venables à Thurloe, 12 septembre, *Thurloe*, IV, 38.

(184) Venables à Thurloe, 17 septembre. *Idem*. Le *Marston Moor* fut retenu, comme il le demandait. Voir *Cal. of State Papers Domestic*, 1655, 393.

« Ils pensent que les généraux Penn et Venables se rejettent l'un à l'autre la responsabilité des désordres intervenus dans la mise à exécution des projets sur Saint-Domingue. Et l'on croit qu'ils sont tous deux revenus sans en avoir reçu l'ordre (185) ». Cromwell était à la vérité très courroucé à l'égard des deux officiers. Son projet le plus cher, grâce auquel il avait espéré briser la puissance de l'Espagne et consolider les possessions anglaises du Nouveau Monde en un vaste empire qui fût à l'abri des menaces espagnoles, tout cela se trouvait réduit à néant par le manque de capacité et de collaboration des deux hommes qu'il avait mis à la tête de l'expédition. Au lieu de consolider sa puissance aux yeux du Parlement et du peuple, ainsi que Cromwell l'avait espéré, l'échec du « Projet Occidental » affaiblirait encore son gouvernement. Cette crainte de la part du Protecteur semble apparente dans la détermination qui lui fit empêcher la vérité sur l'expédition de se faire jour parmi le public. Ce que démontre une lettre écrite par W. Dugdale à John Langley, le 9 octobre 1655 : « Il semble que nos supérieurs ne voient pas d'un bon œil la communication de tant de ces questions à la presse ; car ils ont restreint la circulation de tous les pamphlets sauf le *Politicus*, qui doit être visé par le secrétaire d'Etat (186). »

Le 20 du même mois, Venables comparaisait à son tour devant le Conseil (187). Lorsqu'on lui demanda pourquoi il était revenu, le général répliqua que l'armée lui avait demandé de la représenter en Angleterre. Venables déclara qu'il « ne s'attendait pas à ce qu'on lui en demandât compte, et qu'il n'était nullement préparé à y répondre... » Ayant demandé quelques jours pour préparer sa réponse, sa requête fut repoussée. Il prétend avoir demandé au Conseil de prendre connaissance des minutes du Conseil de guerre du 7 juin, ce que le Conseil refusa de faire. Il parla ensuite de sa maladie, sans réussir à

(185), *Thurloe*, IV, 32.

(186) *Fifth Rep. Hist. Mss. Comm.*, 176. Voir également *Calendar State Papers Domestic*, 1655, 384.

(187) *State Papers Domestic Interregnum*, I, vol. 76, f. 296 ; également *Memorial* II, 141.

éveiller leur sympathie (188). Le Conseil renvoya Venables et mit aux voix la punition à lui infliger, en même temps que le traitement dont Penn devait être l'objet. Après avoir discuté un certain temps, on arrêta la rédaction d'un « mandat » confinant Venables à la Tour pour avoir « déserté l'armée dont il avait la charge, contrairement aux ordres reçus ». Un mandat similaire fut signé pour l'arrestation et l'emprisonnement de Penn, général de la flotte anglaise en Amérique, pour avoir « sans autorisation quitté son poste, contrairement aux ordres reçus (189) ».

Le Conseil d'État s'ajourna peu après, et Venables essaya d'avoir connaissance de la décision prise à son endroit. Il s'adressa tout d'abord au colonel Sydenham, dont il reçut une réponse évasive ; puis au président Lawrence, lequel lui dit que le « Clerk » le lui ferait savoir. Étant donné son « extrême faiblesse », Venables écrivit à Cromwell pour lui offrir une garantie de 10.000 livres et des répondants, s'il voulait commuer la sentence en « emprisonnement dans ses appartements » jusqu'à ce qu'il eût recouvré quelque peu ses forces. Cette dernière requête fut également repoussée et le soir même il était « remis prisonnier au lieutenant de la Tour ». L'ordre d'emprisonnement, adressé à « John Barktead, lieutenant de notre Tour de Londres », donnait, comme raison de l'emprisonnement de Venables, le fait qu'il « avait sans autorisation déserté l'armée confiée à sa charge, contrairement aux ordres reçus... » (190). Penn fut incarcéré à la Tour en même temps (191). Le lendemain

(188) *Venables' Narrative*, 73-74. Il importe naturellement d'observer que le récit de Venables avait pour but sa propre justification, et que son exposé du traitement dont il fut l'objet de la part du Conseil peut être quelque peu suspect ; toutefois, c'est le seul compte rendu de cette délibération qui semble exister à l'heure actuelle.

(189) *State Papers Domestic Interregnum*, I, vol. 76, 296.

(190) *Venables' Narrative*, 76-77. Voir lettre du ministre Thurloe à Henry Cromwell, *Thurloe*, IV, 55. Thurloe disait en parlant de Venables : « Dès sa première apparition devant le Conseil, il était condamné à la Tour, étant incapable de justifier l'abandon de son commandement sans permission au hasard de l'armée. Le général Penn fut également condamné en même temps pour le même motif » (25 septembre/5 octobre 1655).

(191) *Memorials*, II, 141. Penn ne put fournir aucune raison de son abandon de la Jamaïque. Voir Nicholas à Jos. Jane, 2/12 octobre. *Calendar of State Papers Domestic*, 1655, 364. Nicholas estimait que Cromwell se montra si sévère envers Penn et Venables pour faire triompher « sa sagesse » dans l'établissement du « projet » par la punition de ceux qui avaient échoué dans l'exécution.

de l'incarcération de Venables, les copies des deux documents qu'il avait offerts au Conseil lui furent rendu; l'un montrait les votes du Conseil de guerre du 7 juin; le second contenait les revendications de l'armée en date du 18 juin (192). Il semble qu'on n'ait pris aucune disposition ultérieurement à leur égard.

Venables adressa à Cromwell une pétition le suppliant de le faire libérer, en date du 23 octobre, afin qu'il pût comparaître devant le Protecteur et se justifier. Cromwell se montra fort courroucé de cette requête, surtout parce qu'elle n'indiquait aucunement que Venables fût disposé à se reconnaître tant soit peu responsable de la série d'échecs essuyés aux Antilles. Il refusa de rien faire jusqu'à ce que le général consentît à admettre ses torts, ce que Venables semblait être tout aussi fermement décidé à ne pas faire (193).

Le 25 octobre, une pétition similaire de Penn était lue en Conseil, dans laquelle il reconnaissait humblement qu'il était « revenu dans ses foyers sans autorisation » et se terminant par ces mots : « Le propre de l'homme est d'errer, mais la vertu d'un prince est de pardonner l'erreur ». Sur quoi, « en considération de ce qu'il reconnaissait sa faute et en faisait sa soumission (194) », le Conseil ordonna son élargissement dès qu'il aurait remis sa commission « de général de la flotte », commission qui fut par lui remise l'après-midi même entre les mains de M. Jessop.

Le général Venables tint encore cinq jours, et finalement envoya également une pétition où il avouait ses erreurs. Le Conseil ordonna son élargissement aussitôt qu'il aurait rendu entre les mains de M. Jessop « sa commission de général et son commandement en Irlande (195) ». Le général attribuait

(192) *State Papers Domestic Interregnum*, I, vol. 76, 299, 21 septembre 1655.

(193) *Venables' Narrative*, 80-87.

(194) *State Papers Domestic Interregnum*, I, vol. 101, 76, vol. 76, 345-6, 25 octobre 1655; également vol. 112, 238. Cromwell, ordre d'élargissement de Penn.

(195) *Ibid.*, 402 et *State Papers Domestic Interregnum*, I, vol. 76, 352. (Venables a dit, dans son *Narrative*, 87, qu'il fut obligé de résigner sa commission de colonel d'un régiment d'infanterie en Irlande, commandant en chef des forces de l'Ulster, et commandant de la ville et du château de Carrickvargus »).

son élargissement surtout aux efforts de deux amis, la vicomtesse Ranalaugh et Sir John Clotworthy. En raison d'un léger retard dans la remise de son commandement d'Irlande, qu'il n'avait pas sur lui, Venables fut rendu à la liberté le 2 novembre seulement (196).

Ni Venables ni Penn ne se virent confier de nouvelles missions par Olivier Cromwell, mais dès la restauration de Charles II, celui-ci leur rendit les postes dont ils avaient été chassés cinq ans auparavant.

(196) Conditions for Venables Release, *State Papers Domestic Interregnum*, I, vol. 76, 354, 31 octobre 1655. Remise par Venables de ses commandements d'Irlande, 2 novembre 1655. *Ibid*, 365.

CHAPITRE XIII

Les résultats immédiats de la conquête

Ce fut vers le milieu de mai 1655 qu'arriva en Angleterre la nouvelle de la saisie par Penn des navires hollandais qui se trouvaient dans la baie de Carlisle, à la Barbade. Nieuport, ambassadeur de Hollande en Angleterre, s'en fut sur le champ trouver le ministre Thurloe et protesta contre la capture des dix-huit vaisseaux, et se vit demander de formuler ses objections par écrit afin qu'elles fussent soumises à Cromwell. Nieuport rédigea une note au sujet du navire *Currycomb* de Rotterdam, donnant un compte rendu que, prétendait-il, il avait recueilli de la bouche des marins qui étaient revenus de la Barbade à bord d'un navire anglais. Selon leur version, le vaisseau hollandais était en provenance de *Carrao*, colonie hollandaise, avec une cargaison de chevaux et de chèvres lorsque les Anglais s'en emparèrent en pleine mer et « plus loin que les îles anglaises ». En conséquence, Nieuport alléguait que la capture du navire était injustifiée. Il écrivit également deux autres « mémoires » concernant les navires *Seahorse* et *Parrot* dont il considérait également la capture comme injustifiée. Le 25 mai et le 15 juin, d'autres protestations étaient présentées au Gouvernement, sans paraître affecter le moins du monde le gouvernement de Cromwell. Le 18 juin, Nieuport informait Olivier Cromwell qu'il possédait la preuve de l'illégalité des saisies pratiquées « dans les îles Caraïbes », et en conséquence demandait que des commissaires fussent nommés pour examiner les cas et obtenir « la restitution et la réparation de dommages et pertes subis ». Cromwell promit que ce serait fait et demanda à Thurloe, qui assistait à l'entretien, de le lui rappeler (1).

(1) Nieuport aux Etats Généraux, *Thurloe*, III, 527.

Le 3 septembre, Nieuport protestait à nouveau contre les saisies de Penn, mais les négociations traînèrent en longueur et l'ambassadeur de Hollande faisait connaître à son Gouvernement, en date du 14 octobre, que Penn avait saisi 17 ou 18 navires hollandais à la Barbade. Dès le début de novembre, les Etats Généraux de Hollande ordonnaient à Nieuport d'invoquer, à l'appui de la défense, que les navires s'étaient livrés au commerce avec les colonies anglaises des Antilles avec l'assentiment et l'autorisation des gouverneurs, et qu'il devait employer tous ses efforts à en obtenir la libération. Le Conseil d'Etat renvoya sur ces entrefaites la question devant une Commission spéciale présidée par Sir Charles Wolseley (14 novembre) et quinze jours plus tard la Commission présentait au Conseil le rapport de Penn sur les événements de la Barbade. La sous-Commission reçut mandat de conférer directement avec l'ambassadeur de Hollande et de faire connaître au Conseil les résultats de cette conférence.

Dans l'intervalle, le gouvernement suédois, par l'intermédiaire de son ambassadeur, protestait également contre la saisie d'un de ses navires marchands à la Barbade, et la question fut référée à la Commission de Wolseley. Le gouvernement suédois basait également ses prétentions sur la permission donnée par le gouverneur Searle à ses nationaux de faire commerce avec les colons. La réponse du Conseil à toutes ces revendications, en date du 11 décembre, déclarait que les navires étrangers qui s'étaient livrés au commerce avec les colonies l'avaient fait en violation directe de la loi de Navigation ; seuls le Parlement ou le Conseil d'Etat étaient autorisés à délivrer des licences spéciales pour les cas où la loi serait inopérante. La Suède avait de plus souscrit aux termes de la loi de navigation dans son traité de commerce avec l'Angleterre. De plus, le Conseil faisait également remarquer que les gouverneurs coloniaux n'avaient pas le pouvoir de permettre à leurs colonies de se livrer au commerce avec les nationaux étrangers, et qu'ils avaient tous nié avoir jamais délivré les permis auxquels il était fait allusion. Les gouverneurs avaient simplement averti les navires marchands étrangers qu'ils pouvaient faire

commerce avec les colonies, à leurs risques et périls. En conséquence, les saisies étaient déclarées absolument légales, et les plaintes mal fondées (2).

De la première semaine de mai jusque vers le milieu de juillet, toutes les nations européennes avaient connu de nombreuses rumeurs au sujet de l'expédition anglaise des Antilles. Tout d'abord, elles étaient fort éloignées de la vérité. Cardenas soupçonnait évidemment la véritable nature des choses, et écrivait à Cromwell le 5/15 mai pour lui demander audience ; cinq jours plus tard il adressait une requête semblable, mais il semble que le gouvernement anglais se soit peu soucié de ces requêtes (3).

Certains bruits couraient d'une attaque contre les plantations françaises ; d'autres, plus vraisemblables, situaient l'attaque projetée dans les colonies espagnoles, sans toutefois préciser l'endroit. Un navire espagnol parti de Saint-Domingue le 18 mars, arrivé à destination dans les derniers jours de mai, n'avait apporté aucune nouvelle d'aucune activité de la flotte de Penn ; et cependant ce rapport, d'apparence encourageante, ne parvint pas à calmer les craintes des Espagnols. Le 8 juin, on apprenait à Madrid que Penn était à Saint-Christophe et probablement en route pour « la Havane » (4).

Un mois se passa avant que l'on pût obtenir de nouvelles certaines, mais le 2 juillet, Nieuport informait les Etats Généraux (6) que Cromwell venait d'annoncer au Conseil d'Etat que Venables avait débarqué à Hispaniola le 28 mai, à la tête de 10.000 soldats, sans compter les équipages de la flotte, et s'était emparé de la ville. Dans la même journée, Nieuport écrivait qu'il avait fait erreur sur la date de l'attaque, qui eût dû être le 28 avril au lieu du 28 mai. Cette lettre contenait de plus la rumeur surprenante, dont on ne trouve trace nulle part

(2) *State Papers Domestic Interregnum*, I, vol. 76, 263, 376, 396, 377, 397, 413. *Rawl. Mss. A.* vol. 32, f. 541.

(3) *Rawlinson Mss. A.* vol., 26, f. 42, 53.

(4) Sir Benjamin Wright au Ministre Thurloe, 26 mai/5 juin, *Thurloe*, III, 478.

(5) Du même au même, 6 juin/16 juin, *Idem*, 517.

(6) Nieuport aux Etats Généraux, 22 juin/2 juillet, *Idem*. 571.

ailleurs et qui, de toute évidence, est manifestement fausse, que les troupes anglaises étaient aidées par 500 soldats français de Saint-Christophe (7). Le bruit courut avec persistance de la prise de Saint-Domingue, et il commença de régner en Espagne un certain malaise, dû à la crainte d'une guerre prochaine avec l'Angleterre, qui ne saurait manquer de s'ensuivre. Il fallait si possible l'éviter : « Le commun du peuple dit et espère que Dieu les préservera d'une guerre avec l'Angleterre, qui présagerait la ruine et la destruction certaine... (8) ».

Vers le 23 juillet (9) commencèrent de circuler en Europe des bruits de défaite anglaise à Saint-Domingue, bien que le bruit de leur succès trouvât généralement crédit. Le 27 juillet, le ministre Thurloe était au courant de la défaite, ainsi qu'il appert dans sa lettre à Mr Pell, où il disait : « Nous avons reçu de mauvaises nouvelles des Antilles où nos troupes, à leur première tentative, ont essuyé une grande déroute... (10) ».

Dans une lettre du 17/27 août, Mr Longland, agent de Cromwell à Livourne, faisait connaître que l'opinion publique était vivement émue de la nouvelle de l'échec des Anglais aux Antilles. Les faits, toutefois, étaient fortement dénaturés, car le rapport disait que les Anglais s'étaient emparé de Saint-Domingue et s'étaient ensuite dirigés sur Carthagène, où ils avaient été complètement battus après plusieurs attaques qui leur avaient coûté 3.000 hommes. Après leur défaite les Anglais « s'en étaient retournés à Saint-Domingue (11) ».

L'arrivée en Angleterre de Penn, le 31 août, et de Venables, le 9 septembre, dissipa naturellement tous les doutes. Leur procès ainsi que leur châtimement ont été mentionnés au cours du précédent chapitre.

Quelques jours après l'arrivée de Penn, Thurloe écrivait à

(7) *Idem*, 593.

(8) *Idem*, III, 610, 3/13 juillet 1655.

(9) Bordeaux à Lionne, 13/23 juillet, 1655. *Idem*, 636.

(10) Le ministre Thurloe à M. Pell, 27 juillet 7 août, Vaughan, *Protectorate of Cromwell*, vol. I, 229.

(11) Longland à Thurloe, 17/27 août, *Thurloe*, III, 720. On trouvera d'autres lettres parlant des bruits qui couraient sur l'expédition, *Idem*, 417, 434, 446, 523, 542, 550, 596, 613, 623, 625, 637, 695.

Lord Broghill pour l'informer du désir manifesté par Cromwell d'envoyer des Ecossais, hommes et femmes, pour coloniser la Jamaïque. Le 18 septembre, il recevait une réponse qui lui exposait la grosse difficulté de recruter des colons en Ecosse. Broghill comprenait que Thurloe désirait qu'il recrutât des hommes pour renforcer les troupes de la Jamaïque, des cultivateurs, et des femmes qui accompagneraient leurs époux ou trouveraient à se marier à la Jamaïque. Il conseillait de plus à Cromwell de faire certaines concessions de nature à encourager la colonisation, car, disait-il, « si vous exercez une pression sur les hommes... vous mettez le feu au pays », car le loyalisme écossais était généralement fort médiocre. Il promettait, toutefois, de « se procurer tous ces vagabonds sans attache (dont les rues foisonnent), dépourvus de moyens d'existence autres que la mendicité; ce sera une charité à leur faire, en même temps qu'un service à rendre à l'État et un soulagement pour le pays (12) ».

Un peu plus tard, Broghill adressait au secrétaire d'Etat trois autres lettres (13) montrant clairement le peu d'espoir qu'il y avait de persuader aucun Ecossais de quitter son foyer pour aller s'établir à la Jamaïque. La question semble être restée en suspens jusqu'après octobre.

En même temps, le gouvernement anglais s'efforçait, avec des chances de succès infiniment plus nombreuses, d'engager les Irlandais à émigrer vers la colonie nouvelle. Henry Cromwell écrivait le 18 septembre à Thurloe, annonçant qu'il serait comparativement facile de se procurer le concours des jeunes filles irlandaises, et conseillait l'envoi de 1500 à 2000 jeunes gens de 12 à 14 ans « dont nous pouvons facilement disposer (14) ». Du 18 septembre au 14 novembre, Thurloe et Henry Cromwell entretenirent une correspondance suivie au sujet du

(12) Broghill à Thurloe, 18/28 septembre 1655, *Thurloe*, IV, 41.

(13) *Du même au même*, 27 septembre/7 octobre, *Idem*, 41. *Du même au même* 9/19 octobre, *Idem*, 73. *Du même au même*, 23 octobre/2 novembre. *Idem*, 104.

(14) Henry Cromwell à Thurloe, septembre 18/28. Le 26 septembre le Conseil d'Etat nommait une Commission chargée d'étudier la question de l'envoi des Irlandais à la Jamaïque. Le 3 octobre était voté un ordre « aux termes duquel 1.000 jeunes Irlandaises et un nombre égal de jeunes gens de 14 ans ou au-dessous » devaient être envoyés à la Jamaïque. *Cal. of State Papers Colonial*, 1574-1660, 430-431.

transport de cette jeunesse à la Jamaïque (15). A maintes reprises, Cromwell déclarait que tout était prêt, si le gouvernement anglais consentait à pourvoir à leur traversée. Mais les retards suivirent les retards. Tout d'abord, Thurloe tomba malade et ne put s'occuper de cette affaire ; puis la santé de Cromwell lui-même fut altérée, et les négociations en furent encore retardées. Le 16 octobre, il semblait qu'enfin on allait arriver à un résultat, car Thurloe, reconnaissant que le gouvernement de la métropole avait été fort lent, annonçait que les instructions seraient probablement prêtes pour le prochain courrier. Une semaine se passa, puis arrivèrent deux grandes escadres anglaises qui furent l'occasion d'un nouveau retard dans les préparatifs. Après le 14 novembre, on semble avoir abandonné la question, car la crise extérieure était devenue si pressante que les questions du genre de la colonisation de la Jamaïque passèrent momentanément à l'arrière-plan.

La crise dont il est question ci-dessus était la certitude croissante d'une guerre entre l'Angleterre et l'Espagne. Trois jours après l'arrivée de Venables en Angleterre, le comte de Brienne écrivait à Bordeaux (12/22 septembre) pour l'informer que le roi d'Espagne avait décrété la saisie de tous les biens des négociants anglais établis en Espagne. De l'avis de Brienne, cette mesure équivalait à une déclaration de guerre. Thurloe y voyait également « en substance une déclaration de guerre (16) », mais le gouvernement anglais n'entra pas en action immédiatement, cependant, en raison d'un pressant besoin d'argent (17).

(15) On trouvera ces lettres dans *Thurloe*, IV, 53, 54, 55, 74, 75, 87, 88, 100, 107, 191 et 198. Également 1/122, 1. Question renvoyée à la Commission de la Jamaïque, le 3 octobre, laquelle décida que 14 shillings par tête suffiraient pour le transport. m. d. 1/76, 319. On projetait également l'envoi de certains des soldats démobilisés d'Irlande, c'est pourquoi Cromwell s'efforça de les empêcher de se disperser aussi longtemps que possible ; ce lui fut plutôt difficile, et il ne cessait de presser Thurloe de prendre en hâte une décision à leur égard.

(16) Comte de Brienne à Bordeaux, 12/22 septembre. *Thurloe*, IV, 27. Autres références montrant la guerre comme inévitable, *Idem*, 65, 99, 100, 107, 115, 188.

(17) *Cal. of State Papers Domestic*, 1655, 358. Il semblerait que Cromwell ne désirait pas lutter avec l'Espagne dans la région septentrionale, et en conséquence le gouvernement anglais attendit six semaines avant de prendre des mesures de représailles contre l'embargo espagnol. C'est ce qui ressort d'une lettre datée de Cologne, 2/12 octobre, où il est dit (*Thurloe*, IV, 65) : « Les plus sages disent qu'il est probable que la mise en route de Penn et de Venables vous déchargera sur ces derniers d'une grande partie de la besogne et vous permettra d'essayer d'apaiser l'Espagne... »

Le gouvernement espagnol pensait évidemment que cette mesure de représailles, motivée par la prise de la Jamaïque, amènerait Cromwell à traiter et à maintenir la paix. Les Espagnols eux-mêmes étaient soucieux d'éviter la guerre, car les Français les serraient de près et leur sort ne faisait pas de doute si l'Angleterre entrait en guerre dans le même temps (18).

À Cologne, on se réjouissait grandement de la perspective d'une guerre entre l'Angleterre et l'Espagne, que chacun jugeait alors inévitable. Il y avait dans cette ville de nombreux adhérents de Charles II qui envisageaient la possibilité d'amener le souverain espagnol à épouser la cause de Charles. Ils allèrent même jusqu'à parler d'une alliance hispano-hollandaise contre Cromwell qui, à leurs yeux, était un monstre dont ils souhaitaient chaque jour le trépas (19).

La situation telle que la concevaient les émigrés anglais en septembre est clairement traduite dans deux lettres écrites par le secrétaire Nicholas à Jane. Bien que le gouvernement espagnol fût probablement bien certain que l'intention de Cromwell était de lui faire la guerre aux Antilles, les royalistes anglais craignaient que le roi hésitât trop longtemps avant de déclarer la guerre, car il avait la réputation d'être extrêmement lent dans ses décisions, et il fallait également craindre la formation prochaine d'une alliance entre la France, la Suède, les Etats protestants, les Pays-Bas et l'Angleterre contre l'Espagne. On savait toutefois que l'Angleterre avait grand besoin d'argent. Les royalistes souhaitaient une guerre anglo-espagnole, étant, comme le dit Nicholas, convaincus que « seule une guerre étrangère hâterait la fin de l'empire de Cromwell, car l'Angleterre n'en saurait supporter longtemps les charges ». L'importance énorme des opérations navales anglaises dans les eaux européennes, en tant que partie intégrante du projet de conquête des Antilles, n'échappait aucunement à

(18) *Cal. of State Papers Domestic*, 1655, 375, et *Thurloe*, IV, 60-210.

(19) Nicholas à Jos. Jane, 19/29 octobre. *Cal. of State Papers Domestic*, 1655, 384 388; *Thurloe*, IV, 65.

Nicholas, lequel disait que Cromwell échouerait, « à moins que Blake ne rencontrât une partie de l'escadre aux trésors (20) ».

Vers la fin de septembre, le bruit courut sur le continent que les Anglais avaient été chassés de la Jamaïque et essuyé d'effrayantes pertes. Nicholas apprit également que Cromwell aurait dit aux commerçants anglais que l'Espagne avait déclaré la guerre à l'Angleterre. Mais il semble que nulle saisie ne fut déclarée contre les marchandises anglaises dans les Flandres, et le continent ne sut pas que le gouvernement anglais faisait saisir les marchandises flamandes en Angleterre. Au mépris de certaines clauses relatives au traitement des commerçants en pays ennemi durant les six mois qui suivraient une déclaration de guerre, lesquelles avaient été incorporées dans plusieurs traités anglo-espagnols au début du XVII^e siècle, l'Espagne avait saisi tous les navires et marchandises d'origine anglaise dans ses ports et arrêté au moins trente-deux sujets anglais à Malaga et à Cadix (21).

Durant la fin de septembre et les deux premières semaines d'octobre, la saisie des navires et marchandises appartenant aux commerçants anglais établis en Espagne, et l'emprisonnement des commerçants eux-mêmes, se poursuivirent sans arrêt (22). Mais le gouvernement anglais se sentait les mains liées, à cause des dangers de rébellion en Irlande (surtout dans le Connaught) et aussi en Ecosse (23). Cependant la guerre s'affirmait plus certaine et les Hollandais s'apprétaient à en profiter et à mettre la main sur le commerce des belligérants cependant qu'ils seraient aux prises (24).

A la date du 9/19 octobre, Don Alonso de Cardenas écrivit à Thurloe pour lui demander d'obtenir une audience du Protecteur le lendemain, ayant reçu de son souverain l'ordre de se rendre dans les Flandres, et désirant faire ses adieux à Crom-

(20) *State Papers Domestic Interregnum*, I, vol. 76, 14/24 septembre 1655.

(21) *Idem*, vol. 100, 158, 28 septembre/8 octobre 1655.

(22) *Thurloe*, IV, 55, 60, 88.

(23) Thurloe à Henry Cromwell, 16/26 octobre, *Idem*, 88.

(24) Lettre du « service secret » de Hollande, 29 octobre/8 novembre, *Idem*, 97.

well (25). Cette requête fut l'objet d'un refus, et le 13/23 octobre, l'ambassadeur écrivait à Cromwell pour lui exprimer ses regrets de n'avoir pu obtenir une audience et réclamant ses passeports (26). Quatre jours plus tard, le Conseil rédigeait un édit permettant à l'ambassadeur de quitter le pays, puis l'annula. Dans la journée, la chose fut à nouveau discutée, et l'on décida de lui délivrer un permis de partir avec sa suite et ses biens. Dans le même temps ordre était donné d'annuler toutes réclamations faites par les Espagnols devant les cours navales (27). Le lendemain, 18 octobre, Cromwell recevait de Cardenas une lettre dans laquelle celui-ci se plaignait que ses passeports ne fussent pas rédigés en la forme habituelle, et demandant qu'on lui délivrât des passeports réguliers (28). Le 22 octobre, le Conseil adoptait un nouveau décret autorisant l'ambassadeur d'Espagne à transporter dix chevaux avec ses biens et « nécessités », de Douvres à Dunkerque, francs d'accise. Mais Cardenas ne semblait nullement pressé de quitter le pays, et en conséquence le Conseil adopta une motion, en date du 24 octobre, ordonnant que Cardenas fût avisé que le gouvernement anglais exigeait qu'il eût quitté le pays dans les quatre jours. En même temps un décret enjoignait à tous les fonctionnaires des douanes et des ports de le laisser partir « en toute liberté » et les commissaires de l'Amirauté reçurent l'ordre de mettre à la disposition de l'ambassadeur une frégate pour le conduire en Flandre (29). Cardenas partit peu de temps après et fut contraint de subir l'inqualifiable outrage de la visite de ses bagages par les fonctionnaires des douanes avant son départ (30).

(25) Cardenas à Thurloe, 9/19 octobre, *Idem*, 72. Nous y voyons un excellent exemple du manque de soin avec lequel Birch « éditait » les documents qu'il préparait pour la publication des Papiers d'Etat de Thurloe. La lettre ci-dessus ne pouvait pas avoir été écrite le 30 avril/10 mai 1655, longtemps avant qu'on apprît en Europe les opérations de la flotte anglaise aux Antilles, et cependant dans le vol. III de *Thurloe*, on trouve une traduction de la lettre ci-dessus mentionnée sous la date du 30 avril/10 mai. A la page 72 du quatrième volume se trouve l'original de la lettre en espagnol et sous la date la plus vraisemblable. Birch a commis de nombreuses erreurs du même genre, qui nécessitent un certain soin dans l'usage de son ouvrage.

(26) Cardenas à Cromwell, 13/23 octobre 1655, *Idem*, 82.

(27) *State Papers Domestic Interregnum*, I, vol. 112, 234-237, 17 octobre.

(28) *Thurloe's State Papers*, vol. IV, 91, 107, 115.

(29) *State Papers Domestic Interregnum*, I, 112, 236, 237, et vol. 76, 342.

(30) Nieuport aux États Généraux, 9/19 novembre 1655. *Thurloe's State Papers*⁴ vol. IV, 177.

Les 25 et 26 octobre, le Conseil d'Etat discuta une déclaration contre le traitement infligé par les Espagnols aux nationaux britanniques et justifiant l'expédition anglaise contre les colonies espagnoles d'Amérique. La question fut renvoyée à l'attention d'une Commission composée de Fiennes, Jones, et Sydenham. Dans l'après-midi de la deuxième journée, le Conseil envisageait à nouveau la déclaration « de l'état de guerre » entre les deux puissances (31). Dans l'intervalle, on passait aux actes vis-à-vis de l'Espagne. Le 24 octobre, l'embargo était mis sur toutes les marchandises espagnoles. Six jours plus tard le Conseil ordonnait la saisie de toutes les marchandises espagnoles en Angleterre, et le lendemain, 31 octobre, les « généraux de mer » recevaient l'ordre de « saisir, surprendre et capturer tous navires et marchandises appartenant au roi d'Espagne et à ses sujets, et en cas de résistance, de les combattre, incendier, couler ou détruire, et de tuer quiconque résisterait (32) ».

La déclaration de Cromwell contre l'Espagne fut rédigée le 1^{er} novembre (33). Le préambule exposait que le souverain espagnol avait, sans aucun préavis, mis l'embargo sur les navires et marchandises appartenant à l'Angleterre, et avait jeté les commerçants anglais en « de vils donjons », tous actes qui constituaient une violation directe de l'article 23 du traité de paix signé en 1630, lequel stipulait que dans le cas de difficultés entre les deux puissances, les commerçants de chaque nationalité auraient six mois pour transporter leurs marchandises hors du pays sans être molestés en quoi que ce soit par le gouvernement ennemi. Le roi d'Espagne ayant ainsi violé la paix entre les deux pays par ces actes d'hostilité injusti-

(31) *State Papers Domestic Interregnum*, I, vol. 76, 344, 346, 25 octobre, 348, 394, 26 octobre.

(32) *State Papers Domestic Interregnum*, I, vol. 76, 344, 24 octobre ; *idem*, 252, 30 octobre ; *idem*, 357, 1^{er} novembre.

(33) *Idem*, 360-361, 1^{er} novembre. Le vingt-troisième article du traité était ainsi conçu : « S'il arrive désormais qu'il adienne entre le roi de Grande-Bretagne et le roi d'Espagne aucun déplaisir qui pourrait entraîner un danger d'interruption des relations commerciales, les sujets de l'un et l'autre souverain devront en être avisés de manière à pouvoir disposer de six mois à courir du jour de l'avertissement, pour transporter leurs marchandises, sans qu'ils puissent être l'objet d'aucun arrêt, ennui ou dommage en leur personne ou leurs biens. »

fiables qui « avaient tendu à la guerre non seulement *de facto*, mais aussi par une proclamation dans laquelle le souverain cherchait à excuser ces arrestations injustes et actions hostiles sous le prétexte d'envoi d'une escadre anglaise dans les Antilles », Cromwell déclarait qu'il se voyait contraint et forcé aux représailles. Il déclarait que le roi avait omis de reconnaître, dans ses proclamations, qu'en de nombreuses occasions des expéditions espagnoles avaient harcelé les colonies anglaises et tué ou réduit en esclavage de nombreux colons. En conséquence, le gouvernement anglais déclarait un embargo général contre l'Espagne, et des « représailles universelles » contre les sujets espagnols dans toutes les parties du monde. Cette proclamation était en réalité équivalente à la déclaration de l'état de guerre entre les deux puissances, motivé par les actes hostiles de l'Espagne.

Le lendemain, la publication de lettres générales de représailles fut ordonnée (34) et huit jours après, le 9 novembre, on dressa des listes de contrebande basées sur les précédents de la guerre avec la Hollande. Dans la dernière semaine de novembre arrivait de Naples la nouvelle que les autorités avaient saisi d'énormes sommes d'argent et toutes les marchandises appartenant aux Anglais qui habitaient la ville, et que tous les sujets anglais avaient été expulsés. La plupart de ces réfugiés s'étaient enfui à Livourne. On apprit également que les Anglais résidant en Espagne avaient reçu l'ordre de se retirer à dix milles de la côte et que le Gouvernement avait commencé à hâter les préparatifs de mise de la flotte sur pied de guerre. Le bruit courait également que la Hollande s'apprêtait à venir en aide à l'Espagne, en offrant de lui céder des navires et des approvisionnements (35). En conséquence, le gouvernement anglais renouvela, à la date du 29 novembre, la publication de la déclaration de Cromwell contre l'Espagne, avec l'addition que la liste des marchandises que l'Angleterre regardait comme contrebande de guerre était augmentée de manière à comprendre tous les

(34) *Idem*, 364-65, 2 novembre, 372, 9 novembre.

(35) *Mercurius Politicus*, n° 286, 5789, et n° 288, 5825. Également *Rawl. Mss. A.* 33, f. 119.

métaux, toutes les matières premières qui pouvaient servir à la fabrication de la poudre, et toutes denrées alimentaires (36).

La fin de l'année vit les deux camps fiévreusement à l'œuvre et se préparant pour une guerre qui ne faisait aucun doute depuis septembre. Durant toute cette période, les adversaires avaient mis en état leurs navires de guerre ; et dans les plaines de l'Angleterre, les soldats étaient « instruits » en plus grand nombre qu'il n'avait été d'usage depuis nombre d'années (37).

Les nombreuses protestations des commerçants des deux pays étaient ignorées. Les commerçants anglais demandaient simplement une indemnité, puis la paix ; les commerçants espagnols se rendaient compte qu'une guerre ne pouvait manquer d'être désastreuse, surtout en raison du fait que leur Gouvernement n'avait pas suffisamment d'argent pour armer convenablement sa flotte ou porter la guerre dans les Flandres (38) ou au Portugal. Les Italiens étaient fort émus à l'idée de la guerre imminente, sentant bien que la sécurité de leur pape bien-aimé dépendait du maintien de la puissance de la monarchie espagnole (39).

Les projets pour colonisation

« On pense que l'idée de nouvelles conquêtes aux Antilles est abandonnée (40) », écrivait à son père, Bordeaux, ambassadeur de France, dès après le retour de Penn. Nieuport, ambassadeur de Hollande, dans une épître aux Etats Généraux, était un peu plus circonspect, probablement en raison de sa plus grande connaissance de l'obstination et de la persévérance anglaises, sachant bien qu'ils se battaient pour ainsi dire mieux lorsqu'ils étaient presque vaincus. « On verra bientôt, disait-il, si l'on continuera ici

(36) *State Papers Domestic Interregnum*, I, 401, f. 159, et vol. 76, 401.

(37) *Thurloe*, IV, 206. Le roi d'Espagne espérait encore que la paix ne serait pas rompue, à la date du 25 décembre/4 janvier 1655. *Cal. of State Papers Domestic*, 1655-1656, 74.

(38) *Thurloe*, IV, 331. Longland à Thurloe, Livourne, 21/31 décembre. « ...Il est infiniment clair que si l'Espagnol est privé de sa flotte des Antilles pour une année de plus, son vaste empire tombera bien vite en pièces... » *Idem*, 292 ; lettre secrète de Saint-Sébastien, 7/17 décembre 1655 : « ...n'étant pas capables de soutenir une guerre contre lui (Cromwell) à cause du manque d'argent, si les galions n'arrivent pas rapidement, ils seront mis en déroute... » Voir également *Idem*, 246.

(39) Longland à Thurloe, Livourne, 8/18 décembre, *Idem*, 295.

(40) *Thurloe State Papers*, vol. IV, 7, 3/13 septembre 1655.

les projets touchant ces régions, avec des forces plus grandes (41).

De fait, peu après l'incarcération de Penn et de Venables, Cromwell lançait toute une série de proclamations et d'instructions au sujet de la colonisation et du gouvernement de la nouvelle colonie ; il hâtait également l'achèvement des projets d'envoi d'énormes quantités d'approvisionnements à l'armée. A vrai dire, tout montre comme quoi le Protecteur était résolu à affermir sa position à la Jamaïque, bien que presque tous fussent en faveur de l'abandon, craignant que ce ne fût un « éléphant blanc » de plus à la charge du Gouvernement, dont les finances étaient loin d'être prospères. Deux lettres (42 de Cromwell au général Fortescue et à l'amiral Goodson montrent particulièrement ses intentions à l'égard de l'avenir de ce « Projet Occidental », sa détermination d'étendre le champ de ses conquêtes et de consolider son emprise sur les possessions espagnoles du nouveau monde. On y verra une fois de plus la volonté indomptable du Lord Protecteur, et son idée bien arrêtée que la poursuite des attaques engagées contre l'Espagne aux Indes occidentales était un devoir religieux qui ne devait aucunement être négligé, même en dépit d'une défaite aussi sévère que celle d'Hispaniola, même si les rangs de l'armée étaient aussi formidablement revagés par la maladie à la Jamaïque.

Dans sa lettre à Fortescue, le Protecteur écrivait au sujet du « Projet Occidental » : « ...nous n'oserions y renoncer, mais, avec l'aide de Dieu, le poursuivrons de toute notre puissance... » Remerciant Fortescue de la vaillance dont il avait fait preuve à travers la série de désastres essuyés par l'armée britannique à Saint-Domingue et à la Jamaïque, il promettait d'envoyer d'Angleterre des colons ainsi que d'importants renforts militaires et navals. C'était l'intention du gouvernement « de les tenir constamment ravitaillés en troupes fraîches ».

La lettre au nouvel amiral était, dans le ton, assez semblable, et montrait « le but et la résolution de Cromwell, avec l'aide du Très Haut, de poursuivre ce dessein », et Goodson était in-

(41) *Idem*, 32, 14/24 septembre.

(42) *Idem*, 130.

formé « qu'il ne manquerait pas non plus de détachements de troupes, ni de tout ce qu'il est en notre pouvoir de faire pour la poursuite de votre tâche ». Le Protecteur semblait attribuer les échecs passés au manque de coopération entre Penn et Venables, et engageait vivement Goodson « à poursuivre vos affaires avec cette bienveillance fraternelle, qu'en aucune circonstance aucune division ou aucun sujet de troubles ne subsiste entre vous, mais que vous puissiez ne faire qu'un pour pousser à la roue... ». Cette épître se terminait sur une longue exhortation rappelant à Goodson que la poursuite du Projet Occidental était « Sa cause » et « en le faisant, vous luttez pour le Seigneur ».

Le plan d'abandonner la Nouvelle-Angleterre

Le 26 septembre, le Conseil d'Etat votait des décisions approuvant les instructions que devait recevoir un certain Daniel Gookin, lequel se rendait à la Nouvelle-Angleterre afin d'y encourager la population à émigrer à la Jamaïque. Les habitants de Nevis et d'autres colonies des Antilles déjà plus anciennes devaient également être engagés à se rendre dans la colonie nouvelle. Aux termes de ces instructions, Gookin avait mission de faire connaître aux habitants de la Nouvelle-Angleterre que l'armée britannique avait conquis la Jamaïque et que les habitants de cette île, au nombre de 1400 hormis les esclaves, s'étaient enfuis dans les montagnes. Il devait exposer les beautés et les avantages de l'île : sa magnifique situation, le grand nombre des chevaux et bétail divers dont regorgeaient les sayanes, et les excellents ports qui jalonnaient les côtes. Gookin avait mission d'offrir de nombreux avantages spéciaux aux habitants de New-England afin de les attirer vers la colonie nouvelle. Cromwell estimait qu'ils seraient charmés de quitter leur territoire : n'étaient-ils pas un peuple qui avait enduré des souffrances sans nom depuis qu'ils avaient « été chassés de leur terre natale dans ce désert et cette stérile sauvagerie, en raison de leurs croyances ? » et on leur offrait à présent l'occa-

sion de passer « d'une terre de douleurs dans un pays d'abondance ». Etant donné que certains colons de New-Haven avaient manifesté l'intention d'émigrer à la baie de Delaware, Gookin devait s'efforcer de leur persuader de se rendre de préférence à la Jamaïque. Cromwell désirait que tous les colons du continent fussent avisés que la Jamaïque était défendue par une armée fortement organisée de près de huit mille hommes, et que le gouvernement anglais était résolu « à défendre la dite île contre toutes entreprises, et dans ce but envoyer constamment des ravitaillements à la fois en troupes et en navires, à partir de cette époque, de même que le pain et autres approvisionnements nécessaires jusqu'à ce que l'île fût en état de se suffire à elle-même. Notre intention étant, s'il plaît à Dieu, de toujours maintenir une flotte puissante dans ces parages ».

Les avantages à offrir aux émigrants éventuels étaient les suivants : dans le cas où une colonie entière, ou un grand nombre de personnes, consentiraient à se rendre à la Jamaïque, une vaste étendue de terrain à proximité d'un bon port devait leur être réservée et leur serait attribuée, ainsi qu'à leurs héritiers, en toute propriété, à vie, avec tous droits sur la terre qu'ils devaient détenir « en libre et commun « soccage » franc de loyer pendant les sept premières années, et par la suite à un penny (deux sous) par arpent, rien de plus ». Les marchandises cultivées, produites ou manufacturées par la plantation, seraient exemptes de tous droits et taxes pour trois années à dater de septembre 1656. Tous les membres mâles de plus de douze ans se verraient promettre vingt arpents de terre et tous les autres habitants recevraient dix arpents de terre par tête. Les terres devraient être délimitées à leur intention dans les six semaines de leur acceptation d'émigrer à la Jamaïque. En ce qui avait trait au gouvernement, il convenait de leur promettre que le gouvernement anglais leur « octroyerait des lettres patentes sous le grand sceau de l'incorporation avec d'aussi larges privilèges et immunités concernant le choix de leurs fonctionnaires et autres que celles dont jouissaient toutes autres villes ou cités faisant partie du Commonwealth anglais ». Cette clause a son importance en ce qu'elle vient à l'appui de la prétention

constamment émise par les colons, dans tous leurs différends avec le gouvernement anglais, c'est à-dire qu'ils avaient droit aux mêmes privilèges dont ils avaient toujours joui en qualité de citoyens anglais, alors qu'ils résidaient dans les villes de leur mère patrie.

De plus, les émigrants devaient recevoir la promesse que ni eux ni leurs serviteurs ne seraient astreints au service militaire « sans leur propre consentement », à moins qu'il fût besoin de défendre la colonie contre une invasion ennemie venue de l'extérieur, ou de réprimer toute rébellion qui pourrait éclater dans la colonie.

Les projets de Cromwell à l'égard de la Jamaïque apparaissent d'ailleurs clairement dans une autre clause ayant trait au Gouvernement. Il convient de ne pas perdre de vue que la Jamaïque, depuis l'époque de sa conquête, avait toujours été une colonie purement militaire, rien de plus, en vérité, qu'un avant-poste militaire. Se rendant compte qu'un tel état de chose était formellement en désaccord avec le tempérament et les idées politiques anglaises, le Protecteur promettait, dès que possible, la constitution d'un Gouvernement civil dûment organisé dans la colonie nouvelle (43).

Echec des efforts de Gookin.

Après dix semaines d'une traversée mouvementée, Daniel Gookin arrivait à Boston le 20 janvier 1654/5, et faisait immédiatement connaître les raisons de sa mission à New-England au gouverneur Endicott et à plusieurs autres personnages d'importance, lesquels promirent de l'assister dans la mesure du possible. Après trois jours, Gookin en était venu à la conclusion qu'en toute probabilité New-England ne se prêterait pas aux desseins de Cromwell, tels qu'ils étaient exposés dans les instructions par lui reçues, car les habitants de Boston avaient déjà été amplement édifiés sur la nature insalubre du climat

(43) *State Papers Domestic Interregnum*, I, vol. 75, 304-306, 26 septembre 1655.

de la Jamaïque et craignaient de plus que les Espagnols ne fissent une tentative désespérée pour arriver à la reconquérir.

Après six semaines de propagande intensive, Gookin était reçu par le Conseil de New-England et recevait à nouveau l'assurance que le gouvernement de la colonie lui viendrait en aide. Des déclarations imprimées et de nombreuses reproductions de la proclamation de Cromwell furent répandues à profusion ; des agents spéciaux furent délégués pour encourager les colons à quitter une terre aussi peu productive que New-England. Dès qu'il lui fut possible de voyager (dans le courant d'avril), Gookin se rendit à Connecticut et à New-Haven où il pensait mieux réussir qu'à New-England. Tout comme à Boston, les fonctionnaires coloniaux lui promirent aide et assistance. Ils étaient décidément favorables en principe au Projet Occidental, mais la réputation de la Jamaïque était si mauvaise, en raison de la mortalité fort élevée des troupes de Venables, que bien peu de colons étaient enclins à s'engager à émigrer pour cette région. Gookin avait idée que beaucoup se fussent fixés aux Antilles si les troupes anglaises occupaient Hispaniola ou Cuba « ou toute autre région salubre (44) ».

En dépit de ces rebuffades, Gookin continua sa campagne de propagande et visita pendant l'été les quatre colonies fédérées qui faisaient partie de New-England. Les habitants étaient si bien persuadés des dangers de l'existence à la Jamaïque qu'à peine trois cents s'engagèrent à se rendre sur le territoire de la nouvelle colonie dans l'automne, mais prirent la précaution d'envoyer trois d'entre eux en avant, dans le mois de juillet, afin de se renseigner sur place.

Deux de ces agents d'avant-garde s'en revinrent à New-England vers la mi-novembre, rapportant que l'île était « à l'heure actuelle fertile, plaisante et salubre », mais que la colonie dépendait entièrement de l'extérieur pour son ravitaillement, et que l'état d'esprit sans courage, la mollesse de l'armée anglaise ne militaient aucunement en faveur d'une tentative de colonisation de la Jamaïque par New-England. En tant que New-

(44) *Thurloe's State Papers*, vol. V, 6-7, 10 mai 1656. Le capitaine Gookin au ministre Thurloe.

England était concertée, la mission de Gookin semblait terminée, avec l'envoi, par le gouverneur Endicott, d'une note courte et polie présentant à Cromwell les excuses des gouvernements coloniaux pour ne pouvoir envoyer de colons à la Jamaïque (45).

Le Conseil d'État approuva le 10 octobre une nouvelle proclamation « pour l'encouragement des personnes qui seraient désireuses de se transporter à la Jamaïque ». Ce document constituait une excellente arme de campagne, dont le préambule contenait l'assurance que la Jamaïque était ... « spacieuse en ses dimensions, commode en ses ports et en ses fleuves et rivières, salubre de par sa situation, fertile par la nature de son sol, bien pourvue de chevaux et de bétail, et généralement propre et digne de culture et d'amélioration... (46) ».

En conséquence, et sur l'avis du Conseil, Cromwell était disposé à faire des concessions fort libérales afin de se procurer les colons nécessaires à la Jamaïque. Les planteurs seraient exemptés de tout paiement de droits de douanes sur toutes marchandises qu'ils importeraient à la Jamaïque pour une période de sept ans, à dater du 9 septembre 1656. Ceci, naturellement, à condition que les dites marchandises fussent exclusivement expédiées d'Angleterre à la Jamaïque. De plus, nulle taxe ou imposition ne frapperait les marchandises originaires de l'île qui seraient importées en toute partie des Dominions anglais. Vers la fin de cette proclamation se trouvait une phrase qui montrait jusqu'où Cromwell était disposé à aller, afin d'assurer le succès de la colonie nouvelle :

« Nous avons également donné nos ordres et nos instructions spéciales pour que nul embargo ou autre gêne, sous aucun prétexte que ce soit, ne soit mis sur aucun navire, marins ou autres

(45) *Idem*, 147-149, 310, 509-510

(46) *Thurloe's State Papers* donnent le document *in extenso*, probablement le même auquel il est fait allusion dans le livre des Ordres du Conseil du 10 octobre. Si les documents n'étaient pas identiques, il est du moins certain qu'en de nombreux points le contenu en était similaire. *Thurloe's State Papers*, 141, 753 et *State Papers Domestic Interregnum*, I, vol. 76, 328, 10 octobre.

passagers ou aventuriers qui sembleraient être engagés à destination de ladite île. »

Ayant pourvu, aussi bien qu'il était possible de le faire à l'époque, à la colonisation de la Jamaïque, le gouvernement anglais rédigea, le 12 octobre, des instructions à l'usage de Fortescue, Goodson, Sedgwick et Searle (47) (ces deux derniers occupant, ainsi qu'il a été montré, le poste de conseillers auprès des chefs de l'armée et de la flotte), les informant de la politique adoptée par le Protecteur en vue d'encourager l'immigration, et les pressant de faire tous leurs efforts pour engager les colons à venir des autres plantations anglaises du nouveau monde. Dès que ces colons arriveraient, tout ce que les commissaires seraient en mesure de faire pour leur assurer le succès devait être mis en jeu. Une fois de plus, nous avons la preuve de la résolution avec laquelle Cromwell poursuivait son « Projet Occidental », car dans le quatrième paragraphe des instructions spéciales qui faisaient suite à la commission proprement dite, il déclarait : « ...nous ne saurions nous estimer satisfaits de cesser et d'abandonner *le projet* lui-même... Et en conséquence nous avons en Son nom et dans Sa crainte résolu de poursuivre et d'acheminer ledit... »

Plus particulièrement significative encore est la dixième section, en ce qu'elle montre comme quoi le Protecteur se proposait d'*étendre* la conquête : « Vous et les dits commissaires, vous informerez de quels autres ports et endroits sont dans la dite île ou ailleurs aux Indes, qui peuvent être propres à possession, plantation et acquisition... »

(47) *Rawl. Mss. A.*, vol. 29, f. 580, aussi le *Calendar of State Papers Domestic*, 1635, 381.

CHAPITRE XIV

La Jamaïque en 1656

Au commencement de l'année 1656 la situation de la Jamaïque était désespérée. Les opinions exprimées par les officiers supérieurs quant au type de soldats que le gouvernement de Cromwell leur avait fourni, pour une entreprise aussi importante et aussi difficile qu'une expédition tropicale, aussi loin de la métropole, se trouvaient plus qu'amplement justifiées. Il était impossible que cette entreprise eût pu être plus mal dirigée.

Le moral des troupes était extrêmement bas, et toutes les lettres des chefs militaires et navals faisaient très fortement ressortir ce fait. « Vous pouvez être certain que nous ne ferons pas grand'chose avec ces gens-là », écrivait le major Sedgwick au ministre Thurloe, le 12 mars (1). Les raisons d'une pareille situation étaient évidentes, et le contraire eût été surprenant, car nul n'eût pu s'y attendre. Ainsi que Doyley l'écrivait à la même date, « nos effectifs sont en vérité fort réduits en regard de la tâche que nous devons accomplir (2). » L'armée comprenait environ 2500 officiers et soldats. Bien que leur état sanitaire se fût considérablement amélioré depuis le début de l'année, il était impossible d'obtenir que les troupes se misent au travail. Il était évident qu'à moins de prendre toutes précautions convenables pour mettre la colonie en état de repousser toutes tentatives de reprise par les Espagnols, à moins de s'efforcer de produire des vivres en quantité suffisante, puisqu'il ne fallait guère compter que les approvisionnements d'Angleterre ou de New-England arrivassent régu-

(1) *Thurloe*, IV, 605.

(2) *Ibid.*, 602-3.

lièrement ou en quantités satisfaisantes, à moins de construire des magasins pour y entreposer les réserves de vivres, la colonie devait inmanquablement succomber à la famine ou retomber aux mains de l'ennemi (3).

Les commissaires exposèrent à maintes reprises la gravité de la situation, mais cependant ni les officiers ni les hommes ne se montraient disposés à faire aucun travail, ce qui provenait, en majeure partie, de deux facteurs, la mauvaise qualité des troupes, et les souffrances et le mécontentement qu'elles avaient éprouvés durant les quelques derniers mois et que leur causaient les sombres perspectives de l'avenir (4). Un grand nombre des officiers souhaitaient vivement regagner leurs foyers. Ils voulaient s'occuper de leurs familles restées dans la mère-patrie et souffraient moralement des nouvelles venues d'Angleterre, selon lesquelles leurs femmes ne percevaient pas les délégations de soldes que le Gouvernement s'était engagé à leur verser régulièrement, lors du départ de l'expédition en 1654. Faute de quoi de nombreuses femmes d'officiers et de soldats étaient dans une profonde misère, et en certains cas même réduites à la plus sordide pauvreté. La plus grande cause de mécontentement résidait dans le fait que le Gouvernement devait aux officiers comme aux hommes la presque totalité de leur solde depuis leur arrivée aux Indes occidentales, à laquelle venait s'ajouter cet autre fait que personne ne s'était enrichi en pillant la colonie espagnole (5).

Cromwell s'était montré fort explicite dans ses instructions au commandement à l'effet d'utiliser l'armée aux travaux de colonisation, afin que la colonie fût moins réduite à dépendre des envois de la métropole. Les chefs se heurtèrent continuellement à l'opposition de leurs subordonnés et du reste des troupes, lorsqu'ils s'efforcèrent d'appliquer ces instructions (6). La majorité des officiers de compagnie avaient « une

(3) *Ibid.*, 694-5. L'amiral Goodson au ministre Thurloe.

(4) *Ibid.*, IV, 603. Doyley au Ministre Thurloe, 12 mars.

(5) *Ibid.*, 604. Sedgwick à Thurloe, 12 mars.

(6) *Ibid.*, *passim*, 600 à 606. Lettres de Doyley, Sedgwick et Goodson.

profonde aversion pour la culture et passaient la plupart de leur temps à ébaucher des projets de retour dans la mère-patrie. La seule chose en conséquence qu'ils eussent pu faire, pour faire de la campagne un échec absolu, eût été de hâter simplement la date de leur retour. Les officiers rejetaient le blâme sur leurs soldats, et malgré tout, l'évidence même semble les désigner comme étant les plus coupables.

Doyley était continuellement en difficulté avec ses subordonnés, par suite de leurs continuelles demandes de permissions assez longues pour qu'ils pussent visiter leurs familles en Angleterre. L'un des pires fauteurs à ce sujet fut le colonel Humphries, qui était arrivé à la colonie en même temps que le major Sedgwick, en septembre 1655. Doyley, qui avait pris le commandement suprême à la mort de Fortescue, avait constamment repoussé toutes ces requêtes, et devenait par suite de jour en jour moins populaire. Les officiers actifs prétendaient qu'il n'avait aucun droit à prendre l'initiative et à donner des ordres qui n'avaient pas été expressément prévus dans aucune des instructions de Cromwell. C'est pourquoi Doyley écrivit à Thurloe, lui demandant que le Protecteur établît une réglementation des permissions, et lui permit ainsi d'étayer convenablement sa ligne de conduite (7). A ce sujet le colonel se plaignait que le fait d'avoir négligé d'envoyer les femmes des officiers avec l'expédition fût une des plus graves erreurs de l'administration anglaise, car l'entreprise, ainsi qu'il la concevait, était premièrement une entreprise de colonisation.

Le sentiment général à l'égard de l'armée semble fort bien exprimé dans la lettre de Sedgwick du 12 mars (8) :

« Je ne crois pas qu'on puisse trouver leurs pareils au monde, une gent si abjectement vile, paresseuse et oisive, car il ne saurait entrer dans le cœur d'aucun Anglais qu'un tel sang

(7) *Ibid.*, 603.

(8) *Ibid.*, 604-6, Sedgwick à Thurloe : « I believe they are not to be paralleled in the world a people so basely unworthy, lazy and idle, as it cannot enter into the heart of any Englishman that such blood should run in the veins of any man in England, so unworthy, slothful, and basely secure, and have out of a strange kind of spirit desired rather to die than live ».

pût circuler dans les veines d'aucun natif de l'Angleterre : si indignes, si fainéants, si vilement assurés, et qui, par suite d'une étrange tournure d'esprit, ont souhaité plutôt la mort que la vie. »

D'autre part, si l'on en croit les rapports, la marine était en excellent état moral et désirait fort vivement passer à des opérations plus actives, mais le matériel était en si pauvre état et si peu réparable que, pour le moment du moins, la chose était hors de question. Les seuls navires propres au service actif étaient d'ailleurs fort bien utilisés. Le capitaine Newberry, à la tête de cinq navires, partit de la Jamaïque le 11 janvier, avec l'ordre de croiser deçà et delà en vue du port de Carthagène, de se renseigner sur les vaisseaux espagnols et d'interrompre le commerce ennemi de toutes les manières possibles. Du 17 janvier au 6 février cette escadre côtoya les rivages de l'île Palme et de Porto-Bello, puis s'en revint à la Jamaïque, entrant dans le port le 15 février (9). Elle n'avait remporté absolument aucun succès, sauf l'insignifiant renseignement qu'environ dix navires espagnols étaient à l'ancre en rade de Carthagène.

Une expédition plus fructueuse fut exécutée par le capitaine Sabada qui, avec un seul navire, le *Hunter*, et 100 soldats, partit le 2 février pour attaquer les établissements espagnols qui subsistaient encore près de Point-Pedro (10). Les troupes débarquèrent deux jours plus tard, et durant quatre jours envahirent les petits campements des Espagnols et des nègres avoisinant le village en ruines de Paretty. De petits groupes ennemis furent dispersés et quelques prisonniers furent capturés. Les Anglais essuyèrent quelques légères pertes au cours de ces escarmouches, pertes presque toutes causées par le meurtre, dans les bois, des trainards qui tombaient aux mains des nègres sauvages. Les renseignements recueillis à la suite de l'interrogatoire de ces prisonniers donnèrent de précieux éclaircissements sur les préparatifs auxquels se livrait le gouver-

(9) *Thurloe's State Papers*, IV, 537-8. Journal du capitaine Newberry, 11 janvier/15 février 1655/5.

(10) *Ibid*, 543-4. Journal de Sabada.

nement espagnol, à la fois dans l'ancien et le nouveau monde, dans le but de reconquérir la Jamaïque.

On sut que tout récemment une petite frégate était arrivée de Carthagène à la Jamaïque avec des vivres destinés aux Espagnols demeurés dans l'île. Les colons espagnols avaient reçu du gouverneur de Carthagène l'ordre de se réunir à Paretty, car deux galions portant 1.000 hommes de troupes devaient arriver sous peu à Point-Pedro. Une force navale formidable devait également arriver d'Espagne, amenant des renforts. Les Espagnols étaient certains que cette force combinée leur suffirait pour rejeter à la mer l'envahisseur anglais. Ils étaient en pleine concentration à Paretty au moment de l'attaque des troupes anglaises de Sabada.

De plus, on apprit également que depuis mai 1655, près de cinq cents Espagnols qui s'étaient enfuis à Cuba étaient morts de maladie dans leur nouvelle demeure. Au début de 1656, huit familles, avec tous leurs serviteurs et leurs esclaves, avaient réussi à s'échapper vers Cuba.

Avec ses prisonniers et les renseignements recueillis, Sabada s'en revint au port de Saint-Iago, où il arriva en même temps que le capitaine Newberry.

Quelques jours plus tard, un détachement de soldats anglais revenait en ville après une expédition de chasse qui avait duré dix-sept jours (11). Ils avaient capturé quarante chevaux sauvages et rencontré un groupe d'Espagnols qu'ils avaient dispersés; trois ou quatre femmes étaient demeurées en leur pouvoir.

Peu de temps après ces trois expéditions, un Conseil de guerre eut lieu à bord du *Torrington*, vaisseau-amiral de Goodson (12). Les six officiers de terre et les six officiers de mer qui en faisaient partie désiraient vivement passer aux actes, mais il existait une grande divergence d'opinion quant à la marche à suivre, et provenant largement du manque de confiance réciproque des deux services. En sus des renseignements apportés

(11) *Ibid.*, IV, 606. Sedgwick à Thurloe.

(12) *Ibid.*, IV, 600-602. Sedgwick et Goodson à Cromwell, Jamaïque, 12 mars, 1655/6.

par Newberry et Sabada, d'autres informations recueillies probablement de la bouche d'autres prisonniers espagnols les induisirent à penser que seul un petit nombre d'Espagnols demeuraient encore à la Jamaïque, la plupart en mauvaise santé et manquant de vivres. On les jugeait incapables de tenir contre une cinquantaine d'Anglais. Il y avait toutefois de nombreux nègres particulièrement cruels, sauvages et dangereux. On pensait qu'ils étaient dispersés à travers l'île dans les montagnes et les districts forestiers, et n'étaient nullement de concert avec les Espagnols, qu'ils détestaient autant que les Anglais. De petites bandes de nègres erraient par trop près des campements des soldats anglais, et il n'était guère de jour qu'ils ne massacraient dans les bois quelque traînard en quête de gibier, juste à la lisière de la ville. Une fois même, ils avaient pénétré de nuit dans la ville et y avaient incendié une maison. Le Conseil de guerre, en conséquence, en vint à la décision que l'on devait, de toute nécessité, soit exterminer les nègres, soit les gagner à la cause de l'Angleterre. Le Conseil n'ajouta pas foi aux rapports concernant les projets d'aide espagnole de Carthagène et d'Espagne envers les colons dépossédés de la Jamaïque, car Doyley et ses officiers étaient persuadés qu'il n'y avait pas plus de 1.000 soldats disponibles dans toutes les forces royales espagnoles de toutes les villes et châteaux du Nouveau Monde.

De cette manière le Conseil de guerre écartait toutes pensées de danger ennemi. Les membres toutefois étaient convaincus du fait que la seule question réellement importante était de si bien fortifier la colonie qu'elle fût en mesure de se suffire à elle-même, et se préparer à exécuter le plan de campagne selon lequel on devait attaquer et conquérir le plus grand nombre possible de possessions espagnoles. La préservation de la Jamaïque était d'importance capitale, et pour le moment toutes les autres considérations étaient d'ordre secondaire. Il fut en conséquence décidé que la culture serait strictement imposée et encouragée de toutes les manières possibles. Chaque soldat recevrait trente arpents de terres qu'il devait mettre en culture.

En second lieu, on étudia un plan de campagne navale (13). Des vingt-trois navires dont se composait la flotte, six ou huit seulement demeureraient à Cagway pour coopérer à la défense de la ville. Les autres seraient envoyés en éclaireurs et contre les navires marchands espagnols, et aussi pour empêcher les autres colonies ennemies d'envoyer des secours à leurs compatriotes demeurés à la Jamaïque.

La flotte fut immédiatement carénée et les marins se mirent à l'œuvre pour mettre leurs navires en état de service actif. Ils en furent enchantés car tous les équipages souhaitaient vivement entrer en action. Au début de mars, ils reçurent l'ordre de rejoindre leurs postes et de revenir à la Jamaïque vers la fin du mois. Deux navires devaient croiser en vue du port de Carthagène ; deux autres devaient croiser entre le cap Negrillo et Point-Pedro afin de couper court à tout essai de débarquement de troupes ou d'approvisionnements venant de Carthagène ou de tout autre point du Maine espagnol. Deux autres devaient demeurer au large de la côte nord de la Jamaïque pour empêcher toute communication avec Cuba. Le *Marston Moore* fut envoyé sous le vent de la Jamaïque pour y signaler les escadres se dirigeant sur les Indes occidentales en provenance d'Espagne, bien qu'on n'eût encore eu aucune nouvelle de l'approche de la flotte dont les lettres d'Angleterre annonçaient l'arrivée prochaine. Le reste de la flotte était si mal en point, si dépourvu de cordages et d'approvisionnements, si vermoulu, qu'il eût fallu un certain temps pour le remettre en état de prendre la mer. Tandis que les navires étaient ainsi réparés, une partie des équipages fut envoyée à terre pour y ensemercer une vingtaine et une trentaine d'arpents destinés à augmenter les ressources alimentaires de la flotte. Tous ces préparatifs furent mis en œuvre immédiatement après la délibération du Conseil de guerre, bien qu'il ne se fût pas encore prononcé sur le plan de campagne à suivre lorsque la flotte fut enfin prête vers la fin de mars.

Le Conseil de guerre n'élabora aucun plan d'utilisation de

(13) *Ibid.*, IV, 604-606. Sedgwick à Thurloe, 12 mars 1655/6.

l'armée dans les opérations militaires (14). On décida simplement d'améliorer les défenses de la colonie et de tâcher d'ensemencer une étendue suffisante pour s'assurer d'approvisionnements stables et réguliers en vivres. Les commissaires ordonnèrent l'achèvement du fort situé « au bassin de carénage » à l'entrée du port. Le fort était presque entièrement terminé, mais l'armée décida de construire une tour ronde en pierre dont une grande quantité se trouvait à proximité du rivage. La position devait être défendue par vingt-et-une bouches à feu. Toutefois, malheureusement pour ce projet, l'armée ne comptait pas de maçons éprouvés dans ses rangs. Toutes les tentatives d'utilisation de l'armée dans la construction des fortifications échouèrent lamentablement. Le régiment du colonel Humphries fut envoyé sur les lieux pour y terminer et y occuper le fort, afin de protéger convenablement le port et la ville de Saint-Jago. Sedgwick et Goodson (dont il convient d'éplucher soigneusement les déclarations en raison de leur évidente partialité pour la marine) prétendent que ce régiment se montra si absolument nul qu'il fallut le renvoyer à ses anciens quartiers. On affecta sur le champ des marins à la construction des ouvrages fortifiés, et leurs travaux donnèrent la plus complète satisfaction. La seule besogne utile fournie par l'armée fut l'œuvre de quelques charpentiers du train des équipages.

D'autres régiments reçurent l'ordre de construire un entrepôt pour y loger les approvisionnements à proximité du point de débarquement, et aussi d'élever une palissade autour des dépôts de munitions de la ville. Et même cette importante besogne fut exécutée avec une lenteur qui exaspéra justement tous les officiers. Sedgwick déclarait que cent hommes pouvaient exécuter tout ce qui avait été projeté en un mois de temps. Tous les problèmes avec lesquels les commissaires et les chefs militaires se trouvèrent aux prises au début de 1656 sont fort clairement présentés dans les rapports adressés par Sedgwick au gouvernement anglais. Les raisons qui avaient

(14) *Ibid.*, IV, 600-602.

dicté les décisions du Conseil étaient également fort bien exposées.

De l'avis du commandement, toute démonstration navale ennemie pouvait facilement être enrayée par la flotte de seize ou dix-huit voiliers qui étaient disponibles dans le port. Cromwell avait toutefois déclaré emphatiquement que le Projet Occidental était mieux qu'une tentative d'expédition de représailles contre les Espagnols du Nouveau Monde, et mieux que la conquête d'une ou deux îles importantes. La conquête de Saint-Domingue ou de la Jamaïque n'était que le point de départ d'une vaste entreprise dont le but était de chasser complètement les Espagnols du Nouveau Monde. La capture de la Jamaïque devait mettre entre les mains de l'Angleterre une base d'attaque bien située contre les flottes convoyant les trésors destinés à l'Espagne, et un centre d'où l'on pourrait faire rayonner des corps expéditionnaires contre les colonies du continent. Mais, au printemps de 1656, les commissaires désespérèrent d'entreprendre aucune importante opération militaire ou navale, car s'il était nécessaire d'envoyer seize ou dix-huit navires aux aguets sur la route de la flotte espagnole, il était possible qu'ils dussent attendre si longtemps sur mer que leurs provisions s'épuiseraient et qu'ils auraient besoin de réparations importantes. L'armée était impropre à servir en campagne, et les forces navales beaucoup trop faibles pour aider au débarquement des troupes. Tout essai d'utilisation des marins sur terre risquait d'entraîner un désastre tel que l'armée et la flotte en fussent rendues absolument impuissantes. De plus, l'affectation des marins aux opérations sur terre entamerait le moral de la flotte si l'on considère que dans ces conditions particulières les hommes devenaient toujours indisciplinés et turbulents.

Les effectifs n'étaient pas assez nombreux pour tenir les places dont on réussirait à s'emparer, et l'on ne pouvait rien faire que de détruire et de piller les villes côtières, selon la tactique employée par Drake quelque quatre-vingts ans auparavant. Les commissaires en vinrent à la conclusion que cette tactique « nous donnerait plutôt, aux yeux des Indiens et des nègres, la réputation d'un peuple cruel, sanguinaire et destructeur, si

nous ne leur montrons que le feu et l'épée (15) *. Et en conséquence les nègres préféreraient prêter main forte aux Espagnols. De plus, ce plan de campagne rendrait impossible toute tentative d'évangélisation des Indiens, parmi lesquels la propagation du protestantisme était l'un des buts avoués de la campagne engagée par Cromwell. Seules deux petites villes pourraient être attaquées par les forces dont disposaient les Anglais, et l'ennemi s'y trouvait toujours averti assez tôt pour pouvoir emporter ses biens les plus précieux dans sa fuite vers l'intérieur des terres. On décida en conséquence que même les expéditions de pillage seraient, en définitive, aussi peu profitables que peu sages. Elles coûteraient au gouvernement anglais plus de poudre et de mitraille qu'elles ne rapporteraient de butin, et feraient également pencher du côté des Espagnols les sympathies des nègres et des Indiens.

L'armée était si affaiblie et si indisciplinée que la plus grande partie ne pouvait être utilisée que pour la défense de la petite ville de San-lago, et peut-être aussi à de petites expéditions de châtimement contre les nègres et les Espagnols qui causaient de l'agitation dans l'île. Les hommes n'étaient pas assez nombreux pour former à tout le moins un petit corps expéditionnaire bien organisé qui seconderait la flotte contre les flottes espagnoles chargées de trésors. Si jamais les Espagnols décidaient de tenter une attaque en force contre la colonie, il était d'avance certain qu'ils remporteraient une victoire facile. Étant donné cette déplorable situation, il fut même jugé impossible d'envoyer la flotte à la rencontre des galions espagnols chargés d'argent, au cas où ceux-ci eussent été signalés, puisque les navires étaient nécessaires pour la défense de Cagway.

Le colonel Doyley soumit l'armée à une complète réorganisation, et ordonna que chacun des régiments abolirait deux compagnies, dont les effectifs seraient répartis entre les unités restantes ; il espérait ainsi ramener à la normale les effectifs

(15) *Thurloe*, IV, 602-3. Lettre du colonel Doyley, 12 mars 1655-6.

des autres compagnies (16). Jusqu'alors, les régiments avaient été dispersés sur une assez grande étendue, et Doyley en ordonna la concentration aux alentours de la ville. Bien que ce fût là une sage mesure, et particulièrement bien étudiée, elle entraîna dans son sillage des problèmes fort graves, car les réserves de vivres étaient consommées d'autant plus rapidement que les hommes n'avaient plus la ressource de vivre des produits de la terre.

Sedgwick et Goodson s'efforcèrent de mettre autant que possible l'armée en état de se suffire à elle-même. Leur intention était d'exécuter dans la plus large mesure les plans élaborés par le Protecteur; mais, pour ce faire, ils avaient besoin de forces navales et militaires beaucoup plus considérables que celles dont ils disposaient. Ils écrivirent en conséquence à Cromwell, lui montrant l'urgente nécessité d'envoyer des renforts importants à la Jamaïque (17). Ils avaient surtout besoin, ainsi qu'ils le disaient dans leurs rapports, d'officiers vigoureux et enthousiastes, et d'hommes particulièrement sélectionnés pour les travaux que comporterait cette campagne aux tropiques. Les deux chefs suppliaient le gouvernement anglais, en des termes qui peignaient clairement la gravité de la situation, de leur envoyer en quantités suffisantes des vivres et de l'équipement militaire. En mars, les réserves de vivres de la colonie étaient tout juste suffisantes pour quatre mois, et les cultures n'étaient guère étendues (18). Les approvisionnements autrefois envoyés par l'Angleterre avaient été tellement détériorés par les charançons et la moisissure, même avant d'atteindre le port de Cagway, qu'à peine un centième du total était propre à la consommation. Le climat de la Jamaïque rendait pour ainsi dire impossible la conservation prolongée de toutes provisions.

Presque toutes les lettres envoyées de la Jamaïque en An-

(16) *Thurloe*, 600-02, Sedgwick et Goodson à Cromwell.

(17) *Ibid.*, 600-602.

(18) Le manque d'eau était l'une des circonstances qui augmentaient les dissensions entre l'armée et la marine, car les matelots vendaient l'eau aux soldats et en exigeaient le paiement sous forme de vêtements qui valaient trois fois le prix de l'eau.

gleterre au début de 1656 étaient conçues dans un ton de profond désespoir et de continuelle récrimination. Doyley se plaignait constamment que le gouvernement n'eût pas jugé à propos d'envoyer à la colonie des liqueurs spiritueuses (19). A la suite de cette négligence, les soldats étaient réduits à consommer l'eau polluée qui était l'une des raisons de la mortalité très élevée. Il y avait une telle disette de vêtements que de nombreux soldats devaient aller sans souliers et presque nus.

L'opinion des commissaires, en cette époque de l'histoire de la Jamaïque, est résumée dans la phrase suivante :

« Bref, si Votre Altesse persiste dans sa résolution de poursuivre ce grandiose dessein, il vous faudra en quelque sorte tout recommencer... (20). »

Et Sedgwick déclarait à la même époque : « Je vois une énorme dépense d'argent, et aucun rapport, non, absolument aucun, et m'est avis que j'en entrevois fort peu... (21). »

Le plus extrême besoin de cette colonie chancelante consistait toutefois en colons. Des hommes qui ne fussent pas des gens d'armes et pussent consacrer tous leurs efforts et tout leur temps à la production des récoltes et des matières premières qui permettraient d'établir un mouvement commercial avec les colonies anglaises du continent, à New-England, et aussi avec la métropole. Les autorités de la Jamaïque avaient envoyé des messages enthousiastes à toutes les colonies du Nouveau Monde, pressant les colons de s'en venir à la nouvelle colonie et d'y faire fortune. Ils peignaient l'avenir de la colonie sous un jour éclatant, et cachaient la situation réelle. Jusqu'en mars, la colonie ne comptait pas un seul colon : l'île n'était qu'un avant-poste militaire occupé par une garnison faible et malade, continuellement exposée à la famine.

Deux navires arrivant d'Angleterre firent escale à la colonie de Nevis le 14 février et les capitaines furent informés par le

(19) *Ibid.*, 603. Doyley au ministre Thurloe, 12 mars 1655/6.

(20) *Ibid.*, 602. Lettre de Sedgwick et Goodson à Cromwell, 12 mars 1655/6.

(21) *Ibid.*, 604-6. Lettre de Sedgwick à Thurloe, même date.

gouverneur, Luke Stokes, qu'environ 500 colons étaient disposés à émigrer à la Jamaïque, pourvu que les commissaires de la colonie nouvelle leur fournissent les moyens de s'y rendre (22). Cette nouvelle rasséréna considérablement le commandement, mais aucune décision ultérieure ne fut prise à cet égard avant quelques mois. Une lettre de Stokes à Sedgwick l'avisait que sur les instructions de Cromwell il avait publié des proclamations pressant les colons d'émigrer à la Jamaïque. L'effet avait été des plus favorables, et la plupart des habitants, avec leurs familles et leurs serviteurs, étaient prêts à s'embarquer à destination de la Jamaïque, mais les moyens de transport faisaient défaut et il leur fallait donc attendre l'arrivée de navires de leur nouvelle patrie. Stokes estimait que, vers la mi-avril, environ un millier de colons seraient prêts à partir. Il semble que dans les autres colonies des Indes occidentales il se trouvait également des colons disposés à émigrer pour aller s'établir à la colonie nouvelle, mais nombre d'entre eux étaient retenus par des poursuites pour dettes étayées sur des accusations fabriquées de toutes pièces, par les fonctionnaires qui voyaient avec déplaisir diminuer la population de leurs colonies respectives (23). Toutefois, on ne prit aucune détermination à l'égard de ces projets de colonisation avant plusieurs mois.

La situation de la Jamaïque demeura stationnaire pendant plus d'un mois ; aucun approvisionnement n'était parvenu d'Angleterre, et l'armée était sans cesse menacée de famine.

La remise en état de la flotte se poursuivait activement. Le 13 avril, l'amiral Goodson, à la tête de treize navires, dont onze voiliers rapides, quittait le port de Cagway pour une croisière de deux mois dont l'un des principaux objectifs était d'attaquer la petite ville de Rio-de-Hacha (24). L'amiral eût souhaité que son escadre fût plus nombreuse, mais tous les autres

(22) *State Papers Colonial*, 1, vol. 32, n° 52. Capitaine Zacharie Brown aux commissaires de l'Amirauté, 13 mars 1655/6.

(23) *Thurloe's State Papers*, IV, 603.

(24) *Ibid.*, 748.

navires étaient soit trop lents, soit hors d'état de tenir la mer. Cinq des plus lents furent assignés à diverses missions en vue des côtes ; l'un se tenait constamment sous le vent, épiant la venue de la flotte espagnole attendue. Une frégate rapide était toujours prête à porter en Angleterre les rapports et messages urgents. Deux autres étaient spécialement affectés au transport des vivres que l'on pourrait se procurer à New-England ainsi que dans les autres colonies des Indes occidentales. Un autre faisant constamment le tour de l'île, afin d'intercepter toutes communications avec Cuba ou Carthagène. Dans le port de Cagway se trouvaient encore neuf navires, dont les équipages étaient tellement insuffisants qu'il eût été imprudent de leur faire prendre la mer (25). La faiblesse de l'armée engendra l'audace croissante des nègres. Ils s'aperçurent promptement qu'il leur était possible d'envahir les quartiers extérieurs de la ville et d'assassiner les soldats anglais dans les bois sans aucun risque de représailles de la part de l'armée. Dans l'espace de deux jours, vers le milieu de mars, les nègres tuèrent dans des embuscades une quarantaine de soldats, à proximité de leurs quartiers. Ces faits se renouvelaient pour ainsi dire quotidiennement. Vers la fin d'avril, cependant, la réorganisation de l'armée était suffisamment à point pour permettre la punition de ces attentats. Un détachement attaqua une troupe de nègres qui étaient en conciliabule, en tua huit, captura une vieille femme ; le reste s'égailla dans les bois. Ce fut la première expédition de représailles depuis l'arrivée de Doyley à la Jamaïque (26).

L'état sanitaire de l'armée s'était considérablement amélioré avec l'approche de la belle saison, mais en dépit de la chaleur du printemps, les hommes étaient aussi paresseux que jamais quand il s'agissait des travaux des champs. Les officiers étaient absolument impuissants. Le régiment du colonel Buller était l'un des pires. Le commandant réduisit la ration de ses hommes d'une livre et demie de pain par jour à une livre un quart.

(25) *Ibid.*, 749, Major-général Sedgwick au ministre Thurloe.

(26) *State Papers Colonial*, 1, vol. 32, n° 58.

Le régiment se mutina contre ses officiers et une vingtaine de soldats désertèrent et se réfugièrent en dehors de la ville. Les officiers craignirent un moment que ce fût le signal d'une rébellion générale. On envoya des troupes d'élite à la recherche des rebelles qui furent bientôt capturés. Trois des meneurs furent exécutés et les autres furent graciés (27).

Les troupes étaient mécontentes de la décision prise en Conseil de guerre, au mois de février, d'accorder à chaque homme trente arpents de terre. Les soldats réclamaient à présent cinquante arpents chacun avec une majoration correspondante pour les officiers (28), se plaignant de plus que la terre que leur avait accordée les anciens commissaires ne leur eût jamais été distribuée. Il semble que les officiers consentaient à se contenter d'une part égale à celle que le Conseil avait accordée aux soldats. A la suite d'un Conseil où fut discutée cette question, le commandant suprême refusa d'accéder aux réclamations de l'armée, déclarant qu'il n'y avait pas dans toute la colonie une étendue de terre cultivable suffisamment grande pour que chaque soldat reçut cinquante arpents. Goodson était d'avis qu'à peine la moitié des terres de la colonie était propre à la culture. Il semble que rien de tangible ne soit résulté de toute cette discussion.

La situation était alors tellement désespérée que les chefs étaient fermement persuadés qu'il n'y avait plus qu'à abandonner la colonie. Doyley était justement d'avis, ainsi qu'il l'écrivit à plusieurs reprises, que l'unique salut se trouvait dans l'immigration de planteurs des autres colonies (29). En dépit de tous les efforts que fit le commissaire pour obtenir ainsi la main-d'œuvre désirée, les colons ne vinrent pas. On s'attendait toujours cependant à ce qu'un grand nombre arrivât de Nevis et des Bermudes.

Sedgwick était le seul optimiste égaré dans les rangs des chefs de la Jamaïque, car il persistait à croire que Cromwell allait envoyer des renforts et des vivres suffisants pour mener

(27) *Thurloe*, IV, 711. Le colonel Doyley au ministre Thurloe, 18 avril 1656.

(28) *Ibid.*, 694-5. Goodson à Thurloe, 13 avril 1656.

(29) *Ibid.*, 711. Doyley à Thurloe, 30 avril 1656.

à bien le Projet Occidental. La situation présente de la colonie lui apparaissait bien comme désespérée, mais, déclarait-il : « Je ne puis m'empêcher de croire que Son Altesse nous envoie des réserves suffisantes pour attaquer quelque place d'importance aux Indes, soit encore le nécessaire pour coloniser l'île et y établir une forme de gouvernement civil, en éliminant par là cette charge excessive qui, d'après notre situation présente, ne fera qu'épuiser les ressources du trésor (30). »

Depuis son arrivée, dans l'automne de 1655, Sedgwick avait préféré demeurer à bord du *Marmaduke*, plutôt que de résider à terre, tant il craignait la contagion et les maladies tropicales qui avaient exercé de si terribles ravages dans les rangs de l'armée. Sa nomination de commandant en chef du corps expéditionnaire avec le titre de major-général, et les instructions relatives à la ligne de conduite à suivre, lui furent envoyées par Cromwell et lui parvinrent dans la première semaine de mai (31). Cela ne servit qu'à augmenter ses soucis et son anxiété, car il n'avait aucun désir d'assumer la tâche ardue et ingrate qu'était la conduite des affaires de la colonie naissante. Il avait foi en l'habileté et en la probité du général Doyley et ne se souciait aucunement d'encourir son inimitié, car celui-ci pourrait se considérer comme lésé en raison de son ancienneté en grade. Sedgwick envoya donc à Doyley une lettre explicatrice extrêmement cordiale, lui exposant que même au cas où il accepterait la nomination à lui conférée, ils continueraient à collaborer dans l'administration des affaires de la colonie ; il décida d'attendre l'arrivée de l'amiral Goodson avant de prendre aucune décision.

Deux heures après l'arrivée de ces lettres, Mr. Aylesbury, secrétaire de la Commission, qui avait été son confident en de nombreuses occasions durant les quelques derniers mois, entra dans la pièce où se tenait Sedgwick. Il trouva le commissaire assis devant une table où étaient étalés lesdits documents, et profondément absorbé, les traits empreints d'une

(30) *Ibid.*, 749. Sedgwick à Thurloe, 30 avril 1656.

(31) *Thurloe*, V, 138. Doyley à Thurloe, 20 juin 1656.

expression de profond désespoir. Lui ayant demandé le motif de son attitude, Aylesbury s'attira cette réponse (32) :

« Ah! Mr. Aylesbury, je ne vous ai jamais rien caché depuis que nous sommes ensemble de ce qui me troublait le plus, et je ne vous cacherai jamais rien. Je suis absolument démonté... (après avoir montré à Aylesbury sa nomination signée de Cromwell, il continua) : On espère tant de moi, tandis que moi, conscient de mes faiblesses et me trouvant en face d'un peuple aussi indocile, je puis faire si peu que je ne m'en consolerais jamais; cela me brisera le cœur... »

Les opérations navales de l'amiral Goodson

Goodson, à la tête d'une forte escadre de treize voiliers rapides, quitta le port de Cagway le 15 avril, et, se dirigeant vers l'Est, longea la côte d'Hispaniola jusqu'en vue d'Alta-Vela, dans l'espoir d'y rencontrer quelques vaisseaux espagnols. N'en apercevant aucun, et en déduisant qu'il les avait manqués, l'amiral rejoignit en hâte la côte mexicaine. Il projetait d'attaquer la ville située au Rio de la Hacha. Les sentinelles espagnoles signalèrent la flotte six heures avant son arrivée, et la population eut tout le temps voulu pour s'enfuir dans les montagnes, emportant ses biens les plus précieux. Lorsque les marins anglais eurent touché terre, ils s'aperçurent que l'ennemi avait laissé une douzaine d'hommes pour la défense d'un puissant ouvrage fortifié qui protégeait la ville. Après une courte lutte qui dura à peine une demi-heure, les forces anglaises s'étaient emparées de la ville et de quatre pièces d'artillerie de 4.000 chaque, mais n'avaient réussi à faire aucun prisonnier. Peu après, les Espagnols envoyèrent des parlementaires pour négocier la paix et offrir une rançon pour la ville. Après un délai de vingt-quatre heures, le commandement anglais se rendit compte du manque de sincérité de l'ennemi et fit en conséquence brûler

(32) *Ibid.*, 154. Aylesbury à Thurloc, 25 juin 1656. « Ah! Mr Aylesbury, I have not since we were together concealed anything from you, that most concerne me; and I never shall. I am utterly undone... (After showing Aylesbury his commission from Cromwell, he continued) There is so much expected of me, and I, conscious of my own disabilities, having, besides so untoward a people to deal with, am able to performe so little, that I shall never overcome it; it will break my heart... »

la ville, puis ordonna de se replier sur les navires. La flotte fit voile le 8 mai.

Trois jours plus tard, l'escadre arrivait dans le port de Sainte-Marthe et y séjourna jusqu'au 13 afin de se ravitailler en eau. Pendant ce temps un petit caboteur espagnol de commerce, parti de Santa-Luca pour Carthagène, fut capturé. Goodson apprit par le capitaine que la flotte de la Nouvelle-Espagne, forte de vingt-huit voiliers, portant 500 hommes de troupes à bord, avait quitté Cadix le 10 mars (n. s.). Vingt-quatre de ces navires étaient destinés aux Indes occidentales. La flotte espagnole avait essuyé une tempête trois jours après et avait été dispersée. **On n'en avait aucune nouvelle depuis lors.**

Goodson décida en conséquence de rester à l'affût de la flotte espagnole et ordonna à ses navires de bloquer Carthagène. Ils jetèrent l'ancre en rade de la ville espagnole dès le lendemain. Goodson craignait fort que la flotte espagnole ne fût destinée à une attaque contre la Jamaïque et ordonna à ses navires de lever l'ancre et de rallier la Jamaïque au plus vite. Il laissa sur les lieux deux vaisseaux commandés par le vice-amiral Blake, avec mission d'intercepter tous vaisseaux de commerce sortant du port de Carthagène. La flotte cingla vers la Jamaïque le 15 mai.

Sept jours plus tard, en approchant de la colonie, Goodson aperçut un petit voilier caboteur espagnol chargé de cacao, venant de Saint-Domingue à destination de la Nouvelle-Espagne. Après une brève poursuite, il s'empara du navire ennemi, dont le capitaine lui fournit des renseignements complémentaires sur la flotte espagnole. Elle avait fait escale à Saint-Domingue où elle avait débarqué un nouveau gouverneur, après quoi elle s'était dirigée sur Porto-Rico pour y faire son plein d'eau. De là elle avait pris la direction du Maine. L'escadre anglaise jeta l'ancre dans le port de Cagway le 23 mai (33).

Le major-général Sedgwick mourut de façon fort soudaine le lendemain, avant que Goodson eût le temps de conférer avec lui sur les nouvelles instructions reçues du Protecteur. Sedg-

(33) *Ibid.*, V, 151. Goodson à Thurloe, 25 juin 1656.

wick était l'une des rares personnalités ayant pris part au Projet Occidental à l'égard duquel tous les récits contemporains soient d'accord. Goodson et Doyley louaient hautement son caractère et son habileté. Il était considéré comme « singulièrement utile », et « universellement aimé des soldats (34) ». Un officier de l'armée de mer en parlait comme d'un « excellent ami de cette entreprise (35) ». Sa mort fut un coup très sensible pour la colonie chancelante.

Doyley dut une fois de plus, contre son gré, se résigner à la tâche extrêmement difficile qui consistait à faire fonctions de commandant en chef, de juge-avocat et de trésorier de la colonie (36). Sa position était extrêmement délicate car il ne détenait aucun pouvoir direct du gouvernement anglais (37). Doyley avait été choisi comme commandant en chef par les autres commissaires à la mort de Fortescue, en raison de son ancienneté de rang. Comme devant, les officiers avaient une répugnance extrême à reconnaître un chef dont toute l'autorité provenait de son ancienneté, et l'esprit de mécontentement et de révolte se fit jour une fois de plus. Les officiers se mirent une fois de plus à réclamer continuellement et avec insistance la permission de se rendre en Angleterre, et Doyley s'y refusait avec non moins de persistance, bien que nulle instruction n'eût été reçue à cet égard à la suite de son urgente requête à Cromwell au début de l'année. Demandant à nouveau que cette question fût solutionnée, Doyley écrivait le 20 juin 1656 qu'il n'y avait « que mécontentements, requêtes, murmures et plaintes dans notre armée... ».

Certains officiers menacèrent de provoquer un soulèvement à moins de recevoir immédiatement la permission de retourner dans leurs foyers. Mais Doyley tint bon, quoiqu'il se rendit compte pleinement du risque d'une sérieuse rébellion parmi la majeure partie de son armée. Il persista dans sa politique antérieure de contraindre l'armée aux travaux de culture, et

(34) Le vice-amiral arriva de Carthagène le 3 juin, n'ayant remporté aucun succès sur les Espagnols. *Idem*.

(35) *State Papers Colonial*, 1, 32, n° 64. Le capitaine Godfrey à l'Amirauté.

(36) *Thurloe*, V, 129. Doyley à Thurloe, 20 juin.

(37) *Ibid.*, 138. Doyley à Olivier Cromwell, même date, également 151.

cela ne fit qu'aggraver le mécontentement, les officiers eux-mêmes faisant de leur mieux pour décourager les soldats.

Le lieutenant-colonel Archbould contrecarrait les plans de Doyley plus activement que tous les autres. Un groupe de quatre officiers, deux majors et deux capitaines, étaient au beau milieu d'une discussion concernant une lettre que l'un d'eux venait de recevoir de sa femme restée en Angleterre, lorsque le lieutenant-colonel Archbould arriva parmi eux (15 mai). Il se mit soudain à parler d'une manière fort acrimonieuse contre Cromwell et la conduite de l'expédition. Il déclara ensuite que l'armée pouvait facilement se procurer assez d'argent pour le règlement des soldes si les troupes consentaient seulement à s'emparer de la flotte et à se révolter contre les autorités constituées (38).

La chose fut rapportée au colonel Doyley, et une cour martiale siégeait deux jours plus tard pour en juger. Les accusations furent présentées par Wm. L. Stayner, député-avocat de l'armée, et le colonel reconnu coupable d'avoir violé l'article 8 du code militaire en temps de guerre, sur les devoirs à l'égard des officiers supérieurs et du commandement. On décida toutefois d'envoyer tous les documents de la cause au Protecteur qui jugerait en dernier ressort, car plusieurs témoins d'importance déposèrent qu'ils n'étaient nullement certains qu'Archbould eût conspiré contre le gouvernement (39). Doyley se montra favorable à ce verdict, d'autant plus que le lieutenant-colonel avait jusqu'alors été « un homme pondéré, religieux et loyal ». Peut-être la décision du colonel était-elle également inspirée de ce qu'il se rendait pleinement compte que son autorité n'était pas par trop solidement assise.

A la suite du retour de Goodson, il y eut à la Jamaïque une période de grande activité navale. L'amiral était si surchargé de besogne que Doyley l'assista dans la partie administrative (40). Tandis que Goodson était parti pour sa longue croisière était arrivée une lettre du gouverneur Stokes, de Nevis, annonçant que les colons attendaient qu'on leur fournît les moyens

(38) *Rawlinson Mss. A.* vol. 37, f. 137, sans date.

(39) *Thurloe*, V, 139. Doyley à Thurloe, 20 juin 1656, également 127.

(40) *Ibid.*, 151. Goodson à Thurloe, 25 juin.

de se rendre à la Jamaïque. Ce fut la première chose à laquelle l'amiral consacra son attention. Stokes envoyait trois délégués avec mission de négocier avec les autorités de la Jamaïque pour les arrangements nécessaires à l'émigration de la colonie de Nevis. Goodson donna l'ordre que trois frégates prissent la mer pour cette destination ; mais avant qu'elles eussent quitté Cagway, les trois délégués de Stokes arrivèrent (41). On ne prit donc aucune décision nouvelle à cet égard avant la fin de l'automne.

Goodson donna l'ordre de remettre en état sur le champ quatorze navires et de les préparer pour une autre expédition. Cette escadre devait se tenir entre San-Antonio et la Havane, et intercepter tout le trafic maritime ennemi entre Carthagène et la Nouvelle-Espagne et la Havane. Goodson, toutefois, était persuadé que les chances de retour de la flotte de la Nouvelle-Espagne étaient minimales, puisqu'elle était venue aux Indes à une époque déjà bien tardive (42). La flotte anglaise reçut l'ordre de demeurer sur les lieux aussi longtemps que le temps et l'état des navires le lui permettraient.

Sept navires devaient garder le port de Cagway et les côtes de la Jamaïque. Trois devaient se rendre à Nevis et l'un en Angleterre. D'où il ressort que la totalité des forces navales dont Goodson avait le commandement en juin 1656 était composée de vingt-cinq navires de toutes classes. L'escadre de quatorze navires qui devait prendre une part active aux opérations contre les Espagnols partit par groupes séparés, qui s'assemblèrent ensuite, sous le commandement de Goodson, au cap Antonio le 13 juillet (43).

(41) *Colonial Office*, 1, 32, n° 62, 4 juin. Les navires qui devaient se rendre à Nevis étaient le *Marmaduke*, l'*Adam et Eve* et la *Mary*. Ils devaient naviguer de conserve avec la *Charity*, qui avait reçu l'ordre de se rendre en Angleterre à l'époque de la mort de Sedgwick.

(42) *Colonial Office Papers*, 1, 32, n° 63, 24 juin, et *Thurloe's State Papers*, V, 151.

(43) *Thurloe's State Papers*, V, 340-1. Goodson à Thurloe, 23 août. Navires envoyés entre San-Antonio et la Havane : *Dover*, *Selby*, *Lion*, partis le 19 juin ; *Success*, *Arms of Holland*, *Martin*, *Indian*, partis le 27 juin ; *Gloucester*, *Laurel*, partis le 3 juillet ; *Convertine*, *Portland*, *Torrington*, partis le 11 juillet. Le *Marston Moore* et le *Matthias* devaient suivre plus tard. Les navires qui devaient demeurer dans le port de Cagway étaient : le *Bear*, le *Welcome*, le *Gift*, le *Paul*, le *Golden Falcon*, le *Cardiffe* et le *Falmouth*. Les navires envoyés aux Iles Sous-le-Vent, et qui partirent le 25 juin, étaient

Les réserves de vivres disponibles au mois de juin étaient à peine suffisantes pour que la marine pût en toucher pendant quatre mois, tandis que l'armée n'en avait plus que pour trois semaines. Une invasion d'insectes ravageurs gâta les provisions et exposa encore une fois la colonie à une famine menaçante. Naturellement le mécontentement de l'armée en fut encore accru, car rien n'affaiblit le moral d'une armée aussi vite que l'insuffisance ou la mauvaise qualité de la nourriture. Les efforts de Doyley pour améliorer la situation furent vains, de même que toutes les tentatives faites pour amener les soldats à cultiver la terre. Le régiment du colonel Humphries n'avait absolument rien fait, et les autres régiments n'avaient cultivé que fort peu (44). Le régiment du colonel Holdip avait accompli la meilleure besogne de cet ordre, et ce résultat était dû aux efforts incessants du colonel et à la bonne grâce avec laquelle il avait prêché d'exemple à ses hommes. Malheureusement, le lieutenant-colonel du régiment accusa Holdip de malversations dans le maniement des fonds du régiment. Pour le bien du service il fut jugé nécessaire de destituer le colonel, ce qui rendit impossible la continuation de la tâche qu'il avait entreprise avec de si fructueux résultats, et qui était absolument essentielle au bien-être de la colonie.

La question de répartir entre les soldats une assez grande étendue de terres avait été discutée à maintes reprises depuis la première décision du Conseil de guerre en février, et cependant,

le *Marmaduke*, le *Mary*, l'*Adam et Eve*. Le *Great Charity* partit pour l'Angleterre le 25 juin. Parmi les navires de l'escadre de Goodson, le *Convertine* était en excellent état, bien que très à court d'approvisionnements de toute sorte. Le *Gloucester* était tenu pour impropre à tenir la mer et faisait eau ; le *Dover* était rongé des vers et faisait eau, de même que le *Torrington*. Le *Welcome* faisait eau et son équipage était insuffisant, comptant seulement 90 hommes au lieu de 200. Les commentaires de Goodson dans une lettre qu'il adressait à cette époque à l'Amirauté sont gros de signification. Il y déclarait que le Gouvernement se devait d'envoyer de très bons navires au service des Indes occidentales. Tous ceux qui avaient été envoyés jusqu'ici étaient arrivés dans un état qui nécessitait de sérieuses réparations, et le corps expéditionnaire était si pauvre en charpentiers qu'il était presque impossible d'exécuter les travaux les plus strictement nécessaires, si l'on voulait entretenir la flotte en état de servir activement. La mortalité avait été très élevée parmi les charpentiers qui avaient été contraints de travailler sous l'ardent soleil des tropiques. Par exemple, le *Cardiffe*, l'un des plus récemment arrivés à la Jamaïque, avait atteint le port au moment où il allait sombrer, et ses réserves étaient presque épuisées. Goodson aux commissaires de la marine, *Colonial Office Papers*, 1, 32, n° 63.

(44) *Thurloe*, V, 151. Goodson à *Thurloe*, 25 juin 1656.

en juin même, rien n'avait encore été fait en raison de l'opposition acharnée dont le projet avait été l'objet de la part des officiers subalternes. Ceux-ci prétendaient que les soldats ne cultivassent le sol qu'à titre de domestiques et non de propriétaires. Ce mécontentement parmi les officiers avait pour ainsi dire atteint l'état critique au mois de juin, et de toute évidence le jugement du lieutenant-colonel Archbould n'avait produit que fort peu d'impression, en tant qu'avertissement.

Le meneur de cette nouvelle mutinerie était le commandant Throgmorton, un officier à forte tête qui avait élaboré tous les plans d'un soulèvement général, lesquels avaient reçu l'approbation de certains mêmes des officiers supérieurs du corps expéditionnaire. A l'origine, le mouvement était surtout dirigé contre Doyley, qui avait assumé le commandement sans l'ordre exprès de Cromwell. Doyley eut vent du complot et traduisit Throgmorton en Conseil de guerre. Les projets qu'il avait élaborés étaient de nature si grave que le tribunal condamna l'officier rebelle à la peine de mort. La veille de l'exécution, Doyley et Burroughs s'entretenirent de la situation et convoquèrent Barrington et quelques amis de Throgmorton. Le secrétaire Aylesbury les supplia d'annuler la sentence, car Throgmorton était un jeune officier qui avait été emporté par son tempérament fougueux. Juste à ce moment, alors qu'il semblait possible de casser le jugement, arrivait une protestation écrite du condamné, rédigée en des termes insultants et qui accusait ses officiers supérieurs de nombreuses actions fausses. Le ton « scandaleux » de cette lettre coûta la vie au commandant. Et devant l'évidence que la majeure partie de l'armée était en sa faveur, les officiers réunis en consultation avec Doyley décidèrent que l'épargner serait un signe de faiblesse qui ne pourrait que mettre davantage en danger la sécurité de la colonie. Barrington déclara que ce serait folie de lui faire grâce de la vie. L'ordre d'exécution fut signé par tous les officiers présents. L'effet fut instantané auprès des troupes. Dès ce moment, il fut moins difficile de faire régner la discipline.

Le gouvernement d'Angleterre était si profondément absorbé

qu'il n'avait encore fait parvenir aux commissaires aucune instruction au sujet de la ligne de conduite que le Conseil d'Etat souhaitait leur voir suivre. La seule chose que ce corps constitué se bornait à faire pour la Jamaïque était la lente organisation du départ d'un corps de 1200 hommes destinés à renforcer l'armée expéditionnaire. Les demandes de Doyley concernant la réglementation des permissions étaient demeurées sans réponses, mais il écrivit à nouveau en juin, demandant au Gouvernement des instructions à l'égard des cas suivants : que fallait-il faire des esclaves et autres noirs qui se rendaient de leur plein gré aux troupes anglaises ? Que faire des esclaves marrons ou capturés ? Que faire des esclaves qui servaient les Anglais ? Comment devait-on traiter les prisonniers espagnols, et où les envoyer ? Cette énumération montre bien à quel point les gouverneurs coloniaux dépendaient de la métropole quant aux règlements applicables. Doyley était singulièrement gêné par le fait qu'il faisait simplement fonctions de commandant en chef après la mort de Sedgwick : l'exercice du pouvoir par lui ne reposait sur aucune base tangible. Jusqu'alors, les prisonniers espagnols des meilleures classes avaient été envoyés en Angleterre, et le reste réparti entre Saint-Christophe et les autres îles anglaises. De quatre-vingts à cent venaient d'être renvoyés dans cette première colonie, parmi lesquels six capitaines. Quelques-uns avaient été internés à la Jamaïque et avaient joui d'une certaine liberté d'action, qui leur avait fourni le moyen de faire parvenir à l'ennemi des renseignements précieux au sujet de la situation de la colonie anglaise, et plus particulièrement des détails relatifs aux fortifications et à la disposition des troupes. A la suite de quoi il avait été nécessaire de les surveiller très étroitement. Les Espagnols, d'autre part, avaient enfermé tous leurs prisonniers anglais, une trentaine en tout, dans les forteresses de Saint-Domingue (45).

(45) *Colonial Office*, 1, 32, n° 63 ; également *Thurloe's State Papers*, vol. V, 151-3. Le gouvernement anglais avait commis une grave erreur, en plus de toutes celles qui avaient été commises dans l'organisation de cette expédition, en n'y adjoignant pas, dans les rangs de l'armée ou de la flotte, d'officiers de liaison qui connussent l'espagnol. C'est pourquoi Doyley et Goodson se trouvèrent maintes fois dans l'impossibilité de mettre à profit de nombreuses lettres et documents trouvés à bord des navires espagnols capturés. *Thurloe*, V, 151-3.

Les équipages de tous les navires placés sous le commandement de Goodson étaient si réduits qu'il jugea nécessaire d'écrire au gouvernement anglais en demandant qu'on lui envoyât des renforts suffisants pour qu'il pût mettre tous ses navires sur le pied de guerre. Il semble qu'on soit resté sourd à tous ces appels, car les archives ne portent nulle trace d'envoi de marins à la colonie. La situation de la marine dans les eaux métropolitaines n'était d'ailleurs pas sensiblement meilleure. Il était encore possible d'entretenir l'équipement des navires, mais les équipages n'étaient pas au complet. Bien que les enrôleurs fussent très actifs, ils ne pouvaient arriver à remplir la demande. De plus, la flotte de l'Atlantique et de la mer du Nord était plutôt tiède à l'égard du Commonwealth, car les équipages percevaient très rarement leur solde.

Quoique l'esprit de rébellion eût enfin été presque entièrement annihilé parmi les troupes, Goodson était fort gêné par l'indiscipline qui se manifestait chaque jour davantage parmi ses officiers et ses hommes. En quittant la Jamaïque en 1655, l'amiral Penn avait désigné Blake comme vice-amiral. Cet officier était fortement d'avis d'utiliser la flotte à des opérations actives contre les colonies espagnoles, et préconisait cette idée à tout propos et hors de propos. Ses incessantes admonitions sur la nécessité d'utiliser la flotte pour l'offensive, et non pas seulement pour la défensive, irritaient grandement Goodson qui les considérait comme une intrusion injustifiée dans ses attributions d'amiral en chef des forces navales. Blake a déclaré plus tard que Sedgwick lui avait conseillé de présenter des suggestions écrites à Goodson, ce qu'il fit en un document remis à l'amiral le 19 octobre 1655. Blake s'y lançait dans une critique sévère de la direction de la campagne tout entière, prétendant ne voir sur terre guère autre chose que de la confusion (en quoi il avait pleinement raison). Mais il alla si loin que de prétendre que cela venait de l'incapacité des officiers et de « l'indulgente nonchalance » des commissaires. Il critiquait tout aussi sévèrement la direction des forces navales ; il semble que Goodson ne tint aucun compte de ce document. Blake, déterminé toutefois à obtenir à tout prix une décision, lui pré-

senta un autre document conçu en des termes similaires, le 29 janvier 1655/6. La situation, comme on l'a vu, ne cessa d'empirer au lieu d'aller en s'améliorant, et voyant que sa seconde tentative avait échoué, Blake rédigea le 28 février un troisième rapport préconisant une action plus énergique. Quoique, d'accord avec les ordres émis par le Conseil de guerre de février, la flotte fût remise en état de préparation pour les opérations actives projetées dans la mer des Caraïbes, il n'est nullement prouvé qu'il y ait aucun rapport entre ces préparatifs et les notes de Blake à Goodson. Blake, cependant, n'étant nullement convaincu que la campagne projetée fût assez vigoureuse, présenta le 4 mars une nouvelle note à Goodson. On n'en tint aucun compte. Blake accompagna l'escadre lors de l'expédition de Rio-Hacha, et demeura chargé du blocus de Carthagène pendant que Goodson regagnait la Jamaïque. Goodson se plaignit que durant tout le temps de leur croisière, Blake n'eût rien fait que de s'immiscer dans les plans convenus et les gêner.

En mai, Blake présentait un nouveau rapport contenant certaines suggestions relatives aux opérations sur mer. Goodson, à cette époque, avait perdu toute patience vis-à-vis de son second qui, pensait-il, cherchait uniquement à gagner les faveurs de la flotte et à saper l'autorité de son supérieur. Blake avait si largement traité les officiers, selon Goodson, qu'il (Goodson) courait grand danger de perdre toute son autorité.

Un Conseil de guerre fut donc réuni le 16 juin pour y juger le vice-amiral sous l'inculpation d'insubordination, de tentative de subversion des autres officiers de la flotte, et de continuelle opposition aux ordres de l'amiral. Le secrétaire Aylesbury fut chargé de présenter l'accusation. Blake fut mis en demeure de démissionner, ce qui fut jugé le meilleur moyen de mettre fin au conflit, étant donné que de nombreux capitaines penchaient en faveur du vice-amiral. Goodson accepta cette solution, dit-il, par respect pour l'amiral Blake. Celui-ci fut autorisé à retourner en Angleterre. Tous les documents concernant la cause furent envoyés en Angleterre aux soins d'un autre capitaine, avec mission de les remettre personnelle-

ment à Thurloe. Goodson, ayant promis à Blake de ne pas chercher à le mettre « en mauvaise posture » vis-à-vis des autorités anglaises, demanda que la chose fût tenue secrète par le Gouvernement, à moins que le vice-amiral fit mine de chercher à créer des ennuis dès son arrivée à Londres (46).

La flotte de la Havane, sous les ordres de Goodson, se rencontra au large du cap Antonio, comme il avait été convenu, le 13 juillet. Au rassemblement, l'amiral apprit que l'*Arms of Holland* avait été détruit par l'explosion de ses soutes à munitions, et que l'équipage entier avait péri avec les officiers, à l'exception du capitaine et de trois ou quatre matelots qui se trouvaient à bord de l'*Indian*, où ils étaient les hôtes du capitaine au moment de l'explosion (47).

Comme plusieurs navires étaient en mauvais état, l'amiral décida d'en envoyer sur-le-champ un certain nombre en Angleterre. A ce moment-là, même Goodson avait perdu courage. Epuisé par le surmenage et le défaut de support de la part de l'Angleterre, à la tête d'une flotte composée en majeure partie de vaisseaux incapables de tenir la mer, et chargé cependant d'engager une campagne active contre les possessions espagnoles du Nouveau Monde, il décida de demander à être relevé de son commandement. La politique de négligence dilatoire et honteuse qui était celle du gouvernement anglais à cette époque fit que tous les autres officiers adoptèrent tôt ou tard sa manière de voir. On leur demandait de faire l'impossible. Nombre d'entre eux, tels que Goodson, Sedgwick et Doyley étaient d'une loyauté indiscutable et d'une compétence prouvée, et cependant il ne faut guère s'étonner qu'avec le temps eux-mêmes eussent perdu toute foi dans le « Projet Occidental » qui était si cher à Cromwell.

La mortalité parmi les équipages de l'escadre de Goodson était très élevée. Durant six semaines, la flotte longea les côtes cubaines à la recherche de la flotte aux trésors, mais ne l'entrevit même jamais. On pensait que la flotte espagnole ne

(46) *Thurloe*, V, 154. Aylesbury au ministre Thurloe, 25 juin 1656 ; et 340-1. Goodson à Thurloe, 22 août 1656.

(47) *Ibid.*, 340-1.

viendrait pas cette année. L'escadre de Carthagène, à destination d'Espagne et comprenant douze voiliers, avait quitté la Havane le jour même où les forces de Goodson opéraient leur rassemblement au cap Antonio. Il était donc arrivé trois ou quatre jours trop tard pour infliger à l'ennemi des pertes sévères. La flotte espagnole comprenait huit voiliers partis de Carthagène pour l'Espagne. Goodson décida cependant d'attendre encore un peu la flotte de la Nouvelle-Espagne, quoiqu'il eût perdu tout espoir de la rencontrer (48).

Les réserves de vivres baissaient rapidement et la mortalité fort élevée augmentait le mécontentement des équipages. Le matériel était en mauvais état, et beaucoup de navires n'avaient pas de voilure de rechange.

Le 19 août, un Conseil de guerre décidait, eu égard aux déficiences de la flotte et aussi au fait que la saison des tempêtes s'approchait à grands pas, qu'il serait malavisé de demeurer sur les côtes de Cuba plus longtemps que la fin du mois. Cinq des navires les plus endommagés furent renvoyés en Angleterre sous le commandement du capitaine Newberry le 23 août (49). Parmi eux était le navire-amiral de Goodson, qui transféra son pavillon sur le *Marston Moore* dont le capitaine était Mings, officier de grande valeur et d'expérience. Il y avait une autre raison à l'empressement manifesté par le Conseil de guerre en faveur du retour immédiat à la Jamaïque, et c'était la crainte qu'éprouvaient les officiers de la flotte de voir l'armée réquisitionner à son profit tous les vivres qui étaient sur le point d'arriver de New-England (50).

Bien que le gouvernement anglais eût envoyé l'ordre que Goodson attaquât les villes espagnoles avec l'aide de son armée navale, il savait parfaitement que ces places ne pouvaient être tenues plus de quelques jours. Il demanda en conséquence aux autorités des instructions sur la proportion de butin qui

(48) *Colonial Office*, 33 n^{os} 9-10. La flotte espagnole comprenait un galion, deux grands vaisseaux flamands qui avaient amené des nègres de l'Angola, une petite frégate, deux navires du Honduras, deux vaisseaux à destination de la côte (voir aussi *Thurloe*, V, 340).

(49) *Thurloe*, V, 340-1. Goodson à Thurloe, 23 août 1656. Les navires à renvoyer en Angleterre étaient le *Torrington*, le *Gloucester*, le *Portland*, le *Laurel* et le *Dover*.

(50) *Colonial Office*, 1, 33, n^{os} 9-10.

serait allouée à la flotte. L'armée demandait, pensait-il, plus que sa juste part. Afin de mieux discipliner ses hommes, il demanda également à Cromwell que les matelots engagés dans les opérations sur terre fussent régis par les mêmes lois de guerre qui régissaient l'armée de terre.

Goodson jugea malavisé de tenter une attaque contre Cuba, car l'ennemi avait mis sur pied une force défensive de 2.000 hommes et procédait activement au renforcement de ses ouvrages fortifiés. Toute attaque de cette colonie espagnole ne pouvait être entamée avec quelque chance de réussite qu'entre mars et août, en raison des conditions climatiques, car entre septembre et février, les tempêtes qui sévissaient dans le golfe le rendaient intenable pour la flotte. Goodson décida donc de se préparer à regagner la Jamaïque. Le 17 août, il réunit un Conseil de guerre à l'effet de déterminer l'état de chaque navire, le montant des réserves de vivres disponibles, et l'itinéraire à suivre pour regagner la Jamaïque. L'état de la flotte fut jugé extrêmement sérieux ; presque tous les navires étaient hors de service. Les vivres étaient pour ainsi dire épuisés. Il fut donc décidé de mettre la voile immédiatement avec les premiers vents favorables et de suivre la route qui passait par le golfe de Floride. Le 29 août, la flotte s'engageait dans le golfe. Soudain, s'abattit sur eux une tempête d'une telle violence que les navires furent dispersés et entraînés fort loin de leur route (51).

Le danger était extrême. Ils s'efforcèrent de gagner l'île de Nevis, mais les vents s'y opposèrent. La flotte naviguait difficilement en raison de vents violents suivis de calmes plats. Elle se trouvait à environ 247 lieues au sud-ouest de Saint-Christophe le 23 septembre, avec le vent par le Sud-Est. A ce moment, Goodson rencontre un navire marchand dont le capitaine put lui donner des nouvelles des événements qui avaient pris place depuis son départ de la Jamaïque en juillet. Il apprit de plus que huit navires de vivres étaient incessamment attendus

(51) Les navires entraînés au loin étaient le *Matthias*, le *Success* et le *Martin* qui rejoignirent l'escadre le 3 septembre. Cf. ce compte rendu avec ceux qui sont donnés dans les *Colonial Papers*, 1, 33, n° 11 et *Rawl. Mss. A.* 43, f. 155 b. Le meilleur est celui de Goodson dans *Thurloe*, V, 441.

d'Angleterre, nouvelle qui lui fut particulièrement agréable, car les réserves de la flotte étaient à peine suffisantes pour dix jours, à demi-ration. Le seul espoir pour la flotte de regagner la Jamaïque sans désastre était la continuation d'un vent favorable.

Durant l'absence de Goodson la situation de la Jamaïque n'avait fait qu'empirer. Les vivres étaient pour ainsi dire épuisés et l'eau potable faisait totalement défaut. Seule était disponible l'eau polluée des ruisseaux boueux, qui minait rapidement la santé des soldats. Le mécontentement se fit jour à nouveau, et même ceux des officiers qui jusqu'alors avaient été les plus optimistes, du moins en apparence, étaient à cette époque totalement découragés : ils avaient amplement lieu de croire que le gouvernement anglais les avait oubliés, puisque celui-ci n'avait envoyé aucun message depuis huit mois. Le colonel Humphrey, qui avait été trop malade pendant longtemps pour continuer son commandement, fut relevé de ses fonctions par Doyley et renvoyé en Angleterre avec mission de faire part aux autorités de la situation désespérée de la colonie. Dans une lettre implorant du secours, et tout au moins de la pitié, Doyley écrivait, le 6 octobre : « Je n'ajouterai rien de plus, sinon que nous sommes des Anglais (52). »

Les renforts étaient en route, telle est la nouvelle qui arriva à la colonie à ce moment opportun et qui fit beaucoup pour encourager les officiers à poursuivre leur tâche. L'armée fut réorganisée et les régiments envoyés dans de nouveaux quartiers. Le régiment de Doyley fut envoyé à Yalo, celui de Buller à Legene, et un troisième reçut l'ordre de prendre ses quartiers à l'embouchure du Negros (53).

Les nègres étaient toujours une source continuelle d'ennuis par la persistance des massacres auxquels ils se livraient sur les Anglais qu'ils rencontraient désarmés dans les bois. Ils avaient toutefois peur de s'attaquer aux hommes armés. Deux ou trois

(52) *Thurloe*, V, 476. Doyley à Thurloe, 6 octobre 1656. « I shall adde noe more but that wee are Englishmen. »

(53) *Mercurius Politicus*, janvier/février, 1656-7. Lettre de la Jamaïque datée du 8 octobre 1656.

expéditions furent envoyées en représailles et leur infligèrent de lourdes pertes (54). On en ramena même du butin qui fut partagé entre les soldats. Les troupes se firent une règle de détruire systématiquement tous les biens nègres qu'elles rencontreraient.

Quoique la question nègre fût encore un sérieux problème, les Espagnols avaient pour ainsi dire cessé de troubler les colons, car la plupart avaient fui vers Cuba (55). La plupart de ces exilés moururent de maladie peu après avoir atteint le rivage, et ceux qui étaient demeurés à la Jamaïque étaient dans une grande gêne. Les Espagnols de la zone des Caraïbes étaient fort soucieux de l'avenir, car le blocus maintenu par la flotte de Blake au large de Cadix était si rigoureux que nulle nouvelle n'était parvenue d'Espagne depuis au moins six mois. Cuba craignait évidemment que les troupes de Doyley n'essayassent de s'emparer de l'île, et la population était constamment occupée à fonder des canons de bronze et à relever les fortifications.

Les trois navires qui avaient été envoyés à Nevis en juillet pour le transport des colons à la Jamaïque étaient dûment arrivés et s'apprétaient à prendre leurs passagers. Le gouverneur Stokes s'embarqua pour Saint-Christophe sur un des vaisseaux afin d'y prendre quelques colons. On ne sait au juste dans quelle mesure il y réussit. L'escadre Goodson fit escale à Nevis le 9 octobre et apprit que 1400 hommes, femmes et enfants, avec leurs serviteurs et possessions, étaient déjà embarqués sur les trois navires envoyés de la Jamaïque.

On attendait d'un instant à l'autre les 1200 hommes de renfort partis d'Angleterre sous le commandement de Brayne. Tandis que Goodson était à Nevis, le *Hopewell*, portant le lieutenant-colonel de Brayne arrivait dans le port. Tous les hommes étaient en excellente santé. On n'avait aucune nouvelle toutefois de la situation des autres navires et du général Brayne, au grand regret de Goodson, car celui-ci avait espéré qu'avec

(54) Ces expéditions étaient commandées par le lieutenant-colonel Buller et le capitaine Mercer.

(55) *Mercurius Politicus*, même date que ci-dessus.

l'aide des renforts il serait possible d'attaquer par surprise les villes espagnoles de Margarita, Comina ou Comonogata. De l'avis de Goodson, le gouvernement anglais eût dû envoyer des renforts suffisants pour s'emparer facilement de l'île de Margaretta, dont la situation offrait une excellente base d'attaque pour intercepter le commerce entre le nouveau monde, et plus particulièrement Saint-Domingue, et l'Espagne (56). Il avait aussi informé le gouvernement anglais de la nécessité d'avoir des canons légers qui pussent être transportés facilement à travers bois et par-dessus les rochers. Ceux qui étaient sur les lieux étaient beaucoup trop encombrants et trop lourds pour servir utilement dans une contrée nouvelle et montagneuse. Il demandait également qu'on lui envoyât 200 à 300 cuirasses et heaumes qui seraient fort utiles pour armer les avant-gardes, lesquelles avaient éprouvé des pertes plus lourdes que de raison. Les flèches et les lances des troupes espagnoles les avaient fauchées. Goodson envoya toutes ses recommandations à cette époque, dans la certitude qu'à l'aide des renforts fraîchement arrivés d'Angleterre, l'armée de la Jamaïque pourrait se mettre sérieusement à la conquête d'autres points de la mer des Antilles (57).

L'escadre Goodson quitta Nevis le 22 octobre et arriva à la Jamaïque le 4 novembre. A l'exception du *Marston Moore*, tous les autres navires se rendirent tout droit à Point-Morant où ils débarquèrent les colons de Nevis (58). A peine débarqués, nombre d'entre les nouveaux arrivants tombèrent gravement malades à cause de la température froide et pluvieuse et du manque de logis confortables. Soldats et marins les aidèrent à monter des tentes, qui leur fournirent toutefois une bien faible protection contre la température inclemente. En deux mois, plus du cinquième des membres de la colonie de Nevis avaient succombé.

Durant le printemps et l'été de 1656 le gouvernement anglais

(56) *Thurloe's State Papers*, V, 503-4, 26 octobre 1656. Goodson au ministre Thurloe.

(57) *Thurloe's State Papers*, V, 503-4. Goodson à Thurloe, 20 octobre 1656.

(58) *Ibid.*, V, 771. Goodson à Thurloe, 9 janvier 1656/7.

avait fait quelques préparatifs pour envoyer des approvisionnements et des renforts à ses armées d'Amérique, mais des délais et des malentendus continuels, s'ajoutant au fait que nombre des navires choisis pour le convoi étaient trouvés hors d'état de tenir la mer dès qu'ils avaient quitté le port, causèrent de nouveaux retards considérables (59).

Toute cette situation montre clairement l'incompétence du gouvernement du Commonwealth, en ce qui concernait les méthodes suivies pour le maniement des affaires coloniales et des armées expéditionnaires stationnées à de grandes distances de la mère-patrie.

Le Conseil d'Etat passa le 11 avril 1656 une résolution tendant à envoyer des approvisionnements suffisants pour quatre mois à la colonie afin « de renforcer et de poursuivre l'entreprise sur place (60) ». Deux régiments de chacun 600 hommes seraient recrutés et placés sous les ordres d'officiers soigneusement choisis et particulièrement qualifiés pour le service aux Indes occidentales. Ceux-ci devaient recevoir des instructions modifiées selon les besoins de la situation coloniale. Les soldats de ces deux nouvelles unités seraient choisis parmi des régiments d'Ecosse et d'Irlande.

Il semble que la première allusion au choix du colonel William Brayne pour le poste de commandant en chef de l'armée expéditionnaire d'Amérique ait été faite aux environs du 15 mai, date de la décision du Conseil d'Etat qui accordait au colonel une allocation de trois livres par jour (61).

Ces renforts devaient être embarqués à Knockfergus en Irlande et à Port-Patrick en Ecosse. Les difficultés financières dans lesquelles se débattait le gouvernement anglais à cette époque apparaissent clairement dans les mesures prises pour

(59) *State Papers Domestic Interregnum*, I, vol. 77, f. 41, 11 avril 1656.

(60), *Ibid.*, f. 150, 29 mai. On pensait qu'avec ces renforts l'armée de la Jamaïque compterait 4.000 hommes. *Ibid.*, 135.

(61) *Ibid.*, 121, 15 mai. Le même jour, deux autres résolutions étaient adoptées. Deux côtes seraient équipés et envoyés à la Jamaïque comme transports, avec 200 soldats qui devaient servir de recrues pour le régiment du colonel Carter, ainsi que le prévôt général; les deux côtes devaient être équipés en navires de guerre, et le Conseil d'Etat donna l'ordre aux commissaires de l'Amirauté de se procurer deux voiliers rapides de chacun 70 tonnes. 23 mai. *Ibid.*, 140.

économiser autant que possible sur le transport des troupes aux Indes occidentales. Le contrat de transport fut affermé à Martin Noell qui à son tour fit les arrangements les plus avantageux qu'il put obtenir avec les affréteurs des navires qui devaient effectuer le transport (62). On estimait les frais d'envoi de ces deux régiments à 7.005 livres sterling. En conséquence le Conseil d'Etat ordonna que les vacances dans les régiments d'où l'on prélèverait ces soldats ne fussent pas remplies jusqu'à concurrence de cette somme. Des lettres furent envoyées à Henry Cromwell en Irlande et au général Monk en Ecosse, pour leur ordonner de lever 1200 hommes et officiers « dans les proportions qui avaient été primitivement signifiées pour l'Irlande et l'Ecosse ». Quelques jours après, les instructions destinées à Brayne étaient complétées (63).

En apprenant qu'elles devaient être envoyées à la Jamaïque, les troupes écossaises n'en voulurent rien entendre. Le régiment se mutina et refusa d'embarquer. Un autre régiment fut envoyé pour les contraindre, et cinquante-six hommes furent tués dans la lutte qui s'ensuivit.

Pendant le mois de juillet, les services de la marine furent constamment occupés par les préparatifs de rassemblement de l'escadre de six navires qui devaient transporter les troupes. Il y eut des changements continuels, et des retards innombrables.

(62) *State Papers Domestic Interregnum*, I, 77, 140, 22 mai, 1656. Ci-dessous la liste des navires, avec leur tonnage et le nombre de soldats qu'ils devaient transporter : *Two Sisters* (Les Deux Sœurs), 220 tonnes, 220 hommes ; *Two Brothers* (Les Deux Frères), 300 tonnes, 300 hommes ; *Helpevell*, 350 tonnes, 300 hommes ; *Recovery*, 350 tonnes, 300 hommes ; *Seaflower*, 200 tonnes, 180 hommes. Le principal armateur avec lequel traita Martin Noell était Henry Thompson. Les capitaines des quatre derniers navires étaient Ed. Bushell, John Green, John Allen et Roland Jansen. Le transport de chaque soldat devait coûter au Gouvernement 5 livres 10 shillings par tête ; le médecin de bord recevait 2 shillings 1 penny par tête, et les dépenses diverses étaient estimées à 280 livres, ce qui mettait la dépense totale à 7.005 livres pour le transport de 1200 hommes et officiers.

(63) La documentation de ce récit ayant trait aux renforts sera trouvée aux sources suivantes : *Ibid.*, 142, 22 mai, et 150, 29 mai. Les chefs militaires en Irlande et en Ecosse furent avertis d'avoir à se hâter autant que possible, car le Gouvernement pouvait avoir à supporter des frais de surestaries à Knockfergus en cas de retard. *Ibid.*, 162 et 153-4. Consulter également le *Calendar of State Papers Colonial*, 442. Dans une lettre à Brayne, sans indication de date, Cromwell écrivait : « Vous aurez à vous entendre avec Monk au sujet des officiers et choisirez ceux que vous jugerez propres au service aux Indes occidentales »... et il recommandait le commandant Brampton comme lieutenant-colonel. Brayne devait prélever 500 hommes sur les régiments d'Ecosse et les faire embarquer à Port-Patrick. Ses instructions devaient lui être envoyées en Ecosse.

bles (64). Toutefois, il fut possible d'envoyer à tout le moins un navire, le *Hopewell*, qui fut en mesure de partir pour la Jamaïque vers le 1^{er} septembre. Les autres n'étaient pas encore en état de quitter l'Angleterre. Les archives ne contiennent que fort peu de détails intéressants sur la poursuite des préparatifs d'envoi des autres 1.000 hommes dont l'envoi était prévu. En novembre, l'un des vaisseaux arriva au port de Cork en fort mauvais état et un autre fit naufrage au large de la côte irlandaise. Le gouvernement perdit énormément de temps précieux à trouver d'autres transports pour les remplacer. Il semble qu'il y ait réussi vers la fin de la première semaine de janvier 1656/7.

(64) Le 1^{er} juillet, on avait déclaré les transports prêts à partir. La comparaison de cette liste avec celle publiée en mai montre déjà plusieurs changements effectués tant dans l'ensemble des navires que des commandants. Les navires étaient cette fois le *Helpewell*, le *Saphyre*, le *Two Brothers*, le *Two Sisters*, le *Recovery* et le *Hopewell*, et les capitaines : Wm. Cook, Samuel Sayres, Edward Farmer, Henry Thompson, Richard Husbands et Thomas Hewitt. *State Papers Domestic Interregnum*, I, 77, 217. Une nouvelle modification fut effectuée deux jours plus tard, lorsque le *Grantham* fut désigné pour être équipé en vue du voyage. Quatre navires de vivres devaient rejoindre les ports d'embarquement. Les approvisionnements de la marine étant plutôt « bas », Brayne reçut l'autorisation de se procurer le nécessaire en Amérique. Les retards continuels étaient fort préjudiciables, et, au moins dans un cas, furent engendrés par l'éclat de rébellion des équipages, qui n'étaient pas plus désireux que les soldats d'aller aux Indes occidentales. Wm. Watts, devenu capitaine du *Hopewell*, adressa au Conseil d'Etat une pétition, se plaignant que bien que son contrat stipulât qu'il devait embarquer 120 hommes de troupes avec des marchandises et provisions à l'embouchure de la Tamise, on lui avait envoyé 130 hommes et des femmes. Comme ces agissements constituaient une violation de son contrat, il demandait un dédommagement pour l'excès de troupes et de marchandises. Pour ajouter à ses malheurs, ses matelots avaient déserté le vaisseau dès que les soldats y avaient embarqué, et le navire ne put mettre la voile avant de s'être procuré un nouvel équipage. *State Papers Domestic Interregnum*, 129, n° 102.

CHAPITRE XV

La Jamaïque en 1657

Le Gouvernement du Général Brayne — Bataille de Chareras

Dès son arrivée, le général Brayne fit aussi rapidement que possible une analyse complète de la situation à la Jamaïque, et avisa Cromwell, Lambert et Thurloe par lettres datées du 10 janvier (1) que bien que les choses fussent en général en pire état qu'auparavant, les deux choses les plus immédiatement nécessaires étaient des vivres pour six mois et des subsides pour la construction d'ouvrages fortifiés. A son avis, le plus sérieux problème pour la colonie était d'amener les soldats à se mettre sérieusement aux travaux des plantations. Comme l'a fait ultérieurement remarquer Doyley, Brayne n'était préoccupé que de cette question de colonisation. Ce fut vraiment la pierre angulaire de sa politique de commandant en chef des forces d'Amérique. En sa qualité d'administrateur colonial, le général était uniquement préoccupé des questions civiles, et considérait les questions militaires comme absolument secondaires. A ses yeux, la Jamaïque était une colonie à organiser et à développer, et non pas seulement un avant-poste stratégique.

A l'instar des autres administrateurs coloniaux, Brayne

(1) *Thurloe State Papers*, vol. V, 799. Brayne à Thurloe, 10 janvier 1656/7. Cette lettre, avec d'autres de même date, fut envoyée par un navire marchand dans une cassette plombée, afin qu'elles pussent être jetées par-dessus bord en cas de capture du vaisseau par l'ennemi. Brayne y disait qu'il n'entrerait pas dans de trop grands détails, étant donné que Goodson devait sous peu se rendre en Angleterre et fournirait au Gouvernement un rapport verbal circonstancié dès son arrivée.

apprécia la nécessité d'un rapide développement économique, afin d'attirer les colons et d'encourager les commerçants anglais à engager des capitaux dans les entreprises coloniales ; ainsi raisonnait-il en préconisant la nécessité de donner à la Jamaïque une entière liberté de relations commerciales avec toutes les nations amies de l'Angleterre. Cette liberté commerciale devait s'étendre sur une période d'au moins sept ans, afin de donner à la colonie amplement le temps de mettre sur pied un trafic prospère avec les autres colonies et avec la métropole. Ces mesures libérales, à son avis, ne causeraient aucun préjudice à l'Angleterre, et peut-être même amèneraient les Hollandais à revenir sur leur tolérance en matière commerciale à l'égard des Espagnols dans les Indes occidentales.

Il convient à ce sujet de ne point perdre de vue le fait que la « liberté du commerce » ou le « droit de faire commerce », dans le sens où les colons du Nouveau Monde entendaient ces termes au ^{xvii}e siècle, n'avaient pas la même signification qu'à l'heure présente. Il ne s'agissait pas alors de « franchise commerciale », dans le sens d'absence de droits d'importation ou d'exportation. Il s'agissait simplement de l'affranchissement de certaines restrictions telles qu'en renfermaient les lois de navigation, qui interdisaient tout commerce direct avec aucun pays, sauf en marchandises récoltées ou manufacturées sur son propre territoire. Cette loi, en tant que les colonies étaient concernées, visait simplement le trafic maritime hollandais, cette nation ayant mis la main sur la plus grande partie des transports maritimes, ce qui gênait considérablement l'expansion de la marine marchande anglaise. La suspension des restrictions imposées par les lois de navigation développerait le commerce des colonies avec la métropole, puisqu'elles étaient constamment tentées de les enfreindre à chaque fois qu'elles le pouvaient, du fait que les Hollandais, pour tenter les négociants des Indes occidentales, offraient leurs marchandises à des prix bien inférieurs à ceux des fabricants anglais.

Dès son arrivée à la Jamaïque, Brayne fut frappé du nombre des prisonniers espagnols qui jouissaient de la part des Anglais du traitement le plus libéral ; à son avis, c'était là une erreur

coûteuse, car ils avaient été à même de fournir à l'ennemi des renseignements précis sur les moyens de défense de la colonie, ainsi que sur le nombre et la disposition des troupes. De plus, ils avaient consommé des vivres dont les soldats avaient le plus grand besoin. Brayne ordonna donc qu'un certain nombre fût sur le champ transporté en Angleterre, tandis que les autres seraient soumis à une surveillance plus étroite.

Peu après l'arrivée de Brayne, le reste de l'escadre, qui était partie d'Angleterre en même temps que son propre navire, entra dans le port de Cagway, amenant le reste des 1200 soldats (2). Ces troupes novices furent immédiatement réparties entre les plantations pour y prendre part aux travaux de culture. Quelques-unes furent cantonnées juste à l'est de Port-Morant avec les 1600 colons de Nevis commandés par Stokes. La majorité des troupes qui étaient aux Indes depuis déjà quelque temps étaient à présent dans un état de santé satisfaisant. Les travaux de colonisation furent presque complètement arrêtés, et dans certains cas il fut malheureusement nécessaire de raser les récoltes, en raison de l'impossibilité d'obtenir des semences en quantité satisfaisante.

Brayne fut également frappé du degré de désaffection qui existait entre officiers et soldats, et qu'il attribuait à la conduite également négligente et relâchée des deux parties. Les hommes étaient mal entretenus, presque nus, sans souliers, et n'avaient pas été payés. Les officiers avaient peu de disposition pour la culture, et aspiraient uniquement à rejoindre leurs foyers.

Telle était la situation en présence de laquelle se trouvait Brayne vers la fin de janvier 1657. Il fut découragé dès le début, car les perspectives d'avenir étaient en vérité fort sombres, et le climat de la colonie lui minait déjà la santé à tel point

(2) *State Papers Colonial*, 1, 33, n° 18. Cornelius Burrough aux commissaires de l'Amirauté, 6 janvier 1656/7. Burrough faisait connaître que les navires n'étaient pas conformes à leurs connaissements, et que nombre d'unités de la flotte des Indes occidentales étaient en mauvais état. Burrough, qui avait été laissé par Penn aux Indes occidentales en remplacement de John Carter comme intendant général, demanda à Brayne l'autorisation de retourner en Angleterre ; celui-ci refusa, alléguant l'impossibilité de se passer de ses services. Ce furent les derniers navires qui touchèrent à la Barbade en route pour la Jamaïque pendant plusieurs mois. La Barbade fut privée de nouvelles depuis octobre ou novembre 1656 jusqu'en avril 1657.

qu'il demanda l'autorisation de ne remplir les fonctions de gouverneur que pendant une année seulement (3).

Peu après l'arrivée de Brayne, l'armée engagea un combat victorieux et surprit six cents Espagnols qui s'étaient réfugiés dans la brousse, en tuant un grand nombre, et capturant quelques prisonniers. La plupart cependant réussirent à s'échapper.

La maladie fit périr, en moins de deux mois, plus de quatre cents hommes des renforts qui étaient arrivés avec Brayne. Malgré cette perte, les vivres devinrent si rares que l'inquiétude se mêla de la partie, à juste titre, puisque les réserves étaient à peine suffisantes pour cinq semaines et qu'il y avait toujours lieu de craindre qu'elles vinssent à se gâter. Le manque de régularité dans l'arrivée des ravitaillements d'Angleterre faisait craindre que les colons se trouvassent sous peu exposés à la famine. Les survivants des deux premiers contingents étaient à ce moment si bien accoutumés au climat et aux usages de la colonie que leur santé était en général excellente. Cependant le moral n'était guère meilleur, car la plupart étaient nu-pieds, et nombreux étaient ceux qui étaient presque dépourvus de vêtements (4). Ces mauvais soldats, résidus de l'armée anglaise, avaient enfin été persuadés de cultiver une étendue de terrain satisfaisante, et grâce aux efforts inlassables du général Brayne, on escomptait la possibilité d'une abondante récolte. Malheureusement, les vivres baissèrent si bien qu'il fallut, en dépit de la répugnance du général, se ré-

(3) *Thurloe*, V, 25. Brayne à Thurloe, 29 janvier 1657.

(4) Cornelius Burrough fit savoir aux commissaires de l'Amirauté et de la Marine que le 6 mai, 3 navires, le *Convertine*, le *Mathias*, et le *Bear*, étaient arrivés à la Jamaïque en provenance d'Angleterre, avec des vivres. Le convoi de ravitaillement qui suivit fut évidemment celui de Brayne, comprenant le *Hopewell*, le *Helpswell* et le *Recovery*, arrivés le 18 et le 23 décembre. De plus, le *Church* et deux côtres avaient rapporté des vivres de New-England. Il semble que ce soient là toutes les provisions qui parvinrent à la colonie de l'extérieur pendant plus de huit mois. *Thurloe State Papers*, vol. VI, 90, Cagway, 2 mars 1656/7. Burrough et Goodson envoyaient évidemment à l'Amirauté des rapports complets et dûment authentifiés des navires arrivés à la colonie. Ces documents semblent avoir été égarés ou bien détruits. Il est clair que les vivres étaient insuffisants. Burrough rapporte que l'armée, même avant l'arrivée des renforts commandés par Brayne, recevait 42.000 livres de pain, 9.000 livres de farine, en plus de pois et de farine d'avoine, toutes les trois semaines. Le dernier navire parti de la Jamaïque avait été un navire marchand de Bristol, qui partit de Cagway en octobre 1656. *State Papers Colonial*, I, 33, n° 48, 6 janvier 1656/7. Ces quelques renseignements montrent combien la colonie fut proche de l'isolement complet du monde extérieur.

soudre à ordonner le ramassage des récoltes avant maturité complète, causant ainsi un gaspillage énorme. Il tenta de suppléer les vivres en envoyant « ceux des soldats qui avaient des chaussures et des vêtements assez résistants » dans les bois et dans les plaines pour y pourchasser du bétail. Les nouveaux renforts, qui étaient en bonne santé, reçurent l'ordre d'aider la colonie de Stokes à Port-Morant à ramasser les récoltes. La flotte fut dispersée et les navires envoyés dans différentes baies et goulets le long de la côte méridionale de l'île, afin que les équipages pussent améliorer leurs rations en se livrant à la chasse sur le rivage. Brayne engagea, pour la poursuite du bétail, un ancien cow-boy allemand venu du Brésil, auquel il était accordé le cinquième de ses prises, tandis que le surplus était réparti entre les plus nécessiteux. Il envoya également un navire à New-England pour y chercher des vivres, et afin de pouvoir payer des provisions au retour du navire, Brayne tenta d'accroître suffisamment la production du sel (5).

Le général s'efforça de mettre la colonie en état de se défendre. Un fortin de dix couleuvrines fut érigé à Port-Morant pour la défense du petit port. Le manque de ressources rendait impossible la continuation des travaux de fortifications dans le voisinage de la colonie principale de Cagway. Le plus clair des défenses de ce port étaient en réalité les navires de la flotte anglaise qui étaient en rade (6).

La colonie de Port-Morant était encore plus mal en point que celle de Saint-Iago. Les colons venus de Nevis ne s'habituèrent pas au climat et la maladie faisait rage parmi eux (7). Le colonel Stokes et sa femme moururent vers la fin de février, laissant trois fils dont l'aîné n'avait pas quinze ans. Les autres membres de la famille étaient décédés, et environ les deux tiers des colons qu'ils avaient amenés avaient également succombé. Les survivants étaient en si mauvais état qu'ils étaient trop faibles

(5) *Thurloe*, V, 779. Brayne à *Thurloe*, 10 janvier/20, 1656/7.

(6) *Ibid.*, VI, 110. Brayne à Olivier Cromwell, 12/22 mars 1656/7, de Cagway, Jamaïque.

(7) Le capitaine D. Gookin, écrivant de New-England à *Thurloe*, le 20 juin 1657, déclarait que Port-Morant « jouissait d'une sinistre réputation auprès des Espagnols pour son climat insalubre ».

pour procéder au ramassage de leurs récoltes et se trouvaient exposés à mourir de faim (8).

Pour essayer de se procurer des colons, Brayne envoya un navire aux Bermudes, à la Barbade, à Nevis et à Saint-Christophe, avec des lettres engageant les colons à émigrer à la Jamaïque. Il n'escomptait pas un grand succès, ayant pu en décembre se rendre compte que le gouvernement et les habitants de la Barbade étaient violemment opposés à toutes entreprises de ce genre. Les gouverneurs coloniaux étant payés au moyen d'un impôt de capitation, il fallait naturellement s'attendre à ce qu'ils fissent tout en leur pouvoir pour empêcher toute diminution de la population de leurs colonies, qui entraînerait fatalement une diminution sensible des rentrées d'impôts. Les autres colonies des Indes occidentales étaient également toujours exposées aux dangers d'une attaque de la part des Espagnols, et toute diminution de population diminuait leurs ressources défensives. Pour retenir leurs colons, les gouverneurs essayaient par tous les moyens de les détenir pour dettes. De plus, les autres colonies étaient assez bien informées de la véritable situation de la Jamaïque, et bien peu nombreux étaient ceux qui consentaient à risquer une mort presque certaine pour y chercher fortune (9).

En dehors des mesures par lesquelles il cherchait à se procurer des vivres en quantités suffisantes, à attirer les colons et à renforcer les défenses de la Jamaïque, Brayne tenta également de s'engager dans une campagne active contre l'ennemi. Dans son esprit, cette partie de sa politique fut toujours purement secondaire. Il était persuadé que la colonie devait être administrée comme un gouvernement civil bien plutôt qu'une colonie militaire, préférant se considérer comme un gouverneur plutôt que comme un belliqueux commandant en chef.

Un petit navire de prise de cinquante tonneaux fut racheté à un corsaire, équipé de cinquante hommes et envoyé à la découverte pour épier les mouvements du commerce maritime

(8) *Ibid.*

(9) *Ibid.*

ennemi. L'état de la flotte était pour Brayne une grave source d'ennui. Dès le début de janvier, huit navires avaient dû être renvoyés en Angleterre par Goodson parce qu'ils étaient absolument impropres à continuer tout service aux Indes occidentales. Les seuls navires qui fussent à la vérité utilisables étaient ceux qui avaient accompagné Brayne. Le reste était presque hors d'usage, les coques étant rongées par les vers, et les voilures étant si vieilles et si pourries qu'ils ne pouvaient mettre les voiles au vent sans que celles-ci se fendissent et se déchirassent. Les approvisionnements étaient si réduits que les marins et les charpentiers étaient dans une quasi-impossibilité de maintenir les navires même en état de croiser le long du rivage. La flotte restait donc à l'ancre dans le port de Cagway (10).

Quatre navires qui avaient croisé dans les parages ouest de Carthagène (côte espagnole) revinrent à la Jamaïque apportant la nouvelle qu'il y avait seulement trois navires dans le port. Le commandement en conclut qu'il n'y avait pas de danger immédiat d'une tentative d'invasion de la part des Espagnols.

Les troupes anglaises tentèrent une attaque à Sainte-Marthe sans grands résultats, les Espagnols ayant eu recours à leur tactique habituelle et s'étant retirés à l'intérieur des terres avec leurs biens les plus précieux dès l'approche des Anglais (11).

Les prisonniers donnèrent quelques indications sur les mouvements de l'ennemi. Durant l'année qui s'était écoulée depuis la conquête de la Jamaïque par Venables, près de 3.000 Espagnols s'étaient enfuis de la partie nord de l'île et s'étaient établis à Cuba. Des dépêches d'Espagne au gouverneur de Cuba annonçaient la formation d'une importante flotte espagnole dans le port de Cadix, laquelle, espérait-on, devait mettre la voile dans un avenir prochain, et arriver en avril à Tortugas (12). Le roi avait ordonné la levée de soldats dans Saint-Domingue, la Havane et Carthagène, pour joindre l'expédition qui devait tenter de reconquérir la Jamaïque, et à laquelle devaient se joindre également 500 anciens colons de la possession perdue.

(10) *Thurloe*, V, 771. Goodson à Thurloe, 9 janvier 1656/7.

(11) *Ibid.*, VI, 110. Brayne à Cromwell, 12/22 mars 1656/7.

(12) *Ibid.*

On pensait que les forces espagnoles compteraient de 1.000 à 1.400 hommes (13). Ces renseignements avaient été communiqués aux colons espagnols qui habitaient encore la partie septentrionale de l'île, environ 200 hommes, femmes et enfants, avec leurs esclaves, en un lieu appelé Oristan. On estimait à environ 200 le nombre des nègres de la colonie, mais ceux-ci n'étaient pas groupés en « colonies », et la plupart étaient dispersés dans les montagnes. Ils étaient extrêmement hostiles à leurs anciens maîtres, ainsi qu'aux Anglais (14).

Durant le mois suivant, la situation de la colonie demeura stationnaire, les troupes toujours mécontentes et les réserves de vivres toujours réduites. Par nécessité, l'armée était mal répartie sur une vaste étendue, en raison du besoin urgent d'accroître les ressources vivrières par tous les moyens possibles : certains pourchassaient le bétail sauvage, d'autres se livraient aux travaux des champs, et d'autres assistaient les colons de Port-Morant, tandis que d'autres encore tenaient garnison dans la ville de Saint-Jago. Dans ces conditions, le moral était naturellement fort peu relevé. L'esprit de corps manquait totalement, car les hommes ne voyaient rien dans l'histoire de leurs régiments dont ils eussent lieu d'éprouver quelque fierté depuis leur départ pour les Indes occidentales. Il ne pouvait être question de discipline. Les quelques vivres en réserve étaient conservés pour les malades, et l'inaltérable paresse des soldats de Brayne engendrait une incroyable proportion de feintes. Brayne craignait que l'absence de discipline et le mauvais moral de ses soldats n'affaiblissent toute résistance à des attaques vigoureusement menées de la part des Espagnols (15).

(13) Le Nouveau Monde était assez bien au courant des projets espagnols à l'égard de la Jamaïque. Daniel Gookin écrivait à Thurloe à cet égard le 20 juin 1657. Il avait reçu la nouvelle des préparatifs espagnols par le capitaine d'un navire de guerre français qui avait fait escale à New-England après avoir touché aux Indes occidentales, où le capitaine Bleau avait été fort bien reçu par Goodson et autres autorités. Gookin fit connaître à Brayne les renseignements qu'il avait reçus du capitaine Bleau. *Thurloe*, V, 362. Il existe également une lettre d'Espagne non datée, se rapportant, apparemment, aux mêmes préparatifs dans les colonies espagnoles du nouveau monde, dans les manuscrits *Rawl.*, A, 30, f. 122.

(14) *Thurloe's State Papers*, VI, 130. Interrogatoire d'un prisonnier espagnol capturé le 20 mars. Il semble qu'Oristan ait été situé à quelques jours de voyage de Guativaca, près de la rivière Alcovan, à environ 6 lieues de la mer et 21 lieues d'Hibanal.

(15) *Thurloe*, VI, 211-212. Brayne à Olivier Cromwell, 18 avril 1657. Il rappelait que sa dernière lettre était datée du 12 mars, et que rien d'important n'était à signaler

Quel que fût l'état des hommes à terre, les équipages des navires de guerre étaient encore en plus mauvais état. Ils s'étaient montrés fort mauvais chasseurs et avaient mené si grand bruit en poursuivant le gibier qu'ils n'avaient réussi qu'à faire fuir les animaux dans les régions de l'intérieur où il était dangereux de s'aventurer à leur poursuite. De plus, ils avaient dans ces chasses épuisé et tué un si grand nombre de chiens qu'il en restait fort peu ; de la sorte, les matelots avaient pour ainsi dire échoué dans leurs efforts pour augmenter leurs ressources alimentaires.

Trois autres navires durent être renvoyés en Angleterre, à la date du 12 avril, comme impropres au service, sous le commandement du valeureux capitaine Mings (16). En raison du manque de vivres à bord, Mings reçut l'ordre de s'arrêter aux îles Caymanos, pour y capturer des tortues. Après le départ de ces trois navires, les seuls vaisseaux utilisables étaient les trois qui étaient arrivés en janvier, et celui que Brayne avait racheté. Les trois ou quatre qui croisaient dans les parages nord semblaient, dans l'esprit de Brayne, ne plus devoir être utilisables après leur retour (17). Le reste de l'escadre était toujours à l'ancre dans le port de Cagway.

Malgré la netteté de sa vigoureuse politique, Brayne vit échouer la plupart de ses plans. Il avait été impossible de fabriquer une quantité suffisante de sel pour payer les commerçants de New-England, par suite d'une saison extrêmement plu-

depuis lors, sauf que le *Selby* avait capturé un « *periago* » avec sept hommes, au nord de l'île, le 20 mars, qui lui avaient appris les préparatifs de l'Espagnol pour la conquête de l'île.

(16) *State Papers Domestic Interregnum*, 155, n° 88, 7 juillet 1657. Mings à l'Amirauté : Mings quitta la Jamaïque le 12 avril avec l'ordre de donner au Conseil d'Etat un rapport détaillé de la situation de la colonie. Il était également porteur de lettres de Brayne. Le *Marston Moore*, le *Bear* et le *Success* étaient les trois navires rapatriés. Le témoignage de Mings corrobore parfaitement les déclarations de Brayne. Il dit entre autres choses, que les navires de la Jamaïque n'avaient plus que pour trois à cinq semaines de vivres, que la plupart des navires étaient dispersés autour de l'île pour alléger la situation, en attendant l'arrivée des vivres d'Angleterre. L'amiral s'était arrêté aux îles Bahamas pour s'y approvisionner en eau et y pêcher la tortue ; pour le reste des navires, disait-il, « ils ne tarderont pas à nous suivre à moins que le manque de vivres les force à s'arrêter en Virginie ou à New-England. »

(17) *Thurloe*, VI, 211-212. Brayne déclarait qu'il ne s'attacherait pas aux détails. Mings étant chargé de fournir un rapport verbal.

viense, et il y avait lieu de redouter qu'ils refusassent d'expédier des marchandises ou des vivres à la Jamaïque en raison des risques de non-paiement. Les efforts entrepris pour encourager l'immigration avaient aussi misérablement échoué.

Dans la première semaine de juillet, des vivres et une petite quantité d'approvisionnements à l'usage de la flotte arrivèrent de New-England, mais n'ayant pas de sel pour payer les cargaisons, Brayne fut obligé de payer en lettres de change, bien qu'il ne fût pas formellement autorisé à le faire par le Conseil d'Etat. Il paya, écrivait-il, 500 livres de plus que la valeur de son crédit. Une autre fois, il acheta une cargaison de tortues. Mais ces expédients même ne suffisaient pas à éloigner la crainte continuelle de la famine. Par suite de la situation désespérée de la colonie, le mécontentement était grand parmi les officiers, et Brayne se trouva obligé de les transférer continuellement à d'autres régiments (18). L'exemple le plus frappant fut le cas du lieutenant-colonel Archbould, qui dut passer de l'une des plus belles plantations à une autre région de la colonie, parce qu'il critiquait sans cesse ouvertement l'administration, ce qui avait une répercussion désastreuse parmi les troupes.

Durant tout le temps que Brayne demeura dans l'île, il jouit rarement d'une semaine de bonne santé. Sa nature malade compliquait énormément sa tâche, car il n'avait personne autour de lui sur le secours ou les conseils de qui se fier. Depuis la mort de Stokes, le fardeau de l'administration de la colonie retombait tout entier sur les épaules de Brayne. La plupart du temps il fut sérieusement malade, et la fièvre l'obligeait fréquemment à garder le lit. Deux rechutes l'affaiblirent à tel point qu'il lui fut impossible même d'écrire ses lettres et ses rapports personnels au gouvernement de la métropole. Il commençait tout juste à se rétablir en juillet.

Après la mort de Stokes en février, Brayne avait dû agir seul en tout ce qui touchait à l'administration de la colonie. Il semble que l'ancien gouvernement par une Commission formée de représentants de l'armée, de la marine et de civils

(18) *Ibid.*, 235-6. Brayne à Thurloe, avril 1657.

fût en grande partie tombé en désuétude, par suite de la mort ou de l'absence des commissaires, et aussi du fait que Brayne était le commandant suprême des armées de terre et de mer. Cette concentration administrative, durant les quelques mois où elle prévalut, fut jugée infiniment plus satisfaisante que l'ancienne machinerie encombrante si souvent utilisée par Cromwell. Le chamaillis avait fait place à une politique ferme et décidée qui pouvait être changée rapidement ou poussée plus avant. Toutefois, de l'avis du général, il y avait un inconvénient ; jusqu'alors, la responsabilité avait été à tout le moins partagée, tandis que le commandant en chef était à présent seul responsable de tout ce qui se passait dans la colonie. Plus d'un général de grand mérite et de l'intégrité la plus absolue s'est exposé au blâme de son gouvernement, pour avoir commis des actes qu'il avait, à bon escient, jugés absolument nécessaires, en raison de sa connaissance approfondie des événements sur place. Brayne s'en rendait pleinement compte, et prudent autant que capable, il écrivait qu'il craignait qu'« en travaillant pour le bien de l'Angleterre et du Protecteur, sans instructions plus précises », il ne réussit qu'à ruiner sa propre carrière. En conséquence il demandait qu'un ordre d'« amnistie » couvrit tous ses actes. Si Cromwell désirait un retour à l'ancienne forme d'administration de la Jamaïque, Brayne déclarait qu'il demanderait son rappel immédiat, car « il ne sera rien accompli que des querelles de coterie et du temps gaspillé en débats (19) ».

L'arrivée d'abondantes provisions de vivres, suffisantes pour six mois, en juillet, semble-t-il, amena un sentiment de soulagement parmi les officiers et les troupes (20). Toutefois Brayne ne permit pas à l'armée d'abandonner les travaux de culture, car il fallait toujours compter sur les chances de détérioration des provisions, ou d'un isolement complet d'avec l'Angleterre si la flotte espagnole, attendue depuis si longtemps,

(19) *Thurloe*, VI, 391, Brayne à Thurloe, 9 juillet 1657. Brayne écrivait en même temps « J'apprends que Son Altesse a l'intention d'envoyer ici le colonel Holdip, ce qui amènera de grands désordres ici, où il est extrêmement détesté pour ses cruautés et l'oppression qu'il est réputé avoir exercées dans les Indes. »

(20) *Public Intelligencer*, n° 99, 1893-4, 7/14 septembre 1657.

arrivait dans les Antilles. Le moral des troupes ne s'améliora toutefois pas à la suite de la garantie additionnelle offerte par la reconstitution des réserves, la plupart des soldats étant naturellement paresseux et incapables de ressources. Brayne démobilisa les officiers et les hommes qu'il estimait capables d'assurer leur propre subsistance, afin qu'ils fussent libres de se consacrer aux travaux de culture et à la production de vivres et de produits d'exportation, tels que le sucre et le tabac. Ses raisons étaient qu'il convenait de ménager les vivres de l'armée, et de concentrer celle-ci davantage pour servir contre les Espagnols (21). Il s'ensuivit naturellement une nouvelle baisse du moral des troupes demeurées sous les armes, par suite du départ des hommes les plus énergiques et les plus actifs.

L'état de santé des colons semble s'être amélioré vers la fin du printemps et l'été ; cette constatation ne s'applique pas aux derniers contingents « dont », écrit Brayne, « il faut s'attendre à perdre un grand nombre ; leur alimentation et leur conduite étant si grandement irrégulières ». Vu les circonstances, il était impossible de les forcer à adapter leur manière de vivre aux conditions nouvelles. Envoyés comme contingents, ils vivaient en contingents, sans être autrement influencés par l'exemple des colons plus anciens. Brayne, en conséquence, fit ressortir au gouvernement métropolitain la nécessité d'un changement radical de méthode dans l'envoi de nouvelles troupes. Il priait le gouvernement de lui envoyer des domestiques en nombre suffisant pour les travaux de culture et de colonisation. Ceux-ci pourraient être envoyés aux plantations, et leurs maîtres en prendraient si grand soin que la mortalité serait presque nulle, car ils seraient initiés rapidement à la façon de vivre dans les climats tropicaux. L'armée pourrait alors être concentrée et mise en état de résister aux attaques, et redevenir une machine efficace et non pas un corps de chasseurs et de planteurs (22).

(21) *Thurloe*, VI, 453. Brayne à Thurloe, Cagway, août 1757. Brayne déclarait avoir écrit plus en détail à Martin Noell, en réponse à une lettre de ce dernier datée du 9 mars.

(22) *Ibid.*, 391-2. Brayne à Thurloe, 9 juillet 1657.

Pendant quelque temps, en 1657, les officiers furent assez contents de leur sort, mais le mécontentement se fit à nouveau sentir avec plus de force et ils désiraient plus que jamais retourner en Angleterre, surtout après avoir appris que dans la majorité des cas ceux qui étaient rentrés dans leurs foyers avaient reçu la totalité de ce qui leur était dû pour avoir servi à la Jamaïque. Les officiers de la colonie réclamaient à grands cris leur retour en Angleterre, espérant toucher leur solde à Londres et prendre du service dans les Flandres. Les célibataires prétendaient avoir de plus un grief à invoquer, car les officiers mariés touchaient un quart de leur solde, tandis qu'eux ne recevaient rien. Pour ramener la paix dans son armée turbulente, le général demanda au gouvernement anglais d'accorder le même traitement aux uns comme aux autres. L'argent payé aux célibataires, disait-il, reviendrait à la Jamaïque en monnaie, produits manufacturés, ou en domestiques, « tandis que celui que l'on donnait aux femmes était dévoré en victuailles et en vêtements ».

L'Angleterre avait envoyé à Brayne des pouvoirs l'autorisant à établir à la Jamaïque une Cour navale. Mais il fallait payer une garantie si élevée pour la délivrance des lettres de marque que le général éprouva le peu d'utilité de ces pouvoirs. De nombreux corsaires avaient déjà reçu des Français des pouvoirs similaires, car le général français, semblait-il, délivrait les « papiers » à quiconque en faisait la demande. Ainsi le gouvernement anglais perdait-il les bénéfices provenant des nombreuses prises des corsaires anglais dans la mer des Caraïbes.

Les officiers du régiment irlandais étaient également pour Brayne une autre source d'ennuis. Tel était le cas du colonel Moore, qui, à peine arrivé, se plaignit des conditions d'existence et demanda la permission de repartir immédiatement, permission qui lui fut naturellement refusée. Il se mit alors à encourager le mécontentement et l'esprit de rébellion. La menace de la cour martiale, toutefois, le fit cesser, et l'incident n'eut pas de suites. Le général avait perdu toute patience à l'égard des officiers irlandais, et écrivait à Thurloe en ces termes : « if it be intended to send any more men out of Ireland, I conceive

it will be well to head them with officers from England or Scotland, for those in Ireland onely minde their great estates there, and these sent hither were such as I never had to deale withal; they have put the state to a great charge, and will do them little service...» « Si c'est l'intention d'envoyer d'autres troupes d'Irlande, je crois qu'il sera bon de les encadrer d'officiers originaires d'Ecosse ou d'Angleterre, car ceux d'Irlande n'ont en tête que leurs vastes propriétés, et ceux que vous nous avez envoyés ici étaient tels que je n'ai jamais eu affaire à semblables; ils ont été une lourde charge pour l'Etat, et lui rendront peu de services... (23). »

Les rumeurs selon lesquelles les troupes espagnoles s'apprêtaient à attaquer la Jamaïque n'étaient pas dénuées de fondement. Une fiévreuse activité régnait à Cuba et dans les autres possessions espagnoles du Nouveau Monde. Les échos des préparatifs d'une grande expédition qui partirait d'Espagne, renforcée par des troupes de toutes les grandes colonies espagnoles, parvenaient constamment aux gouverneurs anglais des Indes occidentales.

Don Pedro de Bayona, gouverneur de Cuba, envoya des ordres au chef des forces cubaines qui devaient participer à la reprise de la Jamaïque (24). Ce dernier, le sergent-major de los Reyes, devait choisir un point de la côte occidentale qui fût bien situé. Les troupes seraient réparties en deux divisions et établiraient leurs quartiers dans un lieu salubre. Ces deux divisions seraient en liaison constante. Un fort devait être construit près du point de débarquement espagnol, et aussi de puissants retranchements. Les officiers feraient chaque matin l'inspection des armes et des munitions.

Des éclaireurs seraient chargés de découvrir les points faibles des défenses anglaises, qui seraient attaqués de préférence. Bayona proposait de commencer la campagne à Port-Morant, « car les planteurs de Nevis y vivent sous la garde d'un très petit nombre de soldats », et il semblait que les colons fussent peu

(23) *Thurloe*, VI, 391-2. Brayne à *Thurloe*, 9 juillet 1657.

(24) Don Pedro de Bayona au sergent-major Juan de los Reyes, 26 juin (n. s.). *Add. Mss. Brit. Mus.* 4157, f. 185, et *Thurloe*, VI, 540-1.

satisfaits de leur nouvelle demeure. On envisageait également l'envoi de nègres espagnols parmi ceux qui vivaient sous la domination anglaise, environ 1400, afin d'essayer de les amener à trahir leurs maîtres. Cette partie des instructions de Bayona était cependant suivie de l'avertissement d'avoir à exercer sur les nègres une surveillance étroite, car « on ne saurait avoir grande confiance en ces gens-là ». Les chefs espagnols devaient faire savoir aux Anglais que tous les prisonniers seraient bien traités, et envoyés à la Havane, et plus tard en Espagne, s'ils le désiraient.

Connaissant bien le faible de ses soldats, Bayona eut soin d'interdire tout pillage avant que les forces anglaises fussent absolument en déroute. Il était particulièrement désirable de vaincre rapidement, afin d'encourager autant que possible l'infanterie espagnole. Les ordres stipulaient que lors de chaque mouvement, l'avant-garde serait précédée de huit fusiliers, et que chaque flanc serait protégé contre les embuscades possibles par un nombre égal de soldats. Ces gardes devraient se replier sur le gros des troupes dès qu'ils rencontreraient les Anglais, et les troupes devraient attendre l'attaque ennemie. Avant chaque engagement, les officiers devraient encourager leurs hommes, en leur rappelant qu'ils combattaient pour leur roi et pour la sainte Eglise catholique. Il y avait lieu de s'attendre à des combats extrêmement sanglants.

Quinze jours plus tard, vers le milieu de juillet, environ cinq cents Espagnols débarquaient sur la côte de la Jamaïque et se dirigeaient vers l'intérieur. Les instructions si soigneusement élaborées par Bayona furent complètement ignorées : le manque de vivres réduisit bientôt cette armée à la famine. Aucune tentative ne fut organisée contre les points faibles de l'occupation anglaise. Les troupes essayèrent de se mutiner. Sur quoi l'officier espagnol qui les commandait en envoya 300 à Chareras en attendant les vivres qui devaient arriver de Cuba. Une fois là, ils se retranchèrent, et par deux fois au moins, reçurent des ravitaillements de leur base. Les Espagnols ne tentèrent aucunement de s'engager dans une campagne plus active. Il s'écoula quelque temps avant que les Anglais fussent avertis

de leur présence, et même s'ils en furent avertis, ceux-ci ne bougèrent pas de longtemps.

Don Sasi, l'ancien gouverneur de la Jamaïque, écrivit au vice-roi le 29 août, qu'il était essentiel d'être bien approvisionné de vivres provenant des autres possessions espagnoles, jusqu'à ce que la plus grande partie de l'île fût à nouveau conquise. Il annonçait son intention d'attaquer les Anglais à Oristan et à Guaricabar le même jour, et de là devait marcher sur Saint-Iago. Sasi semblait extrêmement désireux de reconquérir la colonie qui, disait-il, était une position stratégique essentielle des défenses espagnoles aux Indes occidentales (25).

Pendant tout le mois d'août, Brayne fut sérieusement malade, et il était évident qu'il ne devait pas survivre bien longtemps. Sa politique et la manière dont il la mit à exécution suivaient la seule méthode possible de tirer parti de la situation à la Jamaïque, mais il était impossible de faire grand'chose avec le genre de colons auxquels il avait affaire. Son projet principal, qui était d'encourager la culture, avait réussi en partie malgré les nombreux obstacles qui lui avaient été opposés par les soldats et les officiers, car en juillet il était en mesure d'aviser le gouvernement que les Anglais avaient mis en culture une étendue de terrain plus considérable que les Espagnols l'avaient jamais fait (26).

Pendant l'été, le général s'occupa activement des plans de construction d'une ville à proximité du port de Cagway. Sur ce point, le général avait l'intention d'ériger tous les magasins de vivres et de produits de l'île. Ce devait être le centre commercial de la Jamaïque, et tous les tribunaux y devaient siéger. Les colons adhérèrent à ce projet et construisirent leurs habitations sur cet emplacement. Les motifs allégués par Brayne en faveur de ce projet montrent la puissance et l'étendue de sa clairvoyance en matière coloniale :

« Because towns are the life of trade, we are busie in building one of a considerable proportion upon the point of this harbour of Cagway, which with a little charge will be so fortified that

(25) *Thurloe*, VI, 541. Sasi au vice-roi, 29 août (n. s.).

(26) *Public Intelligencer*, n° 99, 1893-4, 7/14 septembre. Lettre de Brayne.

the Spaniards shall have little hopes of effecting anything against this place, if at any time he shall attempt it. »

« Etant donné que les villes sont l'âme du commerce, nous nous préoccupons d'en élever une d'importance considérable à la pointe de ce port de Cagway, lequel à peu de frais sera si bien fortifié que les Espagnols auront peu d'espoir de rien tenter contre cette place, si tant est qu'ils se décident à le faire. »

Ce fut la dernière tâche accomplie par le général pour la colonie nouvelle. Il fut emporté par la fièvre le 2 septembre 1657, pleuré de l'armée, officiers et soldats, comme un chef prudent, équitable et diligent (27).

Avant de mourir, Brayne nomma, pour lui succéder à la tête des armées de terre et de mer, le colonel Doyley. Celui-ci était peu enclin à endosser les responsabilités écrasantes de cette charge, ne se sentant pas capable de dominer la situation difficile de la colonie. Il écrivait à Cromwell, le 2 septembre (28) : « ... Votre Altesse n'a nul besoin qu'on lui dise combien il est difficile de commander une armée sans solde ». Malgré tout, il réfléchit consciencieusement qu'il était le chef le plus populaire qui eût servi à la Jamaïque, mais n'augurait rien que de la désaffection et même des tentatives de mutinerie de la part des troupes confiées à son commandement. En conséquence, il montrait d'une manière pressante au gouvernement combien il était désirable de le rappeler, et de nommer au poste de gouverneur le colonel Barrington (29). Ce dernier s'était en toutes circonstances montré un officier absolument loyal, et parfait-

(27) *Ibid.*, n° 141, 144, 30 novembre au 7 décembre. Lettre d'Edward Doyley, 16 septembre.

(28) *Thurloe*, VI, 512. Doyley à Olivier Cromwell, 12 septembre 1657. A cette époque Doyley était âgé de quarante ans.

(29) En juillet, Brayne écrivait à John Barrington en Angleterre, disant que le colonel Barrington était « extrêmement industrieux ». L'opinion de Barrington à l'égard de la Jamaïque est exprimée dans une lettre à son cousin, en date du 1^{er} juillet 1657 : « Je n'ai jamais entendu dire qu'il existât une autre île dans cette partie du monde où un nouveau colon puisse espérer les mêmes avantages ». Il avait toujours encouragé la culture, et possédait lui-même l'une des meilleures plantations de l'île. Au mois de juillet, il avait des cultures de tabac et de sucre, et de nombreux troupeaux de bétail et de moutons. Un cheval, qui coûtait 40 shillings à la Jamaïque, eût coûté 40 livres sterling à la Barbade. A son avis, le bois et le tabac constituaient pour l'île les meilleurs articles d'exportation. *Thurloe*, VI, 391-392.

tement compétent en tout ce qui touchait aux problèmes de la colonisation dans les Indes occidentales. Il consentait volontiers à rester à la Jamaïque, et écrivait constamment des lettres enthousiastes à ses amis d'Angleterre, leur peignant les possibilités merveilleuses de la colonie, et la fortune qui attendait quiconque était disposé à supporter les fatigues des quelques premières années.

Doyley écrivit également à Fleetwood (30) en le priant d'employer son influence pour obtenir son rappel en Angleterre. Il semble que le colonel soit demeuré à la Jamaïque en 1656 grâce aux efforts du général. Mais l'année était expirée, et Doyley était aussi désireux de rentrer dans ses foyers qu'il avait pu être désireux de rester auparavant. Tant qu'il avait été officier dans la colonie, il s'était toujours montré extrêmement loyal et soucieux de remplir ses devoirs, mais la négligence du gouvernement anglais l'avait complètement désillusionné, et il n'avait plus foi dans cette affaire. Sa confiance première avait fait place au désespoir. Ce sentiment était encore fortifié par la manière dont le gouvernement anglais l'avait traité. Sans s'arrêter au fait qu'il s'était toujours acquitté de sa tâche avec honneur, chaque fois qu'un gouverneur était décédé, le gouvernement, plutôt que de nommer Doyley, qui était le doyen des colonels à la Jamaïque, envoya d'Angleterre un autre officier pour prendre le commandement des troupes. Il y aurait lieu de croire que Cromwell n'était pas favorablement disposé à l'égard de Doyley, et même le soupçonnait de pencher quelque peu en faveur de la cause royaliste. L'un des actes les plus avisés du gouvernement anglais pendant cette décennie de l'histoire des Indes occidentales fut de maintenir Doyley à la Jamaïque. C'est en grande partie grâce à sa bonne besogne que la colonie ne fut pas abandonnée, et exposée à retomber aux mains de ses premiers possesseurs.

Peu après la mort de Brayne, la note dominante de l'administration du colonel se faisait jour. La force des choses voulait

(30) *Thurloe's State Papers*, VI, 512. Doyley à Fleetwood, 12 septembre 1657.

que sa politique différât totalement de celle de son prédécesseur. Le thème principal de l'histoire de la Jamaïque durant l'année qui suivit devait être le souci continu des défenses et des préparatifs belliqueux, entremêlés çà et là d'une bataille occasionnelle.

Dans les premiers jours de septembre, l'ennemi se montra plus entreprenant et tua quelques soldats anglais à proximité de leurs cantonnements. Doyley envoya immédiatement un détachement de cavalerie et d'infanterie sous les ordres du commandant Richard Stevens, afin de punir l'audace ennemie (31). En marchant vers l'intérieur, le commandant eut l'imprudence de suivre l'ennemi à travers bois, le long d'un sentier où seulement un cheval pouvait marcher de front. La troupe tomba dans une embuscade tendue par quatre cents Espagnols et nègres armés de lances et d'armes à feu. Selon Doyley, la cavalerie chargea et tua une quarantaine d'ennemis, mettant le reste en fuite. Il n'explique pas toutefois comment la cavalerie put charger dans un chemin aussi étroit. Les Anglais perdirent deux officiers et douze hommes tués et sept blessés. Parmi les morts figuraient le capitaine James Butler, chef de troupe, et le fourrier. A la grande surprise des officiers, les soldats se conduisirent avec bravoure. L'armée tout entière s'en trouva beaucoup plus confiante et avidement prête à de nouveaux engagements. Les Anglais capturèrent un prisonnier, qui leur fournit de nombreux renseignements sur les préparatifs de l'Espagne pour s'emparer à nouveau de l'île.

A la suite de ce premier échec des troupes espagnoles, le gouverneur Bayona (32) écrivit au capitaine Lucao Berrero et censura sévèrement les officiers supérieurs pour avoir abouti à un aussi misérable fiasco. Il annonçait son intention de venir en personne participer à la campagne. Cette lettre tomba aux mains des Anglais, apportant l'information que trois autres compagnies d'infanterie étaient prêtes à partir de Cuba pour renforcer les troupes de Don Sasi.

(31) Egerton, 2395, f. 144. *Public Intelligence*, n° 111, 144, 30 novembre/7 décembre. lettre de la Jamaïque, 16 septembre.

(32) *Thurloe*, VI, 541, 16 septembre 1657. Également *British Museum, Add. Mss.* 4157 Bayona critiquait le commandant « pour votre longue marche vers les Verme-goes, au lieu d'aller à la rencontre de l'ennemi, qui n'eut d'autres résultats qu'un gas-pillage de vivres et la maladie des soldats ». *Thurloe*, VI, 341, septembre 12 (n. s.).

Un prisonnier espagnol apprit aux Anglais qu'environ cinq cents hommes de troupe, sous le commandement de don Christophe Sasi, campaient à Sainte-Anne, à environ trente milles de Saint-Iago, où ils construisaient activement des retranchements et préparaient une attaque de la ville. Doyley, qui presque toujours semblait chercher à endormir l'ennemi dans une trompeuse sécurité, ou bien se fiait au climat insalubre de la colonie pour l'aider dans ses combats (33), décida d'ajourner toute attaque jusqu'à ce que l'ennemi se fût suffisamment fortifié pour se croire à l'abri des entreprises anglaises, sans toutefois l'être suffisamment pour opposer une trop forte résistance à une troupe d'élite. Lorsqu'il jugea le moment venu de passer aux actes, le colonel rassembla une troupe d'hommes soigneusement triés, sous le commandement de Richard Stevens. Environ soixante officiers se joignirent à cette expédition et formèrent une compagnie volontaire, dans leur fièvre de servir activement après plusieurs mois consacrés uniquement à la vie de garnison ou aux travaux des champs. Sous la conduite d'un prisonnier espagnol, les troupes marchèrent sur Sainte-Anne, et trouvèrent l'ennemi fortement situé sur un rocher. Lorsque les sentinelles aperçurent les troupes anglaises, elles jetèrent bas leurs armes et se mirent à fuir dans la direction du fort. Sasi et le reste des troupes espagnoles furent également pris de panique et s'enfuirent précipitamment dans les bois voisins, sans chercher à résister. Stevens décida qu'il serait téméraire de poursuivre l'ennemi à travers la forêt, et se contenta de se saisir des énormes approvisionnements d'armes, vivres et munitions que les Espagnols avaient abandonnés. Stevens rejoignit Saint-Iago immédiatement après.

La situation de la colonie à cette époque est fort bien dépeinte dans un rapport de Doyley au Comité d'Amérique, aux alentours du 1^{er} octobre. Quoique ayant eu vent du débarquement

(33) La lettre de Doyley, en date du 1^{er} octobre, montre les effets meurtriers du climat sur les colons anglais. Des 1600 colons de Nevis primitivement établis à Port-Morant, moins de 400 étaient en vie au mois d'octobre. Des deux régiments arrivés en janvier avec Brayne, soit 1200 hommes, moins de 400 avaient survécu. Et des nombreux domestiques envoyés par Martin Noell, la moitié étaient décédés. Le colonel ajoutait significativement : « Je puis vous dire tout ceci, bien que nous le cachions aux autres. » *Egerton Mss. British Museum*, 2395, f. 144.

de nombreux Espagnols, le colonel annonçait son intention de s'abstenir de combattre, préférant les abandonner au climat « qui ne les épargnera pas plus qu'il ne nous a épargnés nous-mêmes ».

Il suppliait le gouvernement anglais d'envoyer d'amples provisions de vivres, plus même que par le passé, car l'ennemi se montrait si entreprenant que la culture était constamment arrêtée. Le gouvernement anglais n'aurait plus à envoyer de pois, dont la qualité avait été constamment défectueuse, tandis qu'il était possible d'en obtenir d'excellents à New-England. Il demandait des armes, des munitions, des chevaux, et, par-dessus tout, de l'argent. Cette dernière demande, disait-il, était, il s'en rendait compte « déplaisante ». Il demandait également qu'on envoyât des domestiques. La colonie avait également grand besoin de papier, de médicaments, et la marine avait besoin de frégates rapides. Bien que l'énumération de ces demandes paraisse un peu sèche, elle montre d'une manière significative les difficultés dans lesquelles se débattait la colonie par suite du défaut des arrivages de matières de première nécessité qu'elle eût dû recevoir d'Angleterre.

La ration des troupes avait été réduite à une livre et demie par jour, ce qui permettait d'espérer ravitailler l'armée pendant quatre mois encore. Les marins recevaient les deux tiers de la ration habituelle. Malgré leurs disputes et querelles passées, il semblait qu'à l'automne de 1657 l'armée et la marine fussent en assez bons termes.

Quant à la situation navale, il semble que la flotte anglaise de la Jamaïque comptait seulement sept navires. Deux navires furent envoyés aux Bermudes pour en ramener 250 colons désireux de s'établir à la Jamaïque. Trois petites unités croisaient constamment entre la Jamaïque et Cuba pour empêcher l'arrivée des renforts ennemis, ce à quoi elles semblent avoir en partie réussi, selon une lettre de Bayona (34). Il n'y avait que deux navires dans le port de Cagway.

Avant que Stevens fût de retour de son expédition à Sainte-

(34) *Thurloe*, VI, 540-542.

Anne contre Sasi. Doyley apprit le débarquement des forces espagnoles qui avaient pénétré à Chareras vers le milieu de juillet (35). Aussitôt Stevens arrivé, le colonel renvoya une centaine d'hommes à leurs plantations, et ordonna aux autres de se préparer à attaquer Chareras. Les troupes s'embarquèrent le 24 octobre sur l'*Indian* sous le commandement personnel de Doyley : six jours plus tard, elles atteignirent le point de débarquement au nord de l'île. Les troupes débarquèrent le 31 octobre, six milles à l'est des fortifications espagnoles, et marchèrent à travers bois pour prendre l'ennemi de flanc. Elles avaient à peine parcouru deux milles qu'elles tombèrent dans une embuscade. Contrairement à ce qui s'était passé au cours des deux années précédentes, les troupes anglaises firent bon, et mirent prestement l'ennemi en déroute (36). Les avant-gardes espagnoles s'enfuirent dans la direction du fort, mais l'avance anglaise fut si rapide que seuls le capitaine et quatre hommes réussirent à s'échapper, laissant dans les bois, trente-six tués et prisonniers.

A mesure que les Anglais se rapprochaient du fort, ils se rendaient compte qu'il était fortement situé et construit en forme de palissade, avec de gros rondins. C'était la forme habituelle des fortifications espagnoles dans toutes les opérations aux Indes. Doyley ordonna qu'un tiers de ses troupes restât en réserve, tandis que le gros des forces cherchait à s'emparer du fort. Après une courte lutte, les fusiliers anglais tenaient autant de meurtrières que l'ennemi et dirigeaient obliquement un feu nourri sur les défenseurs du fort. L'attaque dura quarante-cinq minutes, au bout desquelles les hommes de Doyley avaient réussi à coups de haches, à pratiquer des brèches dans les rondins.

L'infanterie espagnole perdit courage et s'enfuit, malgré les efforts des officiers qui cherchaient à rallier leurs hommes. Nombreux furent ceux qui, dans leur hâte d'échapper à la poursuite des soldats anglais qui les serraient de près, se préci-

(35) Rapport de Doyley au Comité. *British Museum, Egerton Mss.* 2395, f. 144.

(36) Compte rendu de Doyley, 3 février 1658. *Mercurius Politicus*, n° 441, 447-451.

pâtèrent dans la mer du haut des rochers (37). Presque tous les approvisionnements que possédaient les Espagnols, et qui comprenaient de vastes stocks de munitions et de vivres, tombèrent aux mains des Anglais. Cette importante victoire ne coûta la vie que de quatre hommes, avec environ une dizaine de blessés. Les Espagnols avaient perdu 120 morts, dont la plupart de leurs officiers et de nombreux blessés. Après une courte halte, le colonel Doyley envoya de petits détachements le long de la côte pour s'emparer de toutes les embarcations et empêcher l'ennemi de s'enfuir à Cuba. De la sorte les soldats espagnols se trouvaient laissés à la Jamaïque, et pratiquement dépourvus de vivres et d'équipement militaire, offrant une proie facile au climat et aux troupes anglaises. Peu leur servit d'implorer l'aide des nègres, car nombre d'entre eux furent brutalement mis à mort par leurs anciens esclaves.

Peu de temps après la victoire de Doyley à Chareras, de nombreux soldats espagnols, poussés par la faim, se rendirent à Saint-Iago et se constituèrent prisonniers. Dans l'intervalle, des patrouilles anglaises parcouraient le pays à la recherche des fuyitifs, mais ces expéditions furent bientôt abandonnées, car les soldats usaient leurs chaussures, et les réserves manquaient.

Ainsi se termina l'année 1657 de l'histoire de la Jamaïque. Du moins, il y avait de bonnes raisons de prendre courage et d'espérer, car après quatre mois de combats pour ainsi dire incessants, contrastant avec la politique purement agraire du général Brayne, il apparaissait clairement que la colonie était en mesure de se défendre contre l'ennemi, et que toute

(37) *Ibid.* Doyley écrivait : « The Maestre del Campo, don Francis de Peincia, got quarter, and some others whome we found on the rocks, whom though we had received bad usage from them, yet we could not kill them in cold blood... We took here thirty three barrels of powder, with match and bullet proportionable, and good stores of bread and salt and likewise their musters, their commissaries book, which powder and what we took before the governor, within less than two barrels did balance their commissaries account... » Les lettres de Bayona furent également prises au cours de cette bataille. « Le maître de camp, don Francis de Peincia,... reçut quartier ainsi que d'autres que nous trouvâmes sur les rochers, lesquels, quoiqu'ils en eussent mal usé à notre égard, nous n'eûmes pas le courage de tuer de sang-froid. Nous prîmes là trente-trois barils de poudre avec les mèches et boulets à proportion, et de bonnes provisions de pain, de sel, ainsi que leurs contrôles, leurs comptes de commissariat, et la poudre, avec ce que nous prîmes devant le gouverneur, concordait avec les chiffres de leurs comptes, à moins de deux barils près... »

tentative de reprise était vouée à l'insuccès. Le moral des troupes, après cette série de victoires, était considérablement amélioré, et les officiers acquirent une bien meilleure opinion de leurs hommes.

Il convient maintenant d'envisager les agissements du gouvernement anglais à l'égard des colonies durant cette année. Tandis que les troupes, sous la conduite de Doxley, remportaient leurs succès, le Comité de la Jamaïque et le Comité d'Amérique examinaient activement les rapports et entendaient les officiers de retour de la Jamaïque, puis avisaient le gouvernement de la ligne de conduite à adopter.

Les sept navires que la colonie avait rapatriés vers le 9 janvier, portant des lettres de Goodson et de Brayne, arrivèrent à Portsmouth le 22 mars (38). L'amiral Goodson lui-même arrivait en Angleterre le 26 avril avec des rapports détaillés du général Brayne. Après avoir soigneusement étudié ces renseignements en conférence avec Goodson, le Comité présenta son rapport au Conseil d'Etat, le 2 juin 1657 (39). Le Comité s'était ému des rapports sur le manque d'approvisionnements, et le besoin urgent de fonds pour continuer les constructions de retranchements, et se procurer des vivres à New-England. Pour ce qui était des affaires navales, la Commission se plaignit que « rien ne nous ayant été communiqué au sujet des affaires de la mer », aucune recommandation ne pouvait être soumise concernant cette phase de la question. En conséquence le rapport se bornait à passer en revue la situation militaire, et à soumettre certaines recommandations en vue de l'amélioration de la situation de la colonie.

Étant donné le fait qu'ils considéraient la Jamaïque comme « notre principale forteresse et colonie des Indes occidentales », il était déclaré que « rien n'était plus essentiel que d'activer la mise en culture de l'île ». Ni les planteurs, ni les soldats habitant l'île, ni les marchands de Londres n'étaient en mesure de le faire sans une aide suffisante du gouvernement. Le Comité

(38) *Mercurius Politicus*, n° 356, 7709, 2/9 avril 1657.

(39) *Egerton Mss.*, 2395, f. 123. *British Museum*. Le même rapport fut présenté à Cromwell, signé par Tobias Bridge, Martin Noell et Stephen Winthrop.

recommandait en conséquence qu'une ligne de conduite bien définie fût suivie, selon laquelle le commandant en chef et le Conseil d'Ecosse enverraient des Highlanders et autres qui pourraient être disponibles, et qui partiraient de certains ports d'Ecosse dûment spécifiés, à destination de la Jamaïque. S'il n'était pas possible de les transporter sur des navires de l'Etat, il convenait de contracter avec les marchands, moyennant un léger versement par tête. Tous les colons ainsi envoyés devraient être munis d'une arme à feu aux frais du gouvernement. Ces domestiques seraient consignés à l'adresse du général à la Jamaïque, et reçus et enregistrés par le trésorier de la colonie comme autant d'espèces. Ils seraient remis aux officiers en guise de solde au taux de dix livres sterling par tête.

Le Comité souligna le point le plus faible de la situation de la Jamaïque en ces termes : « La Jamaïque à l'heure actuelle n'est qu'une vaste garnison, plutôt une armée qu'une colonie. » Tant que le gouvernement ne se résoudrait pas à encourager systématiquement la colonisation et les cultures coloniales, il ne fallait pas compter que les négociants anglais enverraient là-bas des cargaisons et des domestiques. A ce moment-là également, les colons habitant les autres colonies seraient disposés à émigrer à la Jamaïque.

Les raisons qui faisaient préconiser ce plan de colonisation étaient l'accroissement qui en résulterait dans les cultures, et la possibilité de régler facilement, par la même occasion, le problème épineux des arrérages de soldes.

Le Comité recommandait également l'envoi immédiat de six mois de provisions « de bouche et de dos ». Les besoins de vivres de la colonie seraient moindres, espérait-on, une fois la récolte rentrée, dans l'automne de 1657. Pour ce qui était des défenses de l'île, trois forts importants étaient considérés comme absolument nécessaires, le premier à Port-Antonio, au Nord, le second à Port-Moranto, et le troisième à Cagway. Il existait à cet endroit un ouvrage fortifié, fait de planches et de graviers. La situation actuelle nécessitait l'érection d'un nouvel ouvrage de pierre.

La colonie avait également grand besoin de pasteurs, de médecins, chirurgiens, employés, et le gouvernement ferait sagement en instituant un crédit pour leur entretien. La mise en état de la colonie, était-il estimé, coûterait environ 5.000 livres.

Goodson envoya à Doylex un exemplaire de son rapport du 5 juillet au Comité de la Jamaïque, contenant toutes recommandations au sujet des navires et approvisionnements maritimes à envoyer à la Jamaïque, avec un plan soigneusement étudié d'opérations navales dans les Indes occidentales. Signalons spécialement deux remarques intéressantes, qui mettent particulièrement en lumière les raisons de l'échec des opérations navales dans les guerres du Nouveau Monde. La première était que les navires envoyés aux Indes devraient être bien conditionnés et en bon état, au lieu d'être « tout rapiécés, comme il était d'usage ». La deuxième a trait au personnel, et prévoyait que les équipages devraient être du même calibre que ceux des escadres de la Manche, « car jusqu'ici le service s'est fort mal trouvé d'un trop grand nombre d'hommes inutiles ». Ces deux remarques, grosses de significations, ne montrent que trop clairement la légèreté dont fit preuve le gouvernement anglais dans la conduite des opérations d'Amérique et son ignorance des « conditions » coloniales et des difficultés de la tâche dévolue au commandement. Pour les opérations militaires, il avait été d'usage constant d'envoyer des soldats éliminés des régiments d'Angleterre, d'Ecosse et d'Irlande à cause de leur peu de valeur, et les navires inutilisables dans les eaux métropolitaines étaient envoyés aux colonies.

Le plan de l'amiral, soigneusement étudié, prévoyait que seize navires seraient stationnés dans les différentes parties des Indes occidentales, en plus de ceux qui auraient pour mission d'assurer à la défense de Cagway (40). L'objet essentiel

(40) Dans ses détails, le plan élaboré par Goodson était le suivant : Trois navires, un de quatrième classe, un de cinquième classe, et un côtre seraient stationnés « au vent » de la Jamaïque, au large de Saint-Domingue, de l'Espagne et du Maine espagnol. Au premier signe d'approche de la flotte espagnole, l'un des navires devait aussitôt aller prévenir l'escadre anglaise bloquant Carthagène, un second devait se rendre immédiatement à la Jamaïque, et le troisième serait envoyé pour avertir les navires anglais

de cette escadre serait de rendre impossible tout commerce espagnol dans le golfe du Mexique. Elle devait en outre se tenir prête à voguer immédiatement vers la Jamaïque en cas d'appel urgent de la colonie.

Des renseignements complémentaires intéressants furent fournis au Comité par le capitaine Mings, qui était arrivé dans un port d'Angleterre avec trois navires de la Jamaïque le 7 juillet (41). D'après les nouvelles publiées par les journaux de Londres, la situation de la Jamaïque était absolument satisfaisante, mais les rapports verbaux que fournit Mings mirent à néant les illusions du Comité. L'intérêt que portait le gouvernement aux choses coloniales s'en trouva encore accru, et des mesures furent prises pour faire face à cette tâche d'une manière plus sérieuse. Quinze jours plus tard, le Comité d'Amérique était réorganisé, et recevait l'ordre de fournir immédiatement au Conseil d'État un rapport sur un plan d'action en vue de résoudre la question de la Jamaïque d'une manière satisfaisante. Les Comités du gouvernement, celui de l'Amérique et celui de la Jamaïque, s'occupèrent surtout, durant les deux mois qui suivirent, d'étudier les voies et moyens de payer les arriérés dus aux officiers et soldats cantonnés aux Indes occidentales.

Le 29 octobre, le Comité soumettait un rapport assez complet

situés entre la Havane et la Tortue. Cinq navires seraient stationnés au vent ou sous le vent de Carthagène, selon l'époque de l'année et le courant subséquent du commerce espagnol avec l'Espagne, l'Angola et Saint-Domingue, ainsi que du commerce avec Porto-Bello et la rivière Cuagre. Cette escadre composée d'un navire de troisième classe, deux de quatrième classe et deux de cinquième classe, devait se tenir prête à voguer vers la Jamaïque immédiatement en cas d'appel urgent de la colonie. Cinq frégates seraient stationnées au large de Campeachy ou de la Havane, et deux autres au large de la côte Nord de Cuba. Ces navires seraient chargés d'interrompre tout trafic espagnol, et surtout de guetter les galiions qui vogaient près de la côte Nord de Cuba à chacun de leurs voyages sur Carthagène et Porto-Bello. Au cas où la flotte annoncée d'Espagne n'essayerait pas d'attaquer la Jamaïque, mais se diviserait pour se rendre aux différents points de ralliement, les escadres anglaises devraient se réunir et attaquer l'ennemi au moment du rassemblement au large de la Havane pour le retour en Espagne. Deux autres petites unités devaient croiser au vent et sous le vent au large de la Havane pour empêcher le gouverneur d'envoyer des « estafettes » porteurs de renseignements sur les positions de la flotte anglaise. Tel était le plan de campagne précis et clairement établi soumis par Goodson pour les opérations envisagées aux Indes occidentales. *Egerton Mss.* 2395, f. 124 *British Museum*, 5 juillet 1657.

(41) *Public Intelligence*, n° 90, 1486, nouvelles datées du 11 juillet, et *Mercurius Politicus*, n° 371, 7915, même nouvelle.

sur la question des arrérages de soldes (42), déclarait qu'il avait « travaillé à l'étude des pouvoirs et instructions en vue d'une meilleure organisation du gouvernement des îles », expliquant comme quoi il avait été nécessaire de retarder la préparation du rapport afin de s'assurer que tous les papiers fussent parfaitement légaux et « conformes aux précédents ». Leur commentaire au sujet de l'état des documents gouvernementaux concernant les Indes occidentales est particulièrement important et intéressant. Nous le citons *in extenso* (43).

« Il serait peut-être séant que nous représentions à vos Seigneuries... envisager la question de la Jamaïque dans son ensemble, nous trouvons que les diverses transactions concernant ladite sont dispersées entre tant de mains que nous ne saurions de nous-mêmes les rassembler, par exemple les membres de ce Comité sont totalement ignorants des affaires maritimes de la Jamaïque, et n'ont pas été instruits des préparatifs maritimes qui sont, paraît-il, en cours, ce pourquoi ils ne sont pas en situation de remplir leur mandat de s'occuper des questions générales ou particulières de la Jamaïque, ni de correspondre avec le commandant en chef, ni de formuler une opinion personnelle de nature à servir ou à avancer ces affaires : de telle sorte que de nombreux inconvénients s'ensuivent tandis que le Comité... qui est par là même rendu incapable de se renseigner ou de poursuivre toutes autres négociations... »

Ce document démontre plus clairement que toutes autres considérations le désordre qui régnait dans l'administration métropolitaine des colonies sous le Protectorat. Les Commis-

(42) *Egerton Mss.*, 2395, f. 136, 29 octobre 1657. Rapport du Comité de la Jamaïque, signé de Noell, Povey, etc...

(43) « It may become us to represent to your lordships... take a general view of Jamaica, we do find the transactions thereof so scattered and in so many hands that it lye not in us ourselves to recollect them, as for instance the committee are wholly strangers to the Maritime Affairs of Jamaica, and are not privy to any part of the preparation or provisions in the shipping said to be making ready, whereby they are in noe capacity to perform their instructions of taking care of the general or particular concerns of Jamaica, nor of corresponding with the Commander-in-chief, nor of observing any judgment of their owne, for the serving or promoting these affairs : see that many inconveniences doe follow whilst the committee... they being rendered thereby incapable of holding intelligence or proceeding in any other negotiations... *Egerton Mss.*, 2395, f. 138, Rapport du Comité d'Amérique au Conseil d'Etat, 30 octobre 1657.

sions avaient ordre de soumettre des rapports complets au Conseil, et en étaient empêchées de toutes les manières possibles par le manque de renseignements et faute de pouvoirs suffisants. Les Commissions étaient encore paralysées par le manque de crédits, par suite duquel elles manquaient de ressources au point de n'être pas en mesure de payer les employés expéditionnaires.

Le lendemain, 30 octobre, un rapport détaillé de la Commission d'Amérique était rédigé, traitant des rapports de Goodson et de Brayne qui avaient été transmis à Cromwell le 2 juillet. La Commission recommandait l'acceptation des requêtes de Goodson et de Brayne concernant les affaires militaires et la colonie en général; le Comité ne prit aucune décision sur le côté naval des propositions de Goodson, cette question était de toute évidence du ressort des commissaires de l'Amirauté et de la Marine.

On ne se soucia guère, durant plus d'un mois, des plaintes du Comité quant au manque de renseignements sur les affaires maritimes des Indes occidentales. Deux rapports des commissaires de la marine, datés du 14 décembre, répondant aux demandes formulées par la Commission d'Amérique, révélèrent toutefois le fait que douze navires se trouvaient à la Jamaïque, et que tout au plus cinq unités avaient été envoyées aux colonies depuis le milieu de l'été (44).

Les événements de l'année 1657 à la Jamaïque eussent dû être pour le gouvernement anglais féconds en leçons relatives à l'administration coloniale. Les victoires de la colonie n'étaient aucunement dues à l'action gouvernementale de la métropole, mais provenaient entièrement de l'habileté et de la loyale fidélité du colonel Dooley.

(44) Selon les derniers rapports de la colonie datés du 10 septembre, les navires demeurés à la Jamaïque étaient l'*Indian*, le *Convertine*, le *Paul*, le *Grantham*, le *Golden Falcon*, le *Martin*, le *Cagway*, le *New Peaple*, le *Hunter hoy*, le *Blackamore*, le *Chestnut* et le *Dolphin*. *Ibid.* f. 140. L'*Hector* et le *Marston Moore* partirent pour la colonie le 10 novembre et le 7 décembre, respectivement. Le *Marston Moore* convoyait trois transports chargés de vivres suffisants pour 2.000 hommes pendant six mois, ainsi que d'autres approvisionnements. *Ibid.*, 139.

CHAPITRE XVI

La Jamaïque en 1658

Un très intéressant commentaire extrait d'une lettre de Doyley en date du 28 février 1657/8, montre qu'à maintes reprises le gouvernement anglais fut volontairement induit en erreur quant au véritable état des choses à la Jamaïque :

« Quoi qu'on vous dise de notre prospérité, qu'il vous plaise de vous souvenir que c'est un axiome courant, parmi ceux qui s'en retournent, que bien parler de la Jamaïque est une chance de toucher ce qui leur revient, mais que jamais soldat qui s'y aventura ne l'aima tant qu'il y revînt de son plein gré (1). »

Bien que les chefs envoyassent quelquefois de longs rapports à Thurloe ou au Conseil d'Etat, ils envoyaient fréquemment de courtes lettres, laissant à ceux qui rejoignaient l'Angleterre le soin de fournir de vive voix des rapports détaillés sur la situation de la colonie. Il ne faut donc pas s'étonner que le gouvernement semblait si fréquemment peu pressé d'envoyer des vivres et des renforts, ce qui eût sans doute été fait si la vérité eût été connue. On ne trouve malheureusement aucune trace de ces rapports verbaux au Conseil, et il est absolument impossible d'avoir même de quoi se former une idée de leur caractère, sauf en quelques rares exceptions où le gouvernement se détermina à prendre certaines mesures à la suite de l'un quelconque de ces rapports.

Au début de 1658, la colonie était relativement plus forte que jusqu'alors, en raison de l'œuvre magnifique et féconde de Doyley et de Brayne au cours des derniers six mois. Il n'y

(1) *Thurloe's State Papers*, VI, 833. Doyley au Conseil d'Etat, 27 février 1657/8. « Whatever you hear of our plenty, be pleased to remember that it is a received maxim amongst those that go home, that to speak well of Jamaica is to hope to get their arrears, but no landman that ever went liked it so well as ever to return. »

avait pas à proprement parler danger de famine, car les provisions envoyées d'Angleterre mettaient la colonie en état de voir venir pour un moment. Il était désirable d'assurer l'exploitation agricole sur une aussi grande échelle que possible, car les vivres arrivés d'Angleterre se gâtaient perpétuellement.

La Commission du Conseil d'Etat pour la Jamaïque reçut de sa sous-Commission un rapport contenant les opinions de cette assemblée, à la suite d'une enquête soigneusement menée sur la situation de la Jamaïque à la fin de l'année 1657, telle qu'elle résultait des rapports fournis (2). La sous-Commission tenait ses informations d'anciens résidents de la colonie et de lettres et rapports émanant d'officiers de terre et de mer qui y avaient servi. Ce rapport indiquait un changement radical dans la politique à l'égard des « Projets de l'Ouest ».

Dans le préambule, il était déclaré que la Jamaïque « était le centre de nos intérêts aux Indes occidentales », et « extrêmement dangereuse à l'Espagnol ». La défense de l'île était d'importance primordiale ; il était en conséquence jugé essentiel de renforcer les fortifications existantes, sans plus tarder, car il était certain que l'Espagne ferait une tentative désespérée pour recouvrer cette importante base, dont la possession par l'Angleterre constituait une menace contre son fructueux commerce avec l'Amérique, et la sécurité de ses possessions d'outre-mer. La colonie ne pouvait être envisagée ni comme un avant-poste stratégique d'une quelconque puissance, ni comme une agglomération de planteurs, comme elle l'était en 1657. Les colons étaient à la fois soldats et planteurs, et comme tels ne pouvaient remplir d'une manière satisfaisante l'une ou l'autre de leurs attributions. Les obligations militaires n'étaient ni ordonnées, ni bien remplies. Les travaux agricoles n'étaient pas poursuivis d'une manière satisfaisante en raison de la mauvaise volonté des soldats, et du fait que les plantations étaient si largement espacées, distantes en certains cas de plus de soixante milles de leurs voisins les plus proches. D'où impossibilité pour les planteurs de se protéger convenablement contre

(2) *Egerton MSS.*, 2395 f. 157-8. *Brit. Mus.* Rapport de la sous-Commission au Conseil d'Etat, 11 janvier 1657/8.

une attaque brusquée des Espagnols ou des nègres, puisqu'ils ne pouvaient s'unir pour une défense commune.

La requête de Doyley relative aux congés fut enfin prise en considération, puisque la Commission décida que nul ne devrait être autorisé à quitter l'île. Les titulaires du grade d'enseigne ou de grades inférieurs ne devaient en aucun cas être autorisés à quitter la colonie pendant un an, et ceux qui détenaient un rang supérieur ne pouvaient quitter que sur l'assentiment écrit du commandant en chef.

De plus, la Commission recommandait que la milice de la Jamaïque fût réduite et distincte du reste des habitants. La force armée ne devait être employée que pour des besoins purement militaires, et devrait être placée sous une « institution » convenable et bien organisée. Le gouvernement anglais devait encourager de toutes manières possible le mouvement agricole. Il était de plus proposé qu'un Conseil spécial des affaires de la Jamaïque fût nommé, lequel siégerait à Londres.

L'armée serait complètement réorganisée (3). Les forces expéditionnaires seraient composées de cavalerie, d'infanterie, de dragons, d'officiers généraux et de train des équipages. L'infanterie comprendrait un régiment de 800 hommes et officiers, dont le colonel devrait être le gouverneur de la colonie. Il y aurait environ 100 cavaliers et 60 dragons. Le Comité alla même jusqu'à stipuler les différents postes qui seraient assignés à l'armée ainsi réorganisée. Les frais de cette « organisation » soigneusement estimés à 24.531 livres, 10 deniers par an. Un

(3) *Port-Morant* : 2 forts à construire ; défense assurée par 150 hommes d'infanterie, 20 dragons, 1 canonnier, 1 servant d'artillerie, 2 aides femmes. *Port-Cagway* : un fort déjà existant, dont la défense serait assurée par 50 hommes d'infanterie, 1 canonnier, 1 aide, 2 aides femmes. *Saint-Iago*, quartier général, serait défendue par 400 hommes d'infanterie, 80 cavaliers, 40 dragons, 1 canonnier, 1 aide, 2 aides femmes. *Vers l'Ouest*, il y aurait un seul fort, défendu par 120 hommes d'infanterie et 20 cavaliers. On entretiendrait dans l'île six pasteurs ou ministres dont chacun recevrait 150 livres pour son entretien. Un médecin, 2 chirurgiens et 2 aides-chirurgiens seraient affectés à l'armée. Il était de plus proposé que le Gouvernement nommât un commissaire aux contrôles, un commissaire aux vivres et ses assistants. Le secrétaire de l'île devrait être maintenu dans ses fonctions. En ce qui concernait les arriérés de solde, le Comité proposait qu'un tiers en soit déduit pour le ravitaillement des troupes, un tiers serait payé en argent, vêtements et provisions, et le règlement du reste était renvoyé à une époque encore indéterminée. La solde des officiers et soldats de la nouvelle milice était arrangée de telle sorte que ceux-ci devaient recevoir quatre mois de solde pour leur temps de service, un tiers en argent, un tiers en eau-de-vie et vivres, et un tiers en vêtements.

crédit annuel de trois mille livres serait assigné à l'acquisition d'armes et de munitions et à la construction de fortifications. La question des arriérés de solde était également envisagée, et d'une manière qui montrait clairement comme quoi le gouvernement était d'avis qu'il était absolument impossible de faire aux soldats aucun paiement en espèces pour leur temps de service à la Jamaïque.

Ces recommandations montrent d'une manière frappante les difficultés financières du gouvernement cromwellien vers la fin de l'année 1657. Au lieu d'entretenir une force expéditionnaire suffisamment puissante et nombreuse pour occuper la Jamaïque et en même temps conduire une campagne offensive contre toutes les possessions espagnoles du Nouveau Monde, comme le désirait Cromwell lorsqu'il avait élaboré les plans de cette entreprise occidentale, le gouvernement en vint finalement à la conclusion que tout ce qu'il pouvait faire était de protéger la colonie contre une agression espagnole, au moyen de l'entretien d'une garnison réduite. Si les Espagnols toutefois avaient tenté une attaque en masse contre la Jamaïque, cette force de huit cents hommes, pour bien équipée qu'elle fût, eût été insuffisante.

Le retentissement de la situation domestique sur les affaires coloniales anglaises est fort bien mis en lumière par une lettre de Thomas Povey à Doyley, en date du 28 mars 1658 (4). Il semble qu'un paquet de lettres traitant des affaires de la Jamaïque eût été référé par la Commission d'Amérique à la Commission de la Jamaïque. Ces deux organes avaient tenu de nombreuses délibérations relativement à la situation, dont les résultats avaient été consignés dans les rapports soumis à Cromwell et au Conseil d'Etat. La Commission de la Jamaïque se plaignait de ce que le Gouvernement n'avait pas jugé à propos de l'éclairer sur le côté naval des affaires indo-occidentales depuis le dernier rapport soumis vers la fin de 1657. A cette époque, la Commission s'était plainte d'être dépourvue de renseignements sur les affaires navales, et au début de 1658.

(4) *Add. Mss.*, 11,411, f. 61, Thomas Povey à Doyley, 28 mars 1658.

avait renouvelé le même grief, « nous n'en savons rien ». En conséquence, bien que la Commission formulât des recommandations fort détaillées au sujet de l'armée, son rapport ne contient aucune recommandation de caractère naval.

Le gouvernement ne prit aucune mesure à la suite de ces rapports, car, d'après les explications de Povey, les difficultés intérieures empêchaient toute intervention. Bien que Cromwell fût toujours désireux de mener à bonne fin son entreprise favorite, le gaspillage monétaire effréné, associé à l'angoisse quotidienne d'une invasion ennemie en Angleterre, détournaient son attention des affaires coloniales. De plus existait la scission extrêmement grave avec le Parlement.

Trois transports de vivres copieusement chargés arrivèrent sous le commandement de Mings, le 20 février, dans le port de Cagway, à la grande joie de Doyley que la menace de l'extinction des réserves de vivres rendait chaque jour plus soucieux. Avec les vivres, Mings apportait également 2.672 livres en espèces, qui devaient être employées au renforcement des vieux ouvrages et à la construction de nouvelles défenses. Ayant capturé six Hollandais qui se livraient à un trafic illicite avec la Barbade, en violation des lois anglaises de navigation, il offrit à Doyley de condamner les prises, dès qu'il fut rendu à la Jamaïque (5). Le colonel toutefois refusa de statuer sur le cas de ces navires, se basant sur ce que les règlements établis par le gouvernement anglais ne l'autorisaient pas à statuer sur les cas ressortant du domaine de l'Amirauté. Il est vrai qu'une autorisation d'ériger des Cours navales avait été accordée à Brayne en vertu du 15^e article de ses instructions, mais seuls les navires espagnols étaient visés dans le libellé, et certaines prévisions étaient faites pour le traitement dont jouiraient les navires battant pavillons alliés ou confédérés. Rien n'était stipulé à l'égard des Hollandais.

Mings insista cependant, et vers la fin du mois, un Conseil de guerre composé de Doyley, assisté de trois autres colonels,

(5) *Thurloe*, V, 833-4, Doyley au Conseil d'Etat, 27 février 1657/8. Doyley donne le 21 février comme date de l'arrivée de Mings, mais l'autre date est fournie par Mings lui-même. *State Papers Colonial*, 1, vol. 33, n° 37.

déclarait que les six navires hollandais, avec leurs cargaisons d'origine et de fabrication française, suédoise et espagnole, étaient prises légales en vertu de la loi de navigation, mais ne pouvaient légalement être condamnées à la Jamaïque, en raison de l'absence d'une Cour navale dûment constituée. Mings était déclaré fondé quant à la saisie. L'officier de marine était fort ennuyé de l'absence d'un tribunal compétent et de la décision du Conseil de guerre. Il écrivit au gouvernement anglais, déclarant que dans ces conditions les officiers de la flotte hésiteraient souvent à l'accomplissement de ce qui pour eux était clairement leur devoir, dans la crainte de n'être pas soutenus par la colonie ou par la métropole. L'éloignement de l'Angleterre ne servit qu'à rendre la situation encore plus difficile. Aucune autre décision ne fut prise à la Jamaïque au sujet de ces six navires ; ils demeuraient à l'ancre dans le port, et Mings dut attendre des nouvelles de l'Amirauté anglaise avant de pouvoir agir.

Le Conseil d'état étudia les rapports fournis à cette occasion dans le courant du mois de juillet (6) et le 12 août ordonnait au Tribunal de l'Amirauté (7) de poursuivre quatre des navires hollandais. Ainsi le gouvernement sanctionnait réellement l'initiative de Mings.

Fort heureusement, la colonie était plus puissante à cette époque, car les Espagnols devenaient une fois de plus agressifs, et le colonel Doyley était entièrement absorbé par des préoccupations purement militaires. Il en vint à juger nécessaire d'ordonner la suspension des travaux agricoles exécutés par les militaires. Les renseignements dont il disposait indiquaient de la part de l'ennemi un projet d'offensive vigoureuse contre

(6) *State Papers*, 1 vol. 33, n° 35.

(7) *Ibid.*, n° 37. Le Conseil de guerre était composé du colonel Doyley et des colonels Barrington, Wm. Moore et Sam Barry. Les navires étaient : la *Charité* d'Amsterdam, cargaison de vins d'Espagne et de France, de raisins d'Espagne, d'épices des Indes orientales et de calicos de couleur ; la *Mary*, de Medenblicke, chargée de linge et de vins de France, le *Hopevell* portant une cargaison de vins espagnols ; et le *Three Cranes*, avec une cargaison de fer de provenance suédoise. On ne fait point mention de la cargaison des deux autres vaisseaux, le *Jean-Baptiste* et le *Hellibrand*. Voir aussi C. O., vol. 33, n° 47. Mings commentait ainsi sarcastiquement les dangers auxquels s'exposaient les officiers de marine dans l'accomplissement des devoirs qui leur incombent en vertu des lois de navigation : « que ce qui, dans la vie d'un homme, passe pour un marin espagnol peut fort bien être représenté sur sa tombe pour un marchand anglais ».

les forces anglaises. Huit cents Espagnols devaient, disait-on, arriver du Maine pour renforcer les troupes demeurées dans l'île, et celles que l'on attendait dans un mois, c'est-à-dire vers la fin de mars. Si cette attaque se produisait, les troupes de Doyley seraient forcées d'observer une attitude purement défensive, car les hommes pourvus de chaussures étaient malheureusement peu nombreux, ce qui coupait irrémédiablement court à toute idée de marcher contre l'ennemi. Faute de recevoir leur solde, les soldats, qui devaient acheter leur propre équipement, en étaient réduits à cette déplorable condition ; « je sou mets humblement à votre appréciation », disait Doyley à Thurloe, « comment peut-on penser qu'un simple soldat puisse donner quatre shillings pour une paire de chaussures d'ordonnance, lorsqu'il n'a pas même touché autant d'argent pendant les trois dernières années ?... »

Il ne fallait guère attendre grand secours de l'escadre anglaise pour éloigner l'ennemi, car elle était encore en plus mauvais état qu'auparavant. Plusieurs vaisseaux avaient dû être renvoyés en Angleterre, étant hors de service (8) et le reste n'était bon qu'au service côtier et stationnait à certains points propices afin d'empêcher toute tentative de débarquement des Espagnols. Mais la flotte n'était pas assez puissante pour pouvoir patrouiller efficacement toute la côte. De l'avis de Doyley, la sécurité de la colonie dépendait entièrement de l'efficacité du blocus exercé par la flotte anglaise contre la côte espagnole ; à moins qu'elle ne rencontrât et ne détruisît les vaisseaux ennemis au départ de Cadix, la Jamaïque serait reprise. « Tout ce que je puis et j'ose dire est, écrivait-il, que vous n'apprendrez jamais que cette place a été perdue honteusement. »

Pendant cette période, le problème de la défense s'était aggravé par suite de l'immigration de deux groupes de colons qui n'apportaient à la colonie aucune augmentation de force militaire. Deux cent cinquante colons, comprenant en majorité des femmes et des enfants, étaient arrivés des Bermudes, et un groupe assez nombreux de Quakers était arrivé, muni

(8) *Thurloe*, VI, 833-834. Doyley au Conseil d'Etat, 28 février. Le *Falcon* et *l'Indian* avaient été rapatriés, et le *Paul* devait suivre, avec le *Convertine*.

d'excellentes lettres d'introduction. Ces derniers se mirent à distribuer des brochures parmi les anciens colons. Doxley était assez perplexé relativement à la ligne de conduite qu'il devait adopter à leur égard, car il avait entendu dire que les Quakers étaient hostiles au gouvernement anglais. Son avis sur la question est assez intéressant pour être cité *in extenso* :

« A présent, mon éducation et mon jugement me portent à rendre justice à tous ceux qui ont quelque titre à la piété et à la vertu dont ces gens présentent une très grande apparence : les écrits me disent clairement que les dirigeants de cette secte complotent contre le gouvernement et comptent parmi eux des conspirateurs avérés contre Son Altesse ; ainsi en parlent les livres, et me placent dans une sorte d'impasse quant au traitement qu'il convient de leur accorder, et me poussent à rechercher humblement les directions de Votre Honneur, afin que mon indulgence à l'égard de ceux-ci, qui sont gens de mœurs irréprochables, et aux actions desquels je suis étranger, ne me soit pas un sujet de blâme auprès de celui que je sers... » (9).

Dans le courant de mars, Mings écrivait en Angleterre que la situation était satisfaisante (10). A son avis, une chose était surtout nécessaire, des colons, et encore des colons. Deux facteurs, selon lui, avaient empêché l'immigration dans le passé, dont le premier était la répugnance des colons à se soumettre à un gouvernement militaire, chose qui toujours fut odieuse au tempérament anglais, la population se trouvant ainsi exposée à perdre ses droits et privilèges ancestraux, conquis sous les régimes civils au prix de luttes séculaires, et qui pour les Anglais étaient aussi chers que leur propre vie. En second lieu, le gouvernement n'avait jamais pourvu d'une manière satisfaisante au transport des colons aux époques des moissons, où il

(9) « Now my education and judgment prompting me to an owning of all that pretend any way to godliness and righteousness (whereof these people have a very great appearance) and the prints telling me that the heads of these people are contriving against the government, and accounted conspirators against his highness (so the books call them) hath put me to some stand how to carry myself towards them, and humbly to seek your honour's directions that my carriage in being tender to them who are a people of an unblameable life, and to whose acting I am a stranger, may not procure blame from him in whose service I am... »

(10) *State Papers Colonial*, 1, vol. 33, n° 37. Mings aux commissaires de l'Amirauté, 2 mars 1658.

leur eût été le plus facile de s'acclimater sans entraver le développement de la colonie. Ainsi Mings, officier de marine, mettait-il le doigt sur les points faibles de la politique gouvernementale aux Indes occidentales.

La Bataille de Rio-Novo

L'invasion attendue de la Jamaïque, par les Espagnols, commença le 8 mai, où 20 compagnies d'infanterie fortement encadrées débarquèrent à Rio-Novo, sur la côte nord de l'île. Douze jours plus tard, les navires anglais qui surveillaient la côte découvrirent qu'une activité inusitée régnait dans une petite baie où se trouvaient trois navires espagnols. Ils essayèrent d'attaquer et de capturer ces navires, le 30 mai, mais le vent tomba et les en empêcha. Le même soir les Espagnols réussissaient à gagner la mer sans être aperçus.

Dès que la nouvelle parvint au quartier général à Saint-Iago, un Conseil de guerre convoqué par le colonel Doyley envisagea les moyens de parer à l'attaque ennemie. Le colonel lui-même était en faveur d'attendre que l'ennemi fût suffisamment affaibli par la maladie, avant de l'attaquer. Les autres officiers, cependant, voulaient marcher de suite contre les forces adverses. L'armée voyait avec joie la fin de cette longue et monotone période d'attente et d'oisiveté. Doyley se rallia à la thèse de la majorité et le Conseil de guerre se prononça pour une attaque immédiate. Hommes et officiers, au nombre de sept cent cinquante, triés sur le volet, reçurent l'ordre de se préparer en hâte pour une expédition dans le nord de la Jamaïque. Environ trois jours après, le 11 juin, le corps expéditionnaire embarquait sur les navires qui attendaient dans le port, et mit le cap sur la côte Nord.

Aux premières heures de la matinée du 22 juin, les troupes anglaises forcèrent l'accès de la baie qui était défendue par deux compagnies d'infanterie espagnole et un fortin avoisinant. L'avant-garde fut amenée au rivage sur de petites embarcations, et attaqua si vigoureusement que l'ennemi s'enfuit après avoir laissé sur place vingt-quatre tués, dont un capitaine.

Quelques blessés furent capturés. Tandis que les « sacrifiés » tenaient la côte, le reste des troupes débarqua en bon ordre, sous le feu soutenu d'un autre fort espagnol situé sur une colline avoisinante. La manœuvre dura une heure et les Anglais s'en tirèrent avec des pertes légères. Les navires s'approchèrent du rivage et tentèrent de riposter au feu ennemi, mais le fort était si haut situé qu'il était impossible de relever suffisamment les canons des navires pour l'atteindre.

Le chef espagnol avait fortement organisé sa défense au sommet d'une colline qui dominait la rive ainsi qu'une rivière située entre son fort et les troupes anglaises. Ses troupes étaient plus nombreuses que celles de Doyley, et protégées par un fort d'apparence formidable, défendu par six canons. Pendant deux jours, les troupes anglaises préparèrent activement l'attaque, fixée par Doyley au 24 juin. On fabriqua des échelles d'assaut pour l'attaque du fort, et les armes furent mises en état.

Doyley essaya de transiger sans combat, préférant autant que possible atteindre son but d'une manière pacifique. En conséquence, le 23 juin au soir, il dépêcha un tambour pour sonder la profondeur de la rivière et trouver les endroits guéables pour le passage des troupes. Sous la protection du drapeau blanc, le tambour fut envoyé au chef espagnol, porteur d'une sommation écrite du colonel, pressant le chef de capituler et d'éviter toute effusion de sang inutile. Il offrait aux Espagnols les honneurs de la guerre et leur rapatriement en territoire espagnol. Fort poliment, Don Sasi fit bon accueil au tambour, lui donna en présent vingt-cinq pièces de huit, et envoya une jarre de confiseries à Doyley, accompagnée d'un refus fort poli de rendre le fort sans combattre pour l'honneur de son roi.

Un peu avant l'aurore, le lendemain matin, Doyley alla en personne, de compagnie en compagnie, exhorter ses hommes à faire de leur mieux en cette journée, disant « qu'une grande partie de l'honneur de l'Angleterre était en jeu ». Les hostilités commencèrent par une démonstration navale au moyen de laquelle la flotte anglaise s'efforçait d'attirer sur elle le feu des canons du fort afin que l'armée pût avancer en paix du côté

opposé.. Deux navires voguèrent un peu plus au vent, tandis que les autres se rapprochaient de la terre autant que possible. Les troupes anglaises devaient tourner la colline et attaquer de derrière.

Au petit jour, les troupes se mirent en marche à travers bois, derrière les défenses espagnoles, et réussirent à passer la rivière sans résistance sérieuse. Doyley fit une excellente impression sur ses hommes qu'il conduisit personnellement, placé juste à l'arrière de l'avant-garde. En arrivant à environ quatre cents mètres du fort, un avant-poste espagnol, situé sur une forte éminence près de la rivière, opposa une légère résistance pendant quelques minutes. N'ayant pu d'une décharge arrêter les « sacrifiés » l'ennemi s'enfuit dans la direction du fort. Les troupes anglaises escaladèrent la colline sans rencontrer d'autre obstacle. Tout juste hors de portée des mousquets des défenseurs du fort, Doyley permit à ses hommes de faire une courte halte avant de poursuivre le combat. En approchant des positions espagnoles, ils purent se rendre compte que les murs du fort face à l'intérieur des terres n'étaient ni si hauts, ni aussi bien protégés que la face donnant sur la mer. Les Espagnols avaient compté que les Anglais attaqueraient de front, de la côte, ou bien ils n'avaient pas eu le temps de terminer la construction de leurs ouvrages fortifiés.

Les « sacrifiés », munis d'échelles d'assaut et de grenades à main, coururent à l'assaut du fort. Les troupes de Sasi les accueillirent par un feu nourri, mais en moins d'un quart d'heure, les Anglais étaient maîtres des tourelles de flanquement, et les défenseurs du fort étaient exposés au tir oblique des fusiliers de Doyley. Une partie des ennemis s'enfuirent du fort, poursuivis par les soldats pendant cinq ou six kilomètres. Nombre d'entre eux avaient pris la direction de la côte pour y chercher un refuge parmi les rochers, mais les marins qui avaient suivi les progrès du combat s'approchèrent du rivage avec leurs embarcations, et de nombreux soldats ennemis furent tués par eux. Les pertes espagnoles étaient fort lourdes. Tandis qu'une partie des troupes de Doyley poursuivait les fuyards, l'autre achevait la conquête du fort. D'énormes approvisionnements d'armes, mu-

nitions et vivres tombèrent entre les mains des Anglais (11).

Trois cents Espagnols avaient été tués, parmi lesquels quelques capitaines, deux prêtres et le sergent-major. Une centaine de prisonniers furent capturés. Le reste s'était réfugié dans les bois, et d'avance il était certain que la plupart y succomberaient à la faim ou des suites de leurs blessures. D'autre part, les pertes anglaises étaient fort minimes, si l'on songe que seulement cinq officiers et vingt-trois hommes perdirent la vie, et trente-quatre soldats furent blessés. Parlant de ceux de ses officiers qui tombèrent dans ce combat, Doyley écrivait plus tard que c'étaient là des hommes « méritant l'admiration pour leur bravoure plutôt que des louanges (12) ».

Ayant remporté cette importante victoire, l'armée ne s'attarda pas davantage et s'en revint à Cagway, où l'escadre arriva durant la première semaine de juillet.

Aux ennuis qu'éprouvait Doyley dans l'administration de la colonie s'en ajoutait un autre. Il ne savait exactement à qui adresser ses lettres et rapports en Angleterre. Durant la période la plus active de la Commission de la Jamaïque, l'été et l'automne de 1657, Doyley lui avait d'ordinaire adressé tous ses rapports. Mais vers le milieu de 1658, la nouvelle parvint à la Jamaïque que « cette Commission avait cessé de siéger ». Doyley écrivit en conséquence à Povey une longue lettre expliquant la situation et lui demandant à qui il devait désormais adresser ses communications (13). Cette lettre diffère totale-

(11) *Thurloe*, VII, 260-62, contenant un compte rendu de la bataille de Rio-Novo, écrit par Doyley le 12 juillet 1656, récit corroboré par d'autres. *State Papers Colonial*, I, 33, n° 45. Burroughs à Blackburne, 16 juillet. *Ibid*, n° 44, Captain Wm. Dalyson à son cousin Robert Blackburne, secrétaire des commissaires de l'Amirauté, 16 juillet 1658. Ces lettres furent apportées à Portsmouth, Angleterre, par le *Martin*, qui arriva le 4 octobre 1658. Les officiers de la flotte disaient que jamais ils n'avaient vu engagement conduit avec autant d'entrain. Doyley envoya également le colonel Barry, qui avait pris au combat une part importante, pour y faire un rapport au Comité de la Jamaïque et au Conseil d'Etat, en Angleterre. Les officiers tués étaient les capitaines Wiseman et Meers, les capitaines-lieutenants Walker et Robinson, et l'enseigne Farrar. Les approvisionnements capturés consistaient en dix doubles barils de poudre, une grande quantité de mitraille, six canons, d'énormes approvisionnements de vin, eau-de-vie, sel et huile, qui selon les Espagnols devaient suffire pour huit mois.

(12) *Ibid*, n° 43.

(13) British Museum, *Egerton Mss.* 2395, f. 169. Doyley à Povey, 12 juillet 1658. Le colonel fait allusion à une lettre de Povey en date du 28 mars, qui lui était parvenue le 4 juillet. « J'ai reçu des lettres du lieutenant-colonel Smith me faisant connaître combien vous souhaitiez la réussite de ce projet. »

ment, dans le ton et la forme, de la correspondance première de notre commandant en chef. Il était à présent totalement découragé par la situation, réalisant pleinement que la colonie ne pouvait se soutenir seule, et que la situation en Angleterre et en Europe était d'une telle nature qu'il ne fallait guère attendre de secours de l'Angleterre. En conséquence, « il demandait au Protecteur l'autorisation de s'en revenir sans autre avis ». « Car vraiment ce commandement porte en soi tant de tracasseries et de mécontentement que je me compare à un catholique dans le purgatoire jusqu'à ce qu'en sois délivré... » Parlant de Cromwell, le colonel écrivait encore : « C'est notre grand malheur d'avoir ses bons souhaits et non son secours... » Ceci montre bien la situation dans son vrai cadre durant l'année 1658. Cromwell, avec une politique bien définie d'expansion aux Indes occidentales au détriment des colonies espagnoles, était constamment entravé par des circonstances dont il n'était pas le maître ; difficultés d'ordre financier à l'intérieur, mécontentement et désaffection de l'armée et de la flotte, danger extérieur, tout cela détournait l'attention du gouvernement des affaires coloniales.

La situation navale était alors infiniment plus sérieuse que jamais, plus mauvaise, en fait, que celle de l'armée. La situation était à présent renversée, par suite de la négligence dont faisait preuve l'Amirauté anglaise. Au milieu de juillet, sept navires, aux équipages déplorablement réduits, étaient stationnés à la Jamaïque, avec 650 hommes à leur bord. La santé de ces marins était excellente. Mais les approvisionnements de la flotte avaient été si rapidement consommés au cours des deux derniers mois que les réserves de vivres étaient presque épuisées (14) parce que durant les six semaines qu'avait duré l'expédition de Rio-Novo, la flotte avait dû nourrir 750 soldats en plus des équipages des navires. On espérait qu'en les ménageant on pourrait probablement faire durer les approvisionnements de la flotte et de la cavalerie jusqu'à fin décembre,

(14) *State Papers Colonial*, 1, 33, n° 48. Voir agenda, 125. Burroughs au secrétaire des commissaires de l'Amirauté, 28 novembre 1658, lettre expédiée en Angleterre par le *Grantham*.

mais les provisions de l'infanterie étaient à peine suffisantes pour un mois. Toutefois, l'armée avait en culture une certaine étendue de terres. Eu égard à la situation, il fut jugé expédient de réduire les rations de l'armée. Les troupes touchaient entre une livre et une livre et demie de vivres par jour et par homme comprenant le pain, la farine, des pois et du gruau d'avoine. Une pinte (un peu plus d'un demi-litre) de pois ou d'avoine compterait pour une livre. Jusqu'alors les vivres avaient toujours été adressés au corps expéditionnaire de la Jamaïque, mais en raison des frictions et jalousies continuellement éveillées par la proportion à allouer à chaque branche du service, Burroughs proposa que les vivres soient désormais adressés directement et spécifiquement à l'armée et à la marine (15).

Persuadés que les Espagnols feraient une nouvelle tentative pour s'emparer de l'île, les officiers décidèrent de demander au gouvernement anglais d'envoyer immédiatement des renforts suffisants. Jusqu'alors tous les détachements complémentaires envoyés à la Jamaïque étaient partis comme unités régimentaires complètes, avec leurs cadres et leur matériel au complet. De l'avis des vétérans de la Jamaïque, c'était une erreur, car ces unités complètes avaient été, de nécessité, affectées à de nouveaux avant-postes dans les bois, où elles étaient particulièrement exposées à la maladie et au mécontentement. L'ancienne armée demeurait dans le voisinage de Saint-Iago. Conséquemment, les nouvelles recrues avaient toujours eu à subir de fortes pertes avant d'être endurcies au climat et à leur nouvelle vie. Dans ces avant-postes, ils étaient dépourvus des conseils des hommes qui avaient déjà servi pendant longtemps dans la colonie, et ignoraient par suite comment il convenait de se soigner. Burroughs avisa en conséquence les autorités métropolitaines qu'à l'avenir tous les renforts envoyés devraient être considérés comme nouvelles recrues ou unités de remplacement qui pourraient, à l'arrivée, être réparties parmi les différents régiments déjà stationnés dans l'île. De cette manière les effectifs de ces régiments seraient constamment maintenus.

(15) *Ibid.*, n° 43. Du même au même, 15 juillet

et il y aurait un notable abaissement des pertes parmi les nouvelles troupes (16).

La nouvelle arriva que l'Angleterre projetait d'imposer une taxe sur toutes les marchandises exportées de la Jamaïque, mais, tout comme Brayne et tous les précédents fonctionnaires coloniaux s'étaient efforcés de démontrer la futilité de cette prétention, dans le cas d'une colonie nouvelle en plein effort, prétention qui aurait pour résultat immédiat de décourager toute tentative de la part de la population pour en développer les ressources, de même, cette fois-là, Burroughs et Doyley déclarèrent fermement leur opposition à ce plan.

Après la victoire de Rio-Novo, la question des dispositions à prendre à l'égard des quarante prisonniers de guerre espagnols se posa plus pressante que jamais, surtout en considération de la rareté des vivres. Les Espagnols avaient expédié tous leurs prisonniers anglais en Nouvelle-Espagne et s'étaient refusés à toute proposition d'échange. Les prisonniers espagnols tombés aux mains anglaises avaient jusqu'alors été traités de diverses manières. Certains des plus distingués avaient été envoyés en Angleterre, d'autres dans les possessions anglaises des Indes occidentales. Mais la majorité étaient demeurés à la Jamaïque. Embarrassé de plus de cent prisonniers, qui consumaient les vivres dont son armée avait un tel besoin, Doyley était fort intrigué quant à ce qu'il devait en faire. Écrivant à Povey en Angleterre, il lui disait : « Je ne sais s'il est légitime de les envoyer aux Iles pour y être vendus (17). »

Vers le milieu de juillet, une flotte espagnole de vingt-cinq navires fut aperçue vers la petite île d'Aruba, sur la route de Carthagène. Doyley donna l'ordre qu'un navire rapide se rendît compte de ses mouvements. Bien que l'on parlât constamment d'un projet espagnol d'envoi d'une armée expéditionnaire de 30.000 hommes pour s'emparer de l'île, Doyley était devenu sceptique et n'ajouta pas foi à cette rumeur, pensant que pour le moment tout danger d'attaque avait cessé d'exister.

(16) *Ibid.*

(17) British Museum, *Egerton Mss.* 2395, f. 170. Doyley à Povey, 5 août 1658. *State Papers Colonial*, 1, vol. 33, n° 47. Burroughs aux commissaires de l'Amirauté. Le capitaine Moore, porteur de ces lettres, est évidemment le commandant de la galère *Martin*.

Comme il semblait impossible d'amener les colons à immigrer à la Jamaïque, et que la colonie, plus que toute autre chose, avait besoin d'hommes, Doyley demanda au gouvernement anglais de faire le nécessaire pour envoyer des colons d'Ecosse et d'Angleterre. Les hommes devenaient de moins en moins nombreux dans l'île, par suite des ravages exercés par la maladie et les raids meurtriers des nègres. A défaut d'autres, il insistait pour qu'on lui envoyât les vagabonds et les délinquants coupables de fautes vénielles, car il n'était aucun pays comme la Jamaïque pour « mater les esprits turbulents ».

Le colonel envoya une requête pressante pour obtenir des fonds. Deux forts, qui avaient été construits pour la défense de la ville, avaient besoin d'être renforcés, et un troisième était en construction qui était d'importance vitale pour le port. Pour achever ces travaux, l'armée avait besoin de mille livres. Il était également essentiel d'avoir un fonds de secours pour faire face aux achats de vivres de New-England et d'autres approvisionnements urgents dont il ne pouvait être question d'attendre l'exportation d'Angleterre. L'armée avait également grand besoin de chaussures et vêtements, et seule la mère-patrie pouvait les fournir (18).

Une escadre de six navires fut maintenue en vue de la côte de Carthagène au début de l'automne pour y attendre la flotte espagnole qui avait été vue et qui, prétendait-on, comprenait vingt-neuf grands navires et galions. Les navires anglais attaquèrent la ville de Traloo. Un corps de débarquement s'empara de la ville et la réduisit en cendres, capturant également deux vaisseaux ennemis qui se trouvaient dans le port. Après ce succès, la flotte mit la voile sur Saint-Marc; les soldats débarquèrent et marchèrent à l'intérieur des terres, détruisant et incendiant tout sur leur passage, sur une distance de douze milles. Trois jours plus tard ils rejoignaient leurs navires, qui firent voile immédiatement vers la Jamaïque (19). En approchant de Car-

(18) *Thurloe*, VII, 499-500. Doyley à Thurloe, 10 novembre 1658. Doyley fait allusion à la réception d'une lettre de Thurloe par la frégate *Coventry*, en date du 9 septembre.

(19) *State Papers Colonial*, I, 33, n° 49. Le capitaine John Aylett, du *Coventry*, aux commissaires de l'Amirauté, 30 novembre 1658.

thagène, la flotte espagnole fut signalée. Le commandant anglais rapporta plus tard que ses six navires avancèrent au beau milieu de la flotte espagnole, faisant feu continuellement tandis qu'ils passaient. Les pertes espagnoles s'élevèrent à dix tués. À la suite de cet engagement la flotte espagnole se rendit à la Havane (20).

En novembre, la flotte anglaise reçut l'ordre de se préparer pour une autre expédition contre les colonies espagnoles, et surtout contre la flotte ennemie du Nouveau Monde, qui, disait-on, avait été portée à soixante navires.

Mais cette entreprise fut écartée en attendant la réception des ravitaillements et des renforts attendus d'Angleterre.

Après la mort de Cromwell, le 3 septembre, la Commission d'Amérique rédigea un rapport sur la situation à la Jamaïque à l'intention de Richard (21). La plupart des renseignements sur lesquels s'étayait ce rapport avaient été puisés dans les rapports de Doyley, et aussi dans les conversations du colonel Barry, qui était rentré de la colonie à la suite de la bataille de Rio-Novo. Les comptes rendus de cet engagement parvinrent en Angleterre le 4 octobre et la Commission présenta son rapport quinze jours plus tard. Passant en revue en quelques phrases la situation alimentaire et l'état des cultures coloniales (22), la Commission déclara qu'« à moins que des appro-

(20) *Ibid*, n° 50. Wm. Dalyson au secrétaire des commissaires de l'Amirauté, les navires anglais avaient attendu dix semaines avant de rencontrer la flotte espagnole. Ils portaient 300 soldats.

(21) British Museum, *Egerton Mss.* 2395, f. 158b. Rapport de la Commission d'Amérique à Richard Cromwell, 17 octobre 1668.

(22) En ce qui concernait la culture, Doyley écrivait à Povey, le 12 juillet, que lors de l'arrivée de Brayne il n'avait parlé de nulle autre chose que de culture, mais que depuis que lui-même avait assumé le commandement « les combats ont été notre unique occupation », et cependant on avait récolté suffisamment pour que, avec le peu de ravitaillements qui étaient parvenus d'Angleterre, « nous nous soyons nous-mêmes délivrés de cette famine qui en avait emporté tant... » *Egerton Mss.* 2395, f. 169. Vers le milieu de 1658, il y avait en culture plus de terre que jamais il y en avait eu dans les annales de la Jamaïque. L'état sanitaire des troupes s'était si bien amélioré que, écrivait Burroughs le 28 novembre, « il est à présent aussi étrange pour un homme de mourir qu'il était autrefois étrange de vivre... » Les marins jouissaient également d'une excellente santé, sur cinq navires stationnés à la Jamaïque avec un effectif total de 557 hommes, onze seulement avaient succombé à la maladie, et cinq avaient péri dans les trois mois qui se terminaient avec novembre. *State Papers Colonial*, 1, 33, n° 48. Burroughs au secrétaire des commissaires de l'Amirauté.

visionnements suffisants soient envoyés continuellement d'Angleterre, ainsi que de l'argent et des crédits, ils ne peuvent poursuivre en sûreté... Lors du départ de Barry, il y avait à peine suffisamment de vivres pour les petits détachements de troupes qui participaient activement aux opérations contre l'ennemi, tandis que le reste des troupes touchait des rations réduites (23).

La Commission était persuadée que l'Espagne ferait une autre tentative pour s'emparer de la colonie. Toutefois, une des déclarations contenues dans le rapport n'est pas très claire, c'est-à-dire : « Cette expédition a coûté aux Espagnols environ 400.000 pièces de huit, et l'Espagne vient d'envoyer 80.000 pièces de plus. » La question dont il s'agit réellement ici est de savoir si l'expédition et l'échec de Rio-Novo avaient coûté au gouvernement espagnol une aussi énorme somme, où s'il s'agit de la somme que la Commission estimait être le coût total pour l'ennemi de l'entreprise occidentale elle-même. Le Comité n'était pas d'accord avec Doyley sur la sagesse qu'il y aurait à abandonner l'île. Ils déclaraient la chose impossible, car l'abandon de la colonie « déshonorerait grandement l'Angleterre ». La Commission recommandait l'envoi immédiat de 1.000 soldats pour renforcer les troupes de la Jamaïque, ainsi qu'une quantité convenable d'approvisionnements, vêtements et argent (24).

Ainsi se termina l'année 1658, année de combats pour la défense continue de la colonie par la petite armée de Doyley. Quel grand progrès sur les deux années précédentes de son histoire en tant que possession anglaise. L'œuvre réellement merveilleuse de Doyley et de Brayne, associée à l'aide de la flotte, était la raison du succès même partiel de la colonie (25). Il

(23) Burroughs déclarait que si l'armée n'avait pas été mise aux rations réduites, l'armée et la flotte eussent été affamées.

(24) Le rapport de la Commission était signé de Thomas Povey, T. Bridges, S. Winthrop, R. Sydenham et Martin Noell.

(25) En une certaine occasion où Doyley était à court de fonds, il fut proposé qu'il réclamât à la colonie de Port-Morant de rembourser 1.000 livres pour des vivres que Brayne avait prêtés, ce que le colonel refusa, estimant que ce serait injuste, puisque le fait s'était passé sous l'administration de Brayne, et que 400 hommes de l'expédition

convient également de se souvenir que l'Angleterre ne put envoyer qu'une aide minime, à cause de la confusion qui régnait dans le pays vers la fin de l'administration de Cromwell, confusion qui s'aggrava encore après sa mort et par la faiblesse dont fit preuve Richard envers les dirigeants, et qui empêchait les hommes de tourner leurs regards vers les colonies.

de Rio-Novo avaient été cantonnés chez les colons de Morant pendant huit jours. *State Papers Colonial*, I, 33, n° 48. La colonie possédait deux sucreries, plusieurs allées de cacao et quelques plantations de coton. Pour en continuer le développement, il était nécessaire d'obtenir une main-d'œuvre suffisante, et jusqu'à cette époque la colonie avait dû compter presque entièrement sur les domestiques blancs qui étaient envoyés d'Angleterre.

CHAPITRE XVII

La Jamaïque de 1659 à 1660

On est relativement peu renseigné sur l'histoire de la Jamaïque durant la dernière année du Protectorat. Une chose toutefois est absolument certaine, c'est que la situation de la colonie était plus grave que jamais, si grave en vérité que le gouvernement anglais envisagea sérieusement son abandon. Il n'existait pour ainsi dire aucun commerce avec les colonies adjacentes ou avec l'Angleterre, les vivres étaient presque taris, et l'armée était si faible qu'il y avait danger constant d'une descente espagnole et de la capture de l'île. Les dirigeants de la colonie militaire étaient profondément découragés et ne songeaient qu'à s'en revenir en Angleterre.

Les effectifs de l'armée de la Jamaïque, selon un recensement général effectué vers la fin de janvier 1658/9 étaient d'environ 2.041 officiers et hommes de troupe (1). La plupart des soldats étaient mal vêtus et médiocrement armés. Les vivres n'étaient pas assez abondants pour nourrir convenablement les troupes. Les hommes étaient si mal chaussés que seule une faible partie de l'armée pouvait prendre part aux expéditions de châtiment contre les nègres turbulents qui s'étaient réfugiés dans les collines et se livraient à des raids occasionnels contre de petits groupes anglais.

Au début de janvier, une expédition contre le commerce maritime composée de trois navires avec environ 400 soldats commandés par le vice-amiral Mings quittait la Jamaïque pour une croisière de quatre mois sous le vent. Au cours de

(1) *State Papers Colonial*, 1, 33, n° 52, 31 janvier 1658/9. Il y avait les officiers généraux suivants : général de division, adjudant-général, vérificateur et trésorier, et le commissaire du train. Il y avait 4 colonels, 3 lieutenants-colonels, 4 majors, 24 capitaines, 34 lieutenants, 115 caporaux, 36 enseignes, 87 sergents, 1541 simples soldats. Il y avait également un groupe de cavalerie comptant 70 hommes et officiers. Le reste pour parfaire le total de 2041, comprenait des chapelains, chirurgiens, tambours, gentilshommes d'armes, etc...

cette expédition, les Anglais attaquèrent la grande cité, bien construite, de Covinia ou Comina, la pillèrent, puis la réduisirent en cendres. De là ils se dirigèrent sur Porto-Cavallo et sur Coro. Ces deux villes furent également pillées et brûlées. Au cours de cette expédition, où les Anglais perdirent seulement trois hommes, ils ramassèrent un butin estimé par Burroughs, commissaire général, à environ 200.000 livres, dont 50.000 en argent monnayé.

L'escadre rencontra deux navires hollandais battant pavillon espagnol. Ceux-ci tirèrent sur les vaisseaux anglais et furent immédiatement capturés. L'un d'eux était chargé de cacao, mais l'autre était vide. Ces navires portaient également de nombreux nègres que les Espagnols projetaient de débarquer à la Jamaïque pour y harceler les plantations anglaises.

Juste avant le retour de la flotte à Cagway, le 24 avril, les marins anglais qui montaient l'une des prises se révoltèrent et s'emparèrent d'environ 10.000 ou 15.000 livres en or. On pensait que le vice-amiral Mings était de connivence, si même il ne prêta pas la main au détournement d'énormes sommes d'argent conquises au cours de cette expédition. L'un des coffres de pièces de huit échut à Mings et un autre au major qui commandait les troupes, selon les renseignements qui furent ultérieurement fournis au commandant en chef (2).

C'était un fait connu que Mings était furieux de l'absence de moyens légaux pour condamner les prises hollandaises, et en conséquence ni lui, ni ses officiers, ni ses hommes ne pouvaient prétendre à leur part des prises. C'est pourquoi le vice-amiral se souciait peu de ses devoirs en cas de prises et ne prit aucune sanction lorsque les marins furent surpris puisant à même l'argent capturé.

Un Conseil de guerre siégea pour juger ce cas (3) et les

(2) *Tanner Mss.*, n° 51, f. 82, Bodleian Library. Extraits des lettres du commandant en chef de la Jamaïque, avril 1659. Voir également *Mercurius Politicus*, n° 573, 560, 23/30 juin 1659. *Ibid.*, 543, lettre de Doyley et *State Papers Colonial*, 1, 33, n° 54-a, 24 avril 1659. Burroughs aux Commissaires de l'Amirauté.

(3) *State Papers Colonial*, 1, 33, n° 56. Doyley aux commissaires de l'Amirauté, 7 juin; *Ibid.*, 55-a. Burroughs au secrétaire de l'Amirauté, 5 juin; *Ibid.*, 56 *Ibid.*, 58, Burroughs au même, 10 juin et *State Papers Colonial*, 1, 33, n° 63, le capitaine Dalysen à Robert Blackburne, 23 janvier 1660.

preuves fournies au cours de l'enquête étaient suffisantes à convaincre l'officier de marine de désobéissance et d'avoir soustrait à bord de l'une des prises 12.000 pièces de huit. Les autres officiers de la flotte étaient si furieux que Doyley décida de ne pas poursuivre le vice-amiral malgré que les résultats de l'enquête fussent si concluants à son encontre, craignant évidemment que le procès et le jugement du Conseil de guerre ne fussent décidément injustes. En conséquence il préféra renvoyer Mings en Angleterre pour y être jugé. Mings fut donc destitué, et le *Marston Moore* renvoyé en Angleterre.

Peu de temps après l'enquête, Cornelius Burroughs, accompagné du colonel Francis Barrington, se rendit à bord du *Marston Moore*, où le vice-amiral les reçut avec un torrent d'injures, blâmant les chefs militaires et en particulier Cornelius Burroughs qu'il accusait de chercher à le faire mettre en disgrâce par le gouvernement d'Angleterre dans le but de ruiner sa carrière. Cette conduite ne fit qu'accroître l'antagonisme général à l'égard de Mings, et le capitaine Wm. Dalyson écrivait à Robert Blackburne, secrétaire de l'Amirauté, que le vice-amiral était « un fou orgueilleux et arrogant, et un coquin qui trompait l'Etat et volait les marchands ».

De l'avis des chefs, le résultat pratique de l'expédition contre Comina et Coro avait été minime, hormis de la terreur inspirée aux colonies espagnoles. Le butin capturé, et dont les diverses estimations varient entre 300.000 et 500.000 livres sterling, permettrait toutefois à de nombreux officiers qui avaient dépassé leurs disponibilités en s'engageant dans les travaux de plantation, de se procurer les fonds nécessaires pour mener à bonne fin leurs entreprises.

Le mouvement commercial entre la Jamaïque et New-England avait été fort minime, depuis que les commerçants de l'ancienne colonie avaient éprouvé la difficulté de recouvrer leurs créances, par suite de l'impossibilité dans laquelle la Jamaïque s'était trouvée de solder les achats effectués par le général Brayne en 1657. Les gains provenant de l'expédition de Mings permirent toutefois de constituer un capital suffisant pour l'établissement de relations commerciales entre les

deux colonies, au printemps de 1659, où le capitaine Wm. Dalys fut envoyé en mission à New-England pour s'y procurer des marchandises dont la colonie de la Jamaïque avait besoin.

Durant les premiers six mois de 1659, l'échange de correspondance entre le gouvernement ou les commerçants d'Angleterre avec les colons de la Jamaïque avait été relativement restreint. Il fut pour ainsi dire nul durant la dernière partie de la même année. Cela provient en grande partie de ce que les autorités coloniales ignoraient presque complètement la marche des événements en Angleterre. A qui devaient-ils s'adresser ? A la nouvelle de la mort de Cromwell, ils avaient reconnu Richard comme Protecteur. Puis à sa déposition, notification fut reçue que le Parlement était l'unique et suprême autorité. Plus tard ils furent avisés d'avoir à obéir uniquement aux ordres du Comité de Salut Public. Dans ces conditions, la Jamaïque préférait garder le silence au sujet de la situation de la colonie, craignant que les rapports fussent désagréables à ceux qui détiendraient le pouvoir lors de l'arrivée des lettres en Angleterre (4). C'est pourquoi l'histoire de la colonie pendant l'année 1659 est si squelettique. Une autre raison de la rareté des correspondances est la constante diminution des approvisionnements, et la si fréquente gravité de la situation que les autorités coloniales « hésitaient souvent sur la question de savoir s'il était préférable d'écrire ou de se taire (5) ». La plupart des colons désespéraient, sentant qu'un jour viendrait où il faudrait abandonner la colonie. Ils étaient quelques-uns, toutefois, qui avaient foi en l'avenir, se basant sur les progrès accomplis par les plantations après les victoires remportées sur les Espagnols au commencement de l'année.

Pour le général Doxley, la situation était extrêmement difficile et instable, n'ayant jamais reçu aucun mandat régulier du gouvernement, et agissant toujours par la seule vertu de la nomination aux termes de laquelle le général Brayne l'avait

(4) *State Papers Colonial*, I, 33, nos 55, 57 et 60. Cornelius Burroughs à Robert Blackburne, secrétaire de l'Amirauté, en date des 23 avril, 9 juin 1659 et 19 janvier 1660, respectivement, provenance la Jamaïque.

(5) *Ibid.*, n° 53. Capt. Wm. Dalyson to Blackburne,

choisi pour agir en qualité de chef suprême des forces terrestres et navales en Amérique. Il était continuellement retenu par la crainte que ses actions soient désavouées par les autorités anglaises. Dans l'intervalle, Thomas Povey s'employait activement à Londres en faveur de la colonie, et s'efforçait loyalement de persuader le gouvernement d'adopter, à l'égard de la Jamaïque, une politique nette et définie. Communication fut donnée à Richard, à l'Amirauté, ainsi d'ailleurs qu'à toutes les autorités compétentes, de tous les documents et lettres officiels que Doyley avait envoyés à Povey et au Conseil d'Etat dans les derniers mois de 1658 et la première partie de 1659. En sa qualité de secrétaire de la Commission d'Amérique, Povey avait rédigé plusieurs rapports, au sujet des arriérés de soldes et de la nécessité de pourvoir la colonie d'amples réserves de provisions et de colons. Il avait constamment pressé le gouvernement de prendre des mesures non équivoques pour bloquer toutes tentatives de la part de l'Espagne en vue de s'emparer de l'île. Il s'était efforcé d'obtenir des dispositions douanières plus favorables, dans l'espoir de développer suffisamment le commerce avec la nouvelle colonie, pour inciter les marchands et commerçants d'Angleterre à engager des capitaux qui permissent aux colons de développer les ressources de la colonie. En réponse aux demandes réitérées de Doyley, il préconisait son rappel et la nomination d'un nouveau chef suprême. En un mot « Je me suis efforcé de les amener à s'occuper convenablement de la colonie, ou bien l'abandonner et transplanter les colons (6). » Mais Povey était pour ainsi dire impuissant en face des événements qui rendaient la situation anglaise si instable. Le gouvernement s'était à la longue décidé à expédier des provisions et mille hommes de troupes à destination de la colonie, mais la démission forcée et soudaine du Protecteur avait tout remis en question, et le gouvernement, pour ainsi dire rendu temporairement impuissant, ne s'occupa nullement de la situation coloniale, l'attention des dirigeants

(6) British Museum, *Additional Mss.*, 11,411, f. 87 b. Thomas Povey au général Doyley, 12 mai 1659.

étant accaparés par la lutte engagée entre les chefs militaires et le Parlement.

Povey s'efforça ensuite d'obtenir la collaboration des Lords Fleetwood, Lambert, Desborough, l'Honorable sir Davie, le major Galloway, le colonel Thompson et quelques autres, pour l'adoption de certaines mesures gouvernementales de nature à soutenir les colonies du Nouveau Monde, et spécialement la Jamaïque. Ceux-ci déclarèrent, cependant, que l'urgence d'affaires plus importantes les empêchait de consacrer aucune partie de leur temps aux affaires coloniales. En fait, le gouvernement était foncièrement découragé de la série continue des échecs déplorables qui avaient suivi tous les mouvements effectués aux Indes occidentales. Povey, qui était admirablement bien placé pour connaître le côté financier de la question, estimait que le projet favori de Cromwell avait coûté au Commonwealth plus d'un million de livres sterling, sans qu'il en fût résulté pour la nation anglaise aucun bénéfice appréciable. Le résultat direct le plus tangible et le plus important en avait été la guerre avec l'Espagne, et quoique vers le milieu de 1659 l'Angleterre eût remporté plusieurs grandes victoires sur mer, son commerce était presque entièrement ruiné et plusieurs milliers de vaisseaux anglais avaient été coulés ou capturés. Le changement d'attitude du gouvernement apparaît clairement dans le texte d'une résolution votée le 11 mai 1659 par le Comité de salut public, qui déclarait la guerre avec l'Espagne illégale, et la paix avec la Hollande « illégitime, tournant ainsi franchement le dos à l'un des points cardinaux de la politique étrangère du Grand Protecteur.

Le seul espoir que Povey fût en mesure de donner à Doyley était que l'honneur de l'Angleterre se trouvait si bien engagé dans les Indes occidentales que la colonie ne saurait être abandonnée : « ... Il est bon, toutefois, de vous souvenir que vous êtes des Anglais, envoyés sur une terre étrangère, et que si l'on vous laisse périr, l'honneur de l'Angleterre en souffrira extrêmement... (7).

(7) *State Papers Domestic Interregnum*, 203, n° 4, May 11, 1659. « It is good, however, to remember that you are Englishmen, carried into a strange land, and if you are allowed to perish, England's honour will suffer extremely... »

La situation de la colonie devint pire que jamais pendant l'hiver de 1659-1660. Les forces navales ayant été depuis pour ainsi dire cinq mois dépourvues de vivres, il fut nécessaire de vendre tout ce dont on pouvait se dispenser afin de s'en procurer. Le matériel était en si piètre état qu'il n'y avait pas autre chose à faire que de concentrer toute la flotte dans le port de Cagway, rendant ainsi impossible toutes tentatives contre la flotte espagnole ou les colonies ennemies avoisinantes (8). Doyley savait pertinemment que lorsque ces faits arriveraient à la connaissance de l'Angleterre, il en résulterait fort probablement une enquête, mais il déclara que les autorités de la colonie n'avaient pas le choix en la circonstance, et étaient convaincues d'avoir toujours agi « honnêtement et modérément » à l'égard du gouvernement anglais (9). Elles se rendaient également compte que la situation métropolitaine était telle qu'il ne fallait pas compter sur l'aide du gouvernement lui-même, et que toutes mesures prises pour renforcer les ressources financières et matérielles de la colonie seraient en conséquence excusées, par suite être d'urgence.

La situation de l'armée était aussi déplorable que celle de la marine, les hommes étant mal chaussés, et pour un bon nombre même totalement dépourvus de chaussures, et, de plus, dépourvus presque totalement d'armes et de munitions, ce qui avait enhardi les nègres à tel point qu'ils s'étaient livrés à des incursions contre les Anglais, lesquelles avaient causé aux plantations plus de ravages que les noirs en avaient pu infliger au cours des deux années précédentes. Au cours de l'une de ces expéditions, ils avaient capturé un capitaine, deux enseignes, et plusieurs soldats, et en avaient massacré plusieurs autres. En tant qu'armée du gouvernement, prétendait Doyley (10), les troupes de la Jamaïque devaient, soit être munies des moyens de poursuivre leur campagne contre l'ennemi, soit être licenciées.

(8) *Additionnal Mss.* British Museum, 11, 411, f. 87 b, 18 mai 1659.

(9) *State Papers Colonial*, 1, 33, n° 64. Doyley aux commissaires de l'Amirauté, 24 janvier 1660.

(10) *Ibid.*, n° 67, Doyley aux commissaires de l'Amirauté, 1^{er} février 1659/60.

Doyley institua un impôt très lourd sur les liqueurs fortes, ce qui amena indirectement la découverte des retraites où les nègres s'étaient tapés durant quatre ans. Ils avaient construit une petite ville et mis en culture environ 200 arpents de terre. Cette plantation fut découverte par le lieutenant-colonel Tyson à la tête d'un petit détachement de soldats vers la fin de janvier 1660. Lorsqu'il fit part de sa découverte, le major Fairfax fut envoyé à son aide avec des renforts. Ils décidèrent que leurs forces étaient suffisantes pour réduire les noirs, et cherchèrent en conséquence à traiter avant de commencer les hostilités. Les nègres préférèrent capituler et promirent aux Anglais de les aider à s'emparer du gouverneur espagnol, qui campait dans l'ouest de l'île (11).

Au mois d'avril, la plupart des nègres avaient traité, à l'exception de deux petits groupements qui avaient préféré résister et qui pour prix de leur entêtement, furent entièrement détruits. Dans la première semaine du même mois, un nouveau camp de nègres avait été détruit, et trente noirs faits prisonniers. Dans ce combat, les nègres étaient si bien situés stratégiquement qu'ils furent surpris de n'avoir pas annihilé le régiment anglais (12). En dépit de la faiblesse des troupes, les Espagnols avaient été attaqués en mars, et un de leurs camps détruit, où ils perdirent 140 tués et 80 prisonniers. Le gouverneur espagnol semblait disposé à faire la paix, les nègres semblaient maîtrisés, et en conséquence les officiers anglais pensèrent qu'il allait être enfin possible de recommencer les travaux agricoles avec enthousiasme et, cette fois, une chance réelle de réussite, et que ce développement permettrait d'espérer bientôt l'immigration souhaitée des autres colonies des Indes occidentales et de New-England (13).

Dans ses efforts pour encourager l'émigration vers la Jamaïque, le gouvernement anglais adopta une politique de tromperie envers le public à l'égard de la véritable situation de la colonie. Toute la presse était si bien soumise au contrôle du gouverne-

(11) *Ibid.*, n° 66, Dalyson à Blackburne, 31 janvier 1659/60.

(12) *Ibid.*, n° 69, Burroughs à Blackburne, 10 avril 1660.

(13) *Ibid.*, n° 66.

ment qu'il n'était permis d'imprimer aucune nouvelle d'aucune sorte qui ne refléterait pas fidèlement la version officielle, et qui pourrait être préjudiciable à la prospérité future de la colonie. On en trouvera un excellent exemple dans le communiqué inséré au *Mercurius Politicus* dans la dernière semaine de mars 1659/60, disant que des lettres avaient été reçues de Doyley en date du 24 janvier, donnant « un exposé de la situation prospère de l'île (14) ». En réalité, la colonie en était arrivée au dernier degré de la misère et l'on eût justement compris que le gouvernement aurait eu pleinement raison d'abandonner l'aventure sans plus de façons. Le communiqué de journal et les lettres de Doyley n'étaient d'accord en aucune manière.

La Commission d'Amérique du Conseil d'Etat n'était nullement aussi optimiste que le gouvernement cherchait à le faire croire au public. Dans un rapport en date du 27 mars (15), il était écrit que les rapports officiels de la colonie montraient clairement celle-ci dans un « état d'extrême besoin et de désespoir ». La colonie n'était pas en état de se défendre, et les travaux agricoles étaient arrêtés, toujours selon ce rapport. De plus, l'Angleterre n'avait expédié ni ne projetait l'expédition d'aucune provision, et il ne fallait pas compter sur l'immigration pour accroître la population, car la réputation de pauvreté et d'insalubrité de l'île était si mauvaise que nul ne voulait y aller. Et comme le petit nombre des colons était dispersé sur un rayon de cent milles, il leur était absolument impossible de s'unir pour la défense commune contre une attaque des forces espagnoles, à cause de la difficulté des communications entre les différentes plantations. Même s'il y avait possibilité de les avertir assez tôt pour que les défenseurs de la colonie opérassent leur concentration, les réserves de vivres étaient si minces que l'armée n'en aurait pas pour trois jours. La Commission déclarait que l'armée était découragée et que la discipline y était, en conséquence, presque entièrement inconnue.

(14) *Mercurius Politicus*, n° 613, 1196, 22-29 mars 1660.

(15) *Egerton Mss.*, 2395, f. 241, British Museum, 27 mars 1660.

On craignait même une révolte des soldats en cas d'attaque et quelques soldats avaient déjà été arrêtés pour avoir communiqué à l'ennemi des renseignements et des secrets d'ordre militaire. De plus, il y avait dans l'île un assez grand nombre d'Espagnols et de nègres, pour faire régner un certain malaise quant à la sécurité du petit groupe d'Anglais qui essayaient d'y jeter les bases d'une colonie. La Commission avait été avisée que le gouvernement espagnol projetait l'envoi d'une flotte de 50 navires et de 5.000 hommes aux Indes occidentales, en mai 1660. Le rapport se terminait sur cette conclusion des plus significatives « soit que le gouvernement prenne immédiatement des mesures pour approvisionner convenablement et défendre la colonie, ou qu'elle soit évacuée à bref délai ». La question y était considérée comme désespérée au dernier degré.

La situation fut à nouveau discutée deux jours plus tard, et la même Commission chargea Povey, son secrétaire, de s'entretenir avec les colonels Barry, Buller, et les capitaines Lloyd, Lines, et autres qui étaient récemment arrivés de la Jamaïque, afin d'obtenir des renseignements encore plus précis sur la situation présente de la colonie. Environ huit jours plus tard, Povey faisait part à la Commission de ses recommandations, qui étaient les suivantes (16). Il convenait d'équiper immédiatement une escadre à destination des Indes occidentales. Le gouvernement ferait une avance de 2.000 livres qui seraient employées au renforcement des ouvrages fortifiés dans le voisinage des groupements de colons, et il convenait d'envoyer sans délai des approvisionnements pour 2.000 hommes pendant trois mois, qui coûteraient approximativement 4.000 livres, ainsi qu'un chargement de vêtements, chaussures et munitions. Comme il était essentiel d'allouer aux autorités locales des crédits pour faire face aux imprévus, Povey proposait d'envoyer 2.000 livres à cet effet et d'ouvrir à New-England un crédit en faveur de la Jamaïque. Le gouvernement permettrait à Doxley et à Burroughs, qui avaient si souvent demandé l'autori-

(16) *Egerton Mss.* 2395, f. 234-5, British Museum, 29 mars et 9 avril 1660.

sation de se démettre de leurs fonctions, de revenir en Angleterre, et les autorités anglaises nommeraient un nouveau gouverneur. L'armée serait réduite et réorganisée. La population serait accrue par l'affectation de l'île à une colonie pénitentiaire, où l'on enverrait sans délai tous les hôtes des prisons anglaises. Le nouveau gouverneur serait chargé de se procurer des colons dans les autres colonies des Indes occidentales.

Il semble que nulle action décisive n'ait suivi ces rapports, car l'Angleterre était en proie au tumulte et à la veille d'un nouveau changement de gouvernement. Le Parlement conventionnel déclara que, conformément au sentiment général de l'époque, le gouvernement de l'Angleterre « est, et devrait être exercé par le roi, les lords et les communes ». Conséquemment toutes décisions ultérieures du gouvernement de l'Angleterre à l'égard des colonies appartiennent à l'histoire du règne de Charles II.

CHAPITRE XVIII

Des effets de la politique de Cromwell aux Antilles sur la situation européenne.

La répercussion du blocus en Espagne

La sécurité de l'Espagne dépendait entièrement de la liberté absolue de son commerce avec les colonies du Nouveau Monde, faute duquel le gouvernement était exposé à une banqueroute rapide. C'était un fait reconnu dans toutes les capitales européennes qu'en 1655 les finances espagnoles étaient dans une situation déplorable. Le trésor royal était fortement endetté envers les commerçants et les banques, et la population perdait rapidement confiance en son gouvernement. C'est pourquoi, dès qu'il fut connu que le roi attendait l'arrivée de la flotte aux trésors des Antilles vers la fin de février 1656, on pensa généralement que le gouvernement s'efforçait tout simplement d'inspirer confiance dans sa prochaine capacité de faire face à ses obligations, préparant la voie à de nouveaux emprunts auprès des riches négociants. En même temps, le gouvernement annonçait qu'une flotte de soixante-dix navires était mise sur pied, dans le but d'engager une vigoureuse campagne aux Indes occidentales, et d'y passer au fil de l'épée tous les ennemis du roi.

Ces rumeurs stimulèrent naturellement l'énergie du gouvernement anglais, de même que des renseignements reçus indirectement de Richard Ellis (consul de Hollande à Ténériffe) selon lesquels une flotte espagnole de 37 navires, avec 10.000 soldats, était passée au large de Ténériffe vers le 7 décembre 1655, à destination, croyait-on, de Saint-Domingue. Le bruit courait qu'ils devaient y laisser quelques renforts, puis tâcher de chasser les Anglais de la Jamaïque. En conséquence, la flotte anglaise qui croisait au large de la côte espagnole reçut l'ordre d'effectuer un blocus des plus rigoureux.

Durant les huit mois qui suivirent, le bruit courait constamment dans tous les pays d'Europe que la flotte espagnole « d'argent » se rapprochait du continent, qu'elle avait atteint les Canaries, qu'elle était attendue à Cadix dans quelques jours. Mais à chaque fois, l'Espagne était déçue, point d'argent. Et la perfection du blocus exercé par Blake interrompit si complètement les communications espagnoles par mer, que le commerce était presque absolument stagnant. De l'argent, de l'argent, encore de l'argent, et en masse. L'Espagne en avait besoin pour guerroyer contre la France et l'Angleterre, mais le trésor était presque vide. Tout semblait dépendre de la flotte des Antilles.

La majeure partie de la flotte anglaise commandée par Blake et Mountague mit le cap sur Lisbonne pour s'y remettre en état et s'y ravitailler, au début de septembre, laissant le capitaine Stayner à la tête de huit navires pour continuer le blocus de Cadix. Le 8 septembre, huit navires espagnols étaient signalés à six lieues de là, se dirigeant vers le port. L'escadre de Stayner se précipita immédiatement à la recherche de l'ennemi. Le lendemain matin, à 9 heures, les deux escadres adverses étaient en vue l'une de l'autre, et quoique six des navires anglais fussent trop loin sous le vent pour attaquer immédiatement l'Espagnol, le *Bridgewater* et le *Plymouth* s'approchèrent de l'ennemi, qui opposa une vigoureuse résistance. Peu après, le reste de l'escadre les rejoignait et la flotte espagnole était complètement vaincue après une magnifique défense qui dura plus de huit heures. Trois seulement des navires réussirent à s'échapper ; sur les autres, deux furent capturés, deux brûlés, et le huitième s'échoua dans la baie de Cadix, perdu pour les Espagnols. De plus, les pertes en hommes étaient fort élevées du côté espagnol et de nombreux fonctionnaires coloniaux de rangs élevés furent soit tués, soit fait prisonniers par les Anglais (1).

(1) Les pertes espagnoles en argent étaient estimées à 4.300.000 pièces de huit, unité qui à cette époque valait 4 shillings 9 deniers, soit une perte totale d'environ 25.531.250 francs à laquelle il faut ajouter 1.211.250 francs de peaux. La perte réelle atteignait au minimum 26.742.500 francs. Si l'on envisage le « pouvoir d'achat » de l'argent, la somme représente vraisemblablement au moins dix fois ce total à l'heure actuelle.

La victoire de Stayner fut accueillie avec joie à Londres et à Paris, où l'on se rendait pleinement compte qu'une perte matérielle si lourde généraait sérieusement l'Espagne et la mettrait pour ainsi dire dans l'impossibilité d'approvisionner ses armées des Flandres et de Milan. D'autre part, l'Espagne et l'Italie étaient en proie au plus sombre désespoir. Pour ajouter à l'infortune espagnole, arriva la nouvelle qu'un formidable tremblement de terre avait dévasté les villes de Lima et de Callao, où 1000 Espagnols avaient péri avec une centaine d'Indiens, et où 100.000.000 de pièces de huit en argent avaient été perdues (soit approximativement 5.937.500.000 francs aujourd'hui). Le bruit courait, de plus, que les célèbres mines de Potosi avaient été si éprouvées, que plusieurs années se passeraient avant qu'elles fussent à nouveau en état de reprendre leur production argentifère normale.

Etant donné que les navires détruits par Stayner n'étaient qu'une avant-garde de la grandiose flotte aux trésors, les Espagnols souhaitaient ardemment l'arrivée du gros de la flotte. En dépit de tous les efforts pour hâter les préparatifs de mise sur pied de la formidable armée navale qui devait partir de Cadix pour convoier l'escadre aux trésors, les travaux furent bientôt presque complètement arrêtés par l'impécuniosité du gouvernement.

Lors de la déclaration anglaise constatant l'existence d'un état de guerre entre les deux nations (octobre 1656) la situation de l'Espagne était extrêmement désespérée. Le clergé, qui détenait de loin la plus grande partie des ressources financières de l'Espagne, offrit en décembre un tiers de ses revenus pour fournir les moyens de la campagne contre l'Angleterre, mais l'argent n'arrivait dans les coffres du trésor que très, très lentement.

Durant les quatre premiers mois de 1657 circula la séquelle habituelle des rumeurs, selon lesquelles le gouvernement espagnol comptait prochainement envoyer sur mer une flotte de cinquante navires de guerre chargés de convoier la flotte impatientement attendue du Nouveau Monde. Mais les difficultés financières de l'Espagne étaient si bien connues que fort peu se laissèrent prendre à ces bruits. Et même, on savait bien que le

roi Philippe IV était tellement aux abois qu'il avait fait appel au vice-roi de Naples, pour le prier de lever des fonds. Cette tentative, toutefois, échoua totalement, et le vice-roi fit connaître que la population ne pouvait contribuer en quoi que ce fût, ayant été fortement appauvrie par les ravages de la peste qui avait récemment dévasté la ville. Philippe IV essaya ensuite d'hypothéquer les biens de la Couronne, mais là encore il échoua. Il se retourna ensuite vers l'ambassadeur d'Espagne à Vienne, qui réussit à se procurer une somme minime pour venir en aide à l'Espagne. Le clergé fut pressé de hâter le versement des revenus qu'il avait si bien promis au gouvernement, mais le résultat fut pour ainsi dire négligeable.

Au printemps, la flotte de Blake était revenue contribuer au blocus de l'Espagne, et comme l'on savait que ses navires étaient en parfait état, même si l'Espagne avait pu faire prendre la mer à sa propre flotte, il y avait lieu de craindre fort que les navires de guerre de l'Angleterre la missent à mal. Dans ces conditions, toutes les opérations militaires de l'Espagne se trouvaient paralysées.

Au début d'avril, les chefs anglais eurent connaissance de l'arrivée aux Canaries de la flotte espagnole aux trésors. A la tête de la plupart de ses navires, Blake mit le cap sur les îles où il arriva vers le 20 avril. A Santa-Cruz, île de Ténériffe, il se trouva en présence de 16 ou 17 navires espagnols qui avaient déjà débarqué leur argent et leurs autres cargaisons, et avaient embarqué des approvisionnements à destination de la Nouvelle-Espagne. Les Anglais attaquèrent l'escadre ennemie qu'ils détruisirent presque entièrement, et n'y perdirent que 40 tués et 110 blessés, plusieurs des navires se trouvant avariés. L'Espagne n'eut pas connaissance de cet exploit avant plusieurs semaines, et dans l'espoir que les 15.000.000 de ducats que l'on savait aux Canaries arriveraient bientôt à Cadix, le gouvernement hâta les préparatifs d'envoi de la flotte de convoi. Il y eut de grandes réjouissances en Espagne dans l'attente du secours espéré.

Lorsque la nouvelle de la victoire de Blake arriva en Espagne vers la fin de mai, vraisemblablement par des sources hollan-

daïses, les commerçants et le gouvernement en conçurent un profond désespoir. Il devenait évident qu'il serait impossible d'amener l'argent resté aux Canaries, car les Anglais étaient maîtres absolus des mers. Pendant cinq mois au moins, les Canaries furent totalement isolées de l'Espagne. La Cour de France était enchantée de la situation, car on avait l'impression que l'Espagne en aurait pour plusieurs années à se remettre et serait forcée d'implorer la paix. En dépit d'obstacles apparemment insurmontables et de la difficulté de la tâche, le gouvernement espagnol s'efforça sérieusement d'armer la flotte, mais l'impossibilité de recruter des équipages et le manque d'argent firent bientôt voir qu'au moins quatre mois se passeraient avant que la flotte fût en état de prendre la mer.

En juillet 1657, toutes les nations européennes se rendirent compte des effets désastreux du blocus exercé par l'Angleterre. Le commerce était absolument stagnant, le roi était fortement endetté vis-à-vis des négociants, les récoltes étaient très mauvaises. Les opérations en Flandre et au Portugal tournèrent rapidement en une série de déroutes. L'armée de Portugal diminuait rapidement, par suite des ravages de la maladie, ravages largement causés par le manque de nourriture, à laquelle vint s'ajouter la désertion parce que les soldats n'avaient pas touché leur solde. La population était mécontente et alarmée, fait que prouvent surabondamment de nombreuses lettres qui tombèrent au pouvoir des Anglais. On pourra voir combien Cromwell fut près de réaliser son plan par un extrait choisi parmi de nombreuses lettres similaires : « Nous espérons que la flotte anglaise sera partie, sans quoi il nous faudra percer (ce qui est presque impossible) ou dire adieu aux Indes (2) ». Ces mots font voir clairement l'acuité de la situation. Tant que le blocus exercé par Blake se poursuivait, l'Espagne n'avait aucune chance, car « l'ennemi est maître de la mer ». Le plus rude coup qui fut porté aux opérations navales anglaises fut la mort de l'amiral Blake, survenue en mer, et que le gouvernement anglais apprit le 10 août.

(2) *Rawlinson Mss. A.*, vol 53, f. 298, 6 août 1657 (n. s.).

Les derniers espoirs de l'Espagne étaient dans la possibilité que les tempêtes automnales éloigneraient les Anglais des côtes, ce qui permettrait à la flotte espagnole de convoi de prendre la mer sans risquer d'en venir aux prises avec les fortes escadres de Stokes. Celui-ci en effet mit le cap sur Lisbonne en octobre avec la plus grande partie de ses forces, laissant sept navires sous le commandement du capitaine Storey pour maintenir le blocus de Cadix. Peu après, des nouvelles en apparence fondées apprenaient à Stokes que la flotte espagnole était sur le point de prendre la mer : il hâta les préparatifs de retour vers Cadix, mais dans le même temps arrivaient d'Angleterre des ordres enjoignant à la flotte de regagner ses ports d'attache immédiatement, car après ce long blocus on estimait que les navires devaient être si éprouvés par le temps qu'ils étaient pour ainsi dire impropres au service.

La situation fut sans grand changement pendant les mois de décembre et janvier 1657, 8, sauf que l'escadre anglaise de blocus était beaucoup moins forte qu'à l'habitude. En février, les Anglais abandonnèrent temporairement le blocus et la flotte s'en fut à Livourne, puis à Tripoli et à Tunis pour y protéger les navires de commerce anglais contre les pirates algériens. Pendant les mois de mars et avril, quelques navires richement chargés arrivèrent des Canaries dans les ports de l'Espagne, et permirent au gouvernement de mettre enfin la flotte de convoi dont on avait si longtemps parlé en état de prendre la mer. Une escadre de douze navires de guerre fut armée à Naples en mai, et devait être renforcée par quelques navires que le prince de Montefraccio avait l'intention d'acheter aux armateurs de Livourne, et d'autres navires devaient être empruntés à la Sicile et à la Sardaigne. Enfin, la flotte espagnole, composée de soixante navires, vaisseaux de guerre et vaisseaux marchands, sous le commandement de Don Juan de Chiabery, sortit du port de Cadix le 26 mai (n. s.). L'escadre napolitaine du prince de Montefraccio n'avait pas été armée à temps pour se joindre au gros de la flotte.

Le gouvernement et les commerçants espagnols se sentirent grandement soulagés en présence d'une possibilité d'attendre

avec confiance l'arrivée, saine et sauve, de la flotte aux trésors. La situation intérieure ne s'était cependant nullement améliorée; la situation financière était désespérée. Les Etats de Castille avaient été contraints de fournir trois millions de pièces de huit au gouvernement (approximativement 71.250.000 francs) et le Pape, en vertu de son autorité ecclésiastique, avait permis au clergé de venir en aide au gouvernement au moyen d'un prélèvement sur les revenus ecclésiastiques.

La situation militaire fut légèrement améliorée, puisque l'Espagne disposait alors d'au moins suffisamment pour payer la solde de ses troupes de Flandre.

L'année 1659, à son avènement, trouva l'Espagne dans une fiévreuse attente des nouvelles de l'approche de la flotte précieuse. A la grande surprise de l'Europe tout entière, et surtout à la grande joie de l'Espagne, la flotte aux trésors arriva le 5 et le 6 avril, comportant soixante-dix navires si richement chargés que c'était le plus fort convoi qui fût parvenu du Nouveau Monde depuis de nombreuses années. Les Espagnols songeaient, à présent, « qu'il n'y avait plus besoin de redouter nos ennemis ». Les préparatifs de poursuite de la guerre contre le Portugal furent donc repris avec enthousiasme, mais en raison de l'appauvrissement de l'Espagne et du long retard qui s'était produit dans l'arrivée de la flotte, le gouvernement s'était laissé persuader de traiter avec la France et venait de terminer les préliminaires d'un armistice de deux mois qui devait commencer le 8 mai. Les négociations qui devaient aboutir au fameux traité des Pyrénées étaient entamées et se poursuivaient activement. Toutefois, après que la flotte fut enfin arrivée, le 6 avril, l'Espagne eut l'espoir de se trouver en situation d'obtenir de la monarchie française des conditions plus avantageuses.

Rupture de la neutralité hollandaise

Les instincts mercantiles très développés des commerçants hollandais les avaient poussés à tirer parti de ce que le blocus si rigoureusement maintenu par l'Angleterre contre les ports espagnols avait pour ainsi dire privé l'Europe des produits

fort recherchés qu'exportaient les colonies espagnoles du Nouveau Monde. En conséquence les affrêteurs hollandais se livraient à une contrebande fort lucrative, qui amena bientôt une certaine tension entre l'Angleterre et la France, d'une part, et la Hollande de l'autre, les deux premières nations étant persuadées que cette dernière venait en aide à l'Espagne.

France et Hollande

Les relations entre ces deux puissances devinrent un moment si tendues que la première ordonna d'arrêter tout navire de commerce hollandais suspect de se livrer au commerce avec l'Espagne ou de transporter des marchandises de provenance espagnole. Les villes hollandaises en conçurent un grand dépit, se fiant à un ancien traité qui existait entre la France et la Hollande pour la protection de leur commerce maritime. La situation s'aggrava encore lorsqu'au printemps de 1657, la France apprit que l'escadre de De Ruyter s'était emparée de deux navires français dans la Méditerranée, et riposta promptement en mettant l'embargo sur tous les navires hollandais qui se trouvaient dans les ports français. Les Hollandais se plaignirent de ce que, entre 1650 et 1657, les Français eussent injustement saisi pour le moins trois cents navires de commerce battant leur pavillon. Le gouvernement hollandais en conséquence répondit à la mesure de représailles prise par la France en interdisant « le règlement de toutes lettres de change appartenant à des sujets français ». Les deux gouvernements allaient si rapidement vers une guerre certaine, qu'un officier de marine anglais écrivait, en mai, qu'on avait lieu de croire que la guerre avait « été proclamée entre la France et la Hollande ». Vers la même époque, l'ambassadeur de Hollande à la cour de Louis XIV remit au roi une adresse dans laquelle il présentait d'une manière plutôt brutale les revendications de son pays contre la France, déclarant que les pirates de la Méditerranée étaient aidés par les Français dans leurs entreprises contre le commerce maritime hollandais. En conséquence, la Hollande réclamait satisfaction, de même que le paiement d'une somme de 100.000

couronnes que prétendait-on, la France devait aux Pays-Bas.

Toutefois, ni l'une ni l'autre partie n'étaient disposées à déclarer la guerre, et les négociations qui se poursuivirent durant le mois de juin aboutirent à la signature d'un traité aux termes duquel il était convenu que la loi de François I^{er} et celle de Henry III, « que la robe de l'ennemi confisque celle des amis », n'aurait point force, c'est-à-dire que la doctrine de « libres navires, libres cargaisons », régirait les relations commerciales des deux puissances en cas de guerre avec des états étrangers. Ce traité mit fin, pour l'instant, aux relations tendues qui avaient existé entre la France et la Hollande.

Angleterre et Hollande

Un officier de marine anglais, appartenant à l'escadre du blocus, écrivait à Blake en avril 1656, l'informant que le bruit courait que la flotte hollandaise, commandée par l'amiral De Ruyter, s'était rendue aux Canaries pour y convoyer la flotte espagnole aux trésors. Le gouvernement anglais, de plus, avait reçu un rapport déclarant qu'un certain capitaine Whitehorn avait rencontré l'amiral hollandais dans la Manche, le 19 avril, et que ce dernier, à la tête de huit navires de guerre et d'un bateau porte-feu, convoyait de nombreux navires de commerce de Cadix en Hollande (4). Le capitaine anglais demanda que les Hollandais lui remissent les navires convoyés, mais De Ruyter avait refusé, alléguant que ni les navires, ni les marchandises n'appartenaient à l'Espagne (5).

Pendant l'année 1657, le gouvernement anglais se procura des preuves abondantes à l'appui du fait que les affréteurs hollandais usaient de toutes les tromperies pour essayer d'aider les Espagnols à se soustraire aux rigueurs du blocus exercé par Blake. De nombreuses lettres de provenance espagnole, qui avaient été interceptées, contenaient des passages du genre de celui écrit par un certain Juan Gabriell de Rada à son agent, en

(4) *Rawlinson Mss. A.* vol. 36, f. 349.

(5) *State Papers Domestic Interregnum*, vol. 125, f. 72 et 125, f. 85.

date du 26 Juillet 1657 (n. s.) : « s'il m'arrive quelque chose des Antilles, envoyez-le par un navire hollandais et faites les connaissements de telle sorte que les marchandises semblent lui appartenir en propre, c'est-à-dire au capitaine du vaisseau hollandais, consignez à l'adresse de Peter Renaldez de Cadix. » De plus, les affréteurs hollandais se procurèrent des navires qu'ils équipèrent et mirent à flot pour le compte des commerçants espagnols. En de nombreux cas les équipages étaient de nationalité hollandaise.

Les marchandises arrivaient des Antilles à bord de navires espagnols et, aux Canaries, étaient rechargées sur des navires hollandais, et les connaissements rédigés de telle sorte que les cargaisons semblaient réellement la propriété du capitaine ou de commerçants hollandais auxquels la marchandise était adressée. Les cargaisons étaient alors amenées directement en Espagne ou en Hollande et ensuite réexpédiées en Espagne et délivrées à leurs possesseurs réels. D'autres missives semblaient même prouver que les marchandises espagnoles étaient envoyées des Canaries sur Amsterdam sous la protection de navires de guerre hollandais.

La situation était déjà suffisamment grave lorsque les commerçants hollandais se livraient à une contrebande lucrative, mais dès que le gouvernement anglais acquit la conviction que le gouvernement hollandais lui-même aidait l'Espagne dans sa guerre avec l'Angleterre, elle s'envenima naturellement de plus belle. Et même, lorsque, exagérément certain de l'amitié hollandaise, l'ambassadeur d'Espagne eut demandé au gouvernement hollandais un passeport pour envoyer en Flandre cinq cents hommes recrutés à Hambourg pour le service des armées espagnoles, demande à laquelle la Hollande répondit par un refus, arguant que ses amis et alliés en seraient justement offensés, l'Angleterre n'était pas formellement convaincue des dispositions neutres de la Hollande. Mais lorsque, selon les rapports remis au consul anglais de Lisbonne, il apparut certain, en mai 1657, que la flotte de guerre hollandaise elle-même se rendait aux Canaries pour servir de convoi aux navires de l'escadre précieuse en partance pour Cadix, le gouver-

nement anglais fut extrêmement préoccupé de la tournure des événements. D'une autre source, le gouvernement anglais avait appris que quinze navires de guerre hollandais étaient entrés dans le port de Cadix après avoir navigué entre les navires de Blake et le rivage, et que quinze autres étaient en route pour venir en aide à l'Espagne contre les Anglais. Le bruit courait alors que les officiers hollandais avaient offert de convoier la flotte espagnole jusque dans le port.

Dans les premiers jours de juillet, les navires anglais arrêtaient et fouillaient un navire hollandais à destination d'Espagne, en provenance des Canaries, et y découvrirent, en guise de passagers, 350 Espagnols, dont presque tous étaient des officiers de marine appartenant à l'escadre que les Anglais avaient battue d'une manière si décisive à Santa-Cruz le 20 avril. Ils se rendaient à Cadix pour y rejoindre la flotte espagnole, laquelle avait grand besoin d'officiers.

En présence de toutes ces preuves et rapports, le gouvernement anglais définit plus clairement sa théorie des lois navales, permettant le droit de fouille à bord des navires neutres en temps de guerre, et de saisie de toutes marchandises de contrebande, sur la base de la règle de destination finale, en opposition avec laquelle se trouvait la prétention des Hollandais et des Français que les « navires libres affranchissent les marchandises transportées », sans égard à leur destination ou aux consignataires. En conséquence, les officiers anglais reçurent l'ordre d'arrêter et de fouiller minutieusement tous les navires hollandais à destination ou en provenance de tous ports espagnols, et de plus reçurent mandat de s'emparer de tout navire en provenance des Antilles, sans préjudice de nationalité ou de cargaison. La situation semble, pour ainsi dire être demeurée stationnaire pendant le reste de cette décade.

La Hollande et le Portugal

Au début de 1657, les Pays-Bas redoutaient grandement une alliance entre la France et le Portugal. Ils étaient déterminés à punir cette dernière puissance des dommages infligés

à la Compagnie Hollandaise du Brésil, chassée du pays, dont les domaines avaient été confisqués, tandis que les biens des colons hollandais avaient été saisis, de même que le matériel d'artillerie et les munitions de guerre. L'amirauté hollandaise projeta un moment de faire bloquer le Portugal par une force navale de quarante-huit vaisseaux, mais ajourna la mise à exécution de cette mesure belliqueuse dans la crainte du danger qu'il pouvait y avoir à laisser sans protection la côte hollandaise. On pensait toutefois que Lord Opdam, lieutenant-amiral de la flotte, serait envoyé en mission au Portugal afin d'y exiger la réparation des dommages dont se plaignait la Hollande (7).

Ce fut apparemment au printemps que la flotte hollandaise arriva en vue des côtes du Portugal. Elle était sans doute à l'affût de la flotte du Brésil dont l'arrivée était attendue, et qui, d'après les bruits qui couraient à Lisbonne, était forte de deux cents navires marchands convoyés par dix navires de guerre, et devait arriver vers la mi-octobre (8).

Le 23 septembre (n. s.) une force navale hollandaise de trente-sept unités arrivait dans l'estuaire du fleuve avoisinant Lisbonne. Le 26, les lettres de créance des commissaires hollandais étaient communiquées à la reine, qui leur accorda une audience pour le 29. Le gouvernement portugais se refusait à toute espèce de satisfaction relativement à la question brésilienne, à la suite de quoi les envoyés hollandais regagnèrent leurs navires et lancèrent leur déclaration de guerre (9). Selon une autre rumeur, les commissaires hollandais s'en retournèrent chez eux, laissant l'amiral Opdam sur les lieux pour y attendre la flotte du Brésil. D'après un autre compte rendu, l'amiral hollandais Opdam, avec neuf navires de guerre, et le président de la Compagnie hollandaise du Brésil, accompagné de ses deux assesseurs, demeurèrent dans le port.

Les Hollandais demandaient la possession du royaume d'Angola et de l'île Saint-Thomas, la liberté de commerce avec le Brésil, la remise à Amsterdam de 13.000.000 de caisses de sucre,

(7) *Mercurius Politicus*, n° 344, 7516 ; n° 345, 7527-8.

(8) *Idem*, n° 361, 7791, et *Public Intelligencer*, n° 102, 1938.

(9) *Public Intelligencer*, n° 108, 95.

aux frais du gouvernement portugais, et le paiement de 7 millions de couronnes-or, ainsi que la liberté pour les colons hollandais de s'établir au Brésil (10).

Le 25 octobre/4 novembre, trois escadres de la flotte hollandaise, comprenant trente-six navires de guerre sous le commandement des amiraux Opdam, de Ruyter et Floris, arrivaient dans le port de Plymouth avec le récit de leurs exploits contre la flotte brésilienne.

Il semblait qu'ils eussent tenu un Conseil de guerre au large de la côte portugaise, le 25 octobre (v. s.), au cours duquel il fut décidé de maintenir le blocus des côtes pour une courte période, et de retourner ensuite en Hollande, en raison de l'épuisement des réserves d'approvisionnements. Cette même nuit, de Ruyter signalait une partie de la flotte brésilienne et se portait à l'attaque, capturant dix-sept navires marchands. Le reste réussit à s'échapper (11). Avant que le reste de la flotte portugaise arrivât en vue de la côte éclatèrent des tempêtes d'une telle violence que les Hollandais furent jetés au large et que leurs navires eurent fort à souffrir de la bourrasque. Ceci permit à une quarantaine de vaisseaux portugais d'arriver au port, et d'après les rapports alors en circulation, il y en avait encore cinquante sur mer (12). En Hollande, le bruit courait aux environs du 20 décembre (n. s.) que vingt-trois « prises » portugaises avaient été capturées (13).

Après le désastre essuyé par la flotte du Brésil, le Portugal était moins que jamais enclin, et même jugeait impossible de satisfaire aux demandes des Hollandais. Le gouvernement portugais, par mesure de représailles, ordonna d'arrêter toutes les lettres de change hollandaises, et en même temps de saisir tous les biens meubles et immeubles, capitaux, etc... hollandais par tout le royaume (14). En même temps, les préparatifs de guerre étaient fiévreusement activés. Les ouvriers reçurent

(10) *Idem*, n° 104, 31-32 ; *Mercurius Politicus*, n° 391, 125 et *Public Intelligencer*, n° 112, 148.

(11) *Mercurius Politicus*, n° 390, 112, et n° 109, 103.

(12) *Public Intelligencer*, n° 111, 138.

(13) *Mercurius Politicus*, n° 392, 144 et 393, 159.

(14) *Mercurius Politicus*, n° 393, 159 et n° 395, 181.

l'ordre de travailler même les dimanches et jours fériés. En novembre, il était décidé d'avertir les fonctionnaires et officiers du Brésil et des îles hollandaises de se préparer à la guerre, et le gouvernement leur promit des renforts militaires et son concours financier. La reine ordonna que la flotte de vingt navires de guerre et six navires porte-feux qui se trouvait à Lisbonne sous les ordres de M. Bills, sujet français, prit immédiatement la mer (15).

Le 10 février (n. s.) le gouvernement hollandais décrétait l'interdiction de tout commerce avec le Portugal. Vers la même époque, l'ambassadeur portugais Camara arrivait à Anvers. Les Portugais décidaient également de libérer les navires et les biens hollandais. On décida d'envoyer le comte de Prado en Hollande pour y négocier le règlement du différend pendant. Les Portugais étaient fort désireux de hâter la conclusion de la paix, car les commerçants se plaignaient des pertes fort lourdes que leur avaient infligées les exploits de la flotte hollandaise.

En décembre 1657, on pensait généralement dans toutes les capitales européennes, sur la foi des rumeurs qui couraient au sujet des négociations, que le Portugal et la Hollande ne sauraient manquer de signer la paix à bref délai, à la suite des efforts de l'Angleterre et de la France en vue d'une médiation, et des bruits qui couraient au sujet du consentement du Portugal à payer aux Hollandais 18.000 livres en compensation des dommages que leurs troupes avaient fait subir aux Hollandais au Brésil (16). Mais les nouvelles, du côté de ces derniers, n'étaient guère aussi optimistes, et le bruit circulait que les Hollandais se préparaient à envoyer une force navale considérable contre le Portugal au printemps, et que la Compagnie des Indes orientales avait reçu l'ordre de continuer les opérations de guerre engagées contre les Portugais dans cette région. L'Espagne et la France étaient submergées de rumeurs relatives à la préparation d'une formidable offensive de la Hollande contre le Por-

(15) *Public Intelligencer*, n° 111, 132, 138.

(16) *Idem*, n° 113, 168, 172.

tugal pour le printemps. La France était fort amicalement disposée à l'égard du Portugal, alors que l'Espagne elle-même était fort désireuse d'entrer en guerre contre cette puissance. On pensait généralement en Espagne que le sort des opérations espagnoles au Portugal dépendrait en grande part de l'aide apportée par la flotte hollandaise, et les Espagnols étaient par conséquent enchantés de la perspective d'une attaque hollandaise sur mer contre le Portugal, qui devait avoir lieu au printemps de 1658. Toutefois le Portugal était plus que jamais désireux de traiter, car la guerre engagée avec la Hollande avait déjà pour ainsi dire ruiné son commerce, étant donné que tout trafic avec le Nouveau Monde était pour ainsi dire arrêté, et cependant les préparatifs de guerre contre l'Espagne se poursuivaient activement (17).

En mars 1658, l'ambassadeur de France et le résident anglais de La Haye s'efforcèrent d'amener le gouvernement hollandais à consentir à un armistice de six mois avec le Portugal (18). Les Pays-Bas s'y refusèrent, mais accédèrent à la requête présentée par les deux gouvernements qu'aucun navire ne recevrait l'autorisation de quitter les ports de Hollande sans avoir pris l'engagement de ne servir l'Espagne en aucune façon.

Vers la fin d'avril, il était devenu certain pour tout le monde que les Portugais ne se risqueraient guère à faire prendre la mer à leur flotte brésilienne tant que les négociations avec la Hollande demeureraient en suspens, et les commerçants de tous les pays étaient fort tourmentés par la question du prix du sucre, qui ne pouvait manquer d'être en hausse, et dont la Hollande recevait d'énormes quantités du Brésil. Le gouvernement hollandais s'efforça de peser davantage sur le Portugal en mettant l'embargo sur toutes les marchandises d'origine portugaise (19). Mais les Portugais étaient tenaces. Leur gouvernement était apparemment déterminé à ne céder en rien à moins d'y être absolument contraint et forcé. Toutefois, la

(17) *Public Intelligence*, n° 120, 448.

(18) *Public Intelligence*, 117, 410.

(19) *Idem*, n° 113, 492.

position du gouvernement était plutôt précaire, étant donné que les classes dirigeantes aspiraient à la paix et que le commerce périlait de jour en jour. De nombreux navires portugais étaient capturés sur mer (20).

Les Hollandais continuaient à préparer leur campagne de printemps et maintenaient également le blocus des côtes portugaises. Un nouvel ambassadeur portugais, Don Ferdinand Teles Faro de Menege arriva à la Haye le 3 juillet (n. s.) dans le but d'y conclure la paix, mais au bout de deux semaines, le gouvernement hollandais était convaincu que tout espoir de traiter était vain, car les instructions reçues par l'ambassadeur lui interdisaient évidemment de discuter toute chose étrangère au paiement d'une indemnité en espèces pour les domaines et villes enlevés aux Hollandais au Brésil (21). Dans l'interval, l'Angleterre et la France redoublaient d'efforts pour faire accepter leur médiation. Le Portugal y était disposé, mais les Hollandais, au contraire, s'y refusaient obstinément, sentant bien sans doute que les médiateurs étaient d'avance favorablement disposés à l'égard du Portugal. Les négociations traînèrent ainsi sans grand changement jusque vers la fin d'août, où l'ambassadeur de Portugal présenta un mémoire aux termes duquel son gouvernement acceptait de payer une somme de cinq millions, échelonnée sur seize annuités, et offrait certaines légères concessions au sujet de la liberté commerciale. Les Hollandais jugèrent ces offres insuffisantes, et le conflit s'éternisa (22).

Le blocus prolongé avait sérieusement éprouvé la colonie portugaise du Brésil. En septembre, le prix du sucre sur ce territoire était si bas que même le transport n'en était pas jugé profitable (23). La colonie était complètement isolée par la rigueur du blocus exercé par les navires hollandais au large des côtes métropolitaines, et en conséquence était dans le plus grand besoin de commodités de toutes sortes. La flotte était

(20) *Idem*, n° 113, 481, 488.

(21) *Idem*, 131, 628 ; 134, 659 ; 135, 674 ; *Mercurius Politicus*, 424, 663.

(22) *Public Intelligencer*, n° 136, 708 ; n° 142, 804.

(23) *Ibid.*, n° 147, 902 ; *Mercurius Politicus*, n° 436, 888.

prête à prendre la mer en septembre, mais n'osait guère le faire par crainte des navires hollandais.

En septembre 1658, l'insistance perpétuelle du Résident anglais et de l'ambassadeur de France en faveur de la médiation de leurs gouvernements respectifs porta enfin ses fruits, et le gouvernement hollandais annonçait que ces deux puissances étaient autorisées à prendre part aux négociations, de façon que le monde pût être averti que les Pays-Bas avaient des intentions équitables « so that it might be known to the world that our States intend to deal uprightly ». Mais l'ambassadeur de Portugal s'obstinait à refuser de modifier les offres par lui soumises en août. Un an plus tard, le gouvernement hollandais s'étant mis en relations plus étroites avec les dirigeants de la Compagnie Hollandaise des Indes occidentales, demanda leur avis sur la meilleure politique à adopter en l'occurrence (24). Vers la fin de l'année, le Portugal dépêchait à la Haye un nouvel ambassadeur chargé de négocier avec la Hollande. On espérait fermement que le conflit touchait à sa fin, mais le nouvel envoyé se montra aussi intransigeant que tous les précédents. En conséquence, le gouvernement hollandais lui notifia, le 28 février 1660, qu'il persistait dans les revendications formulées en octobre 1657 pour le retour des colonies hollandaises du Brésil, c'est-à-dire de San-Francisco à Scara. Les Portugais se voyaient également enjoindre de restituer à la Compagnie Hollandaise des Indes occidentales tout le matériel d'artillerie et les munitions confisquées, et de restituer aux colons hollandais tous les biens dont ils avaient été dépossédés. Toutes dettes des deux parties à l'égard de l'autre seraient liquidées. Ceux des Portugais qui ne voulaient pas se soumettre à la domination hollandaise auraient la liberté d'émigrer vers d'autres colonies portugaises. Le libre commerce avec l'île de Saint-Thomas et le royaume d'Angola devait être concédé, et la liberté de conscience accordée aux sujets des deux parties (24).

(24) *Public Intelligencer*, n° 143, 820 ; 149, 136 ; 151, 157 ; 152, 17 ; *Mercurius Politicus*, n° 588, 751 ; et 605, 1062.

CHAPITRE XIX

La Barbade (1659-1660)

Le théâtre des événements intéressants de l'histoire des Indes occidentales anglaises, durant les deux dernières années de l'interrègne, passe de la Jamaïque à l'île de la Barbade, et nous passons, d'une tentative d'organisation d'une nouvelle colonie, à la narration des discordes constitutionnelles de l'ancienne colonie, qui faisaient pressentir l'orientation des idées politiques du Nouveau Monde durant le siècle suivant. Comme nous l'avons déjà fait remarquer à maintes reprises, la métropole était si profondément absorbée par le souci des affaires intérieures, et par la lutte engagée entre les différents chefs de partis à Londres, qu'elle n'eut pas le loisir de se préoccuper des colonies ou d'établir un programme tangible à leur égard, durant les deux dernières années de la période où l'on essaya de rendre populaire, parmi les nationaux anglais, l'idée d'un gouvernement républicain. Les membres de l'administration qui s'intéressaient encore aux problèmes des colonies d'outre-mer perdaient chaque jour de leur influence, hésitaient sur la conduite à suivre, et finissaient par préconiser soit un programme défini et soigneusement appliqué, soit l'évacuation pure et simple des nouvelles possessions. La rapide série des changements de gouvernement qui se succédèrent après la mort de Cromwell, en même temps que la quasi-faillite du trésor, faisaient une impossibilité de l'exécution du premier projet.

La nouvelle de la mort de Cromwell et de l'avènement de Richard arriva à la Barbade le 1^{er} janvier 1658/9 (1). Des copies de ces notices furent adressées au secrétaire de la colonie

(1) L'annonce en fut envoyée d'Angleterre le 27 octobre 1658.

pour être envoyées aux gouvernements d'Antigua, de Montserrat, de Saint-Christophe et de la Jamaïque. Dès réception de cette nouvelle, le gouverneur Searle convoqua le Conseil et l'Assemblée en session extraordinaire où siégèrent également les juges, leurs adjoints et les officiers à titre actif de la milice, et leur donna lecture de la lettre officielle de faire-part. Tous firent volontiers profession de fidélité au nouveau Protecteur. L'autorité de Searle se trouvait encore renforcée de l'ordre que lui transmettait le nouveau gouvernement de conserver ses fonctions. Après lecture du document, le gouverneur fit prêter aux autres fonctionnaires de la colonie le serment de fidélité suivant :

« Je, A... B..., en présence et au nom du Dieu tout puissant, promets et jure que dans la mesure de mes moyens je soutiendrai et maintiendrai la vraie religion protestante réformée . . Je serai fidèle au Lord Protecteur et m'efforcerai autant que j'en serai capable, en qualité de membre de cette Assemblée, de conserver les Droits et les Libertés du peuple de cette colonie de la Barbade. »

Les membres du Conseil durent également prêter un serment similaire, conçu en termes plus stricts et où était incorporée une clause les obligeant au secret absolu sur la nature de leurs débats officiels.

Après cette cérémonie, le gouverneur ordonna la publication du changement de gouvernement survenu en Angleterre, qui fut accompagnée d'une solennité qui montre bien toute l'importance que les autorités attachaient à cet événement. Tous les dignitaires de la colonie formèrent une procession que précédait un groupe de cavalerie d'une centaine d'hommes et que fermait un second groupe d'égale force. Le cortège se rendit du palais du gouvernement, à la place où lecture fut donnée de l'annonce officielle, et sur le parcours étaient alignés les soldats de la milice. En arrivant au lieu choisi, les trompettes se mirent à sonner et lecture fut donnée de la proclamation devant la foule assemblée. A la péroraison, le peuple salua d'acclamations enthousiastes l'avènement de Richard, au bruit des salves de mousqueterie des soldats et au tonnerre des

canons des fortifications avoisinantes et des navires en rade, en tout plus d'une centaine de bouches à feu. A la fin de la cérémonie, le cortège regagna le palais du gouvernement où le gouverneur offrit un banquet aux dignitaires de la colonie (2).

Dans le courant de la journée, l'Assemblée supplia le gouverneur d'ordonner de nouvelles élections, ce qu'il fit immédiatement. Les élections eurent lieu quelques jours après, et le gouverneur convoqua la nouvelle législature qui devait se réunir le mardi d'avant le 21 janvier. Après élection du président de l'Assemblée, le gouverneur leur présenta la nouvelle formule de serment que tous les membres du Conseil et de l'Assemblée prêtèrent sans hésitation. L'Assemblée vota ensuite une adresse à Richard, l'assurant que « suivant les commandements des lois divines et humaines, nous nous attachons à vous avec nos existences, nos fortunes et nos possessions ».

Ces formalités ayant été accomplies, le premier acte de la nouvelle législature fut passé sous la forme d'une déclaration du gouverneur, de l'Assemblée et du Conseil « pour la paix de l'île », dont le préambule déclarait que des rumeurs couraient d'une façon persistante en Angleterre à l'effet que la colonie *désirait proclamer son indépendance* (3). Les dignitaires de la colonie, toutefois, aux termes de cette déclaration, étaient résolus à « être soumis au pouvoir souverain en Angleterre, tel qu'il était alors, ou tel qu'il serait à l'avenir ». Il était stipulé que tous les colons qui refuseraient d'observer les prescriptions du gouvernement anglais, ou feraient opposition au gouvernement de la Barbade agissant au nom de l'Angleterre, selon les instructions issues à tous les gouverneurs, et aux droits et pouvoirs à eux conférés en vertu de leur mandat, et tous ceux qui se rendraient coupables de paroles séditieuses à l'égard du gouvernement anglais comme du gouvernement colonial, se verraient infliger une amende de 10.000 livres de sucre brut et fourniraient une caution de 1.000 livres supplémentaires en garantie de leurs actions futures. Le produit de la vente

(2) *Mercurius Politicus*, n° 560, 331-4, 24-31, 1659.

(3) *Egerton Mss.* 2395, f. 238, British Museum, 19 janvier 1658/9.

de ce sucre serait affecté au renforcement des défenses de la colonie.

Une autre loi fut votée, englobant dans la désignation « biens et effets » toutes les terres, domestiques, esclaves, chevaux et bétail divers, afin que ces articles de propriété fussent susceptibles de saisie en cas de poursuites pour dettes (4). Comme dans toutes les autres colonies, aussi bien des Indes occidentales que du continent américain, la plus grande difficulté à laquelle se heurtait le gouvernement colonial était les ennuis et les litiges qui résultaient de l'incapacité ou de la mauvaise volonté dont de nombreux colons faisaient preuve pour remplir leurs justes obligations.

L'adresse de fidélité et d'obéissance à Richard Cromwell fut reçue en Angleterre vers le 24 mars 1659, et quatre jours plus tard, une Commission de quatorze notables commerçants qui avaient des intérêts dans le commerce avec la Barbade la présentaient au nouveau Protecteur à Whitehall (5). Dans sa réponse, Richard déclara que les négociants et la colonie avaient perdu en la personne d'Olivier Cromwell un ami sincère, car « il était prodigieusement affecté par toutes leurs inquiétudes et leurs affaires d'outre-mer, et prenait un plaisir infini à exposer les moyens de promouvoir leurs intérêts dans les parties du monde les plus lointaines ».

A la suite des changements successifs de gouvernement qui se produisirent avec une si surprenante rapidité en Angleterre après la mort de Cromwell, amenant si fréquemment au pouvoir des hommes qui étaient en désaccord au sujet des questions coloniales, tous ceux qui étaient mécontents de l'état de choses existant aux colonies y virent une occasion de faire valoir leurs griefs et de présenter des projets de changements dans l'administration coloniale. Durant cette période, il existait en

(4) *Colonial Papers*, 1, vol. 13, n° 62, 29 janvier 1658/9. Avec la copie de cette loi qui fut envoyée en Angleterre se trouvait une déclaration à l'effet qu'il était nécessaire que les commerçants anglais accordassent des crédits aux colons de la Barbade, étant donné que si l'on désirait faire commerce avec la colonie, il fallait que les plantations fussent prospères, et que les planteurs étaient généralement fort pauvres durant les premières années passées dans l'île.

(5) *Mercurius Politicus*, n° 560, 331-334.

Angleterre un groupe important qui s'acharnait constamment après le gouverneur Searle. Colliton et Modyford étaient les plus persévérants dans leurs efforts en vue d'obtenir son rappel, et il semble que Searle ne dut d'être maintenu en fonctions qu'à l'aide efficace et puissante de Martin Noell et de Thomas Povey (6).

Les seules indications dont on dispose sur le cours des événements durant cette période de l'histoire de la Barbade se trouvent dans une série de lettres de Povey à Searle. Elles montrent clairement la répercussion des changements survenus dans le gouvernement de l'Angleterre sur la question coloniale, et font ressortir d'une manière frappante l'intérêt personnel et les opinions de Povey à l'égard de la question gouvernementale aux Indes occidentales. Il écrivait au gouverneur, le 25 avril, l'informant que le gouvernement anglais était sous le coup de changements qui affecteraient directement les colonies. Il exposa plus en détail, cinq jours après, les détails de la restauration du Parlement de Londres, conseillant à Searle de n'y prendre point garde jusqu'à ce qu'il en fût avisé officiellement par la voie habituelle. Le nouveau Conseil d'Etat, qui prit le pouvoir le 22 avril, après la dissolution du Parlement, était composé d'hommes qui n'étaient nullement aussi favorables à l'égard des colonies ; beaucoup exprimaient ouvertement leur opposition aux entreprises coloniales du Protectorat, et même les quelques amis qui demeuraient fidèles à la cause coloniale étaient comparativement impuissants. « Vous n'êtes pas aussi forts par vos amis, écrivait Povey à Searle, que vous l'avez été (7). »

Le Grand Parlement fut rappelé le 7 mai, ramenant à sa suite une nouvelle série de changements qui affectèrent sérieusement la continuité de la politique coloniale. Deux jours après, Povey avisait le gouverneur de la Barbade de la nomination d'un Comité de Salut Public. Depuis plusieurs mois, les chefs militaires en Angleterre s'efforçaient de mettre la

(6) *Add. Mss.*, Brit. Museum, 11,411, f. 71 et 83 b.

(7) *Ibid.*, f. 87 b, 8 juin 1659.

main sur le gouvernement, et l'air était si saturé de possibilités de graves bouleversements, que les hommes qui jusqu'alors s'étaient étroitement adonnés aux questions d'administration coloniale, ne pouvaient désormais y consacrer un instant. Le 8 juin, Povey écrivait à nouveau à Searle pour lui dire que Martin Noell, qui avait été autrefois l'un des plus actifs et des plus influents fonctionnaires coloniaux, ne pouvait plus trouver le temps de s'occuper de ces affaires et n'était plus en situation de protéger Searle contre les ennemis qu'il avait en Angleterre, comme il l'avait fait dans le passé. Povey avait fait partie du Grand Parlement en 1653 et y comptait de nombreux amis : en mai et en juin 1659, il pressentit ces derniers et leur demanda d'user de leur influence pour maintenir Searle au pouvoir et voter certaines mesures qui assureraient la paix de la colonie. Mais il fallait toujours redouter que les lettres qui arrivaient de la colonie ne fussent en Angleterre une cause de difficultés, car elles arrivaient infailliblement après une nouvelle crise gouvernementale et risquaient de tomber entre les mains de fonctionnaires nouveaux et mal disposés à l'égard du régime actuel des plantations. Le Parlement, d'ailleurs, pouvait s'ajourner avant que les lettres qui lui étaient adressées eussent le temps d'arriver, et ces documents seraient référés aux adversaires de Searle. Si l'on songe que six semaines de voyage séparaient l'Angleterre de ses colonies des Indes occidentales, et que toute réponse à des ordres émanant de la métropole ne pouvait parvenir avant au moins trois mois, la situation était extrêmement délicate et difficile.

Pour toutes ces raisons, Povey donna ce conseil à Searle : « Envoyez vos lettres à vos amis d'ici, qui pourront, selon l'occasion, changer, améliorer et peut-être modifier les documents que vous transmettez, et fiez-vous-en à leur conduite, comme le font *continuellement* les nations lointaines, par l'intermédiaire de leurs agents et ambassadeurs qui résident, pour leur service, à l'étranger (8). » Ceux qui à cette époque étaient le mieux disposés et le plus qualifiés pour servir utilement la colonie

(8) *Idem.*

étaient Sir James Draxe, Mr Noell et Mr Kendall, et en conséquence Povey conseillait au gouverneur d'adresser toute correspondance officielle à l'un d'entre eux.

Le message officiel annonçant que le Grand Parlement était, « par la bonne Providence de Dieu, rentré en possession de cette autorité dont il avait joui jusqu'alors » fut envoyé aux colonies le 6 juin 1659, avec l'ordre à tous les fonctionnaires publics aux colonies de rester en fonctions jusqu'à nouvel avis du gouvernement (9). Trois jours plus tard, le Conseil d'Etat envoyait un ordre similaire avec cette addition que les fonctionnaires devaient continuer leur service jusqu'à nouvel avis du Parlement ». Toutefois, avant que ces instructions fussent parvenues à la Barbade, l'Assemblée avait voté une résolution ainsi conçue :

« C'est l'avis de l'Assemblée que toutes les lettres patentes, anciennement délivrées par les Protecteurs pour toutes les fonctions publiques dans cette île, sont nulles et non avenues. L'Assemblée requiert le consentement du gouverneur et du Conseil (10). »

Les choses furent encore compliquées par la dissolution du Parlement Croupion, qui eut lieu le 13 octobre 1651. Il était devenu si difficile d'obtenir que le gouvernement prît quelque mesure à l'égard des colonies, et les agissements des administrateurs coloniaux et des colons avaient fait sur les membres du gouvernement une si mauvaise impression, que Povey perdit presque tout intérêt à toute cette affaire. Il est intéressant de citer dans son entier son appréciation écrite à cet égard :

« Je confesse que l'infidélité qui règne sur votre île m'a beaucoup découragé de servir sa cause ou même de lui vouloir du bien ; et si entre vous, vous n'arrivez pas à trouver le moyen de faire régner l'honnêteté pure et simple, et plus d'équité et de justice certaines dans le commerce, la confiance et la conversation, vous mettrez le Commonwealth (à cause des plaintes du

(9) *State Papers Interregnum*, vol. 98, f. 14, 6 juin 1659 et *Additional Mss.*, British Museum, 11,411, f. 89.

(10) *Colonial Entry Book*, 11, 12. 31 août 1659. « It is the judgment of the Assembly that all patents formerly declared by the Protectors for any offices in the Island, be null and void. The Assembly desire the Governor's and Council's consent. »

genre de celles dont vous êtes l'objet ici, dans l'obligation de vous imposer des règlements et une meilleure application de vos lois et de leur administration, vous exposant ainsi continuellement aux réformes et à des exigences qui ne vous seront point peu gênantes (11). »

Les adversaires de Searle multiplièrent leurs efforts durant les mois troublés de la fin de l'été de 1652, surtout lorsque le bruit courut que le gouvernement avait l'intention de destituer tous les gouverneurs des colonies et d'en nommer de nouveaux. Mais Searle avait trois fervents soutiens en Povey, Noell et Draxe. L'un de ceux qui briguaient le poste de gouverneur de la Barbade était M. Vincent Gookin, membre du Parlement qui avait rendu de signalés services en Irlande. Après de nombreux entretiens avec plusieurs membres du Conseil d'Etat au sujet de cette nomination, il fut en définitive renvoyé à se pourvoir devant Noell et Povey pour se documenter complètement au sujet de la colonie. Tous deux le persuadèrent de renoncer à sa candidature et obtinrent même la promesse qu'il seconderait leurs efforts pour protéger Searle et obtenir l'adoption d'une politique coloniale déterminée. Il semble que Gookin eût été poussé par un groupe de négociants qui faisaient le commerce avec la Barbade et avec qui il avait eu maintes conférences. Povey était résolu à obtenir un renouvellement de mandat pour Searle, mais il réfléchit qu'en la circonstance il convenait d'attendre une occasion meilleure, car trop presser les choses eût risqué « rappeler aux autres l'existence de leurs parents (12). »

Lorsque le Parlement eut été dissout, l'exercice du pouvoir demeura entre les mains du Conseil d'Etat et d'un Conseil

(11) *Egerton Mss.* 2395, f. 176, British Museum, 29 octobre 1659 : « I do confess the unfaithfulness exercised upon your Island verie much discouraged mee from serving it or wishing well to it ; and if among yourselves you will not find a waie that Comon honestie, and more certaine justice and equitie be exercised in Trading, Trust and Conversation, you will putt ye Commonwealth (upon the Complaints of such as are aggrrieved here) upon entering upon such regulations and better enforcement of your Lawes, and their administration, that you will thereby render yourselves continually lyable to be reformed and imposed upon from hence, which will tend to your noe little inconvenience. »

(12) POVEY, Lettres à Searle, en dates des 20 et 29 octobre; *Add. Mss.*, 11,411, f. 90, et *Egerton* 2395, f. 176, British Museum.

des officiers. Nombre de ceux sur lesquels Povey avait compté pour l'aider à régler les questions coloniales furent dépossédés du pouvoir. Il avertit en conséquence Searle que ce n'était pas chose si facile que de gouverner la colonie de manière à ne pas offenser les membres du gouvernement anglais ; « gardez votre Conseil et votre Assemblée en aussi bonne humeur que vous le pourrez », afin d'éviter que des questions soient référées à l'Angleterre, telle était la teneur de toutes les lettres de Povey à Searle durant cette période. Ceux qui étaient opposés à Searle et réclamaient son retour ne trouvèrent rien de plus grave-ment fautif dans son administration que « de l'imprudenc ». Certains membres du Conseil d'Etat avaient personnellement reçu des lettres hostiles à Searle, mais apparemment n'y attachèrent guère d'importance.

Après la dissolution du Parlement, sir Henry Vane et le major-général Lambert étaient au pouvoir les hommes les mieux qualifiés pour faire valoir les intérêts des colonies, et s'intéressaient énormément à toutes les phases de la question. C'est pourquoi Povey recommandait à Searle de joindre à ses prochaines lettres une lettre spécialement adressée à ces deux hommes politiques, afin qu'il (Povey) pût les gagner à la cause du gouverneur de la Barbade. Dans le même temps, le gouvernement accorda à certains négociants le droit de former une société anonyme pour se livrer au commerce avec les Indes occidentales et y coloniser, sur la base d'un monopole. Povey craignait fort que Searle et la législature ne cherchassent à entraver cette mesure et ne s'opposassent à l'intervention de la société. La colonie eût été parfaitement justifiée en ce faisant, puisque cet arrangement eût constitué une violation du traité de soumission de janvier 1652. C'est ce qui, dans l'esprit de Povey, lui fit juger prudent de mettre en garde le gouverneur dans les termes suivants :

« Et pour vous parler franchement, les réclamations du gouverneur et tous autres de la Jamaïque contre votre opposition à quoi que ce soit qui fût de nature à améliorer leur situation, ou à les secourir, vous ont créé plus d'ennemis ici que toutes autres insinuations, auxquelles l'ancien régime (et surtout le

secrétaire Thurloe, était si sensible que vous étiez alors au moins aussi menacé que maintenant, et bien que les personnes qui détiennent actuellement le pouvoir *n'aient jamais et favorablement à cette entreprise*, elle en ont du moins hérité la charge et assumé l'intérêt, et *tiendront à honneur de la faire aboutir par tous les moyens possibles.* »

Peu après, le corps législatif de la Barbade rédigea une pétition au Parlement (13), laquelle commençait par des paragraphes pleins de louanges chaleureuses et félicitaient le Parlement de son retour au pouvoir. Se déclarant fiers « d'être un membre de ce grand corps, la nation d'Angleterre », les représentants déclaraient qu'en leur qualité de sujets anglais ils ne voulaient pas souffrir d'une mauvaise administration, et désiraient en conséquence « participer à ces *Immunités, privilèges et libertés* que nos frères d'Angleterre reçoivent ou peuvent recevoir à l'avenir... » L'Assemblée présentait neuf requêtes, qui, si elles avaient été accordées, eussent rendu la colonie pour ainsi dire indépendante. En rapprochant cette pétition d'autres décisions des législatures coloniales pendant la période 1650-1660, elle montre nettement de quelle liberté dont les colons entendaient bénéficier dans l'administration de leur territoire : elle indique également une théorie politique fort avancée pour l'époque, en ce qui touche à l'administration coloniale, théorie que le gouvernement anglais lui-même ne jugea bon d'adopter que longtemps après.

A cette période peu avancée de l'histoire coloniale britannique, les colons avaient développé une théorie constitutionnelle nette et précise, selon laquelle les chartes, lettres patentes et mandats gouvernementaux étaient égaux en valeur aux constitutions écrites, qui formaient, en effet, les lois fondamentales de la colonie. C'est de l'évolution et de l'application continues de cette théorie qu'est venue l'adoption, par les colonies révoltées de l'Amérique, de constitutions d'Etat et finalement l'adoption par les Etats-Unis d'une constitution écrite. C'était surtout le cas à la Barbade, qui, en plus des documents déjà cités, avait

(13) *Egerton Mss.* 2395, f. 182, 11 décembre 1659, British Museum.

son traité de paix portant la signature d'Ayseue, et confirmé par une lettre du Conseil d'État en date du 15 octobre 1652. En conséquence l'Assemblée demandait au Parlement de voter une loi confirmant leurs « *anciennes libertés, privilèges, coutumes, constitutions et lois* » tels que fixés par ces anciens règlements.

La colonie demandait en outre que nul fonctionnaire *sau* le gouverneur ne lui soit imposé par le gouvernement d'Angleterre, et que tous autres fonctionnaires soient « nommée, choisis, et dépendants du gouvernement » de la colonie, conformément à la volonté du peuple. On demandait même que le choix du gouverneur appartînt au peuple, qui le choisirait parmi les propriétaires fonciers de la colonie, et par l'intermédiaire de ses *représentants*. Le Conseil et l'Assemblée seraient élus par les propriétaires fonciers et formeraient, « conjointement et de pair avec le gouverneur », partie du gouvernement. Si le gouvernement anglais avait jugé à propos d'accéder aux désirs exprimés par les colons, il en fût sans aucun doute résulté l'établissement d'une forme de gouvernement colonial qui aurait présenté une grande analogie avec celle des grands dominions de notre époque, tels que le Canada.

La pétition demandait, de plus, que toutes amendes et argent ou marchandises quelconques qui tomberaient aux mains du gouvernement colonial demeuraient dans l'île à la disposition du gouvernement, pour être affectés à la défense de la colonie ou à tous autres usages d'utilité publique.

La théorie des habitants de la Barbade au sujet des restrictions commerciales est également significative ; ils étaient formellement opposés à toutes réglementations commerciales édictées par le gouvernement anglais, qui seraient de nature à gêner en aucune façon le commerce de la colonie. Se basant sur le fait qu'ils étaient citoyens anglais au même titre que ceux qui résidaient alors en Angleterre, et que la colonie devait être considérée comme un port *au même titre* que Bristol et Londres étaient ports anglais, l'Assemblée demandait l'abolition de toutes taxes douanières et taxes d'exportations édic-

tées par l'Angleterre. Il était également demandé que la colonie eût le droit d'exporter en Angleterre sans être gênée par aucune taxe onéreuse, et fût mise sur un pied d'égalité avec tous les commerçants domiciliés en Angleterre. Argumentant en faveur de l'annulation de la Loi de Navigation, la pétition demandait que « toutes nations amies eussent la permission de nous apporter leurs marchandises, qu'elles en fussent originaires ou non ».

Une autre clause revenait au traité de capitulation et déclarait que la colonie était opposée à la coutume anglaise d'accorder des droits de monopole aux sociétés commerciales. En conséquence, il était demandé que nul monopole, ou nulle compagnie détenant ces pouvoirs autrefois en usage, ne pussent être à l'avenir admis à participer au mouvement commercial de la colonie. L'Assemblée se plaignait également que l'attitude présomptueuse des commissaires des navires de guerre, qui avaient touché à la Barbade pour s'y remettre en état et s'y ravitailler, eût soulevé de grosses difficultés et de continuelles disputes. En de nombreux cas ces officiers avaient refusé d'observer les lois approuvées par le gouvernement colonial, et souvent emmené à leur bord des sujets que la colonie avait le droit de détenir soit comme débiteurs, soit comme serviteurs. En conséquence il était demandé que ces commissaires fussent requis d'avoir à se conformer aux lois et usages de la colonie, et s'engageassent à n'enlever aucun débiteur, serviteur ou esclave.

Les deux dernières requêtes sont peut-être les plus importantes en ce qu'elle montrent jusqu'à quel degré les colons de la Barbade se considéraient comme une partie intégrante et autonome de la nation anglaise. La première demandait que la « colonie fût comprise dans tous les traités comme partie du Commonwealth ; la seconde, que la colonie reçut l'autorisation *de frapper sa propre monnaie*, et « de se procurer toutes les monnaies étrangères (14). » C'est ainsi qu'à la fin de ces dix ans d'in-

(14) La pétition se terminait par l'assurance qu'elle n'était nullement inspirée d'irrespect de la part de la législature à l'égard du gouverneur Searle.

terrègne, les colonies des Indes occidentales professaient une doctrine gouvernementale soigneusement étudiée et bien définie, qui visait à un large degré d'indépendance. Cela provenait en grande partie de ce que le gouvernement anglais était dépourvu d'une ligne de conduite nettement tracée en matière de gouvernement colonial, et aussi de la grande latitude, ou plutôt de la négligence dont le gouvernement anglais avait fait preuve dans ses relations avec les colonies pendant toute la durée de la guerre civile et de l'interrègne.

CHAPITRE XX

Les Bermudes (1643-1653)

« La Compagnie des Aventuriers de Londres pour les îles Summer » avait en vain cherché, pendant de nombreuses années, à rendre ses plantations productives, bien qu'ayant joui dans ces îles des privilèges gouvernementaux les plus absolus, même celui de battre monnaie. En 1643, Robert, comte de Warwick, « Lord grand-amiral de la flotte et de toutes les plantations royales » en Amérique, était également gouverneur de la Compagnie des îles Summer. Durant l'automne de la même année, jugeant nécessaire de réprimander les colons pour leur manque de loyauté à l'égard de la Compagnie, il disposa sommairement des revendications justement fondées présentées par ceux-ci. revendications similaires à celles qui furent exprimées dans toute les autres colonies anglaises des Indes occidentales au cours des dix années suivantes. Les colons réclamaient si vigoureusement la liberté du commerce avec les puissances étrangères, et se livraient si fréquemment à ce trafic défendu, que les commerçants aventuriers tiraient des revenus sans cesse plus réduits des marchandises expédiées par eux aux îles. En conséquence ils commencèrent à réduire leurs envois, jusqu'à ce que les plantations se missent à protester contre la rareté des approvisionnements, la cherté des prix et la négligence dont ils étaient l'objet de la part de la Compagnie. Les colons naturellement rejetaient toutes les responsabilités sur la Compagnie, et réclamaient un changement de gouvernement ainsi que la liberté du commerce. A maintes reprises, ils multiplièrent les efforts les plus acharnés pour obtenir que les gouverneurs se rendissent à leurs désirs, mais en vain. Warwick résumait la question dans ces termes :

« Une disette... venue de vous-mêmes, tandis que les « Fac-

teurs » sont si infidèles dans l'accomplissement de leurs remises, les particuliers si en retard dans leurs paiements, les fonctionnaires publics si négligents à l'exécution de la justice, et tous ou la plupart si bien désireux de commercer avec les étrangers plutôt qu'avec la Compagnie, ce qui apparaît clairement lorsqu'ils conservent leur tabac jusqu'à ce que notre navire soit parti... »

En terminant, Warwick permit le libre commerce du bétail, des porcs, des fruits, etc..., mais le tabac ne pouvait être expédié ailleurs qu'en Angleterre.

Au cours des années suivantes, la lutte intestine en Angleterre se reflétait en plus petit dans les îles Sumner, car les habitants se divisèrent en deux factions ardemment opposées, les partisans de l'ancien gouvernement et un groupe d'indépendants présidé par un certain Mr. White.

La lutte entre presbytériens et indépendants devint de plus en plus âpre, sous la conduite de deux ministres presbytériens et de deux ministres indépendants. La colonie était gouvernée très mollement.

On ne trouve trace d'aucune autre indication précise au sujet des événements des Bermudes jusqu'en 1649. Cette colonie était l'une des plus mécontentes parmi les colonies des Indes occidentales qui se révoltèrent après l'exécution de Charles I^{er} et l'avènement du Commonwealth. Le Conseil d'Etat, la Commission de l'Amirauté et la Commission des Plantations décidèrent en toute hâte d'étudier la question. Le 14 novembre, la Compagnie Sumner recevait ordre de suspendre jusqu'à nouvel ordre du gouvernement, les voyages de son navire à destination des Indes occidentales. Cinq jours plus tard, les commissaires des Douanes se voyaient enjoindre par le Conseil d'Etat de préparer un « rôle du Parlement » avec l'engagement, et d'y inscrire les adhésions des gouverneurs et compagnies faisant commerce avec les îles Sumner et de toutes personnes s'y rendant, et des rôles semblables devaient être présentés à toutes les compagnies de commerce et à toutes personnes envoyées par elles outre-mer. La Compagnie des Aventuriers pour le commerce aux Bermudes, chaque membre en personne, fut

invitée à comparaître devant le Conseil le 19 novembre 1649, et à recevoir leurs instructions, en même temps qu'à prouver leurs accusations contre le gouverneur, le secrétaire et les ministres des îles. Vers la fin de ce même mois, la Compagnie de Virginie recevait l'ordre de préparer un plan d'action pour la pacification de cette colonie, dont le Conseil d'Etat avait appris la défection le 13 octobre.

Le 1^{er} janvier 1649/1650, le gouvernement lançait des ordres modifiant le gouvernement de la colonie des Sumner de telle sorte que la puissance de la Compagnie en était amoindrie, tandis que le Conseil d'Etat participait d'une manière plus directe à la direction des affaires. L'administration de la colonie restait entre les mains du gouverneur Foster et du Conseil que la Compagnie avait déjà institué. Le gouverneur, d'accord avec le Conseil d'Etat de Londres, nommerait à tous les emplois militaires. Les fonctionnaires de la colonie reçurent l'ordre de prêter serment immédiatement après l'accomplissement de ces changements. Le Conseil d'Etat décréta l'arrestation du capitaine Turner (un des anciens gouverneurs) et de Mr. Viner, et leur déportation en Angleterre afin d'y être jugés pour leurs crimes et malversations durant l'exercice de leurs fonctions.

Le même jour, le Conseil d'Etat approuvait un rapport de la sous-Commission des Bermudes (1), aux termes duquel il était décidé de laisser le pouvoir entre les mains du gouverneur et du Conseil de la Compagnie, qui avaient été régulièrement nommés. La Compagnie reçut l'ordre d'autoriser le gouverneur et le Conseil des Bermudes à destituer le secrétaire Vaughan s'il y avait lieu. Tous les fonctionnaires de la colonie devaient immédiatement prêter serment.

Ces ordres et nominations parvinrent à la colonie le 22 mai 1650. Le lendemain, lecture était donnée dans toutes les églises de la nomination de Foster, et il prêta serment. Le Conseil ordonna que tous les fonctionnaires désignés par le Conseil d'Etat à la date du 1^{er} Janvier 1649/50 prendraient immédia-

(1) La Commission, composée des comte de Pembroke, colonel Purefoy, Sir William Constable, comte de Denbigh, colonel Wauton, Mr Holland, fut nommée le 20 décembre et devait se réunir le même jour, en présence des membres de la Compagnie.

tement possession de leurs postes, mais se heurta à de nombreux obstacles, car nombre d'entre eux se refusèrent à servir dans les emplois auxquels ils avaient été nommés (2). La Compagnie tint une Assemblée générale sous la présidence de Sir John Danvers en qualité de gouverneur, le 14 janvier 1650/1, au cours de laquelle il fut décidé que les décrets parlementaires de 1648/9 seraient appliqués dans la colonie, et que les habitants seraient contraints à se soumettre au nouveau gouvernement d'Angleterre (3).

En apprenant que le gouvernement projetait d'envoyer une expédition contre les colonies révoltées, le « gouverneur et la Compagnie » des îles Sumner adressèrent au Conseil d'Etat une pétition en date du 19 juillet 1651, déclarant que le Parlement devrait s'abstenir d'intervenir dans la colonie, sous peine de violation des privilèges dont la Compagnie jouissait en vertu de sa charte. Cette charte ne pouvait être annulée sous prétexte de rébellion aux îles Sumner, étant donné que la Compagnie avait signifié sa désapprobation des actes de la population. De plus, on avait appris que la population des îles était prête à faire sa soumission, et que le gouverneur travaillait au mieux des intérêts du Commonwealth. Si le Parlement faisait usage de la force pour amener la colonie à résipiscence, la Compagnie jugeait prudent d'avertir le gouvernement anglais que cette mesure risquait de provoquer une résistance acharnée, et même l'amener à rechercher la protection d'une puissance étrangère. La Compagnie s'efforçait de montrer le danger de cette dernière possibilité, en déclarant que certains des colons

(2) Le Conseil de la colonie était composé ainsi qu'il suit : capitaine Richard Jennings, Mr. John Turner, Mr. Nath. Stowe, Mr. Charles Morgan, William Berkeley, John Devit, Thomas Penniston, Mr. John Tremmingham et John Milner. Voir *Woodnoth*, 16 : Mr. Painter n'était pas alors dans la colonie, de telle sorte que Mr. Morgan fut retenu. Mr. Waingwright refusa, Mr. Norwood refusa de prêter serment, ...ainsi refusa, « nous dûmes mettre Turner ».

(3) Quelques navires arrivèrent des Bermudes en Angleterre vers le 17 mars 1649/50 apportant la nouvelle que la colonie était fort agitée. Le Conseil d'Etat demanda immédiatement que la Compagnie remit immédiatement tout le courrier provenant de la colonie aux fins d'inspection, car le Parlement avait officiellement déclaré cette dernière en état de rébellion. Il semble que rien de plus n'ait été fait à l'égard de cette colonie jusqu'au 21 mai, où le Conseil ordonna que le gouverneur et la Compagnie des Aventuriers pour le commerce aux îles Sumner suspendissent leurs élections annuelles, pour une période de dix jours.

avaient déjà tenté de mettre à exécution un projet de ce genre. La Compagnie affirmait sa détermination d'amener les îles à se soumettre dûment au Commonwealth. En cas d'échec, elle promettait de faire appel au concours de l'État. La pétition se terminait par la requête que le Parlement confirmât la Compagnie dans les droits et privilèges à elle octroyés par la charte issue durant le règne de Jacques I^{er}.

Un peu plus tard dans la même année, une lettre était reçue de Josias Foster, en date du 7 septembre, dans laquelle le député-gouverneur exposait la situation des îles. D'après son récit, les Bermudiens avaient pris les armes en septembre 1649, déposé le gouverneur et élu à sa place Mr. John Trimmingham. Le ministre congréganiste avait été exilé avec certains de ses partisans et s'était réfugié dans une petite île sur la plantation d'un certain capitaine Sayle. Les réfugiés manquaient de vivres, et les habitants de New-England s'efforçaient de les soulager, en souscrivant une somme de 600 à 700 livres pour leur porter secours, sans préjudice des envois de vivres effectués.

Sous l'administration de Foster, la population s'était calmée. La Compagnie avait donné à un capitaine Jennings le commandement du fort dit « King's Castle », ou le Chateau-du-Roi, mais les habitants l'empêchèrent de prendre possession de son poste, invoquant le fait qu'ils avaient appris son accord avec l'Angleterre pour que les navires de guerre de cette puissance pussent entrer dans le port. Craignant que l'île fût livrée aux forces parlementaires, le député-gouverneur et le Conseil suspendirent le capitaine Jennings de ses fonctions. Quelques-uns des colons des Bermudes qui avaient été à la Barbade en rapportèrent la nouvelle qu'un certain nombre d'habitants de cette dernière colonie étaient en route pour l'Angleterre, avec l'intention avouée d'amener le gouvernement à envoyer un corps expéditionnaire contre les révoltés, et à octroyer des compensations à ceux qui avaient été dépouillés de leurs biens. Les Bermudiens se persuadèrent que ce corps expéditionnaire attaquerait leur colonie avant de se rendre à la Barbade.

Trois mois après, Foster annonçait que la pacification de la

colonie progressait considérablement, mais ajoutait que des plaintes étaient continuellement formulées sur deux points : d'abord, que la colonie avait grand besoin d'un ministre « orthodoxe », et ensuite que le petit nombre des navires envoyés par la colonie les gênait considérablement ; enfin, que les agents de la colonie dissimulaient leurs marchandises, afin de faire monter les prix. Foster priait la Compagnie de vendre ses marchandises à des prix plus raisonnables, sinon il se verrait dans l'impossibilité d'appliquer aucune des lois et instructions en vertu desquelles le gouvernement anglais et la Compagnie cherchaient à réglementer le commerce colonial.

Foster accusait réception des ordres du Conseil d'Etat pour l'arrestation du capitaine Turner et de Mr. Vyner et leur jugement, puis leur déportation subséquente en Angleterre avec tous documents afférents à leur cas. Dans sa réponse, il protestait de son ignorance d'aucun crime qu'ils auraient commis. Il refusait de renvoyer le capitaine Turner en Angleterre, sous prétexte qu'une telle mesure de sa part, sans l'ombre d'une accusation ou d'une preuve, serait « impertinente et mal venue ». En conséquence, il se bornerait à l'emprisonner, et à mettre ses biens sous séquestre, puis attendrait l'arrivée de nouvelles instructions du gouvernement.

Quelques-uns des exilés qui vivaient à Sagatea demandèrent la permission de revenir aux Bermudes, chose qui fut accordée par le gouverneur ainsi que le Conseil de la colonie, à la condition qu'ils s'engageassent à obéir au gouvernement établi. Quelques irréconciliables, cependant, se préparèrent à résister par la force. Foster fut toutefois assez énergique pour étouffer la rébellion naissante.

Le gouverneur des Bermudes démentait les rapports envoyés à la Compagnie, vraisemblablement par les exilés, quant à l'expulsion de la minorité. Il affirmait qu'aucun membre du Conseil n'avait participé à cette affaire, que les réfugiés étaient partis de leur propre chef, car ils auraient pu demeurer s'ils avaient voulu se soumettre au gouvernement (royaliste). Il accusait réception des ordres aux termes desquels il devait envoyer en Angleterre tous les documents afférents aux appels,

et le gouverneur annonçait la saisie des biens du capitaine Turner, parmi lesquels il avait été impossible de rien trouver qui fût d'origine espagnole. La Compagnie s'était plainte de ce que la colonie retint trop longtemps ses navires, à quoi le Conseil colonial répliquait que la faute en était à la Compagnie, qui envoyait toujours ses navires à une époque trop tardive de l'année.

Au point de vue économique, la colonie était en mauvaise posture, car les approvisionnements de la Compagnie étaient accumulés par les agents pour en tirer des prix exorbitants. Il s'ensuivait qu'un commerce illicite s'était établi et que des étrangers et personnages interlopes recevaient des paiements sous la forme du tabac qui, d'après les ordres de la Compagnie, eût dû être envoyé en Angleterre. Le gouvernement des Bermudes conseillait à la Compagnie d'établir des entrepôts dans la colonie et d'envoyer des approvisionnements suffisants. Dans ce cas, tout le tabac cultivé sur le territoire serait envoyé en Angleterre puisqu'il ne serait plus nécessaire de l'échanger contre des vivres achetés aux commerçants de l'étranger. Foster demandait à la Compagnie d'abolir les droits sur le tabac, qui ne servaient qu'à ruiner la population.

La rumeur circulait dans la colonie que certains membres de la Compagnie frêtaient un navire afin de contraindre les îles à se soumettre au Commonwealth, et que le capitaine Jennings était l'un des participants de ce projet. Le Conseil n'y ajouta pas foi, mais Jennings s'enfuit. Foster répondit sur un ton de mauvaise humeur aux conseils du Conseil d'Etat ayant trait à l'arrestation de Vaughan, car disait-il, le secrétaire s'était fidèlement et habilement acquitté de ses fonctions. L'acte d'indemnité de la Compagnie fut proclamé dans la colonie et eut un effet nettement pacificateur. Le gouverneur demandait que la Compagnie se refusât à prendre connaissance des appels qui ne seraient par certifiés par le secrétaire du Conseil de la colonie.

Cette longue lettre du 7 septembre 1650 se termine sur cette requête :

« Certains habitants de cette colonie nous ont demandé de

leur permettre de présenter à vos Honneurs une manière de déclaration : chose qui autrefois était ici, d'usage courant et permise par vous-mêmes, que si le peuple se trouve lésé, il puisse vous présenter ses griefs sous forme de pétition adressée à Vos Honneurs. »

La pétition jointe au rapport de Foster montre clairement la force de l'esprit royaliste qui régnait dans la colonie. Elle déclarait que le *seul* pouvoir légal exercé sur les îles était l'honorable Compagnie pour les plantations des îles Summer : qu'ils n'entendaient recevoir ni obéir aux ordres d'aucune autre source ; et qu'ils refuseraient d'obéir à tous ordres que la Compagnie serait contrainte de donner sous la pression d'une domination extérieure. En conséquence, demandaient-ils, la Compagnie ne devait nommer aux emplois que ceux qui étaient prêts à souscrire à la déclaration ci-dessus exposée. Que quiconque apporterait d'Angleterre à la colonie des ordres n'émanant pas de la Compagnie fût considéré comme un fauteur de troubles et que ces ordres soient abrogés. Enfin, les habitants désiraient que la Compagnie les pourvût de munitions, afin qu'ils pussent défendre la colonie contre les parlementaires.

Du point de vue de l'histoire des Bermudes, la période qui s'étend depuis la fin de décembre 1650 au 6 mai 1651 semble vide. En regard de cette dernière date on trouve au livre des Minutes du Conseil d'Etat une mention à l'effet que la Compagnie avait reçu l'ordre d'ajourner ses élections à un mois, afin de laisser le temps nécessaire pour une enquête sur la situation de la colonie.

Les résultats de cette enquête durent évidemment inquiéter assez fortement le Conseil, puisque le 19 juin on trouve mention d'un ordre de saisie de tous les documents en possession de la Compagnie. A cette date, seuls les documents ayant un caractère purement commercial avaient été restitués. Le Conseil d'Etat avait perdu toute patience en présence des méthodes suivant lesquelles la Compagnie avait administré ses affaires coloniales.

Le 18 juillet 1651, Sir John Danvers recevait une lettre du gouverneur des Bermudes, relatant que la Compagnie

avait choisi, d'accord avec la Commission des Plantations, un nouveau gouverneur pour la colonie, nommé Georges Withers. Il faisait connaître qu'apparemment la colonie était totalement soumise, mais pensait qu'il y eût lieu de croire cette paix plus apparente que réelle. Ceci en dépit du fait qu'il semblait avoir été accepté par les colons sans opposition avouée. Le gouverneur faisait connaître qu'ils n'étaient pas à blâmer, car l'agitation était tellement générale, et la colonie était si éloignée, et la révolte était en grande partie causée par les fausses nouvelles mises en circulation au sujet de la marche des événements en Angleterre.

Le Conseil d'Etat était si fort mécontent de la situation, et surtout à l'égard de la Compagnie qui, dans la pensée du Conseil, était de connivence avec les rebelles, qu'il établit un nouveau plan de gouvernement, et le soumit à Sir John Danvers, lequel devait avoir le privilège de se présenter devant le Conseil d'Etat, le 29 Septembre 1651, pour y faire valoir les raisons qu'il pourrait avoir de ne pas approuver le projet du gouvernement. Le lendemain, le Conseil d'Etat prenait en mains le gouvernement de la colonie, sans rien changer à la forme apparente des ordres. Le gouverneur de la Compagnie reçut une liste des personnes que le Conseil d'Etat invitait la Compagnie à nommer aux différents postes et emplois de la colonie. De plus, tous les fonctionnaires furent obligés de prêter serment d'obéissance et de fidélité au gouvernement établi en Angleterre.

Dans leurs lettres au gouverneur et à la Compagnie en Angleterre, les fonctionnaires de la colonie se plaignaient qu'en dépit du fait qu'ils avaient tenu la Compagnie parfaitement au courant de la situation des plantations, ils n'eussent reçu en retour d'instructions d'aucune sorte. Par suite de l'acte du Parlement interdisant le commerce avec les colonies révoltées, les Bermudes se trouvèrent dans une situation extrêmement précaire vers la fin d'octobre 1651, et seule l'arrivée opportune d'un vaisseau hollandais portant une énorme cargaison de vivres vint secourir la colonie. Les colons de chaque « tribu » vinrent solliciter la permission de négocier avec ce navire, et l'autorisation fut

accordée, car nul ne pouvait savoir quand et si d'autres navires arriveraient, et « un grand vent » avait détruit leur récolte de tabac, le 16 août 1651. La Compagnie recevait l'assurance que la colonie était tranquille, et souhaitait être délivrée du stigmate que lui avait infligé le Parlement en la décrétant de trahison.

On ne sait rien sur les événements qui s'y déroulèrent pendant les quatre mois suivants. Vers le milieu de janvier 1651/2, Ayscue, après avoir soumis la Barbade, y rétablit l'ordre pendant une courte période, puis mit la voile afin de soumettre Antigua et les Bermudes, besogne qui semble lui avoir été extrêmement facile. On ne trouve dans aucun de ceux de ses rapports encore existants le récit de cette partie de son expédition. Le gouverneur délégué, capitaine Forster, dans une lettre du 24 avril/4 mai 1652, faisait connaître à la Compagnie que la plus grande partie de la récolte de tabac avait été envoyée en Hollande à bord d'un navire hollandais, en violation de tous les ordres donnés par la Compagnie. Au cours d'une Assemblée générale de cette dernière, une Commission fut nommée et chargée de présenter à ce sujet un rapport au Conseil d'Etat et au Parlement, et de déterminer l'étendue des « réparations » qui pourraient être exigées en compensation du préjudice causé. La Compagnie se plaignait, à la date du 29 avril 1652, que par suite des ordres du Conseil elle avait été empêchée, pendant toute l'année 1651, d'envoyer son navire à destination de la colonie, et que la permission ne lui eût été accordée que fort tard dans la saison. Requête était faite au Conseil d'Etat d'accorder les autorisations de départs en temps utiles, afin d'écarter la concurrence hollandaise. Etant donné que l'envoi du tabac en Hollande causait au Commonwealth une perte d'environ 1500 livres sterling en droits de douane, la Compagnie demandait que le gouvernement lui permît d'exiger que ceux qui s'étaient livrés à l'exportation du tabac fussent contraints à payer les frais de douane et d'accise. Le 30 avril, les documents de la Compagnie des îles Sumner étaient soumis à l'examen de la Commission des Affaires étrangères. Le 17 mai 1653, le Conseil d'Etat ordonnait au gouverneur et à la Compagnie de

commerce avec les Bermudes d'ajourner ses élections à une quinzaine.

On constate une nouvelle lacune de cinq mois dans les archives de cette dernière colonie. Puis enfin, une simple mention aux livres des Minutes du Conseil, de l'octroi d'une licence permettant à la Compagnie des îles Sumner d'envoyer un navire à leurs plantations d'Amérique, à condition pour ledit navire de se joindre aux navires en partance pour la Barbade.

Le 21 mai 1653, le Conseil d'Etat nommait une sous-Commission chargée d'examiner la situation aux Bermudes et de soumettre un projet d'organisation administrative sur une base solide et pacifique. Le résultat de l'enquête fut que le gouvernement décida de dissoudre la Compagnie et d'en former une autre, qui gouvernerait avec les mêmes pouvoirs et les mêmes privilèges que l'ancienne. Cette décision provenait vraisemblablement de ce que la Compagnie n'avait tenu aucun compte d'un ordre du Conseil d'Etat, motivé par les faits suivants : plusieurs fidèles du Commonwealth habitant la colonie avaient été brimés et maltraités en raison de leurs opinions religieuses. Ils avaient demandé aide et protection à la Compagnie, mais on n'y avait pas pris garde. Le Conseil d'Etat ordonna donc à la Compagnie de faire revenir quelques-uns des plus coupables et d'ouvrir une enquête, mais la Compagnie se borna simplement à classer l'ordre et n'en tint aucun compte.

Le 28 juin, la Compagnie nouvelle était investie de l'autorité, avec le pouvoir de nommer aux emplois publics. Tout particulier faisant commerce avec les îles ou habitants de la colonie devait se soumettre aux instructions de cette Compagnie, qui était munie des pleins pouvoirs gouvernementaux. Le récit du reste des événements aux Bermudes durant l'année 1653 se trouve dans trois références différentes au commerce colonial, références qui n'apportent toutefois aucune précision au point de vue purement historique.

CHAPITRE XXI

Les autres colonies des Indes occidentales de 1658 à 1660

Les Bermudes

Les méthodes suivies par la Compagnie des Bermudes dans ses relations avec les colons établis dans ces îles soulevèrent de la part de ceux-ci une telle tempête de protestations qu'ils rédigèrent, en fin de compte, une pétition contre la Compagnie. Les documents furent soumis le 23 mars 1657/8, à une sous-Commission spéciale du Conseil d'Etat, qui fut chargée d'enquêter sur les accusations proférées et de fournir un rapport sur les résultats de ladite enquête, avec toutes recommandations utiles sur la conduite à suivre par le gouvernement (1).

Les colons déclaraient que la Compagnie avait commis « une violation de leur (sa) charte » en ne fournissant pas à la plantation les approvisionnements nécessaires ». Les habitants étaient presque dénués de vêtements, et la criminelle négligence dont la Compagnie avait fait preuve en ne leur envoyant ni armes, ni munitions, mettait la colonie à la merci des Espagnols. D'après les règlements commerciaux de la Compagnie, les colons étaient obligés de conserver leurs produits d'exportation jusqu'à ce que les navires de la Compagnie vinssent quérir les marchandises pour les emmener en Angleterre ; mais aucun navire n'avait paru dans les ports de l'archipel depuis

(1) *Public Intelligencer*, n° 117, 204, 22-29 mars 1658. La Commission était composée de Lord Dishbrowe, Richard Cromwell, Fines, Mulgrave, Fleetwood, Wolseley, Jones. *State Papers Domestic*, I, 78, 509-10. La pétition est dans les *State Papers Colonial*, I, vol. 13, n° 38.

deux ans, et en conséquence, si les habitants s'étaient strictement conformés à ces règlements, toutes leurs récoltes et leurs marchandises eussent été perdues. La colonie avait en conséquence transgressé ces ordres et avait vendu ses produits autre part. Les colons demandaient le droit de disposer des fruits de leur travail au mieux de leurs intérêts. Depuis douze ans, la colonie payait des droits sur son tabac. Comment ces fonds avaient-ils été employés ? Les habitants n'en avaient bénéficié d'aucune manière. D'autres acheteurs étaient disposés à payer pour ce tabac un prix double de celui offert par la Compagnie. Pourquoi ne pouvait-on en disposer en faveur de tiers ?

Le mauvais état des armements de la colonie était fortement démontré par des chiffres donnant la population mâle en état de porter les armes, et en regard, les munitions et le matériel disponible dans chaque région. Dans la « tribu » Southampton, il y avait cinquante-huit hommes capables de porter les armes, dont huit seulement étaient convenablement équipés. vingt-trois étaient totalement désarmés et le reste partiellement. Leurs munitions comprenaient dix livres de poudre, cinquante balles et cinq toises de mèche. Les autres « tribus » étaient dans une situation d'infériorité identique. Les quatre forts de l'archipel étaient généralement dépourvus d'approvisionnements.

La pétition, signée par dix-huit habitants des îles, se terminait sur leur demande d'être gouvernés selon les lois de l'Angleterre. L'enquête de la sous-Commission prouva la véracité des assertions émises par les colons, et cependant il semble que le gouvernement n'ait pris aucune mesure concrète pour remédier à la situation. Une nouvelle pétition des colons fut en conséquence reçue le 7 septembre 1658, et fut référée par le Conseil d'Etat à la Commission d'Amérique (2). En sus des doléances passées, la pétition alléguait qu'en dépit des vigoureuses protestations des agents de la colonie en Angleterre, la Compagnie avait élu comme député-gouverneur chargé d'administrer la colonie le capitaine William Sayle. Il y était dit que Sayle s'était montré résolument pro-royaliste lors de la rébellion de 1652 où

(2) *State Papers Colonial*, 1, vol. 13, n° 50.

il avait joué un rôle actif dans le bannissement des loyalistes à Eleuthère, et l'emprisonnement de beaucoup d'autres colons. En quittant les Bermudes, il avait remis ses domaines aux mains du chef des rebelles, le gouverneur Tremmingham.

Toutes ces accusations furent vérifiées et reconnues fondées. La Commission découvrit que d'autres fonctionnaires de la colonie étaient également coupables d'infidélité. Il fut prouvé que la Compagnie avait nommé des fonctionnaires infidèles et évincé ceux qui avaient fait preuve de concours actif envers la cause du Commonwealth et du Protectorat. Le résultat des recherches de la Commission fut condensé dans un rapport en date du 16 septembre, où il était recommandé que le mandat délivré à Sayle fût annulé, et des personnes plus dignes envoyées au gouvernement de la colonie, car les îles passaient pour être « de grande importance pour l'Angleterre (3) ». Le Conseil d'Etat n'étant pas entièrement satisfait de ce rapport le renvoya à Disbrowe et Jones. Après avoir examiné les faits de la cause, ils déclarèrent qu'ils ne voyaient pas matière à annuler le mandat de Sayle et à empêcher celui-ci de se rendre aux Bermudes, mais conseillèrent de l'avertir d'avoir à se conduire loyalement (4). C'est là tout ce qui touche à l'histoire de la colonie des Bermudes durant la période de l'inter règne.

Nevis, 1658

Pendant les années 1657 et 1658, les habitants de Nevis étaient en lutte ouverte avec leur gouverneur, Luke Stokes. Au nom des propriétaires fonciers de la division sud-ouest, le capitaine English Smith (un ancien planteur et conseiller de la colonie) présenta une pétition au gouverneur, lui demandant que la Commission en vertu de laquelle agissait le gouvernement de l'île fût sérieusement étudiée. Le gouverneur refusa

(3) *State Papers Colonial*, 1, vol. 13, n° 50-11. La Commission était composée de Tobias Bridge, John Mill, Martin Noell, Richard Sydenham. Avec son rapport, la Commission donnait également une liste des témoins et documents concernant la colonie. Les témoins étaient au nombre de quarante-deux.

(4) *Idem*, n° 50-111, 24 septembre 1658.

d'envisager une révision des pouvoirs, et d'une manière hautaine rejeta la pétition, excluant du sein de l'Assemblée les membres qui avaient signé le document. Quand les colons virent que le gouverneur méprisait ainsi leur précieux « droit de pétition », ils rédigèrent un document similaire à l'adresse de Cromwell, dans lequel ils présentaient les faits de la cause et se plaignaient d'abus de pouvoir (5).

Le gouverneur vit cette pétition, fut pris de rage et ordonna l'arrestation et l'emprisonnement de tous les signataires. De nombreux domaines furent confisqués et les pétitionnaires condamnés à payer une amende. Le colonel Stokes mourut peu après. Lorsque la question fut portée à l'attention du gouvernement de la métropole, le Conseil d'Etat ordonna de nommer un nouveau gouverneur de Nevis, et que ceux qui avaient été punis « pour avoir exposé leurs justes doléances » rentre- raient en possession de leurs biens.

La documentation sur cette période de l'histoire de Nevis est plutôt sommaire, mais il semble que le capitaine English Smith ait été choisi pour remplacer le gouverneur. Toutefois, la controverse avec les colons s'éternisa, et finalement une nouvelle pétition relative au gouvernement de la colonie fut présentée à Cromwell et au Conseil d'Etat le 17 juin 1658, au nom du Conseil et de l'Assemblée de Nevis, et de plusieurs négociants de Londres engagés dans le commerce avec la colonie. Deux mois plus tard, la sous-Commission chargée d'enquêter sur l'affaire présentait un rapport complet au Conseil d'Etat (6). Il fut ordonné que « le mandat conféré par Son Altesse au capitaine English Smith en qualité de gouverneur demeurerait en pleine vigueur », comme aussi les instructions relatives à la restitution des biens de ceux qui avaient été injustement brimés par Stokes.

L'histoire de la colonie semble pour ainsi dire vide jusqu'en février 1659. L'agent de Nevis à Londres, un certain capitaine

(5) *State Papers Domestic Interregnum*, 1, vol. 78, 48-50, 4 août 1657.

(6) *Ibid.*, vol 78, 702, 17 juin 1658. La commission était composée des Lords Fleetwood, Disbrowe, Sydenham, Wolseley, Strickland, du vicomte Lisle et de « M. Comp-troller », ou de deux quelconques d'entre eux.

Roger Morton, tenta de laver le nom de l'ancien gouverneur de toutes charges d'abus de pouvoir (7). Il présenta au gouvernement un certificat émanant d'un capitaine Edward Blagge, commandant du navire de guerre *Dunbar*, où il était déclaré que le capitaine avait toujours trouvé en Stokes un fonctionnaire digne d'éloges. Evidemment, English Smith ne remplit jamais les fonctions qui lui furent confiées, ou du moins pour une fort brève période, car Blagge parle du gouverneur alors en exercice comme étant un major James Smith « un homme très compétent ». Rien de plus ayant trait à la colonie pendant une période de sept mois, durant laquelle le gouvernement anglais traversa une série de changements importants qui amenèrent au pouvoir des personnages qui n'avaient ni le temps, ni le désir de s'occuper d'administration coloniale.

Le Comité de Salut Public ordonna le 24 septembre qu'une « commission » fût rédigée, nommant le capitaine Phillip Ward au gouvernement de la colonie, « avec les mêmes pouvoirs et privilèges qui avaient été l'apanage des gouverneurs précédents (9). » Ce mandat faisait de Ward le gouverneur et le chef des forces de la colonie. Il était revêtu du pouvoir « de par et avec le consentement du Conseil et de l'Assemblée », de taxer les habitants. L'Assemblée se réunirait aussi souvent que le gouverneur jugerait nécessaire et opportun. Tous ceux qui tenteraient de fomenter la rébellion contre le gouvernement anglais seraient traités avec une sévérité particulière. Le gouverneur avait également le pouvoir de prendre toutes dispositions de nature à affermir et à mieux établir le gouvernement et à encourager le commerce « ainsi qu'il apparaîtra le plus sage et le plus profitable ». Tous les fonctionnaires civils et militaires seraient nommés par lui. Ward reçut également tous les pouvoirs nécessaires « à l'accomplissement de ses droits et devoirs ainsi qu'ils étaient définis dans la première partie de ses lettres-

(7) *Idem*, 817, 31 août 1658. Le rapport était présenté par Sydenham. Voir aussi *Public Intelligencer*, n° 143, 829, 13-20 septembre 1658.

(8) *State Papers Colonial*, I, vol. 13, n° 67, 10 février.

(9) *State Papers Domestic Interregnum*, I, 79, 617, 24 septembre 1659 et *State Papers Colonial*, I, vol. 13, n° 75, 17 novembre 1659. Le texte du mandat se trouve dans *Egerton Mss.* 2395, f. 188. British Museum. Mandat issu par le Conseil d'Etat au nom du Parlement.

patentes » mais, vraisemblablement après plus ample réflexion, cette phrase significative y était ajoutée : « de par et sur l'avis du Conseil de l'île et de l'Assemblée générale de ladite ».

Saint-Christophe

La population de cette île eut également sa part de controverses et de difficultés avec son gouverneur durant la période qui suivit la mort d'Olivier Cromwell, où le gouvernement anglais n'avait aucune politique coloniale définie. Le 25 janvier 1658/9 (10) une pétition était présentée au Conseil d'Etat, formulant certaines accusations contre le gouverneur, le colonel Clement Everrard. Commerçants et planteurs se plaignaient de ce que ce dernier avait causé à la colonie un préjudice énorme en permettant aux Hollandais de s'y livrer au commerce, à l'exclusion des commerçants anglais. De la sorte, les commerçants avaient éprouvé de grosses pertes d'argent. Le gouverneur avait contraint les planteurs à lui céder leurs plantations au prix qu'il lui convint de fixer. Les fonctionnaires consciencieux et travailleurs avaient été destitués et remplacés par d'indignes débauchés. Le caractère violent et irascible d'Everrard l'avait mis en lutte ouverte avec les autres membres du gouvernement. Les habitants s'étaient vus forcés de payer certaines taxes qui n'étaient pas exigibles d'après les lois.

Les gouverneurs de Nevis, d'Antigua, de Montserrat et de Saint-Christophe s'étaient coalisés dans le but d'envoyer une expédition de « châtiment » contre les Indiens Caraïbes qui se montraient perpétuellement turbulents. Chacune des colonies avait accepté de supporter sa part proportionnelle des frais de l'expédition et de fournir son contingent de troupes. Nevis devait envoyer entre soixante-douze et cent hommes, avec des vivres pour trois mois. La colonie devait les armer et payer leur transport. Everrard ne tint pas sa part de cet engagement, et l'expédition échoua lamentablement.

(10) *State Papers Colonial*, 1, vol. 13, n° 63, 25 janvier 1658/9.

Certains habitants, écœurés de la situation et hostiles au gouverneur, demandèrent qu'il leur fût permis de regagner l'Angleterre, mais Eversard leur refusa toute permission de quitter la colonie. Sachant bien que son administration tyrannique lui susciterait de nombreux ennemis à Londres, il entretenait dans cette ville un avocat à qui il versait annuellement soixante livres sterling d'honoraires, afin que toutes plaintes à son endroit fussent immédiatement étouffées. Toutes ces accusations furent corroborées par les preuves qu'apportait Gregory Butler. Selon ce dernier, le gouverneur avait aidé activement le prince Rupert lorsque la flotte de celui-ci croisait dans les Indes occidentales. Lorsqu'en 1657 Butler entra dans le port de Saint-Christophe pour y prendre à son bord ceux des colons qui consentaient à émigrer à la Jamaïque, Eversard exigea que le capitaine s'engageât formellement à ne permettre à quiconque de sortir de l'île. Il y ajouta cette menace que si l'officier de marine s'y refusait, il ordonnerait aux forts de la défense du port de tirer sur son navire. C'est de la sorte qu'Eversard aidait les officiers de l'escadre de Goodson à exécuter les ordres reçus d'Angleterre. Malgré l'opposition d'Eversard, Butler fit savoir qu'il avait réussi à enrôler soixante ou soixante-dix colons pour la Jamaïque. Cromwell apprit également qu'Eversard lui était redevable de 600.000 livres de tabac qu'il avait amassées comme produit de la douane et d'amendes infligées. Le Protecteur fit connaître, à la suite du rapport du Conseil d'Etat, son intention de nommer au gouvernement de Saint-Christophe, en remplacement d'Eversard qui serait destitué, un certain George March, mais il n'existe aucune preuve de l'exécution de ce projet par la Commission qui fut, après la mort du Protecteur, chargée d'enquêter sur la situation.

Montserrat

Durant l'année 1659, les Iles Sous-le-Vent entamèrent des négociations extrêmement significatives avec les colonies françaises des Indes occidentales, et qui aboutirent à la

conclusion d'un traité d'alliance défensive et offensive (11). Les colonies signataires étaient la Guadeloupe et les îles anglaises de Nevis et de Montserrat. Les colons s'étaient vraisemblablement rendu compte de ce que leurs métropoles respectives ne pourraient guère leur être d'un secours utile contre les dangers de raids toujours à craindre de la part des sauvages Indiens Caraïbes des îles Saint-Vincent et Dominique. C'étaient les seuls indigènes que les colons eussent raison de redouter : les plus sauvages et les plus belliqueux de tous les aborigènes des Indes occidentales. Pendant nombre d'années, ils avaient commis toute une série d'outrages et de massacres contre les colonies anglaises et françaises. Jusqu'en 1659, leur manière d'agir avait été si rusée et si habile qu'ils avaient toujours maintenu des relations amicales avec l'une ou l'autre de ces nations, tout en attaquant les établissements de l'autre, et ainsi évité toute possibilité d'action concertée de la part des deux puissances européennes.

Le préambule du traité de 1659 stipule que les colonies anglaises et françaises « s'unissent en une ligue solide, absolue et durable entre elles... contre les Indiens... » Aux termes du traité, les îles Saint-Vincent et Dominique devaient à tout jamais demeurer la propriété incontestable des Indiens, afin d'éviter tout malentendu entre les deux parties contractantes au sujet de leurs droits respectifs, au cas où les îles viendraient à être soumises par la ligue. Celle-ci serait subventionnée au moyen de versements égaux par les différents participants entre les mains des représentants de leur propre colonie. Les débours seraient effectués sur l'autorisation conjointe du gouverneur Osborne, de Montserrat et de Lord Charles Houes, gouverneur français de la Guadeloupe. Tous les frais d'une guerre contre les Indiens seraient supportés également par chacune des parties et chaque nation s'obligeait à fournir un nombre égal d'hommes et d'approvisionnements. L'effectif des troupes nécessaires pour une expédition quelconque serait fixé par un Conseil d'Assemblée formé conjointement par les deux par-

(11) *Egerton Mss.* 2395, f. 186, daté de 1659, British Museum.

ties contractantes. Le gouverneur anglais de Montserrat et le gouverneur français de la Guadeloupe étaient chargés de la direction de la ligue, en temps de guerre comme en temps de paix, et devaient correspondre entre eux. Les bénéfices éventuels des opérations de la ligue devaient être divisés également (12).

Le premier problème que la ligue se proposait de résoudre était le rachat des captifs français et anglais qui se trouvaient encore entre les mains de l'ennemi. Le commerce et la pêche à proximité des îles participantes seraient réglementés d'un commun accord. Il était stipulé que les autres îles pourraient demander à participer à cette ligue dans les six mois qui suivraient la signature du traité par les premiers contractants. Chacun de ceux-ci s'engageait à obtenir l'approbation du traité par son gouvernement respectif. L'une des clauses les plus significatives parlait des relations des colonies entre elles en cas de guerre entre les deux métropoles, c'est-à-dire « que malgré toute déclaration de guerre qui s'y produirait, ladite union demeurerait inviolablement valable pendant six mois ».

Ce traité montre à quel point les colons étaient arrivés à considérer leur droit à une certaine liberté d'action dans leurs négociations avec leurs voisins ressortissants de nations étrangères. C'est une preuve lumineuse d'un esprit d'indépendance qui caractérise à merveille l'histoire coloniale de cette période, surtout aux Indes occidentales.

(12) Les Français devaient payer 40.000 livres de sucre qui seraient déposées entre les mains d'un agent français à Basbarr, tandis que les Anglais déposeraient un montant similaire entre les mains de leur agent de la même ville.

CHAPITRE XXII

Projets de réorganisation de l'administration coloniale

Les déboires répétés que le gouvernement anglais avait éprouvés dans la mise en œuvre de ses projets à l'endroit des colonies des Indes occidentales, depuis le début de la campagne de Venables, avaient suscité, vers le milieu de l'année 1658, un profond sentiment d'écœurement et d'indignation dans la plupart des milieux anglais, et surtout parmi les négociants qu'intéressait particulièrement le commerce d'outre-mer. Il semblait que le gouvernement du Protectorat fût incapable de consolider les colonies ou d'étendre sa domination à des possessions nouvelles, en raison, évidemment, des affaires européennes qui réclamaient tout d'abord son attention immédiate, et aussi par suite du manque de ressources financières. C'est pourquoi, dans le courant de 1658, un certain nombre de projets relatifs à la situation coloniale furent soumis au Conseil, préconisant des moyens plus appropriés à la réalisation éventuelle des visées du Protecteur.

Différents projets furent rédigés relativement à la création d'un Conseil des Antilles. L'un d'eux proposait la création d'un Comité spécial de dix membres. Deux de ceux-ci au moins devaient faire partie du Conseil d'Etat et de la Commission du Commerce. L'auteur insistait particulièrement sur la nécessité de choisir les membres de ce Comité « pour leur valeur individuelle plutôt que pour l'étendue de leurs domaines, ou leur situation commerciale ou financière ». Parmi les membres devait figurer un secrétaire qui consacrerait tout son temps aux affaires coloniales, et que la nature de ses fonctions ferait nécessaire-

ment admettre au Conseil général du Commerce. Le Conseil dont la création était envisagée devait surtout être un organisme de liaison qui assurerait les relations coloniales avec Cromwell et le Conseil d'Etat, leur présenterait les revendications coloniales, et agirait à titre consultatif. Sa tâche la plus importante devait cependant consister à entretenir une correspondance suivie avec les fonctionnaires coloniaux, étudier les voies et moyens de ramener toutes les colonies et plantations à un « mode de gouvernement civil et uniforme mieux défini », et de les rendre plus fécondes en profits pour la métropole. De plus, ce Comité devrait établir et tenir à jour un relevé méticuleux de tout le mouvement commercial des colonies, tenir toutes listes de commerce, de produits, « rendement » des colonies, etc...

Vraisemblablement vers la même époque, un projet plus détaillé et sensiblement différent du précédent avait été également présenté. La « Commission d'Amérique » devait comprendre six membres assistés d'un « outsider principal » et du secrétaire d'Etat au commerce. Cette organisation devait avoir pour objet de fournir toute aide et assistance possible aux colonies déjà existantes, s'assurer que tous les gouverneurs coloniaux fournissent des rapports soigneusement détaillés et circonstanciés, de réviser et d'unifier les nominations aux postes de gouverneurs, d'assurer l'uniformité des méthodes et des formes de gouvernement aux colonies, surtout en ce qui avait trait à l'organisation judiciaire. Quant à l'expansion commerciale et à l'acquisition de possessions nouvelles, la Commission aurait ordre de faire de la Jamaïque la base d'où rayonneraient les futures agressions contre les colonies de l'Espagne et d'assurer par la force le commerce avec les possessions espagnoles. Pour ce qui était de la question financière, la Commission devait lever annuellement dans les colonies de 10.000 à 20.000 livres, qui seraient conservées dans les coffres du trésor en Angleterre et affectées à la construction d'ouvrages de défense, ainsi qu'à la rémunération des membres de la Commission, qui seule devait en avoir le maniement. Dans le but d'affranchir les gouverneurs de leur état de dépendance passée vis-à-vis

des colons, le gouvernement métropolitain devait pourvoir au paiement de leurs traitements. Enfin, l'un des membres de la Commission assurerait la liaison avec le Conseil d'Etat et Cromwell.

Un troisième projet relatif au règlement de la question des Antilles est plus explicite encore. La Commission, qui devait comprendre sept membres, serait composée de personnalités de compétences diverses. L'un des membres serait un négociant ayant habité les îles, un autre un négociant qui n'eût aucune part au commerce des Antilles, de préférence un commerçant retiré. Un marin expérimenté, un citoyen dûment qualifié, un autre qui eût beaucoup voyagé et allié, à la connaissance de plusieurs langues, celle du droit civil, une personnalité parfaitement au courant des lois anglaises, générales aussi bien que municipales, et enfin un membre faisant fonctions de secrétaire auprès de Cromwell pour les affaires des Antilles, complèteraient l'effectif de cette Commission spéciale. Cet organe relèverait uniquement de Cromwell et du Conseil d'Etat et aurait pour attributions d'agir à titre consultatif auprès des fonctionnaires, de ramener à des bases plus uniformes l'administration coloniale, et de se tenir constamment en rapports avec les commissaires qui faisaient actuellement partie de l'expédition, ainsi qu'avec tous les principaux ports métropolitains et extérieurs, et aussi de fournir chaque année à Cromwell un rapport exact sur la situation coloniale. On espérait avec ce projet faire table rase de la négligence dont les colonies, tout comme l'expédition coloniale, avaient été l'objet et qui, jusqu'à présent, avait si fortement gêné l'expansion et la consolidation de l'Empire britannique. On espérait également ainsi écarter des plantations les éléments étrangers et amener obligatoirement l'expédition de tous les produits coloniaux vers les ports anglais. Une fois les matières premières rendues en Angleterre, les fabricants en feraient des articles manufacturés qu'ils espéraient vendre à l'étranger. Ainsi la marine serait agrandie, les classes pauvres auraient du travail et les industries seraient encouragées, tout en assurant au Trésor un revenu considérable.

De toute évidence, le gouvernement ne prit aucune résolution à l'égard de ces projets de réforme de l'administration coloniale. La mort d'Olivier Cromwell, survenue le 3 septembre 1658, fut le point de départ d'une ère de mécontentement général et d'agitation, par suite de la faiblesse du gouvernement de Richard et des efforts que faisaient l'armée et les royalistes pour s'emparer du pouvoir. En conséquence les autorités ne pouvaient poursuivre nulle politique agissante. Cet état de choses est fort bien résumé dans une lettre écrite par Povey au général Doxley, vraisemblablement vers le milieu de l'été de 1659 :

« Il n'y a eu aucune Commission spécialement chargée du soin de vos affaires, notre gouvernement faisant les choses de la façon la plus décousue; de nombreux échecs, jamais on n'a vu moins de prudence, moins de courage et moins de réussite, avec moins de préoccupation ni d'assistance de l'Etat qu'il n'en a été octroyé à cette expédition, pourtant organisée à si grand fracas, qui devait révolutionner le monde entier, et qui engendra une guerre infiniment coûteuse... Le gouvernement est trop instable et trop incertain de sa propre existence pour s'occuper de la Jamaïque... »

Bien que théoriquement le gouvernement eût l'intention de suivre la ligne de conduite coloniale tracée par Cromwell, il fut incapable de faire quoi que ce soit. Par suite, les négociants qu'intéressait le commerce des Antilles résolurent de faire ce que l'armée et la flotte s'étaient vainement efforcées de faire durant quatre années, c'est-à-dire de s'assurer la maîtrise du commerce avec les colonies européennes du Nouveau Monde, et d'accroître et de consolider les possessions britanniques de la région des Antilles. De nombreux projets relatifs à la création d'une *Compagnie des Antilles* furent rédigés et présentés au gouvernement durant l'été de 1659. Nombre d'entre eux sont dignes d'intérêt, non qu'il aient donné lieu à une décision quelconque, mais bien plutôt parce qu'ils exposent clairement les idées d'un vaste corps de négociants influents à l'égard des doctrines coloniales et de l'expansion de la domination britannique par delà les mers, en même temps qu'ils montrent le

degré de puissance dont ces mêmes hommes pensaient pouvoir disposer, en des domaines qui aujourd'hui sont l'apanage exclusif des nations bien organisées.

L'un des premiers projets soumis au gouvernement, qui toutefois ne porte aucune indication de date non plus que les noms des signataires, débutait sur la déclaration que le Commonwealth ayant récemment obtenu un bon point d'appui aux Indes occidentales, il convenait maintenant d'encourager l'émigration vers et le commerce avec les colonies existantes. Il était du devoir de l'Etat d'octroyer le monopole du commerce des îles à une Compagnie quelconque, mais étant donné qu'à l'époque nulle Compagnie n'était assez solide pour assurer l'exécution d'un si vaste projet, il était proposé que l'Etat donnât à la Compagnie quinze navires de guerre, dont la puissance irait de la troisième à la sixième classe, tous dûment équipés et approvisionnés pour le voyage. La Compagnie serait uniquement responsable de la fourniture des vivres et des équipages à ses propres frais. De plus, les gouverneurs coloniaux recevraient du gouvernement l'ordre de lui fournir la plus large assistance. Parlant ensuite des avantages que la mise en œuvre de ce plan procurerait au Commonwealth les pétitionnaires déclaraient qu'une Compagnie était mieux en situation d'assurer la colonisation de la Jamaïque et d'en faire un centre de futures attaques contre la puissance espagnole aux Antilles. A tout le moins, elle pourrait imposer des relations commerciales avec les colonies de l'Espagne. De plus, le monopole commercial des Antilles accroîtrait la puissance maritime, ainsi que les effectifs marins dont l'Angleterre pourrait disposer en cas de guerre, et ferait affluer à la métropole de si considérables ressources en numéraire que l'Espagne serait forcée à solliciter la paix, ou bien que le gouvernement anglais serait mis en mesure de continuer la guerre avec le minimum de charges pour le trésor.

Etudiant les questions de détails, les signataires proposaient que la Compagnie reçût le droit de nommer les gouverneurs coloniaux et de désigner toutes personnes dûment qualifiées à la direction des affaires coloniales, tant dans la

métropole que dans les colonies proprement dites. On accroît l'émigration vers les terres nouvelles en transportant les vagabonds, les mendiants et tous les condamnés politiques. En retour de tous ces avantages offerts à l'Angleterre, la Compagnie revendiquait les privilèges qui suivent : attribution à la Compagnie de 20 0 0 de toutes les prises navales. Attribution à la Compagnie de la même proportion de concessions minières que le roi d'Espagne octroyait à ses sujets. Tous les ouvrages fortifiés, villes et cités demeurant la propriété et restant à la charge du gouvernement anglais. Enfin, il était proposé que dans le cas de conclusion de la paix entre l'Angleterre et l'Espagne, les actionnaires fussent indemnisés par le gouvernement des dépenses que leur auraient causées les expéditions par eux entreprises contre les Espagnols.

Un projet beaucoup plus détaillé fut également soumis au Parlement, dont le Conseil d'Etat reçut un sommaire, et qui était signé par dix-huit négociants influents de Londres. Demandant, dans l'ensemble, l'affermage d'une Compagnie qui recevrait les mêmes secours et privilèges que la Compagnie des Indes orientales ou toute autre société anonyme commerciale, et, de plus, les mêmes immunités dont jouissaient les colonies des Indes occidentales, aussi bien que celles « qui sembleraient de nature à servir au mieux les intérêts du Commonwealth », les signataires proposaient que le gouvernement interdît tout commerce interlope et donnât à la Compagnie un monopole partout où seraient effectuées de nouvelles conquêtes et découverts des centres de colonisation. La Compagnie serait autorisée non seulement à capturer les navires de l'Espagne, mais même ceux qui approvisionnaient les colonies espagnoles. La Compagnie recevrait même le pouvoir, aujourd'hui réservé exclusivement aux gouvernements constitués, « de traiter directement avec les ministres de celles des nations qui portent préjudice à notre commerce ».

Passant à l'aide espérée du gouvernement, la Compagnie exprimait le désir que le gouvernement consentît le prêt de quinze navires de guerre allant de la troisième à la sixième classe en puissance, et dûment équipés et fournis en munitions

et approvisionnements par le gouvernement et à ses frais. La Compagnie offrait de fournir tous les vivres et les équipages nécessaires aux dits navires, qu'elle s'engageait à retourner dans un délai de trois ans, mais ne devait être nullement responsable des pertes ni de l'usure. Les autorités britanniques devaient veiller à ce que les gouverneurs envoyés aux colonies fussent favorablement disposés à l'égard du Commonwealth et munis des instructions nécessaires à l'égard de l'assistance et de la collaboration qu'ils devraient fournir à ladite Compagnie, aux représentants de laquelle ils devraient fournir toutes choses qu'il serait impossible de se procurer en Angleterre.

Les signataires déclaraient que la Compagnie consulterait et donnerait son avis sur les commissions et pouvoirs à donner aux administrateurs coloniaux. Les directeurs de la Compagnie choisiraient personnellement ceux qui auraient charge de conduire les affaires de la Compagnie, tant dans la métropole qu'à l'extérieur. Ils proposaient d'encourager l'émigration aux colonies et de transporter les domestiques, ou bien les mendiants et les criminels « à la Jamaïque » qui est appelée à devenir le principal « rendez-vous » de tous les intérêts britanniques de la région. Il était également projeté d'essayer de provoquer un mouvement d'émigration des autres colonies vers la Jamaïque où d'autres colonies nouvelles. Relativement aux « prises » effectuées par le personnel de la Compagnie, un tiers de tous les biens transportables devait être attribué à ceux qui participeraient à l'entreprise, un tiers à la Compagnie et le reste au gouvernement. Tous les ouvrages fortifiés, villes et cités seraient la propriété du Commonwealth et seraient entretenus aux frais de celui-ci, mais avec la réserve qu'« une proportion de mines équivalente à celle que le roi d'Espagne alloue à ses sujets » serait réservée à la Compagnie.

Au sujet de la direction de toutes expéditions dans lesquelles s'engagerait la Compagnie, il était proposé que l'Etat nommât trois commissaires chargés d'accompagner la flotte et de veiller à ses intérêts, et qui voteraient concurremment avec les représentants autorisés de la Compagnie relativement aux ouvrages

fortifiés et villes qu'il « pourra être nécessaire de détruire ». De plus, ladite Commission aurait pleins pouvoirs de siéger en qualité de Cour navale régulièrement constituée. En terminant, la pétition stipulait que si le Parlement venait à conclure un traité de paix avec l'Espagne dans les douze mois qui suivraient le départ de la flotte à destination des Indes occidentales, la Compagnie devrait être indemnisée de la totalité de ses débours.

La campagne en faveur de la formation d'une Société anonyme qui jouirait du monopole commercial aux Antilles se poursuivit durant tout l'été de 1659, et de nombreux projets similaires furent présentés au gouvernement britannique. Il semblerait que les inspirateurs de ces tentatives faites par les négociants de Londres pour s'assurer la mainmise sur le commerce des Indes occidentales furent Thomas Povey, Martin Noell et William Watts, qui tous avaient, pendant plusieurs années, joué un rôle important auprès du gouvernement, qu'ils avaient aidé de leurs conseils dans sa politique coloniale. A la fin, le gouvernement anglais prêta l'oreille à ces demandes de création d'une Société anonyme, et nomma un Comité composé de douze personnalités compétentes, chargées de soumettre au gouvernement un rapport sur la Compagnie des Indes occidentales ainsi projetée.

Le « projet de loi pour l'incorporation d'une Compagnie commerciale d'Amérique » fut évidemment rédigé dans le courant de septembre 1659. Le préambule déclarait que cette loi était le résultat d'une pétition présentée par Edward Broghill et William Watts. Cependant, dans la copie du projet qui se trouve dans les *Manuscripts Egerton* 2395, les noms sont effacés et remplacés par l'expression « marchands de Londres ». Comme il était exposé que la création d'une Société anonyme en participation de ceux qui faisaient commerce avec l'Amérique était nécessaire — « Qu'il soit déclaré que le susdit William Watts et tels autres qui seront admis à l'avenir, « les commerçants d'Angleterre faisant commerce avec l'Amérique », jouiront de droits perpétuels, etc..., et auront le droit de posséder des terres, routes, navires, biens et propriétés... Ils auront

le droit de faire commerce avec l'Amérique, la Nouvelle-Guinée, la Terre Inconnue, les Philippines, l'île de Salomon, et l'archipel de Saint-Lazare, ainsi qu'avec toutes les îles avoisinant l'Amérique (1) ». Le projet prévoyait que tous navires que la Compagnie désirerait envoyer pourraient aborder en n'importe quel point desdits territoires. La Compagnie était autorisée à conquérir et à soumettre toutes positions appartenant aux ennemis de l'Angleterre et par eux occupées, ainsi que toutes positions qui feraient obstacle à ses débarquements ». Toutes positions ainsi conquises le seraient au nom de l'Angleterre, mais les terres seraient considérées comme la propriété de la Compagnie. Vingt pour cent des mines d'or et d'argent seraient réservés au gouvernement anglais. Les frais d'occupation et d'entretien de tous territoires conquis par la Compagnie seraient supportés par la susdite. De plus, la Compagnie aurait le privilège de choisir les gouverneurs et commandants militaires et de rédiger les lois devant régir les nouveaux territoires. Afin de donner à la Compagnie un monopole plus absolu du commerce des nouvelles terres, il devait être stipulé que tous commerçants interlopes seraient exclus, sous peine de forfait de leurs navires et cargaisons au profit de la Compagnie. Seuls ceux que le mauvais temps forcerait à chercher refuge sur les territoires de la Compagnie échapperaient à cette pénalité. Il devait de plus être stipulé que pendant une durée de cinq années, tout l'or et l'argent et les monnaies d'or et d'argent gagnés par la Compagnie soit par voie de conquête, soit par la voie du commerce seraient envoyés en Angleterre exclusivement.

Le gouverneur et les « assistants » de la Compagnie devaient avoir une Cour d'administration dûment établie, laquelle devait comprendre vingt-quatre membres de la Compagnie ou même davantage, qui pourraient se réunir en toute partie du Commonwealth. Cette Cour devait élaborer les statuts de la Compagnie, définir toutes règles et réglementations, et pourrait également édicter toutes sanctions jugées désirables en cas d'infractions

(1) *State Papers Domestic*, — I, vol. 79, 455; August, 25, 1659, le Comité : Sir James Harrington, Sir Henry Vane, Col. Sydenham, Major Salwey, Colonels Barry, Downes, Morely et Thomson, Mr Scott et Mr Challoner, nommés le même jour. Le lendemain, Lord Bradley et Lord Whitelocke étaient adjoints au dit Comité.

aux susdites, sous la seule réserve que ces règles et sanctions ne fussent pas contraires aux lois anglaises ou à tout traité existant entre l'Angleterre et une quelconque nation étrangère. La Compagnie devait avoir un gouverneur aidé de huit assistants ». Le gouverneur choisirait parmi les assistants le délégué chargé de le représenter en son absence. Le gouverneur et ses assistants devaient être élus chaque année par la Cour de la Compagnie au grand complet. Aussitôt que possible après l'élection, le gouverneur et ses assistants devaient se réunir, le quorum de cinq devant être atteint, et comprendre nécessairement soit le gouverneur, soit un délégué. Cette délégation devait avoir la direction pleine et entière des affaires de la Compagnie lorsque la Cour ne serait pas en session. Tous contrats et engagements contractés par ce Comité engageraient la Compagnie. Suivaient d'autres clauses détaillées ayant trait à la procédure suivant laquelle les fonctionnaires de la Compagnie devraient prêter serment, et à la procédure à suivre au cas où le gouverneur ni son mandataire ne pourraient remplir leurs fonctions.

Passant ensuite à l'aide que le gouvernement devrait fournir à la Compagnie, le projet de loi stipulait que vingt-cinq navires de troisième classe avec leur équipement, matériel, etc... « tels qu'il plaira au Conseil d'Etat de faire armer et approvisionner aux frais de l'Etat » seraient prêtés à la Compagnie. Cette dernière devrait approvisionner les navires en vivres et fournir les équipages à ses frais pendant une durée qui n'était pas spécifiée. Le Conseil d'Etat et les membres de la Compagnie devaient conclure de temps à autre des arrangements au sujet des contrats. L'émigration vers les colonies était envisagée dans les diverses clauses stipulant que tous mendiants, vagabonds et ceux reconnus coupables de menus larcins ou crimes véniels, appréhendés par les juges de paix du Commonwealth, de même que tous ceux qui seraient condamnés pour d'autres offenses n'entraînant pas la peine de mort et qui seraient hors d'état de trouver les garants nécessaires de leur bonne conduite future, seraient envoyés au port de Londres et de là transportés aux colonies sur les navires de la Compagnie. Tous frais

de transport sur Londres et vers les colonies seraient supportés par la ville ou le comté qui les exilait pour le bien du pays. Les transportés devaient servir dans les colonies comme domestiques pour une durée de sept années s'ils n'avaient pas atteint seize ans révolus, et de cinq années s'ils avaient dépassé cette limite d'âge. En retour de leurs services, ils devaient recevoir uniquement la nourriture et les vêtements nécessaires. Ils devaient entrer en service dans les vingt-quatre heures qui suivraient leur arrivée à la colonie, et en aucun cas ne seraient autorisés à s'en revenir avant l'expiration de leur terme de service. Si, à l'expiration de ladite période, ils décidaient de demeurer dans la colonie, la Compagnie devrait leur octroyer vingt arpents de terre, avec la liberté de planter et de vendre leurs récoltes, « suivant l'usage pour les terres de franc et commun soccage en Angleterre ».

Des Cours navales devaient être instituées dans toutes les colonies établies par la Compagnie, mais les membres de ces Assemblées seraient commis par les soins du Conseil d'Etat d'Angleterre. En cas de besoin, la loi martiale pourrait être appliquée par le commandant représentant la Compagnie dans la colonie, mais seulement sur mandat du Conseil d'Etat. Ledit Conseil poussait encore plus loin son contrôle par la stipulation que la permission de se livrer au commerce avec les colonies pourrait être octroyée à toute puissance étrangère sur mandat spécial et sous le Grand Sceau. La loi pour la création de la Compagnie des Indes occidentales se terminait sur cette phrase que « tous autres privilèges futurs seraient octroyés de temps à autre par le Parlement ».

Tous les projets dont il a été parlé ci-dessus sont intéressants par la lumière qu'ils projettent sur les théories d'administration et d'expansion coloniales prévalentes à l'époque chez de nombreux négociants anglais, qui jouaient un rôle influent dans les affaires du pays, et aussi chez un grand nombre de dirigeants dans les milieux gouvernementaux. Les bruits de création de cette Compagnie, avec ses privilèges et monopoles, alarmèrent les colons du Nouveau Monde, craignant que cette forme d'organisme commercial ne nuisit à leur commerce et

ne les atteignît dans leur prospérité. Ils redoutaient également toutes tentatives de centralisation de l'administration coloniale, dont il était si fréquemment question en des projets soumis au Conseil d'Etat dans le courant de 1658 et 1659, car durant la décade du Commonwealth et du Protectorat ils avaient été si fréquemment laissés dans un état de quasi-autonomie, qu'un esprit d'indépendance s'était fait jour qui devait plus tard, dans l'histoire coloniale de l'empire britannique, causer tant d'ennuis à la métropole, et finalement aboutir à la révolution américaine et aux méthodes modernes de gouvernement colonial, à la suite du rapport mémorable présenté au gouvernement anglais par Lord Durham au commencement du xix^e siècle.

Thomas Povey parlait de la future Compagnie des Indes occidentales, dans une lettre écrite le 20 octobre 1659, en ces termes : « L'Etat a octroyé à certains commerçants d'ici le droit de former une Société par actions... pour attaquer les Espagnols sur terre et sur mer, mais certains ne pensent pas grand bien de ce projet ; toutefois, aussi longtemps que l'Espagne demeurera notre ennemie, il est bien de lui faire autant de mal que possible... Ils exerceront une certaine influence sur la plupart des plantations anglaises, mais ne gêneront nullement les colonies qui s'y sont déjà établies, mais s'occuperont uniquement de celles qu'ils auront conquises. »

Il semble bien que ce soit là la dernière mention qui ait été faite sous la République anglaise de la Compagnie des Antilles. Il semble évident qu'au milieu de la tension et de la gêne occasionnées par les événements politiques de la fin de 1659 et des premiers mois de 1660, qui se terminèrent par la restauration de la monarchie en Angleterre, les affaires coloniales soient de plus en plus passées à l'arrière-plan, et pour ainsi dire aient été totalement négligées. De plus, les manuscrits actuellement disponibles sur les colonies anglaises du Nouveau Monde sont réduits à une quantité nettement négligeable pour les derniers mois de 1669, à telle enseigne qu'il est absolument impossible de reconstituer l'histoire de ces possessions. Cette période se termine sur une obscurité qu'il semble impossible de percer.

CONCLUSION

L'histoire des colonies anglaises des Indes occidentales durant les dix années qui se sont écoulées de 1650 à 1660 se termine, comme il y avait lieu de s'y attendre, d'abord par la réintégration dans leurs anciens postes des fonctionnaires coloniaux qui, en 1650, s'étaient montrés fidèles au souverain et se virent à nouveau conférer par le gouvernement du roi des commissions et lettres de nomination, et ensuite, par l'établissement d'un gouvernement civil à la Jamaïque.

A la Barbade

La restauration était à peine un fait accompli que Lord Willoughby de Parham cherchait à reconquérir le poste qu'il avait occupé en vertu du bref de Lord Carlisle. Charles II le remit à la tête du gouvernement de *Carliola*, le 23 juin 1660 (1). Au bout d'une quinzaine de jours, le roi ordonnait à Willoughby soit de se rendre en personne aux Indes occidentales et d'y administrer les gouvernements de la Barbade, de Saint-Christophe, de Nevis, Montserrat et Antigoa, soit de désigner un gouverneur dont les instructions seraient conformes au bref de feu le comte de Carlisle. Toutefois, plusieurs négociants qui faisaient commerce avec ces colonies, et aussi plusieurs anciens habitants de la Barbade qui se trouvaient à Londres, soulevèrent sur le champ de telles protestations contre cette mesure (craignant évidemment que la nomination de Willoughby lésât les intérêts de nombreux propriétaires de la colonie) que le roi, en Conseil de cabinet, décida que la question

(1) *Egerton Mss*, 2395. f. 267. British Museum.

de la validité du bref Carlisle serait soigneusement étudiée dans son entier. Le 20 août 1660, le gouvernement décidait qu'il convenait de réintégrer Willoughby dans ses fonctions de gouverneur de « Carlisle », et le mois suivant ordre lui était donné de se rendre immédiatement à la Barbade pour y prendre en mains les rênes du gouvernement. Toutefois, l'opposition contre Willoughby redoubla d'intensité, et il fut obligé de demeurer en Angleterre pour se défendre ; il était en effet évident, en dehors des attaques dirigées contre lui par Courten et ses partisans, que de nombreux colons de la Barbade faisaient preuve à son égard d'une hostilité acharnée.

Entre temps, la Barbade assistait une fois de plus aux péripéties d'une lutte engagée entre deux factions, qui toutes deux prétendaient mettre la main sur la conduite du gouvernement de la colonie. La colonie recevait le 28 mai 1660 la nouvelle que Charles II était sur le point de revenir au pouvoir en Angleterre. Un mois plus tard, l'Assemblée renouvelait sa résolution de 31 août 1659, déclarant nulles et non avenues toutes lettres patentes délivrées par Olivier Cromwell ou par son fils Richard pour tous les emplois de la colonie, sauf le poste de gouverneur. Dans une séance du Conseil tenue le 16 juillet 1660, Modyford produisit son mandat de gouverneur, qui lui avait été délivré par le Conseil d'Etat par ordre du Parlement (en date du 24 avril 1660). Le gouverneur Searle démissionna sur le champ, tandis que Modyford entrait en fonctions.

Aux termes de son mandat (2) le gouvernement de la colonie devait revêtir un caractère extrêmement libéral : le gouverneur avait mission de réunir l'Assemblée des représentants, sans l'assentiment de laquelle aucune loi ne pouvait entrer en vigueur ni aucune taxe ne pouvait être levée. Le Conseil, composé de dix membres, devait également être un corps élu, *chaque paroisse nommant un membre tous les ans*. Le quorum devait comprendre au moins quatre conseillers et le gouverneur. Avec l'avis et le consentement du Conseil, Modyford

(2) *Egerton Mss*, 2395, f. 245, 252. Modyford désigna Searle comme membre du Conseil.

fut autorisé à nommer à tous les autres emplois civils et militaires de la colonie, et reçut également le pouvoir d'enrôler et d'instruire les forces militaires de la colonie « lesquelles devaient être employées à repousser toutes invasions ». Enfin, le gouverneur, avec et sur l'avis du Conseil et de l'*Assemblée plénière*, était autorisé « à prendre toutes mesures jugées nécessaires au bien de la colonie ». S'il venait à mourir, le Conseil et l'Assemblée devaient assumer ses fonctions jusqu'à ce qu'un nouveau gouverneur fût désigné en Angleterre. Il importe de remarquer qu'un exemplaire de la nomination de Modyford contient deux clauses extrêmement intéressantes et significatives, qui furent, probablement, jugées trop libérales, et subséquemment effacées : tout d'abord, que l'Assemblée devait chaque année confirmer l'élection du Conseil, et ensuite, que les propriétaires fonciers éliraient l'Assemblée également chaque année.

Le colonel Walrond commença immédiatement à faire opposition à Modyford par tous les moyens possibles, en quoi il eut tôt fait de recueillir l'adhésion de tous les colons ultra-royalistes. La situation s'envenima rapidement dès l'arrivée de John Walrond (24 décembre), porteur de l'ordre du roi qui confiait à Willoughby la charge du gouvernement, ordre accompagné d'une lettre de celui-ci aux termes de laquelle Humphry Walrond était délégué au pouvoir. La colonie se trouva bientôt exposée à la guerre civile, en raison surtout de la réception, peu après, de la nouvelle que le souverain avait autorisé Modyford à continuer à exercer ses fonctions de gouverneur. Ce dernier fut toutefois définitivement vaincu par Walrond à la fin de janvier 1661, et pendant quelque temps, le Conseil, sous la conduite de Walrond agissant comme président, gouverna virtuellement la colonie.

Willoughby, obligé de demeurer en Angleterre pour s'y défendre contre les attaques résolues de ses adversaires, écrivit en février 1660/1, au Conseil de la Barbade, en avertissant que tout mouvement hostile à son retour était voué à un échec certain, et qu'ils feraient mieux de se soumettre à la loi du droit de possession, car, « aux termes des lois anglaises, que Sa

Majesté est résolue à faire respecter, ce n'est pas la voix d'une multitude, non plus que tout autre vote ou jugement, mais bien seulement une procédure régulière devant les tribunaux judiciaires, qui pourrait détruire ou amoindrir toute donation confirmée par le Grand Sceau d'Angleterre (3) ».

D'autres lettres de même nature furent également reçues par le gouverneur de Montserrat, Roger Osborne, et le colonel Russell, gouverneur de Nevis. De plus, Willoughby (4) écrivit au Conseil de la Barbade, le 19 février 1660 (1), disant qu'il était prêt à reconnaître les droits de chacun à sa terre, par quoi il entendait évidemment les biens confisqués à certains royalistes en 1652. Néanmoins, l'opposition contre Willoughby se poursuivit aussi bien en Angleterre qu'à la Barbade, et en 1662 les colons offrirent au roi de reprendre la souveraineté de l'île. Sa Majesté accepta et confirma les colons dans la possession de leurs propriétés, sous condition que la colonie paierait un impôt annuel de 4,50 pour cent sur toutes les exportations. L'année suivante, cependant, l'île d'Antigoa était concédée par un acte formel de Charles II à Lord Willoughby.

A la Jamaïque

Cette période de l'histoire de la Jamaïque se termine sur une note à la fois de pessimisme et d'optimisme. Le 26 juillet 1660, le général Doxley écrivait au gouvernement anglais une lettre où il montrait clairement combien il sentait que l'Angleterre avait abandonné la colonie, et parlait également de la guerre malheureuse avec l'Espagne. Des importantes forces navales qui naguère avaient été à la colonie, il ne restait plus à présent que le *Coventry*, pour ainsi dire hors d'usage. Doxley n'avait que deux mille hommes environ sous ses ordres et se sentait singulièrement gêné par le fait qu'il n'avait aucun mandat bien défini d'administrer la colonie. Toutefois, il y

(3) *Add. Mss*, 11,411, f. 28, British Museum.

(4) L'attitude du gouvernement anglais à l'égard de ce conflit fut modifiée en 1661, sur la déclaration de la Commission des Plantations étrangères, que le bref de Lord Carlisle concernant les îles des Indes occidentales était de peu de valeur.

avait pour l'instant peu de cas de maladie parmi la population de l'île, et la culture se poursuivait d'une façon satisfaisante.

La Jamaïque cessa d'être une colonie purement militaire le 8 février 1660/1, lorsque Doyley fut choisi pour en être premier gouverneur civil (5). Il devait être assisté d'un Conseil exécutif de douze membres, à l'aide de cinq desquels il pouvait instituer autant de Cours civiles qu'il jugerait nécessaire. De plus, il était nommé général en chef de la colonie et en *Amérique*. Il était également autorisé à proclamer la loi martiale dans la colonie lorsqu'il jugerait cette mesure opportune. Le gouverneur, de par et sur l'avis du Conseil, aurait le droit de constituer un Comité de colons chargés de développer le commerce de la colonie et de rechercher «quels négoces seraient le plus nécessaires». Des pouvoirs assez étendus lui étaient conférés par la clause aux termes de laquelle le gouverneur, «de par et sur le consentement du Conseil», était autorisé à prendre toutes mesures qui paraîtraient nécessaires à la paix et à la sécurité de l'île. Le gouverneur, ayant prêté serment de remplir fidèlement ses fonctions par devant le Conseil, devait ensuite faire prêter serment par chacun des conseillers. Une clause particulièrement importante et intéressante, eu égard à la lutte constitutionnelle qui s'était déroulée à Antigua en 1655, était celle où Charles II exigeait que dans le cas où Doyley viendrait à décéder, sept au moins des conseillers devaient assumer l'administration de la colonie durant une semaine, puis ensuite désigner un gouverneur temporaire, en attendant que le gouvernement anglais eût pris une décision.

Aux termes des «Instructions» qui accompagnaient son mandat de gouverneur, Doyley avait ordre de rendre public ledit mandat dans une réunion des officiers qui servaient sous ses ordres ainsi que des notables habitant la colonie. Il devait en même temps proclamer Charles II roi d'Angleterre. Le Conseil serait élu sur le champ, onze des membres seraient élus par les officiers et les colons, selon un mode à choisir par Doyley; le douzième serait le secrétaire de la colonie. Le Conseil agirait

(5) *Add. Mss*, 11,411, f. 28. — *Ibid.*, f. 29, 30, 32, British Museum.

purement en tant que corps consultatif, et serait réuni par le gouverneur en toutes circonstances extraordinaires. Au nombre de diverses suggestions d'ordre général, relativement à la politique à suivre, Doxley avait ordre de supprimer dans la colonie l'ivrognerie et le vice, et de refuser à quiconque dont la conduite pourrait être un sujet de scandale l'accès des fonctions publiques. Le gouverneur devait assurer les colons de ce que la protection du gouvernement anglais par tous moyens possibles leur était acquise, et devait veiller également à la protection des nègres et des indigènes. La Jamaïque devait chercher à provoquer l'immigration parmi les autres colonies. Il y avait également lieu d'encourager le commerce de toutes manières, et le gouverneur avait spécialement ordre de protéger les colons dans le domaine économique, en empêchant toutes tentatives d'accaparement des denrées de première nécessité.

Le successeur de Doxley, Lord Windsor, prit possession de ses fonctions en 1662, assisté d'un Conseil législatif, et muni de l'autorisation de convoquer des Assemblées chargées d'édicter des lois et de voter des impôts en cas de nécessité urgente. Les lois ainsi votées seraient valables pour une période de deux années seulement, à moins d'avoir été, dans l'intervalle, approuvées par la Couronne. Le gouverneur suivant, Sir Thomas Modyford (1663), était autorisé soit à constituer, de son propre choix, un Conseil de douze membres, soit à proroger les pouvoirs du Conseil existant. Il avait le pouvoir de convoquer de temps à autre des Assemblées et d'édicter des lois avec leur consentement, se réservant, toutefois, le droit de *veto* contre les lois qui n'auraient pas son agrément.

A partir de cette date, l'histoire des Indes occidentales appartient à une autre époque et traite de problèmes entièrement différents.

APPENDICES

I

Le Conseil d'État et ses différentes sous-Commissions

PREMIER CONSEIL D'ÉTAT : Constitué par Acte du Parlement du 13 février 1648/9, devait rester en fonctions jusqu'au 15 février 1649/50.

Le 6 décembre 1648, après les éliminations pratiquées, le Parlement comptait quatre-vingts membres ; un Comité de cinq fut délégué au soin de nommer les quarante personnes qui devaient faire partie du Conseil d'Etat. Sur ce nombre, le Parlement en élit trente-six, auxquelles il ajouta la Commission qui avait procédé aux nominations et comprenait : Lisle, Holland, Robinson, Scott et Ludlow. Le Parlement approuva les instructions rédigées par la Commission le 13 février 1648/9 ; le lendemain le Conseil d'Etat était désigné. Le quorum fut fixé à neuf ; le Parlement s'opposa à la désignation d'un président du Conseil. La plupart des membres de ce premier Conseil étaient également membres du « Rump » (Croupion) et en conséquence, lorsqu'il y avait unanimité, le Conseil d'Etat réunissait la majorité absolue du Parlement.

21 février 1649, le Parlement révoque Lord Warwicke de ses fonctions de haut-commissaire de l'Amirauté.

Commission de l'Amirauté. Devait siéger tous les jours. Nommés le 23 février : Sir Henry Vane*, colonel Wauton*, alderman Wilson, alderman Pennington, Luke Robinson ; ajoutés le 26 mars : colonel Jones*, et Thomas Scott ; ajoutés le 6 juin : colonel Purefoy*, et colonel Stapley.

Commission du Commerce, 29 octobre, 1649 : Sir Henry Vane, Sir Arthur Hesilrigge, colonel Wauton, colonel Purefoy, Mr Luke Robinson, Mr Thomas Scott.

Chargée d'examiner le traité avec le Danemark et avec la Hollande, d'étudier les questions commerciales dans toutes les parties du monde. Chargée, le 1^{er} décembre 1649, d'étudier la question de l'encouragement du commerce, comment elle pourrait être le plus avantageusement résolue par le Conseil, et de désigner certains commerçants ou négociants qui pourraient être désireux d'assister aux séances.

Commission des Bermudes, 18 décembre 1649 : comte de Pembroke, colonel Purefoy, Sir Wm. Constable, comte de Denbigh, Lord Whitelocke, colonel Valentine Wauton, Mr. Holland.

* Désigne les plus actifs. Le seul vestige des réunions est constitué par les deux volumes de *Rawlinson*, Mss ; *Bodleian Library*. Mss. A. cols 225-226.

DEUXIÈME CONSEIL D'ETAT. En vertu d'un acte du Parlement des 13, 14, 16 février 1649/50 au 17 février 1650/1. Secrétaire du Conseil : Gualter Frost.

2 mars, les membres du Conseil, à tour de rôle, devront fournir au Parlement les rapports nécessaires, selon l'ordre de leurs noms dans l'Acte de constitution du Conseil.

Commission du Commerce et des Colonies, 2 mars, devait comprendre la totalité du Conseil ou cinq quelconques d'entre les membres.

Commission de l'Amirauté et de la Flotte, 2 mars : Sir Henry Vane, Mr. Challoner, colonel Stapley, comte de Salisbury, colonel Wauton, colonel Popham, colonel Purefoy, Luke Robinson.

1-5, 7, signature des ordres concernant l'expédition de la Barbade.

16 février, ordre passé par le Conseil d'Etat enjoignant aux membres siégeant à la Commission de l'Amirauté de demeurer en fonctions jusqu'au mardi suivant (voir 19 février 1649/50).

8 mars, Jones, Scott, Lord Grey et Mr. Wallop désignés pour faire partie de la Commission pendant une quinzaine de jours.

23 février, serment d'observer le secret lorsqu'il en sera ainsi décidé.

Les membres de la Commission qui soumettraient des questions de personnes sont priés de les mettre en écrit afin qu'on puisse en garder trace.

Nominations additionnelles : 9 avril, vicomte Lisle et Mr. Bond, ce dernier signa de nombreux ordres relatifs à l'affaire de la Barbade ; 1^{er} mai 1650, colonel Herbert Morley ; 27 septembre, Sir Wm. Armyne et Mr. Scott ; 13 décembre, Mr. Robinson.

Commission de la Barbade, 16 août, 1650 : Mr. Martin, Mr. Challoner, Sir Henry Vane, Mr. Wallop, Sir Peter Wentworth and Mr. Dennis Bond.

Devait également conférer avec les negociants et autres qui venaient de ces régions ou y faisaient commerce, quant à la ligne de conduite à suivre.

Commission pour les modifications de la loi défendant le commerce avec les colonies rebelles, 13 septembre 1650 : Lord Commissaire Lisle, Lord Président Bradshaw, Mr. Challoner, le colonel Jones et les juges de l'Amirauté.

Commission de la Barbade, 27 novembre. Chargée d'étudier les plans de soumission de la colonie et de préparer les instructions y relatives : Wentworth, Vane, Marton, Challoner, Robinson, Hovingham, Sir Henry Mildmay, Sir William Manham, Sir Wm. Constable (étaient encore en exercice au 10 décembre). Election supplémentaire, 2 janvier 1650/1 : colonel Purefoy.

Le 15 janvier, le Lord président, le Lord chief justice, le Lord baron, les Lords Commissaire du Secau reçoivent l'ordre d'envisager les pouvoirs à attribuer en « commission » aux chefs et gouver-

neurs de l'expédition de la Barbade, en vue du gouvernement civil de la colonie après pacification.

TROISIÈME CONSEIL D'ÉTAT. Par acte du Parlement en date du 13 février 1650/1 (devait rester en fonctions jusqu'en décembre 1651).

Tout comme le précédent, le Conseil d'Etat devait exercer les fonctions et privilèges de Lord haut-amiral d'Angleterre. Le quorum était fixé à neuf,

Commission des Colonies, nommée le 18 février 1650/1. Devait comprendre la totalité du Conseil ou tout au moins cinq de ses membres, au hasard. Membres additionnels : major-général Skippon et Mr. Challoner (6 mai 1650).

Commission de la Barbade (l'ancienne Commission évidemment maintenue en fonctions). Nomination additionnelle : 1^{er} juillet, Mr. Challoner, spécialement chargé de l'affaire de Virginie, qui avait été renvoyée également à cette Commission.

Commission de l'Amirauté, 1^{er} mars 1650/1 : Sir Henry Vane, Mr. Challoner. Mr. Bond, Lord Grey, Lord Whitelocke, Sir John Trevor, Mr. George Thompson, Lord Commissioner Lisle, Mr. William Say, colonel Feilder, colonel Wauton. Nominations additionnelles : 21 juillet, Mr. Strickland, colonel Lister ; 27 mai, colonel Purefoy, chargé d'une affaire de Maryland qui avait été renvoyée à la Commission ; 15 septembre, Lord général Olivier Cromwell, en même temps nommé aux Commissions d'Irlande et d'Ecosse ; la Commission d'Irlande était chargée des questions relatives à Terre-Neuve.

Commission de Rhode-Island (apparemment temporaire), 31 mars 1650/1, chargée d'étudier les projets de lettres patentes de la colonie, et comprenant le Lord président Bradshaw et les commissaires du Grand Sceau.

Commission des Bermudes : Sir Henry Vane, Mr. Richard Salwey, qui devaient conférer avec Mr. Danvers et le colonel Owen Rowe au sujet des propositions émises par ce dernier relativement à la colonie.

Salwey était un épicier de Londres, puis, en 1654, ambassadeur à Constantinople (1615-1685) ; Rowe était un mercier établi à Londres ; il prit part à l'établissement des colonies de Massachusetts et des Bermudes ; en 1655, il était gouverneur-adjoint des Bermudes.

Commission du Commerce. Le 27 octobre, nomination du colonel Wauton comme membre additionnel.

QUATRIÈME CONSEIL D'ÉTAT (décembre 1651-décembre 1652).

Commission des Plantations, 2 décembre 1651. Cinq membres du Conseil ou plus devaient siéger en Commission pour étudier les affaires des « plantations ».

L'affaire Winslow, concernant la Nouvelle-Angleterre, fut ren-

voyée devant ladite Commission, également devant la Commission des Affaires Etrangères, puis finalement devant la Commission de l'Amirauté, 1^{er}-7 mars 1650.

Commission de l'Amirauté, décembre 1651 : Sir Henry Vane, Mr. Chaloner, Mr. Bond, Lord Whitelocke, Lord commissaire Lisle, Mr. Wauton, colonel Purefoy, Lord general Cromwell, colonel Blake, colonel Henry Martin, Mr. Henry Neville, colonel Morley, Mr. Masham (30 octobre 1652), Mr. Burrell, colonel Stapoley.

Le 23 avril, Challoner déposait son rapport sur l'expédition de la Barbade ; un rapport de la Commission sur le même sujet était renvoyé à la Commission des Affaires Etrangères.

Commission pour la déportation des prisonniers aux plantations, 4 décembre (ayant pour objet la déportation de tous ceux inférieurs en grade aux officiers supérieurs : Lord président, colonel Purefoy, Sir Henry Vane, Mr. Dennis Bond, Lord general Cromwell, major-general Fleetwood, Mr. Scott, Mr. Salway, Mr. Carew, Mr. Love, Mr. Wauton, Sir Gilbert Pickering, Mr. Gurdon, colonel Morley, Sir Wm. Constable, Sir Peter Wentworth.

Commission du Commerce et des Affaires Etrangères, 17 décembre 1651, devait se réunir tous les mercredis et vendredis matin. Commission permanente, avait également des sous-Commissions. Les affaires et rapports étaient fréquemment renvoyés à cette Commission par la Commission des plantations, et vice versa : Lord Chief Justice Saint-John ; Sir Henry Vane, Mr. Dennis Bond, Mr. Scott, major Salway, Lord Général, Mr. Love, colonel Wauton, colonel Purefoy, Comte de Pembroke, Vicomte Lisle, lieutenant-general Fleetwood, Mr. Burrell, Sir Arthur Hesilrigge. Nominations supplémentaires : 30 octobre 1652, Sir Wm. Masham ; 8 janvier 1651-2, Mr. Martin, colonel Blake ; 17 août, nomination de Mr. Richard Salway.

S'occupa de nombreuses colonies ; s'occupa évidemment de l'affaire de Terre-Neuve après le mois de juin 1652. Le Conseil d'Etat demanda même à cette Commission de déterminer les pouvoirs que ledit Conseil pouvait exercer dans les questions de Kennebec à New-England. Le 12 août 1652, le Conseil d'Etat renvoyait devant le Parlement la question de Virginie.

Commission de Terre-Neuve, 12 janvier 1652 : président, Mr. Neville ; Philippe, comte de Pembroke (1619-69), Mr. Love, Mr. William Hay, Mr. Scott, Sir Arthur, colonel Morley, colonel Purefoy, Mr. Holland, Hesilrigge, Mr. Dennis Bond. Nominations additionnelles du 2 avril 1652 : Sir Henry Vane, Mr. Masham, Mr. Chaloner, Mr. Corbett, Mr. Morley, Lord Bradshaw, colonel John Dixwell (en 1685 s'établit à New-Haven, Connecticut).

Sous-Commission des Affaires Etrangères, 11 juin : Pennington, Whitelocke. S'éternise jusqu'en avril 1653.

Semblerait avoir siégé jusqu'en mai où les questions relatives à Terre-

Neuve étaient référées à la Commission des Affaires Etrangères. 21 mai-juin (situation tendue, l'attention de la Commission est absorbée par les préparatifs de guerre avec la Hollande). Salwey, de la Commission des Affaires Etrangères, et Mr. Masham, de la Commission de l'Amirauté, reçoivent l'ordre d'étudier particulièrement les questions du domaine de l'Amirauté). 24 août, les lettres arrivées de la Barbade sont renvoyées à la Commission des Affaires Etrangères.

Sous-Commission du Commerce, 26 août 1652 : Lord Bradshaw, Mr. Scott, le Lord commissaire Lisle et Mr. Love.

26 novembre 1651 (aucun membre du Conseil d'Etat ou de toute autre Commission du Parlement ne devra présider cette Commission ou ce Conseil pendant plus d'un mois).

CINQUIÈME CONSEIL D'ETAT, décembre 1652 à juillet 1653. Elu le 24 novembre 1652 pour siéger jusqu'au 3 novembre 1653. Le 19 avril, Cromwell abolissait le Parlement Croupion. Interruption soudaine en avril 1653, les livres des Minutes manquent du 16 au 28 avril. Nominations supplémentaires du 14 juillet : major-general Fleetwood, Sir Charles Wolseley (1630-1714), colonel Hewson (d. 1662), Mr. Howard, Mr. Hollister, vicomte Lisle, Mr. Major, Mr. John Williams of Wales, Sir A. A. Cooper (1621-1683), chef du parti de l'opposition parlementaire contre Cromwell, Richard Norton (très ponctuel aux sessions), Thomas Saint-Nicholas, alderman Tichborne (d. 1682, marchand de nouveautés, Lord-maire de Londres en 1656), Henry Lawrence (1600-64), commissaire des Plantations en 1654, président du Conseil d'Etat 1654-9, Mr. Courtney, Mr. Broughton, Mr. Montague, Sir James Hope, homme de loi et « plombier ». Augmentation de l'élément militaire et notable diminution de l'élément « légal ». Le colonel Mat. Tomlinson et Walter Strickland assistent très régulièrement aux séances.

Commission du Commerce, des Plantations et des Affaires Etrangères, Commission permanente de 21 membres, 2 décembre 1652 : Lord Whitelocke, Lord Lisle, Sir Henry Vane, Mr. Dennis Bond, Mr. Scott, Lord general Cromwell, Mr. Love, colonel Wauton, colonel Purefoy, Sir Arthur Hesilrigge, Lord Bradshaw, Mr. Challoner, colonel Morley, Mr. Strickland, Sir Wm. Masham, colonel Thompson, colonel Algernon Sidney, major Lister (1597-1668), Mr. Gurdon, Sir Gilbert Pickering. Nominations supplémentaires : 13 décembre, Mr. Alleyn ; 1^{er} février 1652/3, Lord Salisbury ; 28 février, Mr. Alexandre Bernardiston. Le quorum était fixé à trois.

Nombreuses références, entre autres : Lettre de Searle, référée à ladite Commission le 26 janvier. 29 décembre, une sous-Commission de la Barbade était créée. 26 janvier 1652-3, Bradshaw désigné pour la présidence de la Commission des Affaires Etrangères pour le mois de février et pour la présidence du Conseil d'Etat.

Commission de l'Amirauté, 2 décembre 1652. Chargée d'étudier de nombreuses questions coloniales du point de vue commerce et expéditions et envois de navires (voir 1/70. 285) : Sir Henry Vane, Mr. Challoner, Mr. Dennis Bond, Mr. Strickland, Mr. Alleyn, colonel Ingoldsbv, colonel Thompson, Sir John Trevor, colonel Fielder, colonel Walton, colonel Morley, colonel Purfoy.

Commission du Commerce et des Plantations, 17 décembre 1652. Le quorum est fixé à trois. Nominations additionnelles : major Harrison, colonel Fielder, Mr. Cawley, Mr. Challoner, colonel Morley, colonel Wauton, Mr. Say, major-general Skippon.

1^{er} décembre 1652. Mr. Thurloe est chargé des fonctions de secrétaire du Conseil d'Etat et de la Commission des Affaires Etrangères pour l'exercice 1652-3. La Commission des Affaires Etrangères avait la charge d'étudier en son entier la question de la Barbade. 3 juin, nomination de Mr. Moyer : 8 juillet, Thurloe est chargé de la direction exclusive des Renseignements de l'Etranger (Informations étrangères).

Commission des Bermudes ou îles Somers, 21 mai 1653 : colonel Bennett, Nath. Rich (ne faisait pas partie du Conseil d'Etat, emprisonné en 1655 pour opposition au gouvernement), Phil. Jones, Cornelius Holland, colonel Stapely, lieutenant-colonel Thomas Kelsey (d. 1680). Les suivants sont chargés par cette Commission de gouverner la colonie, mandat en date du 28 juin : Cornelius Holland, colonel Owen Rowe, Sir T. Wroth, Joseph Todd, Fras. Alleyn, Geo. Turberville, Dr. Aaron Gourdou, George Pryn, Maurice Thompson, Ed. Carter, Wm. Jessop, Elias Roberts, John Oxenbridge, Matthew Batson, Edward Read, Nathan Haws, Leonard Ward. Holland, 1609, sous-cripteur de la Compagnie de Virginie ; Wroth, leader du parti de Warwick dans la Compagnie de Virginie, 1621-4, membre de la Commission de Virginie en 1624 ; Oxenbridge, ministre aux Bermudes en 1660, se rendit à Surinam, La Barbade, puis ensuite à Boston.

Le 29 avril, Cromwell choisit un nouveau Parlement.

CONSEIL D'ETAT DE CROMWELL : sous-Commissions.

Sous-Commission de l'Affaire Winslow, 14 septembre 1653 : Mr. Courtney, Mr. Broughton, Mr. Saint-Nicholas, chargés de conférer avec Winslow au sujet d'un colon de Boston.

SIXIÈME CONSEIL D'ETAT : 31 membres. Devait siéger pendant six mois à partir du 2 novembre 1653. Elu le 1^{er} novembre et aboli par la dissolution du Parlement le 16 décembre 1653.

Commission des Affaires Etrangères, 16 novembre. Tous les membres du Conseil d'Etat qui font partie de la Commission des Affaires Etrangères et ne participent pas aux négociations du traité avec la Hollande se réuniront chaque matin, pour continuer les travaux de la Commission.

Commission d'Irlande et d'Ecosse, 26 novembre. Chargée par le Conseil d'Etat de lui désigner un gouverneur pour la Virginie. 1^{er} décembre, chargée d'étudier l'affaire de Terre-Neuve ; 2 juin 1653, Disbrowe signe le rapport sur la question de Terre-Neuve ; rapport sur le gouverneur de Virginie fourni en mai. Semble s'être occupée de l'affaire de Terre-Neuve durant l'année 1653.

Proclamation du Protectorat, 16 décembre 1653.

Conseil d'Etat du Protecteur, décembre 1653-1659.

CONSEIL D'ETAT : président, Mr. Lawrence ; vicomte Lisle, major-general Skippon, major-general Lambert, major-general Desbrow, colonel Jones, colonel Sydenham, Mr. Rouse, Mr. Major, Sir Gilbert Pickering, colonel Mackworth, Sir Charles Wolsley, Sir Anthony. Ashley Cooper, Mr. Strickland.

Ne devait pas compter plus de vingt-et-un membres, ni moins de treize membres. Cromwell y assistait rarement, mais son approbation était nécessaire. Onze membres avaient déjà siégé aux Conseils précédents. Transformé ultérieurement en « Conseil privé ». 6 janvier 1653, il est décidé que le Conseil d'Etat devra prêter serment d'observer le secret.

Commission de Rhode-Island, 30 janvier 1653/4, chargée d'étudier la pétition des commissaires de Terre-Neuve : colonel Jones, colonel Mackworth, Mr. Strickland, Sir A. A. Cooper, Sir Charles Wolsley.

Sous-Commissions coloniales : Mr. Strickland, Sir A. A. Cooper, chargés de s'entretenir avec Winslow, agent de New-England, et le colonel Matthews, agent de Baltimore. Nominations additionnelles, le 10 janvier 1653-4 : major-general Lambert et Sir Charles Wolseley.

Commission pour la question de Virginie, 29 décembre 1653.

4 janvier 1653-4, règlement de la question gouvernementale de Virginie que Son Altesse espère dépêcher par les prochains navires en partance (c'est-à-dire ses instructions complémentaires à cet égard). Lu et approuvé en Conseil d'Etat, le 31 décembre 1653.

Commission de la Barbade : Mr. Strickland, Sir A. A. Cooper, colonel Ed. Mountague, chargés de présenter un rapport sur la question de la Barbade.

1655

Commission du Commerce : La Commission du Commerce comprend vingt-quatre membres.

Commission des Colonies, 2 mars 1654/5, vraisemblablement Commission permanente. 26 mars 1655, membres de la Commission : Lambert, Mulgrave, Desbrowe, Fycombe, Pickering, Wolseley, Lisle, Mountague, Sydenham, ces deux derniers nommés le 27 juin 1655.

Commission de la Jamaïque, 26 mars 1655 | pour la liste des membres voir *Colonial Calendar*. Ajouter la liste du 26 septembre à celle du 26 Octobre. Siéga jusqu'au milieu de 1660.

Commission du Commerce, 12 juillet 1655, vingt membres ; 1^{er} novembre, Commission de soixante-dix membres. Siéga jusqu'au 27 mai 1657.

Les livres et documents de cette dernière Commission sont malheureusement perdus.

1656

Commission de la Jamaïque, 15 juillet 1656, membres : colonel Edward Salmon, Tobias Bridge, Stephen Winthrop, colonel Talbot, John Mills, lieutenant-colonel Fras. White, captains John Limbrey, Thos. Alderne, Martin Noell, John Thompson. Nomination additionnelle du 28 juillet 1657. Richard Sydenham et Robert Bowes ; 9 octobre 1657, Thomas Povey ; 11 septembre 1656, Sir Gilbert Pickering.

Chargée d'administrer les affaires de cette île et des Antilles, et chargée par le Conseil d'Etat de se tenir en communication avec les chefs en Amérique, de recevoir toutes adresses communications écrites) des personnes domiciliées en Amérique et d'y répondre. Cette Commission devait également étudier la question de savoir quelle partie des revenus publics devait être réservée à la poursuite des affaires de la Jamaïque.

14 août 1656. Tous les livres, documents, etc..., des anciens commissaires de la Jamaïque siégeant à Londres, devront être transmis et remis aux soins du Comité nommé par ordre du 15 juillet pour étudier les questions d'Amérique. Ces documents étaient à l'époque entre les mains de Hodges.

Le Conseil d'Etat laissait au secrétaire le soin de décider quelle partie des instructions ou des lettres envoyées par Cromwell, relativement aux affaires d'Amérique, devait être communiquée à la Commission instituée pour l'administration de ces affaires, par le décret du 15 juillet, et d'ordonner qu'une collection en fût réunie et copie transmise à ladite Commission.

Renvoyé à la Commission le soin de déterminer les mesures à prendre pour l'amélioration de la situation américaine.

Commission des Affaires de l'Amérique, nommée le 15 juillet. Ce même jour la Commission des Affaires de la Jamaïque fut commandée de rendre visite à cette nouvelle Commission pour lui donner les avis nécessaires concernant la situation aux colonies.

Sous-Commission des Arrérages, 13 mai 1656. Le 9 mai, la question des arrérages de la force expéditionnaire était dans son entier renvoyée à une Commission de quatre membres chargés de présenter un rapport à la Commission de la Jamaïque, dont

ils recevraient de temps à autre les instructions : captain Richard Deane, Richard Sydenham, Francis Hodges, Robert Bowes, ou deux quelconques d'entre eux. Le 15 mai, Deane était remplacé par Bartholomew Fillingham.

Commission du Commerce. Une Commission a dû évidemment fournir les rapports de novembre et de décembre au sujet du commerce de Virginie et de Maryland, 3 décembre 1656.

1657

21 juillet. La Commission nommée par décret du 15 juillet 1656 pour les Affaires d'Amérique fut révisée par ordre du Conseil d'Etat en date du 21 juillet 1657, stipulant également qu'ils devront étudier ce qu'il convient de faire à l'égard de la Jamaïque, selon les ordres du Conseil en date du mois de décembre 1656, et en informer promptement le Conseil. Cette Commission a été constamment très occupée et a présenté de nombreux rapports.

28 juillet. Sydenham et Bowes sont nommés à la Commission d'Amérique pour s'occuper spécialement de la question de l'envoi des femmes à la Jamaïque.

6 août. La question des arrérages devient si pressante que le Conseil d'Etat ordonne que deux ou plus des membres du Conseil devront recevoir les pétitions, et présenter conjointement leur opinion de temps à autre.

13 octobre. Rapport de la Commission d'Amérique à renvoyer à la Commission de la Jamaïque, pour commentaires et suggestions que cette dernière pourrait avoir à présenter au sujet de la question. Le Lord député comte Mulgrave et le secrétaire devant faire partie de ladite Commission à titre additionnel.

9 octobre. Election de Thomas Povey à la Commission.

Formation d'une sous-Commission spéciale de la Jamaïque composée du Lord Député, Lord Strickland, Lord Fienes, le comte de Mulgrave, Sir Gilbert Pickering, le Secrétaire et Lord Lisle, chargée d'examiner la pétition du capitaine English Smith relative à la Jamaïque, 20 octobre 1657.

Commission de Nevis. Cette Commission semble avoir siégé jusqu'en septembre. 17 juin, pétition relative au mauvais gouvernement de l'île renvoyée à une Commission composée des Lords Fleetwood, Disbrowe, Sydenham, Wonsely, Strickland et du vicomte Lisle, ainsi que du trésorier ou deux quelconques d'entre eux.

Comité de salut public, 24 septembre 1658. Ordre de nomination de Ward au gouvernement de Nevis.

Commission des îles Somers ou Bermudes. Pétition des habitants renvoyée à cette Commission composée de Disbrowe, Richard Cromwell, Fienes, Mulgrave, Wolsley, Jones, 23 mars 1658.

Une autre pétition des habitants fut également renvoyée à la Commission d'Amérique le 7 septembre 1658 et le même jour ordre fut

donné de l'accepter, sous la signature de John Mill, Tobias Bridge, Martin Noell, et Richard Sydenham, 14 septembre 1658.

Commission des navires de commerce hollandais saisis à la Barbade
10 juin 1658 : Disbrowe, Skippon, Strickland, Wolsley, trésorier, et le secrétaire.

1659

29 août. Sir James Harrington prend place parmi la Commission des Plantations Etrangères.

Commission des Plantations Etrangères, 8 octobre. Nomination d'un Comité de sécurité par le Parlement, samedi 9 mai 1659. Après l'effondrement du gouvernement de Richard, Povey essaya d'intéresser quelques-uns des nouveaux dirigeants à la question coloniale, malheureusement sans succès. Parmi ceux-ci, Lord Lambert, Lord Fleetwood, Lord Desbrowe, Sir Hon. Davis, commandant Galloway, colonel Thompson, etc.

1660

CONSEIL D'ÉTAT élu pour trois mois, aboli en février.

Rapport de la Commission au Conseil en date du 27 mars, signé par Povey, sur la Jamaïque.

DIXIÈME CONSEIL, 23 février-21 mai 1660.

24 avril. Pétition de commerçants demandant la nomination de Watts au gouvernement de la Jamaïque, renvoyée à la Commission des Plantations Etrangères qui devait en conférer avec les commissaires de l'Amirauté et de la flotte.

CONSEIL PRIVÉ ET CHARLES II.

Avril 1659. L'armée impose par la force la dissolution du Parlement ; rappel du Long Parlement ; Comité de Salut Public.

Lacunes dans les livres des Minutes du Conseil d'Etat, d'août 1658, août 1659, octobre 1659.

Seuls existent les livres d'août, septembre, octobre ; pour les recueils manquants on n'en trouve que des index.

II

Traité de soumission de la Jamaïque

« En premier lieu, que tous les forts, armes, munitions, outillage et matériel de guerre de quelque nature que ce soit (sauf ceux exemptés ci-après), et tous les navires qui se trouvent actuellement dans aucun port de cette île, avec le matériel, voilure, appareillage, munitions, artillerie, etc..., y afférent; comme aussi les marchandises, biens, produits, et tout ce qui se trouve dans ladite île, sera remis au Très Honorable général Venables, ou à qui il lui plaira

désigner pour en effectuer la réception, pour l'usage de Son Altesse Olivier, Lord Protecteur du Commonwealth d'Angleterre, d'Ecosse et d'Irlande, avant le... jour de ce mois de mai courant, sans aucune tromperie, détournement ou dissimulation d'aucune sorte.

« En second lieu, que tous et chacun des habitants de l'île (sauf ceux qui en seront exemptés ci-après) auront la vie sauve et ne seront nullement molestés en leurs personnes, et que tous ceux d'entre eux qui voudront quitter l'île seront, avec leurs femmes et enfants, transportés en quelques parties de la Nouvelle-Espagne (sujet aux vents et au temps) ou autrement en quelque une des possessions américaines du roi d'Espagne : ils devront se pourvoir des vivres et approvisionnements nécessaires pour le voyage, ce qu'ils recevront permission de faire librement (1).

« Troisièmement, que tous les officiers brevetés, et nul autre, pourront conserver et porter librement leurs rapières et poignards.

« Quatrièmement, que la liberté (sera accordée) à tous ceux qui voudraient partir en vertu du second article, d'emporter leurs vêtements, livres et tous écrits qu'ils désireraient conserver.

« Cinquièmement, que tous les artisans et autres habitants de moindre classe qui désireraient demeurer dans cette île (à l'exception de ceux qui sont énumérés ci-après) seront libres de leurs personnes et de leurs biens (sauf les esclaves), à charge de se soumettre et d'observer les lois du gouvernement de la nation anglaise, et toutes autres que les autorités décideraient de mettre en vigueur, et d'appliquer par tout le territoire de cette île.

« Sixièmement, que tous les biens et nécessités, aussi bien ménagers que réquisitionnables, devront demeurer dans les diverses habitations et estancias auxquelles ils appartiennent, et que toutes marchandises qui auront été transportées de leurs emplacements respectifs et dissimulées ou détournées, soient retournées aux diverses habitations dont elles provenaient avant le... jour de ce mai courant, et qu'il en soit rendu compte au dit Très Honorable général Vénables ou à ses mandataires, en conformité avec l'article premier.

« Septièmement, que nul des présents articles ne saurait être interprété comme s'appliquant à toutes personnes venues dans cette île sous le couvert d'une précédente tentative conduite par le capitaine William Jackson et qui ont ensuite abandonné leur drapeau et sont passées à l'ennemi, et que le gouverneur devra remettre lesdites personnes entre les mains des autorités déjà nommées.

« Huitièmement, que les habitants devront fournir tous otages ou cautions qui seront jugés utiles pour la garantie de leur fidèle observation des présents articles, ainsi que pour le retour sains et saufs des navires anglais qui seront désignés pour le transport de ceux qui souhaiteraient quitter l'île.

(1) PENN, *Thurloe*, IV, 29, disait que huit transports devaient convoyer les Espagnols en quelque partie de l'Amérique ; ils devaient emporter leurs vivres et les vêtements qui les couvraient.

Nuevièmement, Que dans le but d'assurer le transport de ceux qui projettent de partir et que le nombre en soit connu de façon certaine et qu'ainsi l'on puisse prévoir les facilités désirables, il est entendu que chaque chef de famille ou toute autre personne libre, parmi les habitants de cette île qui voudraient partir, devront, dans les..... jours de la date des présentes fournir au dit Très Honorable général Venables ou à ses mandataires une liste complète de toutes les personnes de leurs familles respectives pour lesquelles ils sollicitent le rapatriement selon les articles précédents, ainsi que les noms et le nombre de tous les serviteurs et esclaves qui leur appartenaient à la date du.....de ce mois courant.

« Dixièmement, qu'une liste exacte de tous les autres habitants et citoyens libres de cette île avec leurs noms, titres, qualités et occupations, et les noms de leurs femmes, enfants, serviteurs et esclaves, devra être fournie au dit général et à ses mandataires dans les..... jours qui suivront la date des présentes.

« Onzièmement, que pour toutes les personnes dont les noms seront ainsi fournis au port de Caguaya à quiconque aura été désigné par le général de la flotte pour les recueillir à l'usage desdites personnes qui désireraient être rapatriées.

« Douzièmement, que tous les esclaves nègres et autres soient envoyés par leurs différents maîtres, pour se présenter le..... jour de ce mois courant de mai devant le Très Honorable général Venables, dans la savane, qui s'étend devant la ville de Caguaya, afin d'y recevoir toutes concessions favorables qui sont à l'heure actuelle envisagées au sujet de leur liberté.

« Treizièmement, que toutes les personnes à évacuer soient prêtes et rendues au port de Caguaya avant le..... jour de ce mai, sous peine de forfaire sans appel quant à leur liberté le bénéfice de ces présents articles.»*

III

Gage's letter to Cromwell.

Some brief and true observations concerning the West Indies, humbly presented to his highness, Oliver Cromwell, Lord Protector of the Commonwealth of England, Scotland and Ireland. (By Mr. Thomas Gage).

(*) *Venables' Narrative*, 36-39. Les commissaires anglais étaient : le major-général Venables, le vice-amiral Goodson, le colonel Holdip et le colonel Doyley. Les commissaires espagnols étaient : Don Arnold Sasi, gouverneur espagnol ; Don Acosta portugais, et deux autres.

Idem, 137. Ce compte rendu mentionne que les Espagnols devaient être rendus à la ville : « Ce jour-là, au coucher du soleil », et, à la date du 16 juin, devaient être transportés en quelque partie de la Nouvelle-Espagne ; et devaient laisser en arrière tous leurs biens, ainsi que quelque 3.000 esclaves nègres. Il leur était seulement permis d'emporter deux complets de vêtements.

BARRINGTON, *7th Rep. Hist. Mss. Comm.*, 574, dit qu'ils « devaient être évacués aussitôt que les conditions climatiques le permettraient ».

1. That your highness his most faithful servant may not be thought anyways to act (with a pretense of good to his native country . by a Jesuitical spirit leading to any settled motion, which may turn to the drawing any force or a naval strength from this country, whereby your highness may be weakened, and your enemies in the narrow seas, in Ireland and Scotland, or any at home (if they shall hereafter appear, which the Lord avert), may be advantaged ; it is the humble sense, and true and faithful judgment of your highness ever praying servant for your prosperity, that to suppress all enemies, and that this nation, with Scotland and Ireland, may enjoy comfort and protection by your highness. His long government, safety and happiness, it is not at present safe or expedient to take away quite from the sea (which compass your dominion) all the strength of the ships ; but that such fleets may be left, which may overpower all enemies abroad, and be a safety to the trade of this nation : but in case this being done, and sufficiently provided for and yet strength left to take in hand any glorious enterprise ; that then these few observations of my own experience may by your highness be accepted, as from one, who for these many years, hath observed, yea admired the activity of your highness his faith (for faith in the Saints, in the behalf of God's glory, is an active faith) who waits for a conversion of the poor Indians, who longeth to see the light of the gospel run yet more and more forwards, till it come to settle in the west among those poor, simple and truly purblind Americans,

2. Your highness his humble servant having been abroad, and known in part, the flourishing condition and strength of the house of Austria (Rome's chief strength and pillar) hath observed the Austrian pillar's strength to be in the American minds ; which being taken away with Austria, Rome's triple crown would soon fall into decay.

3. Though God be long suffering yet he is not ever suffering and ever bearing with a proud, sinful people ; but no people more simple than the Spaniards in America, both great and small, viceroys, judges, and poor peasants, who in general sin and hide not their sin, as the prophet saith, but sin like beasts uncontrolledly ; therefore their sins will betray them and fight against them, if our nations shall oppose them.

4. It hath been for these many years their own common talk, from some observations (or as they call them) prophecies, vented out amongst them, that a strange people shall conquer them, and take all their riches away from them.

5. None in conscience may attempt such an expulsion of the Spaniards from those parts, than the English, who have been often expelled by them from our own plantations ; as from St. Christopher's, St. Martin's, from Providence alias St. Chartharne's and from Tortugas, where the English were unhumanly and most barbarously treated by the Spaniards, who to this day watch for their best advantage to cast us out of our plantations and say that al

the islands, as well as the main, belong to them. And in confusion it is lawful to cast out the enemy or troublesome neighbor out of his dominions would and hath attempted to cast us out of ours.

6. This is not a work so hard and difficult as is by some apprehended : for that, first, though the continent so vast, and of many thousand miles, yet it is very thinly populated by Spaniards.

Secondly, within the mainland, in my time, in the greatest cities there was not one gun or a field piece, or a wall, castle or any bulwark.

Thirdly, the Indians who in some places are many cannot oppose, not being suffered to enjoy any arms, for fear of rising against the Spaniards.

Fourthly, the Spaniards cannot oppose much, being lazy, sinful people, feeding like beasts upon their lusts, and upon the fat of the land, and never trained up to wars ; over whom there can be no fit commanders suddenly : there being few or none in the land experienced in martial discipline : nor arms or ammunition : in some parts in two hundred leagues to arm or strengthen six hundred fighting men.

Fifthly, for the mulattoes and negroes opposing, there is no fear, for if any arms were committed to them, soon might the masters fear to be overpowered by their slaves and servants.

Sixthly, because there are many strivings and factions amongst them, as Creolians, or thereborn Spaniards, against such as come from Spain, Mestizos, mulattoes, and negroes against both, and all against the poor Indians : so that the factions, which were amongst the Indians of Tlaxcala and Mexico, were Cortez the first Spanish conqueror his best advantage to conquer that land with five hundred or six hundred men ; so no doubt but their present factions may be any other nation's advantage to conquer them again. And if at the first arrival any nation shall proclaim liberty to mulattoes, negroes and Indians, for such a liberty they would join them against the Spaniards, as I have often heard them say when there I lived.

7. Of all islands near unto the continent, none unto Hispaniola and Cuba. Hispaniola was the Spaniards first plantation, and therefore would be to them a bad omen to begin to lose that, which they first enjoyed. This island is not one-quarter inhabited, and so more easy to take, there being few in it. The riches not being comparable with those of the main are the cause that so few inhabit it ; and there being no Jesuits in it who commonly are found in the richest cities and countries, is a sign of no great treasure ; yet ginger, hides and sugar are there, and some do talk of mines of silver formerly discovered. The taking of this island would be a terror to the Spaniards, and a means to keep them much in awe upon the main ; yet if not seconded with a speedy landing place upon some part of the main, it might alarm them there to strengthen themselves more than ever yet they have done. Cuba is not so big, yet as rich or richer.

At the chief town of Havanna it is very strong with castles, yet upon the river of Matanzos, a people may set ashore a considerable party to march by land to Havanna. Into this river of Matanzos did the Hollanders drive the Spanish galleons and follow them up the river a little way when they took their plate from them, and might have landed as easily as the Spaniards landed to save their lives, and might have marched to Havanna, which is not much above a day's march thence. This with a fleet at sea before the castle, or in sight to terrify, and a party by land on the back of the Havanna, that that strong place might be gained, and the castle starved, and with Havanna all the island conquered, which is the key to all the Indies.

8. In all the continent there is no place easier to land in than in Honduras in Golpho Dulce, wherein may ride above five hundred ships, and at the coming in may be strengthened for the present upon two rocks which the Spaniards yet never did. From this Golpho, alias called Puerto de Cavallos, there are not full three score leagues to Guatemala, the chief court in the city of that country. The chief trouble is the first two days up the mountains, yet open and passable, where mules laden with jars of wine from Spain do every year go up without loss or danger. Up the hills there is cattle enough, and about the country plenty to victual one thousand ships. In the way to Guatemala there are Indian towns, especially Acazabapalan, where provision of fish and flesh may be had, and Indians to lead, and guide and carry provisions. Further, before we come to Guatemala is the valley of Mixko and Pinola and Petapa, where is wheat enough growing, farms of sugar, cattle, and store of fish from the lake of Petapa, of which country the language in part hath been printed by me, and is not yet forgotten. The city of Guatemala did in my time lie open without any defense of walls, guns, or bulwarks, consisting of about five hundred inhabitants, never practiced to fighting. Cloisters in it extraordinary. The taking of this city would be the subduing and bringing in of at the least three hundred leagues on both sides; for towards Nicaragua and Costa Rica, and so by land to Panama. The Spaniard cannot raise one thousand fighting men, and scarce arms that way to arm 500 or 600. Northward towards Mexico to the Chiapa (4 score leagues from Guatemala) the Spaniards are very thin and not able to raise 200 men; so that this country being taken, and immediately a supply coming from Virginia, New-England, and Barbadoes, the country would soon be peopled and strong to defend themselves from any strength coming against them from Mexico, which is 300 leagues off.

Guatemala taken the south sea may be commanded; which in some places is but one day's journey from Guatemala. But a week's journey from thence there is a haven called Realixo upon the south sea, and another near called La Trinidad, where some small ships come from Peru, which may easily be taken, there being no castles in them; and all about that country there is store of timber for

the building of ships, which our nation may soon set out to master the south sea and Panama, and so downwards to Peru ; but much more, if from the East Indies a small squadron, of ships should come to join with them. Chiapa being taken in, then a province called Zoques (where is the chiefest cochinill must needs yield, they being most Indian towns, and but here and there some few straggling Spaniards).

9. For the better conserving and keeping of Chiapa and Zoques, notice may be taken of a great river called Tobasco, which comes up through the country from the north sea, and entereth into the province of Guaxaca, four score leagues from Chiapa, and to Zoques ; down which river the Spaniards in boats send their cochinill, hides, and sugars to Vera-Cruz. A squadron of ships riding about Vera-Cruz and the north of the Tobasco may terrify much, yea, may send up in boats a party of musketeers if they can endure there a little heat as myself did and the Spaniard too who may much harm that way the country, while above a stronger party hath mastered Zoques ; but in this case, care must be taken, and watch had over some parts, where by the river side are trees thick and fit for an ambuscado.

10. All this country is much corrupted by sin, and occasions to sin and looseness are great which the lewd Spaniards have brought in amongst the Indians ; and therefore such as go thither must be well principled in points of honesty ; otherwise they may soon be in the snare, and fall from God, and losing Him lose again, what by His blessing, help and favour, may be easily gotten and so gotten may much redound to the glory of God, to the enriching of this commonwealth, to the pulling down of the stout hearts of the stout house of Austria, to the ruining and utter fall of Romish Babylon, and to the conversion of those poor, simple Indians.

11. This country being taken, Zucatan may be considered and Campeche, which hath formerly been easily taken by us and the Hollanders, and soon left. A small party may master that ; and it is considerable, because it joins near to Zoques, and is continent with Honduras and Guatemala. Though in some place stowards Guatemala there are barbarous Indians, which the Spaniards never yet conquered, yet may by this have conquered them ; for at my being there, it was their thoughts to do it but a sufficient number of fighting men could not be found, for the better and nearer commerce between that part of Guatemala, which is more remote, by Golpho de Dulce. Five hundred men will do much upon this place, and all this will be easy, when once footing is set upon the country of Guatemala, and doubtless at such a report, Barbados (which may afford to such a work 10,000 fighting men, as I have been informed by letters from thence five years ago and Virginia and New-England, and other plantations, which are even worn out and have but droughts for that treasure, but copper for that gold, but dirt for those riches now ready to our hands, will flock thither with speed, to further such a glorious work, which may be a work of onehalf year, if vigo-

rously acted, and the places named taken in immediately one after another, before the Spaniards can join forces, or any supplies come from Spain, which can hardly be done by that King, having at present so many irons in the fire here in Europe. The next year thoughts may rise higher (when neighbors and friends are come to join with us and carry to Mexico northward, or to Peru southward, where are the chiefest mines.

12. Nothing can be acted upon the mainland until October; the beginning of which month beginneth there the summer, and lasteth until May, after which till October again the rains and the showers are so great and daily, that they will make the mountains at least almost unpassable. The heats so feared by our English are not so great within the land as in Barbados, where we live well, except some places and marshes near the south sea and the river Tobasco, and one place called Chiapa de Indios, where yet I live with much health, as also do the Spaniards there, and many places there are as cold as it is here in England.

These few observations (having espied, as Joseph Egypt, that fat and rich country), I thought it my duty to present unto your highness, as did formerly Columbus present unto Henry the Seventh his discovery of the rich part of the world which then was not regarded. God would not make that Prince such an instrument for the advancing His glory, as He hath made your Highness.

The Lord grant, that your faith may yet be active abroad as well as at home. The Lord grant, that yet you may ride on prosperously, conquering and to conquer. The Lord make your Highness, as our protector, so also a protector of those poor Indians, which want protection from the cruelties of the Spaniards. The Lord make your Highness yet his instrument for the enriching of this poor island; and the Lord, who is rich in mercy, enrich your soul with the spiritual riches of His grace which is, and ever shall be a constant prayer of

Your Highness' Most Faithful Servant and Daily Orator before the Throne of Grace,

THOMAS GAGE (1).

IV

A Paper of Colonel Muddiford concerning the West Indies, December 1654.

Upon any design out of England upon the Spaniards in the West Indies, it seemeth to be most adviseable, that the general should land in Barbados with 2000 men in November, if he can, where he shall be sure to double his number. With these let him sail to Tri-

(1) THURLOE, *State Papers*, III.

nidado, and take the town of St. Joseph's, which is garrisoned with 100 Spaniards ; which being done give the town to the natives to oblige them ; and the rather, because it will be dangerous to leave any English there, by reason of the unhealthfulness of the soil : for it is seated in the mouth of the Oronoque, and take St. Thomas, which is garrisoned with about 200 Spaniards, and leave some English, and build some sconces in convenient and commanding places of the river, and put colonies in them. It were convenient to leave 1000 men in several places on the river, under a well tempered governor, who may practise on the Indians, and as he finds them advance, to arm them. By sea from Spain can this place only be attempted : for it is to windward of all his colonies in the Indies, and by land he dares not come, by reason the Indians are his enemies. Therefore, you are in this only to consider, how able the Spaniard is at home, and make provision against him accordingly. From hence you may attempt Margarita with 3000 men, where you may undoubtedly receive 2000 more from the Leeward islands, in case order be taken for their transporting. At this island you may probably meet with 500 fighting men, besides slaves, who are the divers or fishers for pearl. This place you are to garrison, it being very healthful, though barren. From hence you may advance to Comana, Carracas, Venezuela upon the river Marecay, and so to the river of Rio Grand, and if occasion serves, to Carthagena. These things are very easily compassed ; for one Jackson in a roving voyage about 8 years since landed in Margarita, alarmed all that coast, went by Marecay, and lived seven weeks in the country, having but 800 men, and in all that time saw no considerable enemy. Besides the Dutch have lived many years in a little island called Corozao with a small colony, which is as it were in their bosoms : arguments enough of the Spaniards weakness ; so that make yourselves masters of that sea, and there is no fear or cause of doubt to succeed. All this coast is full of horses and cattle, the climate healthful, the land fruitful : the inland full of Indians, some as yet unconquered by the Spaniards, whither in a short time all the families of the Leeward islands will come, and many thousands from other places without your care or charge.

Reasons why it is better to settle Terra Firma, that is the main above-mentioned, rather than the islands, are these :

1. Because the islands are inhabited only with Spaniards, and by them very inconsiderably ; so that if you go there, you will find little more than land and trees, and your business will only be to clear ground, build houses, plant, and make inclosures ; a work of great toil, long time, and excessive charge, of which the old planters are very sensible ; whereas on the main you will meet with good towns, well peopled, with a few Spaniards and many Indians, whom they keep in slavery, and who very probably will be faithful to milder masters.

2. The islands must be inhabited wholly by English (for the Spaniards will not serve under them) ; which may too much ex-

haust our native country of men, and render us weak at home ; but on the main you have Indians to practise on, who, without dispute, will by politic and rational means be as so many hands gained to the commonwealth.

3. The returns from the islands will be so small and so slow, in regard they are to be produced by the labour of the planter, that it will beget impatience in the adventurers, and perhaps a total desertion of the design ; whereas from the main you will presently be masters of gold, silver, and pearl, besides hides and tallow, and the present commodities arising from the many settled plantations there.

4. By settling the islands you provoke the Spaniard, but do not at all disable him of this revenge ; but by settling on the main, you do not only take from him the benefit of his pearl, and the mines of gold and silver already open, but also hinder the passage of his treasure from Peru, and lay Peru fairly open to an invasion.

5. By settling the islands you do not at all impede his correspondence with his other colonies, so that he is still free and at large to advise and execute all things as if you were not there ; but settling on the main you cut off his correspondence from Peru and all South America so that he cannot supply them from Spain ; by which means they must of necessity have all their commodities from you ; and how that may work, and what intelligences that may produce among them, may easily be imagined.

I propose the river Oronoque to be first settled for these reasons :

1. Because it is one of the greatest rivers of the Indies, into which falleth for 1000 leagues running a great number of navigable rivers, on the banks whereof are an infinite number of naked Indians of several nations and languages, differing both in manners and interest, on whom great advantages may in a short time be made ; and by their assistance more may be done than ever Cortez did in Mexico by the aid of the Tlaxcallans.

2. Because it lyeth but three days sail from Barbados, and you may probably in 4 or 5 days return thence to Barbados : so that if the worst happen, the retreat is from thence apparent, which will engage the more considerate men the sooner to undertake it.

3. We have already a colony at Surinam on the same continent, of about 600 men, besides women and children, who will readily quit the place to come where the beavers are.

4. You will presently command a great part of the Barbados sugar, by the sales of the cattle, horses and mules, which you may with ease transport thither.

5. The nearness of this colony to Barbados will be a good strengthening and countenance to each other ; and if by chance of war you may fail in the more leeward achievements, yet this river may be kept, which in short time will yield sufficient answer for the hazard and charge laid out upon it.

6. The advantage of the rivers, the easy transport, in boats, of

men, arms, and ammunition, provisions and other luggage, and the great advantage you have on the Spaniards in that element, are principal motives to advise settling on the river windward, and the others of Marecay and Rio Grand leeward.

7. The great use that may be made of the naked Indians, in planting, trading, and other necessities, in time of peace, and the helping the English in time of war, are no mean considerations.

8. Barbados lieth very convenient to be the magazine of all necessities, until Oronoque be securely settled : and there the sick men may be recovered and the sound refreshed after the voyage from England.

9. Having the Indian to friend you, you may safely correspond with the other garrisons at Caracas, or elsewhere on the Terra Firma.

This I hold to be the best design. Of the islands I hold Cuba to be the best, only by reason of the Havannah there seated, which may be called the back door of the Indies, the Spaniard being inforced to disimbogue that way : with whom you may speak, when he goes home with his treasure.

As to the arms, etc.

1. I would have a fleet strong enough to beat the Spanish armada : and let the frigats be good sailors, such as will stand nearest the wind : for which purpose the keels should be sharp and deep : let them be well victualled, the beef well salted, and the beer well boild : for we have found it by experience, that it is the corrupt victuals, not the climate, that cause the sickness.

2. Let not too many soldiers be put upon a vessel to prevent pestering : and if possible let the men be taken aboard at Plymouth or Falmouth.

3. Let your ships have double rigging, tackle, and sails, etc.. for the voyage is long, and we have no supplies in these parts.

4. Let there be 100 good wherries, which you at London call light horsemen, and some 6 oar barges, which will be of very great use in the river, to fetch up the Indians canoes and pereagoas, which proved very advantageous to the colony at Surinam.

5. Let the land soldiers be provided with musket and other defensive arms, as if you were to attempt France, Spain, or Italy, for the country is not hotter than either ; but that a man may endure the carriage of arms here, as well as there. Let there be a good train of artillery, granadoes, petars, and other fireworks, and also engineers, and all other necessary officers of that kind.

6. Let there be arms for 1000 horse, and for two companies of curassiers complete.

7. Their clothing may be shiers, shoes, and drawers ; and it would do well, if you did buy hammocks for them, which come from you ; which I understand may be had about Bristol. For these in the Indies take no care, for they are already provided with them.

8. Be sure to have enough of mattocks, shovels, spades, pick-axes, wheelbarrows, axes, carpenters, coopers, and masons tools : saws of all sorts, and the like.

Lastly, it will be necessary, if the person who shall command in chief of these forces, have a power to command all the governors of the English in any part of America ; and that his highness' orders be directed to them to that purpose : and though I verily believe, that every man will be forward to embark on this design, yet it is wisdom to have a power of pressing, which on some extraordinary occasions may be made use of.

Thus I have laid open a design of as much ease to obtain, and of as much honour and wealth in the enjoyment, as can be probably imagined (1).

V

Oliver P.

Instructions Vnto generall Penn, collonell Venables, Aldr. Ricard, collonell Haines, Mr. Maurice Thomson, capt. John Lymberry, capt. William. Rider, capt. Thomas Alderne, Mr. William Williams, capt. Goodson, Mr. William Vincent, capt. John Brookhaven and Mr. Martin Noell, for the Manageing the Southerne Expedition (2).

Whereas Wee have, by advice of our Counsell, resolved with all convenient speede to send into America a Squadron of Shippes of Warre consisting of 14, and seuerall other Shippes of burthen to carry Provisions and other necessaries (a list of all which shippes you shall receive from the Commissioners of the Admiralty and Navie), and to send with the said Shippes 3000 land souldiers in 6 Regiments and 100 horse. And with the said Forces to Attaque the Spanyard both at sea and land in those parts ; who hath unhumanly murdered diverse of our people there, taken away their possessions, and doth exercise all Acts of hostility against them as open enemies, and hath seuerall other waies given iust cause to this State to take and prosecute the aforesaid Resolucions.

And reposing trust and confidence in your prudence, faithfulness, and integrity. We have chosen, constituted, and appointed. and doe hereby constitute, chuse, and appoint you to bee our Commissioners for the Ordering and manageing of the designe and vndertaking aforesaid, according to the Instructions now given vnto you, or such others as you shall from time to time receive from vs on that behalfe.

1. You shall therefore vppon the Receipt of these Instruacions meete at some convenient place in the Cittie of London, and apply your selues to this worke.

2. You shall informe your selues of the State of the Fleete intended as aforesaid for America, what provisions of all sorts are already made, both as to the nature and quality of them, as allsoe

(1) THURLOE, *State Papers*, III.

(2) *Stowe Mss.*, 185, f. 83.

to the quantities and proportion of them : And what you shall find defective or short, you shall certifie your advice and opinion therein vnto vs in writing, and by what meanes the same may most conveniently be provided and with most expedition.

3. You shall take Consideracion of all things which may bee necessary for the carrying on this present designe, as well in Reference to the land Army as the Sea Forces, and to certifie your advice as in the next precedent Article.

4. You shall consider of two fitt persons to be sent away ymmediately to the Barbadoes and the other Carribbee Islands, who may Communicate there with such persons as shalbe thought fitt concerning this designe, and make such preparacions there in Order thereto against the Coming of the Fleete thither as shalbe necessary, And you shall consider of fitting instruccions to be given to the persons who shalbe sent as aforesaid.

5. You shall consider what Forces and supplies will bee fitt to be sent after the present Fleete, and of the time sending them, and in what manner.

6. You shall generally consider of the best and most probable meanes for the carrying on and ymprovement of this vndertakeing, In Case it shall please God to give us Success in the present expedition, for the Honour, benefit, and advantage of this Common Wealth, as well in respect of trade as otherwise.

7. You shall from time to time certifie to vs your opinions and advice concerning these perticulers, and shall not communicate your advices or Counsells but by direccion from us.

8. You have hereby power to send for any persons to be conferred with, or ymployed in this business, or for the Execution of your Orders, as Allsoe to appoint Clerkes and officers to attend you in this service, and to appoint them just allowances, which being certified to vs Care shall be taken for the payment of them.

9. You shall take Care that the persons you ymploy, espeevally the Clerkes, be trusty persons, and such as you may have entire confidence in.

10. Our will and pleasure is that you, or any three of you, doe put in Execution these powers and Instruccions.

Whitehall 18^o August 1654.

JOHN THURLOE.

VI

The Commission of the Commissioners for the West Indian Expedition (1)

Oliuer, Lord Protector of the Common Wealth of England, Scotland, and Ireland, and the Dominions thereto belonging. To our right trusty and welbeloved Generall Robert Venables and

(1) *Add. Mss.*, 11410, f. 47.

Generall William Penn, and to our Trustie and beloved Edward Winslowe Esqr., Daniell Searle Esqr. Governour of our Island of Barbadoes, Gregory Butler Esqr. Greeting, Wee haueing taken into our serious Consideration the State and Condiction of the English Plantations and Colonies in the Western part of the World called America, and the Opportunity and meanes which God hath betruusted us and this Common Wealth with, both for the securing the interest wee already haue in those Countries, which nowe lye open and exposed to the will and power of the King of Spaine (whoe claimes the same by Colour of a Donation of the Pope) at any time when hee shall have leisure to looke that way ; and also for getting Ground and gaineing vppon the Dominions and territories of the said Kinge there.

Wherevnto Wee also hold our self Obliged in Justice to the People of these Nations for the Cruelties, Wrongs, and Injuries done and exercised vppon them by the Spaniards in those parts, Haueing a respect likewise in this our vndertaking to the Miserable Thraldome and Bondage, both Spirituall and Civill, which the natives and others in the Dominions of the said King in America are subiect to and lye vnder by meanes of the Popish and cruell Inquisition and otherwise, from which if it shall please God to make us instrumentall in any measure to deliver them, and vppon this occasion to make way for the bringing in the light of the Gospell and power of true Religion and Godliness into those parts, Wee shall esteeme it the best and most Glorious part of any Successe or Acquisition it shall please God to blesse us with. And Wee haueing vpon these and other Consideracions raised and sett forth Land and Sea forces to send into the Parts aforesaid for th'ends and purposes before expressed, and considering how necessarie it is that Persons of knowne prudence, Wisdome, and fidelitie, should be authorized and Commissioned by us for the better Ordering and manning so great affaires vppon all occasions, as things may emerge and fall out for the best Advantage of the State, and for the improvement of this whole designe : and Reposeing trust and Confidence in the ability, Circumspection, and fidelitie, of you Generall William Penn, Generall Robert Venables, Edward Winslowe, Daniell Searle, Gregory Butler, Wee have made, constituted, and appointed, and by this presents doe make, constitute and appoint, you the said Generall Robert Venables, Generall William Penn, Edward Winslowe, Daniell Searle, Gregory Butler, to be our Commissioners for the ordering manning and governing the Affaires aforesaid, according to the Instructions herewith deliuered vnto you, and such others, as you shall from time to time receive from Vs, and therefore we doe hereby Strictly charge and require you that you doe intend the said Service, and vse your vtmost diligence and endeavours for the Carrying on and promoting the same, and observe, and keepe, and cause to be observed and kept, all and singular the said Instructions, and such others as you shall hereafter from time to time receive from Vs, and we doe alsoe Streightlie charge

and Command all others whome it may concerne to bee ayding and assisting to you, and every of you, in the execution of the premisses, and to be obedient to your Commands therein as becomes, as they and every of them will answer the Contrarie at theire Perills. This Commission, power, and authoritie, to continewe in force vntill Wee shall otherwise order. In Witness whereof wee haue caused these our Letters to bee made Patents. Witnesse ourself at Westminster the Ninth Day of December. In the yeare of our Lord One Thousand, Six hundred, Fifty and Fower.

This is a true copy,

WILL AYLESBURY, secret.

VII

The Protector's Commission to general Venables

Oliver, Lord Protector of the Commonwealth of England, Scotland and Ireland, and the dominions thereto, to our trusty and well-beloved Robert Venables, general and commander-in-chief of our Army and forces to be sent or raised in America.

Whereas we are resolved, to send an army into America, for securing and increasing the interests of this Commonwealth in those parts, and for opposing, weakening, and destroying that of the Spaniards, who under a pretense of the Pope's donation claims all that part of the world as belonging unto him, and thereupon hath not only exercised inhuman cruelties upon the natives, and prohibited all other nations to have any trade, commerce, or correspondence with those parts ; but hath, contrary to the laws of all nations, by force of arms, expelled the people of these islands from several places in America, whereof they were the rightful possessors, destroying, and murdering many of their men, and leading others into captivity; and doth still continue all manner of acts of hostility upon us, and the people aforesaid in those parts, as against open and professed enemies ; thereby threatening the ruin and destruction of all the English plantations in those parts, when we shall have opportunity for the same and having by advice of our council raised and levied forces here in England, to be sent into the parts aforesaid, and intending also, that other forces shall be raised in the Barbados and other Carribee islands and places there, to be joined unto them ; and reposing trust and confidence in your faithfulness, ability, courage, conduct and circumspection, we have constituted and appointed, and do by these presents constitute and appoint you the said general Venables, commander-in-chief under us of the army and forces raised or to be raised by authority from us, for the end and service aforesaid ; giving and granting unto you full power and authority to rule, govern, command, dispose, and employ the said army and forces, and every part thereof, and all officers and others whatsoever, of and belonging to the same, in, for, or about all defences, offences, executions, and other military and hostile acts and services ; and to lead and conduct the said army and forces,

or any part thereof, against the King of Spain, his people, and subjects, in any part of America, and all others whomsoever, who shall aid or assist him or them there, or shall be enemies or rebels to us and this Commonwealth in those parts; and them to pursue, invade, resist, kill, and destroy by all means whatsoever; and also to command all garrisons, forts, castles, and towns, within the said parts of America, which are already garrisoned and fortified to our use, or shall be hereafter garrisoned and fortified; and also full power and authority to assign and grant commissions to all such commanders, officers, and governors of the said army, forces, and garrisons, as shall be thought necessary and requisite for the command and government of the same; and also full power and authority to command the several and respective governors of the islands of Barbados, Bermudas, Antigua, and other the Caribbee Islands and of all the other English plantations in America; and all other officers, administrators, whatsoever in the said islands and places; and also full power and authority to execute, or cause to be executed martial law, according to the cause and customs of war, and according to the laws and ordinances of war upon or against any person or persons offending against any of the said laws, or ordinances of war; and also full power and authority from time to time by yourself or others, deputed and authorized by you to take up and use such carriages, draughts, boats, and other vessels as in your discretion shall be thought needful for the conveying and conducting of the said army and forces, or any part thereof or for bringing, or carrying ordnance, artillery, ammunition, victuals, or any provisions, or utensils of war, necessary or requisite for the same army, or forces, or any part thereof, to or from any place or places, in order to the said service; and also full power and authority to do and execute all other things incident and belonging to the place of a commander-in-chief of an army and which shall be thought necessary and requisite for the carrying on and accomplishment of the premises; and all commanders, officers, and soldiers of the army, forces, and garrisons, are hereby required to obey you as their commander-in-chief, according the discipline of war; and likewise the governors, officers, and ministers of the said several islands and plantations, and all other officers and persons whatsoever in the parts aforesaid are hereby required to obey you, and to be aiding and assisting you in their respective places, for the ends and purposes aforesaid; and you are in the prosecution and execution of all and singular the premises, to observe and follow all such instructions, orders, and directions as you shall herewith or from time to time hereafter receive from us. And for the premises these presents shall be your warrant. And in witness whereof we have caused these our letters to be made patents. Witness ourself at Westminster, the ninth day of December in the year of our Lord one thousand six hundred and fifty four. Endorsed by Secretary Thurloe, 4 December 1654.

This Commission was read in the council, and passed.

Presents : Lord President, Lord Lambert, colonel Fiennes, colonel Sydenham, colonel Jones, colonel Mountague, Mr. Strickland, Sir Ch. Wolsly, colonel Mackworth.

Ordered, that his highness be advised to give this Commission to General Venables.

VIII

Instructions unto Generall Robert Venables giuen by His highnes by aduice of his councel vpon his expedition to the West Indies (1)

Whereas we have by our Commission constituted and appointed you commander-in-chief of the Land army and forces raised, and to be raised, as wel in England, as in the parts of America, for the ends and purposes expressed in the said Commission.

1. You shal therefore, immediatly upon the receipt of these Instructions, repaire with the Forces aforesaid vnto Portsmouth, where we haue appointed the Fleete designed for the afore-said service vnder the command of Generall William Penn, to take you with the said army and forces aboard them to transport you into the parts aforesaid.

2. Whereas some additional forces, as the service shal require, are to be raised in the Island of Barbadoes, and other the English Islands and Plantations, you shall vpon your arrival there, and vpon consideration had with the Commissioners appointed to attend this service, or any two of them (wherein also if you think fit you may aduise with some of the most experienced men in those parts); concerning the present designe and the Nature thereof, vse your best endeauors by such wayes, and meanes as you with the aduise of the said Commissioners or any two of them, shal judge most conuenient and expeditious, to levy and raise such numbers of souldiers as shal be found necessary for the better carrying on of this designe, the said souldiers to be either taken with you vpon your first attempt, or to follow after, as shal be by the aduise aforesaid agreed and directed. And wee haue thought fit to leaue vnto your discretion, by the aduise aforesaid, what numbers of men shal be raised, as also the manner and meanes of doing thereof, because you may not at that distance be tyed vp by any instructions which may not suite with, or be agreable to such accidents as may happen and fall out vpon the Place, but may be at liberty to proceed vpon the Designe, either without any addition of forces in the Islands and Plantations aforesaid, or with a les or greater addition, as you shal find the nature of the service to require ; and you haue also

(1) *British Museum, Add. Mss.*, 11410, f. 41.

Power and authority from time to time by your warrant to cause such further supplies of men to be leuyed in any the said Islands for the aforesaid service, as you with the aduise aforesaid shal find necessary.

3. The designe in General is to gain an interest in that part of the West Indies in the possession of the Spaniard. For the affecting whereof we shal not tye you vp to a method by any particular Instructions, but only communicate to you what hath bin vnder our Consideration. Two or Three wayes haue bin thought of to that purpose.

1st. The first is to land upon some of the Islands, and particularly Hispaniola, and St. Johns' Island, one or both; the first of them hath no considerable place in the South part thereof but the city of St^o Domingo, and that not being considerably fortified may probably be possest without much difficulty, which being don, and fortified, that whole Island will be brought vnder obedience: the cheif place of St Johns Island is Porto Ricco. The gayning of these Islands, or either of them, wil as We conceiue amongst many others haue these aduantages.

1st. Many English will come thither from other parts, and see those places become Magazines of men and provisions for carrying on the designe vpon the Mayne Land.

2. They lye sure retreates vpon al occasions.

3. They lye much to the wind-ward of the rest of the K. of Spaines dominions, and being in the hand of the Spaniard will enable him to supply any part that is distressed on the mayne, and being in our hands will be of the same vse to vs.

4. From thence you may possibly after your Landing there send force for the taking of the Hauana, which lyes in the Island of Cuba, which is the back doore of the West Indies, and wil obstruct the passing of the Spaniards Plate Fleete into Europe, and the taking of the Hauana is so considerable that We haue thoughts of beginning the first attempt vpon that fort and the Island of Cuba, and do still judge it worthy of consideration.

2. Another way we haue had consideration of is, for the present to waue the Island, and to make the first attempt vpon the mayne land, in one or more places between the Riuer Orinoque and Porto Bello, ayiming therein chiefly at Cartagena, which we would make the seate of the intended designe, securing some places by the way thereto that the Spaniard might not be to the wind-ward of vs vpon the mayne land wherein if you haue success you will in al probability.

1st. Be master of the Spaniards Treasure which comes from Peru by the way of Panama in the South sea to Porto Bello or Nombre de Dios in the North sea.

2. You wil haue houses ready built, a country ready planted, and most of the people Indians, who wil submit to you, there being but few Spaniards there as is informed.

3. You wil be able to put the Country round about under Con-

tribution for the maintenance of the Army, and therewith by the Spoile and other wayes probably make a great present returne of profit to the Commonwealth.

There is a third Consideration and that is mixt relating both to the Islands, and also to the mayne land, which is to make the first attempt upon S^{to} Domingo, or Porto Rico, one or both, and haueing secured them to goe immediatly to Carthagena, leauing that which is to the Windward of it to a farther opportunity, after you haue secured and settled that city with what doth relate thereto, if God please to give that place into your hands.

These are the things which haue bin in debate here, and haueing let you know them we leaue it to you, and the commissioners aforesaid to be weighed vpon the place, that after due consideration had amongst yourselues, and with such others as you shal thinke fit to aduise with who haue a particuler knowledge of those parts, to take such resolutions concerning the making of the attempts and the manninge, and carrying on this whole designe, as to you and the said commissioners, or any two of them, shal seeme most effectual, either by the wayes aforesaid, or such others as shal be judged more reasonable, And for the better enabling you to execute such Resolutions as shal be taken in the premisses, you are Hereby authorized and required to vse your best endeavors, Wherein Generall Penn Commander-in-Chief of the Fleete is by Vs required to joyne with and assist you with the Fleete and sea forces as often as there shal be occasion to land your men vpon the Territories, Dominions, and Places belonging vnto, in the possession of or claymed by the Spanyards in America, and to surprise their forts, take or beate down their Castles and Places of strength, and to pursue, kil, and destroy by al meanes whatsoever al those who shal oppose or resist you there-in, and also to seize vpon al ships and vessels which you find in any of their Harbors, and also vpon al such goods as you shal find vpon the land.

4. Such Resolutions as shal be taken by you and the other commissioners concerning the way and manner of making your first attempt, and what you do designe therevpon, you shal certifye vnto vs by an Expres, and as many other wayes as you can, To the end We may know whither to send to you vpon al occasions that may fall out.

5. In case it shal please God to giue you succes, such places as you shal take and shal judge fit to be kept, You shal keep for the vse of vs and this Commonwealth, and shal also cause such goods and Prizes as shall be taken to be deliuered into the hands of the said Commissioners, That so they may be brought to a just and true account for the publique advantage.

6. You haue hereby power with the aduise of the said Commissioners or any two of them, to place garrisons in any such places as shall be taken in, and to appoint fit Governors thereof, and to giue them Commissions vnder your hand and seale accordingly, And to slight the said Garrisons, and remove the said Gouvernors,

as you by aduise aforesaid shal thinke necessary and for our service.

7. You haue hereby power and authority by the aduise aforesaid to offer and giue reasonable conditions to such persons as will submit to our gouernment, and willingly come vnder our Obedience, and also to treat and conclude for the surrendering of any Fort, Castle, or Place, into your hands, hauing in all your transactions care of preserving the Interest of this Commonwealth. And you are to vse your best endeauors, so far as it is practical, that no dangerous person be suffered to abyde long in any place possesst by you, vnles they be in custody ; and such as shal be taken prisoners, you shal vse your best endeauors either by sending them into Europe, or otherwise as you shal find most expedient, that they may not be againe seruiceable to the enemy in those parts.

8. You shal haue power by the aduise aforesaid to raise such forces as shal be judged necessary in any of the parts which you shall gaine the possession of as aforesaid, and to appoint Commanders and Officers ouer them, and to arme, leade, conduct, and dispose of them for the purposes aforesaid.

9. You shal giue vnto vs as Frequent accounts as may be of al proceedings, that soe you may receiue our farther directions there vpon as shal be necessary.

10. Whereas all particulars cannot be foreseen, nor positieue Instructions for such Emergencies so before hand giuen but that most things must be left to your prudent and discreet management as Occurrences may arise vpon the place, or from time to time fal out, you are therefore vpon al such accidents relateing to your charge to vse your best circumspection, And by aduice either with the said Commissioners or your Council of War as occasion may be, to Order and dispose of the Forces vnder your Command as may be most advantageous for the publike, and for obtaining the ends for which Forces were raysed, it your special care in discharge of that great trust committed to you that the Commonwealth receiue no detriment.

IX

Commission to general Penn

Oliver, Lord Protector of the Commonwealth of England, Scotland, Ireland and the dominions thereunto belonging, to General William Penn, Commander-in-Chief of the fleet and sea forces designed and set forth for the parts of America, greeting :

We, having taken into consideration the cruelties and inhuman practices of the King of Spain exercised in America, not only upon the Indians and natives, but also upon the people of these nations inhabiting those parts, whom he hath, contrary to common right and law of nations, by force of arms, driven forth from those places and plantations whereof they were the rightful possessors ; murder-

ing many of their men, and leading others into captivity ; and, to this very day, doth not only deny to trade, or to have any commerce with us, and the people of these countries in any part of America, but, contrary to the treaties between the two states, doth exercise all acts of hostility against us, and this people there, as against open and professed enemies, giving thereby, and by the claim he makes to all that part of the world by color of the Pope's donation, just grounds to believe that he intends the ruin and destruction of all the English plantations, people and interests in those parts : and having, for these and several other reasons, with the advice of our council, prepared and set forth a fleet of ships of war, with the convenient number of ships of burden to carry provisions and to transport a land army and the forces under the conduct and command of General Venables, into America, to an intention to assault the said King of Spain and his subjects there ; and it being necessary that the said fleet of ships should be put under the command and conduct of a faithful, experienced person ; and reposing confidence in the abilities, faithfulness, and good affection of you, General William Penn, we have made, constituted, and appointed you, and do by these presents make, constitute, and appoint you, to be General and commander-in-chief of the said fleet and ships and do hereby give unto you full power and authority to order, man, and command the same and to give commissions, with the seal of the anchor, for supplying such officers of the fleet as shall depart this life, or be otherwise removed, after you shall be put to command, upon the said expedition ; and, for the better governing and executing of the said fleet, to exercise and execute the power of martial law over all persons belonging to the said fleet under your commission, according to the rules and articles heretofore given and appointed for the fleet of this state, and according to the general customs and laws of the sea ; and the same power to grant under your hand and seal to any officer of the said fleet divided from the rest, or in your absence. And we do hereby will and require the vice-admiral and rear-admiral of the said fleet, and all others, the subordinate captains, masters, officers and mariners serving in any ship or vessel in the said fleet, for the time being, to be obedient to you in their several and respective places, and to all and every the commands which you shall give them, or any of them, for our service ; and you to observe and follow such instructions, orders, and directions, as you herewith or hereafter shall receive from us and for the premises these presents shall be your warrant. In witness whereof, we have caused these our letters to be made patent. Witness ourself at Westminster, the ninth. October, in the year of our Lord 1654.

X

Le Corps expéditionnaire

LES OFFICIERS DE L'ARMÉE

Commissary General of Musters, John Clerk,

Assistant Commissary General of Musters, Thomas Alwood (Pvt. Feb. 26, 1654/5 to July 22, 1655, in Baynard's Co. Buller's Regiment). Appointed assistant, July 23, 1655; Served to Jan. 26, 1656/7 (returned).

Deputy Commissary of the Musters, Richard Scott, Dec. 18, 1654-May 10, 1655, became Venables' secretary; next deputy of Musters appointed, July 14, 1655.

Commissary of Ammunition Deputy Muster Master General, Richard Fleetwood (deceased).

Clerk to the Commissary, William Bingham, Edward James.

Lieutenant-Judge Advocate, William Huntley (deceased).

Deputy Advocate of the Army (in 1656), William Stayner.

Sergeant to Judge Advocate, John Daniel.

Controller of Ordnance, Thomas Hughes.

Commissary of Stores Provisions, Richard Povey, Jan. 15, 1654/5 to Feb. 1, 1656/7; *Muster Master General*, to Jan. 31, 1658.

Marshall, John Dean (deceased).

Master Gunsmith, Varlee.

Deputy to Provost Marshall, John Laughton.

Deputy Treasurer and Secretary, Toby Bonneel.

Adjutant Generals, Philip Ward, commissioned by Cromwell, Nov. 20, 1654; commissioned by Venables, to be *Lieutenant-Colonel* in his own regiment, March. 26, 1655 (to succeed Lieutenant-Collonel Doyley); commissioned by Brayne as *Colonel* of the same regiment June 13, 1656 to Jan. 31 1658. Returned to England.

Lieutenant to Marshall-General, Matthew Vezey, Reformade Jan, 15, 1654/5 to July 22, 1655; served as *lieutenant*, July 23, 1655 to April 8, 1658. Returned to England.

(1) *State Papers Colonial*, 142, vol. 30, 1-98 et 1, vol. 32, n° 16, décembre 1654 et novembre 1658. Dans tous les cas où la date du recrutement n'est pas précisée, elle part du 15 janvier 1654/5.

General Venable's Regiment

Provost-Marshall, Nathaniel Flick; *Chaplain*, Thomas Gage; *Surgeon*, Richard Dukenfield; *Surgeon's mates*, Will Fisher, Robert Richards, Sept. 17, 1655, to April 13, 1656, reduced to *private*, Venables company, and served to August, 4, 1656. Returned to England: *Apothecary*, Will Drew (deceased) and John Egerton; *Quatermaster*, John Frampton.

Venables Regiment

(Commanded by Ward from June 13, 1656)

- a) *General*, Venables; *lieutenant* Chad. Mattersey, later promoted to *captain* (deceased); *corporal*, Hugh Pearce; *private*, Richard Mercer, in Doyley's company, to April 1, 1655; *sergeant* to lieutenant-colonel Ward, same regiment, to Dec. 10, 1656 (deceased).
- b) *Lieutenant-Colonel* Doyley; *lieutenant*, John Lloyd, to April 29, 1655, *captain*, same regiment, to October 29, 1655 (deceased); *sergeant*, John Ratcliffe, to April 29, 1655; *ensign*, same company, to May 28, 1655 (deceased); *corporal*, Heape, to Feb. 26, 1654/5 (deceased).
- c) *Major*, Mercer, Major to April 1, 1655. Promoted to *lieutenant-colonel* and transferred to Doyley's regiment, served to July 7, 1657, discharged by Brayne as sick and unfit for further service, returned to England; *lieutenant*, Wm. Wimbale; *sergeants*, John Ginger, Thomas Huddleston, to March 30, 1655, commissioned by Venables, *ensign* to Lieutenant-Colonel Mercer, in Doyley's regiment, to April 14, 1656, commissioned by Doyley, *lieutenant* to *captain* Ryley, same regiment, to February 3, 1657, discharged and returned to England; *corporal*, Heap, to March 30, 1655 and John Palmer, to April 29, 1655.
- d) *Captain*, George Butler (deceased); *lieutenant*, Wm. Willoughby, *ensign*; Wm. Simons.
- e) *Captain*, John Cook; *lieutenant*, Tate Howell (promoted to *captain* later); *ensign*, Thomas Breres; *sergeant*, Phillips Starkey; *corporal*, John Greene, to April 1, 1655, *sergeant* same company, to October 29, 1655 (deceased); *private*, Wm. Smith, to August 19, 1655, *corporal*, same company, to Dec. 10, 1655 (deceased).
- f) *Captain*, Davies; *sergeant*, Luke Ranisden.

- g) *Captain*, Hancock, killed at Hispaniola, *captain* Sackville and later *captain* Meeres took command.) ; *lieutenant*, John Barrell, to Sept. 16, 1655, *captain* to March 16, 1656, same regiment (deceased); *ensign*, Robert Donn, to Aug. 15, 1655, commissioned by Fortescue, *lieutenant* to *captain* Myme, in Buller's regiment, and then to *captain* Sanderson in Doyley's regiment, to January 8, 1656/7, then discharged by Brayne ; *sergeant*, Edward Freelan, Joseph Hammond ; *corporal*, John Golwell, John Lee.
- h) *Captain*, Obadiah Hinde (deceased) ; *lieutenant*, Andrew Peter.
- i) *Captain*, George Persons, died July 23, 1655. (*captain* Hawley seems to have taken command) ; *lieutenant*, Edward Sackfield, became *captain* same regiment later ; *sergeant*, Randall Birkenhead.
- j) *Captain*, Disney ; *lieutenant*, Thomas Archbould, to Sept. 17, 1655 (deceased) ; *ensign*, Henry Ferrebosco, became *captain*, slain by enemy in 1656 ; *sergeant*, Nicholas Smith, to April 23, 1655 (deceased) ; *corporal*, Thomas Phelps, to April 1, 1655, *sergeant* to *captain* Betts et *captain* Mattersey, same regiment, to April 17, 1655 (deceased).
- Major*, Robert Smith, *captain* in Morris' regiment, Dec. 10, 1654, to April 24, 1655 ; *major* (by commission from Cromwell), in Venables Regiment, 25 April 1655, to Feb. 1, 1656, *lieutenant-colonel* (by commission from Venables), Feb. 26, 1656 to Oct. 20, 1657.
- Captains*, Betts, John Cook, Barton and Pegg.

Major-General Haines Régiment

- Lieutenant-General*, Jackson (cashiered for cowardice at Hispaniola) ; *chaplain*, Roger Manners, to Jan. 21, 1656, discharged April 1656 ; *surgeon's mates*, John Frankling ; Josse Wharton ; *quartermaster*, Bartholomew Jackson ; *provost-marshall*, Peter Ludley (deceased) ; *gunsmith*, William Fudge ; *gunsmith's mate*, Lyson Jenkins, to April 14, 1656 (deceased).
- a) *Major-General*, Haines (killed at Hispaniola April 15, 1655) ; Holdip, then Sam Barry, in command of his regiment ; *lieutenant* Andrew Hounsell, to April 1, 1655, *captain* same regiment, to April 14, 1656 (deceased) ; *ensign*, Farres, George Ammsly, to March 20, 1655 ; *lieutenant* to Haines' Co., to May 1655, *captain*, same regiment, to July 18, 1655 (discharged and returned to England) ; *corporal*, Edmond Willett.
- b) *Lieutenant-Colonel*, John Clark, killed in 1656 ; *ensign*, John Clark.
- c) *Major*, Sam. Barry, to April 22, 1655 ; *lieutenant-colonel*, July 23 to January 13, 1656/7, same regiment ; *colonel* by commission from Brayne, Jan. 14, 1656/7, to July 16, 1658, then furloughed

- for ten months : *lieutenant*, Wm. King, later promoted to *captain* ; *sergeant*, Malcolm Merdo (deceased).
- d) *Captain*, Henry Archbould (court-martialled for insubordination, May 17, 1656) ; *lieutenant*, William Rivers, later *captain*, and served in Colonel Humphries' regiment (returned).
- e) *Captain*, Richard Bamford ; *major* by 1656 (deceased) ; *ensign*, John Pollard ; *sergeant*, Sampson George.
- f) *Captain*, Daniel Smith.
- g) *Captain*, Gregory (or George) Tom, to April 12, 1658, also in Holdip's and Colonel Barry's regiment (returned) ; *sergeant*, George Jewell, to Oct. 28, 1655 (deceased) ; *corporal*, Andrew Stone, to April 17, 1655 (deceased).
- i) *Captain*, Edward Willett ; *lieutenant*, George Faulkner, also *provost-marshal* (deceased).
- j) *Captain*, Thomas Walter : to Feb. 6, 1654-5, adjutant general to Army in Barbadoes. Missing at Hispaniola about April 22, 1655, succeeded by captain Watson ; *lieutenant*, George Rivers.
- k) *Captain*, Richard Young, succeeded by captains King et Tom ; *lieutenant*, William Huntley, also *lieutenant-judge-advocate*, (deceased) ; *ensign*, George Simpson, to April 23, 1655.

Colonel Richard Fortescue's Regiment

- Venables appointed Fortescue to be Major-General just before the former sailed to England. Fortescue died between Oct. 20 and Nov. 1, 1655, then Barrington took command of the regiment.
- Chaplain*, Nathaniell Lane, to June 8, 1657 ; discharged April 12, 1658. Returned to England ; *surgeon*, John Henry Hilsman ; *surgeon's mates*, Edward Stapleton, Francis Ragg, to June 3, 1657 (deceased) ; *quartermaster*, Richard Hardwicke ; *lieutenant* in same regiment sent to carry to England the first news of the capture of Jamaica ; *gunsmith*, Roger Gates (deceased).
- a) *Colonel*, Richard Fortescue ; *sergeants*, Thomas Freeman, David Houston, *Drummer*, John Griffin, Wm. Brumley, to Dec. 10. Returned to England.
- b) *Lieutenant-colonel*, Richard Holdip given command of St Christophers' regiment which was disbanded at Hispaniola. Then Holdip was given command of Haine's regiment. Company later commanded by captain Rose and Tubb ; *lieutenant*, Stephen Rose, promoted *captain* (deceased) ; *ensign*, James Peake.
- c) *Major*, William Will (*lieutenant-colonel* at Hispaniola) ; *lieutenant*, Thomas Hall, later became *captain* (returned) ; *ensign*, Richard Lawrence, to Dec. 10, 1655 ; *private*, Jno Saxon, to

June 23, 1655 ; *corporal* same company to Sept. 17, 1655 (deceased).

- d) *Captain*, Henry Bartlett, later *lieutenant-colonel*, same regiment ; *ensign*, William Davis.
 - e) *Captain*, Bartholomew Davice, died about October 20, 1655 (succeeded by captain Edwards) ; *lieutenant*, Thomas Pethon ; *ensign*, James Bates, Thomas Howell, later *lieutenant* and *captain* (returned) ; *sergeant*, Peter Quandy ; *corporal*, Drummer, Richard Besswick (taken prisoner by Spanish).
 - f) *Captain*, John Keene (returned) ; *ensign*, Thomas Downing, to Dec. 9, 1655 ; *lieutenant* to lieutenant-colonel Smith and captain Evans, same regiment, to Feb 1, 1657 (returned) died 1658.
 - g) *Captain*, Samuel Leverington (died April 1655), *captain* Hamblin succeeded) ; *lieutenant*, John Bray ; *ensign*, Henry Kent.
 - h) *Captain*, Richard Weles (promoted to *Major*, June 1656 (deceased) ; *lieutenant*, Thomas French.
 - i) *Captain*, Richard White ; mustered captain and commissioned major by Venables, May 15, 1655. Discharged by reason of wounds received at Hispaniola, July 23, 1655, evidently succeeded by captains Vallett and Evans ; *lieutenant*, Ed. Mallinson ; *ensign*, Will. Carman ; *sergeants*, Richard Nicholson, Robert Emense, Thomas Christopher, to Mar, 2, 1657/8, discharged as unfit for further service due to wounds, served under captains Vallett and Evans in same regiment and in Barrington's company ; *drummer*, Daniell Thrift.
- Captain*, Evans, died October 20, 1655.
- Captain*, Wm. Hamblin (returned to England).
- Captain*, Obadiah Edwards (deceased).
- Captain*, Robert Hay Tubb, captain by commission from Venables, July 22, 1655, served to Jan. 6, 1656/7 and furloughed by Brayne for 9 months.
- Captains* Vallett, Cope, Barton (part of Leverington's company- was left behind in the ship *Pelican* and only arrived at Barbadoes, May 2, 1655).

Colonel Antony Bullers' Régiment

(Buller returned to England about June, 1655).

Chaplain, Isaac Chaplin : *surgeon*, James Winter ; *surgeon's mate*, John Abraham, to Sept. 29, 1656 (deceased) ; *quartermaster*, Isaac Birkenhead ; *gunsmith*, George Vavley : *drum-major* John Chapman, to Dec. 22, 1656 (returned).

- a) *Colonel*, Anthony Buller ; *lieutenant*, Thomas Alleyn, later promoted to *captain* ; Edw. Sprey, *captain* same regiment later, died in quarters at Jamaica ; *ensign*, John Sewster, to April 2, 1655 (returned).
- b) *Lieutenant-Colonel*, Francis Barrington, later *colonel* of Fortescue's regiment ; *ensign*, Henry Middleton, to May 27, 1655 ; *lieutenant* to captain Corbett, same regiment, and to captain Coleburne, in Ward's regiment, to Feb. 2, 1657 ; returned ; *gentleman-at-arms*, Fenton Alleyn, to April 1, 1655, *sergeant* to May 28, 1655 (deceased).
- c) *Major*, Michael Bland, later *lieutenant-colonel*, Muster-master general and Commissary of Ammunition, Dec. 8, 1655 to May 3, 1656 (returned). Arrested for debt in England, 1658. (Later this company was commanded by captains Sprie and Allyn) ; *ensign*, John Hooke, to July 22, 1655, assistant to the Commissary General of Musters, July 22, 1655 to Dec. 22, 1656 (returned) ; *sergeant*, Rowland Robinson, to April 29, 1655, *lieutenant* to lieutenant-colonel Bland in Holdip's regiment until it was disbanded, July 20, 1655 ; *provost marshall*, Buller's regiment, Oct. 29, 1655, to May 11, 1656 ; *ensign* to lieutenant-colonel Barrington, same regiment, to Aug. 31, 1656 *captain-lieutenant* to colonel Barrington, to June 11, 1658, slain by enemy at Jamaica ; *drummer*, Wm. Burton, to July 7, 1656 (returned) ; *private*, John Ketterick, to May 27, 1655, *gentleman-at-arms* to captains Sprie and Alleyn, same regiment, to June 8, 1656 ; *quartermaster*, same regiment, to Nov. 9, 1656 ; *pet.* in lieutenant-colonel Barrington's company, to Dec. 22, 1656.
- d) *Captain*, Adam Baynard, died in Jamaica by middle 1656 ; *lieutenant*, Randall or Randolph Kettle, later *captain* and transferred to Doxley's regiment. Sent home wounded, Dec. 1656 ; *ensign*, Richard Welde ; *sergeant*, Thomas Sutton ; *drummer*, Paul Richmond, to April 1, 1655, died about Aug. 20, 1655.
- e) *Captain*, Stroud Bingham ; *lieutenant*, Abraham Pegg (later *captain*) ; *ensign*, Thomas Fosse, to April 1, 1655, *lieutenant*, in same company to October 29, 1655 (deceased) ; *sergeant* Thomas Whithall, to July 23, 1655 (deceased).
- f) *Captain*, Christopher Cooper, later commissioned *major*, (died in 1656) ; it seems that Fleetwood commanded this company later ; *lieutenant*, Peter Parry, later *captain* ; *sergeant*, Thomas Parkinson.
- g) *Captain*, Vincent Corbett, became *major* in same regiment, April 30, 1655 (deceased) ; *lieutenant*, Thomas Charles Glapthorne, to April 30, 1655, *captain* in Holdip's regiment (St-Christophers'), returned to England probably in July 1658 ; *ensign*, Richard Bayley, to August 19, 1655, *lieutenant* to captain Fleetwood and then to captain Watson to Dec. 22, 1656 (return-

ned); *sergeants*, John Hobby; Anthony How, to April 1655, *ensign*, same company, to Sept. 16, 1655 *lieutenant* to colonel Barrington, same regiment, to Aug. 4, 1656 (deceased); *private*, Swift Nise, to April 1, 1655, *gentleman-at-arms*, same company, to Sept. 16, 1655; *private*, in Barrington's company, to Sept. 10, 1657.

h) *Captain*, John Minns, or Myme, later *major* in Barrington's regiment; *lieutenants*, Robert Dome, to Aug. 16, 1655, Benjamin Larkin, died in 1656; *ensign*, John Eyton, to July 23, 1655 (returned); *sergeant*, John Chum; *corporal*, Richard Crane, to April 1, 1655, *sergeant*, to same company, to July 23, 1655 (deceased).

i) *Captain*, Thomas Throckmorton, became *major* by Jan. 1656, executed for treason Aug. 1656; *lieutenant*, Ralph Garth, died in quarters at Jamaica; *private*, James Pollard, April 2, 1655 to April 13, 1656, *corporal*, to Feb. 1, 1656/7, *private* in Cope's company, Barrington's regiment, to Jan. 20, 1657/8 (returned).

j) *Captain*, Arundall; *ensign*, Jonathan Penkeville or Penkendell, later *captain* and transferred to Doyley's regiment; Hercules Meantus, trooper in Jones' troop to Aug. 19, 1655, *ensign* to captain Fleetwood, same regiment, to Aug. 13, 1656, commissioned by Doyley, *lieutenant* to captain Penkevle, in same regiment, to Dec. 1656 (returned).

Captain, William Fleetwood, became finally *lieutenant-colonel*, June 12, 1655 to Jan. 8, 1656/7.

Captain, Robert Fountain (deceased), April 10, 1655 to Aug. 20, 1656, mustered captain in Holdip's and Anthony Buller's regiments.

Colonel Andrew Carter's Regiment

Chaplain, Wm. Chidley, to Oct. 29, 1655 (deceased); *surgeon*, Walter Barefoote, to Dec. 22, 1656 (returned); *surgeon's mates*, Henry Blinkern, April 2, 1655 to Oct. 29, 1655 (deceased), Thomas Plater, April 2, 1655 to Oct. 29, 1655 (deceased), Wm. Armstrong, to April 1, 1655, *surgeon* to same regiment, to Sept. 1, 1656; *quartermaster*, Will Blowfield.

a) *Colonel*, Andrew Carter (Fairfax later in command); *lieutenant*, Richard Wilbraham, became *captain* and later *Major* in lieutenant-general Brayne's Regiment, Dec. 26, 1656, then in Wards' regiment; *ensign*, Henry Nevill, to July 22, 1655, *captain-lieutenant* same regiment, to October 29, 1655 (deceased).

b) *Lieutenant-Colonel*, Thomas Bushell (died in 1655), later Fairfax commanded this company; *lieutenants* Thomas Totty, Robert Hanny.

- c) *Major*, John Ferguson, killed at Hispaniola about April 30, 1655 (evidently succeeded by *major* Filkins; *lieutenant*, Richard Baker, to Dec. 9, 1655, *captain*, same regiment, to Jan. 20, 1655/6; *captain-lieutenant* in Carter's company, to Sept. 1, 1656; *captain*, same regiment, to Dec. 22, 1656, *captain* Ward's regiment, to July 1, 1657. Discharged and returned to England; *ensign*, James Herbert, later became *lieutenant*.
- d) *Captain*, Nathaniel Bowers, died about middle 1656, and succeeded by *captain* Baker; *lieutenant*, Thomas Clayton; *ensign*, Gabriel Huntley, later became *lieutenant* (deceased); *sergeant*, Bateman, to Jan. 20, 1655/6, *ensign*, to Carter's own company, to Dec. 22, 1656; in *captain* Richard Baker's company also as *sergeant* (deceased); *corporal*, John Erith, to Apr. 30, 1655 (deceased).
- e) *Captain*, Wingfield Blunt, later *captain* in Barrington's regiment; *lieutenant*, George White, to July 22, 1655, *captain-lieutenant* to colonel Fortescue, Oct. 29, 1655 to Dec. 9, 1655 (deceased); *ensign*, George Watts, later became *lieutenant* (deceased).
- f) *Captain*, Abraham Fincher, Jan. 15, 1654/5 to Aug. 4, 1656 (deceased), succeeded by *captain* Bowers and later Baker; *lieutenant*, Dudley Champney (deceased); *corporal*, Marmaduke Clayton Jan. 15, 1654/5 to Mar. 3, 1655, *private* in lieutenant-colonel Barrington's company, Holdip's regiment, Mar. 4, 1655 to Oct. 28, 1656, *sergeant*, same company, Oct. 29-Dec. 22, 1656, *private*, lieutenant-colonel Archbould's company in colonel Barry's regiment, Dec. 22, 1656 to June 8, 1657 (returned).
- g) *Captain*, Nicholas Halford returned to England; *lieutenant*, Owen Powell; *ensign*, William Blanch; *corporal*, Richard Squire, to Aug. 19, 1655, *private*, to Jan. 20, 1655, *ensign*, to Jan. 6, 1656/7 (returned).
- h) *Captain*, Thomas Salkeild succeeded by *captains* Wilbraham and Coleburne; *ensign*, Richard Walker, to Jan. 20, 1655/6, *lieutenant* and *captain-lieutenant* to colonel Ward, to June 11, 1658, slain by enemy at Jamaica.

Reformed.

(Bataillons disciplinaires)

Henry Potter, commanding officer (returned), *ensign* and *captain-lieutenant*; Richard Downes, *reformed* and *captain* (deceased); Jno. Fleetwood, *reformed* and *ensign* (returned); William Owen, *captain-lieutenant* (returned); John Benjamin, *ensign* (returned); Geo. Howard, *reformed* and *cornet* (deceased).

Sir Henry Jones, *captain* (returned); *captain* Philip Carpenter; *lieutenants*, John Jesse, John Otter; *cornet*, Samuel Bedley; *corporal*, Richard Beare, to Oct. 29, 1655 (deceased); *surgeons*, Thomas Lugg, Henry Hillyard (died early in campaign); *trumpeteer*, Wm. Thedford; *trooper*, Thomas Blunter, to Sept. 16, 1655, then *lieutenant*, same troop, to July 7, 1657 (discharged).

Captain, William Wiseman, to July 22, 1655, *cornet* to captain Carpenter and captain Jones, to July 5, 1657, *lieutenant* to captain Butler, to Sept. 27, 1657, *captain*, same troop, to June 11, 1658; killed by enemy, about June 24, 1658; *trooper*, Christopher Chidley, to Aug. 19, 1655, *cornet*, to Oct. 29, 1655 (deceased); *trooper*, Walter Bartholomew, to Aug. 19, 1655, *corporal*, to Sept. 4, 1657, *quartermaster* to troop, to Feb. 10, 1657, 8, discharged, sent home; *trooper*, Thomas Butler, in captain Carpenter's troop, to April 14, 1656; *lieutenant* in same troop, to April 5, 1658 (returned).

Colonel Lewis Morris' Regiment.

Raised at Barbadoes in February and March, 1654/5. Doyley took command of the regiment at the end of February.

Surgeon, John Martin, Nov. 20, 1654 to May 28, 1655 (returned); *surgeon's mate*, Samuel Barrow, *private*, Feb. 26, 1654/5 to April 1, 1655, *surgeon's mate*, to July 1657. Furloughed by general Brayne for ten months.

Colonel, Lewis Morris, then colonel Robert Doyley; *lieutenant-colonel*, Mercer (from Venables' regiment); *major*, Read; *captain*, Richard Downes (or Dean's) from Reformade; *sergeant*, Nicholas Smith, to April 23, 1655 (deceased).

Captain, William Hamblin (from Fortescue's regiment); *captain* Harrington; *captain* John Lloyd (from Venables' regiment); *captain* Jonathan Penkendell (from Buller's regiment); *captain* Ryley; *captain* Sanderson; *captain* Robert Ward; *captain* Rd. Stevens, then major (deceased); *ensign*, Anthony Price, Feb. 26, 1654/5 to Oct. 29, 1655, *lieutenant* to captain Vavasour, same regiment, to Nov. 10, 1656 (deceased).

Captain, Thomas Vavasour (deceased); *lieutenant*, George Smithsby, Feb. 26, 1654/5 to Dec. 9, 1655, *captain*, same regiment, to Jan. 31, 1658/9; *private*, Samuel Tainton, in Haines' own company, to July 22, 1656, *sergeant*, to Vavasour, to Oct. 29, 1655 (returned).

Captain, Thomas Thornhill, enlisted in England (returned); *ensign*, 16 John Thornburgh, Nov. 20, 1654 to Dec. 9, 1655, *lieutenant* to captains Lloyd and Sanderson, same regiment, to Dec. 22, 56, and then to Mymes, in Buller's regiment.

Captain, Robert Smith, Dec. 10, 1654 to April 24, 1655, commissioned by Cromwell as captain in Morris' regiment, commissioned by Venables to be *lieutenant-colonel*, in same regiment, April 25, 1655, and served as such to Feb. 23, 1656/7, then *lieutenant colonel* in Ward's regiment.

(Another reference states that he was captain, Apr. 25, 1655 to Feb. 1, 1656/7, then major and *lieutenant-colonel*, Feb. 2, 1656/7, to Oct. 20, 1657, then furloughed).

Captain, Stephen Noell (deceased) ; *lieutenant*, Josias Manifold, Feb. 26, 1654/5 to Dec. 10, 1655 (deceased).

Holdip's Regiment.

Composed mostly of recruits from St Christophers raised in February and March 1654/5 (was disbanded, July 29, 1655. The English Government received no musters for this Regiment).

Holdip, had been *lieutenant-colonel*, in *colonel* Buller's regiment ; *lieutenant-colonel*, Henry Archbould (from Hayne's regiment) ; *captains*, Fountaine (from Buller's regiment), Glapthorne, Wm. Blagg, Massie (from Haines' regiment).

Les officiers de la brigade navale étaient les suivants : *colonel-amiral*, Goodson, *lieutenant-colonel*, captain Benjamin Blake, du *Gloucester* ; *major* (commandant), captain Edward Blagg, du *Marston-Moore* ; *captains* Francis Kirby, Barth. Ketcher, William Tickle, Humphrey Felshed, Robert Mill, David Kats, John Molam.

Le capitaine Thomas Blackman commandait la compagnie du *colonel*.

Colonel John Humphrie's Regiment.

Colonel Sam Barry later took command (sent from England, March 28, 1655 ; arrived Barbadoes May 2 and sailed for Jamaica May 18, 1655).

Chaplain, Edward Meredith, June 11 to Dec. 24, 1655 (deceased) ; *surgeon's mate*, Thomas Richardson, June 11, to dec. 24, 1655 (deceased) ; *marshall*, Nicholas Simpling, July 8 to Dec. 24, 1655 (deceased) ; *drum-major*, Wiulliam Clerk, July 8, 1655 to June 8, 1656, *ensign* to captain Vanalphin, June 9, 1656 to Jan. 31, 1658/9.

Colonel, Humphries (returned) ; *lieutenant-colonel*, Ennis (died at Jamaica) ; *major*, William Pelham (deceased) ; *captain*, Edward Tyson, became *major* and then *lieutenant-colonel* ; *lieutenant*, John Fenwick, became *lieutenant* to captains Harrington and Smithsby in Doxley's regiment, Nov. 10, 1656 to Mar. 2, 1657.

Captain, Sedgwick, commissioned commander in chief and major-general by Cromwell (died May 23, 1656).

Captain, Wigmerpoole (succeeded by captains Bulteele and Kettle); *gentleman-at-arms*, Hugh Jones, July 8, 1655 to end September, *sergeant* in captain Bulteele's and Randolph Kettle's Cos., Mar. 16, 1655/6, *gentleman-at-arms*, same company, to July 6, 1656; *sergeant*, same company, to Feb. 1, 1656/7, *private*, in Wingfield Blounts' company, Barrington's regiment, to April 21, 1659, discharged and returned to England; *private*, John Higgins, June 11 to Nov. 11, 1655, *corporal*, to July 6, 1656, *gentleman-at-arms*, to Dec. 22, 1656, *private* in major Mymes' company Barrington's regiment, to May 11, 1657.

Captain, Thomas Fairfax, later major.

Captain, Thomas Trafford, mustered as lieutenant (returned).

Captain, Peter Bulteele, took Sedgwick's company also quartermaster; *ensign*, Edward Cason, June 11, 1655, to Feb. 4, 1655/6.

Captain, Randolph Kettle (formerly in Buller's, then Doyley's regiments).

Captain, Nathaniel Rockwell (deceased).

Captain, Pendendell (from Doyley's regiment).

Captain, Vanalphin (cavalry).

General Brayne's Regiment.

Composed of Scotch and Irish contingents. Sailed from England, Oct. 1656, arrived at Barbadoes Nov. 27, 1656. Landed at Jamaica, Dec. 14-26, 1656.

General, William Brayne (died at Jamaica Sept. 2, 1657); *colonel*, Wm. Moore; *lieutenant-colonel*, Brampston (lost at sea with 200-men off Irish coast); *major*, Richard Wilbraham (mustered as captain); *captain*, Barry Fowke, by commission from lord Henry Cromwell given command of infantry company under colonel Wm. Moore, June 9, 1656 and served in that capacity until discharged by Doyley's command March 9, 1657/8 (returned); *ensign*, Emmanuel Sandys, June 9, 1656 to May 11, 1657 (deceased).

Captain, James Williams; *sergeant*, Bartholomew Akers, May 11, 1657 to March 14, 1657/8, *gentleman-at-arms*, under captain Thomas Morgan, same regiment, to Nov. 30, 1658; sent home disabled).

Captain, Thomas Morgan.

Captain, Epenetus Crosse (commissioned by Brayne, May 12, 1657 and served to April 22, 1659; furloughed for one year by Doyley).

Pay of Expeditionary Force

Private	10 d.	Adjutant-General	12 s.
Corporal	14 d.	Muster Master General	15 s.
Drummer	14 d.	Chaplain	6 s. 8 d.
Gentleman-at-arms ...	14 d.	Assistant to Com-	
Sergeant	1 s 8. d.	missary General	
Ensign	3 s.	of Musters.....	5 s.
Lieutenant	4 s.	Surgeon	4 s.
Captain-Lieutenant ..	4 s.	Quartermaster	3 s. 4 d.
Captain	8 s.	Marshall to Regiment	3 s. 4 d.
Major	13 s.	Surgeon's mate....	2 s. 8 d.
Lieutenant-Colonel ...	15 s.	Drum Major.....	1 s. 8 d.
Colonel	£ 1	Gunner's mate	1 s. 8 d.
General	£ 3	Reformades	2 s.
Lieutenant to Marshall			
General	15 s.		
Deputy commissary of			
Musters	5 s.		
Assistant to commissary			
of Musters.....	5 s.		
Commissary of Ammu-			
nition	5 s.		

CAVALRY

Trooper	2 s. 6 d.
Corporal	3 s.
Quartermaster	8 s.
Cornett	9 s.
Lieutenant	10 s.

For comparison : Pay of militia in England as established in 1655/6, *State Papers Domestic Interregnum*, 77, 861-2 :
in England, captain received £ 100. per year ; lieutenant £ 50.
In Jamaica, captain received £ 146. per year ; lieutenant £ 73.

ARMY AT JAMAICA, AUTUMN OF 1655 (*)

	Well	Sick	Women et Children
In General's regiment.....	245	238	38
In Major-General's regiment..	359	356	24
Colonel Carter's regiment.....	277	365	18
Colonel Buller's regiment.....	361	217	27
Colonel Doyley's regiment....	269	461	35
Colonel Holdip's regiment....	348	224	30
Colonel Humphries' regiment .	335	455	00
TOTAUX.....	2194	2316	172

(*) *Rawl. Mss.* A. 53, f. 284 ; also *State Papers Colonial*, 1, vol 32, n° 40 *Calendar Colonial Papers America and West Indies*, 240.

L'armée de la Jamaïque après la Restauration (1660).

	Officiers	Hommes de troupe
Colonels et lieutenants-colonels	6	
Commandants (majors).....	4	518
Capitaines	24	452
Lieutenants	33	490
Enseignes	33	366
TOTAUX	100	1826

Compagnies 33 ; 5 bataillons ou régiments.

Population de la Jamaïque au 28 octobre 1662.

Lieux	Hommes	Femmes	Enfants	Nègres	Armes	Surface des terres (arpents)
Port-Moranto	168	60	37	126	120	464
Marant	122	14	17	53	75	129
Yealoth	207	36	25	54	72	355
Legene	553	149	125	54	300	549
Town of St-Angelo						
Delvega	207	52	42	53	100	100
Between Black ri- ver and Bower.	178	22	12	27	120	200
Savanah et Angelo Quarters.....	100	20	14	46	56	170
In 7 plantations						
Macatia Quatha- beca	275	50	20	50	150	250
Quanaboa et Quar- delina	390	42	26	39	230	700
Point-Cagway....	400	200	90	50	300	
TOTAUX.....	2600	645	408	552	1523	2917

Environ 150 nègres en plus (sans tenir compte des étrangers).
En conséquence, la population totale en 1660 est estimée à 4190.

Liste des approvisionnements.

Prévus par la Commission de l'Expédition du Sud, pour l'expédition projetée des Indes occidentales, pour la flotte de Penn (note soumise à Cromwell le 14/24 août 1654).

Biscuit pour huit mois ; bière pour trois mois ; au lieu de cinq mois de bière : arack, eau-de-vie, vin, pour six semaines, vinaigre, cidre, pour quatorze semaines ; bœuf (anciens approvisionnements) pour quatre mois ; bœuf (nouvel approvisionnement), pour deux mois ; porc (déjà disponible), pour six mois ; farine de pois (disponible) pour huit mois ; poisson : merluche salée, pour six semaines ;

morue séchée pour dix semaines ; et au lieu des seize autres semaines de poisson, la « valeur équivalente de gruau d'avoine, de riz et de pois » ; beurre, pour trois mois ; huile en remplacement du beurre, pour cinq mois ; fromages : suffolk, pour trois mois ; Cheshire, pour trois mois ; équivalent en huile, pour deux mois ; farine, raisins et autres commodités, *comme déjà commandé* ; sel marin brut, cent tonnes « pour l'usage du corps expéditionnaire ».

Un peu plus tard, dans le courant du même mois, une autre longue liste d'approvisionnements fut également soumise à Cromwell, dont on trouvera un extrait dans la « Table » suivante :

MATRES D'ÉQUIPAGES

Deux jeux de voiles pour chaque vaisseau : double approvisionnement de toile, corde et aiguilles, — voiles usagées pour faire des bannes de l'avant à l'arrière (*towld sayles to make awnings fore and aft*) ». Ancres : une de plus que d'habitude.

MUNITIONS D'ARTILLERIE

Poudre et mitraille, 80 salves : 5 « double head hammered », 3 fusées, 2 « à perdrix » ; pour les demi-canon, 80 salves de boulets ronds ; fers de lances et piques, 250 ; pistolets, 200 paires.

VÊTEMENTS

Chemises pour 4.000 hommes, à deux par homme.....	8.000
Bas de linge pour 4.000 hommes, à une paire chaque.....	4.000
Bas de laine et de coton pour 4.000 hommes à une paire chaque	4.000
Gilets de coton.....	4.000
Caleçons de coton pour 4.000 hommes.....	4.000
Vestes de toile pour 4.000 hommes, à deux chaque.....	8.000
Pantalons toile pour 4.000 hommes, à deux chaque.....	8.000
Chaussures pour 4.000 hommes à trois paires chaque.....	12.000
Bonnets à poil ou coiffures diverses.....	4.000

PRODUITS MÉDICAUX ET PHARMACEUTIQUES

Trousses de chirurgiens, garnies pour huit mois.

Préparation pour 100 hommes :

Emplâtres	£	1.11s.	0d.
Onguents		1.14	2
Huiles		1.6	4
Pilules		1.0	4
Eaux		2.11	8
Electuaires		4.16	6
Sirops.....		1.18	8
Poudres		1.16	4
Simple		5. 6	0

Total..... £ 22. 1s. 0d.

Pour chaque centaine de marins embarqués, et pour pourvoir les commandants de provisions fraîches, ainsi que de sucre et autres choses nécessaires aux blessés et aux malades, il sera payé au capitaine 10 £.

12 « Drakes » pour les avants d'embarcations, munis de « pinthes » en fer pour le débarquement ; 60 grandes cribles d'acier pour les avants des embarcations, pour abriter les hommes pendant les débarquements ; 12 armures complètes, à bord de chaque navire-amiral : 48 costumes pour l'extinction des incendies ou tout autre service dangereux (1).

Les deux tables qui précèdent jettent une certaine lumière sur les préparatifs de la flotte. On n'y trouve pas certains articles qu'on y chercherait logiquement ; c'est ce qui a en grande partie causé l'échec de l'expédition de Saint-Domingue.

La comparaison des deux listes avec la suivante, qui donne la liste des navires de la flotte, avec leur classe et l'effectif des équipages et des soldats embarqués, donnera une indication de la tâche dévolue au général Disbrowe, lorsque celui-ci fut chargé d'organiser l'expédition :

Navires	Classe	Marins	Soldats	Canons	Commandants et chefs
<i>Swiftsure</i>	2	350	30	60	William Penn. General Jonas Poole
<i>Paragon</i>	2	300	30	54	Vice amiral William Goodson.
<i>Torrington</i>	3	280	30	54	Contre-amiral George Dakins.
<i>Marston-Moor</i>	3	280	30	54	Edward Blagg.
<i>Gloucester</i>	3	280	30	54	Benjamin Blake.
<i>Lion</i>	3	230	30	44	John Lambert.
<i>Matthias</i>	3	200	30	44	John White.
<i>Indian</i>	3	220	30	44	Captain Terry.
<i>Bear</i>	4	150	30	36	Francis Kirby.
<i>Laurel</i>	4	160	30	40	William Crispin.
<i>Portland</i>	4	160	30	40	Richard Newberry.
<i>Dover</i>	4	160	30	40	Robert Saunders.
<i>Great Charity</i>	4	150	30	36	Leonard Harris.
<i>Heartsease</i>	4	70	160	30	Thomas Wright.
<i>Discovery</i>	4	70	160	30	Thomas Wilts.
TOTAUX.....		3070	590	660	

(1) *Thurloe*, II, 571. Cette liste était signée par And. Riccard, Maurice Thomson, Will Williams, William Rider, Martin Noell, William Vincent et Thos. Alderno. Le rapport se termine par la demande d'équipages plus importants, que nous citons *in-extenso*, vu l'intérêt : « Plaise à Votre Altesse, nous proposons humblement à Votre Altesse qu'en raison de l'extrême besoin de marins, et de la décadence du commerce qui en résulte, et de la mesure dans laquelle est affecté l'honneur et le bien-être de la nation par les progrès de la navigation commerciale ; nous émettons humblement l'avis que la sagesse de Votre Altesse agréera qu'il soit imposé aux navires, aussi bien ceux de l'Etat que ceux engagés dans les opérations commerciales, de prendre à bord de jeunes terriens de dix-sept à vingt-quatre ans, qui seront formés au métier de marins, et qui recevront 16 sh. par mois.

Navires	Classe	Marins	Soldats	Canons	Commandants et Chefs
<i>Report</i> ...		3070	390	660	
<i>Convertine</i>	4	75	200	30	John Hayward.
<i>Katherine</i>	4	70	200	30	Willoughby Hannam
<i>Selby</i>	5	100	10	24	John Clarke.
<i>Grantham</i>	5	100	10	24	John Lightfoot.
<i>Half-Moon</i>	5	60	140	28	Barth. Ketcher.
<i>Gilliflower</i>	5	55	130	24	Henry Penn.
<i>Rose Bush</i>	5	60	150	28	Richard Hodges.
<i>Falcon (flûte)</i>	5	50	130	24	Thomas Fleet.
<i>Adam and Eve</i>	5	50	110	20	Thomas Coppin.
<i>Sampson</i>	5	50	150	20	John Hubbard.
<i>Golden Cock</i>	5	50	150	24	William Garrat.
<i>Arms of Holland</i>	5	55	150	20	Robert Story.
<i>Tulip</i>	5	50	150	10	Jeffrey Dare.
<i>Cardiff</i>	5	50	150	18	John Grove.
<i>Pelican (prise)</i>	5	50	150	18	Anthony Archer.
<i>Falcon (porte-feu)</i> ...	5	35	100	12	William Tickl.
<i>Little-Charity</i>	5	60		20	Robert Tubb.
<i>Westergatt</i>	5	50	150	20	Sam Hawks.
<i>Marigold</i>	5	60	38 chevaux	20	Humph. Felshed.
<i>Crow</i>	5	eau	60	20	Th. Thompson.
<i>Hound</i>	5	45			
<i>Falmouth</i>	5	45			Robert Mills.
<i>Martin (galère)</i>	6	60		12	William Vessey.
TOTAUX.....		4410	2910	1000	: Navires — 38 (1).

Liste des navires de la marine anglaise

Rawl. Ms. A. 38 f. 697

PREMIÈRE CLASSE			Navires		
Navires	Equipage	Canons	Navires	Equipage	Canons
<i>Sovereign</i>	600	100	<i>Dunbar</i>	350	64
<i>Resolution</i>	600	80	<i>London</i>	350	64
<i>Vazeby</i>	450	70	TROISIÈME CLASSE		
DEUXIÈME CLASSE			<i>Fairfax</i>	260	50
<i>Triumph</i>	300	54	<i>Lynne</i>	260	50
<i>St-George</i>	320	54	<i>Speaker</i>	260	50
<i>Andrew</i>	320	54	<i>Lampart</i>	260	50
<i>James</i>	350	56	<i>Marston-Moor</i> ..	280	50
<i>Swiftsure</i>	350	54	<i>Torrington</i>	260	50
<i>Rainbow</i>	300	52	<i>Plymouth</i>	260	50
<i>Victory</i>	300	52	<i>Bridgwater</i>	260	50
<i>Vanguard</i>	270	50	<i>Gloucester</i>	260	50
<i>Unicorn</i>	300	52	<i>Tredagle</i>	260	50
			<i>Newberry</i>	260	50

(1) *Memorials*, II, 17-18. Ces navires sont également nommés dans une liste que le conseil d'Etat dressa des navires qui devaient être mis en état et armés en vue du service actif, le 16 juin 1654. *State Papers Domestic Interregnum*, 72, 30, ou *Calendar Domestic*, 1654, 213.

TROISIÈME CLASSE (*suite*)

Navires	Equipage	Canons
<i>Worcester</i>	240	46
<i>Essex</i>	260	46
<i>Lyon</i>	220	44
<i>Entrance</i>	210	42
<i>Construits en Hollande :</i>		
<i>Indian</i>	200	40
<i>Mathias</i>	220	44

QUATRIÈME CLASSE

<i>Newcastle</i>	180	40
<i>Bristol</i>	180	40
<i>Portland</i>	160	38
<i>Kentish</i>	170	38
<i>Laurel</i>	160	38
<i>Yarmouth</i>	180	40
<i>Winsby</i>	180	40
<i>Rubie</i>	160	36
<i>Centurian</i>	170	38
<i>Diamond</i>	160	36
<i>Maidstone</i>	160	36
<i>Preston</i>	160	36
<i>Namptwich</i>	160	36
<i>Gainsborough</i>	180	36
<i>Taunton</i>	160	36
<i>Dover</i>	160	36
<i>Jersey</i>	160	36
<i>Advice</i>	160	36
<i>Reserve</i>	160	36
<i>Assistance</i>	160	36
<i>Foresight</i>	160	36
<i>Great President</i>	150	34
<i>Hampshire</i>	160	34
<i>Portsmouth</i>	150	34
<i>Phenix</i>	160	34
<i>Tiger</i>	160	34
<i>Elizabeth</i>	150	34
<i>Dragon</i>	150	34
<i>Nonsuch</i>	150	37
<i>Saphire</i>	150	32
<i>Adventure</i>	150	32
<i>Assurance</i>	130	30
<i>Guinnie</i>	130	30
<i>Amitié</i>	130	30
<i>Expedition</i>	120	28
<i>Providence</i>	120	28
<i>Constant</i>	140	28

Navires	Equipage	Canons
<i>Warwick</i>	140	28
<i>Navires hollandais :</i>		
<i>Great Charity</i> ..	160	36
<i>Convertine</i>	200	42
<i>Princesse Marie</i> ..	160	36
<i>Elise</i>	140	34
<i>Bear</i>	160	36
<i>Welcome</i>	140	32
<i>Sorlinge</i>	130	28

CINQUIÈME CLASSE

<i>Pearl</i>	110	22
<i>Nightingale</i>	110	24
<i>Mermaid</i>	110	22
<i>Fagans</i>	120	22
<i>Grantham</i>	100	24
<i>Selby</i>	100	24
<i>Colchester</i>	100	22
<i>Barzaing (?)</i>	110	26
<i>Norwich</i>	110	22
<i>Pembroke</i>	110	22
<i>Dartmouth</i>	110	22
<i>Oxford</i>	110	22
<i>Cherriton</i>	100	22
<i>Wakefield</i>	100	22
<i>Brier</i>	90	22
<i>Faun</i>	100	22

Construction hollandaise :

<i>Halfmoon</i>	120	28
<i>Satisfaction</i>	100	26
<i>Gilliflower</i>	120	26
<i>Rosebush</i>	50	28
<i>Falcon (flyboat)</i> ..	60	20
<i>Adam and Eve</i>	50	20
<i>Westergate</i>	40	20
<i>Sampson</i>	40	20
<i>Falmouth</i>	90	20
<i>Success</i>	60	24
<i>Sophia</i>	60	24
<i>Hope</i>	40	26
<i>Convert</i>	110	1
<i>Swift</i>	80	30
<i>Marmaduke</i>	80	32
<i>Mary (flyboat)</i>	60	26
<i>Church</i>	50	20
<i>Hope (flyboat)</i>	50	20
<i>Lizard</i>	70	10

CINQUIÈME CLASSE (suite)			Navires	Equipage	Canons
Navires	Equipage	Canons			
<i>Marigold</i>	50	20	<i>Mayflower</i>	70	16
<i>Paul</i>	60	26	<i>Wren</i>	50	12
<i>Wildman</i>	50	16	<i>Nichodemus</i> ...	50	12
SIXIÈME CLASSE			<i>Construction hollandaise et autres</i>		
<i>Drake</i>	70	12	<i>Wolf</i>	70	
<i>Merlin</i>	60	12	<i>Bramble</i>	70	
<i>Truelove</i>	60	12	<i>Cornelian</i>	60	
<i>Blackmore</i>	50	12	<i>Vulture</i>	60	
<i>Chestnut</i>	45	10	<i>Griffin</i>	50	
<i>Nonesuch</i> (côtre)	40	8	<i>Lark</i>	50	
<i>Hawk</i>	40	8	<i>Attadoc</i>	45	
<i>Eaglet</i>	40	8	<i>Kinsale</i>	40	
<i>Hinde</i>	40	8	<i>Redhorse</i>	40	
<i>Roe</i>	40	8	<i>Hunter</i>	35	
<i>Weymouth pink</i>	70	14	<i>Beaver</i>	25	
<i>Paradox</i>	70	14	<i>Raven</i>	30	
<i>Wexford</i>	80	18	<i>Deptford</i> (chalpe)	30	

TOTAUX : Navires : 142, Equipages : 21.060; Canons : 4.257.

La marine anglaise en 1660

Rawl. Ms. A. Vol. 175.

PREMIÈRE CLASSE

	Tonnage	Equipage	Canons	Date construct.
<i>Sovereign</i>	1556	850	100	1637

DEUXIÈME CLASSE

<i>St George</i>	891	460	68	1622
<i>Henry</i>	1082	540	78	1656
<i>Old James</i>	906	500	75	1633
<i>Rainbow</i>	866	410	56	1617
<i>Triumph</i>	891	500	70	1623
<i>Unicorn</i>	833	420	68	1633

TROISIÈME CLASSE

<i>Dreadnought</i>	739	360	64	1653/4
<i>Dunkirke</i>	662	340	64	1651
<i>Gloucester</i>	755	340	60	1653/4
<i>Henrietta</i>	781	340	60	1653/4
<i>Lion</i>	717	340	60	1640
<i>Mary</i>	778	360	60	1649

TROISIÈME CLASSE (suite)

	Tonnage	Equipage	Canons	Date construct.
<i>Montagu</i>	770	360	58	1654
<i>Plymouth</i>	742	340	58	1653
<i>Revenge</i>	767	360	60	1654
<i>York</i>	734	340	58	1654

QUATRIÈME CLASSE

<i>Adventure</i>	592	170	40	1646
<i>Advice</i>	545	220	50	1650
<i>Antelope</i>	516	220	46	1653
<i>Assistance</i>	521	220	50	1650
<i>Assurance</i>	345	170	42	1646
<i>Bristol</i>	532	220	48	1653
<i>Centurion</i>	532	220	50	1650
<i>Constance Warwick</i> ..	306	170	42	1655
<i>Crown</i>	562	200	50	1653/4
<i>Diamond</i>	548	220	48	1651
<i>Dover</i>	533	200	54	1654
<i>Dragon</i>	470	200	44	1647
<i>Foresight</i>	521	220	52	1650
<i>Hampshire</i>	479	200	46	1653
<i>Happy Return</i>	556	240	48	1654
<i>Jersey</i>	556	220	48	1654
<i>Leopard</i>	657	280	56	1658/9
<i>Mary Rose</i>	556	220	56	1653/4
<i>Newcastle</i>	626	240	52	1653
<i>Portland</i>	608	240	50	1652
<i>Portsmouth</i>	463	200	48	1649
<i>Reserve</i>	532	220	48	1650
<i>Ruby</i>	557	220	48	1651
<i>Swallow</i>	549	220	50	1653
<i>Tiger</i>	443	180	46	1647
<i>Yarmouth</i>	608	240	54	1653

CINQUIÈME CLASSE

<i>Dartmouth</i>	270	150	40	1655
<i>Eagle</i>	296	150	34	1654
<i>Guarland</i>	266	150	34	1654
<i>Guernsey</i>	259	150	32	1654
<i>Mermaid</i>	286	140	30	1651
<i>Norwich</i>	257	160	30	1655
<i>Pearle</i>	286	150	28	1651
<i>Richmond</i>	238	130	28	1655
<i>Speedwell</i>	238	140	30	1656
<i>Success</i>	294	155	30	1657

SIXIÈME CLASSE

	Tonnage	Equipage	Canons	Date construct.
<i>Drake</i>	52	70	14	1652
« <i>Hoys</i> »				
<i>Marigold</i>		42	4	1653
<i>Unity Horseboat</i>		40	4	1651
<i>Hulkes</i> , prizes				
<i>Eagle</i>				
<i>Elias</i>				
<i>Violet</i>				

Classe	Navires	Tonnage	Hommes	Canons
Première	1	1.556	856	100
Deuxième	6	5.469	2.830	415
Troisième	10	7.445	3.480	602
Quatrième	26	13.713	5.570	1.266
Cinquième	10	2.690	1.475	316
Sixième	1	52	70	14
« <i>Hoys</i> »			82	8
TOTAUX GÉNÉRAUX.	60	30.925	14.357	2.721

Rawl. Mss. A, 176, f. 99.

Estimation des frais d'entretien d'un navire anglais en temps de guerre, pour six mois :

	1 ^{re} classe	2 ^e classe	3 ^e classe
Equipages	£ 730	530	400
Approvisionnements...	4.380	3.180	2.400
Soldes	6.570	4.611	3.360
Usure et entretien....	1.003/15	728/15	316/05
TOTAUX	£ 11.953.15s.	8.519.15s.	6.310

	4 ^e classe	5 ^e classe	6 ^e classe
Equipages	£ 230	120	70
Approvisionnements ..	1.380	720	420
Soldes	1.863	936	525
Usure et entretien....	316/5	165	96/5
TOTAUX	£ 3.559/5s.	1.821	1.041/5s.

Coût total pour six unités de classes différentes
pendant six mois..... £ 33.205

1658

Marine hollandaise*Rawl. Ms. A. vol. 59 f. 267.*

UNITÉS ARMÉES ET EN ARMEMENT

Rotterdam : (9 navires).

Pièces	Equipages
72	400
54	300
48	250
46	250
44	200
36	200
32	180
24	80
22	60
378	1920

Rotterdam : (8 navires) :

Pièces	Equipages
1	54
1	54
1	48
3	44
1	32
1	30
350	1720

Amsterdam (18 navires) :

2	54	250
1	60	250
1	58	250
3	54	230
5	40	200
1	40	190
1	38	190
2	32	180
2	20	120
	770	3670

Noorthollandt : (4 navires).

1	54	250
2	50	200
1	40	200
	194	850

Deux autres :

1	44	200
1	40	180
	84	380

41 navires, 1.776 canons, 8.540 hommes.

1657

Marine danoise*Rawl. Ms. A. vol. 52 f. 28*

Unités	Canons	Equipages	Unités	Canons	Equipages
2	104	700	4	40	260
1	84	500	4	38	244
1	64	450	2	36	228
2	62	450	5	34	200
3	60	420	3	32	184
3	56	390	5	30	168
2	52	358	1	28	152
5	50	342	2	24	120
1	54	342	2	20	88
4	46	310	1	16	56

54 navires, 2.348 canons, 15.185 hommes.

XIII

**Le Traité entre les Anglais et les Espagnols
à La Jamaïque, Mai 1655**

« Imprimis, that all forts, arms, ammunition, utensils, and necessities for Warr, of what kind or nature soever, (except what is hereafter exempted), and all kind of Shipping that now is in any Harbour of this Island, with the furniture, Sails, Apparel, Ammunition, Ordnance, etc., thereunto belonging; as also Goods, Wares, Merchandizes, and what else is upon the said Island, be delivered up unto the right Honourable General Venables, or whom he shall appoint to receive the same for the use of his Highness Oliver, the Lord Protector of the Commonwealth of England, Scotland, and Ireland, before the day of this instant month of May, without any deceit, embezzlement, or Concealment whatsoever.

« Secondly, that all and every the inhabitants of the Island (except those hereafter exempted) shall have their lives granted, and shall not be abused in their Persons; and that those of them that shall desire to depart this Island shall with their Wives and Children be transported to some part of Nova Hispania (Wind and weather permitting), or otherwise to some of the King of Spain's dominions in America; providing their own provisions and victuals necessary for the Voyage, the which they shall have the permission freely to do.

« Thirdly, that all Commission Officers, and none else, have liberty to enjoy and wear their Rapiers and Ponyards.

« Fourthly, that liberty be granted to all that shall depart according to the Second Article to carry with them their wearing apparel, and any books or Writings they shall desire.

« Fifthly, that all Artificers and meaner sort of Inhabitants as shall desire to remain on the Island (except hereafter excepted), shall enjoy their freedom and Goods (excepting Slaves), they submitting and conforming to the Laws and Government of the English nation, and such others as shall be declar'd by authority to be put in use and exercis'd within this Island.

« Sixthly, that all Goods and necessities, as well Household as for draught, be continued at the several Habitations and Estancias to which they belong, and that all such Goods as have been convey'd from the places to which they belong'd respectively and are conceal'd or embezzled, be return'd to the several Habitations unto which they appertained before the... day of this Instant May, and that an accompt be given in thereof unto the said Rt. Honourable General Venables or his deputies according to the tenour of the first Article.

« Seventhly, That nothing in these present Articles be understood to Extend to any person that came to this Island upon a former attempt under captain William Jackson, and then forsaking their colours revolted to the Enemy, and that the Governor do deliver the said Persons unto the Power aforesaid.

« Eighthly, that such Hostages or Rehens as shall be desir'd be given on the part of the Inhabitants for the true performance of these Articles, and also for the safe return of the English Ships that shall be appointed for the transportation of those that desire to depart this Island.

« Ninthly, That in order to the transportation of those that shall depart the number of them be certainly known that convenient Shipping be provided accordingly, it is agreed that the Master of every Family, or other free person of the Inhabitants of this Island that shall depart, do within... days after the date hereof bring unto the said Right Honourable General Venables or his Deputies a perfect list of all the Persons of their respective families for whom they expect transportation according to the precedent Articles, as likewise the names and number of all the Servants and Slaves that belonged unto them on the... day of this instant month.

« Tenthly, That a true list of all other the Inhabitants and freemen of the Island with the Names, Titles, qualities, and occupations, together with the names of the Wives, Children, Servants and Slaves, be brought in to the said General or his deputies within... days after the date hereof.

« Eleventhly, That for all such persons whose names shall be so delivered at the Port of Caguaya to such as shall be there appointed by the General of the fleet to receive the same for the use of the said Persons.

« Twelfthly, That all Slaves and others be requir'd by their several masters to present themselves upon the... day of this Instant May before the Right Honourable General Venables upon the Savanna before the Town of Caguaya, to receive such favourable concessions as are intended to be made unto them touching their Liberty.

« Thirteenth, That all persons that are to be transported be ready at the Port of Caguaya before the... day of this May, or be utterly excluded touching their liberty from the benefit of these Articles. » (*)

(*) *Venables Narrative*, 36-39, The English commissioners : Major General Forstescue, Vice-Amiral Goodson, Cols. Holdip and Doyley. The Spanish commissioners : The Governor, Don Arnold Sasi, Don Acosta (a Portuguese) and two others. *Ibid.*, 137. This account says that the Spaniards were to come in to the Town « That day sunnigt »; and by June 16 they were to be transported to some part of New Spain ; leaving behind all their goods and about 3.000 negro slaves. They were to be allowed to take two suits of clothes with them. See also Barrington's account *Seventh Rep. Historical Mss. Commission*.

XIV

**Cours des changes pratiqués entre l'Angleterre, la France
et la Hollande en novembre 1651**

MONNAIES D'ARGENT

FRANCE

1 couronne = 3 livres; 1 livre = 20 sols

ANGLETERRE	HOLLANDE
1 livre = 20 shillings	1 gilder = 20 styner
1 couronne = 5 shillings	1 shilling flamand = 6 styner
1 shillings = 12 pence	
1 mark = 13 s. 4 d.	1 styner = 2 pence
1 noble = 6 s. 8 d.	1/16 styner = 1 penny

La livre, le shilling et le penny hollandais ayant la même valeur relative que les monnaies anglaises correspondantes.

ARGENT

<i>Anglais</i>	<i>Français</i>	
	<i>au pair</i>	<i>change courant</i>
£ 1	13 liv. 6 sols 8 den.	11 livres
1 s.	1 livre	16 sols, 6 deniers

Hollandais

	<i>au pair</i>	<i>change courant</i>
£ 1	217 styner 1 p.	210 styner
12 d.	10 styner 14.3/20	10.8 styner

OR

<i>Anglais</i>	<i>Français</i>	
	<i>au pair</i>	<i>change courant</i>
20 sh.	13 liv. 13 sols. 6 den.	12 livres
1 sh.	13 sols. 8 den.	12 sols

Hollandais

	<i>au pair</i>	<i>change courant</i>
£ 1	229 sty. 13 pence	230 styner
1 s.	11 styner 8 pence	11 styn. 8 pence

*Hollandais**Anglais*

	<i>au pair</i>	<i>change courant</i>
Jacobus . . .	22 shillings = 252 styners	252 styners
Carolus . . .	20 shillings = 229.13 styners	230 styners

CHANGE AU PAIR EN FRANCE

10 sols.....	1 shilling anglais
1 livre.....	2 shillings anglais
10 livres.....	20 shillings anglais
1 sol.....	1 stiver ou styner flamand ou hollandais
20 sols.....	1 guilder

EN HOLLANDE

120 stivers ou 20 pence flamands	6 livres françaises
10 stivers.....	1 shilling anglais
33 shillings 4 pence.....	20 shilling anglais
1 guilder.....	2 shillings anglais
20 shillings anglais.....	4 dollars phillippes
ou 4 1/2 dollars rix ou 10 franks ou 4 3/4 réaux de 8	

COURS DES CHANGES

Hollande réputé au pair valaient 50 styners ou stivers 1622 sur les dollars rix des Pays-Bas.

Le dollar à la Croix de Bourgogne et de l'Empire valait 8 shillings 4 p.

1 shilling anglais valait 12 styners 1/2 ; 20 shillings valaient 35 sh. flamands.

COURS DU CHANGE EN HOLLANDE

20 shillings.....	35 shillings flamands
35 shillings flamands..	18 shillings 9 pence 5 liards anglais
4 1/5 rix dollars.....	19 shillings 3 pence 10 liards anglais

CHANGES DE 1647 (*Flandres*)

Duraton d'argent.....	3 guilders
Souverain d'argent ou patagon ou dollar à la croix	2 guilders 8 stivers
20 shillings.....	3 duratons d'argent 1/3
33 duratons d'argent 1/3..	18 shillings 4 pence 2/8 anglais
20 shillings anglais.....	4 1/6 patagons
4 1/6 aptagons....	18 shillings 3 pence 15 liards anglais

CHANGES EN 1641 (*France*)

1 louis ou couronne.....	60 sols
1/4 d'écu.....	21 sols
1 shilling anglais.....	11 sols
20 shillings anglais.....	11 livres
11 livres.....	16 sh. 6 pence anglais
20 shillings anglais.....	10 1/2 quart d'escus
10 1/2 quart d'escus ...	16 sh. 7 pence 10 liards anglais

En conséquence la monnaie anglaise perdait en France £ 16/17 s. 6 d. pour cent ; en Hollande £ 6/3/0 pour cent.

BIBLIOGRAPHIE

- ANDREWS (C. M.) : *Materials in British Archives for American Colonial history* (Washington, 1905).
- CUNDALL (F.) : *Bibliotheca Jamaicensis* (Kingston, 1895). *Bibliography of the West Indies* (Kingston, 1915).
- DAMPIERRE (Jacques) : *Essai sur les sources de l'histoire des Antilles françaises 1492-1664* (Paris, Picard, 1904).
- GRIFFINS (A. P. C.) : *List of books relating to colonization*. Government Printing Office (Washington, 1900).
- HILL (W. C.) : *Select bibliography of publications on Foreign Colonization* (1915).
- LOWNDES (Wm. Thomas) : *The Bibliographer's Manual of English Literature*, Bohn's edition (London, 1864).
- New-York Public Library : *List of Works relating to the West Indies* (New-York, 1912).
- SAINT-YVES (M. G.) : *Quelques documents sur les Antilles et la Guyane au XVII^e siècle* (Paris, Imprimerie Nationale, 1900).
- THOMASSON (George) : *Catalogue of pamphlets, books, etc., relating to the Civil War. 1640-1661* (London, 1908, 2 vols).
- WATT (Robert M. D.) : *Bibliotheca Britannica, or a general Index to English and Foreign Literature*, 4 vols., folio (Edinburgh, 1824).
- Catalogue de la Bibliothèque Nationale.*
- Catalogue of the British Museum.*

STATE PAPERS

State Papers Domestic Interregnum, 1649-1653 :

1/ vols 8-24 inclusive, Council of State Orders Books ; 28-55 inclusive, Council of State Draft Order Books ; 61-68 inclusive, Council of State Fair Order Books ; (1-61, divers Orders) ; 94, 96, 97, Council of State Letter Books ; 111, Council of State Passes to go abroad ; 88, 89, Council of State Parliamentary Acts and Orders ; 123, Council of State Orders and letters of the Admiralty Commissioners ; 131, 132, Council of State Orders Books for Committee for Foreign Affairs.

State Papers Domestic Interregnum, 1653-1657 :

1/ vols. 68-71 inclusive, Council of State Fair Order Books ; 39-41 inclusive, Council of State Draft Order Books ; 132, 133, Council of State Order Books for the Committee for Foreign Affairs ; 112, Council of State ; 75-79 inclusive, Council of State Draft Order Books ; 121, 122, 92, 112, Council of State Diverse.

Colonial Office Papers, C. O. 1, vols. 11, 12, 13.

MANUSCRITS (BRITISH MUSEUM)

(Additional)

- 4,157, Instructions from don Peter de Bayona, Governor of Cuba, to sergeant-major John de los Reyes, in his restoration of Jamaica, 1657. *Report of the Council of Barbadoes*, 1655.
- 5,138, Debates in Parliament, Sept. 3, 1654, permission to trade with Holland, given to the Greenland et Eastland trading companies.
- 9,304, Letter of admiral Sir Wm. Penn to the Commissioners of the Navy, 28 May, 1654.
- 11,410, Collection of Papers relating to English affairs in the West Indies and chiefly, 1654-1682.
- 11,411, Entry Books of letters relating to Public affairs and to private business in the West Indies, written by Thomas, 1655-1660.
- 11,602, Collections of the navy ; Gibson's naval papers : 1688-1700 ; contains a paper on British naval strength during the seventeenth century, 1652-1690.
- 12,423, Journal of colonel Doyley, 1655-1662.
- 13,992, *Papelas tecantes a las Indias occidentales y Philippinas Flotas y Galeones*. All Spanish-American papers.
- 15,948, Evelyn Correspondence, vol. I, 1634-1824.
- 17,938 B, Chart of Caribbean Area.
- 18,270-3, Long's Collection for the history of Jamaica.
- 18,986, f. 205, Letter of Modyford, 1655.
- 22,545, Naval papers, 1645-77.
- 15,903, Original papers, 1557-1732.
- 22,678, Papers on the botany of Jamaica ; Long's notes, 1787-91.
- 24,546, Passenger lists ; those who left London for the colonies, 1655.
- 24,982, *Territoire du Roy en Amérique*.
- 27,382, Administration of Justice ; Barbadoes, 1661.
- 27,855, *Place, Parliaments*, vol. III.
- 27,857-8, *F. Place, America*, vols. II and III.
- 27,968, *Jamaica Genealogies*, Long.
- 27,969, Extracts relating to Jamaica families, Archer.
- 28,456, Papers relating to the West Indies, in Spanish.
- 29,387, Hatton Finch Papers, miscellaneous political papers ; f. 79, relates to the government of Surinam.

- 30,307, Prince Rupert's voyage to the West Indies 1648 (published in Wharbuton's *Memorials of Prince Rupert* (1849).
- 33,845, Memorials of first settlements of the Barbadoes and other islands in the West Indies, 1653-1666.
- 34,015, List of passengers going to the colonies.
- 35,251, Protestation of good affection to the Government, by Modiford.
- 37,042-44, British Guiana and Brazil Arbitration transcripts. 1624-1822.
- 37,341-3, Whitelocke's Annals of his own time. 3 vols.
- 38,139, Sir F. Manwood historical collections: articles of peace between England and Spain, 1603.
- 38,239, List of marriages in Barbadoes, 1660. Index from Parish Registers.
- 38,825, Marriages in Barbadoes, 1643-1801.

SLOANE MSS.

- vol. 856, Letters and Warrants of Charles II, 1661-1662.
- 1,394, ff. 1-27, Description of Jamaica.
- 1,831-A, Log of the Gillisflower, on the voyage to Jamaica, 1654-5; T. Browne junior.
- 2,302, Letters on the history of Jamaica, by John Scott.
- 2,441, Account of Barbadoes and its Government; map.
- 3,662, Calvert and Newfoundland, Maryland, Surinam. Description of Trinidad and Tabago. Description of Barbadoes, by John Scott.
- 3,918, Barham's account of Jamaica to 1663.
- 3,926, Whistler's account of Penn's voyage to the West Indies; Journal from December 1654 to July 1655.
- 4,279, Dr Pell's, letters and papers, 1657.

STOWE MSS.

- vols 184, Concerning the advisability of centralizing colonial administration March 1646, f. 123.
- 185, Instructions for Penn and Venables, Aug. 1654, also Letter from Alonso de Cardenas urging the conclusion of peace, January 1654.
- 424, Proposal rendered to Parliament to erect a company for West Indian trade.

HARLEY MSS.

- 1,223, Concerning a Council of Trade.
 2,334, Description of America, printed 1620.

EGERTON MSS.

Miscellaneous official, 1627-1699.

- 2,393, Papers on colonial questions collected by Thomas Povey (especially valuable).
 2,543, Concerning tobacco planting in England.
 2,597, Papers on Barbadoes, 1640.
 2,648-9, Barrington correspondence. Many papers on Jamaica.

MSS. IN BODLEIAN LIBRARY

Rawlinson Manuscripts ; Tanner Manuscripts.

PRIMARY SOURCES. COLLECTIONS IN PRINT

- Thurloe's State Papers*, 7 vols., London, 1742.
Report of the Historical Mss. commisison.
Harleian Miscellany, London, 1808.
 SCOBELL, Acts of Parliament.
Calendar of State Papers Colonial and West Indies, 1860.
Calendar of State Papers Domestic, 1648-1660.
Rushworth's Memoirs.
Sabin's reprints of colonial pamphlets.

PRIMARY PRINTED SOURCES (*individual*).

- 1643 : Certain inducements to people to transport selves to West Indies, London, 1645 (*Sabin's reprints*, N Y 1865).
 1645 : A declaration of the Earl of Warwick of the Company of London for the Plantation of the Sumer Islands to the Colony and Plantation there. October 1645.
 1647 : An Order of Parliament providing for the exportation of goods to Virginia, Bermudas, Barbadoes, and other places in America, duty free ; printed ; Jan. 25, 1647.
 1650 : A declaration of the Earl of Carlisle, manifesting his care of the Island of Barbadoes, and all under his government, printed ; 22 Nov. 1647.

- 1650 : An Act prohibiting of trade (with the disaffected colonies in America) printed ; October, 1650.
- 1651 : A declaration set forth by the lieutenant-general, the gentlemen of the Council and Assembly, occasionned from the view of a printed paper entitled, « An Act for prohibiting the trade with Barbadoes, Virginia, Bermudas and Antegoe ». Printed by Samuel Brown, English Bookseller, Hague, Feb. 1651.
- 1652 : Articles of Agreement between Lord Willoughby of Parham and the Parliament of England, in order to the Rendition of the Island of Barbadoes, Jan. 1652.
- 1653 : An Act for Constituting Commissioners for Ordering and managing the affairs of the Admiralty and Navy. Printed by John Field, July 28, 1653.
- 1654-5 : *The Narrative of General Venables*, with an appendix of papers relating to the expedition to the West Indies, 1654-5 : Edited by C. M. Firth, for the Royal Historical Society, Camden, London, 1900.
- Ordinance appointing a committee for the Army and the Treasurers at War, Jan. 28, 1654.
 - A declaration of His Highness setting forth, on behalf of the Commonwealth, the justice of their cause against Spain. folio. London, Oct. 26, 1655.
 - Petition of Seamen belonging to ships of the Commonwealth of England, against pressed service and irregularity of payment. Nov. 4, 1654.
- 1656 : Acts and Sketches of the Island of Barbadoes from 1652 to 1656. London, 1656-8.
- 1657 : Doyley (Edward), A Narrative of the Great Success God hath been pleased to give His Highness' Forces in Jamaica against the King of Spain's forces : together with a true relation of the Spaniards losing their Plate fleete, as it was communicated in a letter from the Governor of Jamaica (Signed p. 6, Edward Doyley, Cagway, Feb. 3, 1657. Published by His Highness' special Command. London, 1658. Printed by Henry Hills and John Field).
- 1657 : An Act for raising £ : 15,000 in Scotland per mensum for three months from 25 March.
- An Act for the three months assessment in Ireland for the Maintenance of the Spanish War. From 25 March to 24 June.
- 1658 : A lamentable narration of the Sad Disaster of a great part of the Spanish fleet that perished near St-Lucas, by the valour and prowess of Generals Montague and Blake in the year 1657 (in verse).

1658: A proclamation by the Protector of assistance to the Merchant Adventurers of England, for the better carrying on of their trade and for punishing of Offenders against the same, June 14. 1658.

NEWSPAPERS (*Journaux*).

Several Proceedings in Parliament ; *Mercurius Politicus* ; *Perfect Passages* ; *Perfect Diurnal*, Mondays ; *Weekly Intelligencer*, Tuesdays ; *A Perfect Account* ; *Faithful Scout* ; *Modern Intelligencer* ; *French Intelligencer* ; *Public Intelligencer* ; *Mercurius Bellonius* ; *The Diary*.

Contemporary secondary accounts

(*Comptes rendus secondaires contemporains.*)

ESPAGNE

CAMPANELLA (Thomas), Discourse touching the Spanish Monarchy. English edition, London, 1654.

- The King of Spain's Cabinet Council Divulged, or a Discovery of the Prevarications of the Spaniards for obtaining the Universal Monarchy. Printed for J. S. by J. H., 1^{er} Oct. 1657.
- The Character of Spain, an epitome of their virtues and vices, July 1660, printed for Nath. Brooks.

ANTILLES

GAGE (Thomas), *The English-American*, or a New Survey of the West Indies, First edition, 1648 ; 2nd edition, 1655 ; 3rd edition, 1676 ; 4th edition 1699 ; 5th edition, 1711. Translated into French, Paris, 1676 ; translated into Dutch, Amsterdam, 1695 ; translated into German, Leipzig, 1693.

GARDYNER (George), A description of the New-World, or American Islands and Continent, 6 Jan. 1651.

PELLESPRAT (Pierre), *Missions dans les Isles*, Paris, 1655.

PEAKE (Thomas), *America*, or an exact description of the West Indies, more especially of those provinces which are under the dominion of the King of Spain, July 1655.

- A true narrative of the late successes against the King of Spain's West Indies Fleet in its return to Cadiz, 4 Oct. 1656.

ROCHFORD (Charles de), *Histoire naturelle et Morale des Isles Antilles de l'Amérique*, Rotterdam, 1658.

GERBIER (Sir B.), *Hot parts of America better than cold*, Rotterdam, 1660.

INDIVIDUAL COLONIES

WOODNOTH, On the Honourable Company of Adventurers for the Sumer's Islands, London 1651.

FOSTER (Nicholas), A Briefe relation of the late horrid rebellion acte in the Island of Barbadoes. Written at sea, 1650. Printed by I. C. for Richard Lowndes.

— Bloody news from Barbadoes, being a true relation of a terrible fight between the Parliament's Navye, comanded by Sir George Ayscue, and the King of Scots Forces under Willoughby. Printed by G. Horton, 12 Feb. 1652.

A... B..., Barbadoes, a briefe relation of the beginning and ending of the troubles of the Barbadoes, with the true causes thereof, set forth by A. B., a diligent observer of the times. Printed by Peter Cole, London, 29 July 1658.

LIGON (Richard), A true and exact history of Barbadoes : First ed., London, 1657 ; 2nd ed., London, 1673 ; printed by Humphrey Moseley. Translated into French, Paris, 1674.

— England's Slavery, or Barbadoes merchandize, represented in a petition to Parliament by Marcellus Rivers and Oxenbridge Foyle, on behalf of themselves and three score and ten more free born Englishmen sold uncondemned into slavery, April 1659.

L... S..., A Brief and Perfect Journal of the late Proceedings and Successes of the English Army in the West Indies. An eye witness (printed in Harleian Miscellany from Dec. 19, 1654 to June 24, 1655).

— A great and wonderful victory obtained under General Penn and General Venables against the French and others in the West Indies, 3 April, 1655. Printed by Humphrey Hutchinson.

— A dialogue between a soldier and a sailor containing the present design in the West Indies. Printed R. Lowndes, 20 Sept. 1655.

— A true description of Jamaica, with the fertility, commodities and healthfulness of the place, London, 1657.

A book of the continuation of Foreign passages, moreover an attempt on the Island of Jamaica and taking of the town of St Iago de la Vega, beating the Enemy from their forts, and ordnance, being a body of 3,000 men, and so took possession of the Island, May 10, 1655, with a full description thereof, London, 1657.

ROBERTS (Lewis), Merchants Map of Commerce, London, 1638.

— The Treasure of Trallicks, or a Discourse of Foreign Trade, London, 1644.

PETAVIUS (Dyonisius), History of the World to 1659, geographical description of Europe, Asia, Africa and America, 1659.

SOURCES SECONDAIRES (1661-1742)

MOXON (Joseph), English Empire in America (map), London, 1673.

BLOME (Richard), The present state of His Majesties' Isles and Territories in America, London, 1687 (Translated into French).

SPEED (John), Theatre of the Empire of Great Britain, maps, folio, London, 1676.

BURTON (Robert), The English Empire in America... (1685) printed and sold by Nathaniel Crouch.

— Present state of His Majesties Isles in America, with maps, Printed for D. Newman, 1686.

MOLL (Herman), British Empire in America, 2 vols., London, 1708.

KEITH (Sir Wm.), The History of the British Plantations in America, London, 1749.

ANTILLES (*Indes occidentales*).

CAESAR DE ROCHEFORT, Histoire naturelle et morale des Isles Antilles de l'Amérique, Rotterdam, 1681 (translated into English by John Davies of Kidwelly, 1666, printed by Th. Thring and J. Starkey).

DUTERTRE (Jean-Baptiste), Histoire générale des Isles de St-Christophe, de la Guadeloupe, de la Martinique, Paris 1654.

— Histoire générale des Antilles habitées par les Français, 4 vol., Paris, 1667-71.

— An historical account of the rise, and growth of the West Indian Colonies, printed by J. Hindmarch, London, 1690.

SLOANE (Sir Hans), A voyage to the Islands of Madeira, Barbadoes, Nevis, St-Christopher's and Jamaica, 2 vols, London, 1705-25.

SEPARATE COLONIES (*colonies individuelles*). »

BAHAMAS

GRAVES (John), A Memorial or a short account of the Bahama islands, London, 1708.

BARBADOES

HARDY (John), Description of voyage to Barbadoes, London, 1671.

POYER (John), The history of Barbadoes from the first discovery of the island in 1605, till the year 1801, London, 1808.

BEEBY (W.), Memoirs of settlements of Barbadoes from ancient records, London, 1741.

GUIANA

BIET (Anthony). Description de la Guiane, Paris, 1666.

JAMAICA

HICKERINGHILL (Edmund), Jamaica viewed. London 1661 : 2nd ed., London, 1705 (printed for J. Williams).

LYNCH (Sir Thomas), History or Description of Jamaica, with other Isles and territories in America, 1672.

TRAPHAM (Thomas, M. D.), State of health in Jamaica. London, 1679.

BLOME (Richard), Description of Jamaica, with the other Isles and Territories of America to which the English are related... London 1672, (Translated into French, 1674).

— The present state of Jamaica, « F. Clark for T. Mathus », London, 1683.

LOWNDES (T.), History of Jamaica, 1714.

LESLEY (Charles), A new account of Jamaica, wherein the ancient and present state of that Colony are described. Edinburgh, 1740.

-- A new history of Jamaica, from the earliest accounts to the taking of Porto-Bello by vice-admiral Vernon. In thirteen letters from a gentleman to a friend ; 3rd edition, London, 1740.

TABAGO

ROCHEFORT (Sieur Caesar de), Relation de l'isle de Tabago, Paris, 1666.

POYER (John), Present prospect of the famous and fertile island of Tobago, 1695.

TRADE AND TRAVEL (*Commerce et voyages*).

CHILD (Sir Josiah), A new discourse on Trade, 1700.

STEVENS (captain John), The Spanish rule of trade to the West Indies (a translation of Voitia Linage's Norte de la contratacion de las Indias occidentales, London 1702.

MOCQUET (Jean), Travels and Voyages into Africa, Asia, and America, and the East and West Indies, translated from the French by Nathaniel, London 1696.

THE BRITISH EMPIRE : *Imprimés 1742-1860*

WYNNE, A General History of the British Empire in America, 2 vols, London, 1770.

WYNNE, An account of the European settlements in America in six, parts, vol. 6, of the English, London, Dodsley, 1757 (reprinted 1766).

MARTIN (R. Montgomery), The British Colonial Library, 10 vols, in-16. Vols IV and V. The West Indies, London, 1836-7.

-- The British Colonies, their history, extent, condition and resources (7 tomes en 13 vols, 4), London, 1839 and 1851-7.

MILLS (Arthur), Colonial constitutions ; an outline of the constitutional history of the British dependencies, London 1856.

THE WEST INDIES

BUTEL-DUMONT (Georges-Marie), Histoire et commerce des Antilles anglaises, 284 p. et carte, Paris, 1757.

RAYNAL (Abbé Guillaume), L'Histoire philosophique et politique des établissements et du commerce des Européens dans les deux Indes ; Amsterdam, 1770 ; Genève 1870 ; translated into English, 1776.

-- Tableau et révolutions des colonies anglaises dans l'Amérique septentrionale, Amsterdam, 1781, 2 volumes.

EDWARDS (Bryan), History of the British Colonies in the West Indies, 1st ed., 1793, 5th ed., London 1818.

-- History of the West Indies, London, 1810.

DESSALLES (Adrien), Histoire générale des Antilles, 5 vol., Paris, France, 1847-8.

REYNAULT (M. Elias), Histoire des Antilles et des colonies françaises espagnoles, anglaises, danoises et suédoises, Paris, F. Didot frères, 1849.

LUFFMAN (John), A Brief account of the Island of Antigua, London, 1789.

-- History of Antigua, Antigua and the Antiguas, a full account of the colony and its inhabitants from the time of the Caribs to the present days, 2 vol., London, 1844.

GODET (Theodore L.), Bermuda, its history, geology, climate, etc., from earliest times to the present day, London, Smith Elder and Co, 1860.

-- Memoirs of the first settlement of the Island of Barbadoes and the other Caribbee Islands, with the succession of the Governors and Commanders-in-chief of Barbadoes to 1742, London, 1743

-- Barbadoes, London, 1760 and 1766.

-- A short history of Barbadoes to 1767, London, 1768.

FRERE (George), History of Barbadoes, London, 1768.

- BROWNER (Patrick), Civil and Natural history of Jamaica, London, 1756.
- LONG (Edward), History of Jamaica, 3 vol., London, 1774, translated into French.
- BICKFORD (Wm.), Descriptive account of the Island of Jamaica, 2 vols, London, 1790.
- Tracts relating to Jamaica, from the Conquest to 1702, London, 1800.
- RENNY (Robert), History of Jamaica, London, 1807.
- BRIDGES (George), The Annals of Jamaica, 2 vols, London, 1828.
- SCHOMBURG, History of Jamaica, London, 1848.
- SUCKLING (George), An historical account of the Virgin Islands, in the West Indies, London, B. White, 1870.

HISTOIRE BRITANNIQUE : *Imprimés*, depuis 1860.

- BISCHOFFSHAUSEN (S. Von), Die Politik des Protector Oliver Cromwell 1899.
- BOWMAN (J. N.), The Protestant Interest in Cromwell's Foreign Relations 1900.
- CARLYLE (T.), Letters and Speeches of Oliver Cromwell, edited by Lomas (S. C.), London, 1904.
- FIRTH (C. H.), Oliver Cromwell (Heroes of the Nation Series), 1901.
- FIRTH and LOMAS (S. C.), Notes on the diplomatic relations of France and England, 1603-88, Oxford, 1906.
- FIRTH (C. H.), Last years of the Protectorate, Longman's, London, 1909.
- GARDINER (S. R.), the First Two Stuarts and the Revolution, 1603-1660 (Epoque of Modern History), New-York, Scribner, 1893, 1902.
- History of England from 1603 to 1642, 10 vols, London, Longmans, 1883.
- History of the Civil War, 1642-49, 4 vols, Longmans, 1897.
- Oliver Cromwell, London 1901.
- History of the Commonwealth and Protectorate, 1649-1656, 4 vols, London, 1903.
- MONTAGUE, Political History of England, 1603-1660.
- PALGRAVE (Sir R. F. D.), Oliver Cromwell and the Royalist Insurrection against his government, March 1655, London, 1903.
- PAYNE (F. W.), Cromwell on Foreign Affairs, London, 1901.
- FITZGERALD-UNAIGÈS (R. G.), The Protectorate House of Lords, 1639-1657, 1917.

EMPIRE BRITANNIQUE

- ANDREWS (C. M.), *Colonial Self-Government, 1652-89*, Hart, American Nations Series, 1904.
- ELLIS (J.), *Great and Greater Britain*, London, Smith-Elder, 1910.
- BESCHERELLE (M. aîné), *Histoire de la fondation des colonies espagnoles et anglaises en Amérique*, Paris, M. A. Bertal, 1857.
- BRIDGE (J. S. C.), *From Island to Empire, history of the expansions of England by force of arms*, London, Chatto and Windus, 1908.
- CLOUGH (C.), *History of the British Dominions beyond the Seas, 1558-1910*, London, Ralph-Holland, 1910.
- CRAMB (J. A.), *The Origins and Destiny of the British Empire*, J. Murray, 1915.
- CROSS (A. L.), *History of Greater Britain*, N.-Y., 1914.
- DOLD (A. F.), *Short History of the English Colonies*, London, 1901.
- DOYLE (J. A.), *The First Century of English colonization, 1607-1763*, Cambridge Modern History, vol. 7, 1903.
- EGERTON (H. E.), *Short history of British Colonial Policy*, London, 1897.
- *Short History of British Colonial Policy*, London, Methuen, 1913.
- GIBBINS (H. de B.), *British Colonies and Commerce, from Elizabeth to Victoria*, London, Methuen, 1913.
- HERBERTSON (A. J.), and HOWARTH (O. J. R.), *The Oxford Survey of the British Empire*, 6 vols, Oxford, 1914.
- HERTZ (G. B.), *The Old Colonial System* (Victoria University), Publications, 1905.
- INNES (A. D.), *History of England, and the British Empire*, London, Rivingtons, 1913.
- JOSE (A. W.), *The Growth of the Empire*, J. Murray, 1909.
- KERR (P. H.) and (A. C.), *The Growth of the British Empire*, London, Longmans, 1911.
- KIRKMAN (F. B. B.), *The Growth of Greater Britain*. Blackie, 1909.
- LUCAS (C. P.), *Origin and Growth of the English Colonies*, Oxford, 1903.
- *The British Empire*, London, Mc Millan, 1915.
- MORRIS (Henry C.), *History of Colonization*, 2 vols, New-York, 1900.
- NEWTON (A. P.), *The Colonizing Activities of the Early Puritans*, Yale Historical Publications, 1914.
- OSGOOD (H. L.), *The American Colonies in the Seventeenth Century*, New-York, 1904.
- PAYNE (E. J.), *Colonies and Colonial Federation*, 1904.

- SANDERSON (E.), *History of the British Empire*, Blackie, 1906.
- SCOTT (W. R.), *Joint Stock Companies, Constitution and Finances of English, Scotch and Irish Joint Stock Companies, to 1720*, 3 vols, Cambridge, 1910-21.
- SEELY (Sir J. R.), *Expansion of England*, London, 1895.
- THWAITES (Reuben Gold), *The Colonies, 1492-1750* 3rd ed. rev. New-York, Longmans, 1892.
- TRILBY (A. H.), *The English People overseas* Constable, 1911.

COLONIAL ADMINISTRATION

- ANDREWS (C. M.), *British Committees, Commissions and Councils of Trade and Plantations, 1622-1675*, Johns Hopkins, University Studies, 1908.
- BEER (G. L.), *The Origins of the British Colonial System, 1578-1660*, New-York, Mc Millan, 1908.
- ROSCHER (W. G. F.), *The Spanish Colonial System*, New-York, Holt and Co, 1904.

WEST INDIES (*Antilles*).

- ARCHER (J. H.), *Monumental Inscriptions of the British West Indies*, 1875.
- ASPINALL (A. E.), *The British West Indies*, 1912.
- BECKER (J.), *La Política española en las Indias. Rectificaciones históricas*, Madrid, 1920.
- BELLET (D.), *Les Grandes Antilles*, Paris, Chemin-Dupont, 1909.
- BOYCE (Sir R. W.), *Health progress and administration in the West Indies*, London, J. Murray, 1909.
- CUNDALL (F.), *Political and Social Disturbances in the West Indies*, Kingston, 1906.
- DAVIS (N. D.), *Reprints of articles from periodicals on subjects connected with the West Indies*, 1886.
- HARING (C. H.), *The Buccaneers in the West Indies, in the XVIIth century*, Methuen, 1910.
- *Trade and Navigation between Spain and the Indies at the time of the Hapsburgs*, Harvard, 1918.
- LE HERBEC (D.), *Voyages aux Antilles, 1642-1644*, Laval, 1890.
- MACMILLAN (A.), *The West Indies*, Collinridge, 1909.
- REST (J. W.), *The British West Indies and the Sugar Industry*, Liverpool, 1899.
- STRONG (F.), *Cromwell's West Indian Expedition*, the American Historical Review, January, 1899.

INDIVIDUAL COLONIES (*Différentes colonies*).

BAHAMAS

WRIGHT (James Martin), History of the Bahama Islands, New-York, 1905.

BERMUDAS

LEFROY (General Sir J. Henry), The History of the Bermudas or Sumner Islands, London, for the Hakluyt Soc'y, 1882.

LA BARBADE

DAVIS (Darnell C.), Cavaliers and roundheads of Barbadoes, 1650-52, Georgetown, 1887.

— Pages from the Early History of Barbadoes, 1909.

— Barbadoes, 1627-59, 1913.

STARK (J. H.), History and Guide to Barbadoes, Boston, 1893.

JAMAÏQUE

BERCY (Drouin de), Histoire civile et commerciale de la Jamaïque, Paris, 1818.

CUNDALL (Frank), Studies in Jamaican history, London, S. Low, 1900.

— Historical Jamaica, 1915.

CUNDALL and PIERETEZ (J. L.), Jamaica under the Spaniards, Kingston, 1919.

GARDNER (Rev. W. J.), History of Jamaica London, Fisher Unwin, 1909.

ILES VIERGES

RÉVEILLÈRE (M.), Les Iles Vierges, Paris, Baudoin, 1891.

Géographie

GEORGE (H. R.), Historical Geography of the British Empire, London, Methuen, 1909.

LUCAS (C. P.), Historical Geography of the British Colonies, 6 vols., Oxford, 1906-17.

Military and Naval Histories

CORBETT (J. S.), England in the Mediterranean, 1603-1713, London, 1904.

FIRTH (C. H.), Cromwell's Army, a history of the English soldier during the civil wars, London, 1902.

FORTESCUE (Hon. J. W.), History of the British Army, the West Indies, London, 1899.

VU ET ADMIS A SOUTENANCE

le 10 avril 1924,

*Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris :*

FERD. BRUNOT.

VU

ET PERMIS D'IMPRIMER,

*Le Recteur
de l'Académie des Lettres.*

POUR LE RECTEUR,
l'Inspecteur de l'Académie :

A. MAURELLET.

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE	VII
CHAPITRE PREMIER. — Origines et débuts du mouvement royaliste à la Barbade.....	1
CHAPITRE II. — Progrès de la Révolution en l'absence de Lord Wilmoughby	13
CHAPITRE III. — Attitude du gouvernement anglais à l'égard des colonies rebelles (jusqu'en février 1651).....	21
CHAPITRE IV. — Les préliminaires de la guerre civile à la Barbade..	37
CHAPITRE V. — La rébellion et la soumission	45
CHAPITRE VI. — La Barbade de 1652 à 1654.....	63
CHAPITRE VII. — Le conflit politique à Antigua (1655)	77
CHAPITRE VIII. — « Le Projet Occidental », i. e. de conquérir les colonies espagnoles en Amérique... La genèse du projet.....	87
CHAPITRE IX. — L'organisation de l'expédition.....	103
CHAPITRE X. — L'armée expéditionnaire à la Barbade (février et mars 1655)	121
CHAPITRE XI. — L'échec de Saint-Domingue (avril 1655).....	149
CHAPITRE XII — La conquête de la Jamaïque (mai 1655)	153
CHAPITRE XIII. — Les résultats immédiats de la conquête. La guerre avec l'Espagne. Les projets pour la colonisation de la Jamaïque. Le plan d'abandonner la Nouvelle-Angleterre.....	249
CHAPITRE XIV. — La Jamaïque en 1656. Amiral Goodson et major Sedgwick	269
CHAPITRE XV. — La Jamaïque en 1657. Le gouvernement du général Brayne. La bataille de Chareras.....	305
CHAPITRE XVI. — La Jamaïque en 1658. Le gouvernement du général Doyley. La bataille de Rio-Novo. Les Espagnols chassés de la Jamaïque.....	335
CHAPITRE XVII. — La Jamaïque de 1659 à 1660.....	355
CHAPITRE XVIII. — Des effets de la politique de Cromwell aux Antilles sur la situation européenne. La répercussion du blocus en Espagne. Rupture de la neutralité hollandaise. La France et la Hollande. L'Angleterre et la Hollande. Le Portugal et la Hollande.....	367

CHAPITRE XIX. — La Barbade de 1659 à 1660.....	385
CHAPITRE XX. — Les Bermudes de 1643 à 1653	399
CHAPITRE XXI. — Les autres colonies des Indes occidentales de 1658 à 1660. Les Bermudes, Nevis, Saint-Christophe, Mont- serrat	411
CHAPITRE XXII. — Projets de réorganisation de l'administration coloniale (1659).....	422
CONCLUSION. — La restauration de Charles II et le retour des fonc- tionnaires royalistes aux colonies. L'établissement d'un gouver- nement civil à la Jamaïque.....	433
APPENDICES :	
Le Conseil d'Etat et ses sous-Commissions.....	441
Traité de soumission de la Barbade.....	450
Documents qui traitent de l'expédition aux Antilles.....	452
Le corps expéditionnaire.....	471
Listes des marines anglaise, hollandaise et danoise.....	485
Le traité entre les Anglais et les Espagnols à La Jamaïque (1655)	492
Cours des changes pratiqués entre l'Angleterre, la France et la Hollande, 1641, 1647, 1651.....	492
BIBLIOGRAPHIE.....	496

